

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME
DE LA
RÉDUCTION
DE LA
DURÉE DU TRAVAIL

DEVANT LE PARLEMENT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le mercredi 5 juin 1918
à 1 heure et demie*

Jean DESPLANQUE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. JAY

*Suffragants : { MM. GIDE
— CAPITANT } Professeurs*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}
ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14

1918

*Thèse
Paris
1918.*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

80185

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE PROBLÈME
DE LA
RÉDUCTION

DE LA
DURÉE DU TRAVAIL
DEVANT LE PARLEMENT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue le mercredi 5 juin 1918
à 1 heure et demie*

Jean DESPLANQUE

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. JAY

*Suffragants : { MM. GIDE
— CAPITANT } Professeurs*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS
14, RUE SOUFFLOT, 14

1918



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MES PARENTS

Nous tenons, au début de ce travail, à présenter nos très sincères remerciements et l'expression de notre reconnaissance à tous nos maîtres de la Faculté de Droit de l'Université de Paris, à qui nous sommes redevables de notre éducation juridique.

Que très spécialement soit remercié M. le Professeur Raoul Jay dont l'exquise courtoisie et la grande bonté nous firent apprécier en lui l'aimable conseiller et le guide précieux.

Il a bien voulu accepter de présider notre jury : qu'il veuille bien recevoir ici le témoignage de notre respectueuse affection.

BIBLIOGRAPHIE

- Action populaire, nos 135, 180, 153, etc.
- Actes Sociaux, 18-20, Encycl. « Rerum novarum ».
- Amar (Jules).** — Le Moteur humain et les bases scientifiques du travail professionnel, Dunod et Pinat, Paris.
- Amberg.** — Ueber den Einfluss der Arbeitspausen auf die geistige Leistungsfähigkeit.
- Baixes (Fr.).** — La journée de 8 heures en France. Imp. de l'Indépendant, Perpignan.
- Bernhard (Ernst).** — Höhere Arbeitsintensität bei kürzerer Arbeitszeit, 1909.
- Binet et Courtier.** — Effets du travail intellectuel sur la circulation capillaire. Année psych., 1896.
- Binet et Henri.** — La fatigue intellectuelle, 1898.
- Binet et Sollier.** — Archives de psychol., 1895.
- Brentano.** — Des rapports entre le salaire, la durée du travail, sa productivité. Rev. Ec. Pol., 1893, p. 273.
- Brentano.** — Ueber das Verhältnis von Arbeitslohn und Arbeitszeit zur Arbeitsleistung, Leipzig.
- Canard (H.).** — Projet des 10 heures, Rapp. Ch. de commerce du Puy. Imp. Peyrillier, Le Puy, 1912.
- Chambre des Députés. Discussion des projets divers, 1848, 1880, 1881, 1882, 1883, 1888, 1889, 1896, 1897, 1898, spécialement 1906 et 1910.
- Chambres de Commerce. Réponses aux questionnaires, enquêtes, etc.
- Commission supérieure du Travail. Rapports, notamment 1912. Correspondant, 25 sept. 1911, p. 1054.
- Durée légale du Travail (1a). Rapp. à l'Ass. Nat. pour la pr. lég. des trav., 2^e série, 1905.
- Écho des Unions fédér. professionnelles de catholiques, n° 9, juin 1912.
- Enquêtes diverses des Ch. de Commerce, etc.

Fleury (Maurice de). — Quelques conseils pour vivre vieux. Physiologie des maladies nerveuses.

Friedrich. — Untersuchungen über die Einflüsse der Arbeitsdauer und der Arbeitspausen auf die geistige Leistungsfähigkeit der Schulkinder (Zeitsch. f. psych. und physiol. der Sinnesorgane XIII).

J. Godart. — Questions pratiques de législation ouvrière, juill., août 1912.

Goldmark (Josephine). — Fatigue and Efficiency, New-York, 1913.

Griesbach. — Energetik und Hygiene des Nervensystems, 1895.

Guesde. — Exposé des motifs de sa proposition (*J. O.*, mai 1894).

Guide Social, 1913-14, III^e partie, et autres années.

Heinrich. — Die Aufmerksamkeit und die Funktion der Sinnesorgane (Zeitschr. f. psych. und physiol. der Sinnesorg., IX-XI),

Hervet (Alb.). — La journée de 10 heures. Rapp. Ch. de Com. de Bourges; Bourges, imp. M. H. Sire (S. M.).

Inspection du Travail; Bulletin.

Janet (P.). — Attention (Dictionnaire de Physiol. de Richet). Les maladies de la mémoire.

Jay (Mlle Marthe). — Travail de nuit des femmes dans l'industrie française.

Jay (Prof. Raoul). — La protection légale des travailleurs. La question ouvrière en Suisse.

Joteyko (Mme Dr Josepha). — La science du travail et son organisation (Alcan).

Kraepelin (E.). — Ueber geistige Arbeit., 1894.

Kraepelin (E.). — Zur Hygiene der Arbeit., 1896.

Lang (O.). — La loi suisse des fabriques et ses effets sur l'industrie (Braun's Archiv. 1891).

Lecoq (M.). — La journée de 8 heures. Rivière, 1907.

Levasseur. — Histoire des classes ouvrières en France.

Mac Dougal. — The Physical characteristics of attention (Psych. review, mars 1896).

Manacéine (Marie). — Archiv. It. de Biologie, t. XXII.

Ministère du Commerce. Travaux préparatoires des décrets de 1848, 1851, 66, 89, etc.

Mosso (A.). — La temperatura del cervello, 1894.

- Mosso (A.).** — Sulla circolazione del sangue de cervello dell'uomo, Mémoire R. acad. dei Lincei, 1879.
- Mouvement Social, nov. 1912, 15 avril 1913, etc.
- Musée Social, Circulaires, etc. Congrès de législation du Travail; de protection ouvrière; Bruxelles, Zurich, etc. Brochures de la Bibliothèque.
- Office du Travail. Bulletin et statistiques.
- Parlement et Opinions, janv., fév., mars 1912.
- Patrizi.** — Rivista musicale italiana, 1896, III.
- Pierrot.** — Travail et Surmenage. Maison des fédérations, Paris.
- Pic.** — Protection légale des travailleurs.
- Pie X.** — Encyc. « Singulari quadam ».
- Raë (John).** — La journée de 8 heures (Traduction Stark). Neue Fortschritte der Achtstunden bewegung in England (Braun's archiv. 1898.)
- Réforme Économique, 5 avril 1912. La loi des 10 heures (Domergue),
- Revue Scientifique, 24 sept. 1904; 2 oct. 1905.
- Revue Socialiste, 15 avril 1912. La journée de 10 heures (R. Picard) et divers numéros.
- Ribot (Th.).** — La Psychologie de l'attention, 1894.
- Richet (Ch.).** — Dictionnaire de Physiologie.
- Rist (Ch.).** — La Réglementation légale de la journée de travail de l'ouvrier adulte en France, 1898.
- Rivers et Kraepelin.** — Ueber die Ermüdung und Erholung, psych. arbeit., I.
- Rivière.** — La journée de 8 heures.
- Sachnine.** — Le travail quotidien de l'adulte, Thèse med. Lyon, 1900.
- Sauzet (Marc).** — Essai historique sur la législation industrielle.
- Sidney Webb.** — The case for the factory act.
- Schultze Gaevernitz.** — La grande industrie. Trad. Guérault, Paris, 1896.
- Société Industrielle de Mulhouse. Bulletin de Rouen, du nord de la France etc., rapports.
- Taylor.** — Organisation scientifique des usines.
- Vaillant.** — Exposé des motifs de ses propositions.

Vannod. — La fatigue intellectuelle et son influence sur la sensibilité cutanée. Berne, 1896 et 1904.

Villermé. — Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. Paris 1840, 2 vol.

Waddington. — Rapports sur les propositions de 10 heures (*J. O.*, juin 1880 et annexe, janv. 1881).

Webb (S. et B.). — *Industrial Democracy*. London, 1897.

Webb (S. et Harold Cox). — *The eight hour day*. London, 1891.

LE PROBLÈME

DE LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

DEVANT LE PARLEMENT FRANÇAIS

INTRODUCTION

La guerre mondiale aura eu pour conséquence de laisser la France devant une œuvre immense à accomplir. D'abord parce que sur des ruines accumulées il faut reconstruire, ensuite et surtout parce que, devant le Monde étonné, elle a pris conscience d'elle-même.

Le rôle nouveau dont elle est investie fait sa tâche lourde et difficile. Les champs de bataille du Commerce et de l'Industrie exigent un persévérant effort, une volonté de vaincre, un esprit de méthode et d'organisation surtout, qui n'ont d'égaux que ceux qu'exigent les champs de bataille de la guerre.

Il faut agir, et sans retard.

Parmi les mille problèmes qui exigent pour cela un examen approfondi, il en est un dont la solution est la clef de tous les autres. Difficile et délicat s'il en fut, c'est celui de la *production industrielle*.

Dans quelles conditions devra s'effectuer la reprise de l'industrie? Il est intéressant d'examiner la situation actuelle de certains points dont l'étude ne manquera pas de nous révéler les graves défauts. Les connaissant mieux, comprenant leur existence expliquée historiquement, il sera plus facile d'essayer d'y porter remède.

Depuis la loi de 1900, les industriels sont aux prises avec les plus grandes difficultés pour pouvoir concilier les exigences de cette loi avec les nécessités de leur production. Nous aurons à en examiner les détails. Chacun sait que dans la plupart des cas, et contrairement aux intentions du législateur, les patrons préfèrent se séparer de leur élément femme et enfant plutôt que d'adopter le régime des dix heures. Résultat : ce que l'on a appelé, avec quelque exagération peut-être, la crise de l'apprentissage. D'autres directeurs d'établissements, ne faisant en cela que suivre la Cour de Cassation, ont séparé apprentis et ouvriers qui ne travaillent plus dans « les mêmes locaux ». Résultat encore : crise de l'apprentissage qui ne peut se faire qu'au contact du travailleur adulte.

Ayant atteint 18 ans, les enfants forment des ouvriers médiocres. Et voilà un des éléments de notre infériorité industrielle qui doit disparaître sans retard.

Le second n'est pas moins capital :

Suivant les rédacteurs des projets de 1906 et de 1911, le moyen d'arranger les choses dans la question de l'apprentissage serait de réduire à 10 heures et *pour tous*, la journée de travail dans l'industrie(1) : ce qui permettrait de

(1) Avec des dérogations prévues, mais seulement pour les adultes.

reprendre les apprentis en collaboration avec les ouvriers... mais diminuerait de deux heures la journée des adultes.

Et cela nous paraît une réforme infiniment désirable, n'hésitons pas à l'affirmer, la journée de travail de l'ouvrier français est trop longue (1), Il faut à tout prix tenir compte enfin de la question du surmenage. Sans faire état des expériences médicales qui montrent pour chaque individu les conséquences de la situation actuelle, on voit de suite l'intérêt qu'aurait au point de vue national l'amélioration de la santé de la race, une réduction de la journée qui nous donnerait un peuple ayant le temps d'être conscient de ses devoirs de citoyen ; il s'est trop contenté d'en exercer les droits.

Mais pour nous en tenir à notre sujet, et quelque paradoxal que cela puisse paraître, cette réduction, disons-nous, est indispensable à une forte production. Nous oublions trop que les pays à plus gros rendement sont ceux qui possèdent — de fait ou de droit — la courte journée : Angleterre, États-Unis, Colonies anglaises, Allemagne aussi. En outre, de la journée courte sort le plus grand développement du machinisme industriel.

La concurrence étant là, le problème ne saurait être résolu que législativement pour que la solution s'en impose également à tous. Nous ne pouvons en effet compter en France sur la même force qui fit que l'Angleterre aboutit, grâce à la seule action des Trade-Unions.

En résumé, l'industrie française ne reprendra l'essor qu'il faut qu'elle reprenne pour concurrencer victorieu-

(1) A l'heure actuelle près de 26.000 établissements industriels travaillent encore 12 heures et plus.

sement l'Étranger que lorsqu'on aura fait disparaître les difficultés nées de la loi de 1900; que lorsque la question de l'apprentissage sera résolue et la journée de l'adulte plus courte.

La solution à intervenir, nous l'avons vu, peut réaliser du même coup ces réformes. Elle revient en somme à tenir compte de la notion « surmenage » dans l'établissement de la durée du travail et avec un peu de bonne volonté, le reste nous sera donné par surcroît. Nous aurons donc envisagé l'ensemble de la question en nous limitant à l'étude de : *la durée du travail de l'homme adulte dans l'Industrie française*.

Mais quelle est la condition de l'accomplissement de ces réformes?

Avant tout il faut que nous cessions de voir dans les questions ouvrières une arme pour la lutte de classe.

Les socialistes l'ont fait trop souvent dans leurs attaques contre la classe possédante. Inversement, les patrons ont été maintes fois moins que désintéressés de la préoccupation « politique ».

Mais les choses sont changées aujourd'hui. Pour la première fois, dans cette formidable guerre, toutes les professions, les classes sociales, sont confondues en masse dans la plus stricte égalité. Les conditions d'accès aux grades sont les mêmes pour tous. Parmi ceux qui combattent, il n'y a plus de bourgeois, plus de prolétaires. Que va-t-il sortir d'un tel nivellement? L'expérience ne peut nous l'apprendre, mais il est bien permis de le préjuger, tout au moins de le souhaiter.

Il n'est pas possible que ceux qui ont couru les mêmes

dangers, enflammés par le même idéal, recommencent à s'entredéchirer en de hideuses et mesquines haines.

Travailleur, patron, salarié, entrepreneur, que le devoir pour tous soit désormais : Aimons-nous, aidons-nous. Est-ce trop demander?

Avec ce concours de bonnes volontés la tâche du législateur sera plus que facile. Montrer en toute impartialité ce qu'on a tenté de faire, ce qu'il faut réaliser, pour solutionner l'un des plus graves problèmes sociaux : là est notre but. Puissent tous se convaincre qu'il y va de l'intérêt général. Puisse chacun y mettre du sien pour résoudre une question capitale pour la grandeur de la France de demain. Dès maintenant il faut penser à sauver les qualités natives de cette race française qui par son héroïsme fait l'admiration de l'univers. Selon les paroles de M. Ribot : « Il faut la protéger et la défendre contre les dangers qui depuis si longtemps la menacent... Il faut que nous affirmions notre volonté de reconstituer toutes les forces de cet admirable pays : la FRANCE.

Reste à préciser le contenu de notre étude et à en indiquer les divisions.

Reprenons notre titre : Le Problème de la Réduction du Travail devant le Parlement français. Il nous semble exprimer assez bien le contenu de notre œuvre. La réduction de la durée du travail est bien un problème puisqu'il comporte des données et une solution à trouver. Son existence n'est guère contestée et cependant nous montrerons la nécessité qu'il y a de le poser et de l'aborder franchement. Nous nous efforcerons de le poser le mieux possible car c'est ici un peu comme en algèbre : problème qu'on est arrivé

à poser est résolu. Son existence démontrée nous le fera du même coup connaître. Nous établirons nous-mêmes les données qu'il comporte. La première sera la base physiologique de la durée du travail d'où découlent les deux autres : question du surmenage, question de l'apprentissage. La solution à chercher, c'est le moyen d'établir une durée du travail qui satisfasse en même temps à ces trois données et qui, naturellement, fasse justice des objections qu'on pourrait lui opposer au nom de la production nationale, de l'intérêt de l'individu par exemple.

Cette solution, nous avons préféré l'indiquer déjà dans notre titre, consistera en une réduction de la durée existante du travail. Mais laquelle ?

« Réduction devant le Parlement » disions-nous, et cela nous impose deux devoirs : prendre les réductions proposées par le Parlement et voir si elles satisfont nos prémisses. Mais aussi prendre dans les discussions parlementaires les éléments qui sont nécessaires à notre travail, hormis le cas où il sera indispensable que nous les prenions ailleurs, — car en parlant beaucoup les députés ne disent pas tout — afin de donner par le fait même, au lecteur, la connaissance à peu près complète de ce que le Parlement a dit, entendu ou même fait sur la question. Les récents débats nous retiendront seuls, ayant seuls pour nous un véritable intérêt.

« Parlement français » avons-nous dit, voulant indiquer par là que les incursions que nous ferons dans la législation étrangère n'auront lieu que pour nous permettre d'y voir plus clair chez nous.

Ce n'est pas tout. Dans un titre on ne peut pas tout

mettre. Avouons que nous avons l'intention de nous en tenir à l'industrie et à l'adulte... il faut bien se limiter ! La donnée « apprentissage » exerce sur la législation de l'adulte une influence qui nous force à en tenir compte. Nous ne l'examinerons cependant pas en elle-même, puisque les apprentis sont par définition des enfants.

En tout cela, répétons-le, notre grande idée dominante sera le facteur physiologique. Il est grand temps qu'on l'introduise en ce domaine où toujours il aurait dû régner en maître, être à la fois l'inspirateur, le régulateur. Nous avons la conviction que sa méconnaissance ici, comme beaucoup trop ailleurs, est une importante source des maux dont souffre notre société moderne.

Résumons-nous :

Nous établissons en notre *première partie* la base de la durée du travail au point de vue physiologique.

En notre *seconde partie* nous verrons que la situation ouvrière actuelle au point de vue du surmenage et de l'apprentissage est causée par la méconnaissance de cette base.

Nous entrerons ensuite dans le domaine parlementaire avec cette conclusion logique virtuellement obtenue : il faut respecter la base physiologique. Et notre *troisième partie* répondra à cette question : *Comment le faire ?* Si la fameuse loi des dix heures le fait, remplit-elle les conditions dégagées de nos deux données : remède au surmenage, à la crise de l'apprentissage ? Puis nous suivrons un peu les députés qui sont très bavards, nous demandant avec eux quelle serait la portée exacte de la loi et ses répercussions sur l'individu et la nation.

Puis, de tout cela, nous tirerons une *conclusion* en nous demandant si la loi des dix heures nous satisfait entièrement ou si elle ne doit être qu'une étape. Nous donnerons enfin l'analyse rapide des discussions, puis de divers textes. Mais la vraie conclusion se dégagera elle-même, qu'on nous permette de l'espérer; au fur et à mesure de la lecture, elle se cristallisera en une conviction que seul l'exposé des faits aura fait naître.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE TRAVAIL

Toute cette première partie est d'ordre physiologique. On comprendra que nous nous soyons abstenu d'observations ou même d'hypothèses personnelles, pour nous laisser guider par les ouvrages de savants spécialistes. Nous sommes particulièrement tributaire, du remarquable ouvrage du professeur Amar : le « Moteur humain » et de l'« Étude sur l'influence de la durée du travail quotidien sur la santé générale de l'adulte » du D^r médecin Ilia Sachnine.

I

Physiologie du travail. Aperçu historique. — C'est Galilée, on le sait, qui au début du xvii^e siècle, fut le premier frappé du phénomène de la *fatigue* et tenta de l'expliquer. Il pensa l'avoir fait en constatant que les corps graves ont une tendance à se mouvoir vers le bas et non vers le haut. Une ascension d'escalier par exemple, est contraire aux lois naturelles et entraîne la fatigue. Mais pourquoi celle-ci apparaît-elle lors de la descente prolongée d'un escalier? Galilée pense alors que les muscles se fatiguent parce

qu'ils n'ont pas que leur seul poids à mouvoir mais aussi le poids du squelette, souvent même le poids de tout le corps. Le cœur lui, qui ne meut que sa propre masse, est pour cela infatigable (1).

A la fin du xvii^e siècle, les physiciens et géomètres, Sauveur, Philippe de la Hire, Amontons, s'intéressèrent à la question de la mécanique humaine. De la Hire montra expérimentalement que le poids de l'ouvrier est une condition de sa force physique. S'intéressant à la manœuvre des fardeaux au moyen d'une poulie, il assigne à ceux-ci 65 kilogrammes comme limite de poids à ne pas dépasser. Il constate que pour tirer une corde de bas en haut, l'homme a plus de force debout qu'assis. Il assigne la limite de 75 kilogrammes pour l'homme qui, chargeant un fardeau sur ses épaules, marche lentement sur un terrain plat; il conclut que c'est en montant sur un plan incliné, sur une hauteur, qu'on fait le meilleur usage de ses forces : il déconseille les efforts de traction (2).

Amontons fait exécuter des travaux rapides dans un temps très court et s'intéresse spécialement à l'évaluation de la puissance. Il fournit nous le verrons, des indications sur la quantité de travail journalier.

La plupart des recherches d'alors concernaient l'évaluation de *force*, élément statique; la notion de *travail* était cependant dans les esprits et l'on savait que l'effort produit pour vaincre une résistance et la déplacer correspond à un poids soulevé à une certaine hauteur.

(1) C. P. J. Amar, « Le Moteur humain », p. 514, n° 303 M. Amar, mentionne antérieurement à Galilée le célèbre « Trattato della Pictura » de « Leonardo de Vinci » (1452-1519).

(2) Amar, *loc. cit.*, p. 514-515.

Le XVIII^e siècle s'occupa du travail, grâce surtout aux études d'hydraulique. Les Bernouilli, les Bouguer, les Deparcieux, les Euler, les Schultze se préoccupèrent de la « quantité d'action » fournie par l'activité musculaire. En 1785, Coulomb, le grand physicien français, communique à l'Institut ses remarquables recherches sur la « force des hommes ». Nous reviendrons sur ses conclusions qui tendaient à évaluer la quantité de travail de différentes professions choisies parmi les plus pénibles et telles que l'homme y atteigne un *degré de fatigue* qu'il serait dangereux de dépasser.

A la même date, Lazare Carnot se rallie aux idées générales de Coulomb. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, le point de vue physique domine toujours presque exclusivement. Mais en se basant sur le *degré de fatigue*, on arrivera néanmoins à évaluer assez exactement la production de travail de l'homme se livrant à son activité normale. Seul Coulomb, après Bouguer et S. Gravesande, signale l'importance de la *vitesse* du travail sur la production journalière (1).

Au XIV^e siècle, Navier, Coriolès, Dupuis, Poncelet qui firent tant pour l'industrie, creusèrent médiocrement le problème des moteurs animés. Ils sentaient pourtant l'importance de la question. C'était la matière du cours de Dupin au Conservatoire, de celui de Poncelet à Metz (2).

Hirn en 1855, puis plus tard M. Chauveau fournissent la méthode d'évaluation de l'énergie par « l'énergétique ». Notons que l'idée d'évaluer le travail produit en utilisant

(1) Amar *loc. cit.* p. 515.

(2) Id. p. 515-516.

la quantité d'oxygène consommée, fut émise pour la première fois par Lavoisier. Sa doctrine n'eût en France son épanouissement que dans l'œuvre magistrale de Chauveau, en Amérique dans celle d'Atwater. Mosso et Trèves en Italie, Zuntz en Allemagne avec du Bois-Reymond, A. Lowy et leurs nombreux élèves accumulèrent les plus intéressantes expériences. Marey et ses continuateurs enregistrèrent à l'aide de la méthode graphique, l'effort musculaire dans toutes les directions. Braune, Fischer, Démeny étudièrent la locomotion ; Imbert, Amar, le travail professionnel. Le *degré de fatigue* est apprécié d'après la dépense d'énergie statique et dynamique ; il se trouve lié aux éléments du travail : effort, vitesse, rythme, durée (1).

Frédéric Taylor (2) et ses disciples Gantt Frank Gilbreth étudièrent le travail professionnel à l'atelier et à l'usine à l'aide de la méthode de chronométrage des mouvements qui leur permit d'essayer de connaître la vitesse optimale, de sélectionner utilement les mouvements utiles et nécessaires au travail, de supprimer les autres.

Malgré leur caractère pratique, ce n'est pas tant aux

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 516-517.

(2) Taylor (Frédéric Winslow) né en 1856 à Germann Town Pa, apprenti, ouvrier, contremaître, ingénieur en chef aux usines de Midvale. Homme de métier et ingénieur avisé, il eut des collaborateurs éminents. Son système scientifique d'organisation du travail fut long à triompher de la routine et du parti pris. Les critiques furent nombreuses, notamment celles des socialistes et des syndicats qui lui reprochaient d'amener un surcroît de fatigue chez l'ouvrier. Comme le dit très justement Amar, aucune critique n'a cependant pu porter contre les principes, réserve faite du point de vue physiologique. Ils provoquent de façon essentiellement utile la formation de l'ouvrier, son initiative et ses qualités individuelles (Amar, *loc. cit.*, note p. 610). Voir ce que nous disons du système Taylor, 1^{re} part., ch. III : Base physiologique, p. 106.

méthodes de Taylor qu'aux idées françaises que revient le mérite d'avoir cherché les moyens de *ne pas dépasser les limites physiologiques* de l'activité humaine (1).

Le 18 mai 1913, un décret institua en France une commission chargée de préparer un programme d'études relatives à la physiologie du travail professionnel (2). Dans le rapport qui précède le décret, le Ministre du Travail, M. Chéron, s'exprime en ces termes :

« Le développement rapide de l'Industrie moderne a donné lieu fatalement à des gaspillages de forces susceptibles, dans certains cas, de compromettre la santé des ouvriers, de faire obstacle à l'amélioration légitime de leur condition, de tarir par le travail excessif des femmes et des enfants, les sources mêmes de l'activité. »

« L'œuvre de la réglementation du travail a cependant été construite plutôt suivant des processus empiriques que d'après des méthodes offrant quelque caractère scientifique... Il est dans l'ordre des choses qu'après la période des tâtonnements et des heurts s'ouvre une période d'études plus précises, plus complètes, mieux coordonnées, où l'on fasse plus vigoureusement appel à l'observation méthodique des faits et à l'expérimentation. »

Et le Ministre conclut à la création de la commission, qui aurait pour but d'examiner les moyens, de rassembler,

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 517-518.

(2) Elle est formée de 2 sénateurs, 3 députés, 2 membres de l'Académie des sciences, 2 membres de l'Académie des sciences morales et politiques, 2 membres de l'Académie de médecine, 2 membres du Conseil supérieur du travail, 3 professeurs de l'Enseignement supérieur, 4 personnes choisies dans les sociétés scientifiques, 1 représentant du Ministère de l'agriculture, 1 représentant du Ministère du commerce et de l'industrie, 1 représentant du Ministère du Travail.

à l'aide d'observations statistiques, les données qui permettraient d'améliorer, entre autres choses, l'utilisation des aptitudes et des activités affectées au travail professionnel.

« Il faudrait, continue le Ministre, que l'on arrivât en groupant les résultats d'un grand nombre d'expériences, à dégager les rapports généraux entre la nature du travail, sa spécialisation et son organisation, l'état des instruments, l'aptitude personnelle, l'énergie dépensée et le rendement du travail. »

Et c'est bien là, à notre connaissance, le premier pas qu'officiellement l'on ait fait en vue de parvenir à l'établissement des bases qui pourraient permettre de faire intervenir dans la durée du travail, la notion de « possibilité » physique, la notion de la durée « optima » de travail, d'envisager, en un mot, la question du surmenage et d'en tenir compte dans une législation bien comprise. Car nul doute qu'entre autres choses la commission n'ait en vue d'aborder cet élément capital du contrat de travail.

Division. — Mais voyons dès maintenant les résultats obtenus à ce jour sur la physiologie du travail.

Nous prendrons le travail physique à son point de départ : la contraction du muscle ; nous étudierons les phénomènes de l'activité musculaire.

Nous verrons ensuite les effets du travail physique sur les organes du corps d'un coup d'œil d'ensemble, nous réservant d'approfondir quand nous traiterons de la fatigue.

Quant à la part du travail intellectuel, — résultat de la concentration de l'attention existant dans tout travail physique — nous ne saurions la passer sous silence ; nous

l'envisagerons aussi dans notre chapitre de la fatigue, pour la commodité de l'exposition et même pour les raisons physiologiques qu'on verra, qui font qu'elle est mieux dans son cadre à cette place.

Activité musculaire. — L'acte fondamental de tout travail physique est la contraction musculaire. Voici, en résumé, ce qui se passe dans ce phénomène (1) :

Le muscle se contractant diminue de longueur et augmente d'épaisseur. En produisant du mouvement il développe de la chaleur et l'augmentation de la température peut aller de quelques dixièmes à plusieurs degrés. Quant au pouvoir électro-moteur du muscle il est modifié. Tandis qu'à l'état de repos le muscle est le siège du courant qui se dirige de sa surface au tendon (ou à la section transversale de ses faisceaux), à l'état de contraction l'aiguille du galvanomètre revient immédiatement vers le zéro. (Dubois-Raymond appelle cela la variation négative (2).

Pendant la contraction le muscle absorbe l'oxygène en plus grande quantité et exhale plus d'acide carbonique (Matteucci). Le sang veineux qui sort du muscle à l'état de repos est presque aussi rutilant que le sang artériel ; à l'état de contraction, au contraire, le sang veineux sort complètement noir.

L'organisme entier, mais sur cela nous reviendrons bientôt, produit plus de gaz carbonique pendant le travail ; on se rappelle l'indication de Lavoisier : un homme qui en repos consomme 24 litres d'oxygène, en absorbe 65 en

(1) Cf. Sachnine, Lyon 1900, « Travail quotidien et santé de l'adulte », p. 28.

(2) Ueber das Gesetz des Muskelstromes, cit. par Sachine.

travaillant à soulever des fardeaux. Lassaigne a démontré qu'un cheval expirant par heure 342 grammes de gaz carbonique, après 15 minutes de course, en exhale 746 grammes.

Le travail musculaire modifie encore l'élasticité du muscle. Le coefficient de l'élasticité serait diminué (le muscle s'allongeant davantage, fatigué, ne reviendrait pas exactement à sa longueur primitive, Douders et Mansveldt, Marey). La cohésion du tissu musculaire serait aussi diminuée par la fatigue (Liégeois).

Au repos le muscle est neutre ou légèrement alcalin, actif il est légèrement acide. La réaction est-elle due à la présence de l'acide lactique ou surcolactique? (1) L'acide en tous cas prend naissance dans le muscle et ne lui est pas apporté par le sang puisque ce dernier reste alcalin. Comme conséquence de cette présence acide le muscle est plus ou moins annihilé en tant que facteur des mouvements (expériences de Ranke sur les chiens).

L'acidité du muscle fatigué serait-elle plutôt due à la présence de l'acide carbonique? (Mattenci, opinion reprise par Astaschewsky). M. Arloing pense que l'acide carbonique peut concourir à changer la réaction, mais qu'on ne saurait méconnaître la présence de l'acide lactique. Il y a en outre augmentation de créatine, créatinine xanthine, hypoxanthine, acide urique. M. Armand Gauthier a trouvé la formation d'alcaloïdes léucomaines.

Le muscle au repos contient plus de glycogène, le muscle fatigué, plus de sucre. « Pendant la contraction, dit encore

(1) Walter, *Éléments de physiologie*, cit. par Sachnine, p. 29.

Sachnine, le muscle a un pouvoir énergétique réducteur de nitrates en nitrites (1).

« L'extrait aqueux du muscle reposé oxyde plus rapidement l'oxyde pyrogallique que celui d'un muscle fatigué. »

Les nerfs également présentent dans la contraction musculaire des phénomènes physico-chimiques. L'ordre, qui va par exemple du cerveau aux muscles de la main peut être un changement chimique que chaque molécule transmet à la molécule voisine dans la substance du nerf. Cette conception est plus probable que celle qui veut que l'agent nerveux soit de nature mécanique (vibration se transmettant).

Le nerf se fatigue plus difficilement que le muscle. Peut-il même se fatiguer? Nous aurons à revenir sur ce point. Indiquons cependant dès maintenant que Funke et Ranke (2) ont démontré la réaction acide des nerfs qui ont été excités (réaction neutre ou alcaline à l'état de repos) que Schiff (3) est arrivé à constater l'élévation de température du nerf fatigué. On a pu y constater aussi comme dans le muscle une modification dans l'état électro-moteur.

« Ainsi, par le fait même du travail, il se développe dans les muscles des produits de combustion et de désassimilation. Ces substances sont impropres à la vie et leur présence dans le sang devient incompatible avec la santé quand elles y sont en trop grande quantité; ce sont de véritables toxines. Si elles ne sont pas trop abondantes

(1) Cf. Gschleiden Pflüger Arch., 1874, cit par Sachnine p. 31.

(2) Centralblatt 1868, Ranke, Fetus; Leipzig 1865, cit. par Sachnine, p. 32.

(3) Arch. de physiologie, 1869.

elles sont rapidement balayées par le sang qui afflue au muscle, elles sont brûlées au moyen de l'oxygène du sang, détruites dans le foie et dans d'autres glandes de l'organisme. Mais si le travail continue trop longtemps ou d'une façon trop intense, ces substances s'accumulent *dans le muscle* et dans l'organisme tout entier en quantité excessive. Reprises par le torrent circulatoire, elles souillent le milieu avec lequel elles se trouvent en contact, agissent d'une manière paralysante sur les éléments contractiles et provoquent une série de phénomènes qu'on observe dans le surmenage aigu et qui peuvent même amener la mort » (1).

Le surmenage aigu, *nous pouvons donc dès maintenant l'indiquer*, serait un empoisonnement dû aux produits dérivés des transformations chimiques des muscles.

Verworn (2) a marqué le parallélisme qui existe entre ces phénomènes et la symptomatologie d'une maladie infectieuse aiguë : Les muscles pendant les échanges produisent des toxines qui n'ont aucune influence si elles sont contenues dans des proportions ordinaires, mais qui produisent une véritable intoxication dès que, après des efforts musculaires prolongés, elles s'accumulent en grande quantité dans l'organisme (3).

(1) Sachnine, *loc. cit.*, p. 34.

(2) Verworn, *Allgemeine Physiologie*, 1897. cit, par Sachnine. p. 34.

(3) Dans le même sens Pflüger, Preyer, Züntz, Arloing, Mosso, Landois et Ranke avaient injecté à une grenouille normale l'extrait aqueux des muscles fatigués d'une autre grenouille et il a vu se développer chez l'animal tous les phénomènes de la fatigue. Ses membres ne pouvaient faire aucun mouvement sous l'influence de l'excitation électrique. L'animal recouvrait sa force les muscles lavés avec une solution de sel marin

L'expérience de Mosso est bien connue : en injectant dans les veines d'un chien le sang d'un autre chien, rien d'anormal ne se produit ni dans la respiration ni dans les battements du cœur. Si au contraire on injecte le sang d'un chien tétanisé au moyen d'un courant électrique, même pendant deux minutes, on produit chez le chien injecté tous les phénomènes caractéristiques de la fatigue. Le rythme respiratoire et cardiaque est accéléré, les animaux se montrent las et abattus, surviennent souvent des vomissements. Ils se blottissent ; il faut les stimuler fortement pour les déterminer à se mouvoir. Quand ils marchent ou veulent franchir les obstacles, on observe une certaine rigidité et une certaine difficulté dans les mouvements. Ils donnent véritablement l'impression d'un animal profondément fatigué (1).

« L'anhélation respiratoire et l'accélération des battements du cœur *ne sont pas dus ici à l'acide carbonique*, mais bien aux *substances qui ont modifié la composition du sang*, celui-ci ayant été artérialisé au moyen du battage au contact de l'air » (2).

Abelous a renouvelé l'expérience de Mosso en y apportant quelque précision. D'après lui, les substances donnant au sang et aux muscles des animaux fatigués leur toxicité appartiendraient au groupe de leucomaines, xanthiques et créatiniques étudiées par le professeur A. Gauthier.

Les capsules surrénales sont destinées à neutraliser et à détruire les substances toxiques élaborées au cours du travail des muscles et dont l'accumulation dans l'organisme

(1) Sachnine *loc. cit.*, p. 35.

(2) Sachnine *loc. cit.*, p. 35.

entraîne une paralysie rapidement mortelle. — (Expériences d'Abélous, Albanèse, Charrin et Langlois).

A la suite d'un exercice musculaire poussé jusqu'à la fatigue, la toxicité urinaire augmente considérablement, même si l'on est soumis à une alimentation lactée absolue (Laplique et Marette). Certains constatent même (Tissié) que les urines, après des efforts musculaires excessifs possèdent une toxicité qui dépasse celle des maladies infectieuses graves.

Dé même pour la sueur (Arloing). Si sa toxicité est presque nulle quand elle est provoquée par un bain chaud, étuve, etc... elle est très considérable pendant les exercices musculaires violents. Selon une observation intéressante de Mosso, de même que les poisons, les toxines des muscles commencent par provoquer une période d'excitation avant d'amener la fatigue.

L'essoufflement produit pendant un exercice violent ou un travail musculaire intense, une course rapide, une ascension, etc... serait dû principalement à l'accumulation de l'acide carbonique dans le sang (voir *infra*) (1). Le besoin d'éliminer l'acide carbonique précipite la respiration et ce même acide carbonique exerce une action sur le centre respiratoire de la moëlle épinière et le bulbe qui détermine de fréquents mouvements d'inspiration avec sensation d'un violent besoin de respirer. L'essoufflement a donc pour cause une sorte d'empoisonnement de l'organisme par un de ses propres produits de désassimilation, une auto-intoxication par le gaz carbonique. Lagrange a très

(1) Richet, Mosso, Lagrange, cit. par Sachnine p. 38.

bien étudié trois phases qui se produisent dans l'essoufflement jusqu'à la syncope qui peut se terminer par la mort.

Comme résultante de la fatigue, indiquons encore la courbature. Elle peut selon Couvreur (1), présenter trois degrés; le premier se caractérise par une douleur localisée dans les groupes musculaires restreints (ceux mis en jeu par l'exercice), dans le deuxième, il y a malaise général et la douleur envahit tous les muscles, dans le troisième, on constate la fièvre qui peut présenter le tableau complet d'une grave affection fébrile en durant au plus trois ou quatre jours.

Tout ceci est le résultat d'une intoxication par des produits de déchets azotés, provenant de la substance même du muscle. (Urée, acide urique, urates, sédiments uratiques. F. Lagrange, Bouchard).

A un degré plus avancé d'intoxication, arrive le surmenage. Lagrange distingue trois formes de surmenages : le surmenage suraigu, le surmenage aigu et le surmenage lent (2).

Le surmenage suraigu qui n'est autre que la mort par l'essoufflement ne s'observe guère chez l'homme. Chez les animaux, le surmenage suraigu se produit plus souvent. Ainsi l'exemple peut en être fourni par le cheval qu'on excite à galoper sans lui laisser le temps de souffler et en lui demandant une vitesse qui est disproportionnée avec son pouvoir respiratoire. L'animal produit alors plus d'acide carbonique qu'il ne peut en éliminer par la respiration. La mort se produit ici par une véritable asphyxie due

(1) Les exercices du corps, cit. par Sachnine, p. 40.

(2) Selon Sachnine, *loc. cit.*, p. 41 et suiv.

à l'auto-intoxication par l'acide carbonique. L'acide carbonique s'accumule dans l'organisme en grande quantité, les centres nerveux sont baignés par un sang impropre à la vie, le muscle cardiaque est imprégné d'une substance qui le paralyse, le cœur faiblit, la circulation s'arrête, et l'animal meurt (1).

Dans le surmenage aigu, la mort arrive du fait même de la fatigue, sans essoufflement. Cependant, il est assez rare chez l'homme. Il suit une marche un peu moins rapide. L'histoire du coureur de Marathon ou celui de Ladas Lacédémène mourant aux jeux olympiques, après avoir couru la Dolique sont classiques, ainsi que celui du jeune Fribourgeois tombant sur la place de Fribourg en annonçant la victoire de Morat. M. Bertherand a observé en Algérie deux cas de mort de deux coureurs indigènes qui succombèrent dès leur arrivée, l'un après avoir fait 192 kilomètres en 45 heures, l'autre 252 kilomètres en 62 heures.

« Chez les animaux, il se produit surtout dans la chasse à courre. Dans ce genre de chasse, on ne tue pas l'animal, mais il est poursuivi à outrance, jusqu'à ce que l'épuisement complet de ses forces ne lui *permette plus d'échapper* (2). Mais dans ce cas, la mort n'est pas due à l'intoxication par l'acide carbonique. L'animal court 5 ou 6 heures coupées souvent de temps d'arrêt, c'est ce qui lui permet de souffler et d'éliminer l'excès d'acide carbonique par la

(1) Sur ce point et ce qui suit, cf. : M. Arloing dans un très intéressant article du « Dictionnaire des Sciences médicales » de Dechambre; l'expérience de Mosso sur les pigeons (La fatigue intellectuelle et physique, 1894, p. 15); Charrin et Roger, « Arch. de physiol. norm. et path. », 1890, expériences sur les cobayes.

(2) Sachnine, *loc. cit.*, p. 42.

respiration. « Mais le travail musculaire excessif donne naissance à divers produits de désassimilation dont nous avons parlé plus haut, et qui s'accumulent en grande quantité dans l'organisme. Tous ces déchets, acide lactique, urée, urates, leucomaines, sont ordinairement éliminés au fur et à mesure de leur production, par les reins ; mais comme l'élimination se fait avec une certaine lenteur, l'accumulation de ces déchets devient excessive. Les mouvements de l'animal deviennent alors difficiles à cause de la gêne occasionnée dans les organes de mouvement par les déchets qui les encombre et les paralysent ; de l'autre côté, résorbées par les vaisseaux sanguins et le torrent circulatoire, ces substances produisent une prompte infection dans l'organisme (1) ».

Le surmenage lent est dû, comme le surmenage aigu, à « l'imprégnation de l'organisme par les déchets du travail. Cet état s'observe chez les personnes dont le corps est soumis à des travaux soutenus ou à des fatigues qui se répètent trop fréquemment et ne sont pas suivis de temps de repos suffisamment prolongés. »

Si l'on suppose (2) un homme se livrant à un travail fatigant, mais qui ne dépasse pas la mesure de ses forces, le même sujet recommençant le lendemain le même exercice, les déchets du travail de la veille ne sont pas encore éliminés au moment où d'autres déchets viennent se réunir à eux pour en grossir la dose. Si le jour suivant, le travail continue sans interruption, la dose de substances nuisibles accumulées, grossira de plus en plus. Un jour *l'état de sur-*

(1) Sachnine *loc. cit.*, p. 42.

(2) Sachnine *loc. cit.*, p. 43.

menage se trouvera établi. C'est quand la dose de substances nuisibles accumulées de plus en plus atteindra une proportion suffisante pour déterminer des accidents graves et aura alors nettement l'allure d'une maladie.

Il est intéressant de signaler que certains auteurs se refusent à admettre la possibilité pour l'auto-intoxication de « créer de toutes pièces un état de maladie » (1). Elle n'intervient, d'après ces auteurs, que pour favoriser l'infection microbienne (Carrieu) (2). Lagrange au contraire admet que le surmenage lent aboutit souvent à une fièvre de surmenage qui a des analogies avec les affections typhiques (3).

Outre les phénomènes chimiques, Lagrange fait intervenir dans la fatigue, des lésions matérielles, en quelque sorte traumatiques déterminées dans les fibres musculaires nerveuses et les tendons par les contractions et tiraillements répétés. D'après lui existent encore deux sortes de surmenage qui ne sont pas dues à l'auto-intoxication. Le premier est « l'épuisement organique », état de fatigue chronique dans lequel l'organisme se dépouille de ses matériaux et tissus les plus nécessaires à la vie; d'où défaut d'équilibre entre les recettes et les dépenses. Un individu dont l'alimentation est insuffisante ou qui n'assimile pas ses aliments sera obligé de brûler ses tissus de réserve : Auto-phagie et épuisement. « D'après Lagrange, *l'excès de travail*, la transpiration excessive, l'insuffisance de sommeil et de

(1) Sachnine, *op. cit.*, p. 43.

(2) Du surmenage et de son influence pathogène, cit. par Sachnine, p. 44.

(3) Dans le même sens Peter, Tissié (la fatigue et l'entraînement physique).

nourriture et surtout les occupations exigeant un *grand nombre d'heures de travail* donnent naissance à l'épuisement organique (1). »

Le second type indiqué par Lagrange est une sorte d'*épuisement dynamique des éléments nervo-moteurs* : pas de modifications appréciables dans les organes ; seulement perte de leur énergie spéciale. Sachnine dit très justement : la masse des molécules matérielles n'est pas diminuée, mais bien seulement la manifestation de l'énergie propre dont les molécules sont douées (2).

Nous allons maintenant nous demander quelle est l'influence du travail sur les organes du corps.

II

Influence du travail sur les organes du corps. — Le travail musculaire aussi bien que le travail intellectuel, s'accompagne d'effets physiologiques modifiant l'intensité des phénomènes respiratoires, circulatoires et nerveux.

Ces modifications peuvent atteindre un degré se marquant par la fatigue ; c'est encore le cas normal. A un degré extrême arrive le *surmenage* qui lui, est un véritable état pathologique. Quand il n'y a que simple fatigue, l'organisme peut retrouver son équilibre et se réparer complètement, en théorie du moins, par le repos et surtout par le calme et le sommeil de la nuit (3).

Quels sont donc les effets physiologiques du travail qui

(1) Sachnine *loc. cit.*, p. 45.

(2) Dépense trop grande de l'influx nerveux.

(3) Cf. Dr. J. Amar : « Le Moteur Humain », p. 261.

arrivent ensuite à marquer la fatigue ? Il s'agira ici du travail en majeure partie musculaire, non abstraction faite de ses éléments nerveux cependant si variables. Nous reviendrons plus tard sur le travail purement intellectuel.

Respiration. — Pour étudier le rythme, l'amplitude, la forme de la respiration, on a recours à la méthode graphique, on fait usage du pneumographe. C'est un tambour simple ou double appuyé à la poitrine au moyen d'une courroie qui est mise en communication avec un autre tambour muni d'un style inscripteur. Le plus employé c'est le modèle de Laulanié.

Quand l'homme respire à l'état de repos on note de 15 à 18 respirations par minute, chez l'adulte. On a environ de 1 à 5 ans 40 à 25, de 5 à 15 ans de 25 à 21, de 15 à 20 ans de 20 à 18, de 25 à 30 ans de 18 à 7.

Quand on travaille, le rythme augmente et peut atteindre le double de sa valeur : 25 à 35 respirations chez l'adulte au lieu de 18, à une température extérieure de 12 à 15°. Les efforts se marquent en outre par des inspirations prolongées et des expirations courtes. Au repos, au contraire, on peut constater que l'expiration dure un peu plus que l'inspiration.

Ce n'est pas tout : à l'augmentation du rythme correspond un accroissement de la ventilation pulmonaire qui tend à éliminer rapidement le gaz carbonique, ce poison des centres nerveux et des muscles. Le travail mal conditionné ou exagéré empêche le gaz carbonique de quitter les tissus à temps. Le rapport $\frac{C.O_2}{O_2}$ diminue, l'essoufflement se produit. Dans « Le Rendement de la Machine Humaine », le Dr Jules Amar donne les chiffres suivants pour un tra-

vail total de 45.000 kilogrammètres — nous verrons plus tard à quoi cela correspond — effectué en cinq heures de suite sur l'appareil de mesure dénommé bicycle à frein dû à l'auteur : Le débit horaire de la respiration est une moyenne (car il est plus élevé au bout de plusieurs jours de travail) de 872 litres pendant la première heure, de 1.084 pendant la seconde, de 1121 pendant la troisième, de 1.131 pendant la quatrième et de 1.133 pendant la cinquième. Le débit atteint son régime au bout de la deuxième heure de travail. Un travail considérable fait passer dans les poumons de 1.500 à 2.000 litres par heure. Une telle quantité n'a de chance d'être pure que si les usines et ateliers sont ventilés de la manière voulue. Le problème de la respiration est capital. Tant qu'elle reste régulière même très fréquente, la fatigue n'est pas constatée : Le contraire se manifeste quand l'irrégularité apparaît. (1)

Circulation (2). — On a encore recours à la méthode graphique pour étudier les mouvements du cœur. On sait que le premier, le physiologiste Marey (1830 à 1904) a imaginé la transmission par l'air entre deux tambours creux et hermétiquement clos, perfectionnant les méthodes de Poncelet et de Morin. Le cardiographe de Marey est donc un tambour enfermé dans une cloche dont la membrane, terminée par une saillie, se place sur le cœur vers la cinquième côte. L'air se transmet au tambour récepteur qui inscrit la courbe sur un cylindre tournant, analogue à ceux des baromètres enregistreurs que nous avons chaque jour sous nos

(1) Cf. Amar, *loc. cit.*, p. 262-263.

(2) Sur la circulation Cf. Amar, p. 264 et suiv. ; et p. 349 et suiv., et Sachnine *loc. cit.*

yeux. Le tracé du cardiographe donne les phases de la révolution totale du cœur : la systole qui est la contraction chassant le sang dans les artères et la diastole, phase de repos. Ce qu'on appelle pulsation est la systole des ventricules (extrémité inférieure du cœur. La systole se traduit par une élévation de la courbe, qui comprend des ondulations (souvent trois). La contraction doit donc être soutenue, de forme lénitique. Sa durée est le quart de la période totale. La diastole représente les trois autres quarts. Chez l'adulte au repos, la pulsation se renouvelle 72 ou 75 fois par minute.

Les battements des artères sont la conséquence de ceux du cœur, au même rythme. Le tracé du pouls s'enregistre au moyen du sphymographe. Le sphymographe de Marey se compose d'une petite plaque d'ivoire appuyée sur l'artère. Les oscillations se transmettent à la membrane d'un tambour. L'appareil se fixe au bras. Ici encore l'enregistrement est obtenu sur un tambour qui tourne à la vitesse voulue au contact d'un style. En moyenne le nombre des pulsations est 98 de 5 à 6 ans ; 93 de 6 à 8 ans ; 89 à 87 de 8 à 14 ans ; 82 à 77 de 14 à 19 ans ; 75 à 70 de 19 à 80 ans ; 79, à 80 ans et plus.

Le rapport des durées entre la diastole et la systole est le suivant : $3/4 : 1/4 = 3$ environ (1).

Un autre élément des plus importants est la pression artérielle (2). Un manomètre abouché à une artère, nous

(1) Amar *loc. cit.*, p. 265.

(2) Il est en effet difficile d'une expérience à l'autre de replacer absolument les appareils comme ils étaient pour pouvoir en comparer les courbes. Cet inconvénient disparaît en mesurant avant et après le travail, la pression artérielle.

dit le Dr J. Amar, nous donnerait une pression de 120 millimètres. Dans la pratique on emploie le sphygmomanomètre de Potain qui comprend une petite poche en caoutchouc, s'appuyant à l'endroit du pouls jusqu'à en éteindre la pression. L'oscillomètre de Pachon donne plus de précision. Un brassard formant poche est disposé autour du poignet; un tube le relie à l'oscillomètre. Celui-ci est composé d'une boîte à air comprimé à une pression supérieure à celle du sang. A l'intérieur de cette boîte se trouve une capsule anéroïde reliée au tube. Sur cette capsule une aiguille. En diminuant peu à peu la pression de la boîte, l'équilibre s'établit avec la pression du sang et l'aiguille est prête à osciller. C'est la pression *systolique* la plus forte du cœur. En diminuant encore la pression de la boîte on obtiendra d'une façon analogue la pression *diastolique*.

La pression artérielle s'élève avec l'âge : elle est de 13 à 14 cm. de mercure entre 10 et 20 ans et de 17 à 14 cm. de 20 à 40 ans. A partir de 50 ans elle dépasse 20 cm. Il s'agit ici de la pression systolique (ces observations sont de Potain). Si nous considérons maintenant l'homme au travail, nous constatons que le rythme des pulsations augmente jusqu'à 100 et 120 par minute. Si le travail est régulier, il atteint un régime uniforme (pour un travail de 200.000 à 250.000 kilogrammètres en 8 heures sa valeur est de 112 à 114 (1). Otto Weiss (2) nous indique 167 comme limite extrême. Et c'est cette activité qui permet la résistance de l'organisme à la fatigue. Selon Chauveau et Kaufmann, il peut passer 5 et 6 fois plus de

(1) Atwater et Benedict (Bull, n° 139, p. 357) cité par Amar p. 265.

(2) Pflüger's Archiv. t. CXXIII, cit. par Amar, p. 265.

sang en travail dans un même organe qu'à l'état normal. Le Dr J. Amar a fourni quelques indications très intéressantes et inédites sur le rythme du pouls : Un sujet parcourt 38 mètres *en palier* à des vitesses *croissantes*. Son pouls qui était de 75 devient successivement de 84, 85, 88, 90 et 90 en augmentant de 9, 10, 13, 15 et 15. La durée du parcours a été, d'autre part, de 30, 28, 26, 19 et 18 secondes. Le Dr Amar fait remarquer que ces derniers nombres sont inversement proportionnels aux accroissements du rythme. Si on gravit une pente de 11 m. 50 en parcourant 80 mètres et que le pouls battait 70, on aura successivement les chiffres suivants : 96, 106, 112, soit une augmentation de 26, 36 et 42, la durée étant de 40, 33 et 30 secondes.

Dans un fort travail la phase systolique se prolonge et le rapport de la diastole à la systole va en diminuant. Au contraire, la pression artérielle augmente. Si le travail est particulièrement violent, la pression faiblit alors considérablement. Une observation du Dr Amar sur le bicycle de 10.000 kilogrammètres en 10 minutes nous donne, mesurée au Pachon, une augmentation de 30 0/0 de la pression artérielle.

Tous ces éléments renseignent sur le degré de fatigue de l'homme. C'est Lavoisier qui le premier a marqué la relation entre le travail et le nombre des respirations et des pulsations (1).

Puissance musculaire (2). — Le travail, selon l'expression

(1) Lavoisier indiquait que la première quantité est proportionnelle au produit des deux autres. Cela se vérifie seulement pour un travail progressant doucement et n'entraînant pas de fatigue.

(2) Cf. Amar, « Le moteur humain », p. 267 et suiv.

consacrée, *entraîne* les muscles, provoquant une irritabilité plus grande de leurs fibres et réduisant la période de mise en train. Suivant une excellente expression : le démarrage est moins onéreux (1) La consommation d'oxygène est plus faible; les fibres et cellules nerveuses — nous aurons à y revenir, — sont plus excitables. Suivant plusieurs auteurs l'entraînement des muscles produit un gain de force. Les observations faites notamment par Kronecker et Cutter sont dans ce sens intéressantes et s'appuient sur des chiffres. En 1701 Ramazzini et en 1727 Cheyne avaient déjà constaté sur des artisans ce gain de force, produit d'une activité normale à condition que la nourriture soit bonne. Le massage interne, résultant des mouvements même des muscles n'est pas sans exercer quelque influence. Il en est de même du massage externe qui augmente la résistance des muscles et en retarde la fatigue. Maggiora a fait sur ce genre de massage une série d'observations les plus intéressantes (2). La nature de l'entraînement en lui-même est mécanique et physiologique — mécanique, le travail diminuant l'inertie de la fibre musculaire; physiologique surtout, puisque le travail augmente l'irritabilité des muscles et des nerfs — de même que l'inactivité les émousse et les conduit à l'atrophie et la dégénération et surtout encore parce que le travail stimule les exercices circulatoires, l'action du sang et de la lymphe au point de pouvoir arriver à l'hypertrophie fonctionnelle. En nous occupant du rendement de la machine humaine. quand il

(1) Cf. Storey (americ., Journal of Physiolog. A. VIII et IX).

(2) Maggiora (Arch. ital. biol. t. XVI). Cf. Sachnine, *loc. cit.*

s'agira d'établir une base physiologique de la durée du travail, nous reviendrons sur l'économie de dépense qui résulte de ce progrès de la puissance musculaire.

Métabolisme. — M. Chauveau, à qui nous devons des travaux considérables en la matière qui nous occupe, a appelé *travail ou énergie physiologique* la dépense totale de l'être vivant qu'effectuent silencieusement et d'une façon constante ses cellules constitutives. C'est à proprement parler le *métabolisme*, l'ensemble des réactions intimes des cellules qui augmentent d'intensité à la façon d'une réaction chimique qui gagne en vitesse et « s'emballe » à mesure que s'élève la température. Or le travail accroît l'intensité des réactions cellulaires, comme la chaleur accroît la température d'un corps. Si on laisse l'organisme revenir au repos, ses réactions intimes ou sa dépense diminuent, nous aurons à y revenir pour préciser.

A la suite d'un travail des muscles on constate dans ces derniers une acidité plus grande attribuée, dit-on, à la formation d'acide lactique (1). Si l'exercice est modéré et coupé de suffisantes périodes de repos, l'acidité est modérée. Dans les urines se constate une élimination croissante de phosphore. Le Dr Amar (2) nous indique combien ce phénomène est intéressant car il existe dans nos cellules des albumines phosphorées et « Siegfried attribue à l'une d'elles faisant partie du noyau cellulaire, le pouvoir de se décomposer en donnant du phosphore, du gaz carbonique et de l'acide lactique ». De même peut-être est-ce une suite de ces réactions. On constate dans l'urine un dérivé

(1) Dreser, Centralblatt f. Physiol. cité par Amar, p. 269.

(2) Amar, « Le moteur humain », p. 269.

protéique la créatinine qui s'élimine quand les muscles se contractent statiquement et non quand ils travaillent. Nous reviendrons sur la différence, elle est importante.

Le travail augmente encore l'élimination d'eau par la peau et les poumons, par la perspiration en grande partie.

Voici une observation d'Atwater et Benedict à titre d'exemple : Un sujet au repos perd sous cette forme 881 grammes d'eau. Après avoir effectué en 24 heures un travail de plus en plus dur il arrive à en perdre 2.475; 3.230 et même 7.381 grammes. Le sang est appauvri en eau, sa densité s'élève légèrement et il se produit une sensation de soif (1).

Une question intéressante est de se demander quel aliment : graisse, protéique, hydrate de carbone, sera utilisé par l'activité dynamique.

Au repos ou en travail, le métabolisme du sujet porte sur les azotés dans une proportion sensiblement constante : 60 ou 65 grammes par jour. « Il affecte les hydrates de carbone comme source d'énergie libre transformable en travail mécanique. Il règle en même temps la température du corps aux environs de 37° (2) ». La dépense de régulation paraît être à la charge des graisses. L'activité des muscles accroît l'intensité des circulations sanguine et lymphatique et en provoquant une vitesse plus grande des combustions, élève la température générale de 1° environ. Les fonctions digestives sont, dans une proportion sensible, favorisées.

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 270.

(2) Id., id.

Les centres nerveux acquièrent par suite du travail musculaire lui-même, une disposition très accentuée à la rapidité des sensations et des actes. Chacun sait combien la sensibilité tactile est augmentée et affinée chez les typographes.

CHAPITRE II

LA FATIGUE ET LE SURMENAGE

I

La fatigue. — Le Docteur Amar (1) nous 'en donne une excellente définition : Elle constitue, nous dit-il, l'effet plus ou moins prochain du travail des moteurs, effet qui limite la durée de ce travail. C'est là une définition très générale. S'il s'agit de moteurs inanimés, la fatigue atteint les rouages, ressorts, pièces oscillantes ou tournantes et cela très lentement, en vertu d'altérations moléculaires d'ordre *physique*. S'il s'agit au contraire de moteurs vivants, la fatigue *diminue* l'intensité de l'effort musculaire, ou *réduit* le raccourcissement du muscle. — Nous y reviendrons. — Donc, d'une façon générale, moins grande aptitude au travail. La méthode graphique manifestant cette décroissance de puissance de contraction, nous montrera une courbe descendante, dont la décroissance variera suivant le rythme des contractions et l'intensité de l'effort. Il est utile de marquer dès à présent avec Imbert et Amar que la fatigue musculaire *vraie* est tardive mais qu'elle se manifeste très vite sur la courbe par suite de la sensation de *douleur*. Il y a là deux éléments bien distincts. La courbe de la fatigue

(1) Amar « Le moteur humain », p. 271.

musculaire varie habituellement peu chez le même individu, certains conservent la même pendant plusieurs années (1). Elle peut cependant subir parfois des variations qui la rendent méconnaissable. La décroissance de la courbe est d'autant plus rapide que les conditions mécaniques du travail ou l'état physiologique de l'homme sont plus défectueux. Ainsi après un travail prolongé, la courbe ergographique se raccourcit rapidement. Le Docteur Amar fait à cet égard une remarque importante (2) : si l'on se sert de la forme de l'ergogramme pour évaluer le degré de fatigue professionnelle, on doit éviter que la douleur s'ajoute à cette fatigue : par exemple, un effort très intense peut avoir provoqué la douleur musculaire ou nerveuse au point que, en se mettant à l'ergographe, l'homme trahit une fatigue prononcée, avant d'avoir fourni un travail journalier considérable. A un autre point de vue, dans les arts manuels, la fatigue peut se localiser à un seul membre : bras, jambe, doigts. Le tracé peut donc très bien n'indiquer qu'une fatigue locale ou une douleur accidentelle (3). L'effet du travail est cependant général. La fatigue s'étend lentement et progressivement à plusieurs groupes musculaires. Une bonne méthode de travail doit donc faire que les éléments du travail soient proportionnés de telle façon que les muscles se contractent sans douleur et sans excès de fatigue locale.

Il est évident que tous les éléments sur lesquels nous aurons à revenir, nature des aliments, température exté-

(1) Mosso (Arch. ital. Biol. t. XIII) cité par Amar, *loc. cit.*, p. 272.

(2) Id., p. 273.

(3) J. Amar « Le moteur humain », p. 273.

rieure, position du corps, grandeur de l'effet à produire, vitesse de marche, rythme des mouvements ne sont pas sans influencer sur les ergogrammes. Certains travaux dits « de force » demandent une grande résistance pour que l'homme ne cède qu'à la fatigue sans qu'un accident limite son activité. Dans les exercices de vitesse, la fatigue est due à la fréquence des excitations nerveuses et des mises en train. On pense que les terminaisons des nerfs moteurs sont le centre de cette fatigue. Ce genre de travail épuise spécialement l'énergie nerveuse. Malheureusement aucune règle précise ne peut être formulée pour évaluer le degré de fatigue nerveuse. Encore un point cependant sur lequel nous reviendrons.

Cause de la fatigue (1). — Deux phénomènes paraissent déterminer la fatigue ; l'un physique, l'autre chimique. Les propriétés élastiques et la cohésion des fibres musculaires sont altérées ; leur force élastique est grandement diminuée, elles paraissent friables (2). La matière musculaire elle-même change de propriétés chimiques. Elle est nettement acide. Dans son extrait alcoolique se trouvent plusieurs corps toxiques qui peuvent donner la fatigue aux animaux dans le sang desquels on viendrait à les injecter. » Les produits ponogènes, toxiques, diminuent l'irritabilité dans une telle proportion que les muscles ne réagissent plus qu'à des excitations nerveuses plus fortes. D'où une excessive dépense de mise en marche, origine d'une fatigue nouvelle (3) ».

(1) J. Amar « Le Moteur humain », p. 275.

(2) Dans ce sens : Bondet, Mosso, Joteyko, cités par Amar, p. 275.

(3) J. Amar, « Le Moteur humain », p. 275.

On a longtemps admis que les nerfs en eux-mêmes étaient infatigables, ainsi que les centres nerveux importants tels que le cerveau. N'hésitons pas à le dire, en nous basant sur des autorités comme celles du D^r Jules Amar, de J. Carvallo (1), de Frœhlich (2), ce point de vue est trop absolu. Les fibres nerveuses se fatiguent évidemment moins que les cellules, mais toute fatigue, cela est démontré, sur quelque organe qu'elle se localise, correspond à la formation de substances toxiques dans l'organisme. De plus, ces dernières augmentent par ce fait que les réserves albuminoïdes sont mises à contribution lorsque la respiration éprouve de la gêne (dyspnée), et c'est le cas d'un homme fatigué. Dans ces conditions, il est incontestable que la quantité de poisons dans les muscles, le sang, les urines, s'accroît sensiblement (3).

Alors que se produit-il? Pour laver les tissus, le sang circule plus vite, pendant le travail; il porte les poisons aux capsules surrénales qui secrètent l'adrénaline, qui a pour effet de les neutraliser et de les oxyder par l'oxygène qu'il contient. Mais l'état de repos est nécessaire à l'accomplissement de cette fonction et à l'élimination du gaz carbonique accumulé dans le sang par suite des combustions intra-organiques. Le gaz carbonique, lui aussi, agit comme poison pour abaisser la puissance de l'homme. Le repos permet aussi à l'irritabilité de se rétablir sous l'action de l'oxygène (4).

(1) J. Carvallo. C. R. Sc., t. CXXVII, p. 774; 1900 cit. par Amar p. 275.

(2) Frœhlich, Zeit. Allg. Physiol., t. III, p. 468; 1904, cit. par Amar, p. 275.

(3) Amar, le « Moteur Humain », p. 275-276.

(4) Amar, « Le Moteur Humain », p. 276.

La fatigue est une fonction de défense pour la santé. Elle est une circonstance déterminante du repos. Elle progresse en même temps que le travail. A un certain moment c'est « une cause d'arrêt ou d'inhibition ».

Endurance. — Pour ce qui est de la résistance à la fatigue, nous empruntons au Dr J. Amar les très intéressants renseignements qui vont suivre : F étant l'effort dépensé et t le temps, on définit généralement par le produit $F \times t$ la résistance à la fatigue. On a aussi obtenu le produit $F^2 \times t = C^e$ (Haughton et Nipher) (1). Le Dr Amar a personnellement fait les observations suivantes :

Sur environ 80 sujets t varie de 20 à 78 secondes quand on porte à bras tendus deux poids de 5 kilogr. chacun, en ne les laissant tomber que de fatigue : t diminue d'autant plus vite *que les intervalles de repos sont plus courts*. C'est ainsi que le produit $F^2 \times t$ varie beaucoup d'un sujet à un autre, entre autres choses suivant l'état antérieur. Sa plus grande valeur se rencontre chez les matelots et chez les débardeurs. Les sujets doués de volonté, quoiqu'on en ait dit, sont plus capables de résistance à la fatigue, autrement dit d'*endurance*, que les autres. D'après Chauveau, et ceci est important, la résistance à la fatigue est fonction de l'élasticité musculaire; d'après Trèves, c'est un « *tonus fonctionnel* » de la moelle épinière, une réserve d'énergie nerveuse (2) : selon Waller, les centres de la moelle sont les premiers à ressentir la fatigue (3) : pour Joteyko, nous

(1) Proceed. Roy. Soc., t. XXLV cit. par Amar, *loc. cit.*, p. 276.

(2) Trèves, (Arch. Ital. Biol. t. XXX pl. 34 : 1898) cit. par Amar, p. 277.

(3) A. D. Waller, The sense of the Effort) Brain. t. XIV, p. 179 ; 1892), *id.*

l'avons vu, ce sont les terminaisons motrices des nerfs (1). La tendance est, chez tous ces physiologistes à transporter le siège de la fatigue dans les points extrêmes des filaments nervo-moteurs. Selon l'opinion du D^r Amar, les centres médullaires paraissent plus indiqués et en tous cas les précédents, puisqu'à la suite d'un travail fatigant on éprouve pendant quelques heures des troubles de la « sensation de résistance ».

Dans un travail de plusieurs jours, le maximum journalier est atteint par les ouvriers qui résistent le mieux à la douleur : (la sensation de douleur se mêlant souvent, nous l'avons vu, à la sensation de fatigue). La sensibilité est en quelque sorte émoussée, surtout dans certaines professions.

Donc, et ceci est important, pour se faire une idée de la résistance à la fatigue d'un sujet, on devrait considérer la somme de travail ou la dépense d'énergie effectuée chaque jour, bien plutôt que l'effort statique $F t$. Ce serait, dit le D^r Jules Amar, l'*endurance professionnelle*, c'est-à-dire utile. Ces notions ne se rapportent pourtant pas à l'état de « surmenage » qui sort des limites physiologiques.

Fatigue nerveuse (2). — L'étude de la part de l'activité nerveuse et consciente dans le travail n'est pas déplacée dans le cadre que nous nous sommes tracé. Nombre de métiers, en effet, sollicitent l'activité intellectuelle et donnent lieu à une dépense nerveuse importante. L'habileté professionnelle est faite d'attention et d'intelligence ; à la

(1) J. Joteyko, (Travaux Institut Solvay III, fasc. 2, 1900).

(2) Cf. le très intéressant exposé de Joséphine Goldmark : *Fatigue and Efficiency* p. 28 à 39.

longue, elle tend à devenir automatique, « mais les qualités ainsi acquises n'en sont pas moins une charge pour le travail nerveux qui en assure la manifestation, qui produit la vitesse (1). » En veut-on un exemple ? On connaît celui que donne Taylor. Il s'agit des ouvrières occupées à la vérification des billes de bicyclettes. Elles placent sur le dos de la main gauche une rangée de petites billes d'acier poli, les font rouler dans l'intervalle des doigts rapprochés et examinent à une vive lumière si elles ne sont pas rayées, fissurées, entaillées. Les billes défectueuses sont retirées au moyen d'un aimant placé dans la main droite. « Ce travail exigeait des vérificatrices l'attention la plus soutenue, et la fatigue nerveuse des ouvrières était considérable, bien qu'elles fussent confortablement assises » (2).

Par suite de cette constatation, Taylor en fut amené à réduire la durée du travail (10 heures et demie) à huit heures et demie, à choisir ses sujets, et il obtint une élévation appréciable du rendement journalier.

L'activité des muscles demande une dépense d'énergie qui s'évalue en calories et une consommation équivalente d'oxygène. L'activité des nerfs est encore chose *très obscure*. Comme tous les tissus cependant, la matière nerveuse respire (3). On doit à Thunberg, de Lind, un petit appareil : le micro-respiromètre : on a pu reconnaître grâce à lui que les filaments des nerfs consomment dans l'air pur et à la température de 20° : 22 mm³, 20 d'oxygène par gramme et par

(1) Amar, le Moteur humain, p. 574.

(2) Amar, le Moteur humain, p. 575.

(3) Amar, *loc. cit.*, p. 278 et suiv.

heure en exhalant 22 mm³ de gaz carbonique (1). Quand le tissu est en place au milieu des liquides nourriciers sur l'animal vivant (2), ces échanges sont un peu plus actifs. En admettant même une dépense d'oxygène double (45 millimètres cubes par gramme heure) on aurait pour les 1.700 grammes que représente la masse nerveuse d'un adulte, en vingt-quatre heures : $0 \text{ cc. } 045 \times 1.700 \times 24 = 1836$ centimètres cubes équivalents à $1.836 \times 5 \text{ cal. } 05 = 9 \text{ cal. } 27$. C'est la production calorifique d'environ les $4/1.000$ de celle de l'organisme entier pris au repos. On comprend dans ces conditions, qu'il ait été difficile de constater une élévation sensible de la température du cerveau et des nerfs excités électriquement.

Pour l'homme qui fait des opérations intellectuelles difficiles, Benedict et Carpenter, se sont servi après Atwater, de la chambre calorimétrique pour mesurer l'augmentation de sa production calorimétrique. Pendant 3 heures, ils ont obtenu un excès de 1 cal. 32 (environ également 4 p 1.000). Il résulte de leurs expériences sur les effets du travail intellectuel sur le métabolisme que le nombre des pulsations s'accroît légèrement ainsi que la température du corps. que l'élévation de la quantité d'eau vaporisée est environ de 5 0/0, celle du gaz carbonique excrété de 2 0/0, celle d'oxygène de 6 0/0 à peu près, celle de la chaleur produite de 0,50 0/0, tout cela dans des conditions d'effort cérébral soutenu, comme celles des étudiants pendant les périodes d'examen. Mais, ajoutent Benedict et Carpenter « nous

(1) Thunberg (Centralblatt f. Physiol. t. XVIII, p. 553; 1905), cité par Amar, p. 278, a rapproché des chiffres pourtant un peu plus élevés trouvés par Batelli et Stern sur le cerveau de chien (Journ. de physiol. 1907).

(2) Cf. Waller, leçons sur l'Électricité animale, cit. par Amar, p. 278.

sommes très fortement d'avis que les résultats obtenus au cours de ces expériences, n'indiquent pas que l'effort cérébral ait exercé une influence positive sur l'activité métabolique » (1).

Le Dr Amar, dans des expériences inédites sur la dépense d'oxygène d'étudiants se livrant à des opérations mentales a été amené aux mêmes conclusions. « L'activité intellectuelle ne correspond pas à une dépense énergétique mesurable, »

Vu cette faible dépense calorifique, on peut être étonné que l'activité intellectuelle entraîne la fatigue, une fatigue souvent plus marquée que celle des muscles qui peut donner lieu aux déchets toxiques qui se rencontrent dans le travail musculaire (Mosso). « Elle ne va pas sans un échange matériel et une dissociation de diverses substances, généralement phosphatées; elle détermine même, semble-t-il, la fatigue des terminaisons nerveuses qui prennent contact avec les muscles, c'est-à-dire qu'elle rend le travail plus pénible, parfois douloureux. L'excitabilité des centres nerveux est alors amoindrie; ils présentent une inertie croissante. C'est ainsi que la pensée a plus de force le matin que le soir » (2).

L'esthésiomètre a permis en ce sens les observations les plus intéressantes. L'appareil se compose d'un compas à pointes mousses, pourvu d'une échelle. On appuie les deux pointes légèrement et simultanément sur la peau. On

(1) Benedict et Carpenter (Bull. n° 208, p. 100; 1909), cit. par Amar, p. 279.

(2) Amar, *loc. cit.*, p. 279-280. Il indique : Mosso, Binet et Henri (la Fatigue intellectuelle).

sait que, les yeux fermés, la peau effleurée avec une pointe mousse, on peut indiquer le point touché; Weber appelait cela : sens du lieu ou capacité de localisation (1). A l'aide de l'esthésiomètre, on mesure cette capacité : le degré de sensibilité est donné par la plus faible distance des pointes lorsqu'elles sont toutes deux distinctement perçues (2). Il

(1) Weber, Wagner's Handb. d. Physiol. III, 2. Abteil. On peut encore mesurer la capacité de localisation de la manière suivante : la peau bien tendue on la touche avec une pointe mousse. Le sujet indique le point touché. Une erreur d'évaluation en millimètres, fournit le degré de sensibilité localisatrice. Les deux grandeurs sont inverses (Amar).

(2) Il est facile de comprendre pourquoi, à l'aide de l'ingénieuse comparaison donnée par Vannod à son cours de l'Université de Berne : le cerveau est semblable à un damier où aboutiraient les nerfs sensitifs partant de la peau. Aux régions très sensibles (pointe de la langue etc.), et pourvues d'un grand nombre de filets nerveux, correspondrait un damier aux cases très-rapprochées. Aux régions moins sensibles des cases plus larges et partant plus espacées. On comprend que, suivant les régions, deux attouchements simultanés sur la peau seront distinctement perçus et localisés par le cerveau, s'ils sont plus ou moins voisins.

A	B	C	D	E		

Prenons une région du cerveau correspondant à une partie sensible de la peau et représentée par le damier ci-dessus. Deux piqûres de l'esthésiomètre par exemple affectent respectivement les cases A et B;

y a d'autres modèles d'esthésiomètres. La capacité est plus développée chez les aveugles et chez les enfants. Weber a obtenu les distances liminales moyennes suivantes (1).

	Adultes	Enfants
	—	—
Pointe de la langue.....	1 mm. 10	1 mm. 10
Pointe du nez.....	6 mm. 60	4 mm. 50
Creux de la main.....	8 mm. 90	1 mm. 11
Paupières.....	11 mm. 30	9 mm. 00
Dos de la main.....	31 mm. 60	22 mm. 60
Sternum.....	45 mm. 10	33 mm. 80
Milieu du dos, bras, cuisses...	67 mm. 70	40 mm. 60

La sensibilité mesurée sur les enfants des écoles diminue progressivement au cours d'une journée d'études ou d'une méditation prolongée (2). Tandis que le seuil (ou distance liminale) est de 3 millimètres 5 sur la lèvre inférieure les journées d'études, il est de 1 le dimanche, jour de repos. Chez les jeunes apprentis (ouvriers), la différence est au contraire peu appréciable. Il faut aussi tenir compte de l'attention, de la réflexion qui mettent en jeu les divers muscles de la face dont la contraction soutenue est une

elles sont distinctement perçues ; ceci à l'état normal. Eh bien, sous l'influence de la fatigue, il va se produire le phénomène suivant : les perceptions reçues en A et B ne vont plus former qu'une sensation, comme si les deux cases s'étaient fondues, et seules deux perceptions reçues en A et C seront distinctes. Sous l'influence d'une plus grande fatigue, il faudra écarter encore les piqûres, car seules les sensations reçues en A et D seront distinctement perçues.

(1) Donné par Amar, le Moteur Humain, p. 426.

(2) Griessbach, Energetik und Hyg. d. Nerven-Systems id die Schule, Leipzig, 1895. R. Abelson, Mental Fatigue (Thèse Rennes 1909), cités par Amar. Voir aussi Vannod (Thèse Berne).

cause de fatigue. Ces contractions ont sûrement induit en erreur bien des expérimentateurs (1).

Aussi l'on s'est demandé si d'autres méthodes n'étaient pas préférables à la méthode esthésiométrique, pour la mesure de la fatigue intellectuelle (2). A. Sikorsky le premier, en 1879, essaya de déterminer *psychologiquement* la fatigue produite chez des écoliers par l'enseignement. Il comparait le nombre de fautes faites dans une dictée donnée avant et après les leçons. En 1891, Burgerstein fit de même à l'aide d'additions et de multiplications. En 1894 et 1895 Kraepelin, Laser, Höpfner continuèrent les recherches dans le même sens. En 1897, H. Ebbinghaus y ajouta, à Breslau, la méthode de combinaisons : on présente à l'élève un texte dans lequel certaines syllabes ont été laissées en blanc soit à la fin, au milieu ou au commencement d'un mot. Les blancs sont soulignés : à l'élève de les remplir dans le moins de temps possible. Les résultats de ces méthodes psychologiques ne concordent pas entre eux. Marx Lobsien en 1899 fit plusieurs milliers d'expériences avec son chronoscope. Les élèves doivent lire des lettres d'alphabet entremêlées et sans ordre en prenant toujours 3 lettres pour une syllabe. Lobsien prend — initiative importante — en considération la température extérieure, les différentes branches de l'enseignement, l'intérêt que l'élève apporte à ses leçons, la durée du sommeil, l'état général de la santé de l'élève, etc.

Il arrive à des conclusions intéressantes : la fatigue occasionnée est progressive : le repos de midi devrait être au

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 280.

(2) Cf. Dr. med. Vannod (Thèse Bern).

moins de 4 heures pour ne pas reprendre le travail pendant la fatigue de la digestion. Plus l'intérêt pour le travail est grand, plus la fatigue est considérable.

En 1900, le Pr. Ritter a inauguré la méthode « des soulignés » qui consiste à faire souligner certaines lettres ou certains mots déterminés dans un texte d'imprimerie. Il arrive à peu près au même résultat. Selon Schuyten (Anvers 1902) lui-même, les conclusions auxquelles on arrive par ces différentes méthodes psychologiques sont sujettes à caution, car on néglige bien des données qui influent sur les expériences (1).

Des semaines et des mois d'observations très minutieuses et très détaillées sur les mêmes sujets, seraient nécessaires pour aboutir à une évaluation exacte du degré de fatigue intellectuel.

B. Mosso et ses élèves ont créé et employé la méthode *ergographique*. Dès 1890, le grand physiologiste prouvait qu'une fatigue des centres psychiques agit d'une façon directe sur les nerfs moteurs. Les expériences sont faites avec son ergographe (2), sur des adultes. Keller de Winterthur fit en 1894 une série de mensurations avec la méthode Mosso sur des adultes, ainsi que Kemsies en 1898 sur des écoliers : le repos, la gymnastique diminuent ou font disparaître la fatigue. Les meilleurs jours pour le travail sont les deux premiers jours après la journée de repos. Les vacances sont d'un effet compensateur très-puissant, qui ne peut d'ailleurs se maintenir au delà de 4 semaines.

C. En 1895, le Dr Vannod, de Bern, a construit un *algé-*

(1) Dans le même sens Kraepelin; über Ermüdungsmessungen, 1903.

(2) Cf. *supra*.

siomètre servant à déterminer l'influence de la fatigue sur la perception des sensations à la douleur. « L'appareil est composé d'un plateau circulaire supérieur destiné à recevoir les poids ; à ce plateau est fixée une tige d'acier, effilée à son extrémité inférieure et soutenue par un cylindre en laiton contenant un ressort en spirale, dont la résistance est vaincue par le nombre de grammes nécessaire pour amener le contact de l'aiguille avec la peau. La troisième partie s'ajuste par un pas de vis au cylindre, et présente la forme d'un tube horizontal percé d'une fenêtre latérale pour calculer la sensibilité des doigts. Pour les surfaces planes de la peau, on ajoute un petit plateau circulaire au cylindre vertical. Une série d'expériences faites sur des élèves a permis à Vannod de constater une augmentation de la sensibilité dolorifique comme conséquence de la fatigue, par conséquent une hyperesthésie de la sensibilité à la douleur.

D. En 1895, le Professeur Griesbach, de Mulhouse, publia un travail relatant les nombreuses observations qu'il avait faites sur différents individus à l'aide de la *méthode esthésiométrique* (esthésiomètre de Weber). L'instrument est placé sur la région médiane du front, sur le bout du nez, sur le bord rouge des lèvres, au milieu de la joue, à la pulpe du pouce et de l'index. Les expériences ont fourni une série de courbes qui montrent une fatigue intellectuelle énorme pendant les périodes d'examen. Les élèves et les professeurs sont particulièrement fatigués des leçons de mathématiques. Par contre, les employés de bureau, les élèves des ateliers de filature, les jeunes gens travaillant aux fabriques de machines ne présentent presque pas de

fatigue intellectuelle. Ce qui prouve d'autre part, que les sensations tactiles sont beaucoup moins influencées par le travail mécanique que par l'activité intellectuelle. Les leçons de l'après-midi fatiguent particulièrement les élèves. Pendant les après-midi de congé et les dimanches matins particulièrement, la sensibilité revient graduellement à la normale (1). En 1896, le Dr Ludwig Wagner a publié des observations intéressantes faites à l'aide de la méthode esthésiométrique à Darmstadt. Les expériences tendent à prouver aussi que l'enseignement de l'après-midi, surtout au moment de la digestion est une cause de grande fatigue si les élèves sont aussi attentifs qu'il le faudrait — ce qui n'est généralement pas le cas —; le résultat est de toute façon déplorable, soit au point de vue surmenage, soit au point de vue pédagogique. Blazek (Lemberg) conclut qu'il n'y a pas d'élèves travaillant 5 heures de suite, 17 0/0 travailleraient consécutivement 4 heures, 55 0/0 3 heures, 17 0/0 2 heures et 11 0/0 1 heure. La plus grande partie des élèves (63 0/0) travaillent d'une façon qui n'est pas systématique, c'est-à-dire que le travail varie avec les périodes de repos.

En 1899, le Dr Heller (Vienne) expérimente lui aussi avec la méthode de Griesbach. Les mensurations ont été faites, à l'arcade zygomatique avant et après chaque classe. D'après Heller, l'enseignement produit une grande fatigue le matin après la 1^{re} et la 3^e heure. Le repos de 11 heures à 2 heures est insuffisant. L'élève, encore fatigué à 2 heures, l'est extrêmement à 4 heures. Les après-midi libres ne

(1) Expériences de Vannod, 1896, à l'Ecole Littéraire, l'Ecole Réale et au Gymnase de Berne.

suffisent pas à ramener l'équilibre. Comme le précédent il conclut à la nécessité de *repos très fréquents* et de l'enseignement préférablement le matin.

En 1902, Baur étudie les effets de la fatigue intellectuelle sur les organes de l'ouïe et de la vue, en mesurant toutefois la sensibilité cutanée avec l'esthésiomètre. La fatigue amène aussi bien une diminution de la sensibilité cutanée qu'une diminution de l'ouïe, un resserrement du champ visuel dans toutes ses dimensions, une rapide mais inconstante réaction des pupilles, sautillante et précipitée. Selon Baur la réaction des pupilles serait un bon procédé pour déceler la fatigue et on devrait tenir compte de l'état de fatigue des maîtres qui ne laisse pas que d'influer sur l'état de fatigue des élèves.

Voilà donc l'exposé dans ses grandes lignes des principales méthodes de mesure de la fatigue intellectuelle : méthode psychologique, ergographique et esthésiométrique, avec quelques-uns des résultats de leur emploi. A l'heure actuelle il nous semble, avec de nombreux auteurs, que la méthode esthésiométrique doit être préférée. La méthode psychologique ne peut être suffisamment précisée. En effet, le fait de calculer longtemps implique une fatigue intellectuelle plus tenace et plus persistante que le travail habituel. Au bout d'un certain temps le calcul devient une opération fastidieuse et les fautes sont plutôt un signe d'inattention (Ebbinghaus). La méthode du calcul est aussi très influencée par l'exercice que les sujets acquièrent (Ritter, d'Ellwangen). Quant aux procédés de dictées, de soulignés, de combinaison, aussi bien qu'avec les additions ou les multiplications, l'expérimentateur est

absolument à la merci des sujets qui peuvent être influencés par des facteurs étrangers : intérêt, amour-propre, ennui, mauvaise humeur, entraînement.

Quant à la méthode ergographique (Mosso), elle serait, selon Tümpel (1898) fort peu scientifique. On ne peut mesurer la fatigue intellectuelle à une diminution de capacité pour un travail mécanique. Les symptômes sont locaux et ne se généralisent pas. L'ergographe démontrerait que certaines parties du corps peuvent être fatiguées sans que le reste de l'organisme prenne part à cette fatigue. Mosso et Keller, en se servant de la lecture, du chant, de la gymnastique, oublient de prendre en considération la fatigue physique occasionnée par les mouvements de la diction, de la gymnastique, par l'aspiration de l'air dans le chant. Et Mosso et Keller n'ont expérimenté que sur un seul sujet (Trümpel 1898, Kraepelin).

Quant à la méthode esthésiométrique (Griesbach) elle n'est pas sans avoir non plus subie de violentes critiques : Quel rapport étroit existe-t-il entre la fatigue intellectuelle et la diminution de la sensibilité cutanée? Il y a également intervention de facteurs étrangers : excitation, tension du sujet, etc... On devrait même selon Tümpel, combiner cette méthode avec la méthode psychologique. En admettant même que la présence de la fatigue soit décelée, en a-t-on la mesure exacte? Quant au surmenage, sa présence n'en est pas découverte. D'une façon générale « les méthodes physiologiques négligent le moment psychologique des expériences » (Max Lobsien).

En 1899, le Dr Leuba (Heidelberg) a fait sur le travail intellectuel une série d'expériences très minutieuses où il a

tenu compte de la température ambiante, température des parties de la peau, circulation du sang, état de l'excitation du sujet, etc... Trois sujets ont travaillé dans les conditions requises pendant trois jours qui furent suivis de trois jours de repos. Deux sortes de courbes furent établies : celles donnant la perception d'une pointe de l'instrument; celles donnant la perception des deux pointes. Il y a un manque de concordance complet entre ces deux courbes. Leur comparaison ne permet pas de tirer des conclusions certaines. La courbe de repos est parfois d'un niveau plus élevé que la courbe de fatigue correspondante. On ne peut pas tirer des conclusions générales quelconques des courbes de fatigue et de repos après 3 jours d'un travail cérébral assez considérable suivi de 3 jours de repos. D'autres expériences furent faites avec des additions. Leuba les estime lui-même d'importance très minime. Il croit à d'autres facteurs influant sur la sensibilité cutanée : variation de température suivant les différentes places de la peau, température de la place expérimentée, circulation du sang, durée, intensité, genre d'attention du sujet. Il est difficile aussi que les deux pointes de l'esthésiomètre produisent une impression subjective égale à cause des différences considérables d'épaisseur de la couche superficielle de la peau des parties adjacentes (1).

D'autres auteurs et des plus sérieux, ont aussi critiqué la méthode esthésiométrique (2); leurs conclusions peuvent se résumer en ce mot de Ritter : « Toute la série d'obser-

(1) Tawney et Leuba.

(2) German (Columbia University) Ritter, d'Ellwangen, Binet (année physiologique, 1900), Bolton, Kraepelin.

vations de Griesbach repose sur une apparence d'objectivité et est exposée à des confusions et à des erreurs subjectives ».

Mais Vannod répond à ces critiques. Il expérimente, lui, sur des écoliers en grand nombre, pendant plusieurs semaines, avant et après des heures de leçons différentes, nécessitant un travail varié comme intensité. Son matériel aussi est différent de celui dont se sont servis ceux qui ont eu en vue de démolir la méthode esthésiométrique. Il montre enfin, chiffres en mains, que certaines assertions de ces derniers sont loin d'être rigoureusement exactes. « En résumé, dit-il, il n'y a pas un auteur qui ait répété correctement les procédés de Griesbach, qui ait réussi à lui prouver qu'il avait tort et que ses expériences étaient fausses.

Entouré de toutes garanties Vannod fit à Berne en 1904 une série d'expériences. Il emploie l'esthésiomètre de Weber et procède par « bonds » (alternance de grands et petits écarts), sur le front, le bout du nez, le bord rouge des lèvres, la pulpe du pouce. Les expériences sont publiées en détail avec d'intéressants commentaires. Elles confirment sa manière de voir sur l'efficacité de la méthode esthésiométrique. Il trouve que les études les plus fatigantes sont, par ordre de décroissance : les mathématiques, le Latin, le Grec, le Français, l'Allemand, l'Italien, l'Anglais, le chant, la gymnastique, le dessin (repos), les travaux de couture (repos aussi). La gymnastique, cependant composée d'exercices violents nécessitant de grands efforts musculaires, produit une diminution marquée de la sensibilité cutanée.

Vannod croit avoir observé dans ses mensurations les différents facteurs qui peuvent influencer l'organisme et cependant il reste dans ses chiffres et ses tablettes des irrégularités inexplicables: « Pourquoi, par exemple, la sensibilité du front et de la joue varie-t-elle parallèlement et d'une façon intense dans certains cas, alors que la sensibilité des lèvres, du nez, descend graduellement? Pourquoi telle courbe du front monte-t-elle alors que celle de la joue ou du nez descend graduellement? Évidemment il y a des facteurs qui doivent influencer, que nous ne connaissons pas encore et qui doivent être étudiés. La méthode esthésiométrique doit être encore complétée.

« Cependant, en examinant la marche de nos chiffres et de nos courbes, quand on observe la coïncidence de la fatigue produite chez les élèves après des heures réclamant beaucoup de travail et la diminution de la sensibilité cutanée, quand on compare le résultat des mensurations aux différentes heures de la journée, et qu'on place en regard les résultats des après-midi libres et des dimanches matins, on peut se convaincre des rapports étroits entre la fatigue des élèves et les altérations de leur sensibilité, on peut juger aisément de l'efficacité de la méthode esthésiométrique, de sa grande valeur et du rôle qu'elle doit jouer dans le domaine de l'hygiène scolaire. Nous pourrions ajouter : de l'atelier et de l'usine. »

En résumé, « Lombard, Broca, Maragliano, Amidon ont constaté que pendant le travail intellectuel, la température de la tête s'élève, surtout dans les régions antérieures. »

Les expériences de J. Davy, Rumpf, Stapf, E. Gley, L. Couty, Mosso, ont prouvé que les efforts d'attention sou-

tenue, le calcul mental ou simplement la lecture, déterminent une augmentation de chaleur; cette augmentation est toutefois très légère.

Les expériences de A. Mosso, qui a introduit des thermomètres dans l'intérieur du crâne, en contact avec le cerveau ou les méninges, ont mis en évidence une légère élévation de la température du cerveau durant le travail intellectuel.

Le calcul mental durant de quelques secondes à 3 ou 4 minutes, a pour effet presque constant d'accélérer le cœur (1) ». Cette accélération d'après les expériences de Binet, Courtier, Mac Dougal, Mentz, peut être de 5 à 20 pulsations par minute pour un calcul mental difficile. Le travail intellectuel terminé, il peut y avoir une prolongation de l'accélération avant le retour à l'état normal ou au contraire, un ralentissement du cœur battant moins vite qu'à l'état normal.

Selon A. Mosso, Gley, Morselli, Bordoni-Uffreduzzi Patrizi, Henri et Sollier, F. Franck et d'autres, pendant l'activité intellectuelle ou sous l'influence des émotions, le volume du cerveau augmente. L'augmentation a lieu quelque temps après le début du travail cérébral : « ce n'est pas une cause, mais un effet. Gley démontre que cette augmentation de l'afflux du sang capillaire dans le cerveau ne tient pas à une suractivité du cœur, mais à une influence vasomotrice, à une vaso-dilatation active des carotides. » Mosso et Patrizi prétendent que le cerveau posséderait un système vaso-moteur autonome réglant la circulation cérébrale dans la mesure nécessaire à son état fonctionnel.

(1) Sachnine, Travail quotidien et santé de l'adulte, p. 131.

Le calcul mental difficile élèverait la pression du sang de 22 mm, de mercure (Binet et Henri).

D'après les recherches de Mosso, Gley, Mac Dougall, Binet et Courtier, un travail intellectuel court et intense, produit dans la circulation capillaire de la main : « 1° une courte élévation du tracé ; 2° une vaso-constriction réflexe s'exprimant par une diminution du volume de la main, un rapetissement du pouls avec parfois accentuation de sa forme et plus souvent un amollissement de la pulsation, un dicrotisme amolli. La vaso-constriction réflexe se manifeste au début du travail intellectuel (1) » ; l'amollissement de la pulsation quelque temps après, résultant selon Binet et Henri d'une augmentation de la pression sanguine.

Donc, résultent d'un effort intellectuel énergique et court : « excitation de fonctions, vaso-constriction, accélération du cœur et de la respiration, suivies d'un très léger ralentissement de ces fonctions et chez certains sujets, émoussement du dicrotisme. »

Quant au travail intellectuel prolongé pendant plusieurs heures, il a pour résultat (Binet et Courtier) : le ralentissement du cœur, « l'atténuation du dicrotisme et une diminution de la circulation capillaire périphérique. »

Delabarre, Lehmann, Binet et Courtier, Speck, Mac Dougall, Binet et Henri ont étudié l'influence de l'effort intellectuel sur le rythme respiratoire. Le calcul mental produit une accélération de la respiration (2 à 5 respirations supplémentaires par minute). L'amplitude du mouvement respiratoire est cependant réduite ; les inspirations

(1) Sachnine *loc. cit.*, p. 133.

sont « moins profondes et la respiration beaucoup plus superficielle. »

La respiration reprend ensuite sa vitesse normale avec un léger ralentissement. Avec un travail intellectuel prolongé, il y a ralentissement de la respiration qui devient en même temps très superficielle.

La durée de l'expiration, en temps normal, est un peu plus longue que celle de l'inspiration, Avec le travail intellectuel (Mac Dougall) toutes les phases se raccourcissent : l'inspiration surtout et la pause deviennent plus courtes.

« Avec l'attention spontanée (Th. Ribot (1) la personnalité est prise, toutes les tendances de l'individu, toute son énergie disponible visent un même point. Tous les mouvements du corps autres que ceux nécessités par le travail, sont supprimés ; le rythme de la respiration change et subit parfois un arrêt temporaire. L'attention, continue le Dr Sachnine, est toujours accompagnée d'un sentiment d'effort et de fatigue qui est en raison directe de la durée de l'attention et de la difficulté à maintenir celle-ci. Quand on essaye de fixer l'attention d'une manière continue sur un même objet, on constate qu'au bout de quelques instants la conscience des objets diminue, puis augmente de nouveau ; en un mot, l'attention présente une sorte de pulsation, elle subit des oscillations (Hume, Wundt). »

Les oscillations peuvent être dues à des phénomènes de fatigue dans les muscles contribuant à l'accommodation des organes sensoriels, ou aux modifications de l'organe externe (Fechner, Bain, Baldwin, Münsterberg, Ribot, Urbautschitsh, Morbe, etc.).

(1) Th. Ribot, *Psychologie de l'attention*, cit. par Sachnine, p. 134.

Pour d'autres (Longe, Eckner) elles sont dues à des phénomènes qui auraient lieu dans les centres nerveux. « Pour le Dr Marie de Manacéine, le sentiment de l'effort que l'on ressent en fixant son attention dépend de la dépression de de tous les mouvements et de toutes les innervations motrices. »

Pendant l'effort intellectuel, il se produit un phénomène d'inhibition des battements involontaires des paupières et aussi, si l'effort est court, « un relâchement des muscles de l'œil : la pupille s'élargit, le cristallin s'aplatit, les yeux tendent vers une position divergente (1). »

Chaque fixation de l'attention est accompagnée d'un rétrécissement des vaisseaux des membres, d'un afflux du sang vers les organes internes, en particulier le cerveau. Ceux qui pratiquent habituellement l'effort d'attention sont sujets à des ralentissements et à des arrêts momentanés du cœur et à une langueur dans les mouvements péristaltiques (2).

Quant aux modifications qu'apporte à la force musculaire l'effort intellectuel, nous renvoyons à ce que nous venons de dire des expériences que Mosso a faites sur lui et deux sujets (les Dr Maggiora et Patrizi). Maggiora faisant passer des examens constata que son médus qui fournissait avant les examens un travail de 5.692 kilogrammètres, après dix-neuf examens ne donnait plus que 1.080 kilogrammètres ; selon Mosso, la fatigue du cerveau verse dans

(1) Drs. Osborne, Marie de Manacéine, Heinrich, cit. par Sachnine, p 136.

(2) Wartanoff, de Manacéine.

la circulation des produits de régression qui empoisonnent les muscles.

Par contre, selon Keller et Kemsies, un travail intellectuel de courte durée augmente la force musculaire.

Le travail intellectuel entraîne une augmentation totale de l'urine et en diminue la densité. Les phosphates alcalins y diminuent de quantité, les phosphates terreux ne varient pas ou augmentent un peu (Mairet) (1).

Le travail intellectuel prolongé ralentit l'appétit et la nutrition. On mange moins, on diminue de poids, l'activité mentale s'affaiblit ainsi que l'attention et la mémoire, les associations d'idées deviennent difficiles, la distraction augmente.

Deux facteurs influent sur le travail intellectuel continu (2) : l'exercice acquis et la fatigue. La prédominance de ce dernier facteur commencerait à se faire sentir au bout d'une demi-heure ou d'une heure. Un troisième facteur indépendant des deux précédents pourrait, selon Amberg, se manifester si la fatigue n'est pas très développée ; c'est l'entraînement.

Nous renvoyons sur ce sujet à tout ce que nous ont exposé des expériences faites à l'aide des méthodes esthésiométrique ou psychologique (3).

« Ainsi le travail intellectuel intense, l'effort d'attention prolongé supposent, nous dit Sachnine, dans certaines parties du système nerveux une suractivité qui doit néces-

(1) Sachnine, *loc. cit.*, p. 138.

(2) Kraepelin et ses élèves Oehrn, Amberg, Rivers etc., cit. par Sachnine, p. 138.

(3) Kraepelin (*Ueber geistige Arbeit* 1894), Bettmæ an Sikorsky, Höpfner, Friedrich, Griesbach, Vannod.

sairement avoir pour conséquence une période de fatigue et d'impuissance. Car le travail produit ne peut être que la transformation d'une énergie préexistante, emmagasinée dans la substance nerveuse, et qui n'est autre chose que les actions chimiques, les combustions qui s'y passent. Or, on sait que lorsqu'un organe quelconque fonctionne, il se forme dans cet organe des produits de désassimilation des substances chimiques nuisibles à l'organisme, lesquelles sont enlevées par le sang et éliminées par les reins.

Mais si les causes qui amènent la fatigue continuent à se manifester, si elles se répètent chaque jour avec une exactitude mécanique, les substances de déchet ne peuvent plus être éliminées. Avec la rapidité nécessaire et les effets s'accumulant, l'état de surmenage sera créé (1), »

« Quoiqu'il en soit de sa nature, conclut dans le même sens Amar (2), la fatigue nerveuse est réelle et se manifeste en proportion du degré d'attention que l'on exige de l'homme. On peut dire que le travail est d'autant plus pénible qu'il sollicite davantage les facultés intellectuelles et d'autant plus facile qu'il est plus automatique. L'intervention de la pensée n'est pas pour l'organisme humain un facteur d'économie.

La fatigue cérébrale diminue non-seulement la sensibilité tactile, mais aussi la sensibilité générale; on réagit plus lentement aux excitations; l'équation personnelle (3) augmente et l'aptitude au travail s'affaiblit. Il est bon de varier les occupations afin que les mêmes centres nerveux

(1) Sachnine, *loc. cit.*, p. 143,

(2) Amar, « Le moteur humain », p. 280.

(3) Voir *infra*.

ne se trouvent pas constamment sollicités, car ils fonctionnent d'une manière alternante. S'il s'agit de l'ouvrier, on l'appliquera souvent à des travaux différents, on lui donnera des distractions, des spectacles, pour que ces émotions d'un autre genre le reposent de l'activité uniforme de l'atelier ou de l'usine. Ces avantages, joints à la restauration des forces physiques doivent être assurés par des repos de durée suffisamment longue.

En résumé, la fatigue est d'essence unique; c'est principalement une intoxication. Le Dr Amar cite cette parole de Mosso (1) : « La plus grande joie que j'aie ressentie au cours de mes études sur la fatigue, c'est d'avoir découvert que la dépression des forces, *déterminée par l'action de la pensée ou par celle du mouvement*, produit des effets identiques. Soit que l'homme travaille avec les muscles, soit qu'il travaille avec le cerveau, *la nature de la fatigue est toujours la même*, parce qu'il n'existe qu'une force agissante : *la force nerveuse* ».

II

Les lois de la fatigue. — Nous le savons maintenant, la fatigue provient d'un défaut de matériaux nécessaires au travail (car les matériaux disponibles ont été dépensés) et d'une accumulation de produits de décomposition (2). Tout travail quelque'il soit peut aboutir à la fatigue.

La fatigue entraîne la perte graduelle de l'excitabilité de la matière vivante. L'effet utile décroît progressivement, l'intensité de l'excitant restant constante. « Pour maintenir

(1) Amar, « Le moteur humain » p. 281.

(2) Sachnine « Travail quotidien et santé de l'adulte », p. 89.

au même niveau l'effet utile, il faut une excitation beaucoup plus intense ».

Helmholtz, Marey, Volkmann ont fait des constatations intéressantes. Kronecker surtout (1) a formulé les lois principales. (Expériences sur les grenouilles). Rosbach et Harteneck ont expérimenté sur les chiens, chats, lapins (animaux à sang chaud). Il y a dans l'excitation d'un nerf une phase d'augmentation d'excitabilité qui ne s'observe dans un muscle fatigué qu'après une phase de repos ou de réparation. Mais cela ne se produit pas si la circulation du sang est arrêtée ; l'excitation du nerf devient d'ailleurs rapidement inefficace.

Mosso a fait sur les muscles de l'homme les expériences les plus remarquables. Il n'est pas nécessaire de revenir sur la description de l'ergographe que nous avons déjà rencontré ; quant au ponomètre il est destiné à inscrire la courbe de l'effort nerveux pendant le travail. Les deux instruments ont été construits par Mosso. Les courbes de la fatigue qu'ils fournissent donnent les faits les plus caractéristiques de cette fatigue, mais aussi la mesure, a-t-on dit, du travail accompli. Chaque personne a sa courbe propre. Une série de contractions faites chaque jour à la même heure avec le même poids et suivant le même rythme donne des tracés qui présentent toujours le même aspect. Il faut que la personne se trouve dans les mêmes conditions générales de santé car la courbe de fatigue dépend d'un ensemble de causes qui agissent sur le muscle, les

(1) Ueber die Ermüdung und Erholung der quergest. Musceln, cit. par Sachnine, p. 90.

centres nerveux, la circulation et la nutrition générale de l'organisme. M. Maggiora et le Dr W. Bougoslawsky ont fait des constatations intéressantes sur le temps qui doit s'écouler entre deux tracés pour donner aux muscles le temps nécessaire de repos. Le ponomètre a permis de constater que dans un muscle fatigué, l'excitation nerveuse nécessaire pour produire la contraction est beaucoup plus considérable que quand il est reposé. Au rebours, le travail mécanique produit par le muscle tend à diminuer avec la fatigue.

On comprend qu'un muscle fatigué est affecté par le travail d'une manière plus nuisible que même ne le ferait un travail plus grand accompli dans des conditions normales (Maggiora). Selon Mosso, cela s'explique parce que le muscle ne consomme pas dans les premières contractions les mêmes substances que lorsqu'il est fatigué; dans ce dernier cas « il se trouve obligé de faire appel aux forces qu'il tenait en réserve, et le système nerveux doit, dans ces conditions, entrer en jeu plus activement lui-même (1) ».

Centres nerveux et travail physique. — L'altération musculaire est dans la fatigue centrale et périphérique. Mosso a fait l'expérience suivante (2). Il applique une excitation électrique sur le nerf médian du Dr Maggiora. Le muscle épuisé, l'excitation électrique est arrêtée et Maggiora fait intervenir la volonté : on obtient une nouvelle série de contractions. Après que le muscle a été épuisé par l'action

(1) Mosso : *La fatigue intellectuelle et physique*, 1892, cit. par Sachnine, p. 52.

(2) Voir Sachnine, loc. cit., p. 53 et suiv.

de la volonté, on recommence l'excitation électrique : nouvelle série de contractions plus faibles. La même chose se passe si on commence par l'action de la volonté. Et Mosso en conclut : « l'excitation électrique tétanisante du nerf, continuée jusqu'à l'épuisement de la force du muscle, laisse encore chez celui-ci un reste d'énergie qui peut être utilisée par la volonté et que, vice-versa, la volonté laisse un reste de force qui peut être utilisée et mise en action par l'électricité (1) ». — « Dans ces expériences, dit le Dr Sachnine, la fatigue centrale apparaît en évidence; pendant l'excitation du nerf, les centres nerveux se reposent et excités à leur tour par la volonté, fournissent encore une certaine quantité de travail ». L'acte volontaire doit donc être accompagné d'une altération des cellules des centres nerveux, laquelle va successivement en augmentant jusqu'à empêcher la fonction de la volonté ».

Donc, dans la fatigue musculaire, se trouvent deux facteurs susceptibles de se fatiguer : l'un d'origine périphérique, le travail chimique se transformant en travail mécanique dans la fibre musculaire; l'autre d'origine centrale, purement nerveux. Travail du muscle qui se contracte et travail du cerveau qui excite la contraction, telles sont les deux dépenses de force que nécessite tout mouvement volontaire.

Les preuves histologiques sont non-moins concluantes. Entre les muscles d'une « *musca vomitoria* » bleue épuisée par une chasse constante et ceux des mêmes insectes normaux, M. H. M. Bernard a trouvé au microscope une notable

(1) Mosso « Les lois de la fatigue » cit. par Sachnine, p. 54.

différence. On distingue à peine chez les mouches fatiguées la striation des muscles et la différenciation entre les disques clairs et épais. « De plus les « sarcosomes » contenus dans le sarcoplasme entre les fibrilles sont très augmentés de volume ».

Mosso (1) a constaté dans le cerveau humain partiellement découvert un rapport plus considérable de liquide sanguin pendant l'activité normale. Pendant les mouvements musculaires le cerveau développe une légère quantité de chaleur.

Le Dr Guerrini a fait des observations intéressantes sur l'influence de la fatigue dans la structure des cellules nerveuses (2). Il a fait courir douze chiens jusqu'à l'apparition des symptômes de la fatigue. Les animaux tués, on procède à l'examen des modifications dans la structure des cellules nerveuses de l'écorce cérébrale et celle du cervelet. On fait les constatations suivantes : les espaces intercellulaires sont agrandis on y trouve des globules blancs, le réseau achromatique est détruit, les masses pigmentaires sont décomposées, on trouve des vacuoles dans la masse protoplasmique; le noyau prend des contours irréguliers, on y trouve aussi des vacuoles. Ces modifications sont plus accusées dans l'écorce cérébrale que dans le cervelet, plus nettes chez les chiens en état de fatigue avancée.

Donc et en résumé, il y a dans la fatigue musculaire non-seulement fatigue du muscle, mais encore du cerveau. Après des exercices automatiques la fatigue serait cepen-

(1) Mosso « La température du cerveau », Arch. Ital. Biol. 22, cité par Sachnine, p. 56.

(2) The Lancet du 20 oct 1899, indiqué par Sachnine, p. 57.

dant plus franchement musculaire. Ceci d'après notamment Lagrange. Pour M. Chauveau il semble que l'on doive penser différemment. Mosso a constaté l'anémie cérébrale chez les pigeons qui ont fait un long trajet. D. Bocci a constaté chez l'homme, sous l'influence de la fatigue une diminution de l'acuité visuelle, de la réfraction, de l'accommodation, de l'impressionnabilité de la ratine, de l'équilibre et de la coordination musculaire de l'œil. Mosso et Bain constatent sous l'influence de la fatigue, de l'épuisement ou diminution de la mémoire; Bettemann (1) a constaté une augmentation de la facilité d'apprendre par cœur, de calculer, de lire. M. Friedrich, en des expériences très nombreuses qu'il a faites dans des écoles, est arrivé aux mêmes conclusions (2). Binet et Henri prétendent erronée l'opinion que les efforts physiques et la gymnastique peuvent servir de repos après ou avant un travail intellectuel : « Il existe entre l'activité mentale et l'activité physique une relation très étroite de sorte que tout changement dans l'un produit un retentissement dans l'autre (3) ».

« En résumé, tout travail physique, si automatique qu'il soit, s'il est prolongé, produit à la fois une fatigue périphérique et centrale (4) »

(1) Bettmann, Ueber die Beeinflussung einfacher psychischer Vorgänge durch körperliche und geistige Arbeit. Psychol. Arbeit. cit. par Sachnine, p. 61.

(2) Friedrich, Untersuchungen über die Einflüsse der Arbeitsdauer und der Arbeitspausen auf die geistige Leistungsfähigkeit der Schulkinder. Zeitschf cit. par Sachnine, p. 62.

(3) A. Binet et V. Henri « La fatigue intellectuelle », 1898. cit. par Sachnine, p. 63.

(4) Sachnine, *loc. cit.*, p. 63.

Le rythme du travail. — L'effet utile maximum d'un muscle, selon Rosenthal, Volkmann, Charles Richet, Maggiora, « coïncide avec le soulèvement d'un poids moyen (1) ».

Si les poids à soulever croissent, les temps de repos entre chaque contraction musculaire doivent croître dans une proportion *beaucoup plus large* (Maggiora).

Une grande fréquence des contractions est une des plus funestes au point de vue de la fatigue. « Kronecker a formulé la loi suivante : La hauteur des contractions diminue d'autant plus rapidement que le rythme suivant lequel se produisent les contractions est plus rapide, et vice-versa ».

Selon Maggiora, la quantité de travail est d'autant plus grande et la fatigue plus lente à se produire que la fréquence des contractions est moindre. André Broca et Charles Richet arrivent à cette intéressante conclusion : la puissance du muscle dans un travail intermittent peut presque atteindre *le double* de la puissance à laquelle il peut arriver par le travail continu (2). Il faut que l'oxygène ait le temps de détruire les produits toxiques et nocifs de la contraction du muscle et de les rendre inoffensifs. La nutrition du muscle est moins intense dans les contractions rapides, car l'afflux du sang y est moins régulier et moins prolongé (Lagrange). D'après les expériences de Chauveau et Laulanié la fréquence des mouvements exerce sur la valeur de l'échauffement musculaire une influence considérable; cet échauffement varie presque du simple au triple, A. Chauveau, nous dit le Dr Sachnine, a émis à ce sujet

(1) Cf. Sachniné, *loc. cit.*, p. 64 et suiv.

(2) A. Broca et Ch. Richet, *Arch. de Physiol. norm. et path.*, 1898 et 1894.

l'hypothèse que « le travail propre du muscle se complique pendant les contractions de celui des nerfs intra-musculaires et des plaques terminales motrices ; l'augmentation de la vitesse du mouvement musculaire solliciterait une augmentation de la fréquence des excitations nerveuses et du travail corrélatif des plaques terminales ».

La fatigue d'un groupe musculaire, nous dit encore le Dr Sachnine (1), a de l'influence sur les autres muscles qui n'ont pas pris part au travail. Maggiora a constaté que les muscles de l'avant-bras se fatiguent beaucoup plus rapidement et fournissent une moindre quantité de travail mécanique à la suite de la fatigue des jambes. Cela varie évidemment suivant les conditions générales et l'entraînement. Cela viendrait, d'après Maggiora, non pas de la diminution de l'énergie des excitations qui partent des centres nerveux, mais bien de la résistance moindre au travail de la part des muscles et des nerfs. R. Mayer et le Dr Bougoslawsky arrivent absolument aux mêmes conclusions que Maggiora. Et d'après tout cela nous pourrions conclure que les substances toxiques produites par la fatigue dans les muscles ne restent pas seulement dans les muscles qui travaillent mais sont reprises par le torrent circulatoire et atteignent tous les organes du corps ; que même chez les sujets habitués aux travaux manuels, la fatigue périphérique se produit lorsque la durée du travail a dépassé la limite physiologique. « Si, grâce à l'intervention de la volonté devenue habituelle, la fatigue périphérique est moins manifeste, elle n'en subsiste pas moins ». Le manque de sommeil a aussi une

(1) Cf. « Travail quotidien, p. 67 et suiv.

influence considérable sur la fatigue musculaire. La veille de 35 heures (Maggiora) diminue la résistance des muscles à la fatigue à un tel point que le jour suivant la main donne sur l'ergographe à peine 5 ou 6 contractions au lieu de 40 à 50. La diminution du travail mécanique est plus considérable que dans l'épuisement produit par l'anémie. L'épuisement produit par le manque de sommeil ne se modifie pas par la nourriture ; « il ne disparaît qu'après l'action réparatrice du sommeil ».

L'anémie et le jeûne (1). Selon Maggiora, l'anémie à elle seule produit des phénomènes semblables à ceux de la fatigue. Cependant après l'anémie la réparation du jeûne se fait assez rapidement (2). Zabludonsky et Maggiora ont fait des expériences qui démontrent que la circulation plus active du sang et de la lymphe, produite à l'aide du massage, suffit pour augmenter considérablement l'activité du muscle (mais l'action du massage ne semble pas durable). C'est qu'à part l'accumulation dans les muscles de produits de régression et la consommation de la substance propre du muscle, la circulation du sang et de la lymphe ont encore sur la fatigue une influence considérable. Pour ce qui est du jeûne, Maggiora et Bougoslawski ont démontré qu'il diminue notamment la force musculaire. Cette diminution ne dépend pas seulement ici de la diminution de l'énergie des excitations issues de centres nerveux, mais aussi d'une diminution de la capacité au travail des mus-

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, p. 70 et suiv.

(2) Vingt secondes après la cessation de la compression de l'artère humérale, les contractions des muscles fléchisseurs des doigts atteignent leur hauteur primitive (Sachnine, *loc. cit.*).

cles et des nerfs, C'est qu'en effet les aliments présentent un « réservoir chimique » de forces vives employées par l'organisme en partie pour la transformation en chaleur, en partie pour la transformation en travail mécanique. Il y a peut-être autre chose ici, nous dit le Dr Sachnine ; il y a dans le jeûne un notable affaiblissement de processus d'oxydation et de synthèse. Cela a été prouvé par des recherches de laboratoire. Les substances toxiques produites par le travail musculaire, s'oxydant moins sous l'influence du jeûne, ne pourraient-elles pas altérer davantage la fibre musculaire ? Les tracés graphiques obtenus après le jeûne ressemblent étonnamment à ceux qui sont pris après de grandes fatigues musculaires. La différence entre eux consiste en ce que, tandis que la faiblesse du muscle provenant du jeûne disparaît assez rapidement après la prise de la nourriture, l'ingestion d'aliments n'a qu'une faible influence dans la fatigue produite par exemple par une marche forcée ou la veille.

Température. — Un muscle en activité s'épuise beaucoup plus rapidement à une température élevée qu'à une température basse (1). Selon Gad et Heysmans, la contraction diminue d'intensité avec la température (2). Suivant Ch. Richet, Longlois, Saint-Hilaire, les poisons sont plus actifs à une température élevée. Pourquoi n'en serait-il pas de même de la puissance toxique des produits du travail musculaire ?

(1) Schmulewitch, *Physiologie et physique des muscles* « Journ. de l'Anat. et de la Physiol. norm. et path. v. V. 1868, cit. par Sachnine, p. 73.

(2) Dans le même sens, Patrizi, Konopassevitch, Roudneff.

Il faut aussi remarquer que pour M. Patrizi le tissu musculaire a des exigences plus grandes dans l'élévation de la température qui active davantage ses échanges. On peut se rendre facilement compte de l'effet désastreux pour un muscle de l'effet combiné de la fatigue et de la chaleur.

Age (1). — A. Maggiora a comparé des tracés pris pendant quatorze années successives, depuis l'âge de 22 jusqu'à 36 : la force musculaire avait augmenté dans de grandes proportions. A 36 ans, une heure et demie de repos, dans l'intervalle des tracés pris à l'ergographe, suffit pour que la courbe de la fatigue conserve les mêmes caractères. Il n'y a donc pas ici d'accumulation de fatigue. Selon Maggiora, cette augmentation de force musculaire ne dépendrait pas de l'exercice, mais probablement d'une amélioration générale dans les conditions de santé. La fatigue arrive plus vite chez l'enfant que chez l'adolescent, chez l'adolescent plus vite que chez l'adulte (2). Chez les enfants le mouvement de l'accélération maximum de la croissance précède immédiatement l'époque de la puberté. Ceci résulte d'une expérience de M. Layet chez 15.000 enfants et adolescents des écoles communales de Bordeaux et de la Gironde.

L'homme, indépendamment de ses conditions de vie, manifeste immédiatement avant et pendant l'époque de puberté une accélération de son développement physique, accélération de la croissance de la taille, du poids du corps, de la circonférence thoracique et aussi, ce qui nous intéresse particulièrement, de la force musculaire (3).

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, p. 76 et suiv.

(2) Maggiora, Binet et Vashide (ann. psych. IV).

(3) Dr Dementieff, Th. Moscou, 1889, « Le Développement Musculaire de l'Homme », cit. par Sachnine, p. 77.

Le tableau suivant est emprunté au remarquable ouvrage de Sachnine, les chiffres proviennent d'un travail de M. Dementieff; les recherches ont été faites sur 4,642 individus, ouvriers de 14 fabriques différentes.

Age	Nombre d'individus soumis à l'examen	Force manuelle		Force rénale (1)	
		Force moyenne en kilos	Accroissement absolu moyen	Force moyenne en kilos	Accroissement absolu moyen
14	57	32.98	—	82.00	—
15	170	36.14	3.16	88.23	6.23
16	188	41.14	5.00	101.29	13.06
17	237	46.97	5.83	113.17	11.88
18	261	54.09	7.12	128.14	14.97
19	212	57.12	3.03	135.77	7.63
20 — 21	413	59.35	2.23	139.94	4.17
22 — 23	332	61.13	1.78	143.57	3.63
24 — 25	303	52.57	1.44	146.27	2.70
26 — 27	299	62.20	0.37	147.98	1.71
28 — 29	300	60.80	1.40	146.55	1.43
30 — 34	614	62.11	1.31	151.29	4.74
35 — 39	497	60.79	1.32	150.04	1.25
40 — 49	485	58.59	2.20	147.89	2.15
50 — 59	224	53.37	5.22	134.44	13.45
60 & au-dessus	50	46.59	6.83	118.69	15.75

D'après Dementieff (2), la force manuelle atteindrait son développement maximum à l'âge de 25 ans, tandis que la force rénale ne l'atteindrait qu'à l'âge de 35 ans. Au dessus

(1) Force manuelle, autrement dit : force de prise et de serre (Chasagne et Dally); grasping strength (auteurs anglais); c'est la force de compression du dynamomètre par la main. Le dynamomètre placé dans la paume de la main est fortement serré dans son petit diamètre. Force rénale, autrement dit effort musculaire général de soulèvement (Chasagne et Dally); lifting strength, (auteurs anglais); forza de trazione (auteurs italiens), c'est l'effort musculaire général déployé pour enlever du sol un poids.

(2) Dans le même sens Rosanoff et Dementieff, observations faites sur des soldats et des ouvriers.

de 25 et de 35 ans, la force manuelle et la force rénale diminuent.

Oscillations quotidiennes (1). — Selon les D^{rs} Bouch et Povarine la force musculaire s'accroît vers le soir et diminue le matin au réveil (observations au dynamomètre). L'ergographe a donné au Dr Bougoslawsky les mêmes résultats. La diminution se produit également après le sommeil dans la journée (2). Cela serait dû à la diminution de l'afflux sanguin dans les muscles pendant le sommeil. Le Dr Patrizi a étudié les oscillations quotidiennes par rapport à la température du corps. Le maximum se trouve vers deux heures de l'après-midi (T° 37,8); le minimum, le matin (T° 37); une légère augmentation le soir (T° 37,6); une diminution vers minuit (T° 37,3).

« La courbe quotidienne de l'énergie musculaire de l'homme suit donc les mêmes variations que sa température. Les variations quotidiennes de l'énergie musculaire et de la température sont *indépendantes* de la nourriture et de l'état de l'excitabilité des centres nerveux ». A certaines heures notre organisme est soumis à un travail chimique plus actif; la température du corps s'élève alors, les battements cardiaques et les mouvements respiratoires s'accroissent, l'élimination de l'acide carbonique, de l'urée et de l'acide phosphorique est augmentée; et la force musculaire s'accroît. On voit le rapport intime qui existe entre « les phénomènes chimiques de l'organisme, la température, la force musculaire ».

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, p. 79 et suiv.

(2) La plus grande quantité de travail mécanique est fournie par les courbes entre 12 heures et 2 heures.

Le travail quotidien régulier et la fatigue musculaire (1)

— Il ne semble exister sur cette question qu'une expérience physiologique de Bougoslawsky. Les courbes de fatigue ont été établies pendant huit jours sur les muscles de l'avant-bras d'un soldat habitué aux travaux manuels. Les courbes du huitième jour donnent une diminution considérable de la quantité du travail mécanique : celles des sept premiers jours fournissent un travail mécanique supérieur à 6, 7, 8 et 9 kilogrammètres (sauf celles prises après le sommeil) et celle du huitième jour ne donnent pas un travail supérieur à 4 kilogrammètres. Selon Sachnine, le sujet n'a pu fournir le huitième jour que 0,62 du travail mécanique moyen fourni dans les sept premiers jours par la main droite et 0,68 par la main gauche. La perte de la force musculaire est respectivement de 38 et de 32 0/0. *En travaillant journellement douze heures pendant huit jours consécutifs, même si le travail consiste seulement en une série de contractions musculaires de trois ou quatre minutes toutes les deux heures, la fatigue s'accumule dans des proportions notables, et se manifeste par une diminution considérable du travail mécanique fourni pendant le huitième jour.* »

III

Influence de la fatigue ou du surmenage sur l'organisme humain (Travail intense ou trop prolongé). — Après avoir étudié la nature du travail, nous avons vu quelle était son influence sur les différents organes du corps. Il convient

(1) Cf. Sachnine. *loc. cit.*, p. 81 et suiv.

maintenant que nous avons examiné la fatigue et ses lois, d'en connaître aussi l'influence sur l'organisme humain.

L'aboutissement de cette fatigue, nous le savons, est le surmenage. Elle est causée, plus ou moins vite, suivant l'état du sujet et les conditions extérieures — nous aurons à y revenir (1), — elle est causée par un travail trop intense ou trop prolongé.

Tout travail physique, tout exercice musculaire comporte un ensemble de contractions d'une série de muscles qui à leur tour provoquent un travail du cœur, des poumons, du cerveau, de la moelle épinière, du foie, des reins, de la peau et des diverses glandes.

Les combustions qui s'opèrent dans l'intimité du muscle sont augmentées ; sa température s'élève, le sang y afflue. Les échanges étant activés, le taux de l'acide carbonique produit et de l'oxygène absorbé se trouve notablement élevé : les mouvements respiratoires ainsi que les battements cardiaques en sont par suite accélérés ; dans le sang artériel l'oxygène afflue en plus grande quantité. La transpiration et l'évaporation cutanée ainsi que l'élimination de la vapeur d'eau à la surface pulmonaire compensent l'excès de chaleur que produit la suractivité des muscles. Les déchets de la désassimilation sont augmentés et éliminés, en partie, par la sudation.

La dénutrition est moindre que la réparation, si le travail musculaire est modéré et surtout s'il est exécuté avec des intervalles de repos suffisants. L'hématose est alors plus parfaite, puisque l'oxygène est absorbé en quantité plus considérable et les fibres musculaires et nerveuses se

(1) Conf. *infra* : Divers facteurs qui influent sur la fatigue...

développent et s'accroissent; « l'équilibre se fait entre les cellules de la moelle et du cerveau; la nutrition générale s'accroît (1) ».

Mais si le travail est exagéré ou trop prolongé, il devient absolument désastreux, nous n'allons pas tarder à nous en apercevoir. Il influe d'abord sur :

La température et le poids du corps (2). — La marche à la vitesse de 112 pas à la minute avec des repos convenables, à la température extérieure de 25°, n'augmente la température du corps que de 0,5°; se prolongeant, elle élève la température de 1° et de 1°,5 (3).

Vernet (4) a scié du bois pendant deux heures et a trouvé :

TEMPÉRATURES			
Extérieure	rectale	buccale	de l'urine
— 4	38.4	—	38.08
— 2	38.6	—	38.2
+ 1	38.6	38.1	38.45
+ 4	38.55	38.3	38.3
+ 5	38.5	38.13	38.22

« Après des courses à travers la neige, il a trouvé (temp. rectale) : 38,94; 38,8 et 38,5 ».

(1) Dujardin-Beaumez, cit. par Sachnine, p. 84.

(2) Cf. Sachnine, *loc. cit.* p. 85 et suiv.

(3) Dr. Thurn, *Die Entstehung von Krankheiten als direkte Folge anstrengender Märsche*, 1872, cit. par Sachnine, p. 85.

Obernier cite un cas où la température a monté de 3°. Dans le même sens : Wunderlich, Bouvier (dans le Dict. de Richet).

(4) Arch. des sc. phys. et nat., Genève, 1885, cit. par Sachnine, p. 86.

La température du corps élevée par le travail musculaire ne revient à la normale qu'après une demi-heure de repos.

Un travail de terrassement peut élever la température jusqu'à 39,2.

Après une marche de 100 kilomètres en deux jours, Mosso a constaté que sa température s'était élevée à 38° de moyenne avec 38,8 de maximum à 6 heures du soir.

Selon Lagrange, la température ainsi produite par l'excès de travail physique peut même devenir incompatible avec la vie : « le sang surchauffé est mortel pour les centres nerveux ».

Dans l'insolation, par exemple (1), les accidents ne sont pas dus qu'à la chaleur solaire, mais à la combustion musculaire exagérée (fatigue).

Dans le pas de gymnastique, Zimkorsky a constaté une élévation de 0°,6 en moyenne. Après une course et marche d'une demi-heure chez les soldats, d'après Dr Zoueff, la température s'élève de 0°,1 à 1°,4.

Dans plusieurs cas la température s'est élevée jusqu'à 38°,2. Au bout d'une demi-heure de repos la température n'était pas encore revenue à la normale (2). Pour Mosso, c'est surtout la part nerveuse de l'activité qui, dans le travail intense, modifie la température. Ce serait un trouble de la régulation thermique dû aux substances toxiques produites par la contraction musculaire.

Le sang et les globules rouges. — Quel est maintenant

(1) Ch. Richet, *loc. cit.*

(2) Dans le même sens Abramoritch (Thèse St. Pétersbourg 1897). Prof. Klug (Budapest), cit. par Sachnine « Travail quotidien », p. 88.

L'influence du travail physique intense ou trop prolongé « sur le poids spécifique du sang, son pouvoir bactériologique, la résistance des globules rouges (1)? ». La densité du sang augmente après une ascension en montagne par suite de la transpiration (2). Un travail physique intense de 5/4 d'heure environ fait monter le poids spécifique du sang de 3,5 à 4,5 pour mille. Il reste encore plus élevé que normalement après 14 heures de repos (3).

Le nombre des globules rouges peut augmenter après un travail musculaire fatigant (4), celui des globules blancs également; l'hémoglobine peut aussi s'accroître proportionnellement (5). Ces phénomènes sont d'ailleurs passagers, de courte durée; après le repos il y a retour à l'état normal. L'augmentation rapide des globules rouges serait due, selon Tausk, simplement à l'augmentation de la densité du sang : rôle prépondérant des causes mécaniques. A la suite de trop grandes fatigues corporelles il peut au contraire y avoir hémoglobinurie due à la destruction des globules rouges (6). Selon Manca, l'augmentation de l'hémolyse et la diminution de la résistance des globules rouges à la suite de travaux physiques fatigants, seraient

(1) Cf. Sachnine, ch. III B. p. 90 et suiv.

(2) Dr. Hammerschlag (*Zeitschrift f. Klin. Medizin* XIX) cit. par Sachnine p. 90.

(3) Dr. Kuthy VIII^e Cong. internat. d'Hyg. cit. par Sachnine p. 90.

(4) Malassez, « *Gazette médicale* », 1874, id.

(5) Fr. Tausk, VIII^e Congr. internat. d'Hygiène, t. VI, id.

(6) Dans le même sens, Ramazzini, Hirt. P. Chéron, Bastionelli, Fleischer et Robin. Les expériences de G. Manca (*Arch. ital. Biol.* XXIII) faisant courir des chiens dans une roue mise en mouvement avec la main sont des plus concluantes à ce point de vue. Les globules rouges se décomposent. Mais l'hémoglobinurie ne put être obtenue chez les chiens.

dues à des modifications spéciales subies par les globules rouges et au « pouvoir conservant » du plasma sanguin qui est moindre qu'à l'état normal. Le plasma sanguin est ici altéré par suite des produits régressifs auxquels a donné naissance le travail musculaire et de la diminution, chez lui, des substances que le sang abandonne aux muscles pendant le travail musculaire.

La respiration (1). — Le travail physique, avant même qu'il ne devienne intense ou trop prolongé, influe directement sur les actes mécaniques et chimiques de la respiration. Il suffit que le travail nécessite de violentes contractions pour qu'à la suite d'une inspiration profonde en maintienne dilatée la cavité thoracique. Cet acte instinctif a pour effet de fournir un solide point d'appui aux différents leviers de l'organisme; c'est le phénomène de « l'effort » (Sachnine et Lagrange).

L'air qu'on retient dans les vésicules pulmonaires les distend considérablement en pouvant même amener leur rupture. Le poumon transmet la pression aux organes voisins, dont le cœur. C'est ainsi que le sang reflue dans les veines caves et périphériques, que les veines du front et du cou se gonflent. La circulation est momentanément interrompue dans les organes, surtout le poumon et le cerveau. *L'effort* augmente considérablement la pression du sang dans les artères et les veines.

Et cela ne se produit pas seulement, comme on pourrait le penser, lorsqu'il y a lieu à de grands déploiements de forces : toutes proportions gardées, les mêmes phéno-

(1) Cf. Sachnine « Travail quotidien », Ch. III, C. p. 93 et suiv.

mènes se retrouvent dans les mouvements les plus ordinaires, sans qu'on en ait conscience.

Pendant l'état de repos ou au commencement du travail, la suspension de la respiration est compensée par de plus amples inspirations. Mais, et c'est là qu'apparaît le danger, l'effort *réitéré*, pendant le travail, entrave le jeu du poumon ; l'élimination de l'acide carbonique ne se fait plus alors que, nous l'avons vu, les muscles en produisent trois fois plus ! De là, dyspnée. Le rythme de la respiration est troublé, l'inspiration est plus longue que l'expiration, la régularité des échanges gazeux du poumon est détruite, la fonction de l'hématose est profondément entravée.

De plus la pression dont nous avons parlé plus haut, que subissent le cœur et les gros vaisseaux, si elle se répète journellement (forgérons, maçons, boulangers...) amène fatalement « un état de cœur forcé avec diminution de la force contractile des artères ».

Quant au nombre de respirations il est considérablement augmenté par le travail musculaire (fréquence 3 ou 4 fois plus grande qu'à l'état de repos). Selon Zoneff, chez 60 soldats, le nombre de respirations, après 30 minutes de marche coupée de petits intervalles de course, a augmenté de 8,67 par minute, après huit minutes d'escrime de 9,31 ; après une demi-heure de gymnastique de 9,07. Dans tous les cas après une demi-heure de repos, le nombre de respirations n'est pas encore revenu à la normale (1).

Après 5 minutes de course le nombre de respirations a

(1) Dans le même sens Abramovitch, cit. par Saçhnine, *loc. cit.*, p. 96.

pu atteindre 40 par minute (Tarchanoff); après 1 heure 10 de canotage à 60 par minute (Landauer).

Cet accroissement de la respiration « est dû à l'excitation plus forte du centre respiratoire de la moëlle allongée ». L'acide carbonique, accumulé dans le sang, exciterait directement le centre respiratoire (Lagrange); de même les corps toxiques produits par la contraction musculaire, (Geppert et Zuntz, Loewy); de même les acides formés pendant le travail (Lehmann) ou bien l'élévation de la température (Speck).

La capacité pulmonaire diminue aussi; la pression à l'expiration et à l'inspiration est également amoindrie. Une demi-heure de repos ne parvient pas à les ramener à la normale (1). Ce résultat serait dû à « la fatigue des muscles expirateurs et inspireurs à la suite d'un travail physique intense ».

L'appareil circulatoire (2). — Nous avons vu à quel point tout travail physique ou intellectuel retentissait sur l'appareil circulatoire. Il n'est donc pas étonnant que le travail intense ou trop prolongé augmente considérablement les battements cardiaques en élevant la pression du sang dans les artères (selon certains auteurs).

Cela serait dû à l'influence directe du travail musculaire (abaissement de la pression sanguine — Maray; accumulation dans le sang de substances toxiques — Johanson) ou, selon d'autres auteurs, au jeu de la respiration.

« Pour Sommerbrodt le phénomène serait dû à la hausse

(1) Dans le même sens Landauer.

(2) Cf. Sachnine, *loc. cit.* Ch. III, D. p. 98 et suiv.

de la pression intra-bronchiale », d'où : excitation réflexe des nerfs vaso-moteurs dans un sens de dépression, d'où diminution du tonus vasculaire.

Selon Authanasin et Carvallo, le phénomène serait purement nerveux, d'ordre périphérique. Les muscles travaillant envoient des excitations vers les centres nerveux supérieurs et celles-ci, dans leur passage par le bulbe, inhiberaient le centre modérateur du cœur, d'où augmentation de la fréquence cardiaque. Les substances toxiques engendrées par le travail prolongé agiraient également pour accélérer le rythme du cœur.

Quant à la pression, il y a désaccord entre les auteurs. Pour Marey, Chauveau, Sommerbrodt, la pression sanguine baisse à la suite du travail musculaire ; pour un très grand nombre, au contraire, elle s'élève.

Selon le Dr Thurn, en même temps que le travail mécanique augmente, la pression sanguine s'élève, provoquée par les contractions musculaires (1), principalement chez les individus de constitution faible (2). Le professeur Tarchanoff a constaté de 130 à 120 pulsations par minute après une course rapide de 5 minutes. Selon Donogany, après un concours de canotage, l'activité du cœur était devenue irrégulière à tous points de vue (soulèvement dicrotique beaucoup plus marqué). Pour Binet et Henri le travail physique élève la pression du sang de 30 millimètres. Après une course rapide de 12 minutes, Henri a observé 160 pulsations par minute au lieu de 60.

(1) Dans le même sens Kolb, Oertel, Tsimnovsny, cit. par Sachnine, p. 101.

(2) Landois.

« Ce jeu de l'appareil circulatoire se répétant constamment avec une certaine intensité et une certaine durée, retentit forcément d'une façon nuisible sur le cœur ». Le travail physique et les modifications correspondantes se répétant tous les jours « va nécessairement provoquer des modifications fonctionnelles et anatomiques dans les organes de la circulation ».

Ce sera l'hypertrophie du cœur due à une suractivité de cet organe, d'origine nerveuse; une dilatation à la suite de l'épuisement général de l'économie (Senac, Corsivart, Bouilaud).

De là, suivant Parkes, Mac Léan, la fréquence des maladies du cœur, de l'aorte et de l'artère pulmonaire dans l'armée.

De là, les palpitations qui ne relèvent pas d'une lésion organique (Dupré); de là, la myocardite des surmenés de Peter, le « Irritable Heart » de Da Costa.

Sur 199 soldats réformés pour affections du cœur pendant la guerre de la Sécession, 158 cas étaient consécutifs à la fatigue (Treadwell).

Pendant la guerre de 1870-71, du côté allemand, Fräntzel ne constate pas de lésions cardiaques. Après les marches forcées autour d'Orléans, il voit se développer des dilatations du ventricule droit avec hypertrophie, des accidents portant sur le ventricule gauche ou sur les deux cœurs. Thurn admet l'hypertrophie du cœur se développant après 2 ou 3 semaines d'un service militaire fatigant, comme la guerre franco-allemande comportant de longues marches.

Les forgerons, les mineurs, les portefaix, ni rhumatisants, ni alcooliques, encore jeunes, non en proie au taba-

gisme, éprouvent d'abord des palpitations avec gêne respiratoire que le repos suffit à faire disparaître. Puis une dilatation du cœur (Albutt Clifford).

« Pour Lévy, il y aurait dans le surmenage du cœur à la suite de la fatigue, d'abord exaltation, surexcitation de la fonction du cœur, puis affaiblissement, épuisement ; enfin de véritables lésions, hypertrophie pendant qu'il lutte et dilatation quand il est surmené (1) ».

« La suractivité cardiaque, dit le professeur Eichwald, provoquée par telle ou telle cause s'accompagnera non-seulement de l'augmentation de la pression dans le système aortique, mais aussi dans la petite circulation, dans le système de l'artère pulmonaire. Dans le dernier cas la pression augmentera encore plus et il se produira une véritable hypérémie pulmonaire avec tous ses symptômes. Ces hypéremies *se répétant souvent* peuvent provoquer chez quelques jeunes sujets, avec une faible musculature et surtout avec une faible cage thoracique des hémoptysies, l'hypérémie pulmonaire ne pouvant pas être compensée dans ce cas par des forts mouvements respiratoires (2) ». Donc pour cet auteur, lutte du cœur contre l'obstacle de la pression artérielle augmentée à la suite du travail physique intense ou prolongé ; d'où hypertrophie du cœur si souvent rencontrée chez les forgerons, les matelots, les gymnastes. etc.

D'autres éminents auteurs, Eichhorst, Liebermester,

(1) Parmi les auteurs qui reconnaissent que de graves troubles fonctionnels peuvent survenir à la suite d'efforts corporels, il faut citer : Spillmann, Fräntzel, Oertel, Winternitz, Schott, Zasietzky, Dobroslavine, Zoneff, cit. par Sachnine, *loc. cit.*, p. 106.

(2) Cit. par Sachnine, *loc. cit.*, p. 107.

Schretter, Hirt, Revilliod, Layet, etc., attribuent différentes causes à ces troubles cardiaques engendrés par la fatigue excessive. L'important pour nous est d'avoir constaté ces troubles. L'artériosclérose peut s'en suivre et selon Arloing, l'épuisement des centres vaso-constricteurs. Selon lui, un travail musculaire même modéré produit *à la longue* ces mêmes résultats quoique atténués, mais pouvant « *se transmettre héréditairement et se fixer dans les caractères de la race* ».

Les reins (1). — Sur l'activité rénale aussi, grande est l'influence du travail intense ou prolongé. On sait, d'après Voit, Fick et Vislicenus, que durant le travail musculaire la désassimilation des substances non azotées devient plus active. Avec un travail excessif, la désassimilation des substances quaternaires atteint un degré élevé. Serait-ce la désassimilation de l'albumine qui en premier lieu augmente avec le travail qui se prolonge ou s'intensifie ? (Pflüger et élèves). Selon Dr^s Geza de Fodor, Nicolas Tibald (2), l'excrétion de l'azote totale, de l'acide urique, des phosphates et chlorures diminue tout en augmentant considérablement durant la période de repos qui suit l'activité et en revenant ensuite aux chiffres normaux. L'organisme retiendrait donc de l'azote, des phosphates et des chlorures pendant l'activité musculaire forcée.

Les produits de décomposition azotée formés pendant le travail ne s'éliminent que les jours de repos qui suivent. Selon Koranyi, il faudrait en chercher la cause dans ce fait que la circulation dans les reins a été ralentie par le travail

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, ch. III, E. p. 118 et suiv.

(2) Congrès int. d'hyg. 1894, t. VI, cit. par Sachnine, p. 120.

excessif, la quantité de sang qui les traverse ayant diminué (1).

« L'anémie rénale ainsi créée peut avoir des causes multiples parmi lesquelles ont sûrement une importance particulière la perte de liquide causée par une élimination exagérée de la sueur, l'hypérémie de la peau et des muscles actifs, comme aussi le fait que l'activité du cœur est insuffisante en présence de la grande activité musculaire (2) ».

« Nous savons « dit Sachnine », le rôle important que jouent les reins comme organes d'élimination de substances toxiques engendrées par le travail. Donc si le travail musculaire est trop prolongé, nous sommes en présence d'une *auto-intoxication* de l'organisme par les déchets du travail, d'une part, et d'un état d'infériorité fonctionnelle des reins, vu l'insuffisance de leur circulation sanguine d'autre part. Et si ces conditions se renouvellent *tous les jours*, l'organisme peut se trouver sous le coup d'une véritable insuffisance rénale alors qu'il a, au contraire, un besoin pressant du bon fonctionnement de ses reins, comme émonctoire ».

Digestion stomacale (3). — Si l'on donne à manger à deux chiens de grosseur égale, la même quantité d'aliments et que l'on fasse courir l'un d'eux tandis que l'autre reste au repos; qu'après un certain temps on tue les deux chiens, on trouve que chez celui qui a couru, les aliments sont presque dans le même état qu'au moment de leur ingestion tandis que chez l'autre le chyme est déjà formé (Vilain).

(1) Dans le même sens, Ranke, Runeberg, Edlefsen, cit. par Sachnine, p. 119-120.

(2) Koranyi; Sachnine « Travail quotidien », p. 120.

(3) Sachnine. Ch. III. F. p. 121 et suiv.

Cela ne semble-t-il pas donner raison au célèbre adage : « Post Prandium, sta » contre son contraire aussi connu : « Post cœnam ambula ».

Sous l'influence d'une forte transpiration, l'acidité du suc gastrique diminue et peut-être aussi le séjour des aliments dans le canal gastro-intestinal. Or, c'est souvent que la transpiration se produit au cours des travaux physiques prolongés ou intenses. La fonction digestive en est défavorablement influencée ; des lésions gastro-intestinales peuvent être à la longue provoquées (1).

Un travail même modéré, d'après Cohn et Streng, produit un ralentissement ou une suspension de la digestion gastrique.

On connaît l'expérience faite sur des chiens ; on leur examina la cavité stomacale, ainsi que le suc gastrique obtenu par une fistule après leur avoir fait parcourir environ 45 kilomètres sur la roue tournant à la vitesse de 9 kilomètres à l'heure (Salvioli). La fatigue avait produit une diminution importante dans la quantité du suc gastrique sécrété (5 à 10 centimètres cubes en 15 minutes au lieu de 25 ou 30 centimètres cubes.) En outre, la sécrétion gastrique des chiens normaux est très liquide, limpide, de couleur paille ou jaune ocre et contient une petite quantité de mucus ; celle des chiens fatigués au contraire est dense, filante, opaque et blanchâtre à cause de la grande quantité de mucus ; donc diminution de la sécrétion du suc gastrique et plus encore de celle des glandes peptiques et au contraire exagération de la sécrétion des glandes mucipares.

(1) Zassiety, Chpoliansky, cit. par Sachnine, p. 122.

Par suite de la fatigue, l'acidité du suc gastrique diminue (1,86 grammes de Hcl 0/0 chez les chiens fatigués au lieu de 4,7 grammes 0/0. Le suc gastrique a beaucoup perdu de son pouvoir digestif; les substances alimentaires quoique imparfaitement digérées passent rapidement dans l'intestin des animaux qui courent. Il y a une exagération des mouvements des parois musculaires de l'estomac.

Deux heures de repos suffisent pour que le suc gastrique recouvre ses caractères normaux (1).

Comme conclusion, « il faut un certain temps de repos entre la fin du travail physique et l'ingestion d'aliments ainsi qu'après l'ingestion. Si ces conditions ne sont pas remplies, les altérations passagères qui en résultent peuvent à *la longue* devenir plus stables et provoquer dans les organes digestifs de véritables troubles avec leurs désastreuses conséquences sur la nutrition générale de l'organisme ».

Le foie (2). — Le travail intense ou prolongé n'est pas sans avoir une influence considérable sur cet organe. Selon Chauveau, la glycose est l'aliment prochain et immédiat des combustions intra-musculaires dans le travail. « L'énergie consacrée à la production du travail des muscles a sa source principale, sinon exclusive dans la combustion du glycogène qui imprègne le tissu propre de ces organes ».

« Pendant le travail le muscle brûle plus de glycose qu'il n'en puise dans le sang et, par compensation, dans la période du repos, il fixe beaucoup plus de glycose qu'il

(1) Salvioli, cit. par Sachnine, p. 122.

(2) Cl. Sachnine, *loc. cit.*, p. 125 et suiv.

n'en consomme en réalité. Pendant le repos, la glycose se met en réserve dans les muscles sous forme de glycogène qui imprègne la substance de l'organe pour alimenter l'excès des combustions liées à la production du travail. Mais c'est surtout le foie qui fournit le glycogène aux muscles; le foie sait faire du sucre de toutes pièces et est ainsi pour cette substance un foyer actif de production. » Les expériences de Chauveau ont démontré que la production du sucre dans le foie doit s'exagérer toujours pendant et après le travail. Le foie verse plus abondamment dans le sang la glycose quand un ou plusieurs organes fonctionnent activement.

« Le travail musculaire sollicite donc, dans le foie, une suractivité de la fonction glycogénique destinée au renouvellement du potentiel dépensé. Plusieurs physiologistes admettent que la production de la glycose dans le foie a lieu par un véritable processus de sécrétion, par une sorte d'activité spéciale du protoplasma cellulaire. » (Cavazzani frères). Le pouvoir diastatique du sang des animaux diminuerait plutôt à la suite du travail musculaire. La cellule hépatique transformerait directement le glycogène en glycose. « Les relations entre le travail physique et la cellule hépatique sont intimement liées. La fatigue musculaire peut, à un moment donné, se doubler de celle de la cellule hépatique en tant qu'organe glycogénique. Cette suractivité de la cellule hépatique ne peut-elle pas à *la longue*, se répétant *journellement* d'une façon trop prolongée, produire en quelque sorte un état d'insuffisance fonctionnelle de la cellule hépatique? Ou, épuisée par l'activité trop prolongée, la cellule ne pourrait-elle pas devenir moins résistante et

plus accessible aux influences nuisibles de l'alcoolisme, de la syphilis etc...? »

« Dans l'étiologie des cirrhoses hépatiques, ne devons-nous pas alors donner place au travail physique trop prolongé? La fréquence des cirrhoses hépatiques dans les classes laborieuses sous l'influence de l'alcoolisme, n'est-elle pas en partie favorisée par ce fait que la cellule hépatique est déjà atteinte sous l'influence du travail excessif (1)?

Force musculaire (2). — Là aussi, l'influence du travail physique exagéré est des plus remarquables selon le Dr Tsimkovsky qui a fait des expériences sur cent soldats, après une course de 11 minutes à la vitesse de 8 kilomètres à l'heure, la force manuelle avait en moyenne diminué de 2 kilomètres 5, celle des jambes de 4 kilomètres 9; la diminution de la force rénale et celle de traction étaient de 13 kilomètres 04.

Selon Abramovitch, après une course coupée de petits intervalles de marche de 16 minutes, il y avait peu de diminution de force manuelle. Elle était plus considérable après 15 minutes de gymnastique; 30 minutes de repos n'avaient pas suffi à ramener l'état normal. De même après 6 minutes d'escrime. Après 1 heure 10 de canotage (Dr Landauer), la force manuelle est tombée de 23 0/0 en moyenne (42 0/0 même, dans un cas). Le lendemain, c'est-à-dire après le repos de la nuit, elle n'était pas encore tout à fait revenue à l'état normal.

Ainsi donc, « le travail musculaire intense ou trop pro-

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, p. 129.

(2) Cf. Sachnine, Travail quotidien, chap. III, H, p. 130.

longé diminue la force non-seulement des muscles qui ont pris part au travail, mais aussi des autres groupes musculaires. »

IV

Influence de la fatigue et du surmenage sur l'invasion microbienne. — L'organisme affaibli de toutes les façons que nous avons vues, devient un terrain tout à fait apte au développement des différents microbes pathogènes : il ne peut leur résister d'une manière efficace.

Le surmenage constitue un moment propice pour la pénétration de l'infection venue du dehors. C'est un terrain favorable à la localisation des micro-organismes venus du dehors ou se trouvant à l'état latent dans l'organisme. Nous ne parlerons pas ici — pour ne pas nous répéter — des maladies qu'engendre à elle seule la fatigue (Etats typhoïdiques de la fatigue, pneumonies (Layet). L'organisme, infecté par les produits de désassimilations devient un terrain admirablement préparé pour l'éclosion des germes les plus pathogènes (1). La morbidité et la mortalité des soldats ont leur maximum pendant les mois où ils font le plus d'exercices et des marches forcées (Marvaud). Le Dr Kelsch attribue presque la première place au microbisme latent dans l'étiologie de la fièvre typhoïde : la résistance organique diminuée par la fatigue, la prédisposition morbide est créée, les germes sortent de leur inaction.

Dans la genèse de la maladie infectieuse, l'action exclusive du microbe ne suffit pas à tout expliquer ; encore faut-

(1) Cf. Sachnine « Travail quotidien, p. 177 et suiv.

il un terrain propice à son développement. « L'organisme surmené, empoisonné, devient la proie des microbes (1) ». Le surmenage favorise-t-il les infections microbiennes en modifiant la constitution chimique du milieu intérieur, ou en diminuant la puissance des phagocytes? L'un et l'autre certainement. Or les microbes pathogènes sont, selon les plus récents travaux, les hôtes habituels du corps humain, le bacille de Koch dans la cavité nasale, le pneumocoque et le bacille diphtérique dans la bouche; le bacterium « colicommune » pullule dans les intestins et est l'agent de la fièvre typhoïde. Beaucoup de microbes pyrogènes, les streptocoques, les staphylocoques vivent dans la bouche, dans le vagin, dans les téguments d'un organisme sain. Tous ces microbes, en saprophytes à l'état latent, deviennent nocifs sous l'influence des modifications internes ou externes produites dans l'organisme.

On connaît l'expérience (Charrin et Roger) du rat blanc placé dans un cylindre où il est contraint de se mouvoir. Inoculé avec le charbon bactérien, en même temps qu'un autre qu'on laisse au repos, il meurt bien avant; l'autre quelquefois survit. Cela montre bien l'influence de la fatigue sur le développement des maladies microbiennes.

Charrin et Roger se sont aussi posé l'intéressante question de savoir si, sous l'influence du surmenage, les microbes de l'intestin peuvent pénétrer dans le torrent circulatoire, Voici ce qu'en dit Arloing: « On est en droit de supposer que le surmenage enlève une telle quantité d'oxygène aux parois intestinales que les microbes qui les tou-

(1) Marfan, cité par Sachnine. p. 180.

chent peuvent entrer en activité du vivant même du sujet. Quant à leur propagation dans les tuniques intestinales et les tissus, elle est favorisée par le ramollissement de ces tuniques et l'état du système circulatoire ».

La fatigue joue en outre un rôle important dans l'évolution de la maladie ; elle est souvent la cause de l'aggravation que prennent les lésions les plus simples et les plus bénignes. Une pneumonie ou un érysipèle prend, chez un homme surmené, un caractère particulièrement infectueux. Chez lui, les plaies les plus simples ont une tendance à se compliquer d'accidents de septicémie. D'après Marvaud, les maladies infectieuses déterminent deux fois plus de décès chez les soldats que parmi les habitants des villes âgés de 20 à 39 ans (1). Ce phénomène doit être en grande partie attribué à la fatigue physique excessive des soldats. Sachnine (2) a fait une statistique intéressante relative aux III^e et VI^e arrondissements de Lyon qui contiennent surtout une population ouvrière, et au II^e arrondissement qui comprend très-peu d'ouvriers. Pour une période de six ans le nombre des fièvres typhoïdes fut de 373 dans le II^e arrondissement, le nombre de décès dûs à la fièvre typhoïde 74 et la moyenne des décès 19,8 0/0. Dans le III^e, le nombre des maladies de 581, le nombre des décès de 160, la moyenne de 27,5 0/0. Dans le VI^e, le nombre des maladies de 420, celui des décès de 101, la moyenne de 24 0/0.

(1) Si elle est chez les premiers de 2,08 pour 1000 pour la fièvre typhoïde, de 0,50 pour la rougeole, de 0,06 pour la scarlatine, elle n'est chez les seconds que de 0,84 pour la typhoïde, de 0,03 pour la rougeole, de 0,04 pour la scarlatine (Marvaud), cité par Sachnine, p. 184.

(2) *Loc. cit* , p. 185.

Il faut cependant tenir compte ici d'autres facteurs comme l'alcoolisme, la misère, les privations.

D'autres conditions font aussi jouer au travail manuel un rôle important dans l'étiologie des maladies : l'ouvrier qui sort de l'atelier, après un travail prolongé, couvert de sueur, est facilement exposé aux refroidissements ; on sait combien « le refroidissement brusque rend l'organisme accessible à l'infection ».

La température de la plupart des ateliers est élevée et « le corps n'arrive pas à perdre par rayonnement l'excès de calorique engendré par l'excès de travail ». Les actes nutritifs en sont troublés, l'auto-intoxication favorisée. Dans un atelier trop froid, « la puissance de la contraction musculaire est diminuée, la dépense de matériaux nutritifs plus considérable, les déchets plus nombreux ; ici encore l'auto-intoxication se produira plus facilement. L'état hygrométrique a aussi son influence sur l'empoisonnement de l'organisme » ; nous allons dans un instant revenir plus longuement sur ces trois points.

V

Divers facteurs influant sur la fatigue et le surmenage. — Bien que notre but soit essentiellement l'étude physiologique du travail et du surmenage chez l'individu moyen, c'est-à-dire sain et normal, pour pouvoir essayer de déterminer une base scientifique de la durée du travail, il n'est pas sans intérêt de passer *très rapidement* en revue divers des principaux facteurs qui peuvent influencer sur l'organisme humain de façon à modifier quelque peu les règles géné-

rales de l'action qu'exerce le travail sur cet organisme. Plusieurs des points que nous allons envisager ont déjà été effleurés dans les pages qui précèdent, mais sous un jour un peu différent, on s'apercevra vite qu'il ne s'agit pas de répétitions. Suivant l'alimentation ou le pays, par exemple, les principes « types » pourront être l'objet d'une légère différence.

La question des repos n'entre pas à proprement parler dans les cadres de cette étude. Nous y reviendrons cependant très rapidement en parlant de la base physiologique de la durée du travail (1). C'est, qu'en effet, elle influe de façon capitale sur la formation de la fatigue et du surmenage qui pourront se produire chez tel ouvrier travaillant six heures sans une minute de repos, alors que tel autre travaillant à la même tâche 8 et 10 heures avec des repos bien ménagés, n'en sentira même pas les effets.

La question de *l'alimentation* peut avoir son influence en ce qu'un ouvrier insuffisamment ou mal alimenté sera plus vite la victime de la fatigue et du surmenage. Or, nous nous occupons ici de l'ouvrier dont les différentes conditions externes, si l'on peut dire, au sujet qui nous occupe, sont réalisées normalement. Voici donc, selon M. Armand Gautier, quelques indications sur ce que doit être l'alimentation normale du travailleur. Ses conclusions, sans aucun parti pris théorique, sont le fruit d'une longue observation sur ce dont a besoin l'homme qui forge, lime, transporte des matériaux.

Aussi bien en France qu'en Angleterre, en Belgique et en

(1) Voir chapitre suivant.

Allemagne, les économistes et physiologistes ont relevé soigneusement la nature et les quantités de chacun des aliments que doit consommer un ouvrier fournissant un travail moyen. Sans doute la nature de ces aliments varie sensiblement suivant que la région produit ou non, du lait, de la viande, du beurre, du cidre, de la bière, du vin; mais le fond de la nourriture reste toujours basé sur l'association du pain à la viande, aux pommes de terre, aux légumes. On peut donc comparer ces rations dans les divers pays.

Voici, pour les pays tempérés, un tableau qui donne la ration conservant à la fois le poids et les forces de l'ouvrier et du paysan au travail :

Aliments par 24 heures	Grammes
Pain et pâtes.....	815
Viande de boucherie (poisson, etc.).....	
(comptée à l'état brut, dont 1/4 environ d'os, d'é-	
cailles et de déchets).....	180
Légumes herbacés.....	220
Légumes secs.....	125
Pommes de terre.....	335
Lait.....	300
Beurre, graisse	25
Fromage	16
Sucre	10
Vin (cidre, bière, etc.).....	1.000
Sel.....	25
Eau.....	1.200

On peut consommer un peu plus de pain, de sucre, un peu moins de lait, de viande, boire un peu moins de vin, un peu plus de cidre ou de bière. mais c'est là un type de ra-

tion économique et suffisante, *d'une ration normale*, résultant de l'expérience.

Ces quantités peuvent paraître à première vue abondantes, mais il ne faut pas oublier qu'elles varient sensiblement de l'hiver à l'été, du Sud au Nord, suivant la richesse du pays et la nature de ses productions; mais en France, selon M. Armand Gautier, on peut considérer cette alimentation comme satisfaisant les besoins d'un ouvrier fournissant un bon travail moyen.

Voyons ce qui résulte de ces constatations :

L'alimentation normale comporte trois sortes de substances : les substances minérales (eau et sel marin); les substances d'origine végétale (telles le pain, les légumes, le sucre); enfin la chair musculaire, le lait, le fromage, etc. fournis par les animaux.

Des nombres précédents découlent deux importantes remarques. La première c'est que dans ces rations, déduites de l'expérience presque universelle, le poids des aliments d'origine animale ne dépasse pas 26 pour 100 du poids total de la ration (l'eau et les boissons alcooliques déduites). C'est presque le même rapport que M. A. Gautier a retrouvé dans l'alimentation des habitants de Paris (24 0/0) calculée sur des millions d'individus.

La seconde remarque résulte de la comparaison de ces chiffres observés chez *l'ouvrier au travail* avec ceux établis pour la consommation de *l'ouvrier au repos*. Dès qu'il travaille, l'ouvrier augmente instinctivement, non pas la viande, mais le pain, les pommes de terre, les boissons fermentées.

Voici, à cet égard des chiffres intéressants :

	Ouvrier au repos	Ouvrier au travail
Pain.....	500	815
Pommes de terre.....	150	330
Vin.....	500	1000
Viande.....	250	180

Dans la faible proportion de viande consommée par l'ouvrier au travail, il y a sans doute une raison d'économie, mais ce phénomène se reproduit partout. Dès que la fatigue lui fait sentir qu'il lui faut un supplément d'aliments, c'est au pain, aux pommes de terre, aux boissons fermentées que l'ouvrier recourt. Pour un même supplément de dépense journalière il augmente la quantité de pain et non pas de viande.

En cela, son instinct lui fait suivre les lois de la physiologie moderne qui, contrairement à la théorie de Liebig et de son École, a reconnu que ce sont les principes amylacés, gras et sucrés, qui fournissent à l'économie animale l'énergie et le travail, et non pas les principes albuminoïdes de la chair musculaire. Ce sont là des données expérimentales que de longs et multiples tâtonnements ont fait considérer comme normales ou du moins très favorables à la bonne alimentation de l'ouvrier (1). Notons en passant que l'alimentation de nos soldats qui font en ce moment campagne et qui peut être rapprochée, n'est-il pas vrai, de celle du travailleur musculaire, pêche par trois points : trop de viande (500 gr.), trop peu de légumes (et l'administration y comprend le riz qui ne saurait jamais

(1) Voir ce que dit Amar, *loc. cit.* p. 593 et suivantes avec les intéressantes enquêtes suivant les professions et sur l'alimentation en général p. 176 et. 185.

remplacer qu'une quantité proportionnelle de pain) et déficit très sensible en boissons fermentées (250 gr.). L'alcool entrant dans les liquides fermentés est l'alcool éthylique : $C^2H^6O \equiv 46$ grammes. A la dose de 1 gramme par kilog du poids d'un homme, il n'est pas toxique (1). De l'alcool, nous dit le Dr Amar (2), ne peut dériver par aucune transformation chimique, ni sucre, ni une autre espèce vraiment alimentaire. Dans l'énergie mécanique des muscles, son rôle est de ce fait douteux. Il se pourrait pourtant qu'il brûle directement en fournissant l'énergie calorifique. Ce serait un aliment d'épargne, les aliments brûlant dans un but thermogénique devenant dispensés de ce service. Selon l'expression d'Atwater et Benedict, « l'alcool sert à protéger les protéiques et les graisses contre l'oxydation », L'emploi modéré de l'alcool ne saurait être nuisible. Stimulant de la muqueuse digestive, il provoque l'afflux des sucs gastrique et pancréatique et c'est un stimulant général des opérations nutritives qui favorise la croissance des organismes. « C'est enfin un excitant de la fibre musculaire probablement par voie nerveuse : il en augmente la puissance et en retarde la fatigue au moins quelque temps (3) ».

L'abus de l'alcool au contraire a les effets les plus désastreux qui affaiblit l'homme et fait que, beaucoup plus vite

(1) Un homme moyen pesant 65 kg. ne doit donc pas absorber plus de 65 gr. d'alcool par jour soit environ 8 déc's. d'un vin ordinaire. S'il boit en outre un « petit verre » dont le volume moyen est 25 cmc. d'eau-de-vie à 50° contenant 10 gr. d'alcool pur, il y a donc intoxication, empoisonnement et deshydratation des cellules de l'organisme.

(2) « Le Moteur Humain », p. 283.

(3) J. Amar, *loc. cit.*, dans le même sens : Gizelt, Pierotti, Lec et Sallant, Destrée, *cit. par* Amar, p. 285.

qu'à l'état sain il devient la proie de la fatigue et du surmenage.

L'organisme qui n'élimine par l'urine et la transpiration, qu'une faible quantité d'alcool, et très lentement, ne peut se défendre. Bien que l'activité des muscles élève un peu cette élimination, sa valeur n'est bien souvent pas suffisante pour retarder l'action, que le docteur Amar ne craint pas de qualifier de terrifiante de ce poison sur les centres nerveux.

A des doses supérieures à 100 grammes par jour, l'alcool est un stupéfiant, un toxique très pénétrant, autant par lui-même que par les essences convulsinantes (1) ou stupéfiantes (2) auxquelles on l'associe dans les spiritueux. L'ouvrier en somme a tout intérêt à se passer complètement de l'alcool qui n'est jamais qu'un aliment thermogène et non dynamogène — au contraire.

Le café au thé, à la noix de kola, etc... jouent certainement un rôle d'aliment d'épargne.

Le café, de plus, en petite quantité, stimule les fonctions digestives, musculaires, nerveuses, et active le métabolisme général. Le cacao présente les mêmes caractères atténués; il est toutefois plus nutritif. La noix de kola est plus riche en caféine. Son action favorable sur le travail musculaire et intellectuel est marquée.

Quant à l'insuffisance d'aliments (3), elle n'agit que

(2) Sauge, absinthe, hysope, romarin, sarriette, fenouil, marjolaine, calament, basilic.

(3) Thym, serpolet, lavande, rue, mélisse. C'est ainsi que 2 grammes d'hysope suffisent pour donner des convulsions à un homme vigoureux à jeun.

(1) Cf. Amar, *loc. cit.*, n° 157, p. 288 et suiv.

très lentement en faisant diminuer les forces générales.

A l'état d'inanition, ce sont surtout les muscles qui souffrent et perdent leur puissance. La substance nerveuse est moins éprouvée et les facultés intellectuelles résistent

La circulation du sang gênée par une compression (vêtements trop serrés ou attitude professionnelle défectueuse) diminue l'activité musculaire. L'anémie aggrave le symptôme : il y a *fatigue réelle*. Les fibres et cellules nerveuses sont moins excitables, sans doute par l'insuffisance d'oxygène.

La respiration gênée apporte moins d'oxygène; l'accumulation d'acide carbonique dans le sang, par suite d'expiration incomplète détermine un affaiblissement musculaire d'origine toxique, abaisse l'excitabilité nerveuse, produit l'essoufflement.

Or la *fatigue*, on le sait, accompagne la toxicité du sang, et un homme fatigué possède des muscles de moins en moins puissants se laissant assez facilement distendre. Et la fatigue à l'extrême produit le surmenage et ses symptômes : troubles graves, paralysie momentanée des fibres musculaires, des fibrilles nerveuses se trouvent lacérées intérieurement; la contracture est douloureuse, la fièvre de courbature apparaît; le surmenage peut être mortel.

L'âge, entre vingt et cinquante ans n'apporte que d'insignifiantes modifications à l'organisme. Jusqu'aux environs de quarante, la force progresse. Le rythme des respirations et pulsations est, on l'a vu, modifié. Le sexe apporte aussi des différences, surtout dans l'état de grossesse. Mais nous ne nous occupons que de l'homme.

Les sujets obèses ont du sang moins riche de globules

rouges. Les sujets musclés l'ont au contraire très riche et se fatiguent moins vite (Malassez).

Les myopes non corrigés se penchent et se fatiguent en raison de l'attitude défectueuse.

L'ouïe (1) règle le mouvement des outils à action périodique (rabots, scies, limes); défectueuse, elle est une cause d'imperfection et de plus grande fatigue.

Le sommeil est essentiellement réparateur. Il réduit, pendant sa durée de $\frac{14}{100}$ de sa valeur statique, la dépense d'énergie. Il réduit aussi la somme des excitations nerveuses, tout ébranlement physiologique de l'intérieur: c'est le repos complet. Le repos des nerfs et des muscles étant indispensable à leur restauration, l'excès d'alimentation ne saurait remplacer le sommeil. Il en faut sept heures au moins la nuit, dans le silence, à l'abri des trépidations. Repos et sommeil, dit Amar, sont les conséquences fatales de la loi du rythme qui semble gouverner la vie et constituer pour elle un moyen de défense.

Les phénomènes d'ordre moral influent aussi puissamment sur l'apparition de la fatigue et du surmenage. Nous y reviendrons plus longuement. L'ouvrier satisfait ressent moins la fatigue, la réparation de ses tissus est plus rapide. « Les joyeux guarissent toujours! » Quelle influence exercent les soucis, les ennuis, l'état de santé et même les préjugés et la religion! On pourrait aussi faire entrer en ligne de compte l'amour du métier, la « vocation ».

Le corps d'un ouvrier peut avoir une « architecture » qui le prédispose aux travaux de force, son camarade étant

(1) Amar, p. 292 et suiv.

destiné par elle aux travaux de vitesse. Chacun suivant son aptitude, la fatigue sera moindre. La « morphologie dynamique » (1) établit la prédominance de telle ou telle fonction physiologique. Elle distingue : 1° Le sujet du type « digestif » mangeant beaucoup, travaillant lentement mais longuement. C'est le type du bœuf de Taylor, les terrassiers, les débardeurs. Ses mouvements peuvent être de grande amplitude. Il n'est cependant pas très musclé; 2° Le « musculaire », c'est-à-dire très en train à mettre en œuvre une puissance considérable dont la durée n'est jamais bien grande. Les lutteurs aux muscles saillants sont de mauvais travailleurs; 3° Le « respiratoire » qui offre l'avantage d'entretenir longtemps un travail relativement élevé. Il est impropre aux exercices de force; 4° Le « nerveux » qui par la vitesse des mises en train, des démarrages de ses muscles, travaille avec économie, est puissant grâce à sa vitesse et résiste, du fait même de sa complexion, aux élancements de la fatigue. Le type nerveux soutiendrait un effort considérable pourvu qu'il dure peu; cet épuisement rapide provient de la double dépense musculaire et nerveuse, de cette dernière plus spécialement. La résistance des organes du mouvement n'est pas grande chez lui. Autant le digestif répugne aux coups de collier, autant le nerveux s'en fait une loi.

Quant aux qualités psychiques des individus, elles obligent à les répartir suivant leur degré d'intelligence et leur équation personnelle et de distinguer ceux qui satisfont au travail rapide de ceux qui travaillent lentement.

(1) Amar, *loc. cit.*, n° 162, p. 295.

L'industrie impose ce choix, car sélectionner c'est approprier chacun à la besogne la plus propre à faire valoir ses capacités, le corollaire du meilleur rendement devenant ainsi que le dit très justement J. Amar, une élévation des salaires. C'est en même temps une application de la maxime : *the right man in the right place*.

Les facteurs dérivant de *l'hygiène sociale* sont aussi de la plus grande importance. Ils sont doubles : 1° l'hygiène du corps, alimentation rationnelle, prophylaxie, bien-être de l'homme au point de vue physiologique; 2° l'hygiène et le développement de l'esprit ou mieux les qualités morales du travailleur, lesquelles sont une résultante de son bien-être général et de son milieu. L'action du milieu social est certaine. L'homme la subit. Il acquiert une tendance à faire le bien ou le mal que font les autres. La solidarité devenant de plus en plus la loi des organisations ouvrières, les syndicats imposent à leurs adhérents une savante tactique où le patronat a bien souvent tort de s'acharner à voir un danger pour ses propres intérêts. Il ne faudrait pas, en niant les progrès scientifiques de ces dernières années ne pas vouloir contribuer à l'œuvre nécessaire d'hygiène sociale qui est aussi bien une œuvre de prospérité commune que de justice et de concorde.

La *température* (1), pour nous occuper maintenant plus spécialement des facteurs extérieurs, joue également un rôle de la plus intéressante importance. La température modifie la dépense énergétique des êtres vivants. Elle se

(1) Amar, « Le Moteur Humain » n° 165 et suiv. p. 300.

fait sentir sur les propriétés des muscles et des nerfs des animaux.

La dépense de l'organisme augmente au fur et à mesure que la température extérieure diminue. Le froid stimule les combustions vitales; la chaleur les ralentit. La vitesse de refroidissement des corps chauds augmente proportionnellement à l'excès de leur température propre sur celle du milieu extérieur (loi de Newton). Sans entrer dans des explications techniques par trop considérables, nous pouvons à titre d'exemple indiquer le cas des enfants où la surface relativement trop grande permet une déperdition calorifique relativement plus élevée que chez l'adulte. Les personnes peu corpulentes ont pour la même raison une déperdition excessive à laquelle ils sont obligés de répondre par une production calorifique intense. Les obèses, au contraire, ont une faible surface relative. Malgré cela, l'intensité de leurs combustions ne suffit pas à couvrir la dépense nécessaire. Il en est ainsi des sujets émaciés, peu musclés.

D'autre part, on a pu observer que la contraction des muscles devient rapide et énergique au voisinage de 20°, et qu'à cette même température, *la résistance à la fatigue est maximum*. L'accroissement, la rénovation cellulaire sont accélérés entre 37 et 40°. Des effets nettement opposés à ceux-ci s'observent à basse température.

L'excitabilité des nerfs augmente de 0° jusqu'à 40°, en sorte que l'élévation thermique se fait sentir plus particulièrement sur les personnes nerveuses, ou, si l'on veut, sur les mouvements de l'homme.

La température agit sur la respiration pour la retarder

ou l'accélérer suivant qu'il fait chaud ou froid. Les échanges gazeux augmentant ainsi avec l'abaissement de la température s'expliquent par l'intensité croissante des combustions.

Une chaleur intense accroit aussi le rythme des respirations en donnant lieu à une véritable polypnée (Richet). C'est un mécanisme de défense, la transpiration en est la conséquence.

Dans certaines limites, les échanges gazeux sont facilités par le froid, l'air traversant la membrane pulmonaire par une sorte de thermo-endosmose (vers un milieu plus chaud). L'air froid contient en outre plus d'oxygène que le même volume d'air chaud.

La respiration *en atmosphère surchauffée* est donc *défavorable* au travail physiologique (1).

Coulomb a fait exécuter de grands travaux par des soldats français à la Martinique « le thermomètre » y est rarement au-dessous de 20°. Les hommes sont presque toujours inondés par leur transpiration ; ils ne sont pas capables de la moitié de la quantité de travail journalier qu'ils peuvent fournir dans nos climats ».

Dans nos climats relativement tempérés, les variations de la température contre lesquelles l'organisme a à se défendre ne troublent pas les fonctions physiologiques, mais elles *modifient sensiblement la dépense d'énergie* et dépriment un peu le travail ; la température basse porte cette dépense d'énergie (ou la ration d'entretien) à une valeur très élevée ; la température haute limite la production du travail.

(1) Les moteurs à combustion n'ont-ils pas un rendement faible lorsqu'ils sont exposés à une forte élévation de température ? (J. Amar).

Nous ne parlerons donc pas du rôle des divers climats, ayant en vue des lois dont le champ d'application est la France.

Quant aux *vêtements*, ils ne sont pas sans influence, mais nos ouvriers savent admirablement les approprier, d'instinct, à leurs travaux. L'importance d'un vêtement à l'égard de la transpiration ou du courant d'air est de toute évidence. Mais on s'adapte merveilleusement à ce genre de conditions extérieures et cela trempe la santé; la résistance aux intempéries est beaucoup affaire d'accoutumance et qui est particulière à cette classe d'hommes habitués aux travaux pénibles.

L'état hygrométrique ou « humidité relative » (1) a aussi son influence sur la fatigue et le surmenage. Sa mesure se fait au moyen d'hygromètres. Dans certains ateliers, comme les filatures; l'air est presque « saturé ». Or, l'évaporation pulmonaire et cutanée augmente avec l'état de sécheresse de l'atmosphère. Elle devient à peu près double quand il y a 5 grammes de vapeur d'eau au lieu de 9 par mètre cube d'air. L'élimination de vapeur d'eau par l'organisme suit une marche inverse de celle de l'état hygrométrique. (En cas de suralimentation, l'élimination est plus rapide). L'émission de vapeur d'eau chez l'homme est un phénomène complexe, soumis à l'action des centres nerveux : le

(1) L'état hygrométrique de l'air à une température donnée est le rapport du poids de *vapeur d'eau* qu'il contient au poids maximum qu'il pourrait contenir sous le même volume. p et P étant ces deux poids l'état hygrométrique sera $e = \frac{p}{P}$ En pratique on considère la tension de la vapeur f . et F ., d'où $e = \frac{f}{F}$ (Amar, n° 173, p. 313).

débit de la « perspiration » doit être régularisé de façon à l'adapter à la défense de l'organisme contre la chaleur.

« La sudation est donc un facteur d'équilibre de l'organisme, obéissant, comme tous les autres, à la coordination nerveuse (1) ». La sueur est un déchet toxique, d'autant plus qu'elle se produit au cours de la fatigue. La dose de poisons qu'elle entraîne en 24 heures suffirait à mettre en danger un sujet adulte. Et dans une atmosphère chaude et humide où la sueur n'a pu quitter l'économie, se produisent parfois des phénomènes d'empoisonnement. Prenons un milieu ayant une température de 20°. L'homme adulte au repos y élimine environ 900 grammes d'eau, et 3.000 grammes pour un travail moyen de 200.000 kilogrammètres; dans les cas exceptionnellement durs 7 à 8 kilogrammes d'eau.

On voit comme toutes circonstances qui gênent la perspiration sont dangereuses : telles sont l'humidité des salles de filature (85 0/0 en moyenne à 23°); aussi la poussière qui obstrue les pores. Mais si la chaleur humide empêche l'homme d'évaporer suffisamment, le froid humide fait, lui, perdre trop de chaleur.

Il faut hâter l'abaissement hygrométrique par une ventilation énergique : la sudation se produira normalement et la chaleur sera plus supportable, l'air sec la conservant moins longtemps.

« L'air sec est favorable au travail, dit le D^r Amar, surtout à une température moyenne de 15-16°. Remarquons que les vêtements, suivant la nature de l'étoffe, absorbent plus ou moins d'eau; ils modèrent l'évaporation et empê-

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 315.

chent un brusque refroidissement. La laine rend à ce point de vue des services précieux, été comme hiver ; elle est de tradition chez les Arabes, par exemple (1) (2).

L'air agit aussi par sa vitesse et sa masse (3). Pour un homme marchant au pas dans un air calme, la résistance sera d'environ 0 kg. 133. C'est par seconde un travail inutile de 0 kg. 20. Le vent augmente considérablement cette résistance. La pression peut atteindre 95 kilogs dans un fort ouragan (vitesse = 40 m.).

D'autre part, le courant d'air fait abandonner de la chaleur au corps de l'homme, proportionnellement à sa vitesse et à sa température. L'homme abandonne moins de chaleur s'il est vêtu et si l'air est froid. La dépense calorifique est à l'air libre supérieure à celle de la vie enfermée (atelier).

Pour l'homme travaillant dans l'eau (4), la résistance à vaincre sera d'environ 41 kilogs dans un courant de 4 mètres. Il est aussi des échanges chimiques et thermiques. La production calorifique suit une marche inverse de celle de la température. L'influence de l'air et de l'eau étant des

(1) Quantité maximum d'eau retenue par gramme de tissu :

Flanelle de laine.....	10 gr. 30
— coton.....	6 » 00
Tricot de laine.....	4 » 80
— coton.....	4 » 20
Tricot de soie.....	3 » 80
— lin.....	2 » 10
Coton uni.....	0 » 80

Ces chiffres sont de Rubner, cité par Amar, le « Moteur humain », p. 317.

(2) Amar, p. 316.

(3) Cf. Amar, n° 175, p. 317 et suiv.

(4) Amar, p. 321 et suiv.

actions de surface, sont relativement plus sensibles pour les petites tailles que pour les grandes.

L'*altitude*, la pression atmosphérique ont aussi leur influence. S'il y a dépression barométrique (élévation de l'altitude) il y a diminution de la proportion d'oxygène dans l'air. Jusqu'à 115 grammes par mètre cube (290 mm. de pression, 7,680 m. alt.) la respiration ne se trouble pas. Mais à partir d'une altitude de 1.500 mètres, le nombre des globules rouges augmente, suppléant ainsi par l'augmentation de la surface à l'abaissement de la proportion d'oxygène. L'organisme peut aller jusqu'à supporter une altitude de 11.650 mètres (1). Cependant avec l'altitude « la capacité vitale » subit une légère diminution, le système nerveux semble moins bien fonctionner quant à ses centres moteurs, le sang devient plus pauvre en gaz carbonique. En un mot pour l'homme devant fournir un grand travail mécanique, l'activité respiratoire sera pénible.

A certaines hauteurs variables suivant la fatigue musculaire, la tension nerveuse (aviateurs), la brusque ascension, arrive la menace d'asphyxie, pouvant déterminer la mort. La fatigue est la vraie cause des troubles physiologiques d'altitude. L'homme n'est pas capable d'une forte somme de travail mécanique aux grandes hauteurs. Aux mines de Burlard (Sentin, Ariège) à 2.600 mètres, un parcours de 600 mètres pour atteindre les galeries produit l'essoufflement. La diminution de puissance des ouvriers est d'environ 15 0/0 à 2.500 mètres, de moitié à 4.500 mètres et 4.900 mètres (mines de Caylloma, Pérou). Le froid est pour

(1) L'expérience a été faite dans une cloche pneumatique ; air riche en oxygène, pression totale réduite à 192 mm.

une part dans cette dépréciation. Les neiges sont abondantes entre 2.000 et 3.000 mètres (1).

Dans le sous-sol, la pression atmosphérique sera *plus grande* et la proportion de l'oxygène dans l'air augmentée. Cette augmentation d'oxygène est négligeable aux profondeurs ordinaires. Les mineurs, les carriers sont par contre exposés à respirer des gaz délétères (grisou) et à être victimes de la chaleur, de l'humidité, de l'obscurité. Mais les mines et carrières sont tout à fait en dehors du cadre que nous nous sommes tracé.

Dans les caissons à air comprimé (2) les troubles ne viennent pas non plus de la plus forte proportion — cependant notable — d'oxygène. Mais il n'est pas sans danger d'être brusquement exposé à des détentes et à des compressions. A 5 atmosphères (pression habituelle des caissons), la respiration se ralentit ainsi que l'activité des combustions intra-organiques ; le sang dissout une plus grande quantité d'azote et d'oxygène. Il y aura un excédent de 135 à 194 centimètres cubes de gaz se préparant à quitter le sang à la décompression ; d'où danger d'embolie gazeuse. Quoiqu'il en soit : diminution des combustions internes, d'oxydation, donc de puissance dynamique qui n'a pas encore été exactement évaluée,

L'air peut aussi, ne pas être pur (il ne l'est même jamais dans les usines ou ateliers) et renfermer des *gaz* et *vapeurs délétères*. Le gaz carbonique se rencontre le plus souvent ; il n'est dangereux qu'à forte dose. L'oxyde de carbone est

(1) Les moteurs à combustion interne, de l'industrie, subissent une diminution de puissance de 11 à 25 0/0 de 1.000 à 5.000 m.

(2) Cf. Amar *loc. cit.*, p, 331 et suiv.

un poison redoutable, même à la dose de 0,2 à 0,30/0. Il se fixe énergiquement sur l'hémoglobine du sang. Il agit d'autant plus sur un homme fatigué. Ce gaz est présent un peu partout dans le gaz d'éclairage (5 à 9 0/0), dans les mines de houille, les fours à chaux, les hauts fourneaux, les tunnels mal aérés, la combustion des braséros et réchauds des cheminées à mauvais tirage, des poêles en fonte et en fer. Les accidents frappent les gaziers, mineurs, pompiers, cuisinières, pâtisseries, etc. (cyanose, vertiges, hallucinations, considérable diminution des forces, empoisonnement lent et progressif, mort).

Les vapeurs du plomb et du mercure se dégagent des traitements métallurgiques, ainsi que celles de gaz fluorhydrique qui détermineraient une sorte de diabète. Les vapeurs d'anhydride sulfureux se dégagent des accumulateurs électriques, des phosphates et engrais phosphatés; les odeurs en sont fortes, corrosives, suffocantes.

Dans les fosses d'aisance, les égoûts, le manque d'oxygène serait, selon Amar, plus grave que les traces insignifiantes d'hydrogène sulfuré. Tous ces gaz déterminent un commencement d'anesthésie (gaz carbonique) ou d'asphyxie, un engourdissement de la force musculaire,

Les ouvriers graveurs, tourneurs, luthiers, fabricant des navettes en buis sont exposés à un empoisonnement nerveux (1). Les bois toxiques, l'if, le génévrier sabin, le cytise faux ébénier, les bois de rose, de muscadier, d'amaranthe, d'acajou, etc... apportent migraine, torpeur, lassitude réduisant le travail des ouvriers.

(1) Le buis renferme un alcaloïde analogue au curare.

L'opium a pour principe la morphine qui agit comme stupéfiant. Le tabac a pour principe actif la nicotine (2 0/0 Havane, 2,3 0/0 Maryland, 6,6 0/0 et 8 0/0 dans le Nord et le Lot. Moyenne de 5 0/0 pour les tabacs français). Le Français consommant par an environ 1 kilogramme de tabac, absorbe 50 grammes de nicotine. Le tabac a pour effet une diminution initiale de la puissance des muscles, puis une augmentation suivie d'une chute graduelle. Somme toute, réduction de la contractilité des muscles. (Abolition complète à la dose de 0,8 0/0 de nicotine). L'oxyde de carbone et le furfurol se rencontrent aussi dans la fumée de tabac.

Les *poussières et fumées* (1) sont en permanence dans les milieux industriels. Elles se maintiennent dans l'air grâce à la vapeur d'eau. Elles sont corrosives, tranchantes ou *pathogènes*. Les poussières des filatures (cardes, duvets...) blessent les ouvriers.

Les *radiations* (2) existent en grand nombre. La radiation calorifique a été étudiée avec la température; elle existe dans toutes les sources de lumière, y compris le soleil. La partie lumineuse du spectre, la *lumière*, élève peut-être le taux des échanges respiratoires, augmentant la consommation d'oxygène. La lumière est un excitant musculaire, un stimulant de la cellule, favorise le développement du corps et sans doute multiplie les globules rouges. L'obscurité a des effets contraires. Les couleurs peuvent avoir des influences de même ordre avec certains effets psychiques.

La partie du spectre du violet à l'ultra-violet exerce une

(1) Amar, *loc. cit.*, n° 186, p. 335.

(2) Cf. Amar, p. 337 et suiv.

action chimique (sortes de coups de soleil). Le soleil a des effets microbicides, favorise la vision nette des couleurs et des détails. La chaleur et la lumière solaires intenses sont un véritable danger pour l'homme et les animaux.

Le soleil, les orages, les machines électriques saturent l'atmosphère de *particules électrisées* (ions), dont l'influence est encore mal connue. Ils amènent probablement une légère dépression du système nerveux, de l'anémie et une sorte d'apathie. Le courant galvanique, statique, semble accroître quelque temps la puissance musculaire. L'effet prolongé d'un champ électrique compromet la santé. Il ne nous appartient pas de parler des accidents produits par la foudre ou les courants électriques.

L'influence des *sons* a été en partie étudiée plus haut (rythme, cadence). Les tonalités majeures stimulent assez fortement le travail mesuré à l'ergographe. La sixte majeure donne le stimulus le plus fort. Dans les ateliers le rythme provenant du seul bruit des outils est le meilleur (silence des ateliers anglais).

Les bruits, chocs, trépidations, donnent lieu à des ébranlements et vibrations produisant la céphalée, les vertiges et exerçant une influence déprimante sur le travail.

Les *outils* suivant leur perfection, seront un des principaux facteurs de l'arrivée de la fatigue. Le parfait outillage de l'ouvrier anglais fit longtemps sa supériorité. La résistance, la trempe, la forme, le poids des outils ont leur importance ainsi que leur choix judicieux et rationnel. Taylor et Gilbreth ont remarquablement creusé ce sujet.

CHAPITRE III

BASE PHYSIOLOGIQUE

Travail journalier et puissance de l'homme. — Nous n'avons pas à nous occuper ici de la question du « Rendement » qui a trait surtout à la manière dont l'industriel devra choisir et utiliser ses ouvriers pour en tirer le meilleur parti possible (1).

(1) Le Rendement (Dr J. Amar, « Le Moteur Humain » p. 245) est le rapport de l'énergie mécanique produite à l'énergie dépensée. Par exemple si un adulte dépense au repos 100 calories par heure, en faisant un travail de 25,500 kgm. = 60 calories en une heure, il a dépensé en tout 340 calories.

Donc $D_s = 100$; $T = 60$; $D_d = 240$ et :

$$r \text{ (rendement industriel)} = \frac{60}{340} = 17,6 \text{ 0/0,}$$

ou brut :

$$R \text{ (rendement net)} = \frac{60}{240} = 25 \text{ 0/0,}$$

puisque

$$r = \frac{T}{D_s + D_d} \text{ et que } R = \frac{T}{D_d}.$$

Les expériences les plus complètes que nous possédions sur un travail effectué dans de bonnes conditions de charge, de durée, d'alimentation, conduisant à un rendement net de 25 0/0 en général :

$$R = \frac{T : 425}{D_d} = 0,25.$$

Quand il s'agit de l'activité des bras c'est un maximum. Pour les jambes on arrive à 30 0/0. Le travail résistant équivaut au point de vue du rendement à $\frac{52}{100}$ du travail moteur. Leurs dépenses sont très différentes. (Chauveau).

Le rendement industriel varie de 4 à 10 0/0 à mesure que la quantité de travail journalier augmente. Il atteint difficilement 16 0/0. Dans

Il n'en est pas de même de la puissance de l'homme qui nous permettra de trouver son « travail » journalier. Cela nous aidera beaucoup à résoudre ce problème : Quelle quantité de travail va pouvoir dépenser l'ouvrier, en évitant le surmenage et ses conséquences.

La puissance de l'homme (1) est une quantité variable, autant que les modes d'activité musculaire et la durée de celle-ci. Quelle va être la durée optima de cette activité? En 8 heures le nombre de kilogrammètres produits atteint 300.000. C'est, par seconde, une puissance de :

$$\frac{300.000}{8 \times 3.600} = 10 \text{ kgm. 4}$$

ou, au plus $\frac{1}{7}$ de H. P. Ce semble être la puissance qu'on ne peut guère dépasser. On ne l'atteint pas si la durée du travail est augmentée. Dans un travail de 16 heures par jour et pour une seule fois, Atwater a péniblement réussi à atteindre cette puissance de $\frac{1}{7}$ de cheval. Le plus souvent il a atteint $\frac{1}{10}$.

En réduisant la durée, on augmente au contraire la puissance. Chez un homme entraîné, Jules Lefèvre est allé jusqu'à calculer une puissance de $\frac{1}{4}$ de H. P. Un homme de 65 kg. 100 a pu s'élever à la hauteur de 20 m. 15 en 34 secondes. Bien que mis par là « hors d'haleine » il avait développé une puissance de :

$$\frac{65,1 \times 20,15}{34} = 41 \text{ kgm. 16}$$

un travail de huit heures par jour, s'il s'abaisse au-dessous de 10 0/0, il devient l'indice d'un mauvais emploi des forces musculaires, d'un gaspillage d'énergie ou d'un travail insuffisant.

(1) Cf. Jules Amar *loc. cit.*, n° 344 p. 599.

c'est-à-dire un peu plus de $1/2$ cheval ; c'est la plus grande valeur qui ait été obtenue. Mais la puissance, évaluée pour une durée très courte n'a pas de signification pratique. Dans un travail de longue durée, au contraire, neuf ou dix heures par jour, les muscles de l'homme ont tout au plus une puissance de $\frac{1}{7}$ H. P., exactement $\frac{1}{9}$ de Poncelet, la puissance humaine étant relative aux périodes de temps effectif, déduction faite des intervalles de repos.

Quant au plus grand « travail journalier » de l'homme (1), il sera représenté par l'équation : $T = F \times v \times t$, le produit $F \times v$, l'effort par la vitesse, représentant la puissance de l'homme et la durée effective du travail en secondes, à la condition pourtant que ces facteurs prennent certaines valeurs remarquables. Lesquelles?

Bernouilli, Euler, Coulomb, etc., le cherchèrent par la voie théorique. Coulomb y ajoute l'expérimentation : un bon ouvrier, sans porter de fardeau, peut s'élever à une hauteur H (en montagne) dans sa journée ; c'est un travail $P \times H$. Chargé d'un fardeau Q , il peut s'élever à H' , soit un travail $(P + Q) H'$. La diminution occasionnée par la valeur Q de la charge est $P H - (P + Q) H'$. Au moyen de la règle d'analyse des maximis et minimis, Coulomb calcule la valeur Q' de la charge qui réduira le moins la grandeur du travail journalier, c'est-à-dire celle qui en fera un maximum.

Il faut pour faire usage de cette méthode, s'adresser à des ouvriers robustes et travaillant à la tâche. Il faut multiplier les expériences pour faire des moyennes.

(1) Cf. Jules Amar *loc. cit.*, n° 122, p. 235.

La Hire et Coriolis (1) ont employé une autre méthode. Ils imaginent qu'un fluide circule dans les muscles avec vitesse u . L'homme, d'un poids Q , effectuera un maximum de travail à la vitesse v . Chargé d'un poids P , il travaillera à la vitesse v . En admettant que les efforts soient proportionnels aux carrés des vitesses, le calcul donnera :

1° « L'homme produit un travail maximum en élevant un fardeau à peine égal aux $\frac{3}{5}$ du poids de son corps ». (La méthode de Coulomb donnait environ $\frac{4}{5}$). 2° La vitesse dans ces conditions est les $\frac{48}{100}$ de celle qu'il prendrait en se déplaçant sans fardeau.

« Le travail par seconde ($F \times v$) a une valeur maximum que certains auteurs ont voulu déterminer *a priori*. Euler, Schlutze et Langsdorf ont reconnu que *l'homme développe en travail continu* un effort de 13 kg. 7 à la vitesse de 0 m. 76 soit une puissance de 10 kgm. 4.

Les ingénieurs allemands admettent que pour un travail de huit heures par jour, *l'effort normal de l'homme représente le tiers de son poids, soit 20 à 25 kilogrammes*. Il n'en saurait cependant être toujours ainsi, nous le verrons, les conclusions sont trop purement théoriques.

Coulomb a cherché la manière de combiner les différents facteurs de pression, de vitesse et de temps, pour qu'à *fatigue* égale un homme puisse fournir le plus grand travail. Mais, nous le savons, la fatigue est chose des plus imprécises, et dès le premier kilogrammètre peut exister. A la limite où les forces humaines sont incapables d'exercice, l'état devient pathologique (surmenage). Les degrés

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 237, n° 123.

antérieurs ne sont guère capables de mesure précise puisque la *sensation* n'est pas une grandeur physique.

Il faudrait pouvoir laisser la notion de fatigue et arriver à l'évaluation directe du travail possible. C'est bien difficile ; le travail des muscles est supérieur à celui des outils sur lesquels ils agissent ; il est formé d'éléments les plus incertains et des plus complexes : habileté de l'ouvrier, perfection des outils, etc...

L'évaluation de la dépense énergétique, soit d'après la consommation d'oxygène, soit d'après la ration d'entretien sera le meilleur guide pour nous renseigner sur la grandeur du travail musculaire, sur le « degré de fatigue » à tout instant, et pour comparer les travaux entre eux.

Les mesures de dépense énergétique consistent dans l'évaluation en calories de l'oxygène consommé par le sujet, la dépense dynamique sera l'excès de cette consommation sur celle de l'homme au repos.

Dans la marche (1), par exemple, Zuntz (2) et Amar, par leurs remarquables études, ont trouvé qu'un adulte marchant à 5 km. 4 à l'heure, dépense 0 c. 56 par mètre-kilogramme (3), soit, s'il pèse 65 kg., 28 c. 392 par pas de 0 m. 78. Nous sommes dans les conditions d'un sujet dont Braunz et Fischer ont évalué le travail musculaire à 6 kilogrammètres, ce qui nous permet de calculer le rendement qui sera de 49 0/0, c'est-à-dire considérable ! Se

(1) Cf. Amar, « Le Moteur Humain », p. 487 et suiv.

(2) Studien zu einer Physiologie des Marsches. Berlin, 1901 cité par Amar, p. 487.

(3) Id. est : par kilogramme de son poids et mètre parcouru ; ici environ 1/2 de petite calorie.

basant sur la seule dépense d'oxygène, Amar conclut que l'homme doit consommer 0 c. 50 à 0 c. 60 par mètre-kilogramme aux vitesses normales de 4 à 6 kilomètres à l'heure, en marchant à vide; en outre que la vitesse économique est celle de 4.500 kilomètres.

Avec des fardeaux, la dépense d'énergie dans la marche augmente, à une allure de 4 km. 500 et sous une petite charge de 7 kg. 300, l'augmentation totale a été de 1/5 environ. Rapportée au mètre-kilogramme, elle varie suivant la grandeur du fardeau et la vitesse. L'optimum économique par excellence, selon Amar, est celui que réalisent une charge de 21 kilogrammes et une vitesse horaire de 4 km. 200 (coût du mètre-kilogramme pour un sujet du poids de 70 kg. : 0 c. 454). Quant au *travail maximum* de l'homme qui transporte des fardeaux, Coulomb obtint une charge de 62 kg. 300 et un parcours total de 17 km. 320 pour un homme de 70 kilogrammes soit : 2.291.436 mètres-kilogrammes. Le calcul a certainement trompé le grand physicien. Taylor, à l'aide de la méthode de Coulomb complétée par celle de Chauveau, et plus tard Barth, ont trouvé que suivant les besognes, l'homme pouvait développer de 1/8 à 1/2 cheval-heure, soit 34.000 à 140.000 *kilogrammètres par journée*; que l'homme ne doit être chargé que pendant une durée parfaitement définie, soit 43 0/0 de la journée (pour la manutention des gueuses de fonte); les 57 0/0 de son temps il doit rester les mains vides. Il s'agit ici du transport des gueuses de fonte pesant 42 kilogrammes. Si elles ne pesaient que 22 kilogrammes on pourrait charger l'ouvrier de 58/100 de la journée. Il y a une charge limite que l'ouvrier pourrait porter pendant toute sa

journée. Mais la méthode de Taylor, fondée sur le chronométrage des mouvements n'est pas à l'abri des objections d'ordre physiologique.

Nous écrivions récemment un article sur ce point, ayant la satisfaction d'être d'accord avec les conclusions de l'intéressant ouvrage de M. Lahy : « Le Système Taylor et la Physiologie du Travail Professionnel ». Taylor n'a pas, de parti délibéré, négligé les objections d'ordre physiologique (1); il n'en est pas moins vrai qu'il s'est borné à des expériences particulières, quoique très nombreuses, et qu'il a fait de l'empirisme. La question de savoir si oui ou non l'application de son système ne nuit pas à la population ouvrière n'est pas encore élucidée. (Nous émettions même le vœu de voir la Commission de 1913 s'en occuper). En somme Taylor ne néglige-t-il pas trop cette donnée *que certains gestes ouvriers qui semblent inutiles ont pour but de reposer les muscles du geste strictement professionnel?*

En résumé, le résultat obtenu par Taylor dans le *transport des fardeaux* est un maximum pour l'ouvrier moyen : 26 kilomètres de parcours dont 13 avec une charge de 42 kilogs à la vitesse horaire de 3 kilomètres. Au total 2.500.000 mètres-kilogrammes par jour, en moyenne, qui représentent une dépense dynamique de 1.348 grandes calories. On aura par kilog de poids de l'homme et par heure : 0, cal. 75. C'est, répétons-le, un *maximum*, mais qui ne donne prise à aucun accident physiologique chez les sujets (Zuntz, Taylor, Amar); « Sans doute, le rythme du

(1) Cf. M. Victor Cambon, dans une correspondance au *Temps* du 29 septembre 1916.

pouls augmente de 30 à 50 0/0 de sa valeur, (1) » mais rien d'anormal ne s'en suit chez le sujet sain. La durée de la systole augmente de $\frac{1}{5}$ au $\frac{1}{4}$ de sa valeur, la diastole diminue sa période du $\frac{1}{3}$ ou de la moitié. Le rythme respiratoire s'accélère, il s'élève de 16 à 19, 23 et 25 suivant la charge. La température du corps subit des variations très faibles.

Il n'est possible, en général, de satisfaire à ces conditions de travail normal qu'en augmentant la vitesse de marche, en ne dépassant pas une charge de 45 kilogs et en multipliant les intervalles de repos (voir *infra*).

Pour d'autres travaux, on a trouvé les résultats suivants (2) :

1^o Travaux où le poids du corps humain agit seul (carrier sur la roue à chevilles) environ 250.000 kilogrammètres par jour. C'est un travail qui mérite l'épithète de barbare ;

2^o Travaux mettant en action les muscles des bras (treuil et cabestan, halage). La quantité de travail sera en huit heures 207.400 kilogrammètres environ. En matière de traction verticale sur cordes (sonnettes à tirances etc.), le travail de l'homme paraît osciller autour de 80.000 kilogrammètres (10 heures). Pour le puisage de l'eau, une centaine de kilogrammètres. Les pompes à bras nécessitent une dépense musculaire d'environ 260.000 kilogrammètres. (Armand Gautier). Pour le marteau, environ 120.000 kilogrammètres. Pour la lime, des expériences très complètes ont été faites par Amar. Les conditions économiques de

(1) Amar, *loc. cit.*, p. 501

(2) Cf. Amar, *loc. cit.*, p. 505, 518, 520, 559, 571. On y trouvera des détails extrêmement complets et de remarquables études.

travail sont : rythme 70 coups, production 80 à 82 grammes de limaille par heure, environ 8.800 kilogrammètres. En huit heures et demie de travail à la lime, soit 7 heures de travail effectif, c'est un travail journalier de 61.600 kilogrammètres (avec une dépense énergétique de 1.417 calories environ). Pour la scie, (environ 145.152 kilogrammètres (scieurs de long) (Amar).

Pour les ouvriers polisseurs des glaces, Amontons trouve 205.109 kilogrammètres. Pour le travail à la pelle, Coulomb trouve 100.000 kilogrammètres, Amar 112.362 kilogrammètres.

3° Travaux mettant en action les muscles des jambes. (Travail au cabrouet, à la brouette) : environ 131.250 kilogrammètres par journée de 10 heures, pour la marche, 195.000 kilogrammètres pour les muscles des bras : au total 236.250 kilogrammètres pour le cabrouet et 332.310 kilogrammètres pour la brouette (60 kilogrammes, 30 kilomètres. La fatigue générale est peu marquée. Le travail est plus facile avec la brouette à deux roues (1).

4° Travaux variés. Pour la dactylographie, Amar a trouvé un travail musculaire de 68 kilogrammètres par seconde (7 coups par seconde) ou $1/6$ de calorie.

Pour les sports (canotage), la fatigue peut être excessive (237.000 kilogrammètres pour une durée effective de 3 heures). Pour l'orateur, une lecture à haute voix pendant une heure donnera environ : 6.154 kilogrammètres (soit

(1) Pour un parcours journalier de 30 kilomètres, avec une brouette à une roue le rendement optima sera obtenu avec un fardeau de 60 à 80 kilogs ; il pourra varier de 100 à 500 kilogs sur une brouette à deux roues (Amar).

une ascension de 100 mètres en montagne à 100 mètres l'heure).

Quand au travail intellectuel, on ne peut guère évaluer en calories sa dépense d'énergie (nombreuses expériences de l'école d'Atwater, v. *supra*). Nous connaissons cependant les troubles et la fatigue auxquels donne lieu le travail intellectuel. Mais cela est du domaine de la psycho-physique.

Voici maintenant les opinions un peu divergentes de divers auteurs.

Selon E. Couvreur (Les exercices du corps) (1) un ouvrier de force moyenne peut fournir 7 kilogrammètres par seconde à la condition de ne travailler que pendant un temps limité. Mais si le travail a une certaine durée, il ne pourra fournir que 2 kilogrammètres par seconde, en moyenne ce qui, pour 8 heures de travail seulement donne le chiffre de $8 \times 3.600 \times 2 = 57.600$ kilogrammètres.

Le professeur Richardson trouve que l'homme le plus fort travaillant quotidiennement ne doit pas dépasser la limite de 78.750 kilogrammètres. D'après ce même auteur cependant, les ouvriers des docks fournissent un travail égal à 110.250-116.550 kilogrammètres. D'après le Dr Coustan, un homme de 64 kilogs développe dans une marche de huit heures un travail qui équivaut de 404.040 à 512.000 kilogrammètres. D'après Waller, un laboureur fournit en huit heures de travail de 115.000 à 144.000 kilogrammètres. Dans son traité d'hygiène publique et privée, Michel Lévy donne les indications suivantes : (les heures du travail

(1) Cité par Sachnine, *loc. cit.*, p. 149.

journalières ont été unifiées par Sachnine qui le cite (1).

Nature du travail	Poids transportés ou efforts exercés	Vitesse par seconde	Durée du travail journalier	Travail développé
—	kilos	mètres	heures	kilogrammètres
1° Transport horizontal des poids : Homme ne trans- portant que son propre poids sur plan horizontal.	65	1.50	8	2.808.000
Idem transportant des ma- tériaux dans un camion à deux roues et revenant à vide.....	100	0.50	8	1.440.000
Idem dans une brouette et revenant à vide.....	60	0.50	8	864.000
Un voyageur porte balle...	40	0.75	8	864.000
Un manœuvre chargé sur le dos et revenant à vide.	65	0.50	8	936.000
2° Élévation verticale des poids : Homme soulevant des poids avec la main..	20	0.17	8	97.920
Idem montant une rampe douce ou un escalier sans charge.....	65	0.15	8	280.000
Idem élevant des poids sur le dos et revenant à vide.	65	0.04	8	74.880
Idem élevant des poids avec une corde et une poulie et faisant descendre la corde à vide.....	18	0.20	8	259.200
3° Action sur les machines :				
Un manœuvre agissant sur une roue à cheville ou à tambour au niveau de l'axe de la roue.....	60	0.15	8	259.200
Idem agissant vers le bas de la roue.....	12	0.70	8	251.120
Idem agissant sur une ma- nivelle.....	8	0.75	8	172.800

Ces chiffres, ajoute le Dr Sachnine, sont en réalité infé-

(1) p. 150.

rieurs au travail fourni. Il faut y ajouter le travail produit par le cœur, les muscles respiratoires, les actions musculaires qui maintiennent la station verticale, ce qui, pour un homme de 65 kilogs, équivaldrait à 190.000 kilogrammètres de travail (1).

En résumé, selon l'opinion la plus « probable », la *puissance* de l'homme égale tout au plus $1/7$ H. P. L'homme a un excellent *rendement*. Il dépense environ 8 petites calories par kilogrammètre produit, soit un rendement net de 30 0/0.

La machine humaine *développe en moyenne 300.000 kilogrammètres* par jour (2.400 grandes calories, soit 4.740 calories avec les 2.340 consommées au repos), y compris le travail, mais pas uniquement par lui.

Loi du repos (2). Ajoutons que si pendant le travail, un arrêt vient à se produire, la dépense ne retombe pas à sa valeur statique; elle y tend d'autant plus vite qu'elle s'était élevée davantage, c'est-à-dire que le travail avait été plus intense. La « loi du repos » a la même allure que la loi de Newton sur le refroidissement des corps chauds. Le *travail rapide* déjà le plus économique sera donc celui dont les effets postérieurs seront les moins persistants.

Nous aboutissons en concluant aux deux lois suivantes posées par Amar :

Dans un temps donné, on produirait un travail maximum si la résistance à vaincre allait en diminuant pro-

(1) Notons la différence qui existe entre ces conclusions et celles apportées par le Prof. Amar et d'autres savants auteurs.

(2) Amar, le « Moteur Humain », p. 241 et 244.

gressivement; en un mot, si la *sensation de fatigue* réglait elle-même l'effort des muscles.

« La loi du repos est à même d'assigner les intervalles de repos des haltes, au cours de la journée ouvrière et dans l'exercice de telle ou telle profession; cette loi est capitale, mais son *étude* n'est pas encore avancée.

L'application de ces principes doit faciliter à l'homme la meilleure utilisation de la force musculaire en lui évitant de franchir les *limites physiologiques* d'une activité normale ».

En somme, en se basant sur tout ce qui précède, il semble que l'on puisse conclure qu'*au point de vue de la physiologie générale — et de la pathologie, — la durée du travail professionnel ne doit pas permettre de dépasser un effort total d'environ 100.000 kilogrammètres par jour.*

Et cela, si on se plait à considérer un ouvrier, de complexion, de forces et d'âge moyens et aussi à faire une moyenne des professions industrielles, nous donnera *une journée de huit heures, de dix heures au maximum* (à condition d'exclure tout à fait de la moyenne certains travaux de force) (1).

[1) Voir plus loin : III^e partie, Ch. II : « Loi des 10 heures et Base physiologique.

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE

A la lumière, toujours pleine d'enseignements du passé, on comprendra pourquoi l'œuvre du législateur moderne offre à nos yeux un peu étonnés, un tableau d'une si rare incohérence. On verra de quelle manière il a été amené à intervenir dans la question de la durée du travail.

Chez les Grecs et les Romains le travail était déjà réglementé. Une loi de Solon (Digeste loi 4 « De collegis et corporibus ») permettait à ceux qui faisaient partie d'une communauté de travailleurs de faire entre eux des règlements et des conventions, sans avoir toutefois de sanction légale. Leur puissance existait de fait par le libre jeu de la concurrence. Des lois réglaient en outre l'exercice de certaines professions. A Rome on trouve plutôt l'origine des organisations ouvrières que celle de la réglementation légale du travail.

Les corporations, jurandes et maîtrises de l'ancienne France sont à coup sûr un héritage romain. Bien antérieu-

rement à Saint-Louis, il nous est permis d'en suivre la trace. Louis IX ne fit guère en réglementant le travail, que de consacrer l'état de choses existant.

Avant les transformations profondes apportées par le perfectionnement des moyens de production, l'ouvrier — était-ce déjà son vrai nom — partageait avec le patron la vie de famille. Ils collaboraient tous deux à l'œuvre d'un travail qui n'était pas alors fractionné. Leurs rapports étaient intimes et continus; ainsi le voulait le fait économique. « Après les gens de sa famille, le patron n'avait pas de plus proche prochain que son ou ses ouvriers » (1). Pouvaient-ils pour cela régler entièrement à leur gré les conditions du travail ?

Toutes les circonstances qui auraient permis de réaliser des conventions librement consenties paraissaient cependant réunies. Eh bien ! sanctionné efficacement par les pouvoirs publics, le *règlement des corporations* était là qui soigneusement veillait à l'application de ses strictes clauses. C'est que peut-être déjà le travailleur était le plus faible, obligé, livré à ses propres moyens, de subir les conditions du plus fort.

Puis des usines se sont créées. Des manufactures, des chantiers, des mines, vastes pieuvres, ont attiré à elles la masse sans cesse grandissante des travailleurs. La transformation économique de la production s'affirmait et se développait tandis que, par une conséquence nécessaire, l'agglomération des ouvriers entraînait une discipline et une surveillance de plus en plus rigoureuses. La nature des

(1) Pottier, « Semaine sociale de Versailles, 1913.

relations entre l'entreprise et la main-d'œuvre se modifiait profondément (1). Plus d'intimité, plus de vie de famille. Quelle est la notion qui peu à peu se fait jour à leur place? l'existence de deux contractants étrangers l'un à l'autre.

Et les corporations disparaissent. Et c'est la liberté absolue des contrats, la liberté de la concurrence « sur le marché de la main-d'œuvre aussi bien que sur celui de la vente des produits » (2). C'est la liberté sans frein de la Révolution... C'est la loi des 2-17 mars 1791 et celle des 14-17 juin 1791 (3).

« Dans certains cas, c'est la liberté qui opprime » a dit Lacordaire. On devait finir par s'en apercevoir. L'inspection des Arts et Manufactures avait disparu ; les patrons étaient libres d'agir entièrement à leur guise... et les ouvriers de ne pas travailler à condition d'être résignés à mourir de faim. Les abus continuèrent à peu près semblables dans tous les pays. Ce sont des enfants de 8 ou 9 ans, quelquefois 6 et 7 ans qui travaillent dans des usines où la journée se prolonge 15 heures, 15 heures 1/2! (4) C'est William Pitt qui, le 16 février 1796, insiste à la Chambre des Communes sur l'avantage économique de l'emploi des enfants, et prononce ce mot qui lui est attribué sans preuves certaines, nous dit M. Gide, en tout cas digne du roi Hérode : « Prenez les petits enfants ».

Et ce sont des partisans eux-mêmes de la théorie du

(1) Les rapports entre patrons et ouvriers n'étaient plus réglementés dans la grande industrie par des statuts corporatifs, mais par le pouvoir royal.

(2) Pottier, *loc. cit.*

(3) Après l'essai avorté de Turgot en 1776.

(4) Enquête de Villermé 1837. Histoire de Robert Blincoë 1828.

« laissez faire », qui, sans l'abandonner, vont commencer l'œuvre née d'une « explosion de pitié » et aussi de la crainte de la propagation des épidémies, car les industries sont devenues des foyers de contagion.

L'Angleterre débute. Robert Peel — l'industriel — réclame du Parlement une « loi d'humanité ». En 1802, il fait voter le premier « act » de législation du travail. On ne s'occupe encore que de la santé et de la moralité des enfants. Puis Lord Shaftesbury obtient la loi de 1833 fixant à 9 ans l'âge minimum du travail et à 9 heures la durée du travail des enfants. En France, c'est aussi des enfants que l'on s'occupe d'abord. En 1813, un décret rendu en vertu de la loi de 1810 défend de laisser travailler dans les mines les mineurs de 10 ans (à 29).

Puis ce sera la loi du 22 mars 1841 (1) qui s'applique à un certain nombre d'établissements industriels et y interdit l'emploi des enfants avant 8 ans. Pour la première fois on s'inquiète de la durée de la journée de travail : elle est au maximum de 8 heures pour les enfants de 8 à 12 ans (avec un repos) et de 12 heures pour ceux de 12 à 16 ans. Encore s'agit-il là d'un travail effectif dans lequel les repos ne sont pas comptés.

L'on s'est demandé si c'était là un progrès. L'ouvrier de huit ans ! Ce titre suggestif d'un livre de Jules Simon permet, en vérité, de se le demander. Et cependant il ne faut pas hésiter à le reconnaître, c'était un premier pas fait par

(1) Le mouvement d'opinion qui devait aboutir à l'insuffisante loi de 1841 avait pris de jour en jour plus d'ampleur. On connaît l'importante manifestation de 100.000 ouvriers, dans la plaine Saint-Denis en septembre 1840, qui émut fort les contemporains.

l'intervention de l'État ; ce pouvait être gros de conséquences...

Mais le premier pas était fait ! Nous ne pouvons rien seuls, avaient déclaré les industriels alsaciens, favorables à la répression des abus ; la concurrence nous tuerait. Et Villermé, dans son rapport, de conclure à la nécessité d'une loi générale.

Ce furent des industriels qui avaient émis ce vœu ; chose étrange ! Ce furent des « bourgeois » qui, sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet prirent l'initiative de l'intervention : Sismondi, Blanqui l'ainé, Ville-neuve Bargemont.

La loi de 1841, qui interdisait aussi le travail de nuit au-dessous de 13 ans, et obligeait, au-dessous de 16 ans, au repos du dimanche, ne visait que les manufactures, usines ou fabriques occupant plus de 20 ouvriers.

Aucune mesure de surveillance ne vint garantir l'application de la loi. On avait pensé donner l'inspection aux préfets, sous-préfets, aux procureurs, aux maires, et même aux commissaires de police et aux inspecteurs de l'enseignement primaire (1) ; on ne la donna à personne. Le Gouvernement établira des inspections, dit la loi (art. 10). Le Gouvernement n'en fit rien. Les industriels avaient fini par se soucier fort peu de son application.

En 1848, nouveau projet apportant de bonnes améliorations. Il est voté le 21 février 1848, mais la Révolution arrive, au caractère essentiellement économique et social ; la Chambre des Pairs est emportée.

(1) N'a-t-on pas parlé en 1848 du vérificateur des poids et mesures ?

Déjà en 1840 plus de 100.000 ouvriers organisant une procession à la Plaine-Saint-Denis avaient réclamé à grands cris la journée générale de 10 heures... A peine le Gouvernement provisoire est-il installé que Louis Blanc, soutenu par Arago, veut donner satisfaction au peuple. « Le travail trop intensif ruine la santé, dit-on; il porte atteinte à la dignité de l'homme ». Ce sont là des considérations que l'on croirait faire partie de revendications nées de nos jours; et le décret du 2 mars 1848 est voté. Sans sanction — et sans inspection — il limite la journée de tous les travailleurs : 10 heures à Paris (1), 11 heures en province : il n'est pas appliqué (2). La réaction arrive avec les journées de juin. Devant l'Assemblée Nationale, Pierre Leroux (3) défend le décret contre lequel s'élève le baron Dupin. M. Buffet oppose la thèse doctrinale du libéralisme économique, porte-parole du refrain éternel que l'on entend chaque fois qu'il est question de lois de ce genre. L'Assemblée décide l'abrogation du décret (4) en

(1) Avant même le 1^{er} mars 1848, jour où la Commission du Luxembourg comprenant environ 200 délégués ouvriers, se réunit, plusieurs patrons, cédant à la forte pression populaire, avaient réduit la journée à 10 heures, provoquant ainsi la rentrée des travailleurs dans leurs ateliers.

(2) L'oubli des sanctions fut cependant réparé le 4 avril par un décret ne parlant que de Paris, où seul, nous dit M. Rist (La journée de Travail, p. 36) la question ouvrière était réellement pressante. Le décret prévoyait une amende de 50 à 100 francs, de 100 à 200 en cas de récidive, un emprisonnement de 1 à 6 mois pour double récidive. Pour peu que le décret de 1848 fût appliqué, ce ne fut qu'à Paris.

(3) Dès 1831 il faisait paraître dans le journal « Le Globe » le manifeste de la première école socialiste française.

(4) L'abrogation pure et simple avait été réclamée par Wolowski au Comité des Travailleurs. P. Duprat présenta son rapport au nom du Comité le 5 juillet 1848. La discussion fut ouverte le 30 août; le 31,

même temps qu'elle vote le décret du 9 septembre 1848 qui limite à 12 heures la journée de travail dans les usines et manufactures. Les dix heures avaient été repoussées par 616 voix contre 67. Le Gouvernement peut accorder des dispenses par voie de règlement d'Administration publique (1). Qu'est-ce qu'une usine, qu'est-ce qu'une manufacture? Le Conseil d'État dit qu'on doit s'en rapporter à la jurisprudence; et la définition n'est pas donnée. Il n'y a toujours personne qui soit chargé de l'application de la loi. En 1874 seulement les Inspecteurs du travail sont créés; en 1883 seulement ils sont chargés d'appliquer la loi de 1848. Ce n'est guère qu'à ce moment qu'elle entre en vigueur.

La loi sur l'apprentissage du 22 février 1851 décide que les apprentis de moins de 14 ans ne pourront travailler plus de 10 heures, ceux de 14 à 16 ans plus de 12 heures.

Alcan présentait un amendement préconisant les 12 heures, auquel le Gouvernement se ralliait. Le Comité présenta le 1^{er} septembre une proposition dans ce sens. Louis Blanc venait de s'enfuir. La proposition ne fut défendue que par Pierre Leroux et quatre députés ouvriers.

(1) Il se hâta, dit M. Rist (*Journée de travail de l'ouvrier adulte en France*, p. 50) par le règlement du 17 mai 1851, de dispenser la majorité des industries. Voir dans les pages suivantes de M. Rist les détails sur l'économie du décret et son application. Signalons aussi le décret restrictif du 31 janvier 1866 visant l'industrie de la soie. Les décrets de 1889 et 1899 apportaient de nouvelles exceptions. Envisageant ces quatre décrets, M. Pic (*La Protection légale des Travailleurs*, p. 79) s'exprime ainsi : « La durée du travail supplémentaire n'était fixée par ces décrets que pour deux ou trois industries (teinturerie, raffineries de sucre, etc...). Toutes les autres bénéficiaient d'une latitude illimitée... par un décret du 28 mars 1902, qui abroge tous les décrets antérieurs, les exceptions ont été revisées et limitées strictement, soit dans leur objet soit dans leur étendue. Désormais la *durée* du travail supplémentaire est fixée par le décret lui-même, sauf exception pour le cas d'accident survenu soit au matériel, soit aux installations ou aux bâtiments ».

Visant les apprentis, cette loi s'applique souvent aux petits ateliers restés jusqu'ici en dehors de la réglementation. La sanction existe, c'est 1 à 5 jours d'emprisonnement; par contre l'inspection fait toujours défaut.

Vient le Second Empire et pendant 18 ans l'œuvre cesse de se poursuivre, les lois anciennes de s'appliquer (1). Cela dure jusqu'à la troisième République.

L'Assemblée Nationale de 1871 met à l'étude la proposition qui devient la loi du 19 mai 1874. L'âge d'admission des enfants est reculé à 12 ans (10 ans dans certaines industries particulières). L'interdiction du travail de nuit est étendue pour les garçons jusqu'à 16 ans, pour les filles jusqu'à 21 ans. On applique le système du demi-temps (6 heures par jour) de dix à douze ans. De douze à seize ans le maximum de la durée est de 12 heures. Le travail souterrain est défendu aux femmes; pour tous les protégés le repos du dimanche et des jours fériers est obligatoire (2).

Nous voilà déjà, me semble-t-il, en face d'un joli bagage législatif. Où en sommes-nous au point de vue de la durée du travail?

Les adultes ne sont pas protégés; on peut les faire travailler 23 sur 24 heures. Quant aux enfants leur journée est de 12 heures (3 et 4).

(1) De 1841 à 1865 il y eut 19 procès-verbaux dressés à propos de la loi de 1841!

(2) Notons que la loi de 1874 s'applique à toutes les industries, qu'elle prévoit expressément des repos dont la loi de 1848 ne parlait pas. En 1881 on voulut assurer aux femmes de tout âge et aux enfants de moins de 16 ans la journée de 11 heures; le Sénat n'a pas voté le projet! La loi de 1874 crée les Inspecteurs du Travail.

(3) A noter en 1874 une loi qui protège les enfants dans les professions ambulantes.

(4) La loi de 1874, dit M. Alfassa, se contente de proclamer le droit de

En 1886, un nouveau projet est déposé par le Gouvernement. Malgré l'opposition du Sénat (13 nov. 1886), il devient la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants.

L'âge d'admission est reculé à 13 ans. Relativement à la durée, des distinctions sont établies qui ne laissent pas que de rendre compliquée l'application de la loi :

1^o Pour les enfants de 13 à 16 ans, la durée de la journée du travail est de 10 heures.

2^o Pour les adolescents de 16 à 18 ans, le maximum est de 60 heures par semaine et de 11 heures par jour; tentative bien vaine vers le repos de l'après-midi du samedi.

3^o Les femmes de plus de 18 ans ne peuvent travailler plus de 11 heures par jour (1);

4^o Le repos hebdomadaire est obligatoire par l'établissement de durées du travail différentes pour les hommes, pour les enfants et pour les femmes.

La loi de 1848 reste toujours en vigueur. Les imperfections de la loi de 1892 ne devaient pas tarder à soulever

tutelle qu'a l'État vis-à-vis de l'enfant, le droit de le soustraire aux abus d'autorité des parents trop souvent poussés par les conditions et les nécessités de leur existence à mésuser de la puissance paternelle, mais elle n'a pas fait disparaître le souci d'établir la différence nécessaire entre les forces de l'adulte et celles de l'enfant, lorsqu'elle fixa à 12 heures la durée de la journée de travail. En ce qui regarde ce point spécial et essentiel, la loi de 1874 était en quelque sorte une superfétation et le décret-loi du 9 septembre 1848 aurait pu, s'il avait été appliqué, suffire à assurer ce résultat.

(1) « C'est au législateur de 1892 que revient le mérite d'avoir introduit dans la loi le principe de la proportionnalité de la tâche permise à la force de résistance du travailleur par l'établissement de durées du travail différentes pour les hommes, femmes et enfants. Cette loi laisse intact, dans la limite toutefois du décret de 1848, le principe de la non-intervention en faveur des hommes adultes (M. Alfassa) ».

contre elle les plus violentes critiques. Dans une usine occupant à la fois hommes, femmes et enfants on était en présence de trois, que dis-je, de quatre régimes différents quant à la durée du travail (1).

La Chambre n'avait-elle donc point prévu semblable situation? En réalité elle n'était pas entièrement responsable. Le Sénat ne voulait pas accorder les 10 heures des femmes. Pour en finir, la Chambre se contenta pour elles de 11 heures. Elle espérait que peu à peu les patrons seraient amenés à adopter pour tous la plus courte durée, celle des enfants, 10 heures. Sibille ne disait-il pas : « Si on congédie les enfants au bout de 10 heures, il faudra congédier tout le monde au bout de 10 heures. Vous n'avez pas le *mot* dans la loi; vous y avez, ce qui vaut mieux, la *chose* ». Et le Gouvernement se laissa fléchir, cédant surtout, il faut le reconnaître, à la pression des industriels. Et il arriva tout le contraire de ce qu'on avait espéré.

Trois partis s'offraient aux industriels : (2)

Adopter la règle générale de 10 heures. Très peu le firent. Il était difficile de passer sans transition de 12 heures à 10 heures.

Renvoyer successivement enfants, femmes et adultes chacun après son maximum. — Ce n'est guère possible là où femmes et enfants sont agents actifs de la production. — Pouvait-on, après leur départ, les remplacer par des hommes au salaire plus élevé?

On adopta la troisième solution : les enfants travaillèrent

(1) Sans tenir compte des situations exceptionnelles.

(2) Rapport de la Commission supérieure du travail, 1893.

11 heures comme les femmes, puis tout le monde travailla 12 heures. L'Administration ferma les yeux. Ordre fut donné aux inspecteurs de ne pas dresser de contraventions. D'autres patrons, dans les filatures du Nord et des Vosges surtout, plus scrupuleux d'observer la légalité, organisèrent des relais ou équipes tournantes. Déjà préconisés, s'il m'en souvient bien, au moment de la loi de 1841, ils parvenaient, tout en ne faisant faire aux femmes et aux enfants que 10 heures, à assurer la collaboration nécessaire.

Mais — notons-le de suite — les inconvénients de ces relais sont multiples. Ils rendent impossible le contrôle des inspecteurs, et très pénible la situation des femmes et des enfants obligés d'habiter près de l'usine. Et au point de vue familial, quel déplorable système ! Pas même la possibilité de prendre le repas en commun ! Tout le monde finit par se plaindre : Inspecteurs du travail et même industriels. Cette situation devait amener le vote de la loi du 30 mars 1900.

Même au prix de l'inégalité, le Gouvernement n'était pas parvenu à se rallier les industriels ; il va tenter de le faire en essayant de concilier les différents régimes. En 1899, M. Millerand est nommé Ministre du Commerce. « J'avais cru, dit-il, que la loi de 1892 était une loi et qu'elle serait appliquée. A partir du 1^{er} janvier, j'entends qu'il en soit ainsi de l'article 3 : 10 heures pour les enfants. » (1)

Mais la Commission du Travail de la Chambre était d'avis qu'il fallait une unification sur la base de 10 heures pour tous. (2) Elle estimait d'autre part qu'il fallait inter-

(1) Dépêche du 5 novembre 1899, « Journal Officiel » du 6.

(2) En 1899, raconte M. Alfassa, aux premiers temps de son arrivée

dire formellement le système des relais et des équipes tournantes (1).

La loi du 30 mars 1900 modifiait la loi de 1892 (2).

Toujours pour les enfants, les adolescents et les femmes, la journée est réduite à 11 heures au lendemain de la promulgation; puis, en deux étapes qui se suivent de deux ans en deux ans, elle est abaissée à 10 heures 1/2 puis à 10 heures. La journée de travail doit être la même pour tout le personnel, lorsque les hommes travaillent dans les mêmes locaux que les personnes protégées. L'article 3 de la

au pouvoir, M. Millerand fait un voyage dans les départements du Nord de la France. Les chambres syndicales patronales jugèrent utile nonobstant l'état de fait, de montrer une attitude extrêmement énergique. Aussi lors de leur réception, les délégués dénoncèrent hautement à M. Millerand les inconvénients et les méfaits de la loi, et, vu les dangers qu'elle présentait pour l'industrie, en demandèrent l'abrogation. Naturellement, les journaux locaux reproduisirent le texte de la harangue, peu adroite en vérité, puisque par tolérance le but était déjà atteint. Les syndicats ouvriers en eurent ainsi connaissance, et quand le lendemain, ils furent reçus à leur tour, ils mirent le ministre en demeure de faire appliquer la loi, se déclarant décidés à poursuivre cette application... Les patrons offrirent d'accepter la confirmation de l'état de fait, c'est-à-dire la journée de 11 heures en abandonnant la 12^e heure que le décret de 1848 permettait aux hommes. En réalité, cette concession n'en était pas une, puisqu'ils proclamaient la nécessité d'une durée uniforme pour tous, et qu'on ne pouvait pas songer à faire travailler les enfants 12 heures. Aussi le gouvernement écarta-t-il cette proposition : on ne pouvait pas remettre en discussion le principe de la journée de 10 heures adopté par la loi de 1892 pour les enfants. Il s'agissait uniquement de trouver un moyen de concilier cette nécessité avec les exigences de la pratique industrielle. Puisque d'un commun accord on ne voyait ce moyen que dans l'unification, celle-ci devait être faite sur la durée maxima de 10 heures et non de 11 heures : d'où la loi de 1900 (Assoc. pour la Prot. Lég. des Trav. 1905).

(1) De 1893 à 1898 les Inspecteurs du Travail avaient inlassablement réclamé dans ce sens.

(2) La loi de 1900 n'est intervenue qu'accidentellement, elle a été en quelque sorte une loi de circonstance. Certes, les partis avancés demandaient depuis longtemps, la limitation légale de la durée du tra-

loi de 1900 semble interdire les relais, en général ; l'art. 11 les interdit formellement dans les établissements que vise la loi. Nous aurons à revenir sur les mille et une difficultés que soulève l'application de cette loi.

La loi du 29 juin 1905 a décidé l'application de la journée de huit heures de travail dans les mines et celle du 13 juillet 1906 a établi le repos hebdomadaire au profit de tous les ouvriers et employés.

Tel est, d'un coup d'œil rapide, l'exposé de nos lois qui touchent à la question de la durée du travail. Depuis la première loi « si timide et si peu efficace » de 1841, on peut se rendre compte des progrès accomplis. Et cependant que de points encore laissés dans l'ombre, que de difficultés à propos de ceux qui sont prévus, que de lacunes en un mot, et quelle porte ouverte aux abus de tous genres ! Nous allons étudier en détail, dans un instant, quelle est la situation actuelle qui est faite au travail — quant à la durée — par les lois encore en vigueur ; la démonstration

vail des hommes adultes, mais l'ensemble de l'opinion n'y était pas encore entièrement favorable. Si cette loi a été votée, c'est parce que, en grand nombre, les industriels protestaient contre la loi de 1892 qu'ils déclaraient inapplicable : le travail des enfants, des femmes et des hommes, disaient-ils, est tellement solidaire qu'il est matériellement impossible pour les uns de continuer leur tâche lorsque les autres quittent l'atelier ; c'est aussi en grande partie, il faut le reconnaître, parce que l'Inspection du Travail et l'Administration signalaient de leur côté la difficulté, dans ces conditions, de leur rôle de surveillance. C'est encore parce que, en fait, la loi de 92 n'était pas observée et que dans la majorité des établissements, tout le personnel faisait 11 heures. Enfin de leur côté, les ouvriers reprochaient au système des durées fractionnées de désorganiser la famille, de laisser durant 1 heure les enfants seuls, sans surveillance, là où on les renvoyait effectivement avant leur mère (Alfassa, Assoc. pour la Protect. Lég. des Trav. 1905).

de ce que nous avançons ne manquera pas que d'être saisissante.

Les textes de 1848, 1892 et 1900 n'ont pas été modifiés. Abrogés en 1912, ils se retrouvent dans le livre II du Code du Travail et de la Prévoyance Sociale aux articles 6, 7, 8, pour les adultes, 14, 15, 16, 17 pour les femmes et les enfants.

CHAPITRE II

SITUATION ACTUELLE

I

Il nous faut distinguer, pour la commodité de l'exposition, deux catégories d'adultes, puisque c'est d'eux que nous nous occupons.

1° Les hommes qui travaillent dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants;

2° Les hommes qui ne travaillent pas dans ces mêmes locaux.

Les hommes adultes — la loi l'a déterminé — sont ceux qui sont âgés de plus de 18 ans.

1° Les hommes qui travaillent dans les *mêmes locaux* que des femmes ou des enfants, jouissent comme ces derniers et par extension de la protection de la loi du 30 mars 1900 : *leur journée de travail est limitée à dix heures*. Cette disposition résulte des deux paragraphes introduits par cette loi dans l'article 1^{er} de la loi de 1848. Aujourd'hui nous en retrouvons les dispositions au Code du Travail et de la Prévoyance Sociale, livre II, art. 7. Le nombre des établissements soumis à cette réglementation est de 154.327 d'après les dernières statistiques (1).

(1) Rapport de la Commission Supérieure du Travail, 1912.

Tous les établissements où dans les mêmes locaux se trouvent réunis hommes et femmes ou enfants tombent-ils sous le coup de la loi? Que non pas! Il s'agit, nous dit le nouvel art. 7, des établissements énumérés à l'art. 1 qui s'exprime ainsi : « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et *leurs dépendances* de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance ». Il semble bien, à la lecture de ce texte, que tous les établissements industriels, objets de cette étude, y soient compris. Et cependant, si elle vise évidemment les fabriques (1), la réglementation ne va pas s'appliquer aux boutiques, magasins, bureaux, non plus qu'à l'industrie des transports (sauf les usines fixes et les chantiers).

Une décision ministérielle du 16 juin 1897 avait cependant décidé que les personnes employées chez les épiciers, quincailliers, bouchers etc., étaient visées par la loi de 1874 qui avait remplacé celle de 1892. Cette décision n'a pas été suivie.

Les petites industries de l'Alimentation, en général, restent donc en dehors de la réglementation bien que cela semble contraire à l'art. 1 du livre II du Code du Travail, et surtout aux travaux préparatoires de la loi de 1892.

Cependant les mots « et dépendances » ont été ajoutés au texte uniquement pour permettre aux inspecteurs l'accès de ces petites industries. Il est vrai que deux avis du Conseil d'État de 1893 et 1894 déclarent qu'on a voulu viser plutôt le

(1) Depuis la loi de 1874, la distinction entre ateliers et fabriques n'existe plus.

Commerce que l'Industrie. Le Gouvernement abonda alors en ce sens...

Les mots « et dépendances » en réalité ne veulent que viser les locaux accessoires des établissements reconnus comme tombant sous le coup de la loi. Peu importe d'ailleurs qu'ils fassent par eux-mêmes un domicile privé, distinct ou séparé. Certains industriels louent des emplacements et des métiers à des ouvrières qui y viennent procéder à leurs travaux; ils deviennent tout simplement de véritables chefs d'industrie soumis à la loi de 1892 (Cass., 15 janvier 1897).

Malgré tout cela l'art. 1^{er} est formel : il devrait s'appliquer à tous les établissements industriels c'est-à-dire s'occupant *de la transformation de la matière* (1). Il y a là une réforme qui s'impose; nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Une seule exception est formellement prévue par l'art. 1^{er} : les ateliers de famille. *

La loi les définit : ceux où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Il suffit donc qu'un étranger soit joint aux enfants ou pupilles ou encore que des installations de machines s'y trouvent pour tomber sous le coup de la loi; gare alors la concurrence, tant est bien comprise notre législation.

En résumé, la loi de 1900 art. 2 ou l'art. 7 du Livre II du Code du Travail, dont nous nous occupons, comprennent les établissements industriels de quelque nature que ce soit,

(1) Laissant ainsi de côté les exploitations agricoles et le commerce.

sauf les exceptions plutôt étranges que nous venons de mentionner. Peu importe le nombre d'ouvriers (1). Les ateliers de famille en sont exclus.

Et dans ces établissements industriels, les ouvriers adultes voient leur journée de travail limitée à 10 heures à la condition qu'ils travaillent dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants. Une difficulté surgit aussitôt, que faut-il entendre par « mêmes locaux » ?

Les premiers textes votés par les Chambres ne parlaient pas de mêmes locaux mais de *mêmes établissements*. C'est à la fin des travaux préparatoires, au Sénat le 15 mars 1900, qu'apparaît pour la première fois l'expression actuelle. D'après le rapport de M. Maxime Lecomte entre autres, on ne trouve pas la preuve d'une intention, restrictive de la Haute Assemblée. Le texte revient à la Chambre, on veut en finir ; le rapporteur Dubief, le ministre Millerand affirment que l'on n'a pas voulu restreindre le champ d'application. Plût à Dieu que leurs intentions aient été pures. Dans une circulaire du 17 mai 1900, M. Millerand voulait qu'on entendît par « mêmes locaux » divers ateliers groupés sous une même direction « dans un même bâtiment, sous un même toit ou dans un même emplacement, quelque soit la salle place ou étage où ils se trouvent ».

Cette interprétation large a été adoptée par un seul arrêt de la Cour de Grenoble du 10 août 1902. Mais la Cour de cassation s'est ralliée à une interprétation plus étroite.

Dans son arrêt du 30 novembre 1901, elle affirme que l'expression « mêmes locaux » est restrictive ; elle correspon-

(1) Un seul ouvrier suffit (Ch. criminelle, 27 août 1903).

draît à mêmes ateliers. Si le personnel travaille simultanément, en commun dans les mêmes ateliers, la loi est applicable. Peut-être aussi en cas de communication permanente, de va-et-vient entre deux ateliers (la Jurisprudence a une tendance en ce sens). Mais si le personnel des hommes est employé dans des ateliers séparés et distincts des salles où travaillent femmes et enfants, la loi ne s'applique pas; les industriels peuvent prolonger la journée des hommes au-delà de 10 heures (Cass., 30 nov. 1901 et 20 février 1902).

Les intentions du législateur de 1900 n'étaient-elles pas que le père, la mère et les enfants soient soumis au même régime de travail et de repos.

Cette jurisprudence a eu sur l'application de la loi de 1900 une influence considérable en même temps que déplorable.

Nous aurons à y revenir dans notre chapitre suivant : il y a là en effet une réforme qui s'impose.

Pour soustraire les adultes à la loi des 10 heures, une cloison eut vite fait de séparer un atelier encore unique la veille. Plus de collaboration entre apprentis et ouvriers; apprentissage impossible. Bien mieux, pour couper court à toute difficulté, dans bien des cas on a renvoyé les enfants et les femmes, tout simplement.

Il y a autre chose. La réduction de la journée de travail n'était pas le seul résultat que l'on attendait de la loi de 1900, on voulait en outre établir la simultanéité des repos et interdire le système des relais. L'intention des promoteurs de la loi était certainement d'étendre le bénéfice de ces deux dispositions aux adultes travaillant dans les mêmes locaux avec les personnes protégées; ils voulaient de la

sorte restaurer l'esprit de famille. M. Dubief disail dans son rapport du 27 mars 1900 : « Il faut que la loi, dans un but de haut intérêt moral, reconstitue la vie au foyer en permettant *au père*, à la mère et aux enfants de se retrouver au même moment à la maison ».

La Cour de cassation se prononce d'abord dans ce sens : « Envisagée dans son esprit comme dans son but, la loi du 30 mars 1900 est applicable sans distinction d'âge ni de sexe (1). (Cass., 26 janvier 1901).

Mais un revirement ne tarda pas à se produire dans la jurisprudence de la Cour suprême. Avant la fin de l'année deux arrêts répudiaient déjà sa première manière de voir (Cass. 30 nov. 1901, 28 déc. 1901). La thèse sur laquelle elle s'appuya est au plus haut point ingénieuse : La loi de 1900, dit-elle, n'existe pas par elle-même, elle n'a pas de textes propres. Ses dispositions sont incorporées, les unes dans le corps de la loi de 1892, les autres dans celui de la loi de 1848. Et ne sont incorporées dans la loi de 1848 que les dispositions relatives à la *durée* du travail, et qui ne doivent par conséquent pas avoir d'autres effets. Que les textes incorporés à la loi de 1892 aient un autre but, que nous importe ! La loi de 1892 ne s'applique qu'aux femmes et aux enfants ! La Cour de cassation était juridiquement logique. Ce qui vient appuyer encore sa distinction, c'est que si la loi de 1892 relève du Tribunal de simple police (sauf en cas de récidive), celle de 1848 est justiciable du tribunal correctionnel ; et c'est aussi que les textes de 1900 eux-mêmes se servent de l'expression « présente loi », quelle est cette pré-

(1) Le travail doit commencer, s'interrompre et cesser aux mêmes heures.

sente loi ? Celle de 1848 ou de 1892 selon l'opinion de la Cour de cassation ou celle de 1900 ?

La question est aujourd'hui réglée par la manière dont les textes sont insérés au Code du Travail. L'art. 7 du Livre II ne concerne en effet que la limitation de la durée du travail à 10 heures, pour les adultes. Les règles concernant la simultanéité des repos et l'interdiction des relais se trouvent aux art. 14, 15 et 16 qui visent les femmes et les enfants.

En somme, seule la règle de la *durée* réduite à 10 heures, concerne les adultes employés dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants. Et il découle logiquement de cela qu'aujourd'hui on peut organiser des régimes de travail différent pour les hommes de plus de 18 ans, pour les femmes, pour les enfants, même travaillant dans les mêmes locaux à la seule condition que chacun d'eux ne fasse pas plus de 10 heures de travail par jour,

2^o Quant aux hommes qui ne travaillent *pas dans les mêmes locaux* que les femmes et les enfants, ni la loi de 1892, ni celle de 1900 ne s'en occupent. Il ne leur reste applicables que les vieux textes du décret-loi du 9 septembre 1848 qui limitent à 12 heures la journée de travail « dans les manufactures et usines ».

L'art. 6 du livre II du Code du Travail a reproduit les dispositions de l'art. 1^{er}, § 1 de la loi de 1848 : « La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne peut pas excéder douze heures de travail effectif. A la différence des textes que nous avons rencontrés concernant les femmes et les enfants, il n'est pas parlé ici des repos. Les rédacteurs du Code du Travail, tenus de copier servilement les dispo-

sitions antérieurement en vigueur, n'ont pu en introduire la notion.

Ainsi donc, en dehors des usines et manufactures, *aucune protection*.

Voilà encore un des points sur lesquels nous nous proposons d'insister au chapitre suivant. Aucune protection : qu'en est-il advenu dans la pratique, nous nous le demanderons en toute impartialité.

Quoiqu'il en soit, il nous est essentiel de savoir exactement ce qu'il faut entendre par usine, par manufacture afin de pouvoir discerner les ouvriers encore soumis au maximum de 12 heures,

Disons-le de suite : nous n'avons pas de définition légale, pas même de définition réglementaire par décret obligatoire.

La loi de 1848 avait prévu un règlement relatif aux cas de force majeure dont elle parlait. Au lendemain de la loi le gouvernement prépare le décret ; il croit bon de ne pas faire qu'une énumération des exceptions, mais de donner en outre une définition des « usines et manufactures ». Il propose d'appeler ainsi tout établissement dans lequel on occupe au moins 10 ouvriers. Le projet de décret est soumis au Conseil d'Etat qui trouva que la loi ne prévoyant un décret que relativement aux exceptions, il n'y avait pas à sortir de là ; le gouvernement n'avait pas le droit de donner la définition. Il ne le fit pas, et le décret du 17 mai 1851 parut. Aucune allusion non plus dans la circulaire du Ministre du commerce du 24 juin 1851 qui accompagna le décret. Les tribunaux statueront, s'était-on dit ; et ce fut ainsi jusqu'en 1885 ; et on applique pas du tout la loi car il

n'y a pas d'inspection, et le commissaire de police ne s'en soucie guère. Les inspecteurs du Travail sont créés en 1874; mais la situation ne change pas; ils ne sont pas chargés de faire appliquer la loi de 1848.

En 1881 le Sénat avait repoussé certains textes de protection. La Chambre voulut au moins faire appliquer l'existant par la loi du 16 février 1883. Et les inspecteurs de demander: Dans quels établissements ferons-nous appliquer la loi? Le Ministre du commerce prépare une circulaire, quel critérium prendre? Au moment du vote de la loi de 1848, se dit-il, il existait déjà la loi du 22 mars 1841, s'occupant des femmes et des enfants. Et cette loi avait délimité de manière précise son champ d'application. Elle ne visait que les établissements occupant plus de 20 ouvriers ou possédant un moteur mécanique (1). Nul doute que l'on ait en vue ces établissements en parlant d'usines et manufactures en 1848!

L'interprétation était trouvée; la circulaire parut le 25 novembre 1884. Elle n'a pas été modifiée depuis. Il est juste de dire que la Cour de cassation a décidé que cette interprétation ne s'imposait pas aux Tribunaux (2).

Nous en sommes là, sans définition légale, régis par une Jurisprudence purement administrative, et beaucoup d'ouvriers, en raison de la définition restrictive de la circulaire ministérielle échappent à la compréhension de la loi de

(1) Ainsi que ceux à feux continus.

(2) La Cour de Paris, le 9 mars 1901 acquitte un petit industriel, occupant 5 ouvriers et s'aidant d'un petit moteur à air comprimé, qui faisait des journées de plus de 12 heures. Le 24 décembre 1904, la Cour suprême a rejeté le pourvoi formé par le Ministère public.

1848 qui ne s'applique ni aux petites industries, ni aux maisons de commerce, ni aux travaux agricoles...

II

Déroptions à la durée du travail des adultes dans les cas où il est réglementé. — Notre vue d'ensemble serait incomplète si nous nous en tenions à l'exposé de ce qui précède.

I. Nous avons vu dans quels établissements la journée de 10 heures s'appliquait aux adultes à la condition qu'il travaillent dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants. Il ne faudrait pas croire que la règle ne souffre aucune exception. Voici ce que dit l'art. 2 du décret du 28 mars 1902 : « Les facultés d'augmentation de la durée du travail journalier accordées pour les enfants, les filles mineures et les femmes en vertu de la loi du 2 novembre 1892 (aujourd'hui Code du Trav. liv. 11 art. 17 et 23) *s'appliquent de plein droit aux ouvriers adultes* employés dans les mêmes locaux ».

Nous allons rapidement passer en revue ces dérogations des art. 17 et 23.

L'article 23 ne concerne que fort peu l'homme adulte, nous ne nous en occupons donc pas. Il est relatif à la veillée possible jusqu'à 10 heures du soir sur simple préavis dans certaines industries déterminées par règlement d'administration publique (industries saisonnières). En aucun cas la journée ne devra dépasser 12 heures de travail.

Tout autre est l'art. 17 : « Les restrictions relatives à la durée du travail des personnes visées à l'art. 14 (art. 1,

loi du 30 mars 1900) peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire du travail pour certaines industries désignées par un règlement d'Administration publique ».

Au début des travaux préparatoires de la loi de 1892, le rapporteur M. Waddington n'était pas partisan d'y introduire des exceptions. A la tribune, le 8 juillet 1890, il déclare ne les admettre que pour l'industrie de la sardine (mise en boîte de conserves) dont l'excessive irrégularité nécessite quelquefois une journée de travail de plus de 10 heures. En 1891 il affirme de nouveau que la seule exception concernera les conserves de poissons. Et cependant sans donner dans la loi aucune précision, les rédacteurs se contentèrent de renvoyer, pour l'établissement des exceptions, à un règlement d'administration publique. C'était la porte ouverte aux abus.

Le décret du 15 juillet 1893, art. 5, fit les premières énumérations (1). Puis on en ajouta d'autres. Le décret du 30 juin 1913, art. 4, comprend 57 industries.¹ En 1900, l'exception permit la prolongation du travail des adultes pour un nombre de 4.615.914 journées. En 1906, le nombre des établissements qui ont bénéficié des exemptions s'est élevé à 7.053.

La loi de 1892 n'a pas déterminé pour combien de jours ou combien d'heures par jour les dérogations pourraient être autorisées. Les circulaires ministérielles ont tenu lieu de loi. Les inspecteurs peuvent permettre au plus 60 fois deux heures de prolongation. Une circulaire de 1890 donne

(1) 50 industries.

une latitude plus grande encore pour les industries saisonnières de plein air et soumises aux intempéries. Depuis le décret du 17 février 1910, l'inspecteur peut accorder la dérogation en bloc, sans fixer de date à charge pour l'industriel de prévenir par une lettre où le timbre postal peut faire foi de la date, de la dérogation qu'il a l'intention d'imputer sur son total. Cette faculté n'est pas encore adoptée partout; elle a déjà donné lieu à des abus faciles de la part des patrons de mauvaise foi.

Les industriels ne trouvent pas ces dérogations suffisantes et à leur instigation le ministre du travail a déposé le 9 février 1912 un projet de loi tendant à leur accorder des facultés nouvelles de prolonger le travail en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure. Dans ce cas, on le sait, l'interdiction du travail de nuit peut être levée (art. 4, § 7, loi de 1892) mais les prescriptions relatives à la durée du travail doivent être observées (circ. ministérielle, 19 déc. 1892). Cependant, on ne peut travailler la nuit qui suit l'interruption, car la durée se trouverait dépassée. Les chefs d'établissements voudraient pouvoir prolonger la journée du lendemain.

II. Des dérogations sont également prévues à la durée du travail des ouvriers qui ne travaillent pas dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants et sont par conséquent soumis, dans les *usines et manufactures* à la journée de 12 heures en vertu du décret, loi du 9 sept. 1848, art. 1, § 1, (aujourd'hui Code du Tr. liv. II, art. 6).

C'est l'art. 2 de la loi de 1848 qui prévoyait les exceptions. En vertu de cet article, un décret intervint le 17 mai 1851 (modifié en 1866, 1889, 1899) énumérant certaines indus-

tries où il était loisible de prolonger la journée de travail des ouvriers.

Un décret du 28 mars 1902 abroge le décret de 1851, et reste le seul texte dont on ait à tenir compte. Ce décret a été modifié sur un point par celui du 30 avril 1909.

L'art. 2 de la loi de 1848 se retrouve dans l'art. 8 du liv. II du Code du Travail (1).

L'art. 2 du décret de 1902 s'occupe de la catégorie d'ouvriers soumis à la loi des 10 heures dont nous venons de parler.

L'art. 1 du même décret s'occupe aussi de cette catégorie d'ouvriers, et en même temps de ceux qui sont soumis aux 12 heures. Pour les premiers, la prolongation se fera au-delà de 10 heures, pour les seconds au-delà de 12 heures.

La prolongation aura lieu pour les travaux désignés en un tableau qui est joint à l'article 1^{er} et conformément aux indications de ce tableau pour chaque cas. Il comprend 9 cas.

Les dérogations admises par le décret de 1902 sont nombreuses et parfois très graves : il est cependant en progrès, nous le verrons, sur le décret qu'il abroge et remplace.

Les neuf exceptions du tableau peuvent se classer en quatre catégories. La première (N^{os} 1 2 et 3) énumère des travaux accessoires, tantôt préparatoires au travail de la journée, tantôt complémentaires. Ils ont lieu, soit avant, soit après le travail général, pour permettre que celui-ci soit efficace. La prolongation possible est dans un cas

(1) Il est probable que le décret de 1902 sera remanié dans la forme pour le mettre mieux en accord avec ce nouvel art. 8.

d'une heure et demie, d'une demi-heure dans un autre, de deux heures dans un troisième, au-delà de la limite assignée au travail général de l'établissement. Si certains locaux d'un établissement sont soumis à la loi de 10 heures, les autres à celle de 12, quelle va être la limite du travail général? Ce sera forcément la durée la plus longue pour que les ateliers faisant 12 heures puissent fonctionner.

Dans les cas où un établissement soumis à la loi de 10 heures fait exceptionnellement 12 heures, c'est au-delà de ces 12 heures que la dérogation se produira. Le décret de 1851 était plus large, ne limitant pas la durée de la prolongation. Mais avec la législation actuelle, nous pourrons donc encore avoir des ouvriers *qui feront perpétuellement 13 heures et demie ou 14 heures de travail*, et cela dans des établissements soumis au régime protecteur et bienfaisant de la loi.

Il est vrai que lorsqu'il s'agit du nettoyage des machines, (cas du 2^e du décret), le Sénat toujours sur ce sujet en conflit avec la Chambre, affirme que ce n'est pas du travail, n'est-il pas pourtant quelquefois très fatigant (1).

La deuxième série des exceptions prévues par le tableau est d'ordre technique. Le 4^e par exemple prévoit le cas où le travail doit être ininterrompu. Il y a deux équipes, une de jour, une de nuit. Ce ne doivent pas être toujours les mêmes. Pour que l'alternance se fasse, s'il n'y a pas de repos hebdomadaire, le décret autorise une équipe à pro-

(1) Signalons, sur ce cas du nettoyage, la circulaire du 21 septembre 1902 selon laquelle, pour que la dérogation s'applique, l'engin nettoyé doit faire partie intégrante de la force motrice de l'usine sans débrayage possible pendant le travail.

longer son travail, chaque semaine, de la longueur de la journée. Il est donc possible ici *qu'un ouvrier travaille 24 heures de suite*. C'est effrayant! Mais c'est légal. Il a 24 heures de repos ensuite, c'est vrai. Est-ce suffisant pour compenser (1).

Le 5^o s'occupe des travaux que l'on ne peut terminer à son gré (grosse métallurgie) : 2 heures de prolongation en semaine, 6 heures la veille des jours de chômage (on ne peut boucher les fours en attendant le lendemain). Il faut bien des « circonstances exceptionnelles » pour n'avoir pas terminé à temps, mais elles ne sont pas définies (2). Ici l'ouvrier pourra faire légalement *14 heures et 18 heures de suite* :

Les autres paragraphes permettent 14 heures — une durée illimitée dans le cas de défense nationale.

Les deux derniers visent non plus des travaux, mais bien des industries qui peuvent avoir des moments de presse, dit le décret de 1851. Toutes ne peuvent-elles donc pas en avoir? Il y avait des précédents, voilà la vraie raison (art. 2, loi de 1848, aujourd'hui art. 8 liv. II Code Tr. tient compte de la *nature* des industries). Pour les typographes, lithographes, 13 heures sont prévues (50 heures par an selon le décret de 1909. L'original de 1902 permettait 100 heures); pour les imprimeurs en taille-douce 14 heures (100 heures par an). Pour la mouture des grains, le décret de 1851 considérait

(1) La vraie solution ne serait-elle pas tout simplement d'employer 3 équipes faisant 8 heures? Il y a un mouvement en ce sens dans les verreries.

(2) L'inspecteur conserve le droit de verbaliser; l'industriel devra au besoin faire la preuve.

tous les moulins. Celui de 1902 les veut actionnés par l'eau ou le vent : 14 heures sont prévues.

Telle est, esquissée à grands traits, l'exposé de la législation concernant la durée du travail des hommes adultes dans l'industrie. Une partie — le plus grand nombre — a maintenant *en règle générale*, la journée de 10 heures. D'après les dernières statistiques, on peut en estimer le nombre à 1.181.000 ; ce sont ceux qui travaillent dans les établissements mixtes, 949.000 ne jouissent pas de ce maximum. Il semble néanmoins que 365.000 aient déjà en fait, et nonobstant toujours les dérogations, la journée de 10 heures (1). Il en reste donc encore environ 854.000 qui font jusqu'à 12, 15 et parfois 17 heures. Il faut ajouter à ce nombre ceux — et ils sont nombreux — qui échappent à tout contrôle et à tout recensement, ne tombant pas sous le coup de la loi. D'ouvriers à journée nullement limitée, c'est-à-dire n'étant même pas soumis au maximum de principe de 12 heures, on en comptait en 1912 environ 513.000. Nous retrouvons plus loin le classement par nombre d'établissements, il est toutefois moins éloquent, cela va de soi, car on n'y fait pas de différence entre celui qui possède 2 ouvriers et celui qui en emploie 10.000.

Il va nous être maintenant facile, ces connaissances acquises, de nous rendre compte des résultats qu'a pu donner l'application d'une telle législation.

(1) Rapport sur l'Inspection du Travail, « J. Off. », 10 août 1912, annexe p. 1196.

CHAPITRE III

SURMENAGE OUVRIER

I

Nous avons vu les limites de travail que l'ouvrier ne saurait dépasser sans devenir victime du surmenage. Nous avons vu quelle est la limite actuelle du travail ouvrier : Nous avons à demi répondu à cette question : l'ouvrier moderne est-il surmené? Elle mérite néanmoins d'être approfondie.

Nous apporterons ici assez brièvement quelques indications nouvelles tirées en partie, selon le programme que nous nous sommes tracé, de la discussion du projet de 1910 (1) dont nous aborderons bientôt l'examen.

Nous essayerons de voir plus loin de la même manière quelle est la situation en fait de la question de l'apprentissage.

A la suite d'un travail physique prolongé, la fatigue est un phénomène d'auto-intoxication dû aux substances engendrées pour le travail (2). Il en est très probablement

(1) Voir III^e partie, chap. I^{er}.

(2) Cf. Sachnine: *loc. cit.*, p. 260. Nous renvoyons le lecteur *suprà* au chapitre : Base physiologique de la durée du travail, I^{re} partie, ch. III.

de même pour ce qui regarde la partie intellectuelle du travail.

Dans le surmenage, conséquence du travail physique trop prolongé, les phénomènes sont de nature périphérique, affectent aussi les centres nerveux et mettent en jeu l'appareil circulatoire. Le développement corporel est retardé.

Pour assurer une assimilation et une nutrition convenables, maintenir en équilibre les dépenses et les acquisitions de l'organisme, en un mot pour éviter le surmenage, nous avons vu que le travail quotidien de 10 heures est *en général* un grand maximum, qu'il faudrait arriver à deux périodes de travail de quatre heures coupées par un repos de deux heures (journée de 8 heures).

De cette façon le travail journalier ne dépasserait pas — toujours en général car il faut bien une règle qui offre ce caractère — environ 100.000 kilogrammètres et le surmenage serait évité (1).

Quelques précisions montreront où nous en sommes à ce point de vue.

D'après une statistique de M. Fontaine, directeur du Travail, citée par M. Léon Bourgeois à la séance du 29 février 1912, 949.000 ouvriers adultes travaillent 12 heures et plus. Ils se répartissent ainsi :

436.000 soumis à la loi de 1848 (12 heures).

513.000 dans les établissements sans limitation légale.

949.000 au total.

(1) Travail purement physique ou presque, dans le sens que nous précisons au chapitre : Base physiologique du travail.

Voici du reste le détail de la statistique de M. Fontaine (1) :

Il y a en France, 2.130.000 travailleurs hommes adultes dont 1.181.000 travaillent sous le régime de la loi de 1900 (10 heures en ateliers mixtes) et 949.000 se répartissent ainsi : 436.000 travaillant 12 heures sous le régime de la loi de 1848 et 513.000 dans des établissements n'ayant aucune limitation légale.

Sur ces 949.000 ouvriers non soumis à la loi de 10 heures, 365.000 ont *en fait* la journée normale de dix heures. Ajoutés aux 1.181.000 de la loi de 1900, nous avons 1.545.000 ouvriers environ travaillant 10 heures.

En y ajoutant 1.268.000 femmes et enfants qui font 10 heures, on a au total 2.813.000 personnes ayant les 10 heures sur les 2.130.000 hommes augmentés des 1.268.000 femmes et enfants, au total 3.398.000 personnes. D'où 83 0/0 du total des travailleurs français, y compris les femmes et les enfants ont, on le voit, les 10 heures. Nous verrons plus tard quel argument cela ne manquera pas de nous fournir en faveur de la réalisation générale de la réforme des 10 heures.

M. Fagnot, à la discussion générale de l'Association Nationale pour la production légale des travailleurs en 1905 (2), indiquait que l'extension des 10 heures atteindrait 1^o les 268.000 hommes adultes actuellement protégés par la loi de 1848 (art. 1^{er}, § 1^{er}) et dont la journée légale est de douze heures ; 2^o les 357.000 hommes adultes auxquels la

(2) Voir les chiffres que nous donnons au chapitre : Production.

(1) Ass. pour la Prot. lég. des trav., 1905, p. 193.

loi de 1848 n'est pas appliquée jusqu'ici par suite de la jurisprudence administrative.

Nous trouvons dans le Rapport de la Commission Supérieure du travail (1912) pour l'année 1911 (1) les indications suivantes, étant bien entendu qu'on ne parle que des établissements pour lesquels les inspecteurs possèdent des renseignements précis relatifs à la durée normale du travail (abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires, 85,9 0/0 des établissements étant soumis au contrôle des Inspecteurs) :

77.004 établissements industriels sur 277.379 soit 27,6 0/0 font normalement plus de 10 heures.

Voici la répartition par catégories professionnelles des établissements industriels faisant plus de 10 heures :

Industries de l'alimentation.....	17.000
— chimiques.....	1.655
Caoutchouc-papier-carton.....	216
Industries polygraphiques.....	90
— textiles.....	575
Travail des étoffes.....	2.311
— des plumes, pailles, crins.....	113
Cuirs et peaux.....	4.600
Industries du bois.....	18.100
Métallurgie.....	99
Travail des métaux ordinaires.....	15.026
— — fins.....	73
— des pierres précieuses.....	2
Taille de pierres et moulage.....	1.170
Terrassement-construction en pierre.....	12.898
Travail des pierres et terres au feu.....	1.828
Divers.....	1.248
	77.004

(1) Tableau du Musée social, p. 314.

Les 4 catégories, Alimentation, Industries du bois, Métaux ordinaires et Construction, forment à eux seuls 82 0/0 du total.

Alimentation	75 à 80 0/0
Industrie du bois et construction.....	30 à 35 0/0
Trav. métaux ord. et industries chimiques.	25 à 30 0/0

Le chiffre des infractions peut être utile à citer à titre d'indication. En 1911, pour les hommes adultes, employés « dans les mêmes locaux » (art. 1, loi de 1848) nous relevons 2.062 infractions contre 1.171 en 1910. Pour les adultes occupés dans les usines et manufactures (art. 1, § 1, loi de 1848) 242 contre 373 en 1910. Or, dans les établissements visités en 1911 par les inspecteurs, sont occupés 775.360 enfants et femmes protégés par l'art. 5 de la loi de 1892 et 1.296.116 adultes protégés par l'art. 1, §§ 1 et 2 de 1848. Les industries de métaux fournissent ordinairement le plus d'infractions (1.103 pour les adultes). En ce qui concerne les tolérances relatives à la durée du travail (1) elles sont en diminution — c'est là un bon indice.

Mais revenons au nombre des établissements considérés relativement à la durée du travail. Dans la *première circonscription*, l'inspecteur divisionnaire (2) se demande si l'on peut tirer un enseignement de la statistique suivante, qu'il a établie 10 ans après l'application du premier palier de la loi Millerand-Colliard; on verra que le nombre des

(1) Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, M. Boulisset.

(2) (Art. 7, loi de 1892, Art. 5, décret du 15 juillet 1893 Art. 2, déc. 1902; adultes mêmes locaux. Pas de statistique spéciale) Il y eut en 1911 une crise de l'industrie textile dans le Nord et dans la chaussure à Nantes. Cette dernière fut d'ailleurs en augmentation à Limoges et Marseille.

non protégés ou des moins protégés s'accroît plus facilement que celui des autres.

	Soumis aux lois de	
	1900	1848
Nombre d'établissements en 1902....	31.883	3.226
— — en 1911....	38.012	4.820
Augmentation.....	19,2 0/0	49,1 0/0
Nombre d'ouvriers adultes en 1902....	193.015	54.297
— — en 1911....	232.852	107.513
Augmentation.....	20,6 0/0	98 0/0
Moyenne des ouvriers adultes		
Par établissement en 1902.....	6	16
— — en 1911.....	6	12

« Ces chiffres ainsi rapprochés ont leur éloquence. Alors que les établissements occupant un personnel mixte augmentent d'environ 20 0/0, cette proportion est 50 0/0 pour ceux où ne travaillent que des hommes adultes.

Cette différence en faveur des assujettis à la loi de 1848 seulement est bien plus considérable encore si l'on considère le nombre des ouvriers adultes : il s'accroît de 20 0/0 dans la première catégorie; mais dans la seconde il a doublé passant de 54.000 à 107.000.

D'autre part si le nombre moyen des adultes occupés dans le premier groupe reste fixé à 6 par établissement, il s'élève de 16 à 22 dans le second, ce qui constitue une notable augmentation.

On cherchera à tirer, nous le verrons, des statistiques du même genre, des arguments contre la limitation légale. Nous examinerons aussi ce qu'il faut en penser au point de vue de l'apprentissage. Retenons pour le moment que le

nombre des établissements où les ouvriers peuvent faire de longues journées a tendance à augmenter dans de considérables proportions.

D'une façon générale la limite au-delà de laquelle apparaîtrait fatalement le surmenage, est beaucoup trop souvent dépassée.

La législation actuelle du travail, dit M. l'abbé Lemire (1) occasionne par sa durée trop grande un travail exagéré, insupportable, nuisible à la santé.

M. Fournier (2) rappelle que nul n'est plus digne que l'ouvrier de la sollicitude de la Chambre. Il le montre placé dans des conditions physiques telles que les horreurs de l'enfer du Dante ne sont rien à côté.

« Un ouvrier sur quatre, dit M. Bourgeois (3), travaille dans des conditions que nous ne considérons pas comme suffisamment humaines... »

M. Albert Thomas enfin (4), s'occupant particulièrement de certaines spécialités cite la résolution d'un Congrès ouvrier : « Les délégués affirment à la Commission que les lamineurs, dégrossisseurs, brosseurs, rattrapéurs, manœuvres, etc... occupés au laminage des poutrelles, fers à rail, etc... c'est-à-dire à tous les travaux de laminage sont dans l'obligation absolue de travailler sans interruption, arrivant à peine à ramener les lingots dont deux au moins sont toujours chauds à point dans les fours continus et attendent leur tour de laminage.

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 414.

(2) Séance du 14 mars 1912. *J. O.* du 15, p. 737.

(3) Séance du 29 fév. 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 528.

(4) Séance du 6 juin 1912, *J. O.* du 7, p. 1290.

« Que, malgré la présence d'un remplaçant, quelquefois deux, dont le rôle, théoriquement, devrait permettre le repos toutes les deux heures, ils ont à peine, et pas toujours pratiquement, le temps de prendre dix minutes à chaque repas et qu'ils doivent toujours manger en travaillant les mains pleines de graisse et sales de cambouis.

« Ils affirment qu'en moyenne deux jours par semaine ils retournent avec leur repas de midi chez eux, n'ayant pas eu le temps de manger, ce qui arrive plus souvent encore l'été par les chaleurs accablantes.

« Ils affirment qu'aucun ouvrier lamineur ou chauffe des fours continus, des fours Martin, des fours Bessemer, ne saurait résister à l'atmosphère torride dans laquelle ils travaillent, ni supporter les efforts considérables qu'ils doivent fournir pendant 12, 13 ou 14 heures consécutives si, en travaillant ils ne buvaient pas près de 2 francs par jour de bière ou d'alcool, dépense moyenne et quotidienne des ouvriers de ces catégories.

« Ils affirment que ce régime, imposé par les menaces continuelles de renvoi, les épuise rapidement, que ce régime fait qu'à trente-cinq ans au maximum, leurs forces sont épuisées. leur santé minée, et qu'ils deviennent alors ou des chômeurs rejetés par les grandes sociétés métallurgiques ou des manœuvres de cour à 3 fr. ou 3 fr. 25 pour douze heures de travail.

« La situation des enfants de treize à dix-huit ans occupés aux petits laminoirs est tout aussi épuisante et meurtrière.

« Aux ouvriers, non qualifiés « de la grande métal-

lurgie », on impose quotidiennement le « quart » (2 heures en plus de la journée légale).

« Qu'à certains postes on impose 18, 24 et souvent 36 heures consécutives, coupées seulement par les heures de repos habituelles, que l'alcoolisme qui, malheureusement nous devons le reconnaître, sévit profondément chez les travailleurs de la métallurgie du bassin d'Anzin, n'a pas d'autres causes, est la conséquence directe de ces longues journées à « travail forcé », que cet épuisement continu des forces morales et matérielles des ouvriers métallurgistes est la véritable cause de l'augmentation des accidents graves du travail, laissant l'ouvrier estropié définitivement, quand ils ne sont pas mortels. »

M. Albert Thomas appelle l'attention de la Chambre sur les ouvriers de la grosse métallurgie soumis à un travail accablant et épuisant. Il cite les rapports de M. Merrheim, rédacteur à *La Bataille Syndicaliste*, d'où il résulte que les hommes les plus forts, les plus robustes, sont absolument usés par le travail des laminoirs au bout de 15 ou 20 ans maximum »... le fait incontestable c'est que leurs conditions (des ouvriers des usines à feu continu) de travail sont épuisantes, c'est qu'ils sont victimes d'un *surmenage constant*, c'est qu'ils subissent une fatigue supérieure à celle qu'endurent les ouvriers des autres industries. »

Faisant nôtres les paroles de M. Bourgeois, nous considérons qu'il y a un ouvrier sur quatre dont la situation ne saurait être tolérée plus longtemps.

II

Ce surmenage dont, dans des cas hélas beaucoup trop

nombreux, nous venons de constater l'existence, quelles répercussions va-t-il avoir sur la personne de l'ouvrier et par suite sur sa famille et sur la nation toute entière?(1)

Nous ne reviendrons pas sur les désordres physiologiques qu'il entraîne dans l'organisme; nous y avons suffisamment insisté. Il nous reste toutefois quelques mots à dire des rapports de ce surmenage avec le développement physique de l'ouvrier, sa morbidité, sa mortalité ainsi qu'avec les accidents dont il augmente le nombre et la gravité, l'alcoolisme, et le chômage dont il ne manque pas d'être une cause indirecte.

Développement physique. — D'après des recherches effectuées en Suisse et qui portent sur 18.000 ouvriers (2) de quinze branches différentes d'industrie, (c'est-à-dire les 25 0/0 du nombre total des ouvriers) on peut constater que même un court séjour à l'usine empêche le développement corporel des jeunes gens. A côté de la faiblesse générale, on trouve des difformités du thorax et de la colonne vertébrale (3). Dans les arrondissements suisses où l'industrie est développée, le nombre d'exemptions au service militaire pour incapacité physique est de 19,7 à 23,3 0/0; dans les autres il n'est que de 14,3 à 18,9 0/0. Selon Erismann on aurait en Russie de 1876 à 1879 dans le district de Kline, 71 0/0 d'apte au service parmi les agriculteurs, journaliers et cochers; 61,9 0/0 parmi les commerçants, valets,

(1) Voir sur ces deux derniers points III^e partie, Ch. VI et VII.

(2) Cf. Sachnine *loc. cit.*, p. 187 et suiv.

(3) Schüller et Burckhardt, Untersuchungen über die Gesundheitsverhältnisse der Fabrikbevölkerung in der Schweiz 1889, cités par Sachnine.

professions libérales et 59,6 0/0 seulement parmi les ouvriers d'usine et de fabriques.

Le tableau suivant, donné par le D^r Sachnine pour les 2^e et 3^e arrondissements de Lyon pendant une période de 12 ans (1887-1898), confirme ces conclusions. Le 2^e arrondissement contient peu d'ouvriers au contraire du 3^e, à prédominance ouvrière :

Années	Nombre de conscrits		Ajourés, défaut de constitution		Ajourés, défaut de taille	
	II ^e	III ^e	II ^e	III ^e	II ^e	III ^e
1887	401	630	28	84	7	16
1888	429	640	51	86	6	16
1889	402	644	36	80	5	14
1890	402	644	67	79	8	17
1891	357	713	58	109	3	13
1892	357	652	45	84	4	13
1893	420	805	53	83	6	28
1894	406	794	45	99	5	16
1895	400	805	26	66	6	13
1896	425	893	35	75	10	14
1897	413	825	38	79	3	12
1898	412	837	41	66	5	25
Total.	4.824	8.912	523	990	68	201
Sur 100 conscrits :			10.8	11.1	1.4	2.3

Le D^r Sachnine donne les renseignements suivants empruntés à M. Verhaeghe (1). A Lillebonne (Seine-Inférieure). M. A. Dumont constate que dans la période 1874-1883, chez les ouvriers industriels, 425 pour 1.000 sont impropres

(1) De l'alcoolisation, 1900.

au service militaire, alors que la proportion est seulement de 258 pour 1.000 parmi les ouvriers agricoles.

Dans le département du Calvados, depuis 1872, les exemptions pour défaut de taille ont présenté une augmentation notable. Cet abaissement de la taille se rencontre principalement dans les villes manufacturières comme Condé-sur-Noireau, Vire, Lisieux, où existent de nombreuses filatures de coton et des manufactures de draps.

La croissance est souvent entravée dans les campagnes où les habitants exercent des professions sédentaires comme celle de tisseur en chambre. C'est ainsi que dans les départements du Nord et celui du Haut-Rhin, les populations rurales qui se font remarquer par leurs belles proportions, dégénèrent rapidement dès qu'elles passent de la vie des champs à la réclusion industrielle. Tous les militaires signalés comme tisseurs typographes, commis de commerce, cordonniers, ajusteurs, etc... et que M. Champouillon a toisés ne mesuraient guère au maximum plus de 1.61... Les registres du recrutement signalent depuis longtemps, une proportion moyenne de bossus, boîteux, sujets contrefaits qui s'élèvent à 117 sur 1.000 conscrits pour Mulhouse, à 174 pour Rouen et Elbeuf, à 201 pour Lille. »

Les travaux dans les usines et fabriques peuvent aussi avoir pour effet d'empêcher l'organisme d'atteindre le degré de développement qui lui est dévolu par la race (Beddoe). Les mineurs d'Ecosse à l'âge de 23-50 ans ont la taille moyenne de 1 m. 739 et le poids du corps de 68 kg. 94 en moyenne, tandis que l'ensemble de la population d'Ecosse a une taille plus haute de 7 mm. un poids du corps de

0 kg. 63 de plus en moyenne. Les mineurs de Wallis ont une taille moyenne de 1 m. 685 et un poids du corps de 65 kg. 44; l'ensemble de la population a une taille supérieure en moyenne de 9 mm. et un poids du corps supérieur de 1 kg. 40.

Voici un tableau du comité d'anthropologie d'Angleterre (1), indiquant la taille des différentes classes entre 25 et 30 ans ;

Classe privilégiée, professions libérales	145,61 cm.
Négociants, clercs, boutiquiers	172.59 cm.
Ouvriers de campagne	171,47 cm.
Artisans de ville	169,18 cm.
Ouvriers de fabriques et usines, tailleurs	167,43 cm.

Ces derniers ont donc une taille de 1 cm. 75 à 8 cm. 18 plus petite que celle des autres classes.

Cette différence est d'ailleurs sensible à tous les âges, on peut en juger par le tableau suivant indiquant la hauteur de la taille ; (2).

Age	Aristocratie professions libérales	Commerçants	Ouvriers de campagne	Artisans de ville
	10.717 sujets	5.195 sujets	6.762 sujets	8.725 snjets
10	136.37	132.18	129.35	128.83
14	155.67	151.05	147.16	148.87
18	173.38	171.29	168.98	166.62
21-24	174.80	172.94	171.37	169.03
30-34	176.81	171.95	171.67	169.29
40-49	176.22	172.94	171.60	169.67
60-69	175.51	168.04	172.41	168.91

(1) Cit. par Sachnine *loc. cit.*, p. 191.

(2) G. Roberts, « The physie. develop. of the human body St. Georges Hospital Reports et Manuel of Anthropometry ».

..... le poids du corps :

Age	Classe riche 7.573 sujets	Artisans des grandes villes 8.996 sujets
10	26.51	25.99
12	32.55	29.33
14	40.92	34.33
16	54.13	45.31
18	62.14	51.84
20	64.89	55.15
22	66.12	57.33
23-30	66.31	58.97

..... le rapport de la circonférence thoracique ainsi que
du poids du corps à 1 m. de taille :

Age	Circonférence thoracique relative à 1 m. de taille (expiration mains baissées, en cent)		Poids du corps relatif à 1 m. de taille en kilogrammes	
	Classe riche 5.892 sujets	Artisans des villes 8.996 sujets	Classe riche 7.573 sujets	Artisans des villes 8.996 sujets
10		47.6	19.55	20.25
12	48.37	47.04	22.37	21.79
14	48.51	45.50	26.36	23.40
16	49.24	45.10	32.10	28.35
18	50.14	45.92	35.83	31.17
20	50.98	46.54	36.95	32.74
22	51.23	47.46	37.38	32.74
24	52.36	47.46	37.38	32.74
25-30	52.06	48.56	37.38	34.82
25-50	52.06	48.56	37.80	35.36

Non-seulement le poids relatif et la circonférence thora-

cique par rapport à 1 m. de taille se trouvent inférieurs, chez l'ouvrier anglais, mais même au moment où l'organisme présente une accélération dans sa croissance et son développement (entre 15 et 18 ans), cette accélération est moindre pour les ouvriers que pour les autres classes.

Les recherches des D^{rs} Smidovitch et Roudneff en Russie aboutissent aux mêmes conclusions.

Le prof. Erismann (1) a examiné la taille, la circonférence thoracique, le poids du corps, la force manuelle et rénale chez plus de 100.000 ouvriers de 18 à 80 ans. Il a trouvé que ceux employés aux industries non textiles (teinturerie, blanchissage, imprimerie sur coton, apprêts, travaux en bois, usines métallurgiques, journaliers, etc...), sont supérieurs sous tous ces rapports à ceux des industries textiles (cardeurs de coton, de laine, de soie, ourdisseurs, ouvriers de filature de laine, de coton, de soie; tisseurs, etc.). Les ouvriers de la deuxième catégorie ont une taille inférieure, une circonférence thoracique plus petite, un poids du corps plus léger, les muscles des mains et des jambes plus faibles. Ils vieillissent plus tôt, sont atteints de cyphose sénile, leur poids du corps et la force musculaire commençant à diminuer prématurément.

Selon Erismann, il faut attribuer cela à l'automatisme du travail et à l'absence de mouvements musculaires libres. C'est toujours le même groupe musculaire qui intervient. Les temps de repos ne sont pas assez considérables et la journée de travail est trop longue (10, 12 heures); la

(1) F. Erismann. *Untersuchungen über die Körperliche Entwicklung der Fabrikarbeiter in Central-Russland, Thübingen*, cité par Sachnine p. 195.

respiration se fait en un air chargé de beaucoup de poussières.

Le Dr Dementieff (1), en des travaux très complets et très minutieusement exécutés, expose comment, depuis l'enfance, la taille des ouvriers de fabriques à production textile est plus petite que celle de ceux qui travaillent dans d'autres usines. Le poids du corps, la circonférence thoracique, la force rénale sont également inférieurs.

A 40 ans l'ouvrier est épuisé, atteint de cyphose sénile et incapable de travail. « Ils s'en vont au cimetière, après avoir été mourir au pays natal ! » Et les statistiques indiqueront une mortalité élevée dans les campagnes !

D'après tous ces auteurs, les lois physiologiques de l'influence du travail physique prolongé sur l'organisme, se trouvent confirmées. Et cependant presque tous les ouvriers dont il a été question ne travaillent pas plus de 10 ou 11 heures. Une sage réglementation pourrait seule sauver l'ouvrier de sa déchéance corporelle et relever sa santé. Certes il peut y avoir d'autres causes de l'affaiblissement physique de l'ouvrier : nous y reviendrons. Quel qu'elles soient, elles ne sont rien à côté de la trop grande durée du travail, dont souvent elles dérivent.

Quelle est maintenant l'effet de ce travail trop intensif ou trop prolongé de la majorité des ouvriers, sur sa morbidité et sur les accidents dont il est victime dans le travail ?

Morbidité. — D'après une statistique de Schüller et Bur-

(1) E. Dementieff. La fabrique, ce qu'elle donne à la population et ce qu'elle lui prend, cit. par Sachnine, p. 196.

khardt (1), la morbidité dans la classe ouvrière se répartirait ainsi :

Sur 1000 ouvriers adultes..... 291 malades
 Sur 1000 ouvrières adultes..... 257 »

La haute morbidité des ouvriers est due à la mortalité élevée des ouvriers d'usines à construction mécanique. Dans le reste des industries, à peu près généralement, la morbidité des ouvriers l'emporte : Ainsi :

Industries	Malades sur 1 000	
	ouvriers	ouvrières
Broderie	302	332
Teinturerie, blanchisserie ..	279	316

La morbidité des femmes l'emporte sur celle des hommes travaillant dans les mêmes conditions. Bien des statistiques en font foi (Layet, H, Napias, Soc. de Sec. Mut. des ouv. en soie de Lyon, Zimmermann etc.).

La diversité des industries a aussi la plus grande influence. Voici à titre de curiosité un tableau montrant les proportions de morbidité sur 1.000 ouvriers en Suisse :

Imprimeurs et relieurs 180
 Tisseurs en soie 205
 Fileurs en coton 235
 Imprimeurs en coton 257
 Teinturiers et Blanchisseurs 282
 Tisseurs en coton 285
 Brodeurs 307

(1) Cf. Sachnine *loc. cit.*, ch. II, B. p. 202 et suiv.

Ouvriers de fabriques de papier.....	343
Ouvriers de fabriques de construct. mécanique..	419
Dans cette dernière catégorie :	
Mouleurs.....	215
Serruriers et tourneurs.....	427
Ouvriers en bois.....	536
Fondeurs.....	655 (1)

Accidents de travail. — Les statistiques relatives aux accidents de travail montrent clairement l'influence néfaste de la journée de trop longue durée.

Les heures s'écoulent et « l'ouvrier fournit un travail mécanique et de qualité inférieure ». Son attention faiblit; ses mains et son cerveau sont fatigués; il est distrait et les accidents surviennent en plus grand nombre.

Voici une statistique allemande, s'appliquant par conséquent à des ouvriers travaillant en règle générale 10 heures, en tout cas jamais plus de onze. L'inspecteur du travail de Souabe et Neubourg trouve que 546 accidents survenus en un an dans son district se répartissent comme il suit sur chacun des jours de la semaine (2) :

Lundi 800, mardi et mercredi 780, jeudi 950, vendredi 940, samedi 970 pour mille. L'inspecteur attribue le grand nombre d'accidents survenus dans la seconde moitié de la semaine, au décroissement des forces physiques et intellectuelles.

Il est intéressant de remarquer aussi qu'un plus grand

(1) Schüler et Burkhardt, cités par Sachnine, p. 203. Voir encore, plus loin, ce que disent MM. J. Reinach, Vaillant et Fournier relativement à la morbidité.

(2) Sachnine, p. 206 et suiv.

nombre d'accidents arrive dans le jeune âge. L'élourderie y est certainement pour une part, mais la facilité avec laquelle les enfants et les adolescents se fatiguent lorsqu'ils ont à accomplir des efforts d'attention y est bien aussi pour quelque chose. Sur 100 accidents on en compte :

Chez des enfants de moins de 15 ans, 41 ; chez des jeunes gens de 15 à 25 ans, 36,4 ; chez des hommes de 25 à 60 ans, 22,6.

On constate aussi que les accidents se produisent plus nombreux à la fin de la matinée, et à la fin de l'après-midi. C'est que la fatigue et l'affaiblissement qui en résulte s'empare insensiblement de l'ouvrier. Les statistiques nous démontrent la très grosse proportion d'accidents qui arrivent durant la cinquième heure, après quatre heures d'un travail industriel ininterrompu. Voici quelques exemples édi-
fians :

Tableau d'après les statistiques de l'Institut impérial d'assurances allemand (1) : (les 15.400 accidents survenus en l'année 1887 sont ramenés à 100).

Heures de la matinée	Nombre d'accidents	Rapport en 0/0	Heures de l'après-midi	Nombre d'accidents	Rapport en 0/0
6 — 7	435	2.83	12 — 1	587	3.74
7 — 8	794	5.16	1 — 2	745	4.84
8 — 9	815	5.29	2 — 3	1.037	6.73
9 — 10	1.069	6.94	3 — 4	1.243	8.07
10 — 11	1.598	10.38	4 — 5	1.178	7.65
11 — 12	1.590	10.32	5 — 6	1.306	8.48

La dixième heure de la matinée ne présente pas de nou-

(1) Cité par Sachnine, p. 209.

velle hausse parce que nombre d'usines s'arrêtent à 11 heures.

Voici une statistique relative à 6.220 accidents relevée par le Dr Léo Verkauf, de Vienne (1).

Heures de la matinée	Nombre d'accidents	Rapports en 0/0	Heures de l'après-midi	Nombre d'accidents	Rapport en 0/0
6 — 7	187	3.01	12 — 1	82	1.32
7 — 8	437	7.03	1 — 2	331	5.32
8 — 9	517	8.31	2 — 3	538	8.65
9 — 10	716	11.51	3 — 4	709	11.25
pause 15 à 20 minutes	—	—	pause 15 à 20 minutes	—	—
10 — 11	595	8.12	4 — 5	308	8.17
11 — 12	338	5.43	5 — 6	418	6.72

Le chiffre d'accidents diminue — mais peu considérablement étant donné son peu de durée — après la petite pause.

Des statistiques allemandes et françaises ont prouvé, dit M. Lecoq (2), que dans les premières heures des deux séances de travail de la journée, les accidents sont moins nombreux que dans les dernières heures de travail ; en outre les accidents sont plus fréquents l'après-midi que le matin. La progression est surtout sensible le matin : 794 accidents de 7 à 8 ; 1.600 de 10 à 11 ; 1.590 de 11 à 12 (voir Cauwès : Cours d'E. P. ; Raoul Jay : Revue d'E. P., 1891, p. 69).

(1) VIII^e Congrès Internat. d'Hyg., 1894, t. VII, cité par Sachnine p. 209.

(2) Lecoq : la journée à 8 heures, p. 141.

Cet état de choses n'a pas manqué d'avoir son écho à la Chambre :

Avec la longue durée du travail, le *surmenage*, dit M. l'abbé Lemire (1), la lassitude et l'inattention amènent nombreux les accidents de la dernière heure.

« J'ai remarqué depuis longtemps, dit M. Chamberlain (2), que la plupart des accidents se produisaient à la fin de la journée. Après un certain nombre d'heures de travail, les mouvements de l'ouvrier, par suite de la fatigue qu'il éprouve, sont devenus assez lents et assez irréguliers pour donner lieu à des accidents ».

« Nous pouvons et nous devons dire ici que notamment, cette grande industrie de la métallurgie fait au détriment de la collectivité une consommation effrayante d'existences humaines, précisément parce que le labeur y est excessif, parce que à la fin de la longue journée, le malheureux ouvrier, le pauvre petit employé sont incapables de se défendre contre l'emprise de la machine ». M. Justin Godart, rapporteur, après avoir prononcé ces paroles, cite les chiffres suivants (3) :

« En 1907, sur 1.000 enfants employés dans la métallurgie, 344 ont été l'objet d'une déclaration d'accident ; en 1909, sur 9.123 garçons employés au-dessous de 18 ans, il y a eu 3.539 blessés soit 393 pour 1.000.

Pour les filles au-dessous de 18 ans, on relève 11 blessées sur 111 employées, c'est-à-dire une proportion de 100 pour 1.000 ; pour les filles et femmes de plus de 18 ans, 44 vic-

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 414.

(2) Cité par M. Justin Godart, séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 424.

(3) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 422.

times sur 908, soit 49 pour 1.000 ; la diminution de la proportion vient de ce qu'on les emploie peu la nuit ; pour les adultes, 27.502 blessés sur 103.309 ouvriers employés. c'est-à-dire 270 pour 1.000.

En 1910, pour les garçons au-dessous de 18 ans, 3.681 blessés sur 9.472 employés, soit 408 pour 1.000.

La proportion des blessés dans la population enfantine employée va croissant : 344 pour 1.000 en 1907, 392 en 1909, 408 en 1910.

Pour les filles au-dessous de 18 ans, la proportion est de 286 pour 1.000. Pour les filles et les femmes de plus de 18 ans, elle est de 53 pour 1.000 : pour les *ouvriers adultes*, 30.443 sont atteints sur 103.022 soit 295 pour 1.000 ».

Or, toutes les statistiques démontrent jusqu'à l'évidence que c'est à partir de la neuvième heure de travail que la proportion des accidents va sans cesse croissant.

En outre, ces accidents ne sont pas, comme on pourrait le croire, peu graves. En 1910, la métallurgie venait au second rang, après le terrassement et la construction en pierre, pour les accidents mortels et tenait le premier rang pour l'incapacité permanente. Il y a dans cette branche de l'industrie *une relation évidente entre la longue journée et l'accident du travail*. « Avec une durée du travail plus courte, dit M. l'abbé Lemire (1), les accidents de la dernière heure qui sont nombreux à cause du surmenage, de l'inattention et de la lassitude, deviennent rares ! »

M. Vaillant (2) rappelle les observations statistiques de M. Mestre, inspecteur du travail de l'Hérault, sur les acci-

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 416.

(2) Séance du 11 mars 1912, *J. O.*, du 12, p. 618.

dents. M. Mestre a constaté que sur 660 accidents se produisant dans une population ouvrière de 6.695 travailleurs des manutentions et transports, 25 se sont produits à 7 heures du matin; 30 à 8 heures; 20 à 9 heures; 57 à 10 heures; 63 à 11 heures. Pour l'après-midi, 18 accidents se sont produits à 1 heure; 40 à 2 heures; 45 à 3 heures; 105 à 4 heures, 118 à 5 heures.

M. Mestre résume ainsi ses observations : 1^o Les accidents augmentent plus que du simple au double du commencement à la fin de chaque demi-journée, à moins qu'un repos intercalaire ne vienne les diminuer avec la fatigue; 2^o la réduction de la fatigue et des accidents par le repos de midi se manifeste par une forte diminution des accidents en proportion d'autant plus grande que ce repos a une durée supérieure à 2 heures.

Une statistique relative aux jours de la semaine montre que si le repos de nuit n'a pas été suffisant pour effacer la fatigue, il constitue un élément de progression hebdomadaire des accidents. Dans cet ordre d'idées, M. Mestre a établi en 1904 une statistique portant sur les 5.534 accidents de 145.407 ouvriers soumis à la loi du 9 avril 1898 dans sa circonscription d'inspection. Il fait remarquer que si, à défaut de la journée de huit heures, on supprimait au moins dans la journée de 10 heures la cinquième et dernière heure de la demi-journée de l'après-midi, on éviterait un septième du nombre total des accidents (soit 750 sur 5.534).

M. Leroy, inspecteur divisionnaire du travail à Toulouse, confirme ces résultats dans une enquête faite en 1903-1904 avec le concours de ses inspecteurs sur 7.158 accidents du

travail. Voici comment il résume les résultats de son graphique :

« Nous voyons que le nombre des accidents croît progressivement dans chacune des périodes de travail, le matin jusqu'à un maximum atteint à 10 heures et l'après-midi jusqu'à 4 heures du soir; les accidents sont plus nombreux dans la seconde période de travail que dans la première, au matin qu'à la reprise du travail qui suit le repos; le nombre des accidents est beaucoup moindre à la fin de chaque première période de travail ».

M. Vaillant observe que les mêmes conditions s'appliquent en ce qui concerne la *morbidité* et la *mortalité* professionnelles. Cette morbidité, cette mortalité sont plus grandes dans les métiers de force que dans les autres et d'une façon générale plus grandes lorsque la durée et l'intensité du travail augmentent. On a pu constater, dans les statistiques des malades en Allemagne et en Angleterre, qu'à conditions égales, la maladie diminue d'une façon *remarquable* et presque immédiate dans un même métier et une même population, lorsque les heures de travail ont été réduites : « D'une manière générale, plus le métier est un métier de dur travail et a une durée exagérée, plus il exige de vitesse de mouvement et d'intensité de travail et plus la morbidité et la mortalité sont grandes ».

Il n'y a pas de corporation qui souffre plus que celle des dockers d'accidents du travail aussi nombreux que graves. Cela ressort, dit M. Molle (1), d'une étude extrêmement complète faite par MM. Imbert et Mestre de Montpellier.

(1) Séance du 21 mars 1912, *J. O.* du 22, p. 873.

Les statistiques prouvent que les accidents sont en plus grand nombre à la fin de la journée. Dans les 5 ou 6 premières heures du travail, le nombre des accidents est infime ; ils augmentent ensuite en considérable proportion. Les syndicats patronaux de manutention eux-mêmes s'en sont émus et se sont largement associés à la réduction de la journée de travail.

Il est absolument indispensable, dit M. Fournier (1), que les travailleurs ne restent pas trop longtemps à l'usine ou dans l'atelier, parce que l'expérience a démontré que les maladies du personnel ouvrier sont en grande partie causées par le séjour prolongé dans des locaux fermés et malsains, à proximité des matières toxiques : « Personne, dit-il, n'ignore les empoisonnements qui se produisent dans les manufactures d'allumettes, dans les poudreries et raffineries, dans les établissements de pyrotechnie et les laboratoires où les émanations des gaz et des acides influent sur les parties vitales de l'organisme humain, dans les établissements où se manipulent le cuivre, le zinc et le plomb, dont les poussières volantes deviennent mortelles, dans les fonderies et les foyers où l'émanation des matières en fusion et les flammes des fours ont vite raison d'une vie humaine si résistante soit-elle ».

Partout où la machine fonctionne, le danger et l'insécurité augmentent pour l'ouvrier, car l'attention et l'énergie des premières heures va en diminuant. D'autre part, les longues journées prédisposent l'ouvrier à la tuberculose.

(1) Séance du 14 mars 1912, *J. O.*, du 15, p. 740.

Voici quelques renseignements complémentaires sur l'enquête dont il vient d'être question :

Elle fut faite par M. Imbert, professeur à la Faculté de Médecine de Toulouse et M. Mestre, inspecteur du travail. Elle a porté sur 56.458 ouvriers travaillant dans l'Hérault et 140.407 ouvriers de la circonscription de Toulouse (1).

Après une étude minutieuse et très complète, ils en sont arrivés aux conclusions suivantes : « Le nombre des accidents augmente progressivement d'heure en heure pendant la première demi-journée.

« Après le repos assez long de midi, dans les premières heures de la seconde demi-journée, le nombre des accidents est notablement moindre que dans les dernières heures de la matinée ».

Au cours de la seconde demi-journée les accidents deviennent encore, d'heure en heure, progressivement plus nombreux.

« Le nombre maximum d'accidents par heure vers la fin de la seconde demi-journée est notablement plus élevé que le maximum correspondant de la matinée ».

Il faut entendre tous les sons de cloche : les accidents ne semblent pas toujours être proportionnels à la durée du travail. En Angleterre, d'après les rapports officiels, dit M. Jules Roche (2), les décès par suite d'accidents ont augmenté à la suite de l'application de la loi de 1908 (3). Ils étaient en 1908 de 1.308 ; en 1909 ils sont de 1.453 ; en 1910 de 1.775, ce qui représente pour cette dernière année une

(1) « Revue scientifique », n° 13. 24 sept. 1904.

(2) Séance du 5 mars 1912. *J. O.* du 6, p. 597.

(3) Loi réduisant la durée du travail dans les mines,

augmentation de 35 0/0, soit plus du tiers, sur l'année qui a précédé le vote de la loi.

Mortalité. — Aux paroles de M. Vaillant, sur la mortalité trop grande due au surmenage ouvrier, il est intéressant d'ajouter les renseignements suivants :

La mortalité (1) par phtisie pulmonaire est, selon Kocks, dans les différents districts de la province du Rhin, parallèle au degré du développement de l'industrie.

En Angleterre, la mortalité est plus élevée (mortalité en général ou par tuberculose), dans les districts industriels que dans les agricoles (Oldendorff). Voici pour la Suisse la proportion pour 1.000 des décès par tuberculose pendant la période 1878 à 1883 : (2)

Age	15-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60-69	70-79
Ensemble de la population masculine.....	1.29	2.99	3.93	4.05	3.93	3.67	2.79
Agriculteurs.....	0.7	1.5	2.0	2.0	2.4	2.6	2.6
Ensemble des professions libérales.....	2.4	5.4	5.1	4.6	5.0	5.3	1.1
Commerçants (magasins boutiques).....	1.5	5.0	6.7	5.4	4.2	2.9	1.9
Serruriers.....	3.4	5.4	7.3	10.4	11.6	7.7	3.1
Marbriers, tailleurs de pierre.....	1.0	3.0	8.6	9.9	12.6	14.0	19.5
Filateurs, tisseurs.....	2.9	2.9	2.3	3.1	5.6	4.5	9.7
Maçons, plâtriers.....	1.0	3.0	3.4	4.1	5.6	5.7	4.0
Ensemble de professions ouvrières.....	1.2	3.4	5.1	5.7	6.1	6.6	5.4

On peut apercevoir que les agriculteurs sont les moins

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, ch. II, c., p. 211 et suiv.

(2) Sachnine, *loc. cit.*, p. 212.

atteints par la tuberculose. Fournissant une partie de l'année un travail assez intense, ils ont cependant le temps de récupérer leurs forces. Dans la classe ouvrière, c'est surtout à partir de 30 ans que la mortalité par tuberculose commence à s'élever et dépasse vite celles des autres catégories.

« C'est une nouvelle preuve que dans la classe ouvrière, la résistance à l'infection est de plus en plus amoindrie par les travaux manuels trop prolongés, surtout dans les professions à rude labeur (1) ». Ces professions exercent en quelque sorte une sélection ne gardant que des ouvriers très robustes. Et malgré cela, à la longue, ces organismes colosses sont usés et ont détruit leur résistance aux causes agressives.

A Londres et dans d'autres grandes villes anglaises, selon le « Registrar general », la mortalité masculine est supérieure à la mortalité féminine, mais là où une partie de la population féminine est employée dans l'industrie (nord de l'Angleterre) le rapport est inverse. Il en est de même en Allemagne et en France (Lyon),

La mortalité des ouvriers de Varsovie étant de 40 pour 1.000, celle de l'autre partie de la population n'est que de 18 pour 1.000 (2).

Aux usines d'Ijewsk (Russie), les femmes ne travaillent pas. Partageant avec son mari ouvrier, les conditions de vie, climat, etc. sauf le travail de l'usine, c'est bien à celui-

(1) Sachnne *loc. cit.*, p. 213.

(2) Swiatlowosky 1886, Congr. d'Hyg. et dém. 1894, t. III, Sachnne, p. 214.

ci qu'il faut en grande partie attribuer la plus forte mortalité chez les hommes.

Oldendorf donne le tableau suivant de la durée moyenne de la vie (1850 à 1874) à Solnigen et environs (1).

Aiguiseurs et polisseurs.....	39.4 ans
Ouvriers de chemins de fer.....	48.3 »
Autre partie de la population masculine	55.4 »

Mêmes constatations d'après les statistiques de « l'Union des Administrations de chemins de fer allemands ».

D'autre part, la proportion des ouvriers par rapport à la population totale diminue avec l'âge : mortalité plus grande et usure précoce. C'est environ de 26 à 35 ans que le nombre d'ouvriers dans l'industrie est le plus grand. A partir de 36 ans, il diminue et devient rapidement très faible (2).

Selon Sachnine, la mortalité pour tous groupes de maladies et en particulier la tuberculose, est, pour Lyon, de beaucoup plus élevée dans le III^e arrondissement, quartier ouvrier (presque deux fois plus que dans le II^e).

D'après les conclusions de Kummer et Ogle (cités par Layet et Sachnine) pour la Suisse et l'Angleterre, la mortalité moyenne de la classe ouvrière l'emporte de beaucoup sur celle des autres grandes divisions professionnelles. La mortalité des boutiquiers et employés tend à dépasser, jusqu'à un certain âge, celle des ouvriers. C'est qu'ils fournissent un travail relativement facile, mais démesurément prolongé. A partir de 40 ans surtout, le travail provoque la

(1) D'abord 2 fois inférieur par rapport à la population masculine totale à 56 ans, puis quatre fois à 66 et huit fois à 70, ceci pour l'arrondissement de Reichenberg comparé à toute l'Autriche (Philippowitch).

(2) Sachnine, *loc. cit.*, p. 215.

déchéance de l'organisme, une grande mortalité et un affaiblissement de la résistance aux maladies, et ceci avec la même intensité dans les professions qui nécessitent une constitution vigoureuse.

La porte qu'ouvre le surmenage à l'invasion microbienne arrachait à M. Lauche ce cri d'alarme :

« Ah ! Monsieur le Ministre du Travail, vous indiquiez tout à l'heure avec raison que les logements salubres pourraient endiguer le terrible mal qu'est la tuberculose ; mais vous savez que c'est aussi et surtout l'épuisement de l'ouvrier, que c'est par le dur labeur, que c'est par la longue présence de l'ouvrier et de l'ouvrière dans l'usine rarement saine et bien aérée que la tuberculose se développe » (1).

M. Joseph Reinach lui aussi, s'appuyant sur des attestations de savants et de sommités médicales, va chercher à démontrer les relations de cause à effet qui existent entre le surmenage physique et la tuberculose (2).

M. Calmette (directeur de l'Institut Pasteur de Lille) a montré qu'à Lille, au dispensaire Émile Roux, 97, 48 0/0 des cas de tuberculose coïncident avec le surmenage des travailleurs.

A la Commission de préservation contre la tuberculose, dans la séance du 3 décembre 1904, M. Maunoury, directeur de l'association ouvrière des coopératives de la Seine, déclare que : « c'est le surmenage qui conduit les ouvriers à l'alcool, moyen factice de réparer les forces perdues ».

Le professeur Grancher, membre de l'Académie de Méde-

(1) Séance du 8 février 1912, J. O. du 9 février, p. 244 ; cf. *supra* : la fatigue et l'invasion microbienne.

(2) Séance du 5 mars 1912, J. O. du 6, p. 603.

cine, universellement connu par ses admirables travaux sur la tuberculose, s'exprime ainsi : « Nous ne savons pas encore dans quelle mesure le surmenage provoque la tuberculose dans chaque cas particulier, mais son rôle est indéniable. »

Le Dr Kelsch, ancien inspecteur des services sanitaires de l'Armée, membre de l'Académie de Médecine, dit : « Il y a eu dans l'armée des exemples qui ont la valeur d'expériences et qui attestent de la façon la plus formelle la puissance pathogène du surmenage dans le développement de la tuberculose. Dans le régiment des pompiers de Paris, notamment à la suite de la mise en vigueur d'une nouvelle méthode qui exigeait un surcroît de travail, le nombre de tuberculeux a doublé, et il est redevenu normal dès que le service a été moins pénible. »

Le Dr Armingaud, dans un rapport sur la tuberculose, fait la constatation suivante : « Dans les pays où la mortalité générale et notamment la mortalité tuberculeuse, ont diminué dans de notables proportions, en Angleterre et en Allemagne, il n'en faut pas faire remonter la cause aux seules mesures dérivées de l'hygiène, mais à l'amélioration des conditions économiques, augmentation des salaires, diminution des heures de travail. »

A la suite de ces rapports et déclarations, la Commission du Ministère de l'Intérieur a adopté à l'unanimité la motion suivante : « La Commission permanente de la Tuberculose est d'avis que le repos hebdomadaire est une cause de la diminution de surmenage, et que la diminution du surmenage est favorable à la santé des ouvriers. »

Alcoolisme. — L'alcoolisme n'est-il pas lui aussi trop souvent une conséquence du surmenage?

Une des raisons qui pour M. Godart, rapporteur de la commission (1) doivent entraîner la réduction et l'unification du travail à 10 heures dans l'industrie est la suivante : la nouvelle loi sauvegardera l'avenir de la nation en interdisant le gaspillage de ses forces vives. Elle exercera une influence bienfaisante sur toutes les énergies utiles du pays. Il en résultera une amélioration de la santé physique et morale de l'individu : « Si pour lutter contre le surmenage il a recours à l'alcool, pouvez-vous lui en faire un reproche? Non, assurément. Étant donné ses conditions d'existence, l'alcoolisme n'est pas chez lui un vice personnel, c'est un mal social dont il subit la contagion ».

Mais nous nous réservons d'entrer un peu plus avant dans les détails que nécessite cette question et celle, si importante, des rapports de la moralité de l'ouvrier avec l'état de surmenage, lorsque nous parlerons des conséquences qu'aura pour l'ouvrier la réduction de la durée du travail (2).

Chômage. — Quant au chômage, n'est-il pas lui aussi causé indirectement par le surmenage, puisque ce dernier dérive des longues journées?

Le monde ouvrier, dit M. Mauger (3), demande non seulement la journée de 10 heures, mais celle de 8 heures et la semaine anglaise et cela surtout pour diminuer la plaie du chômage qui va grandissant chaque jour. Depuis le vote

(1) Séance du 22 février 1912, J. O. du 23, p. 419.

(2) Voir plus loin : III^e Partie, Point de vue individuel, Ch. VII,

(3) Séance du 20 juin 1912, J. O. du 21, p. 1.611.

de l'amendement Delpierre, différents congrès se sont émus. M. Mauger cite l'ordre du jour du Congrès de Nevers qui comprenait les délégués de plus de 72 syndicats. Il est vrai qu'à la suite de la guerre, hélas, la question du chômage ne se posera peut-être plus de longtemps (1).

Divers. — Le surmenage et les longues journées privent encore l'ouvrier de loisirs auxquels comme homme, il a droit; elles ont indirectement les pires conséquences pour sa famille, sa descendance, la race : nous traiterons plus loin ces questions. (2)

(1) Voir sur le chômage : III^e Partie, Ch. VII : Point de vue Individuel.

(2) Voir III^e Partie, Ch. VI : Point de vue National et Ch. VII : Point de vue Individuel.

CHAPITRE IV

APPRENTISSAGE

La situation actuelle de notre législation concernant la durée du travail provoque et entretient le surmenage ouvrier, ayant sur la famille et le pays, nous le verrons, les plus tristes répercussions. Il y a plus : elle favorise la crise d'apprentissage.

Bien que cela puisse paraître surprenant au premier abord, la législation du travail concernant les adultes — celle dont nous nous occupons — peut avoir sur l'existence et la formation des apprentis les plus grandes conséquences. Il est évident par exemple que si on ne peut pas enlever à ces derniers leur statut de 10 heures, l'unification pour tous — enfants, femmes et *adultes* — sur cette base, aplanira les difficultés nées de la différence de traitement et qu'il n'est pas inutile de rappeler brièvement.

Depuis la loi de 1900 (1), les industriels sont aux prises avec les plus grandes difficultés pour pouvoir concilier les nécessités de leur production avec les exigences de cette loi qui veut que là, où il y a un élément femme et enfant, dans le même local tout au moins, personne ne travaille plus de 10 heures. Mais le concurrent lui, qui n'emploie

(1) Voir sur la loi, son interprétation et son application au chapitre : Aperçu historique.

pas d'enfants, peut faire travailler 12 heures, plus quelquefois. Alors on renvoie les enfants... ou, on établit des cloisons qui les séparent des adultes. Or, le bon apprentissage ne peut se faire qu'au contact de l'ouvrier, et quand l'enfant a atteint 18 ans, il n'est qu'un très médiocre ouvrier.

Si aucun ouvrier ne peut jamais travailler plus de 10 heures, ces inconvénients disparaissent.

Notons que si l'on a renvoyé femmes et enfants, ce n'est pas toujours pour faire travailler 12 heures ou plus journellement : c'est quelquefois pour pouvoir simplement le faire dans des moments de presse (1).

Lors de la discussion du projet de loi des 10 heures dont nous allons aborder l'étude dans un instant (2), M. Lauche, député socialiste (3) va avec un grand luxe d'arguments insister sur les effets néfastes de la loi de 1900 sur l'apprentissage et montrer qu'en chassant les apprentis des ateliers et des usines, elle a compromis l'apprentissage national ; à ses yeux la solution de la crise ne doit pas être cherchée dans la création d'écoles d'apprentissage, parce que l'apprentissage complet ne peut pas se faire dans des écoles, et qu'il a besoin d'être complété par le travail dans les usines à côté d'ouvriers connaissant le métier. Il insiste également sur ce fait que la loi de 1900 n'a pas eu seulement pour conséquence la crise de l'apprentissage, mais qu'elle a eu aussi une répercussion sur la criminalité : « Les jeunes gens qui ont été chassés des usines et des chantiers que sont-ils devenus ? A l'âge où ils auraient pu aider le chef

(1) Cf. le chap. Portée de la loi (dérogations).

(2) Voir III^e partie.

(3) Séance du 8 février 1912, *J. O.*, 9 février *in extens*, p. 242.

de famille, ils ont été mis à la rue; dans l'impossibilité de trouver du travail. Nombreuses sont les familles où l'on voit les jeunes gens de treize, quatorze ou quinze ans inoccupés et obligés d'attendre leur dix-huit ans pour trouver un emploi; et cela pour que les patrons puissent faire travailler leurs ouvriers 12 heures. Et alors, c'est la rue avec ses vices et tous ses dangers qui a conduit tous ces jeunes gens hors du droit chemin ».

« La crise de l'apprentissage, dit l'abbé Lemire député du Nord (1), sévit surtout dans la grande industrie où elle est due au développement du machinisme, puisqu'on peut faire aujourd'hui exécuter par des engins mécaniques ce qui autrefois nécessitait l'intervention de l'homme. Mais les petits ateliers, et notamment les petits ateliers ruraux, ont encore besoin d'apprentis. On connaît les inconvénients de la loi de 1900. Qu'a-t-on fait pour y remédier? On a institué, dans certaines industries, à côté des ateliers d'hommes, des ateliers séparés pour femmes et enfants, de façon à les garder, mais on n'a pas à s'en louer parce qu'on a augmenté, sans bénéfices, les frais généraux, et aussi parce que l'enfant ne s'est plus trouvé en contact avec l'ouvrier adulte, son vrai guide. On a aussi organisé des écoles d'apprentissage, comme M. Coutant à Ivry, mais l'inconvénient de ces écoles c'est que le professeur n'est pas un ouvrier et ne traite pas les matières à transformer comme les traite l'ouvrier. Si nous n'y veillons pas, l'industrie française court un très grand danger pour l'avenir. Ce qui assure la supériorité d'un peuple, ce n'est pas

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 415.

d'avoir un certain nombre de portefaix et de manœuvres, c'est d'avoir des ouvriers habiles, qui peuvent, par leur ingéniosité, leur dextérité de main, se maintenir à la hauteur de tous les progrès, inventer toujours quelque chose de nouveau. Ce qui a fait la supériorité de l'ouvrier français sur le marché du monde, c'est précisément ces qualités d'habileté de main, d'aptitude ingénieuse, où l'intelligence s'unit à l'effort matériel et le domine. Si nous voulons garder cette supériorité de la main-d'œuvre française, il est temps de s'en préoccuper, il est temps de faire quelque chose. » Ce quelque chose est pour M. Lemire, nous le verrons, le vote de la loi de 10 heures.

Il faut voir, dit M. Godart(1), un réel péril dans le renvoi des apprentis et dans la situation qui est actuellement faite aux industriels qui veulent employer des jeunes gens et faire leur éducation technique à l'usine. Et le rapporteur examine ce qui est advenu à la suite de l'application de la loi de 1900.

Les adultes travaillant avec des femmes et des enfants ont vu leur journée réduite à 11 heures, à dater du 20 mars 1900; puis à dater du 30 mars 1902, à 10 h. 1/2; et enfin à dater du 30 mars 1904, à 10 heures. Or les statistiques prouvent qu'au mois de mars 1902, c'est-à-dire au moment de l'application de la journée de 10 h. 1/2, le nombre de garçons employés dans les établissements industriels, au-dessous de 18 ans, est tombé de 246.719 à 236.425. Les industriels, dans le but de faire échec à la loi, ont alors congédié les enfants de leurs usines, sans se

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 246.

rendre compte du préjudice qu'ils se portaient à eux-mêmes, puisque la génération qu'ils chassaient de leurs ateliers était celle qui était appelée à leur fournir les ouvriers qualifiés qui leur font actuellement défaut.

En 1903, le nombre des jeunes gens au-dessous de 18 ans est remonté à 238.306, mais en 1904, à la suite de la seconde diminution d'une demi-heure, il retombe à 236.550 et descend en 1905 à 234.767. Il y a donc entre 1901 et 1905 un écart de 12.000 unités ! Il y a donc eu crise :

Mais cette crise apparaît plus grave encore quand on constate l'augmentation du nombre des établissements uniquement assujettis à la loi de 1848, c'est-à-dire *n'employant que des adultes*. Leur nombre passe de 33.617 en 1902 à 36.484 en 1904 et le personnel uniquement adulte s'élève de 247.277 à 324.382. Il faut aussi tenir compte de ce fait, que beaucoup d'industriels, pour tourner la loi de 1900, ont employé ce qu'on a appelé « le subterfuge des locaux séparés », c'est-à-dire qu'ils ont aménagé des locaux à part, nettement placés en dehors de ceux où sont employés les hommes adultes afin que, d'un côté du mur *édifié dans ce but*, on fasse 10 heures et que de l'autre côté on puisse continuer à faire 12 heures. La collaboration nécessaire avec l'ouvrier adulte disparaît pour l'apprenti et cela n'en contribue pas moins que le renvoi des enfants à la crise de l'apprentissage.

Lrs industriels ont d'ailleurs commis une faute lourde en s'efforçant de trouver dans l'enfant une main-d'œuvre à bon marché au lieu de considérer en lui l'ouvrier de demain. La crise de l'apprentissage a été particulièrement aggravée par la loi de 1900. C'est surtout la petite et

moyenne industrie qu'elle affecte parce qu'elles n'ont pas pu, comme la grande, réaliser la séparation des locaux pour faire faire douze heures aux adultes et pour soutenir la concurrence. Aussi ces industries (la petite et la moyenne) n'ont qu'un moyen de se défendre, c'est le renvoi des enfants. C'est ce que constatait en 1909 l'inspecteur du travail de Reims : « Les petits industriels, disait-il dans son rapport, sont quelquefois obligés, malgré eux, de ne plus occuper d'apprentis en raison de la concurrence qui leur est faite par leurs confrères qui jouissent d'une liberté absolue quant à la durée du travail parce qu'ils n'emploient que des adultes. Aussi souhaitent-ils vivement que la question soit réglementée pour tous afin qu'ils puissent, comme autrefois, former des apprentis. »

Que se passe-t-il à l'heure actuelle, continue le rapporteur? Dans les établissements à personnel mixte, où il y a des femmes et des enfants à côté d'adultes, ces derniers font la journée de 10 heures sans aucune espèce de dérogation possible sauf pour les industries saisonnières énumérées par le décret. Or, les faits démontrent que bien des industriels renvoient les apprentis, *non pour pouvoir faire faire 12 heures* à leurs adultes *tous les jours* de l'année, mais pour avoir la facilité, *aux époques de presse*, de prolonger le travail. *C'est là une nouvelle cause du renvoi des apprentis et de la crise.*

Écoutons l'inspecteur de la 2^e division, en 1909 : « Bien que de nombreux industriels n'occupant que des adultes aient adopté la journée de 10 heures, ils ne veulent plus néanmoins reprendre d'enfants, pour conserver en cas de poussée la faculté de reprendre la journée de 11 heures ou

de 12 heures. Pour remédier à cet inconvénient, j'ai indiqué dans tous mes rapports de fin d'année, d'accord avec mes collègues, qu'il suffirait d'accorder à toute industrie une tolérance de 12 heures par an. » Or, c'est précisément le vœu qui est réalisé par le projet de loi, nous allons le voir, quand nous nous occuperons de la question des dérogations dans ce projet.

La conséquence qui résulte de l'état de choses actuel, dit M. L. Bourgeois (1), est... depuis 1900 une prime à ceux des patrons qui éliminent le travail de la femme et de l'enfant, contribuant ainsi à aggraver la crise d'apprentissage.

M. Mauger (2) fait observer, qu'actuellement le père et la mère peuvent difficilement surveiller le travail de leur enfant, parce que la législation ne permet pas à l'industrie de réunir les adultes et les enfants dans un même atelier où ils pourraient faire un travail profitable pour tous. Il ne faut pas laisser se prolonger cette situation. Il y a intérêt, pour la petite comme pour la grande industrie, à adopter la journée de 10 heures.

Actuellement dans un établissement industriel où il n'y a que des ouvriers adultes, dit M. Justin Godart (3), s'il y plus de 20 ouvriers sans moteur mécanique, ou, s'il y a un moteur mécanique, quelque soit le nombre des ouvriers, le décret-loi de 1848 impose une durée légale de journée de travail de 12 heures.

Mais d'autre part, si dans un établissement où travaillent

(1) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 524.

(2) Séance du 20 juin 1912, *J. O.* du 21, p. 1611.

(3) Séance du 27 juin 1912, *J. O.* du 28, p. 1801.

des ouvriers adultes, quelqu'en soit le nombre, une femme ou un enfant est employé dans les mêmes locaux, depuis la loi du 30 mars 1900, les ouvriers ne peuvent plus faire que 10 heures; la durée légale de la journée est la même pour tout le personnel.

Qu'est-il arrivé? Beaucoup d'industriels, pour pouvoir laisser leurs ouvriers adultes sous le régime de la journée de 12 heures, ont renvoyé les femmes et surtout les enfants; ce fut une des causes de la crise de l'apprentissage que nous subissons si cruellement en France.

« Certes la crise de l'apprentissage a d'autres origines (1) (que les dispositions de la loi du 30 mars 1900) la division du travail, la multiplication des grands établissements où l'apprenti ne saurait être sous la surveillance du patron, le désir des familles de voir rémunérer tout de suite le travail des enfants; cette crise sévit dans d'autres pays et conduit partout à une réforme, à une organisation de l'enseignement professionnel. Mais il n'en est pas moins vrai que la loi du 30 mars 1900 introduit un certain trouble dans la concurrence industrielle en laissant une latitude plus grande dans l'organisation du travail aux établissements qui renvoient les apprentis. Les rapports annuels des inspecteurs divisionnaires et de la Commission supérieure du Travail abondent sur ce point en détails intéressants ».

Dès le début de son rapport, M. Justin Godart (2)

(1) Exposé des motifs, Doc. parl. annexe 272, session ord. de la Chambre des Députés, p. 648.

(2) Rapport du 15 avril 1911, Chambre des Députés, annexe 967, Doc. Parl., p. 1444.

indique, parmi les raisons qui militent en faveur de l'adoption du projet de loi, qu'il est nécessaire d'en finir avec la diversité de notre législation du travail, en ce qui concerne la limitation de la journée; car la complexité de notre régime permet trop aisément, dans le sein d'une même industrie, une concurrence deshonnête dont souffrent les patrons scrupuleux et qui a sur l'apprentissage les plus fâcheuses répercussions.

Quelques indications intéressantes, nous seront aussi fournies par le rapport à la Commission supérieure du Travail en 1912.

M. Boulisset, inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription (1) donne l'exemple suivant :

« Une usine occupant 250 ouvriers a renvoyé une dizaine d'enfants pour échapper à la limite des 10 heures dans un de ses ateliers. »

M. Despaux, inspecteur divisionnaire de la 2^e circonscription (2), s'exprime en ces termes :

« Comme renvoi d'enfants, il y a peu à signaler, et seulement quelques cas particuliers. Une maison de Bléré, dans l'Indre-et-Loire, qui avait renvoyé ses apprentis, en a repris trois qu'en temps de presse on fait travailler dans un atelier isolé.

Par contre, une maison de construction d'autos de Tours, à la suite d'un procès-verbal, a renvoyé 7 apprentis. A la suite d'observations faites par l'inspecteur, dans un atelier de cimenterie à St-Juniers (Hte-Vienne), 2 apprentis ont

(1) Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.

(2) Loiret, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Vienne, Haute-Vienne, Allier, Creuse.

été renvoyés, de même un important garage de Limoges en a renvoyé 4. »

Certains patrons ne reculent pas devant de louables efforts : « Dans l'industrie du meuble de la région d'Autun, dit l'inspecteur de la 3^e circonscription, où l'apprentissage a particulièrement souffert depuis 1900, les fabricants ont admis cette année une trentaine d'enfants pour favoriser *des tentatives de meilleur recrutement* des ouvriers ébénistes et essayer de relever le niveau des aptitudes professionnelles. »

La Commission de la Somme, siégeant à Abbeville (1), a émis le vœu que la loi du 30 mars 1900 fut modifiée dans un sens plus large afin que soit ainsi supprimé un des facteurs les plus importants de la crise de l'apprentissage.

L'inspecteur divisionnaire de la 7^e circonscription (2), M. Gillet cite les rapports de ses inspecteurs :

« M. Genet expose en ces termes les difficultés rencontrées dans bon nombre d'établissements à personnel mixte pour faire respecter la journée de 10 heures :

La loi du 30 mars 1909, adoptée nécessairement partout où la main d'œuvre des femmes et des enfants est indispensable, est toujours d'une application difficile, là où le concours du personnel protégé n'est pas indispensable. L'emploi de ce personnel est devenu une véritable *charge* dont on se libère sous un prétexte quelconque. A une contravention pour un motif absolument étranger à la loi de

(1) M. Le Gouis, 6^e circonscription (Somme, Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados, Manche) Commissions départementales.

(2) Sarthe, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Vendée, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres.

1900 correspond souvent, nous le constatons avec regret, *le renvoi des enfants*. Parfois même une simple observation au sujet des livrets, de la tenue du registre etc... ferme aux jeunes gens l'accès de l'atelier. Nombre de patrons ont pour principe absolu de refuser les jeunes gens ; il en est même qui n'embauchent leurs jeunes ouvriers que sur la présentation d'un acte de naissance. Ces renvois, ces refus d'embauchage indisposent les parents contre cette loi du 30 mars 1900. Ils viennent nous faire l'exposé de leurs doléances, mais nous ne pouvons leur donner satisfaction. Il en est des situations vraiment désolantes ; en voici une qui mérite d'être citée en exemple : En décembre, la mère d'un jeune homme qui aura 18 ans le 23 février prochain, vint nous exposer que son fils, arrivé récemment d'un département voisin et pourvu d'excellents certificats qu'elle nous montra, ne trouvait à s'embaucher nulle part au Mans, parce qu'il n'avait pas 18 ans. Ce garçon, nous l'avons su depuis par un entrepreneur de transports qui occupe son père, *a frappé vainement à la porte de six usines*, partout il a été éconduit. Ce même entrepreneur l'occupe aujourd'hui comme homme de peine en attendant le 23 février. Situation bizarre et fâcheuse que ne comprendra jamais celui qui la subit. »

M. Bécrot dit « que les difficultés rencontrées dans l'application des lois et décrets réglementant la durée du travail sont toujours identiques et s'accroissent chaque année.

Elles ne se représentent pas, il est vrai, dit-il, dans les mêmes établissements, car les industriels qui ont fait l'objet antérieurement, de poursuites pénales, pour des

infractions de cette nature ont pris généralement leurs dispositions pour *soustraire* leurs ateliers à ces prescriptions légales. Toutefois en 1911, nous avons encore constaté le *renvoi* momentané ou définitif de 33 enfants et 4 femmes dans les professions suivantes : serrurerie, forge, maréchalerie, charronnage, carrosserie, cycles et automobiles, mécaniciens, menuisiers, ébénistes, constructeurs de bateaux, nickelage et émaillage, fabriques de vannerie. »

M. Millerand indiquait déjà, dans son rapport à l'Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs en 1904, que l'extension de la journée de 10 heures à toute l'industrie aurait l'heureux effet de faire disparaître le plus grand inconvénient de sa loi de 1900, puisque « certains industriels renvoient leurs apprentis » et que « les établissements passent dans la catégorie du décret de 1848 qui ne les astreint qu'à la journée de 12 heures. »

Nous nous proposons de voir plus loin dans quelle mesure la loi des 10 heures pourrait porter remède à tant de mal.

CHAPITRE V

DIVERS

Pour compléter le tableau de la situation présente, il n'est pas sans intérêt d'indiquer quelques points de beaucoup moindre importance, mais qu'il faudrait comprendre dans la réforme.

M. Bourgeois a attiré l'attention sur la véritable prime dont jouissent certains patrons :

« Il existe (1), dans la législation française, trois régimes différents pour la durée du travail effectif des hommes adultes :

1° La loi de 1900 qui fixe pour eux la limite à 11 heures dans les ateliers où travaillent également des femmes et des enfants.

2° La loi de 1848 qui établit la journée de 12 heures pour les adultes dans les établissements industriels qualifiés usines et manufactures (moteurs mécaniques ou employant plus de 20 personnes).

3° Le régime des adultes hommes travaillant sans femmes ni enfants qui ne sont pas soumis à la loi de 1848 et pour lesquels *aucune* limite n'est prévue.

La conséquence qui résulte de l'état de choses actuel,

(1) M. Léon Bourgeois, Ministre du Travail, séance du 29 février 1912
J. O. du 1^{er} mars, p. 524.

ajoute M. Bourgeois, est une inégalité très grande entre les salariés et les patrons des différentes industries et depuis 1900 une prime à ceux des patrons qui éliminent le travail de la femme et de l'enfant, contribuant à aggraver la crise de l'apprentissage.

Il est bon d'attirer une fois de plus l'attention sur ces « cloisons » qu'ont établies les industriels pour échapper à la loi de 1900, suivant en cela l'interprétation de la Cour de Cassation (1) sur l'interprétation administrative de la loi de 1841 : l'atelier qui ne contient pas plus de 20 ouvriers n'est usine ou manufacture que s'il emploie un moteur mécanique; sur la possibilité d'abus tels que celui que nous cite M. Henri Ranoux, nous rapportant le moyen suivant qu'emploient certains industriels pour tourner la loi de 1848 :

Une équipe travaille de midi à minuit, puis, après un repos d'une heure seulement, recommence à faire 6 heures ou plus, ce qui peut faire, de suite, 18 heures ou plus.

Il y a aussi la difficulté de constater les infractions aux lois du travail : « Les industriels hésitent, dit M. Cavalié (2), à déclarer exactement la durée du travail journalier. Certains maréchaux ferrants qui m'avaient d'abord déclaré ne travailler que 10 heures par jour ont dû reconnaître ensuite que la durée du travail était de 11 heures et même 12 ».

« Les constatations (3) des dépassements à la durée du travail sont devenues plus difficiles encore depuis le dernier arrêt de la Cour de Cassation. Dans tous les cas où l'heure

(1) Cf. le chapitre : historique.

(2) Rapp. Comm. sup. Trav., 1912, 1^e circonscription.

(3) Rapp. Inspect. 1^{re} circonscription, *loc. cit.*

de commencement du travail n'avait pu être juridiquement établie, il restait à l'inspecteur la ressource de relever une contravention pour horaire inexact. L'arrêt de la Cour de Cassation enlève cette dernière arme et une modification de la loi est urgente si l'on veut que les abus de ce genre puissent être réprimés. »...

« La jurisprudence (1) établie par plusieurs arrêts de la Cour de Cassation décidant que l'industriel n'est pas en contravention, lorsqu'il ne suit pas l'horaire affiché pour le commencement et la fin du travail et concernant les repos, apporte une entrave très sérieuse à la répression des infractions concernant la durée du travail ; il est pour ainsi dire matériellement impossible de découvrir les contraventions si le personnel, soit par suite d'une entente avec le patron, soit par crainte de renvoi, donne des renseignements inexacts lorsqu'il est questionné par notre service. »

Autant de maux divers dont malheureusement le projet pendant devant le Sénat ne saurait avoir la prétention de ne résoudre qu'en partie :

(1) 10^e circonscription. — Nous avons rencontré plus haut (1^{re} partie), l'arrêt de la Cour de Cassation dont il est question ici.

TROISIÈME PARTIE

LES PROJETS DE LOI DEVANT LE PARLEMENT

CHAPITRE PREMIER

ÉCONOMIE SUCCINCTE

Nous étant mis au courant de l'état de la législation sur le travail de l'adulte dans l'industrie, nous avons pu constater les résultats que son application a pu donner.

A s'en tenir aux deux points de vue où nous nous sommes placés, nous nous sommes rendus compte qu'ils sont des plus défectueux. On y a voulu porter remède : des projets, des propositions de loi furent déposés. Nous ne pouvons disjoindre leur étude de celle de la situation actuelle et des améliorations que nous reconnaissons comme indispensables ; leur discussion est des plus fécondes en enseignements, tant sur l'un que sur l'autre de ces points. En cherchant à réduire la journée de travail de l'adulte et à établir dans la mesure du possible un régime uniforme, les intentions des réformateurs étaient de solutionner d'un coup les deux grosses questions qui restent, selon nous, les deux

plaies de l'organisation actuelle, celle du surmenage et celle de l'apprentissage.

Les deux principaux projets sont ceux de 1906 et de 1910, tous deux déposés par le Gouvernement (1).

Le premier projet fut déposé à la Chambre, le 10 juillet 1906, par le Ministre du Commerce, alors M. Doumergue (2). La Commission du Travail reçut les délégations et les industriels intéressés. Le rapporteur, M. Justin Godart, statua par un rapport le 21 mars 1907 (3). La discussion générale

(1) En 1898, MM. *Loyer Rogez*, déposèrent le 16 décembre une première proposition renvoyée à la Commission du Travail (D. p. 540, *J. O.*, 544). Le 17 nov. 1910, M. *Vaillant* déposa une proposition relative à la journée de 8 heures (D., p. 469, *J. O.*, p. 114) renv. à la Commission du Travail. Cf. aussi, prop. de loi *Dron* du 11 juillet 1902 (D., p., N° 296, *J. O.*, p. 777). Rapport somm. *Morel*, 23 oct. 1902 (D. p. 365, *J. O.*, p. 132), prop. de loi *Millerand*, le 14 oct. 1902 (D. p. 324, *J. O.*, p. 80). Prop. de loi *Cougy* du 20 oct. 1903 (D. p. 324, *J. O.*, p. 10). Renvoi à la Commission du Travail.

Il faut noter aussi le projet Richard Waddington-Lecomte (25 décembre 1903) voté par le Sénat, le 24 mars 1904 (option pour les industriels entre 10 heures pendant six jours consécutifs ou 11 heures pendant cinq jours et cinq heures le samedi). Dans la même séance, le Sénat vota des dispositions complémentaires ne tendant rien moins qu'à ramener les 10 heures et demie et même les 12 heures (Pic). Nous reviendrons aussi sur cette proposition qui, surtout en ce qui concerne les dérogations, « est un recul non seulement sur la loi de 1900, mais même sur celle de 1892 » (Jay).

Citons pour mémoire : sur dérog. Projet de loi du 7 fév., 1912 Min. du Trav. (D. p. N° 55. *J. O.*, p. 524) renv. Comm. du Trav. des femmes et enfants dans l'Industrie. — Journée de 8 heures, Métro, Colly 17 no. 1913, D. p. 3213, p. 88 renv. Comm. du Trav. — Duréed du trav. en France, *J. O.*, 10 août 1912, année 1896, Déb. Ch. 16 fév. 1912, p. 379. Trav. mines ann. N° 1255, édit. in-4, p. 101. Prop. Grillon, sur Conférence internationale, 5 nov. 1906, D. p. 379, renv. Comm. du Trav. . *O.*, p. 65.

(2) D. p. 236.

(3) D. p. 876, p. 2092. Second rapport Godart, D. p. 1767 et annexe p. 430, 451, 499.

s'ouvrit à la Chambre le 2 juillet 1908 (1), mais la législation se termina avant qu'elle fut achevée. Ce projet contient les dispositions fondamentales du projet de 1910 (entre autres la journée de 10 heures). Il comporte dans ses grandes lignes : la protection du travail commercial et industriel, l'extension de la réglementation du travail des enfants et des femmes aux petites industries de l'alimentation (qu'un avis du Conseil d'État de 1894 y avait soustraits); l'obligation dans les établissements commerciaux d'un repos ininterrompu de 11 heures; l'extension de la loi aux ateliers de famille exécutant leur travail à l'aide d'un moteur mécanique (disposition peu heureuse).

Repris le 7 juillet 1910, où le Ministre du Travail, alors M. Viviani, le déposa sur le bureau de la Chambre (2), le projet a pour titre ; « Projet de loi tendant à réduire à 10 heures la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels ». M. Justin Godart déposait son rapport le 15 avril 1911, au nom de la Commission du Travail (3). Il fallut attendre près de 10 mois pour que la Chambre commençât à délibérer le 25 janvier 1912. La discussion s'est poursuivie chaque semaine pendant un mois et le vote du premier article proposé n'eut

(1) Pour les dispositions autres que celles concernant le contrôle de la durée du travail.

(2) D. p. 272, *J. O.*, p. 648. Renv. à la Commission du Travail, le 12 juillet 1910.

(3) D. parl. 967, *J. O.*, p. 1444. — Rapp. supplém. Godart 1^{er} fév. 1912. Séances des 8, 15, 22, 29 fév. ; 5, 7, 11, 14, 21 et 28 mars 1912 : discussion après déclaration d'urgence. 2^e rapport suppl. Godart, 30 mai 1912 (D. p. N^o 1939 : *J. O.*, p. 1266). Séances des 30 mai, 6 et 20 juin. 3^e Rapport suppl. Godart, 25 juin 1912 (D. p. N^o 2051 ; *J. O.*, p. 1421). Séances des 27 juin et 4 juillet. Adoption du projet. Transm. au Sénat, le 5 nov. 1912 (D. p. N^o 342) renv. aux bureaux.

lieu que le 28 mars, après un nouveau mois de discussion hebdomadaire. Avant l'adoption du projet, la Chambre y consacra dix-huit longues séances. « On ne pourra pas dire que la délibération a été hâtive. La discussion s'est poursuivie âpre, serrée, entre partisans et adversaires de la réglementation du travail. Les séances s'espaçant de huitaine en huitaine, les uns et les autres reprenaient, chaque semaine, de nouvelles forces pour la lutte, se documentant, déposant amendements sur amendements, remettant en question les solutions acquises.

Dans ces conditions, la victoire en a plus de prix, plus d'importance. Une énorme majorité, composée de membres de tous les partis a ratifié les textes longuement élaborés (1) ».

Le projet dispose que « dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines minières, et carrières, pour lesquelles la durée du travail n'est pas réglée par des lois spéciales, dans les entreprises de chargement et de déchargement, ainsi que dans les dépendances de tous ces établissements... le travail effectif des ouvriers adultes ne peut dépasser dix heures par jour ». La loi ne doit être applicable que progressivement. A partir de la publication des règlements d'administration publique, la journée de travail sera réduite à 11 heures; deux ans plus tard à 10 heures et demie, au bout de quatre ans, elle ne devra pas excéder 10 heures. Des dérogations générales comportant la faculté de conserver la journée de 12 heures pendant 60 jours par an sont prévues; les industries de plein air bénéficient de cette dérogation pour un maximum de

(1) J. Godart, *Quest. prat. lég. ouv.* juillet-août 1912. Le projet fut voté par la Chambre le 4 juillet 1912.

90 jours ; enfin des exceptions peuvent autoriser un supplément de dérogations (travaux préparatoires ou complémentaires, opérations nécessairement continues, force majeure). Ce projet ne vise que les ouvriers de l'industrie, mais s'applique à tous les établissements publics ou privés, laïques ou religieux, et même à ceux qui ont un caractère professionnel ou de bienfaisance.

Division de la troisième partie. — Nous aurons à revenir longuement sur l'économie du projet (1). Il lutte contre le surmenage et ses funestes conséquences, individuelles, économiques et sociales. Il s'efforce de résoudre en même temps la question de l'apprentissage... Et cependant, dès maintenant, une conclusion se fait jour en nous : surmenage, crise de l'apprentissage, est-ce que ce n'est pas tout simplement la méconnaissance de la physiologie dans les lois existantes, qui les ont causés ? Alors une question nous vient naturellement aux lèvres : est-ce que le projet de 10 heures tient compte cette fois-ci de la base physiologique de la durée du travail ? Nous nous efforcerons d'y répondre. Nous verrons ensuite pourquoi on a besoin de l'État pour se mêler de ces choses, et quel titre ont les ouvriers à soutenir leurs revendications. Puis nous nous demanderons si la réduction et l'uniformité de la journée de travail, établie enfin sur une base physiologique, auraient, outre celui d'apporter une solution à nos deux questions fondamentales, de réels avantages ; quels inconvénients — et s'ils sont fondés, -- elles pourraient entraîner. Cela revient à exa-

(1) Voir en outre au chap. « Textes » le détail des articles et la genèse de leur vote.

miner la répercussion du projet sur l'apprentissage, sur la condition de l'ouvrier aussi bien que sur la prospérité de l'industrie nationale, que sur l'amélioration de la race.

CHAPITRE II

LOI DES DIX HEURES ET BASE PHYSIOLOGIQUE

Résumons-nous d'abord. Que savons-nous exactement de cette « Base physiologique »?

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà indiqué au Chapitre III de la Première Partie. Nous nous bornerons à quelques indications qui résumeront les conclusions auxquelles nous sommes précédemment parvenus.

A la suite d'un travail physique prolongé, la fatigue est un phénomène d'auto-intoxication dû aux substances engendrées par le travail (1). Il en est très probablement de même pour ce qui regarde la partie intellectuelle du travail.

Dans le surmenage, conséquence du travail physique trop prolongé, les phénomènes non seulement sont de nature périphérique, mais encore affectent les centres nerveux ; l'organisme demande alors un temps déterminé de repos absolu.

Le travail physique excessif met fortement en jeu l'appareil circulatoire et entraîne à la longue l'hypertrophie et la dilatation du cœur, l'artério-sclérose généralisée. Il ralenti-

(1) Cf. Sachnine, Travail quotidien, Conclusions, p. 260 et suiv.

tit la circulation dans les reins, entraînant l'anémie rénale.

La morbidité et la mortalité sont élevées dans la classe ouvrière, surtout à partir de 30 à 35 ans, âge où les fatigues du métier l'emportent même sur les constitutions robustes. Le développement corporel de l'ouvrier retarde sur celui des autres classes sociales.

« Pour assurer une assimilation et une nutrition convenables, maintenir en équilibre les dépenses et les acquisitions de l'organisme », nous avons vu que le travail quotidien de 10 heures est *en général* un grand maximum, qu'il faudrait arriver à deux périodes de travail de quatre heures coupées par un repos de deux heures (journée de 8 heures).

Dans la cinquième heure de travail, les statistiques nous ont montré que l'épuisement et le manque d'attention occasionnent deux ou trois fois plus d'accidents que dans les premières heures.

Nous avons vu aussi que le travail excessif et les longues journées favorisent le développement de l'alcoolisme et du vice; qu'ils se répercutent sur la descendance de l'ouvrier et influent sur la vitalité et le développement de la race.

En dehors du travail proprement dit, les diverses circonstances qui l'accompagnent nécessairement, conditions d'hygiène, risques professionnels, poussières irritantes, etc. militent également en faveur de la réduction de la durée.

Ainsi donc deux processus accompagnent le travail physique : usure des matériaux de nutrition fournis par les aliments et l'oxygène de l'air et formation des substances toxiques, produits de l'activité cellulaire. Plus le travail est grand, plus se produisent avec intensité les deux processus. A défaut des substances ter-

naires, le travail des muscles trop prolongé empruntera aux albuminoïdes déjà assimilés et organisés, une part de l'énergie mise en œuvre. Ce que confirment les expériences de Tarulli (1). Quant aux déchets de combustion, ils s'accumulent dans le sang et deviennent si considérables qu'ils ne peuvent plus, nous l'avons vu, être détruits ou assimilés avec la rapidité nécessaire.

« L'organisme humain doit donc réparer les pertes qu'il a subies par le travail et les compenser par des acquisitions nouvelles. Il doit aussi se débarrasser des produits toxiques ». Les pertes du travail ne se réparent qu'après le travail et « les matériaux de nouvelle formation ne peuvent pas se fixer sur des tissus encombrés de déchets qui jouent le rôle des corps étrangers » (2). Sans que le travail s'arrête, le lavage des tissus ne peut s'accomplir régulièrement : « La formation continuelle de nouveaux déchets annule totalement le résultat du nettoyage exercé par le courant sanguin ». Nous savons aussi que, d'autre part, le travail physique produit d'importants phénomènes de fatigue dans les centres nerveux.

L'organisme doit donc se reposer.

« Le sommeil réunit toutes les conditions du repos complet. Les muscles de la vie de relation sont relâchés ; ceux de la vie organique fonctionnent avec moins d'intensité ; la respiration et le pouls sont moins fréquents ; la température s'abaisse ; le cerveau se repose et sa circulation est

(1) Oddi et Tarruli « Arch. it. de Biol. », t, XIX cité par Sachnine, p. 151. Dans le même sens : Revilliod, Tissié, prof. Mairet.

(2) Sachnine, « Travail Quotidien », p. 154-155.

beaucoup moins active; la production des toxines est réduite au minimum (1) ».

« L'importance de la régularité du sommeil » de l'ouvrier est donc de toute évidence. Sept et huit heures sont, nous l'avons vu, un minimum.

Mais ce n'est pas ici la question qui surtout nous occupe. Il importe avant tout qu'il n'y ait pas *travail tel que le repos de la nuit ne soit plus suffisant pour le reposer*; qu'il n'y ait pas dans le sang telle accumulation de matériaux de déchet qu'ils ne puissent jamais entièrement s'éliminer; il faut, en un mot, délimiter physiologiquement la durée du travail de l'ouvrier et équilibrer avec soin ses périodes de travail et de repos.

Il résulte clairement de nombreuses expériences que quatre heures de travail physique sont un maximum après lequel doit se trouver un repos (2).

Supposons, ayant travaillé quatre heures, les ouvriers développant une grande quantité de force musculaire : boulangers, portefaix, paveurs, maçons, forgerons, etc. Leur genre de travaux exige la mise en œuvre simultanée d'un grand nombre de muscles; chaque muscle produit toute la force dont il est capable, c'est l'effort. Il y aura production de plus d'acide carbonique que les poumons ne pourront en éliminer, d'où dyspnée; peu à peu troubles profonds dans la circulation pulmonaire et l'activité car-

(1) Cf. passim, ce que nous avons dit au sujet du sommeil, Cf. Lagrange cit. par Sachnine, p. 155.

(2) Maggiora, Bougoslairsky, Sachnine et Layet « Traité d'hygiène professionnelle », cités par Sachnine, loc. cit., p. 157.

diague (1). Les tissus de réserve s'usent et disparaissent rapidement : au bout de quatre heures, l'intervalle de repos s'impose.

D'autres travaux, que réclame l'industrie moderne, n'exigent pas un grand déploiement de force musculaire, mais — l'homme devenant la chose de la machine — une rapidité de mouvement qui croît avec la vitesse de cette dernière.

Donc, somme d'efforts peu considérables, mais souvent répétés qui devient équivalente à une série d'efforts considérables, mais lents. L'accumulation des effets de la fatigue sera la même. Il y aura cependant ici moins de fatigue pour le poumon et pour le cœur, *l'effort* musculaire violent tel que nous l'avons plus haut défini, n'intervenant que plus rarement. Mais l'autre genre de travail avait au moins l'avantage d'augmenter la nutrition du muscle ; ce qui ne se produira pas ici ; il circulera moins de sang dans une série de petites contractions rapprochées que dans une seule contraction très soutenue. Remarquons aussi d'autre part que dans les contractions rapides, le travail des nerfs intra-musculaires et des plaques motrices est plus considérable (2).

La vitesse, dans les mouvements, exige aussi, de la part des centres nerveux un surcroît de travail. Le passage alternatif et très rapide du relâchement à la contraction ne va pas, sans un ébranlement nerveux supplémentaire,

(1) Observations de Sachnine, en Angleterre chez les boulangers, cor-donniers, corroyeurs, etc. Halfort, en Allemagne, chez les batteurs de métaux (Layet), cités par Sachnine, *loc. cit.*, p. 158.

(2) Binet, Vashide, Chauveau, cités par Sachnine, *loc. cit.*, p. 159.

« rappelant celui qui succède à une vive émotion ou à une forte tension d'esprit ». Ici encore, quatre heures ininterrompues sont un maximum, et de même que dans le cas précédent, *deux heures* (1) de repos vont être nécessaires avant de recommencer.

A l'usine, il y a encore beaucoup d'autres travaux, où les efforts musculaires ne sont pas trop considérables, ni les mouvements trop rapides. Dans ces conditions, c'est la prolongation outre mesure du travail qui lui donnera le caractère du travail forcé. Le travail musculaire produit des déchets qui ne commencent guère à s'éliminer que 3 heures après leur formation. Toutes les substances toxiques, produites par un travail qui se prolonge quatre heures, seront donc entièrement accumulées dans le sang.

Nous nous sommes assez étendus sur les effets du travail physique trop prolongé pour ne pas y revenir. Le cœur, les poumons, les reins, les muscles, les centres nerveux sont atteints. Pour ce qui est de ces derniers, nous avons étudié ce qu'il en était du cerveau, du bulbe et de la moëlle. Les conducteurs de tramways, les aiguilleurs, les mécaniciens de chemin de fer et tant d'autres sont soumis à une attention constante. Même pour la partie de ces actes devenue quasi automatique, la moëlle épinière est en jeu et ressent les effets de l'épuisement. Dans un atelier de tissage mécanique, l'ouvrier dirige six ou même sept et huit (en Amérique) métiers à la fois. « Dans un métier battant 75 coups de navette par minute, les navettes se vident en 2, 3 ou 5 minutes et il faut les remplacer. Les

(1) Selon l'opinion autorisée des mêmes auteurs.

fil se cassent et il faut les renouer. » (1). Et il en est de même pour bien des genres d'industrie employant les machines-outils modernes. Le même effort mental est exigé des tricoteuses, tailleurs, couturières, piqueuses de bottines, compositeurs-typographes, ouvrières en fleurs artificielles, graveurs, horlogers, bijoutiers, télégraphistes, forgerons, etc.,.

M. le Professeur Jay (2), parlant de la limitation légale de la journée du travailleur suisse, s'étonne de voir dans des ateliers clairs, propres et aérés, des hommes jusque là pleins de santé, quittant leur ancien métier, pour réaliser les gains plus élevés à l'aide du métier à broder, prendre l'air languissant et endormi et se considérer à quarante huit ans comme vieux et à moitié invalides. C'est un effet de l'effort mental que nécessite le travail de broderie qui est la plupart du temps trop prolongé.

Ajoutons à cela la fatigue des organes des sens, odorat dans un air vicié, ouïe au milieu du bruit des machines, et nous serons d'accord avec Sachnine (3) pour affirmer, qu'au point de vue physiologique de la fatigue cérébrale ainsi que périphérique, quatre heures sont un maximum qui doivent être suivies d'un repos de deux heures pour pouvoir recommencer ensuite quatre nouvelles heures. Le total est de huit heures, nous verrons pour quelles raisons et provisoirement nous l'espérons, il convient de se rallier à la journée de dix heures.

(1) Rist, « La journée de travail de l'ouvrier adulte en France », p. 238.

(2) Jay, « La limitation légale de la journée de travail en Suisse », « Rev. d'Eco. Poli. », 1891, p. 818, cit. par Sachnine, p. 167.

(3) *Loc. cit.*, p. 169.

Si nous considérons la nutrition du travailleur, notre opinion n'en est que confirmée. « L'équilibre dans la dépense et l'apport de matériaux nutritifs sont une condition de première importance ». Chaque fois que l'usure et l'apport de matériaux nutritifs ne sont plus en rapport proportionnel, l'organisme, cela se conçoit, en subit un sérieux préjudice, surtout si cela est répété *chaque jour*.

Les aliments, hydrocarbones ou albumines, ne peuvent être utilisés immédiatement par les tissus qu'ils doivent réparer. Il faut que la digestion les transforme et les rende assimilables, qu'ensuite le sang les reprenne et les porte aux tissus.

Or, la digestion complète s'effectue en *six heures*. « Les mouvements de l'estomac commencent environ un quart d'heure après le repas. La digestion stomacale dure en moyenne une heure ; la digestion duodénale un quart d'heure (1), ce qui fait donc environ deux heures pour les digestions buccale, gastrique et duodénale. » Puis viennent la digestion ultérieure et l'absorption à partir du passage dans le jejunum (au maximum quatre heures). Or, pendant les deux premières heures de la digestion, l'homme ne devrait pas travailler. Le travail physique suivant immédiatement le repas empêche la formation du chyme. « Le suc gastrique est en quantité moindre, il contient moins d'acide chlorhydrique et plus de mucus ; son pouvoir digestif est beaucoup plus faible. Les aliments non digérés passent avec beaucoup plus de rapidité dans l'intestin. Mais la digestion ultérieure et l'absorption ne vont se faire

(1) Landois, « Physiologie humaine », cité par Sachniue, p. 170.

normalement que si la salivation, l'acidulation et le mélange avec la bile, les sucs pancréatique et intestinal se sont accomplis normalement » (1). C'est à cette seule condition qu'il se formera le chyme stomacal et intestinal. « Cette transformation n'ayant pas eu lieu, les matériaux nutritifs ne sont pas absorbés par les parois intestinales. Si la digestion stomacale et duodénale est empêchée par les mouvements du travail professionnel, les albuminoïdes ne sont pas dissociés ni peptonisés ; la fibrine n'est pas désagrégée en flocons ni réduite en poussière fine ; les graisses ne sont pas suffisamment dédoublées et émulsionnées. Résultat : impossibilité pour les albuminoïdes et les graisses en grande partie d'être absorbés par les capillaires sanguins, par les chilifères et les cellules épithéliales des villosités intestinales. Une grande partie de ces substances sera donc perdue pour l'organisme et rejetée » (2).

D'autre part nous connaissons le rôle que joue l'oxygène dans la nutrition. Nous savons aussi que la contraction énergique du muscle élève à de grandes proportions l'acide carbonique exhalé par ce muscle, « que la quantité d'oxygène ainsi excrétée dépasse celle de l'oxygène absorbé dans le même temps » (3). Quant à l'acide carbonique dégagé par le poumon il « croît plus que l'oxygène absorbé et le rapport de l'un à l'autre tend même à dépasser l'unité alors qu'à l'état de repos il est de 0,75 environ » (4). Pendant la

(1) Sachnine, *loc. cit.*, p. 170.

(2) Sachnine, *loc. cit.*, p. 170-171.

(3) Selon une expérience de Chauveau le quotient $\frac{\text{CO}_2}{\text{O}}$ peut passer de 0,719 au repos à 1,26 pendant le travail, cité par Sachnine, p. 172.

(4) Hanriot et Richet, Pettenkofer et Voit, Speck, Chauveau, Lantz et Lehmann, cités par Sachnine, p. 172.

nuit au contraire, pendant le sommeil, « l'homme absorbe plus d'oxygène qu'il n'en dégage par l'acide carbonique ». L'excès d'oxygène serait emmagasiné. Mais lorsque le travail est trop prolongé ou trop fatigant, la perte d'oxygène n'est pas compensée par la nuit de repos. Le déficit peut atteindre 10 ou 20 0/0. Dans *tous les cas*, selon Sachnine, 9 heures de travail amènerait déjà un déficit qui va crescendo pendant tous les jours de la semaine. Il faut que l'individu, après sa journée de travail, revienne à l'état initial. Sans cela, l'organisme en arrive à un état de moindre résistance, se trouve être un terrain propice aux maladies; nous renvoyons ici le lecteur à tout ce que nous avons dit à propos de « la fatigue et du surmenage et l'invasion microbienne » (1).

En résumé, et en nous basant en outre sur tout ce qui a été dit à propos du surmenage (I^{re} part., chap. 2 et II^e part., chap. 3), nous pouvons affirmer, *qu'au point de vue de la physiologie et de la pathologie générale pures, la durée du travail professionnel ne doit pas permettre de dépasser un effort total de 100.000 kilogrammètres environ par jour* (2), ce qui dans presque tous les cas nous fournit *une journée de huit heures, de dix heures au grand maximum*, coupée par des repos convenables (au minimum de deux heures).

Il n'est pas sans intérêt d'entendre une opinion médicale qui se trouve être en contradiction avec celles de tous les

(1) Nous ne reviendrons pas non plus sur ce que nous avons indiqué en parlant du développement corporel de l'ouvrier.

(2) Il s'agit du travail purement physique ou presque. On a vu la difficulté de l'évaluation quand il s'y ajoute des éléments intellectuels un peu prononcés.

auteurs — et des plus autorisés — que nous avons cités et sur lesquelles nous nous sommes appuyés.

Le Docteur Maurice de Fleury (1) membre de l'Académie de Médecine, s'exprime en ces termes :

« Un ouvrier bien portant, *qui par ailleurs suit une hygiène rationnelle*, peut fournir sans épuiser ses forces, une dose de labeur quotidien au moins égale à celle qui est établie par l'usage et que les syndicats jugent actuellement abusive. J'estime même que cette dose de labeur est véritablement utile à l'entretien d'une vitalité normale. » Et il ajoute en note : « Cette phrase n'implique point qu'il faille voir en moi un adversaire résolu de la journée de huit heures ; je n'en suis pas non plus un partisan enthousiaste. Voilà vingt ans que certains États américains l'ont adoptée et certes l'industrie des E. U. n'en souffre pas. Mais il importe de considérer que dans les usines américaines, le travail est d'une continuité, d'une assiduité et d'une intensité que nous ne connaissons guère. Les ouvriers français, employés dans les grandes fabriques de Chicago, ont bien la journée de 8 heures coupée par une heure de repos ; mais ils vont tous se plaindre au consulat de leur pays de n'avoir pas le temps de fumer une cigarette ni le loisir de siffloter quelque refrain, tant est soutenue la tension d'esprit ou l'activité musculaire que l'on exige d'eux pendant quatre heures consécutives. Un ouvrier américain fournit en huit heures autant de « main-d'œuvre » que ne le fait en 10 heures un ouvrier parisien (2), et l'on peut douter que

(1) Quelques conseils pour vivre vieux, p. 265.

(2) Voir, passim, ce qu'il faut penser de cette allégation.

8 heures d'un travail un peu nonchalant puissent suffire à la prospérité d'une industrie à qui la concurrence étrangère fait déjà la vie dure. » Cette dernière considération dépasse la question médicale. Nous l'examinons par ailleurs.

Lors de la discussion de la loi des 10 heures, M. Vaillant n'a pas, dans son important discours, négligé d'envisager la base physiologique possible à la durée du travail.

La limite physiologique indiquant le maximum d'effort et de durée du travail journalier sera, selon lui (1), déterminée par la mesure de la source nutritive et thermique de l'énergie transformée et dépensée en chaleur et mouvement ou travail, et en outre par la mesure des recettes et dépenses des forces de l'organisme s'opérant sans trouble de son équilibre et de sa faculté normale de récupération.

Il y a toujours, pour M. Vaillant (2), certains métiers pour lesquels la réduction de la journée de travail à 8 heures est de première nécessité. Ce ne sont pas seulement les métiers insalubres et dangereux, mais aussi et surtout, pour les « métiers de force », ceux qui exigent une grande dépense d'énergie musculaire. Or, c'est précisément dans ces métiers que le projet de loi maintient les longues journées. C'est ainsi que, dans les métiers à travail continu on entrevoit la possibilité de maintenir des équipes travaillant 12 heures; en réalité, dans tous les métiers la durée du travail devrait être réduite à 8 heures. C'est pour cette raison que M. Vaillant a souvent demandé à la Chambre

(1) Doc. par. Chambre annexe 469, p. 114, séance du 17 novembre 1910, (Proposition Vaillant sur la journée de 8 heures).

(2) Séance du 11 mars 1912, *J. O.*, du 12, p. 678.

et au Gouvernement de décider que l'étude du travail ouvrier professionnel serait *organisé méthodiquement* au point de vue physiologique et qu'il serait à cet effet créé un laboratoire. Il serait nécessaire que l'État fondât un laboratoire central d'étude physiologique(3); que des laboratoires fussent installés dans toutes les universités, dans toutes les facultés des sciences et de médecine. De nombreux chercheurs français et étrangers se sont occupés de la question du bien-fondé des revendications ouvrières et les travaux qu'ils ont effectués confirment non-seulement les revendications ouvrières pour la réduction de la journée du travail à 10 heures, mais aussi les professions de M. Vaillant tendant à l'établissement de la journée de 8 heures, surtout dans les métiers de force qui exigent une grande dépense d'énergie musculaire.

Il cite parmi les personnalités qui se sont occupées de cette étude en France, M. le Professeur Imbert, de la faculté de médecine de Montpellier, qui a fait des recherches très intéressantes non seulement au point de vue général, mais aussi au point de vue des professions spéciales, qu'il a étudiées sur les chantiers et dans les ateliers. L'Institut a reconnu la valeur de ces travaux puisqu'il lui a accordé un prix de 10.000 francs. « Il a montré qu'en tenant compte du rapport qui existe entre le travail industriel lui-même et les outils perfectionnés à l'aide desquels il s'effectue, on pouvait obtenir une utilisation meilleure du travail, *réduire*

(1) Le 18 mai 1913, un décret institua une commission chargée de préparer un programme d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, réalisant ainsi en partie l'idée de M. Vaillant — nous en avons parlé plus haut (v. *suprà* II^e partie, chap. I).

la durée de ce travail et par suite diminuer la fatigue de l'ouvrier. Il a cherché à déterminer ce rapport normal, naturel, nécessaire, et à préciser les conditions dans lesquelles le travail individuel peut produire tout son effet, sans dommage pour l'organisme du moteur humain : l'ouvrier.

« En poursuivant ces études d'une manière systématique, nous verrons qu'on peut déterminer dans chaque profession une meilleure adaption du travail individuel, au point de vue technique, et que l'on peut organiser sur cette base de recherches un travail national, utilisant au mieux tout l'effort des énergies ouvrières, donnant une productivité *supérieure*, malgré la réduction de la durée et de l'intensité du travail. »

Pour M. Vaillant, l'importance des recherches, dans cet ordre d'idées, est considérable et l'étude des conditions physiologiques du travail professionnel est indispensable. Grâce aux résultats qu'elle fournira, il faudra procéder, non seulement à la répartition de l'éducation ouvrière et professionnelle, mais encore à la répartition des individus suivant leurs aptitudes, dans les divers métiers. Chaque individu doit être affecté au métier pour lequel il a le plus d'aptitudes et où sa productivité sera la plus grande. En tenant compte des aptitudes et en procédant ainsi à la répartition dans tous les métiers, on pourrait arriver à une réduction plus grande encore de la journée de travail, même dans les métiers de force (1). Mais comme ces condi-

(1) M. Vaillant résume à cette occasion les très intéressantes études de M. Laufer, préparateur à la Sorbonne, sur le travail des paveurs et des serruriers.

tions ne sont pas encore réalisées, M. Vaillant se contente de demander la journée de 8 heures.

L'expérience montre qu'il faut à tous les points de vue que le travail soit établi avec des conditions de repos suffisant, un repos d'une heure à midi est insuffisant; il est nécessaire que le repos soit assez grand, pour qu'après, l'état digestif de l'ouvrier soit tel, qu'il lui permette d'effacer toute trace des fatigues de la première partie de la journée.

Si l'ouvrier travaille trop longtemps ou que ses repos soient mal disposés, qu'arrive-t-il? Le travail sera difficilement accompli et comme la nuit n'aura pas suffi à réparer ses forces, le travailleur sera encore fatigué et sera obligé de recourir à l'*excitation alcoolique*, grâce à laquelle il trouve immédiatement une stimulation alimentaire avec une sensation de fatigue diminuée, peut-être même momentanément effacée, malheureusement si l'habitude des stimulants supprime *apparemment* la fatigue, et lui permet de travailler avec plus d'ardeur; c'est dans des conditions qui usent son organisme de la façon la plus complète et la plus déplorable, pervertissant en même temps son état cérébral.

Il y a un moment particulier d'équilibre où avec la réduction de la durée et de l'intensité du travail, il y a néanmoins un rendement *maximum*. C'est ce moment qu'il faut fixer pour chaque profession, de façon à savoir dans quelle mesure on peut augmenter le rendement, tout en n'altérant en rien le moteur humain : « Nous pouvons bien dire que c'est là un problème très intéressant à rechercher, car, en effet, si nous admettons que la solution de ce problème doit être fournie par une étude physiologique du travail

professionnel dans chaque profession, nous pouvons dire que la nation qui aurait établi cette étude, qui en retirerait les résultats, qui organiserait son travail de telle façon qu'elle puisse tirer le meilleur parti possible de toutes les énergies ouvrières, de toutes les forces de travail dont elle dispose, et cela, par une productivité augmentée dans les conditions que je viens de dire, sans altérer en rien l'organisme ouvrier, on peut dire que cette nation serait la nation la mieux armée pour établir sa production normale, naturelle, sa production poussée aussi loin qu'il serait possible de le faire dans ces conditions, et en même temps elle serait la nation la mieux armée pour la concurrence internationale. »

Partant de ces données, M. Vaillant estime que la réforme de la journée de huit heures pourrait être immédiatement établie pour les métiers nécessitant une forte dépense d'énergie musculaire et qu'elle pourrait être réduite encore pour les métiers où le travail cérébral joue un rôle prépondérant.

L'ouvrier moteur humain. — M. Vaillant aborde ensuite une autre question. Il ne s'agit plus seulement de rechercher les conditions de productivité qui s'accordent et s'équilibrent avec le respect des forces organiques de l'ouvrier, il s'agit surtout de considérer cet ouvrier non seulement en tant qu'*élément de travail* mais en tant que *moteur humain*, devant agir et se mouvoir dans les conditions qu'on peut demander à un organisme et de telle façon que ce moteur ne soit ni altéré ni endommagé.

M. Vaillant — qui est docteur en médecine — fait observer à ce sujet que ce qui distingue le moteur humain des

autres moteurs, c'est qu'il modifie par son fonctionnement même le mode de son activité. Il se fatigue et ressent cette fatigue. Au fur et à mesure qu'il travaille, son aptitude au travail diminue et peut arriver, avec la fatigue, à devenir tellement réduite que l'organisme tentera d'y échapper par une *réduction de l'effort*. Mais il faut considérer que ce n'est pas dans ces conditions que l'ouvrier doit échapper à l'effort qui le tue de façon réelle; il faut que ce soit par les conditions de travail qui lui auront été données : c'est pour cela qu'il importe de tendre à la réduction de la durée et de l'intensité du travail.

« En effet, toutes les fois qu'un muscle travaille, qu'un appareil musculaire est en fonction, il y a suractivité des réactions chimiques internes. Cette suractivité produite par le travail, se manifeste physiologiquement par une prédominance des phénomènes de désassimilation sur ceux d'assimilation. Il en résulte des déchets de désassimilation qui, dans le muscle, donnent lieu au phénomène et à la sensation de fatigue. Si le travail continue, ces déchets augmentent et le repos ne survenant pas, ils sont, par le courant circulatoire, répandus dans l'organisme. Ce n'est plus une fatigue locale qu'éprouve l'ouvrier, mais une fatigue générale. Supposons qu'au lieu de trouver dans le repos le moyen de neutraliser et d'éliminer ces déchets organiques, l'ouvrier continue à travailler. La fatigue, les déchets s'accumulent et amènent un état de surmenage qui peut se terminer par la maladie et par la mort. Ce sont ces conditions dont il faut tenir compte. Il ne faut pas que la fatigue dépasse une certaine quantité et ici nous sommes amenés

à rechercher *quelle est cette limite physiologique* qui ne doit jamais être dépassée. »

Pour M. Vaillant, cette limite est celle où, dans une journée de travail, commence une fatigue qui ne pourrait être réparée par le repos de la nuit (1). Dans ce cas, en effet, l'ouvrier abordera son travail, déjà fatigué, et l'accumulation de fatigue se produira : à moins que les conditions de travail ne changent, elle deviendra telle que le repos hebdomadaire ne pourra la réparer qu'en partie. La fatigue s'accumulant de semaine en semaine, l'ouvrier arrivera à un état de dépression, d'absence de moindre résistance qui en fera la proie de toute espèce d'affection contagieuse ou autre.

Mais pour M. Vaillant, il faut considérer le moteur humain à un autre point de vue : « Si le repos est nécessaire, il est nécessaire aussi que le moteur humain soit réparé par une *restitution de l'énergie* qu'il a dépensée. Ici intervient l'alimentation. Le moteur humain renouvelle son énergie par les aliments du monde extérieur; il est un milieu transformateur, il transforme cette énergie en énergie physiologique qui est restituée ensuite au monde extérieur, sous forme de chaleur, de mouvement, de travail mécanique.

Il importe donc à ce moteur qui ne produit pas, qui n'est qu'un transmetteur de la force intérieure à la force extérieure, que ses dépenses s'équilibrent avec ses recettes, que l'aliment corresponde aux conditions dans lesquelles il peut

(1) Cf. *supra*, les premiers chapitres.

faire cette restitution chaque jour dans les mêmes conditions de mouvement, de chaleur et de travail ».

Et en tenant compte de ce fait que l'ouvrier a une famille, qu'il doit lui assurer comme à soi-même logement, nourriture, vêtement, on peut conclure que le *salaire* doit être suffisant pour satisfaire à toutes les conditions dans lesquelles se produit l'exercice du travail de ce moteur animé. Pour être suffisant ce salaire doit être syndical ; tout au moins, si ce salaire syndical n'existe pas, il doit y avoir au moins détermination d'un salaire minimum, en rapport avec les conditions locales de l'existence, de telle sorte que l'ouvrier puisse s'entretenir dans des conditions normales en même temps que les siens.

D'autre part, le travail doit être réglé de telle façon que le moteur humain puisse donner son *maximum d'énergie*, son *maximum d'effet* et de *rendement*, sans pour cela se détériorer. Les repos sont en conséquence indispensables. Ils doivent avoir lieu après les deux premières heures de la matinée et avant les deux dernières ; il n'est pas nécessaire qu'ils soient longs ; un repos de 20 minutes ou d'une 1/2 heure est suffisant pour faire disparaître en grande partie les traces de fatigue des 2 premières heures. Au milieu de la journée, le repos d'une heure et demie est insuffisant ; il faut un repos intercalaire de 2 heures à midi pour couper la journée. « Ainsi, toute trace de fatigue disparaît et dans ces conditions le tableau change complètement. L'ouvrier, au lieu de revenir fatigué de son travail au commencement de l'après-midi, arrive dispos, en possession de toute sa force, il donne sa pleine production et fait de bon travail. Il n'est pas obligé de réduire sa produc-

tion pour diminuer sa fatigue. La fatigue, il ne la sent pas et quand il arrive, après une journée ainsi établie, à la nuit, il n'est point fatigué et le repos de la nuit efface toutes ses traces de fatigue et lui restitue, pour le travail du lendemain, l'intégrité de sa force » (1).

Pour M. Vaillant, ces conditions hygiéniques une fois réalisées, loin de réduire la production, la maintiendront, la développeront, même, appliquées d'une manière générale, le travail national total en serait augmenté de considérable façon. Nous reviendrons bientôt sur cette question.

Il nous apparaît donc bien clairement que dans presque tous les cas, le travail industriel ne doit pas avoir une durée permettant de dépasser un effort total de 100.000 kilogrammètres environ par jour, qu'il sera ainsi d'accord avec les indications que nous ont fournies la physiologie et la pathologie générale; que cela donne en règle générale une journée de *huit heures*, de 10 heures au grand maximum, coupée par des repos convenables. La loi des 10 heures satisfait assez à ces principes pour que nous la fassions nôtre. Si, au surplus, on ne la veut considérer que comme étape (2), elle marque un grand pas dans la voie du progrès, qui vaut qu'on la défende.

(1) M. Vaillant entre dans des détails d'ordre médical sur la façon dont se produit et peut se constater la fatigue de l'ouvrier. Il cite Voigt, Petenkofer, Verworn, prof. Imbert. Nous renvoyons le lecteur aux premiers chapitres de cet ouvrage.

(2) Voir sur ce point : Conclusion.

CHAPITRE III

INTERVENTION DE L'ÉTAT

Nous nous sommes rendus compte de maux qu'engendraient la méconnaissance des notions physiologiques dans la durée du travail et de la nécessité urgente qu'il y avait d'en tenir compte. Nous avons porté nos regards vers la réglementation légale. Puisqu'elle existe déjà, il est naturel qu'on y voie un moyen facile de remède au moyen de quelques modifications à l'existant ! La loi des 10 heures nous est apparue, nous l'avons appréciée et accueillie. Mais nous nous trouvons arrêtés, la vieille question de principe surgit à nouveau : A-t-on le droit de fixer par une loi la durée du travail des adultes ?

Il n'entre pas à proprement parler dans le cadre de notre étude d'insister sur cette question. Il est essentiel toutefois d'indiquer en quelques mots le débat.

Du côté de la négative, dit M. Lacombe (1), en se plaçant au point de vue pratique, on trouve les défenseurs des industriels : « Je ne sais laquelle des deux, de la grève ou de la loi, fait le plus de mal » (2)... et aussi les tenants de l'action directe : intervenir par voie législative « ce serait violenter

(1) La question de 10 heures, mouvement social, 15 nov. 1912.

(2) *J. Off.*, 15 fév. 1912. D. parl. ch. p. 382).

toutes les lois économiques, réduire à néant le droit de grève, supprimer le secours de la force ouvrière contre la domination patronale, nier l'action directe » (1)... Car c'est bien cela : la grève ou la loi ! L'expérience l'a montré, même avant l'existence du droit de coalition.

Certains ont essayé de s'embusquer dans une position intermédiaire : « Ce que je demande, dit M. Brousse (2), c'est qu'ils (les ouvriers) aient le droit de travailler comme ils veulent... je réclame pour eux ce que mon collègue, M. Ajam appelait la liberté du muscle (3) ».

Mais on verra des partisans de la loi s'inspirer de considérations semblant plus élevées : justice, intérêt national.

Notons que quelques non-interventionnistes — tels que M. Beauregard, ne conservent pas intangibles leur dogme du « laissez faire ». Il perd de sa rigidité en ce qui concerne les êtres faibles, les femmes et les enfants. C'est significatif et presque une abdication ; il suffirait de leur montrer la « faiblesse » de l'ouvrier.

Certains individualistes ont trouvé un appui dans l'action syndicale. L'ouvrier est faible, vous dites que sa liberté est illusoire ? qu'il se syndique ! Ils citent l'exemple de l'Angleterre, des États-Unis... Mais, ajoute M. Lacombe, faut-il attendre pour faire œuvre de justice, pour sauvegarder la famille, la race, que l'éducation syndicale des masses soit parachevée ?

Les socialistes, eux, ne considèrent pas sans dédain une réglementation incapable d'améliorer le régime capitaliste.

(1) Bataille syndicaliste. *J. Off.*, 8 mars 1912. D. P. ch., p. 616.

(2) *J. Off.*, 8 heures 1912. D. P., Ch., p. 617.

(3) *J. Off.*, 8 mars 1912. D. P. Ch., p. 617.

Si la nécessité s'est fait sentir de fixer légalement la journée de travail, c'est que la lutte des classes va s'accroissant.

L'ouvrier vend au patron sa force contre un salaire ; ce dernier en dispose comme il veut. Or, cette force de travail a une élasticité que l'effort développe. Sans scrupule le patron la soumet le plus longtemps possible à cet effort. Cette force de travail, Marx l'a bien nommée : « le capital variable ». La plus-value, la valeur supplémentaire ajoutée au produit dans la seconde période du travail de l'ouvrier, une fois la valeur équivalente au salaire créée est sans rémunération adéquate. Ce sur-travail a d'autant plus de valeur que la journée est plus longue. « Réduisons donc le plus possible la durée de la journée de travail... en attendant d'obtenir l'avantage tout entier résultant du développement de l'outillage, par l'émancipation future » (1).

A cette interruption lancée au cours d'une des premières séances : « il y a la loi de l'offre et de la demande » un socialiste répondit : « M. de Mun vous expliquera que la loi de l'offre et de la demande ne joue pas » (2). Curieux appui ! mais non inexplicable. Quelle est en effet la thèse de « l'économie sociale catholique ? » (3).

Elle trouve insuffisantes les considérations de fait avec lesquelles certains ont tenté de justifier l'intervention, que M. Godart s'écrie : « L'interventionisme est imposé par la nécessité de la défense sociale », que M. Bourgeois parle assez confusément d'utilité de justice, sans parvenir à dé-

(1) Cf. Lacombe, *op. cit.*

(2) *J. Off.*, 15 fév. 12 D. P. Ch., p. 882.

(3) Lacombe, *op. cit.*, p. 993.

gager bien nettement ces notions, elles ne sauraient s'en contenter.

Notion d'utilité, notion de justice, ce sont pourtant bien là les bases de la doctrine sociale catholique en cette matière, mais utilité et justice déterminées dans leurs rapports avec le plan Providentiel avec la loi divine. La marchandise « travail » ne peut subir sans restriction le hasard des transactions humaines. Il y a une limite qui est l'équilibre maintenu entre l'individu et la Société, équilibre s'appuyant sur la volonté Divine. Observons qu'on pourrait par des voies différentes arriver aux mêmes conceptions, soutenir les mêmes principes.

Lorsque la loi de l'offre et de la demande ne peut pas jouer librement, — et nous allons voir que c'est trop souvent le cas, — lorsque la liberté des contrats devient chose illusoire, qui pourrait empêcher les abus les plus désolants de se produire sinon une autorité qui s'impose aux parties en présence, actuellement l'État ?

Toute limitation légale de la journée de travail, disent donc les représentants de l'École libérale, est une atteinte au principe de la liberté du travail (1). Cette limitation légitime à l'égard de l'enfant qui n'a pas la libre disposition de sa personne est déjà plus contestable lorsqu'il s'agit des femmes adultes qui contractent librement avec leur patron ; mais la femme est faible et il y a l'intérêt de la famille à sauvegarder. Mais quand il s'agit de l'adulte on trouve injustifiable l'atteinte au principe de la liberté.

Elle sera illusoire, si elle n'est pas contrôlée strictement

(1) Cf. Pic, *Protection légale des Travailleurs*, p. 29.

et de façon parfois vexatoire. Appliquée, ne va-t-elle pas abaisser le taux des salaires, pour que l'industriel ne soit pas amené à travailler à perte et à fermer ses portes ? Ne sera-t-elle pas aussi un premier pas dans la voie du socialisme, de l'établissement du salaire minimum ?

Oui, mais il y a cependant un intérêt social à limiter la durée du travail des adultes (1). Tout travail manuel excessif et prolongé, nous l'avons suffisamment constaté, aboutit à l'épuisement physique, moral et intellectuel de celui qui s'y livre. Et le régime, bien que relatif, de liberté des contrats qui est le nôtre, n'empêche pas le moins du monde qu'il se produise. Nous sommes fixés. Il y a un intérêt primordial à empêcher la dégénérescence de la race. L'intérêt social et l'intérêt économique sont ici d'accord : le travail de l'ouvrier épuisé est moins productif que celui de l'ouvrier reposé.

Les anciennes corporations l'avaient compris et avaient plus ou moins réglementé le travail qui, déjà à cette époque, leur paraissait offrir des dangers pour la santé de l'ouvrier et par conséquent la race elle-même. On était loin pourtant du travail industriel moderne.

On a parlé de la liberté du travail ; mais est-ce que le contrat est librement accepté par l'ouvrier ? Lorsqu'il traite avec le patron, il n'est « ni libre ni indépendant, puisqu'il n'a pas d'avances, qu'il engage ses services pour vivre et pour faire vivre les siens, tandis que l'industriel, ayant des capitaux peut toujours amener ou plutôt contraindre l'ouvrier à accepter ses conditions quelques léonines qu'elles

(1) Cf. Pic, « Protection légale des travailleurs », p. 31 et 32.

puissent être : « L'État doit intervenir pour stipuler au nom de l'ouvrier ce que celui-ci aurait stipulé s'il en avait eu la force.

« L'idée ancienne du travail-marchandise et du contrat de-travail absolument libre qui en découle est une idée absolument barbare » (1).

Nous allons retrouver à la Chambre, lors de la discussion du projet des 10 heures, la plupart de ces manières de voir.

Nous sommes les premiers à le reconnaître avec les interventionnistes, si le contrat de travail pouvait se former en toute liberté, il n'y aurait qu'à s'en rapporter à lui seul et à s'y conformer (2). Mais ne craignons pas de le répéter : le travail n'est pas libre ; la liberté de l'ouvrier, dit M. Fournier (3), quoiqu'on en dise, n'existe pas. « Elle n'est qu'un mot, car l'ouvrier qui entre dans une usine, dans une fabrique, est tenu d'obéir strictement aux règlements affichés à la porte de l'usine ou de la fabrique, à la rédaction desquels il n'a pas collaboré ; il n'y a été pour rien ; on ne lui a pas demandé son consentement ; il n'a pas pu les discuter, il n'a pas été consulté. Ces règlements lui sont impérieusement imposés par le fait même qu'il est entré dans l'usine. J'entends bien l'argument de nos adversaires : mais l'ouvrier n'a qu'à ne pas y entrer : Comment le pourrait-il, alors que partout il se heurte aux mêmes conditions, à la même omnipotence, à la même

(1) Cauvès. Discours, Cong. Int. pour la Prot. lég. des travailleurs, Paris, 1900, cité par Pic, *loc. cit.*, p. 33.

(2) Voir ce que nous en avons dit au « Droit naturel » de l'ouvrier.

(3) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 737.

puissance patconale? Est-ce qu'il n'est pas obligé, puisqu'il veut vivre, puisqu'il a besoin de faire vivre les siens, de se plier aux conditions qui lui sont faites et de les accepter? »

Les ouvriers ne peuvent pas user de la grève aussi facilement qu'on serait tenté de le supposer parce qu'il n'ont pas su profiter de la loi de 1884 qui a institué le droit syndical, et aussi parce que la grève est une impasse douloureuse, pleine de privation et de misère, qui ne doit être utilisée qu'avec prudence et circonspection.

« Certains, dit M. Fournier (1), ont contesté parfois le droit d'intervention de l'État, et cette prérogative est plus particulièrement réservée à l'École libérale... Nous opposons résolument à l'École libérale la doctrine interventionniste et nous disons que l'État, étant l'arbitre naturel et légal de la société, a parfaitement le droit d'intervenir pour sauvegarder les intérêts généraux de la collectivité et surtout, ce qui est le plus précieux, la santé morale et physique de ceux qui, par leur condition sociale, ne peuvent pas se défendre efficacement.

M. Garat, membre de la Commission (2), combat l'argument qui consiste à dire que le projet porte atteinte à la liberté du travail, en faisant remarquer que cet argument a été opposé à toutes les lois ayant pour but la réglementation du travail, ce qui n'a pas empêché ces lois d'être des lois bienfaisantes et aujourd'hui acceptées par tout le monde.

M. l'abbé Lemire (3) proclame pour la Chambre le droit

(1) Séance du 14 mars 1912, *J. O.*, du 15, p. 739.

(2) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 378.

(3) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 414.

de fixer par une loi la durée uniforme du travail, et cela, parce qu'avec la division des industries et la division du travail dans chacune d'elles, l'ouvrier n'est pas libre, et lorsqu'il sort d'une usine, il ne peut guère aller autre. « En avant dans la voie de la libre concurrence! — s'écrie-t-il avec le cardinal Manning, — « si le but de la vie est de multiplier des aunes de drap... » mais il est partisan avec lui de l'intervention de la loi, puisque « dans certains cas la non-réglementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, puisqu'elle transforme les femmes et les mères, les pères et les époux en bêtes de somme qui se lèvent avant le soleil et retournent au logis le soir, épuisés de fatigue, n'ayant plus que la force de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir! » Il est une loi naturelle qui passe avant toutes les lois économiques.

Les adversaires du projet disent qu'il porte atteinte à la liberté du travail. M. Godart, rapporteur (1) constate que cet argument perd de plus en plus de sa valeur, en présence de ce fait, que plus vont les États, plus ils se rendent compte de la nécessité de leur intervention dans les rapports entre patrons et ouvriers. Il cite l'exemple d'un pays nouvellement arrivé à la civilisation : le Japon. Lorsque le Japon est entré dans la voie de l'industrialisme, aucune limite n'avait été fixée à la durée du travail et cette liberté avait engendré de regrettables abus. C'est ainsi que d'après les statistiques, la proportion des cas de maladie dans le tissage et la filature était par mois de 400 pour 1.000 ou-

(1) Séance du 22 fév. 1912, J. O. du 23, p. 420.

vrier et que sur 1.000 ouvriers, 70 à 80 par jour, étaient appelés à rendre visite au médecin. Aussi en présence d'une situation aussi lamentable, le Gouvernement a déposé un projet devant le parlement japonais, et dans son exposé des motifs, il le justifie de la manière suivante : « Pour que la richesse publique se développe, grâce aux progrès de l'industrie, il faut que les patrons puissent travailler assidument sans être gênés à l'excès dans leurs rapports avec les ouvriers. Surtout dans un pays comme cet empire qui, au point de vue de la richesse publique, demeure en retard sur d'autres pays en meilleure situation il faut exiger une persévérance extraordinaire de la part des patrons et des ouvriers. Cependant on propose aujourd'hui, par l'introduction d'une loi sur les fabriques, de fixer une limite d'âge pour l'admission des ouvriers dans les fabriques, de réduire la durée du travail, de proscrire le travail de nuit, de fixer les repos en cours du travail et les jours de repos et d'établir des restrictions et des prescriptions diverses. Tout cela est devenu absolument nécessaire et inévitable. »

En France, fait observer le rapporteur, malgré tous les progrès accomplis, on n'est guère plus avancé qu'au Japon ; dans certaines de nos industries, le travail de nuit imposé aux enfants décime notre race et gaspille cette richesse essentielle du pays qu'est la population. Il cite notamment la métallurgie qui fait une effrayante consommation d'existences humaines, par ses trop nombreux accidents provenant de la longue journée.

« Je dirai (1) : que doit être l'État ? Non pas seulement

(1) M. Bourgeois, séance du 28 fév. 1912, *J. O.*, du 1^{er} mars, p. 530.

le gardien des droits que l'individu peut faire à lui seul, mais le défenseur des droits dont l'individu jouirait dans une organisation juste et librement consentie, et que la coalition des forces naturelles et économiques ne lui permet pas d'affirmer et de faire triompher, sans le secours de l'aide sociale. »

Il n'y a pas seulement, dit encore M. Léon Bourgeois (1) deux intérêts personnels en présence, celui de l'ouvrier et celui du patron, il y a aussi un intérêt supérieur qui les dépasse et les domine, c'est l'intérêt commun des patrons et des ouvriers, en tant que membres du corps social. La loi doit aller le plus loin possible, à la condition de ne pas toucher à la richesse nationale, et de ne pas affaiblir le pays.

Après avoir envisagé le côté économique du projet de réduction du travail à 10 heures, M. Bourgeois (2) veut attirer l'attention de la Chambre sur son côté moral : « M. l'abbé l'a très éloquemment démontré l'autre jour, le travail humain n'est pas une marchandise. C'est quelque chose de plus. Ce n'est pas une marchandise dont on puisse parler comme on parlerait simplement de sommes d'argent. Le travailleur n'envisage pas dans le contrat de travail uniquement une question de profit plus ou moins grand. Cela est aussi dans son contrat, mais il y a plus que cela. Il engage dans le contrat de travail sa personne, l'emploi de toute son activité et de toute son activité possible, pendant des années et des années, pendant toute sa vie; et bien plus, en engageant sa personne, il engage

(1) Séance du 29 février 1912, J. O. du 1^{er} mars, p. 530.

(2) Séance du 29 février 1912, J. O. du 1^{er} mars, p. 529.

d'autres personnes : sa femme, ses enfants. Il engage la vie morale de tous les siens. »

On se trouve, selon M. Bourgeois, en présence d'un contrat d'une nature spéciale où il ne faut pas faire intervenir seulement le point de vue du salaire, mais aussi le point de vue de la moralité. Il y a là une question *d'ordre public*. Et la chose est tellement vraie que les trois quarts des patrons l'ont compris et ont déjà fait le sacrifice nécessaire.

Pourquoi, dit toujours M. Bourgeois (1), l'État a-t-il le droit d'intervenir en cette matière? Parce que, si la liberté est nécessaire et doit être défendue, il y a une *limite* où cette liberté doit cesser devant le devoir, et c'est alors que se produit l'intervention de l'État. Cette intervention, nous la voyons se produire dans le sens de la protection de l'industrie, lorsqu'il s'agit de droits de douanes ou de primes à accorder et si l'État est intervenu ici, s'il n'a pas hésité à fausser la loi de l'offre et de la demande, c'est qu'il a estimé qu'il y avait un intérêt national à le faire : « La même raison qui légitime l'intervention de l'État en matière douanière, au profit de la production industrielle nationale contre la protection étrangère, légitime l'intervention de l'État lorsqu'il s'agit de protéger cette autre source de la production nationale, le travail. Ce que nous avons à chercher dans cette question, c'est non seulement la limite du droit de l'un ou de l'autre, mais la limite du devoir de chacun des deux envers l'autre et la limite du devoir de chacun envers tous. »

N'y a-t-il pas, d'ailleurs, pour l'État, plus qu'un droit, un

(1) Séance du 29 février 1912, J. O. du 1^{er} mars, p. 525.

devoir d'intervenir? M. Louis Puech (1) s'exprime ainsi : « Le premier devoir d'un gouvernement démocratique est de rendre les conditions du travail, sous le rapport de l'hygiène, de la sécurité et de la durée, de plus en plus conforme aux véritables exigences de la dignité humaine. Il n'est pas admissible que l'on impose à un travailleur une tâche excessive qui serait de nature à compromettre, avec ses forces physiques, ses facultés morales. Quant à moi, je vais encore plus loin. J'estime que le *devoir d'un Gouvernement* est même de ménager aux travailleurs des loisirs dans toute la mesure compatible avec les nécessités de la concurrence étrangère et de la production nationale. Il faut que le travailleur puisse vivre de la vie de famille. Il faut qu'il puisse, lui aussi, cultiver son esprit, développer son intelligence, orner sa mémoire, féconder son imagination et son cœur. Il faut que le travailleur puisse, lui aussi, bénéficier des incomparables richesses artistiques et littéraires que le génie des ancêtres a successivement accumulées dans nos musées, dans nos bibliothèques, et qui, par une de ces contradictions violentes qui dérouteraient la conscience si nous ne savions, par expérience, combien est fatalement pénible et lente la marche de la civilisation, sont encore lettre morte pour les trois quarts d'entre eux. Le *devoir d'un Gouvernement*, pour me résumer en deux mots, c'est de profiter de toutes les occasions, d'user de tous les moyens légitimes pour permettre à chacun des membres du corps social de devenir et de rester un homme, dans le sens le plus complet et le plus élevé du mot. »

(1) Séance du 20 juin 1912, J. O. du 21, p. 1616.

M. Herriot rédigea, dit M. Godart (1), la déclaration du dernier Congrès radical et radical-socialiste proclamant « qu'il y a de l'immoralité dans une République à laisser le faible exposé aux entreprises du fort », indiquant « la nécessité de mettre le travailleur dans des conditions de vie matérielle autres et meilleures que celles où il se débat actuellement. »

L'intervention peut-elle être efficace? M. Albert Thomas (2) montre l'influence que peuvent avoir les lois sur les transformations industrielles : « On me dira : Est-il possible que cette transformation s'opère? — Messieurs, il est arrivé souvent au patronat d'opérer des transformations de cette nature dans son intérêt personnel, pour le meilleur rendement des entreprises, pour l'augmentation des bénéfices. Mais il lui est aussi arrivé d'opérer de grandes transformations industrielles, sous le coup de la loi, et c'est sur ce point que je me permets d'insister auprès de mes collègues. Il en est beaucoup parmi vous, Messieurs, qui nous signalent aujourd'hui le danger qu'il y a à légiférer comme nous le faisons. Nous disons, nous, qu'en face d'un patronat comme le nôtre, d'un patronat qui a fait depuis quelques années des progrès indéniables, mais qui s'est montré si souvent routinier, la législation sociale, l'*intervention de l'État* en matière industrielle ont amené des progrès considérables. Après la loi de 1900, toute une transformation du machinisme rendu nécessaire a été faite et il en est résulté un nouvel essor de notre industrie textile. »

(1) Séance du 20 juin 1912, J. O. du 21, p. 1619.

(2) Séance du 6 juin 1912, J. O. du 7, p. 1292.

Dans certains pays comme l'Angleterre, le régime du contrat collectif, de l'entente directe entre le patronat et la classe ouvrière amène de bons résultats et a permis d'apporter des réformes et des améliorations. Mais les mœurs et les habitudes sont différentes avec les pays. En France, c'est lorsqu'une loi a été faite, que la classe ouvrière s'en sert pour la développer, l'améliorer, et étayer son action directe.

Certains députés furent opposés à l'intervention. M. Emmanuel Brousse (1) demande pour l'ouvrier « la liberté du muscle », c'est-à-dire le droit de travailler comme il veut, comme il l'entend, parce que grâce aux heures supplémentaires qu'il fera, il pourra améliorer son ordinaire, apporter plus de bien-être à sa famille.

Les Chambres de Commerce, consultées sur le projet Doumergue, se montrent presque en totalité hostiles au principe de toute législation sociale (2).

Il est, selon M. Delpierre, un certain nombre de petits ou moyens industriels qui jouissent de l'indépendance et de la liberté; il faudrait prendre garde que la loi, ne pouvant leur permettre de continuer à vivre, ne constituât pour eux un recul en ce sens (3).

Des voix se sont élevées pour affirmer que si l'ouvrier n'était pas assez puissant pour être libre vis-à-vis du patron, les associations ouvrières, elles, avaient la force

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.*, du 8, p. 616.

(2) Discours de M. Godart, séance du 22 février 1912, *J. O.*, du 23, p. 419).

(3) Cf. à nos chapitres : Production, Dérogations, Textes, les indications de M. Delpierre à ce sujet.

voulue et suffisante. Loin de la reconnaître, nous avons pourtant vu qu'elles se heurtent à d'infranchissables obstacles; l'exemple des Trade-Unions anglaises ne saurait être concluant pour un pays comme la France.

Considérant la Fédération du Livre dont il fait l'éloge, et les résultats qu'elle a déjà obtenus, M. Emmanuel Brousse (1) ajoute : « Je soutiens que si toutes les corporations étaient organisées comme celle dont je viens de parler, si toutes savaient faire valoir leurs revendications avec autant de sagesse et de pondération, nous n'aurions pas besoin de légiférer sur la journée de 10 heures, parce qu'elle serait déjà obtenue dans la plupart des industries françaises. On peut régler les questions sociales, non par la contrainte des lois, mais par le libre accord entre les parties intéressées. »

Le pape Léon XIII dit sur ce sujet (2) : « Le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection; tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois et des institutions publiques et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. Une usure dévorante est venue ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Église, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain et d'une insatiable cupidité. A tout cela il faut ajouter le monopole du travail et des effets de commerce devenus le partage

(1) Séance du 7 mars 1912. *J. O.* du 8, p. 615.

(2) *Encycl. de condit. opificum.*

d'un petit nombre de riches et d'opulents qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires. »

Cependant les ouvriers s'unissent et s'organisent de plus en plus :

« Dans la classe ouvrière (1), s'est créée et s'est développée chez les ouvriers sous le coup de la nécessité, une conscience plus vive de leurs propres forces et une union plus intime entre eux. La solidarité dans la dépression a donné origine à la solidarité dans l'effort du relèvement.

De là, l'union professionnelle ou le syndicat ouvrier, composé d'ouvriers seuls, et destiné à s'entendre classe par classe avec les employeurs syndiqués à leur tour, au moyen de conseils composés en nombre égal de délégués librement choisis par les deux parties (2).

Il semble que de tout cela l'on puisse conclure avec Léon XIII : « S'il arrive que les patrons écrasent les travailleurs sous le poids de fardeaux iniques, ou déshonorent en eux la personnalité humaine, par des conditions indignes ou dégradantes, qu'ils attentent à leur santé par un travail excessif et hors de proportion avec leur âge et leur sexe; dans tous ces cas, il faut absolument appliquer dans de certaines limites la force et l'autorité des lois. »

L'État peut grandement améliorer le sort de la classe ouvrière, et cela dans toute la rigueur de son droit et sans avoir à redouter le reproche d'ingérence ; car, en vertu même de son office, l'État doit servir l'intérêt commun.

(1) Pottier, *sem. soc. de Versailles*, 1903.

(2) On sait que le rôle des syndicats mixtes est des plus restreints dans l'industrie.

...Si l'autorité publique manque de prendre des mesures voulues pour sauvegarder le salut et les intérêts de la classe ouvrière, elle viole la stricte justice qui veut qu'à chacun soit rendu ce qui lui est dû (1).

La liberté à la base de tout? Oh, ce serait très beau! Mais n'est-ce pas le lieu de rappeler le mot de Spencer : « la libre concurrence égale le cannibalisme érigé en institution. »

Cela nous rappelle la jolie figure de M. Gide : des rats sont enfermés dans une cage; ils diminuent; à la fin, il n'en reste qu'un « C'est l'élu, celui-là, c'est le sélectionné. Je crois bien, il a mangé tous les autres! » M. Deslandres a aussi parlé quelque part de la « camisole de force de la concurrence. »

Nous pourrions donc faire nôtres ces paroles : « Toutes les fois que la liberté pourra suffire, n'ayez recours qu'à la liberté. Mais toutes les fois que pour empêcher une injustice, la liberté ne suffit pas, ayez au besoin recours à la loi (2). »

Remarquons pour terminer que la limitation légale de la journée de travail, mesure d'hygiène et de sécurité, n'intervenant pas directement dans le contrat de louage de services, ne paraît pas devoir être un acheminement vers la fixation légale du taux des salaires. Tout au plus, nous dit M. Pic, pourrait-elle exercer une certaine influence — non forcée — sur le taux des salaires. Mais la productivité

(1) *Encycl. de condit. opificum.*

(2) Léon XIII, *op. cit.*

n'est pas en raison directe de la durée du travail, nous nous sommes suffisamment fixés sur ce point et nous nous proposons d'y revenir.

CHAPITRE IV

LOI NATURELLE ET PÉRIL RÉVOLUTIONNAIRE

I

Désordres physiques, développement entravé, maladies trop fréquentes, mort prématurée, destruction de la famille, affaiblissement de la race, immoralité, alcoolisme, tuberculose, chômage... Quel cortège traîne après lui le surmenage trop souvent constaté de l'ouvrier moderne !

A peu de choses près, tout le monde est d'accord sur la situation de fait. On la déplore, non sans pitié, on discute sur la manière dont il faudrait lui porter remède. Mais consommateur, employeur, salarié quelquefois même, ont bientôt fait de trouver les plus inattaquables objections contre tout remède projeté. Et si c'est par voie d'autorité que les réformes doivent être accomplies — car en fin de compte on arrive facilement à reconnaître la nécessité d'y avoir recours, si l'on veut agir avec une chance d'efficacité rapide (1) — alors les obstacles de principe viennent s'ajouter aux autres et entraver à leur tour tout essor vers un progrès nouveau.

(1) Cf. Chapitre précédent.

Cependant, ici, comme en bien des matières, il faudrait être logique. Considérons les choses dans l'ordre qu'elles doivent occuper. Si, à la base du raisonnement se rencontre un argument irréfutable et nécessaire dans un sens ou dans l'autre, on n'a que faire de toutes les objections subséquentes ! Il se peut que toutes les théories, toutes les discussions, sur lesquelles économistes et public s'appesantissent à l'envi, soient en réalité vaines et sans objet. Il se peut qu'ils cherchent une solution là où la question ne se pose même pas !

Que doit-on, avant tout, respecter dans l'ordre social et moral sinon la Loi Naturelle ? S'il est établi que l'ouvrier est trop souvent considéré et traité comme une marchandise, comme une victime sacrifiée, et que cette Loi Naturelle s'en trouve lésée, elle va nous créer un impérieux devoir de prendre les mesures dont la nécessité s'impose : « Fais ce que dois, advienne que pourra ! »

Sur les moyens à employer, que le champ soit ouvert à la discussion, rien de mieux. Mais qu'aucune considération ne vienne entraver l'accomplissement de l'œuvre qui repose sur des principes en regard desquels il ne saurait exister d'objection valable. Si l'on arrive à la conviction que seule, à l'heure actuelle, l'intervention de l'État peut être efficace, il ne faut pas hésiter un seul instant à y faire appel ; il ne reste qu'à étudier comment on pourra au mieux la concilier avec les principes et les intérêts divers (1). Mais dussent même ceux-ci être sacrifiés, il n'en faudrait pas moins passer outre, pour la raison bien

(1) Cf. le chapitre : Interventions de l'État.

simple, que dans un tel conflit, la priorité appartient à ce qui, logiquement, doit l'emporter.

Or, la Loi Naturelle est-elle vraiment en opposition avec la situation de l'ouvrier moderne et comment se fait-il que l'on en soit arrivé à un tel état de choses?

Avec la Réforme religieuse du seizième siècle (1), l'individualisme était rentré officiellement dans le monde et dans les idées. Dans ses rapports avec Dieu, l'homme se déclarait indépendant de toute organisation sociale. La théorie fit son chemin. Au dix-huitième siècle, elle atteignait le domaine de l'État; elle proclamait que la valeur des lois ne dépend pas de leur conformité avec la Loi Naturelle, mais qu'il leur suffit, pour s'imposer aux consciences, d'être l'expression de la volonté du souverain.

Au dix-neuvième siècle, alors que les premiers décrets de la Révolution détruisent les vestiges des corporations protectrices des travailleurs, au moment où la machine à vapeur révolutionne l'industrie, le libéralisme « de religieux devenu politique entre dans une nouvelle phase et devient économique ». C'est alors que le régime de la libre concurrence, des intérêts matériels refoulant au second plan les considérations morales, le triomphe non pas de la justice mais de la force.

D'un côté, se trouvent la masse des travailleurs « poussière humaine » que la destruction des corporations a laissés sans cohésion et que la machine à vapeur « destructrice des petits métiers » a livrés à l'usine; de l'autre, de puissants capitalistes engagés dans la course de la

(1) Cf. article de M. Pilloud, *Liberté de Fribourg*, 12 mai 1916.

concurrence et guidés par la doctrine de l'enrichissement.

« Puis la lutte commence. Elle se poursuit, infiniment douloureuse, tout le long du siècle. L'individualisme, tel un monstre, dévore les travailleurs, détruit les familles en condamnant la mère et les enfants au travail de la fabrique » et rend les adultes victimes d'un surmenage dont nous avons pu constater l'existence et les effets.

C'est ainsi que peu à peu on en est arrivé à méconnaître à peu près totalement l'existence de la plus élémentaire Loi Naturelle. Et cependant il serait bon que l'on se souvint de son existence. Elle est « autrement importante que toute loi économique » et sur elle s'appuie le droit imprescriptible de l'ouvrier.

L'abbé Lemire (1), rapportant les paroles si connues du cardinal Manning et de Louis Blanc, rappelle qu'elle commande d'assurer la vie de famille de l'ouvrier, de lui permettre d'exercer ses devoirs de mari et de père, de veiller à l'éducation de ses enfants.

« Exiger une somme de travail, avait dit Léon XIII (2), qui, émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni la justice, ni l'humanité... »

La loi de nature est antérieure et supérieure à la convention humaine ; elle impose aux parties en jeu dans le contrat de travail des exigences auxquelles ne peut déroger leur propre volonté. « Cela dérive, dit très-bien Pottier (3), du fait que l'objet du contrat est l'acte subjec-

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 414.

(2) *Encycl. de conditione opificum.*

(3) « Semaine sociale de Versailles », 1913.

tif de l'ouvrier, acte inséparable dans la réalité des choses de sa propre personne. Dès lors l'ouvrier apporte au contrat de travail les exigences imprescriptibles de cette personne, exigences auxquelles lui-même ne peut renoncer et que doit respecter la convention contractuelle. Il peut arriver que les parties n'observent point les devoirs qui leur sont imposés par cette loi supérieure et antérieure à leur volonté. » Quelles conséquences cette transgression va-t-elle entraîner pour ses autres ?

« La durée du travail ne doit pas excéder les forces dont peut disposer le salarié, sans nuire à sa santé ou sans attenter à sa vie ; il faut de plus appliquer ce principe à tout salarié, qu'il soit homme, femme, adolescent ou enfant. Nous nous trouvons en présence d'un droit strict qui jaillit de la loi de nature. Si par conséquent, l'employeur impose une durée de travail qui viole ce droit, il commet une faute contre la justice commutative et il est tenu de compenser l'intéressé ou ses ayants-droits pour les dommages causés par son fait... Ce n'est pas seulement un devoir de charité qui est en jeu, mais un devoir de justice... Et l'on ne peut, pour justifier l'employeur, dire que l'ouvrier est libre de quitter son usine et de placer ailleurs son travail ». D'abord la situation demeurera la même pour ceux qui le remplaceront. Et « ce n'est pas parce que je puis échapper à une violation de mon droit strict que vous êtes excusable d'y attenter ; la liberté de l'ouvrier pour échapper aux mains d'un employeur qui attente à ses droits et se replacer ailleurs est souvent, et en fait, la liberté de chômer et de n'avoir plus de travail ; comme l'a rappelé Léon XIII (1),

(1) *Encycl. Rerum novarum.*

il est de fait que, dans un grand nombre de milieux de la production moderne, les instruments de travail et les capitaux sont concentrés aux mains d'un petit nombre et qu'il résulte de cette concentration un état de choses tel que les ouvriers sont moralement forcés de subir les conditions que ce petit nombre leur impose. La responsabilité des conséquences morales doit donc être attribuée à l'employeur. Comme ces conséquences morales ne sont pas évaluables à prix d'argent, il n'y a pas lieu à une restitution pécuniaire, de ce chef, la faute ne diminue pas et c'est devant Dieu qu'il faudra en payer les conséquences ».

« Personne n'a le droit, disait Robert Owen, dans son catéchisme de 1833, de demander à d'autres hommes de travailler plus longtemps qu'il n'est utile pour la société en général et cela dans l'unique but de se rendre riche par la misère qu'il leur cause ».

On voit à la campagne, dit M. Mauger (1), les agriculteurs prendre des précautions pour leurs animaux, leur donner le temps nécessaire pour se reposer, afin qu'ils puissent le lendemain fournir une somme de travail utile. N'est-il pas juste et logique que l'industriel en fasse autant pour ses collaborateurs ?

Les consommateurs ne sauraient eux-mêmes échapper à leur part de responsabilité. Combien y en a-t-il qui, négligeant un moment de songer uniquement à leur intérêt personnel, se sont écriés avec M. Joseph Brunhes (2) : « Nous voulons des objets travaillés dans de saines conditions hygiéniques par des hommes libres, libres en droit

(1) Séance du 20 juin 1912, *J. O.* du 21, p. 1611.

(2) Mme Aug. Audollent, « Semaine soc. de Versailles », 1913.

et en fait, payés comme il est dû, non déprimés et non surmenés, vivant d'une vraie vie physique, morale et civique, en un mot d'une vie pleine... Il y a une limite de sueur ou de sang ou de souffrance ou de vie humaine que nous ne voulons pas qui soit dépassée ».

Il ne faut pas se le dissimuler plus longtemps, il y a, à la base de toute cette question, une loi, non seulement d'humanité, mais de justice à respecter. Le droit à la vie, à la dignité, à la grandeur surnaturelle de l'être humain, est supérieure aux marchandises, à l'or, aux théories, qui, sous aucun prétexte, ne sauraient lui être sacrifiés. La vie, la santé, la moralité de l'ouvrier sont choses supérieures aux biens matériels. Il y a des principes qui doivent passer avant tout.

Laissant même de côté en quelque sorte le point de vue moral, il faut convenir que ses principes font eux-mêmes partie de l'économie sociale (1). Ils ne seront alors pas ici des commandements adressés aux individus et n'intimeront pas, dans la majorité des cas, un ordre spécial à chaque particulier. La violation de leurs lois ne sera pas toujours un délit. Il peut y avoir des malheureux, sans qu'il y ait des coupables, des victimes sans malfaiteurs. Les principes en économie sociale sont des principes de finalité. Ils disent ce qui est désirable, le but qu'il faut poursuivre, le type qu'il faut réaliser, nous les regarderons comme des points de direction. C'est en les fixant du regard que nous agirons sur la société, c'est dans leur sens que, pour autant que cela dépend de nous, nous orienterons sa marche.

(1) C. f. Crétinon, « Semaine soc. de Versailles », 1913.

Comment modeler — d'une manière toujours imparfaite d'ailleurs (l'idéal est ce vers quoi on marche sans l'atteindre jamais) — la réalité sur ces principes et sur la loi naturelle?

Reconnaitrons-nous comme nécessaire l'emploi de l'une ou de l'autre de ces trois principales forces : la persuasion, la propagande exercée sur l'opinion publique ; la pression exercée par un groupe professionnel par exemple sur d'autres groupes ; l'autorité de la loi, enfin ? c'est une question que nous examinons d'autre part. .

Quoi qu'il en soit, nous ne saurions plus nier l'existence d'une question primordiale de justice sociale à respecter. Plusieurs des membres de la Chambre l'ont aperçue, lors de la discussion de la loi dont nous nous occupons particulièrement. Pourquoi l'unification à 10 heures de la journée de travail des ouvriers adultes dans l'industrie doit-elle être réalisée, se demande M. Godart, rapporteur de la Commission du Travail ? Pour trois raisons, dont la première est qu'elle consacre une œuvre de justice sociale (1) ... « Par dessus tout, nous donnerons au travail la juste protection qui lui est due. »

« C'est accomplir une œuvre de justice que de placer ces travailleurs dans la situation à laquelle ils ont droit », dit M. Léon Bourgeois (2).

La loi qui nous est proposée, dit M. Joseph Reinach (3), est une loi d'*humanité*. C'est aussi une loi de moralité. Je lui aurais voulu ce titre qui aurait ajouté à sa faculté de convaincre : loi contre le surmenage physique des ouvriers,

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 419.

(2) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 528.

(3) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 603.

Et vous vous imaginez bien que pour défendre la loi, je n'ai pas eu à lui découvrir d'autres motifs, à me fournir et à fournir à la Chambre d'autres justifications que celles qui m'ont déterminé à vous demander obstinément depuis seize ans des lois contre l'alcoolisme, que celles qui m'amèneront demain à vous demander, avec la même volonté, des lois de défense contre la tuberculose. »

« Nous disons, s'écrie M. Albert Thomas (1), que si dans certaines entreprises métallurgiques, il n'est pas possible aujourd'hui de faire que le travail soit un travail normal, sain, de même que pour d'autres raisons, pour des raisons industrielles ou commerciales, il y a des entreprises qui se trouvent sacrifiées ; pour une raison encore plus haute, encore plus digne d'intérêt, pour la raison de la santé ouvrière, pour la raison de la régénération nécessaire de la race, il faut que vous interveniez, il faut que vous exigiez par la loi la réforme indispensable. »

M. Fournier, répondant à M. Lefas (2), estime que ce dernier, comme ses collègues du centre représentant l'école libérale, voit dans l'agent essentiel de la production, dans le facteur le plus indispensable de travail, dans l'ouvrier uniquement un moyen d'enrichissement pour l'employeur. A leurs yeux, la seule question qui se pose devant la Chambre est, pour les patrons, une question de dividende ! M. Fournier, lui, croit que le travailleur n'a pas été fait par la nature pour se livrer exclusivement au travail manuel et pour dépenser sa force physique d'un bout de l'année à l'autre sans interruption. On doit tenir compte de l'hygiène,

(1) Séance du 6 juin 1912, *J. O.* du 7, p. 1293.

(2) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 736.

de la morale, du bien-être de l'ouvrier; tout cela doit faire partie des prescriptions du législateur.

II

Loi naturelle, justice éternelle, l'ouvrier finit quelquefois par se rappeler que vous êtes pour lui la meilleure de ses armes, le plus sûr de son abri. Il se souvient de plus en plus qu'après avoir payé son tribut à la matière en gagnant son pain à la sueur de son front, il est cependant « esprit, et qu'il ne doit pas seulement se nourrir de pain, mais de toute parole de vérité. » Il a des sentiments, des aspirations lui aussi! Et « il ne veut plus continuer à passer 11 heures de travail à l'usine pour retourner ensuite chez lui épuisé, sans joie, sans possibilité de goûter la vie de famille, sans loisir intellectuel, sans possibilité de lire, de s'éduquer (1) ».

Le plus religieux d'entre lui se rappelle la parole de Léon XIII : « Le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit pas excéder la mesure des forces des travailleurs et les intervalles de repos doivent être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier, et réglés d'après les circonstances des temps et des lieux (2) »...

Et lui, comme ses camarades, il en arrivera à se demander si le contrat de travail qui l'oblige au surmenage doit être respecté. « L'ouvrier, dit encore Léon XIII, doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par *contrat libre et conforme à l'équité*. »

Certes la société a le droit de ne pas être très rassurée :

(1) Albert Thomas, séance du 6 juin 1912, *J. O.* du 7, p. 1293.

(2) *Encycl. de conditione opificum.*

Le monde du travail forme une masse importante et de plus en plus organisée ; elle se souviendra, elle s'est déjà quelquefois souvenue, que seule une juste loi oblige, que très souvent la loi de justice naturelle, plus élevée et plus ancienne que la liberté des conventions n'est pas observée, que dans la plupart des cas, la liberté du travailleur n'existe pas au moment où se forme le contrat de travail. Il doit vivre, son consentement n'est pas libre et cette absence de liberté rend possible l'insertion des clauses injustes dans le contrat. « Contraint par la nécessité ou poussé par la crainte d'un mal plus grand, il accepte des conditions dures que d'ailleurs il ne lui est pas possible de refuser, parce qu'elles lui sont imposées par le patron ou par celui qui fait l'offre du travail ; c'est là subir une violence contre laquelle la justice proteste (1). »

La justice proteste ! Va-t-elle jusqu'à exonérer l'ouvrier de ses responsabilités, comme celui-ci semble en droit de le penser ? (2)

Nous devons convenir qu'en réalité il n'y a pas de contrat, donc pas d'obligations contractuelles, même au sentiment des juristes, puisque le consentement est vicié (3). Il n'y a qu'une situation de fait. Et « pour fonder en justice

(1) Léon XIII, de conditions opificum.

(2) Cf. Zamanski, « Sem. soc. de Versailles », 1913.

(3) L'art. 138 du Code civil allemand porte : « Un acte juridique (notamment exploitant le besoin, la légèreté ou l'inexpérience d'autrui) contraire aux bonnes mœurs, est nul ». M. Perreau a montré la différence qu'il offrait avec notre article 6 du Code Civil.

Selon M. van der Smissen, jurisconsulte belge (Revue du monde catholique, t. XVIII, 4^e série), l'ouvrier a le droit de faire rescinder pour cause de lésion tout contrat de travail qui ne lui assurerait pas un salaire suffisant. Cf. Raoul Jay, « Rev. pop. d'écon. soc. », février 1907.

les responsabilités que les faits imposent à l'ouvrier, il faut rendre justes les conditions du travail ».

Ce n'est pas à tel patron qu'il faut s'en prendre mais, répétons-le, au régime d'organisation économique dont il est souvent le premier esclave; à quand la réforme de ce régime?

En attendant, on le voit clairement, il est à craindre que l'ouvrier ne cherche à se faire lui-même justice très excusable, par des moyens qui peuvent l'être moins; mais en a-t-il tant que cela d'efficaces à sa disposition?

Certaines erreurs et exagérations de quelques théoriciens du matérialisme historique ou de quelques meneurs effectifs du syndicalisme s'expliquent aussi, parfois, comme une réaction contre des exagérations contraires (1).

Pourquoi donc en effet l'école orthodoxe a-t-elle professé qu'il n'est pas permis de mêler l'éthique à l'économie politique (2) et que les lois économiques « dominent la volonté de l'homme et s'imposent à elle », que l'homme doit tirer parti de ces lois en y obéissant, tout comme il obéit à la force de gravitation et comme il respecte les affinités chimiques (3).

Si le capitalisme a su tirer de cet enseignement la justification de ces abus, peut-on croire qu'il n'en soit pas parvenu quelque écho jusqu'au monde du travail qui, s'autorisant du témoignage rendu à la souveraineté des lois économiques, cherche lui aussi à en tirer parti en se laissant aller sans contrainte morale, à la force de la

(1) Cf. Zamanski, *loc. cit.*

(2) Block, *cit.* par Zamanski.

(3) Leroy-Baulien, *cité* par Zamanski.

« gravitation économique » annoncée par Karl Marx? N'y a-t-il aucune responsabilité de la part de l'économiste libéral dans l'existence d'une doctrine collectiviste, ne touchons-nous pas ici du doigt un de ces cas où elle n'est pas innocente du péril révolutionnaire?

Il n'est pas jusqu'à certaines thèses trop ingénument applaudies, parce qu'elles sont littérairement présentées, qui ne contiennent le principe de l'erreur que nous signalons ici.

« Que les auditeurs de M. Paul Bourget (4) approuvent des phrases comme celle-ci : « Il y a dans la société actuelle une barricade dressée et dont personne n'est responsable, ni les bourgeois ni les ouvriers, elle s'impose aux uns comme aux autres... » lorsqu'ils l'entendent invoquer le témoignage fataliste du poète :

...a prima descendit origine mundi

Causarum series, atque omnia fata laborant

Si quidquam mutasse velis...

témoignage qu'il traduisait pour notre époque par ces mots :

« La lutte des classes est un phénomène fatal, nécessaire, inéluctable; les malédictions et les flétrissures n'empêchent pas un fait d'être un fait... », les auditeurs de M. Paul Bourget doivent en bonne logique prendre la résolution de ne plus jamais s'indigner contre les destins, c'est-à-dire contre les mouvements ouvriers dont jusqu'alors ils flétrissaient la violence et les injustices.

Ils auront peut-être la force de ne pas s'indigner, mais à

(4) Cf. Zamanski, sem. soc. de Versailles 1913.

la suite de leur maître, ils conclueront « soyons de notre classe ». Ils tiendront à suivre jusqu'au bout la singulière logique de leurs adversaires; comme eux ils se réfugieront dans l'inconsistant abri du solidarisme de classe et défendront, s'il le faut, la barricade à coups de barre de fer ».

N'était-il pas bon de signaler le danger, « le péril révolutionnaire », et ne vaut-il pas mieux entreprendre de bon cœur les réformes nécessaires?

Car jusqu'ici « qu'avons-nous fait pour organiser les rouages sociaux de telle façon que par leur jeu naturel, ils rendent abordable à toute bonne volonté sa part légitime de félicité temporelle (1). »

Mais ne comptons pas comme négligable cette « force ouvrière » dont parle M. Vaillant à la fin de son important discours (2) :

« La journée de 8 heures, le repos hebdomadaire, la semaine anglaise, les repos et les indications de salaires que j'ai indiqués constituent les revendications non seulement nationales mais aussi internationales de la classe ouvrière. »

Vous assistez au développement de cette force ouvrière qui, il y a peu de temps encore, paraissait médiocre et insuffisante pour faire valoir ses revendications, mais qui, tous les jours deviendra plus grande, plus puissante et qui est bien décidée à conquérir la journée de 8 heures, comme son immédiate et principale revendication, et qui la con-

(1) Pie X, lettre sur le Sillon.

(2) Séance du 11 mars 1912, *J. O.* du 12, p. 683.

querra sûrement et plus prochainement que vous ne le pensez.

Mais viendra-t-elle se heurter à vos résistances, ou, au contraire comprendrez-vous que la voie doit lui être facilitée? Vous associerez-vous à la classe ouvrière pour lui rendre la vie moins pénible, moins terrible, moins homicide?

CHAPITRE V

PRODUCTION

I

Prosperité industrielle nationale. — Supposons un instant que la réforme des 10 heures, que nous avons reconnue nécessaire, soit appliquée. Quelle va être sa portée au point de vue de la production? Question aussi importante que complexe, au sujet de laquelle il est pourtant relativement facile de se faire une opinion. Elle a dû se poser chaque fois que l'on a réglementé la durée du travail, et, mon Dieu, les circonstances, toutes proportions gardées, ne sont pas changées (1). Comme l'a très bien dit M. Lauche, lors de la discussion du projet des dix heures (2), à mesure que l'industrie s'est développée il s'est produit une augmentation considérable des moyens de production. Le travail est devenu intensif. La machine guide l'ouvrier, l'entraîne, ne lui laisse jamais de repos. Mais il est certain que si le législateur de 1848 s'était trouvé devant les conditions de travail d'aujourd'hui, ce n'est pas la journée de 12 heures

(1) Il est vrai qu'à la lumière de la perturbation actuelle, l'infériorité de l'industrie française ne faisant plus de doute, on peut se demander si la protection et la limitation du travail n'en furent pas une cause. La question mérite d'autant plus d'être très soigneusement étudiée.

(2) Séance du 8 février 1912.

qu'il aurait fixée pour la durée du travail des usines, mais beaucoup moins.

Nous trouverons remarquablement exposée, dans la discussion du projet Viviani, toute l'argumentation relative à cette question capitale et à celle de la réduction de la durée du travail et avec répercussions vis-à-vis du commerce international.

Certains députés ne s'attaquent pas au principe de la réduction de la durée du travail; ils craignent les crises que doit amener la généralité de la loi proposée.

A quel domaine, s'écrie M. Jules Roche (1), est destinée cette mesure? Est-ce à un domaine qui, en soi, présente lui aussi d'une façon générale, un caractère d'identité absolue et uniforme? Si oui, si la mesure est destinée aux mêmes êtres, dans les mêmes conditions, je n'ai rien à dire contre la méthode. Mais si la mesure est destinée à des êtres profondément différents, à tous point de vue, de circonstance, de lieu, de matière, de mise en œuvre, même de caractère des ouvriers employés, je me heurte aussitôt à une faute de méthode tellement considérable qu'elle condamne l'œuvre qui nous est proposée. Or c'est précisément le cas.

Vous voulez imposer le même travail, la même durée de dix heures partout et toujours? Mais les industries auxquelles s'adresse ce projet sont-elles donc semblables? Peuvent-elles également, dans les mêmes conditions, iden-

(1) Séance du 8 février 1912, *J. O.*, du 9, « in extenso », p. 237, voir aussi au chapitre « Textes » ce que dit M. Jules Roche du projet et de la production (séance du 4 juillet 1912, *J. O.* du 5, p. 1994) et son opinion de la nécessité d'une entente internationale.

tiquement, supporter la même mesure avec les mêmes résultats, ou au contraire, par la nature même de ces industries, par leur jeu, si vous voulez leur appliquer la même règle, n'allez-vous pas déterminer ici, je vous le concède, par hypothèse, le résultat que vous cherchez, mais là, ailleurs, plus loin encore, des résultats tout à fait opposés? Je le crois et voici pourquoi. C'est qu'il n'y a aucune ressemblance, aucune identité entre nos diverses industries; la nature même du travail l'indique. Jamais ou presque jamais on ne travaille dans les mêmes conditions, ce n'est pas le même être qui travaille et il ne travaille pas dans la même ambiance ni sur les mêmes matières. Il ne peut donc y avoir identité dans la règle que vous voulez appliquer. »

Et M. Jules Roche ajoute que ce n'est pas seulement entre le travail agricole — qu'il ne s'agit pas, du reste, de régler — et le travail industriel, qu'il existe des différences fondamentales qui rendent impossible l'application d'un même régime, mais que ces mêmes différences se retrouvent dans l'industrie et qu'il est aussi impossible d'établir l'identité du travail en toutes saisons dans le travail des champs. Pour faire la preuve de ce qu'il avance, il prend comme exemple la loi de 1900 qui a réduit le travail des adultes à 10 heures dans les établissements, où existe le travail en commun (hommes, et femmes ou enfants), et insiste sur ce fait que les résultats de cette loi n'ont pas été identiques dans toutes les industries; que tandis que certaines l'ont supportée sans trop de dommages, d'autres au contraire, se sont heurtées à des difficultés considérables. Prenons les industries textiles : après avoir constaté que

ces diverses industries sont séparées par de profondes différences, il s'attache plus spécialement à l'industrie du coton et recherche comment les fabricants ont résolu la question après le vote de la loi de 1900. Ce qu'il fallait, c'était obtenir dans un moindre temps un rendement égal, et comme dans ce genre d'industrie le grand facteur n'est pas l'homme, mais la machine qu'on a cherché à augmenter : « Plus la navette circule rapidement, plus la trame se précipite dans la chaîne, plus le rendement est important, plus l'industrie est prospère, plus le patron pourra maintenir ses salaires. Et alors on a cherché à faire circuler plus rapidement la navette. On a perfectionné les moteurs. On a obtenu un plus grand nombre de battements pendant la même durée de temps. Non seulement on a obtenu une circulation plus rapide de la navette, mais encore on a perfectionné les machines elles-mêmes. On a trouvé des machines d'une ingéniosité vraiment merveilleuse. Certains métiers en sont arrivés à un tel point de perfectionnement qu'ils suppriment presque le travail et la surveillance de l'ouvrier. On a inventé pour le tissage mécanique du coton des métiers qui s'arrêtent automatiquement dès qu'un fil vient à se rompre. L'ouvrier n'a pas la peine, ni le mérite de s'apercevoir que le fil est rompu, le métier s'arrête tout seul. Bien mieux, tout seul, mécaniquement, le métier rattache le fil. Bien mieux encore, quand la canette chargée de fil qui est le passage de cette navette qui circule si rapidement d'un bout à l'autre de la chaîne, quand cette canette est épuisée, quand ce voyageur n'a plus de force, automatiquement le métier recharge le navire et la navette circule de nouveau sans que l'ouvrier ait à intervenir ».

Mais M. Jules Roche constate que si on a obtenu des résultats relativement satisfaisants pour le tissage du coton, il n'en a pas été de même pour le tissage de la laine, et cela, non seulement parce que la laine est plus lourde et que les fils de laine sont plus gros, mais aussi parce qu'une navette chargée de laine étant plus lourde qu'une navette chargée de coton, ne peut pas circuler aussi vite. Les différences paraîtraient bien plus considérables encore si on comparait les résultats obtenus dans une industrie avec ceux obtenus dans une autre. Aussi s'il est bon de venir en aide à ceux qui souffrent, qui livrent dans la vie un combat pénible, il ne faut pas qu'on arrive à compromettre la vie elle-même. Dans les lois sociales, il s'agit plutôt de savoir ce que l'on fait que ce que l'on veut : « Très souvent on s'aperçoit qu'on a fait le contraire de ce qu'on a voulu. C'est ce qui s'est passé depuis 1900. Certaines industries qui ont été exposées à de telles crises que, bien loin d'avoir été favorisés, les ouvriers en vue desquels on avait légiféré, ont été placés dans des conditions infiniment plus onéreuses, que ces industries ont été en danger de disparaître, que des ouvriers très nombreux ont vu leur salaire diminuer. Il y a eu des crises formidables ».

Il en est de même de M. Bauregard (1).

Ce qu'il désire avant tout, c'est la souplesse dans le travail. Il est d'ailleurs le premier à reconnaître qu'il n'y a pas un lien intime, une relation mathématique entre la durée du travail et la productivité et « qu'on pourrait diminuer la durée du travail, l'abaisser de douze heures à onze heures

(1) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 374.

et ensuite de onze heures à dix heures réellement sans se heurter à une diminution de la productivité de l'industrie », mais il déclare que si cela est vrai dans certaines industries, cela ne l'est pas dans toutes :

« C'est-il donc bien étonnant ?

Réfléchissons un instant. Supposez une industrie où la main-d'œuvre tient de beaucoup la grande place, 80 0/0 par exemple. Si on impose moins de fatigue à cette main-d'œuvre, il est très normal qu'elle rende mieux ! A la fin de la journée de travail, l'ouvrier travaille moins et moins bien. On a observé que parfois, c'est dans les dernières heures que se produisent ^{les} accidents. Qui peut s'en étonner ? Par conséquent là, où la main-d'œuvre tient une très grande place, il est tout naturel qu'en laissant l'ouvrier mieux respirer, qu'en l'entraînant mieux, en le fatiguant moins, vous obteniez un travail plus intensif, de telle sorte qu'une fois qu'il aura un entraînement suffisant, en dix heures, il fera autant de travail qu'en douze. Je ne demande pas mieux. Mais là où l'ouvrier est conducteur de machine, là surtout où il est est, je ne dirai pas au service de la machine, — je n'admets pas cela — mais là où il est le chef conduisant cette force brutale et la dirigeant vers le but utile où il veut l'amener, comment voulez-vous que si vous diminuez la durée de la marche de cette machine, en la réduisant à 10 heures, l'ouvrier produise en dix heures autant qu'en douze ? Cela est impossible. Et nous allons trouver des observations de ce genre. A vrai dire, il me semble que, même sans observations précises, — et il y en a — cela saute aux yeux, c'est l'évidence même. »

Aussi, M. Beauregard, comme l'a fait M. Jules Roche,

insiste sur les inconvénients qui existent à appliquer le même règlement à toutes les industries, l'abaissement de la journée de travail devant avoir dans certaines industries— et il cite à l'appui de nombreux exemples — des conséquences sur la diminution de la productivité et non dans d'autres. Une industrie qui sera la plus atteinte sera celle de la construction mécanique, dans certaines régions, notamment dans le sud. Elle se trouve dans une situation spéciale, en ce sens qu'elle est surtout constituée par de petites maisons ayant à leur tête d'anciens ouvriers qui sont devenus patrons. Ne fabriquant pas spécialement certains objets, elles tendent, à l'heure actuelle, à fusionner, à former des maisons plus importantes, à se spécialiser. Si on leur impose la journée de 10 heures, elles seront arrêtées dans leur transformation et se trouveront dans une situation des plus critiques vis-à-vis de l'étranger. Sur ce dernier point nous reviendrons bientôt.

On a discuté aussi sur le fond même de la question.

La loi des dix heures, a-t-on dit, gênera l'industrie française dans son libre développement, parce que : « à diminution donnée de durée de travail, diminution égale de production ». On apporte à l'appui de cette thèse l'exemple fourni par l'application des lois de 1900 et 1905 pour les mines.

Indiquons tout d'abord qu'à notre avis, même si l'objection était juste, il ne s'en suivrait pas nécessairement que la loi fut mauvaise. Qui doit l'emporter d'elle ou des avantages que nous nous proposons d'étudier plus loin ?

Mais est-il exact que la production doive diminuer avec

les courtes journées, ne doit-elle pas plutôt augmenter ? C'est ce que nous allons essayer de déterminer.

Quelques députés se sont montrés convaincus que la réduction de la durée du travail diminuerait la production.

M. Paul Beauregard (1) croit que le Gouvernement n'a pas les données nécessaires pour pouvoir demander en toute connaissance de cause, le vote de la réduction du travail. Il remarque que la Commission du Travail n'a tenu aucun compte des avis des Chambre de Commerce et que d'autre part le rapport de 1910 émanant de l'Inspection du Travail, loin de constater, comme le faisait celui de 1908, que la réduction à 10 heures de la journée de travail est admise par la grande majorité des industriels, reconnaît qu'il n'y a pas plus de 32 0/0 d'établissements industriels employant uniquement des adultes qui ne dépassent pas 10 heures de travail, c'est-à-dire un peu moins d'un tiers. Il en résulte qu'on va bouleverser les conditions actuelles de la production dans 60 0/0 des industries employant des adultes et rien que des adultes. Mais en outre, ce qui est tout aussi grave, on troublera l'industrie, non pas dans la proportion de 60 0/0 mais de 100 0/0, parce que, même aux ouvriers qui ne font que dix heures, on enlèvera le droit d'en faire douze : « A l'heure actuelle, une usine n'emploie ses ouvriers que pendant dix heures, parce qu'il y a entente entre patron et ouvriers pour ne faire que 10 heures. Mais si une circonstance se présente, une commande pressée qu'on n'a pu accepter que parce qu'on sait qu'on pourra s'entendre avec les ouvriers et obtenir le supplément de

(1) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 373.

travail journalier nécessaire, de telle sorte qu'on pourra livrer dans les délais, il n'y a pas le moindre obstacle, car la règle c'est douze heures et cette usine qui, en fait, ne fait que dix heures ordinairement, s'entendra avec ses ouvriers qui, en général, notez le bien, ne demanderont pas mieux. Il sera convenu qu'on fera une heure, une heure et demie, deux heures supplémentaires, pendant le temps nécessaire, mettez deux mois, mettez trois mois, mettez même quatre mois, pendant le temps qu'il faudra. Nous avons ainsi ce mérite qui suit toujours les combinaisons de l'initiative privée : une parfaite souplesse et l'entière faculté de s'adapter aux circonstances qui se présentent. »

Il ne faut pas se leurrer par cette idée, dit M. Plichon (1), que la diminution des heures de travail n'entraînera pas une diminution de production. Quoiqu'on en ait dit, l'expérience a démontré le contraire. Il cite comme exemple la loi française de 1905 sur le travail dans les mines ; il montre par des chiffres, qu'au fur et à mesure de l'application de cette loi par le système des paliers, le rendement par ouvrier n'a cessé de décroître. Le même fait se remarque en Angleterre et en Belgique à la suite du vote de lois similaires. Il cite notamment comme exemple en France, la production annuelle par ouvrier du fond pour les mines du Nord. Cette production a été :

en 1905	de 991 kilogr.
en 1906	de 945 »
en 1907	de 958 »
en 1908	de 920 »

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 412.

en 1909 de 925 kilogr.

en 1910 de 915 »

A la diminution des heures de travail, dit M. Jules Roche (1), correspondra une diminution de production. Ce fait s'est manifesté dans les mines à la suite du vote de la loi de 1904. Il en a été de même en Belgique, à la suite de l'application de la loi du 31 décembre 1909, loi qui par échelons d'une demi-heure abaisse la durée du travail de 10 heures à 9 heures, et doit produire son plein effet à partir du 1^{er} janvier 1912. Eh bien! alors qu'en 1910, lorsque la durée du travail n'avait été encore réduite que d'une demi-heure, la production était de 23.927.230 tonnes, en 1911 elle tombe à 23.125.140 tonnes, soit une diminution de production de 802.090 tonnes. Il est plus que probable que lorsque la durée du travail aura été abaissée d'une heure, la diminution de la production atteindra 2 millions de tonnes soit 6 0/0.

Même fait en Angleterre, à la suite du vote de la loi minière du 21 décembre 1908 qui est entrée en application le 1^{er} juillet 1909. Alors qu'auparavant la production augmentait environ de 15 à 16 millions de tonnes anglaises par an, elle a diminué de 5 0/0 en 1910 et beaucoup de charbonnages, qui n'étaient pas assez forts pour résister aux conséquences de la loi, ont dû disparaître. Les salaires ont aussi diminué avec la production. De 60 centimes dans certains centres, la réduction fut dans d'autres de 95 et de 1 fr. 15. Le rapport de l'inspecteur des mines de la Couronne pour le Yorkshire et pour le North Midland attribue

(1) Séance du 5 mars 1912, *J. O.*, du 6, p. 596.

ces diminutions de salaires à la cause bien déterminée de l'application de la loi de 8 heures.

Le même phénomène se constate en France chez les ouvriers de la marine : l'arrêté ministériel du 21 octobre 1902, complété par un nouvel arrêté du 7 janvier 1903 a fait descendre leur journée de 9 heures 35 minutes à 8 heures (diminution de 17 0/0. Or une enquête faite par une commission a démontré qu'une diminution dans le rendement journalier est notoire depuis la mise en vigueur de la nouvelle réglementation et qu'elle est dans l'ensemble très sensiblement proportionnelle à la différence de la durée du travail effectif entre la journée de 9 heures 35 et celle de 8 heures. M. Jules Roche cite un certain nombre de rapports qui viennent à l'appui de cette constatation.

M. Delpierre (1), développant sa disposition additionnelle indique comment la *petite* et la *moyenne* industrie ne pourront vivre après le vote de la loi qu'à la condition d'augmenter leurs frais généraux et par conséquent leurs prix de vente; sinon elles disparaîtront, car elles ne pourront plus soutenir la concurrence de la grande industrie beaucoup mieux outillée. A la différence de cette grande industrie qui pourra faire des sacrifices d'argent considérables, pour augmenter et perfectionner son matériel, agrandir ses usines, accroître son personnel; la petite industrie où le patron travaille souvent avec ses ouvriers, manque presque toujours de capitaux et de l'emplacement nécessaire pour perfectionner son matériel et pour augmenter le nombre de ses compagnons. Qu'en résultera-t-il? C'est que la dépo-

(1) Séance du 28 mars 1912, *J. O.* du 29^e p. 1.001.

pulation des campagnes va encore s'accélérer. Ce sera un mal considérable que M. Fernand David, Ministre de l'Agriculture, est le premier à reconnaître puisque, comme remède à cette dépopulation, il préconise la création de petites industries pouvant facilement s'exercer au village : « A l'heure actuelle, de petits ateliers de vannerie, de lunetterie, de cordonnerie, d'horlogerie, de ferronnerie, de scierie, de broserie, et quelques autres retiennent encore à la campagne un certain nombre d'ouvriers qui travaillent aussi à la culture pendant les travaux importants de la fenaison et de la moisson. A côté d'eux, vivent des bourreliers, des charrons, des constructeurs de petit matériel agricole, des mécaniciens qui ne produisent pour ainsi dire que pour la clientèle locale. Or, ces très modestes industriels, auxquels je tiens à ajouter les entrepreneurs de construction, maçons, menuisiers, serruriers, travaillent généralement plus de 10 heures par jour et tous affirment que le régime projeté amènera sûrement à bref délai la *fermeture* de leurs établissements, incapables de soutenir la lutte contre les grandes fabriques à capitaux inépuisables, à outillage perfectionné et dont il est toujours facile d'augmenter le personnel... Je ne voterai donc pas la ruine ou l'exil vers de grandes cités de ces travailleurs modestes qui ont le droit de compter sur notre appui ; au lieu de vouloir supprimer la petite industrie, je suis prêt à prendre toutes les mesures qui, en assurant son développement, favoriseront l'accession du plus grand nombre de prolétaires au patronat et à la propriété individuelle qui est le gage le plus sûr de l'indépendance et de la liberté. »

Mais les arguments que l'on a apportés pour montrer que

la réduction de la durée du travail n'apporterait aucun trouble sérieux — au contraire — dans la production, nous paraissent plus décisifs. Indiquons tout d'abord que cette réduction et cette unification favoriseront l'intérêt des bons patrons.

« La loi, dit M. Justin Godart (1), est nécessaire pour garantir les employeurs qui ont quelque souci de la santé et de la moralité de leurs ouvriers contre une minorité qui, grâce aux longues journées qu'elle peut imposer, leur fait, en tirant de la main-d'œuvre un profit abusif, une concurrence contre laquelle ils protestent. » Il faudra d'ailleurs, fait-il observer, appliquer des méthodes de travail encore peu répandues et une perfection de l'outillage qui n'est pas assez généralisée.

La loi sera bien vue de la majorité des industriels... et il cite à ce propos un passage du rapport de l'inspecteur divisionnaire de Dijon : « L'extension de la journée de 10 heures aux adultes sans distinction ne soulèvera pas de difficultés bien sérieuses. Tel est le sentiment d'un grand nombre d'industriels consultés qui préféreraient de beaucoup cette règle uniforme, imposant à tous les mêmes charges, à la situation confuse actuelle ; celle-ci, surtout avec la subtilité des locaux séparés, place les industriels, observateurs scrupuleux de la loi du 30 mars 1900, en état d'infériorité notoire avec leurs concurrents qui ont recours à ce subterfuge ou qui renvoient les enfants. »

M. Garat, membre de la Commission (2), fait remarquer

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 425.

(2) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 15, p. 378.

que la journée de 10 heures n'est une innovation dans aucune industrie et qu'elle tend à être appliquée par la plupart des patrons. « Il y en a pourtant un certain nombre qui persistent à demander aux ouvriers douze heures de travail par jour. Le but et le motif de ce projet est précisément d'établir en quelque sorte une loi régulatrice sur le marché intérieur et d'empêcher que certains employeurs consciencieux soient concurrencés par d'autres employeurs moins scrupuleux qui veulent édifier leur fortune personnelle aux dépens des efforts des ouvriers. »

D'ailleurs la journée de 10 heures est déjà presque réalisée; elle ne saurait donc apporter de grandes perturbations; M. Godart rappelle qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé, que dans les *fonderies*, 90 0/0 des ouvriers travaillent dix heures par jour; de même pour les *constructeurs mécaniques*. Dans l'industrie du *Gaz*, la durée du travail est de 6 à 8 heures. Dans l'*industrie textile*, il est très rare que la journée dépasse 10 heures. Il constate que les principaux intéressés ne discutent plus le principe de la loi, mais seulement le quantum des dérogations.

Écoutons, sur le même point, M. Justin Godart :

Au point de vue pratique, se demande-t-il (1), quelle sera la répercussion en France de l'établissement de la journée de 10 heures?

Il constate qu'il y a 167.893 établissements, occupant un personnel mixte de 2.449.213 personnes, où la durée de travail est légalement de 10 heures. Il y a en outre 39.029 usines et manufactures, occupant 436.244 ouvriers adultes

(1) Séance du 22 fév. 1912, J. O. du 23, p. 425.

qui, en vertu de la loi de 1848, ne peuvent travailler plus de 12 heures par jour. Enfin, il y a 150.000 établissements n'occupant que des ouvriers adultes qui ne sont ni des usines, ni des manufactures au sens de la loi de 1848 et qui échappent à toute limitation légale.

On pourrait résumer ces indications dans le tableau suivant :

Établissements	Nombre d'ouvriers	Régime	Durée légale
167.893	2.449.213	loi de 1900	10 heures
39.029	436.244	loi de 1848	12 heures
150.000	adultes n'emploient que des adultes		sans limitation

Une enquête a été faite par les Inspecteurs du travail (à la demande de la Commission supérieure du Travail). Elle la porté sur 94 0/0 des établissements régis par les lois de 1892-1900, sur 80 0/0 de ceux soumis à la loi de 1848, sur 63 0/0 des établissements échappant à toute réglementation. Elle a porté en tout sur 284.083 établissements industriels. Or, dans 208.293 de ces établissements, soit 73 0/0, il résulte de l'enquête qu'il est fait 10 heures ou moins de 10 heures.

Quant au nombre des établissements qui seraient touchés par le projet de loi s'il était adopté, il serait de 41 0/0 des usines et des manufactures visées par la loi de 1848 et de 30 0/0 dans les ateliers et chantiers soumis seulement à la loi de 1893 qui a trait à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

La conclusion de la Commission du Travail a été que l'unification à 10 heures, du maximum légal de la durée du

travail, ne rencontrerait pas de grandes difficultés si l'on procédait par étapes, comme cela a été fait pour la loi de 1900, et si l'on réservait pour les hommes adultes la possibilité de faire quelques heures supplémentaires dans les moments de presse. C'est la brûlante question des dérogations sur laquelle nous reviendrons.

Le nombre important d'établissements, indiquait M. Barrai (1) dans son rapport à la Commission supérieure du Travail en 1912, dont la durée du travail est supérieure à 10 heures, comprend :

1^o Les établissements à travail continu, où le personnel est divisé en 2 équipes, faisant chacune 12 heures ;

2^o Les petits ateliers de campagne. Pour ceux-ci, la réduction à 10 heures n'aurait pas, à notre avis, de répercussion notable sur la production, étant données les pertes de temps qu'entraîne le caractère familial de ces établissements ; l'ouvrier cause avec le client, fume avec lui maintes cigarettes, l'accompagne à l'auberge voisine !

Revenons en effet à nos moutons et demandons-nous si la loi de 10 heures va vraiment nuire à la productivité.

La Législation actuelle, au dire de M. l'abbé Lemire (1), entraîne la diminution de la qualité même du travail. Si on réduit la journée de l'ouvrier, l'intensité du travail compensera sa durée (2). Et pourquoi ? Les causes d'augmentation de la productivité nous sont fournies par les

(1) Inspecteur divis. de la 11^e circonscription (Ain, Rhône, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Savoie, Haute-Savoie). Rapp. à la Com. sup. du Trav. en 1912.

(3) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 414.

(2) Eod. loc., p. 416.

rapports de la Commission du Travail. On peut les ramener à cinq :

1^o Si la durée du travail est plus courte, elle est plus « occupée ». Les absences diminuent, les lenteurs du début sont supprimées; les trainailleries de la fin disparaissent; de même les petits repos intermédiaires qu'on appelle « tabacs »;

2^o Devant être plus court, le travail est mieux organisé. Tout le monde est à son poste à l'heure. Il n'y a pas de cahotages qui proviennent d'une longue durée. On surveille l'emploi de son temps;

3^o L'outillage est amélioré;

4^o Avec un travail réduit, l'énergie est plus constante et plus régulière; l'attention plus soutenue, l'intelligence plus éveillée;

5^o Les accidents de la dernière heure, qui sont nombreux à cause du surmenage, de l'inattention et de la lassitude, sont rares.

Et l'abbé Lemire ajoute : « Enfin, Messieurs, et c'est là l'observation par laquelle je termine en ce qui concerne l'intensité du travail, la machine des machines, celle auprès de laquelle toutes les interventions des Watt et des Arkwright, ces habiles hommes du monde anglo-saxon, cette machine humaine se répare, se remonte, si bien que l'ouvrier retourne à sa tâche avec l'intelligence plus claire, avec plus de courage à l'œuvre et une vigueur toute renouvelée. »

Un avantage de la loi de 10 heures, pour l'abbé Lemire (1),

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 416.

est que l'industrie deviendra plus régulière. Le travail, aujourd'hui, est irrégulier, et les patrons l'expliquent par l'irrégularité des commandes. Quand un patron reçoit une commande, il ne la refuse pas parce que : « il a derrière lui une armée d'ouvriers qui sont taillables et corvéables à merci et auxquels on peut demander onze, douze et quatorze heures dans un moment de presse, simplement en les payant un peu plus. » Grâce à la loi de 10 heures, l'industriel pourra répondre à ceux qui lui feront des commandes inopportunes que la loi ne lui permet pas de les satisfaire. Alors qu'arrivera-t-il ? C'est que l'industrie, au lieu d'attendre passionnément les commandes, ira au devant et avertira le commerce qu'il ne doit pas faire ses commandes au dernier moment, aidé en cela par les ligues sociales d'acheteurs : « Nous ferons la même réponse aux gros industriels, aux gros commerçants. Nous leur dirons : Souvenez-vous que dans cet atelier, il y a des êtres humains et que vous n'avez pas le droit, par vos commandes venues à la dernière minute, de peser sur la santé de ces malheureux et, sous prétexte d'être servis sans retard, de leur demander quatorze ou quinze heures de travail. »

La loi de 10 heures n'ira pas à l'encontre de l'intérêt des patrons : « Les lois sociales (1), en particulier, se sont toujours tournées tôt ou tard au bénéfice de tous, patrons comme ouvriers; toujours la justice et l'intérêt se sont unis. »

Parmi les trois raisons qui, selon M. Godart, rapporteur de la Commission du Travail, militent en faveur de l'unifi-

(1) Eod. loc., p. 418.

cation à 10 heures du travail des adultes dans l'industrie, il en est une sur laquelle il insiste : c'est que cette unification répond aux intérêts véritables et permanents de la production (1).

Il n'y a pas à tenir compte des dangers que la réglementation du travail peut faire courir à la productivité au point de vue quantité. Et cela, parce que dans la production, il y a autre chose que le facteur « main-d'œuvre », il y a le « capital », duquel on a le droit d'exiger un effort au moins égal, sinon plus considérable.

« Le capital, dit-il, n'a pas dans notre pays, fait tout son devoir dans toutes les industries. Il n'a pas toujours donné au travail l'outillage moderne, qui doit alléger sa peine. Ses détenteurs trouvent évidemment plus simple, plus lucratif d'obtenir, par la prolongation de la journée de travail ce que, chez nos concurrents, on tire d'une organisation technique sans cesse tenue au courant du progrès. C'est pourquoi, au nom de la justice, la loi doit intervenir pour stimuler en protégeant le travail, l'acuité du travail qui reste volontiers passif. En faisant cela, *la loi servira les intérêts mêmes de notre production*. La journée de travail de durée normale laisse l'ouvrier dispos, alerte, entraîné. Grâce à cette limitation, en Angleterre, en Allemagne, le rendement du travail est supérieur; pour la France, l'unification à dix heures, mettra fin à une diversité de régimes qui est préjudiciable à un emploi judicieux de notre main-d'œuvre, qui est dangereuse, notamment pour l'apprentissage. »

(1) Séance du 22 février 1912, J. O. du 23, p. 419.

M. Godart (1), cherche à démontrer qu'une diminution de la production n'est pas fatalement la conséquence d'une diminution progressive et raisonnable de la durée du travail. Il trouve dans nombre d'industries la preuve que les longues journées ne sont pas plus productives. En France, de nombreux industriels sont venus attester que la diminution de la journée de travail n'avait pas amené dans leur établissement de fléchissement de la productivité. En Angleterre, ce sont les industriels de Sunderland qui, après avoir établi chez eux la journée de 8 heures, viennent, un an plus tard, déclarer que les machines, bien que ne travaillant que 8 heures au lieu de 9, ont une productivité égale. M. Godart cite à cette occasion le témoignage de M. Chamberlain qui, ayant 10.000 ouvriers sous ses ordres, est arrivé à obtenir une production bien plus grande : « Dans nos établissements, dit M. Chamberlain, nous avons successivement réduit le nombre des heures de 10 à 9, puis à 8. J'ai remarqué depuis longtemps que la plupart des accidents se produisaient à la fin de la journée. Or, si après un certain nombre d'heures de travail, les mouvements de l'ouvrier, par suite de la fatigue qu'il éprouve, deviennent assez lents et assez irréguliers pour donner lieu à des accidents, à plus forte raison pouvons-nous en conclure que la qualité de son travail se détériore à mesure que le temps se prolonge. En fait, nos ouvriers travaillent tout autant en 8 heures qu'ils travaillent en 10. Leurs salaires qui leur sont en général comptés aux pièces n'ont pas été réduits.

(1) Séance du 22 février 1912, *J. Off.*, du 23, p. 424.

L'intensité du travail a augmenté à mesure que sa durée diminuait. »

En France, l'expérience a été faite à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 30 mars 1900. Dans les ateliers employant des adultes, des femmes et des enfants, la journée de travail a été amenée à dix heures avec des paliers de 11 heures et de 10 heures 1/2. Quel a été le résultat ? Il résulte des rapports des inspecteurs du travail que d'une façon générale, l'industrie a regagné, malgré la diminution de la durée de la journée de travail, sa productivité antérieure, et cela même dans les industries où la *machine* et non la main-d'œuvre joue le principal rôle. M. Godart cite à cet égard un extrait du rapport de l'inspecteur de la 11^e division : « Avec le même nombre de métiers mécaniques à tisser, marchant à la même vitesse et fabriquant des articles analogues, un tissage de soierie a produit en 1903, régime de 10 heures 1/2 par jour, 325.765 mètres d'étoffe ; en 1904, régime de 10 heures pendant huit mois 325.669 mètres. Il y a là une bien légère diminution, mais l'observation n'a porté que sur huit mois ; enfin en 1905, régime des 10 heures, au lieu de 325.669 mètres, avec le même nombre de métiers, *animés de la même vitesse*, on a produit 350.932 mètres d'étoffe. Pendant le premier trimestre de 1906 enfin, la production a atteint 95.000 mètres, ce qui représente 380.000 mètres de production annuelle. Et cependant alors chaque ouvrière en 1903, conduisait en moyenne un métier et demi et en 1906, chacune a conduit deux métiers, et a donc eu plus de fils à rattacher, ce qui devrait, en raison de la perte de temps qui en résulte, affecter défavorablement la production. Diminution du personnel et di-

minution des heures de travail, n'ont cependant pas empêché la production de s'accroître d'une façon sensible.

Et voici ce que déclare le rapporteur pour conclure sur ce point : « Il faut donc bien que les industriels comprennent et que vous compreniez, Messieurs, que la journée normale de dix heures doit procurer des bénéfices industriels et sociaux évidents. La productivité sera plus grande, il y aura plus d'entrain, de bonne humeur, d'activité dans le labeur, la qualité sera plus régulière, il y aura moins de malfaçons dues à la lassitude. On a vu que partout, aux courtes journées correspondait une diminution des absences; l'état sanitaire sera meilleur, il y aura moins de péril alcoolique ; il y aura une réduction certaine du nombre, de la gravité des accidents du travail et, par suite, une économie appréciable des frais généraux. En résumé, ainsi que le déclarait M. J. Raë, comme conclusion de son enquête sur la journée de 8 heures, — et c'est une vérité confirmée depuis par toutes les enquêtes —. « Toutes les réductions de la journée de travail ont rendu la nation qui les avait adoptées plus saine, plus riche et plus sage. » M. Justin Godart ne croit pas, comme l'ont prétendu certains députés et notamment M. Beauregard, que la journée de 10 heures serait pour certaines industries une véritable catastrophe.

N'est-il pas à craindre que l'on constate une forte réduction de la production nationale ; puisqu'il existe un certain nombre d'établissements qui en fait et en droit échappent à la journée de 10 heures ? se demande à son tour M. Léon Bourgeois (1).

(1) Séance du 29 février 1912, *J. Off.*, du 1^{er} mars, p. 527.

Il ne conteste pas qu'à la suite de l'adoption de la loi, il pourra y avoir une certaine réduction de la production nationale, comme cela s'est produit à la suite des réductions de la durée du travail dans tous les pays et dans toutes les conditions. Mais il est convaincu que cette réduction sera *passagère* et qu'elle ne portera pas une atteinte sérieuse à la production du pays. Et cela parce que, aussi bien en France que dans tous les pays, le rendement horaire et le salaire tendent à s'élever dans toutes les industries; qu'au contraire, la durée du travail et le prix de revient tendent à s'abaisser. Le problème industriel qui se pose est donc d'abaisser encore le prix de revient malgré la réduction du nombre d'heures de travail et l'augmentation des salaires, grâce à un meilleur rendement.

Cela a été réalisé dans un certain nombre d'industries. Le Ministre du Travail donne comme exemple certains établissements de l'État. Dans les ateliers de constructions de l'artillerie nationale, le nombre des heures de travail a diminué depuis 1904 dans une proportion assez considérable, de 10 heures à 9 heures en 1906 et de 9 heures à 8 heures 1/2 en 1908. Or ces réductions progressives des heures de travail prudemment accomplies avec les paliers nécessaires ont pu être jusqu'ici réalisées sans fléchissement sensible des rendements totaux et sans variation appréciable des prix de revient. Le perfectionnement continu de l'outillage et une meilleure organisation du travail en fut la cause.

Les industriels l'ont si bien compris que beaucoup d'entre eux n'ont pas hésité à devancer la loi : « Le tout est dans la mesure : il ne faut aller ni trop vite ni trop loin, mais

nous devons compter que loin d'être une cause d'arrêt de notre production, ce sera pour ainsi dire le coup de fouet, l'excitation nécessaire à l'ingéniosité et à la bonne volonté des patrons. Entre ceux qui ont réalisé la journée de 10 heures et ceux qui ne l'ont pas réalisée, il faut bien reconnaître que ce sont les patrons les plus intelligents, les plus actifs, les plus prévoyants qui ont fait la réforme avant que la loi les y contraigne. »

Quelle est donc la proportion des industriels qui ne font pas plus de 10 heures ? Il y aurait d'après les statistiques 73 00/ d'établissements industriels ne faisant pas plus de 10 heures. Mais le nombre des ouvriers est-il proportionnel au nombre des établissements ? *A priori* la chose paraît vraisemblable parce que c'est généralement dans les établissements que peut se faire une organisation générale de la production, une diminution du temps de travail.

Une statistique établie par M. Fontaine, directeur du Travail, comme les résultats suivants :

Sur 2.130.000 travailleurs adultes en France, 1.131.000 travaillent sous la règle de la loi de 1900, c'est-à-dire avec la limite de 10 heures dans les ateliers mixtes ; 949.000 échappent à cette limitation, savoir, 436.000 peuvent travailler 12 heures sous le régime de la loi de 1848 et 513.000 se trouvent dans des établissements n'ayant aucune limite de travail légal.

Sur les 949.000 ouvriers qui représentent légalement le chiffre des ouvriers non soumis à la loi de 10 heures, le Directeur du travail, se basant sur le relevé des inspecteurs a calculé que 365.000 ont en fait la journée normale de 10 heures.

Si on ajoute aux 1.181.000 ouvriers de la loi de 1900 ces 365.000 qui, sans que la loi soit intervenue pour eux, ont en fait la même durée de travail, nous en trouvons 1.546.000 environ faisant la journée de 10 heures. Et si on ajoute encore les femmes et les enfants qui font 10 heures et sont 1.268.000, on trouve que le total des travailleurs 2.130.000 adultes, 1.268.000 femmes soit 3.398.000 personnes se répartit ainsi : 1.546.000 hommes, 1.268.000 femmes soit 2.814 000 personnes qui ont, en fait, la journée de 10 heures. Ce chiffre de 2.814.000 personnes représente près de 83 0/0 du *total des ouvriers français*. Le problème n'est donc pas loin de sa solution. On pourrait former avec ces indications le tableau suivant :

Du moment qu'il n'y a que 25 0/0 d'ouvriers adultes pour lesquels la loi jouera (1), on ne peut pas dire que l'application de la loi expose l'industrie française à des risques graves.

M. Léon Bourgeois, Ministre du Travail (2), constate que les oppositions dont le nouveau projet est l'objet ne s'étaient pas produites au moment de son dépôt, il y a 6 ans. Ce n'est que tout récemment, dit-il, que des manifestations se sont produites, se sont multipliées, et sont devenues ardentes. Mais le fait n'a rien d'extraordinaire. Des oppositions se sont également produites contre la loi de 1898, sur les accidents du travail, contre la loi de 1900 sur les ateliers mixtes, et plus anciennement encore contre la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants. « Une résistance de ce genre est presque inévitable chaque fois qu'il s'agit de toucher à une organisation aussi complexe et aussi étendue que celle du travail national. Toute législation nouvelle trouble des habitudes établies, des intérêts respectables et qui, comme tous les intérêts permanents, sont habitués à se considérer comme des droits. Toute réforme de ce genre, qui comporte un sacrifice de certains intérêts particuliers — il faut le reconnaître — soulève des résistances. Mais la considération de l'intérêt général l'emporte sur la considération des intérêts particuliers, et les intérêts particuliers eux-mêmes, dès lors qu'ils s'aperçoivent qu'on a tâché de les ménager dans la plus large mesure du possible, s'inclinent devant les consi-

(1) Eod. loc., p. 529 (Bourgeois) voir plus loin au chap. : « La loi des dix heures », ce que M. Dubois pense de ces chiffres.

(2) Séance du 19 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 524.

dérations de l'intérêt général. Le consentement général se fait, la paix s'établit sur les bases de la réforme accomplie. »

M. Joseph Reinach (1) déclare qu'il résulte des affirmations de l'immense majorité des industriels que la production ne sera pas atteinte par la loi de 10 heures; que sans doute quelques industries pourront souffrir momentanément; mais il est persuadé, qu'après un court délai, elles se féliciteront comme les autres de la réduction. D'ailleurs le devoir du législateur est de s'élever toujours à *l'intérêt général*, même en lui sacrifiant quelques intérêts particuliers. Or, cet intérêt général c'est la santé de l'ouvrier, sa force physique, sa valeur morale.

M. Vaillant (2) cite les déclarations de M. Slag, membre du Parlement anglais pour Manchester, à la Commission d'instruction technique, après l'application de la loi de 1847 sur les 10 heures : « Par la réduction des heures de travail dans l'industrie du coton, les ouvriers ont travaillé avec plus d'énergie et d'intelligence et ont, non seulement maintenu mais parfois augmenté la productivité, de telle sorte qu'en réalité nous produisons autant dans cette industrie avec les heures diminuées, qu'auparavant avec les longues heures. »

M. Godart, rapporteur (3), réfutant les allégations de M. Jules Roche au sujet de la diminution du rendement des mines après la mise en application de la loi de 1904, les conteste en principe. Il reconnaît qu'il y a eu diminu-

(1) Séance du 5 mars 1912, *J. O.*, du 6, p. 603.

(2) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 623.

(3) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 605.

tion dans le bassin du Nord et dans celui du Pas-de-Calais, mais cela s'explique par des grèves et par la catastrophe de Courrières. Au contraire il y a eu augmentation dans le bassin de St-Etienne, de 150.000 tonnes; dans le bassin de Blanzy de 80.000 tonnes; dans celui du Gard de 70.000 tonnes; dans ceux de Commentry et de Saint-Éloi de 150.000 tonnes. Et cela bien qu'il y ait plutôt diminution du nombre des ouvriers.

D'ailleurs ce qui prouve bien que la production n'a pas été atteinte, c'est que les actions des Compagnies Minières ont d'une façon générale, très sensiblement augmentées; actions de Blanzy cotées 1.432 francs en 1905 et 1.875 francs en 1910; actions des mines d'Anzin, cotées 6.113 francs en 1906 et 8.150 francs en 1910; actions de Carmaux cotées 1.846 francs en 1906 et 2.134 francs en 1910.

La statistique de M. Jules Roche montrant qu'en Angleterre la diminution de la durée du travail a coïncidé avec une augmentation des accidents du travail ne prouve rien; elle ne porte en effet que sur les deux années consécutives et pour qu'elle fut vraiment probante, il aurait fallu qu'elle portât sur un certain nombre d'années.

M. Jules Roche ne peut pas davantage tirer argument au point de vue de la diminution de production résultant de la réduction des heures de travail, de ce qui s'est passé dans les établissements de l'État où a été appliquée la journée de 8 heures. Et pourquoi? « Parce que chaque fois que l'on réalisera une diminution de la journée de travail dans les conditions où on l'a effectuée dans les établissements de l'État, on aboutira fatalement à une brusque et importante diminution de la productivité; pour obtenir

des résultats bienfaisants, il faut des paliers, il faut une adaptation de l'activité du travailleur à la journée plus courte, pour qu'il maintienne sa production, »

Au contraire, comme l'a montré le Ministre du Travail, dans les établissements où on fait la réduction par paliers, (comme cela est proposé dans le projet pour les établissements industriels), c'est-à-dire dans un certain nombre d'établissements de la guerre, on n'a pas constaté une réduction sensible de la production.

M. Godart arrive ainsi aux statistiques fournies par M. Jules Roche relatives à certaines de nos industries qui auraient vu leurs exportations considérablement diminuer. Il fait remarquer à ce sujet qu'on ne peut pas juger de la prospérité d'un pays et d'une industrie particulière en comparant une année à l'année suivante. Il faut voir quelle est la continuité de la production frappée tantôt par la mode, par les saisons qui se font mal, tantôt par un regain d'activité.

D'un autre côté, quand on nous oppose l'augmentation du chiffre des exportations étrangères, il ne faut pas perdre de vue deux faits qui présentent une importance capitale, C'est, en premier lieu, que dans plusieurs pays étrangers et notamment en *Allemagne*, les industriels pratiquent l'association afin de pouvoir écouler au dehors, avec des primes, et ainsi dans de meilleures conditions, les produits qu'ils veulent exporter, ce que les industriels français ne font pas ou très peu. C'est, en second lieu, qu'on ne tient pas compte de l'augmentation de la population bien plus considérable en *Allemagne* qu'en *France* (en 1900 il y avait en France 39 millions d'habitants, en 1910, 39.601.000 seu-

lement. En *Allemagne* pendant la même période la population passait 56.367.000 à 64.903.000). Il y a donc infériorité évidente de nos forces productives, et si notre natalité est faible, M. Godart voit là une raison pour ménager les populations et protéger les forces vives de la Nation.

Considérant d'abord l'industrie de la mécanique, M. Vailant (1) avance que c'est peut-être dans cette branche que la supériorité expérimentale économique de la journée réduite, de la journée de 8 heures, s'étale le mieux : « La mécanique est une des industries où la supériorité économique de la journée de 8 heures a été expérimentalement prouvée d'une façon décisive, et cela sans qu'il y ait changement dans le caractère et la rapidité des machines, par la simple réduction des heures de travail substituée à une imparfaite organisation de longues journées, augmentées encore d'heures supplémentaires.

« A ce sujet s'impose une observation importante. On a prétendu qu'il n'y avait pas avantage, au point de vue de la productivité, dans les industries où l'ouvrier est attelé à la machine, mais même que cette productivité était réduite du fait de la diminution de la durée du travail, diminution qui s'applique au travail de la machine comme à celui de l'ouvrier. Eh bien! tous ces industriels qui ont étudié sérieusement l'application de la journée de huit heures, comme MM. Mather and Platt, ont fait remarquer que, dans le cas de la journée de 8 heures, les ouvriers arrivaient à l'usine, après avoir pris leur déjeuner, avec une telle activité, une telle bonne humeur, une telle

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 625.

façon ingénieuse et intelligente de travailler que, sans modification aucune des appareils et des machines, on obtenait un rendement supérieur ou tout au moins égal à celui qu'on observait ordinairement. »

M. Vaillant cite encore l'exemple de la maison Johnson et C^o de Stradford qui, en 1889, réduisit la semaine de 54 à 48 heures et aboutit, sans élever le coût de la production, à une augmentation de la productivité. Au lieu de faire travailler les ouvriers de 6 heures à 5 heures avec deux pauses pour les repas, il les firent travailler de 8 heures à 5 heures avec une pause. Grâce à cette combinaison, les hommes venant le matin après déjeuner avaient plus d'énergie active; les heures du matin valaient les heures de l'après-midi, alors qu'auparavant elles valaient 50 0/0 de moins; les hommes étaient plus ponctuels le matin et plus réguliers dans leur travail, l'augmentation de l'intelligence du personnel était sensible et son activité accrue. Enfin, autre avantage, il y avait réduction des frais de feu et de gaz.

Il cite qu'à l'heure actuelle, dans l'industrie du Gaz, dans toute l'*Angleterre*, la journée de 8 heures en trois équipes est maintenant réalisée, non seulement dans les usines dirigées en régie par les autorités locales, mais même dans celles qui sont aux mains du capital privé. Même situation en *Allemagne*. Dans les arsenaux anglais de la marine, dans les établissements de la guerre et dans les ateliers des postes et télégraphes, la durée du travail a été réduite de 9 heures à 8 heures, et les rapports qui ont été faits ultérieurement ont démontré que la journée de 8 heures avait donné des résultats meilleurs que ceux qu'on avait obtenus auparavant, et que *la production n'avait*

pas été réduite. Comment se fait-il qu'en France, pour les arsenaux de la marine, les résultats n'aient pas été aussi satisfaisants? « C'est l'incapacité gouvernementale, l'incapacité de direction, qui n'a pas su améliorer les conditions du travail, d'outillage et d'organisation nécessaires pour que la journée de 8 heures produisit tous ses effets... Une tentative d'établissement de la journée de 8 heures peut réussir, comme elle peut échouer, suivant qu'elle est bien ou mal conduite; mais quand elle est faite dans des conditions convenables, comme elle l'a été dans les arsenaux anglais, comparativement aux arsenaux français, on arrive à des résultats excellents, partout concordants et partout concluants. Cela est particulièrement frappant en Angleterre, où les salaires augmentent au lieu de baisser comme on l'a prétendu. Tel est le résultat normal de toute diminution de la journée de travail. »

Selon M. Fournier (1), une chose au moins est certaine c'est que la production ne diminuera pas dans la mesure exacte de la diminution des heures de travail. Il ne faut cependant pas oublier que ce que les ouvriers envisagent, lorsqu'ils demandent la réduction de la durée du travail, c'est également *la diminution de la production*, parce qu'ils y voient la possibilité de parer en une certaine mesure au chômage, et de voir leurs salaires augmentés.

M. Fournier s'élève à ce propos contre la tendance des orateurs de l'école libérale à croire que *les socialistes sont hostiles au machinisme* : « Les socialistes de l'école à laquelle nous appartenons considèrent que la machine doit

(1) Séance du 14 mars 1912, J. O. du 15, p. 738.

être un instrument de libération de la classe ouvrière et de l'humanité toute entière. Nous voulons qu'à chaque perfectionnement de la machine corresponde une amélioration du sort de l'ouvrier. La diminution du temps de travail devrait être exactement parallèle au développement du machinisme. »

Le machinisme a fait des progrès considérables et l'on estime qu'actuellement dans la France seule, les machines de toutes sortes mues par la vapeur, le gaz ou l'électricité, représentent environ la puissance de travail de 100 millions d'hommes : « Avec cette puissance de production, nous devrions pouvoir organiser la société de telle sorte qu'avec un moindre effort, un moindre travail, tous ses membres puissent trouver non seulement les choses indispensables à l'existence, mais même l'aisance, même quelquefois le superflu. Et cependant il n'en est rien pour toute une armée de travailleurs qui ne connaît que la souffrance, que la misère, que les privations. »

La mentalité des capitalistes de nos jours paraît être de produire beaucoup sans le concours du plus grand nombre d'ouvriers. Ils ne veulent pas faire bénéficier les ouvriers des progrès de la science et de l'application du machinisme, et la chose est d'autant plus douloureuse que l'ouvrier n'a pas de lendemain assuré, qu'il est livré au hasard des circonstances et à la fantaisie de l'employeur. Or, comme l'a dit Michel Chevalier : « La plus précieuse des richesses est la certitude du lendemain. Pour l'homme qui n'a pas de lendemain, l'intelligence est un don funeste et la faculté de prévoir, une torture. »

Or il faut bien constater, et Stuart Mill le constatait déjà,

que la machine n'a pas jusqu'à présent diminué d'une seule heure le travail d'un seul être humain : « L'ouvrier a certainement droit au moindre effort, et aujourd'hui, au moment où les forces de production sont centuplées, plus que jamais nous devrions nous honorer d'être tous d'accord pour réduire le temps de travail. »

M. Albert Thomas (1) communique à la Chambre une lettre à lui adressée en 1905 par la Société anonyme des Forges de Franche-Comté. Il y est dit que la réduction du travail à 8 heures par le système des 3 équipes y a donné les meilleurs résultats : « En somme on *produit autant en 8 heures* qu'on produisait auparavant *en 12 heures*. Ce fait un peu anormal tient à plusieurs causes qui ne pourraient sans doute se trouver réunies dans beaucoup d'autres cas. D'une part, les fours et les trains de laminoir dont il s'agit ont une grande élasticité de production. D'autre part, le travail comporte la manœuvre de pièces assez lourdes à engager sous un cylindre à marche rapide. Les ouvriers dans le travail de huit heures ne perdent pas de temps et ne font qu'une légère collation pendant le décrassage des fours. Ils soutiennent une activité d'efforts musculaires qu'ils ne pouvaient évidemment supporter pendant quatre heures de plus. »

M. A. Thomas admet que pour l'obtention de tels résultats il est nécessaire de perfectionner le machinisme. Mais quand il s'agit de la santé, de la vie des ouvriers (dans ces professions les accidents sont très nombreux) doit-on hésiter?

(1) Séance du 28 mars 1912, *J. O.*, du 29, p. 1005.

Il cite encore l'exemple de 49 villes allemandes où l'on introduisit dans les usines à gaz le système des trois équipes de 8 heures à l'entière satisfaction de tous.

Dans les usines à gaz d'Allemagne, dit de nouveau M. Albert Thomas (1), et dans les établissements municipaux de ce pays, il y a une tendance de plus en plus marquée à la journée de 8 heures avec le système de trois équipes. En 1910, ce système fonctionnait dans 49 villes. En 1911, il était établi en 63 villes. En Angleterre, même phénomène. En présence des bons résultats obtenus par conventions collectives, on a songé à les consacrer par la voie législative. D'après un rapport à l'Association Internationale, les laminoirs d'étain fonctionnent en grand nombre avec le système des trois équipes, ainsi que quelques usines métallurgiques dans toutes leurs sections (National Fédération Bof last furnacemen (2)).

Il y eut partout diminution des accidents, de l'alcoolisme et des jours de maladies.

Quant au côté financier, il faut reconnaître la nécessité de quelques dépenses en certains cas. Lorsque la Société du Gaz de Paris a introduit la réforme des 3 équipes, elle a fait des frais qui furent par la suite facilement récupérés. La productivité de l'ouvrier devient plus considérable. En Angleterre, M. Rylands introduisit les trois équipes en 1887. Il abandonna, parce que les ouvriers étaient devenus si habiles qu'ils pouvaient produire en 7 h. 1/2 autant de

(1) Séance du 6 juin 1912, *J. O.* du 7, p. 1292.

(2) 9.000 membres en postes de 8 heures, 1.000 seulement en postes de 12 heures dans les hauts-fourneaux.

bouteilles qu'en 9 heures. Certains produisaient plus encore et les fours n'y suffisaient plus.

La Société de Fumel a appliqué la réforme et transformé le machinisme. La production a augmenté de 10 0/0. On a élevé les salaires.

Dans la grande et petite industrie, dit M. Manger (1), il y a actuellement plus de 44 0/0 des industriels qui ont accepté la journée de 10 heures, 70 0/0 qui ne font pas travailler plus de 11 heures et 23 0/0 à peine qui font travailler 12 heures. Le principe de la loi est donc accepté.

Dès le début de son rapport, M. Justin Godart (2) indique, parmi les raisons qui militent en faveur de l'adoption du projet de loi, que l'industrie elle-même a un intérêt réel à la généralisation des courtes journées, ainsi que l'expérience l'a démontré, elles sont plus productives que les longues journées.

« Il est temps d'en finir une bonne fois, écrivait en 1890 le comte de Ségur-Lamoignon, avec cette erreur volontaire ou involontaire, avec cette objection plus ou moins sincère et intéressée de l'influence néfaste de la réduction de la journée sur la production et partant sur les salaires. C'est un argument qu'il importe d'enlever à nos adversaires et dont il faut débarrasser la conscience des hommes de bonne foi, encore hésitants entre le sentiment de la nécessité physique et morale de cette réforme, et la crainte de porter un coup funeste à la production nationale (3). »

(1) Séance du 20 juin 1912, *J. O.* du 21, p. 1611.

(2) Rapport du 15 avril 1911, Ch. des Dép., annexe 967. Doc. Parl. p. 1.444.

(3) Cité par Lecoq (la journée de 8 heures).

M. Fr. Passy croit que les longues journées ne constituent pas toujours une supériorité pour les nations qui y ont recours. C'est ce qui faisait dire il y a une cinquantaine d'années déjà à un grand industriel de Gand, M. Ottevaere, « que la principale infériorité des filateurs belges, par rapport aux filateurs anglais consistait dans la trop grande longueur de la journée de travail. Nous travaillons, disait-il, deux grandes heures de trop (1).

Dès 1777, Julius Moser déplorait la prolongation du travail dans certaines industries, et déclarait par expérience qu'elle n'équivalait pas à une augmentation, mais bien plutôt à une diminution relative de la production (2). Depuis la loi de 10 heures anglaise dans l'industrie cotonnière en 1847 (et la prédiction de la ruine de cette industrie en Angleterre), le nombre de fuseaux et celui des ouvriers qu'ils occupent a presque doublé en 40 ans; celui des métiers à machine a plus que doublé; l'extension des fabriques a presque doublé; on connaît les lignes ironiques de Dickens au XVII^e Chap. des « Temps difficiles; »

Quand à la production, « non seulement elle ne diminue pas, mais elle s'accrut même. » « La conséquence de ces brillants résultats fut la cessation de toute opposition de la part des fabricants, lorsqu'en 1876, furent codifiées les lois anglaises des fabriques. »

« Un armateur anglais qui avait dû s'engager vis-à-vis du gouvernement français à construire une partie des

(1) La très intéressante enquête sur la journée de 8 heures auprès de différentes notabilités faite par la « Revue populaire d'économie Sociale », cité par Lecoq.

(2) Cf. un article de M. Brentano dans la « Rev. d'Eco. Pol. », avril 1893, n^o 4.

bateaux dont il s'était chargé en France, déclarait en 1886 que la cause de l'infériorité des ouvriers français par rapport aux anglais était la longueur de la journée de travail. »

« Un inspecteur de la fabrique des machines de William Mathr à Salford m'a déclaré à moi-même en mars 1890, en présence d'un associé de la maison qu'il avait été occupé à Dresde, en Angleterre et en Amérique; que la plus grande productivité de l'ouvrier américain était l'effet de la réduction de sa journée; qu'il avait observé à Sadford un accroissement de productivité chaque fois qu'on avait travaillé moins longtemps, qu'en Saxe une principale cause de la moindre productivité était la longueur de la journée », et M. Brentano rapporte une quantité de faits qui corroborent ces assertions.

Il y a des métiers où la diminution de la durée a amené quelquefois une augmentation de production horaire, mais en définitive, une diminution de la production totale (cas des piqueurs du Northumberland en 1871, mines de Westphalie en 1891). D'où viennent les cas de résultats inverses? C'est en plus de la puissance de travail accrue de l'ouvrier, l'application de meilleures méthodes techniques de production et l'amélioration de l'organisation économique (admirable technique agricole en Australie) et M. Brentano examine en détail, à ce propos, ce qui se passe dans cet ordre d'idées dans les filatures anglaises après le vote de la loi de 1847.

M. Mather, directeur d'un établissement métallurgique occupant 1.200 ouvriers, après avoir réduit la semaine de travail de 57 à 48 heures, constate que « la production n'a pas diminué, que les salaires sont restés au même taux et

qu'une économie sérieuse a été réalisée sur les frais généraux (1). » M. Allan, après avoir établi la journée de 8 heures, dit : « J'obtiens plus de travail qu'autrefois ». M. Harrison, son intendant, explique : « Sous le régime de neuf heures, chaque machine produisait une certaine quantité de travail par jour. Si incroyable que cela puisse paraître, il est constant que cette même machine, travaillant seulement pendant huit heures, fournit la même production (2). »

On connaît le témoignage de M. A. Chamberlain qui a plus de 10.000 ouvriers sous ses ordres et qui a déclaré : « En fait, nos ouvriers travaillent autant en huit heures qu'ils travaillaient en dix ; leurs salaires, qui leur sont en général comptés aux pièces, n'ont pas été réduits. L'intensité du travail a augmenté à mesure que sa durée diminuait (3). »

Le directeur d'une fabrique de rubans à Bannen (Prusse Rhénane), disait : « Lorsque nous réduirons la journée d'une heure ou même de deux heures, nous nous apercevons que les ouvriers parviennent très vite à regagner leur salaire antérieur, en travaillant avec un peu plus d'intensité (4). »

M. Grosdidier, un industriel, a fait état de son expérience personnelle à la Chambre même : « Je prétends, — et je l'ai constaté chez moi depuis vingt ans — que l'ouvrier qui

(1) Rapport Godart, *J. O.* annexes, 15 avril 1911, n° 967, p. 44.

(2) Rapport Godart, *op. cit.*, p. 44.

(3) Rapport Godart, *op. cit.*, p. 44.

(4) *J. Off.*, Déb. parl. Ch., 16 fév. 1912, p. 383.

travaille 10 heures produit tout autant que celui qui travaille 12 heures (1). »

Voici quelques indications fournies par les rapports des inspecteurs à la Commission supérieure du Travail en 1912.

A Mazamet, le directeur du conditionnement public des laines ayant besoin de faire travailler son personnel plus de 10 heures a accepté la décision de l'inspecteur divisionnaire disant que son établissement était soumis à la loi de 1892. La Ville et la Chambre de Commerce de Mazamet qui ont l'administration du conditionnement ont *adopté des appareils nouveaux* et perfectionnés, qui permettent un travail plus intense.

M. Boullisset, inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription (2), indique comment les blanchisseurs de son ressort (notamment ceux de Sèvres) ont, par le développement du matériel, remédié à la gêne que leur apportait la limitation du travail spécialement aux abords des fêtes légales.

M. Grégoire, inspecteur divisionnaire de la 4^e circonscription (3) dit que la journée de 10 heures est la plus généralement pratiquée dans la grande et la moyenne industrie.

M. Boulin, inspecteur divisionnaire de la 5^e circonscription (4), relève la journée de 8 heures dans les verreries à bouteilles, un four à blende avec fabrication d'acide sulfurique, un four à zinc ; celle de 8 heures 1/2 dans les verre-

(1) Ch. Rist, « La journée de l'ouvrier adulte en France », cité par Godart, *op. cit.*, p. 45, cité par Lacombe.

(2) Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.

(3) Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.

(4) Nord, Pas-de-Calais.

ries à vitre (étendeurs 10 ou 8 heures). Les ouvriers et les patrons préfèrent le 3/8 mais le recrutement des enfants est difficile. Et il ajoute : « les directeurs de bien des établissements attendent avec anxiété le vote de la loi des 10 heures, leur permettant de faire travailler avec les enfants et de faire faire aux hommes 11 heures et 12 heures quand le besoin s'en ferait sentir. Sauf quelques exceptions, les constructeurs mécaniciens estiment, qu'avec un système de dérogations bien compris, cette loi donnerait toute satisfaction. »

M. Rochard (Brest) (1), fait les remarques suivantes, à propos de la réduction de travail dans le Finistère et les Côtes-du-Nord :

Les ateliers font en règle générale 10 heures. Il y a lieu de remarquer cette unanimité. Le tempérament breton est rebelle aux heures supplémentaires. Il s'est trouvé, dans le bâtiment, des ouvriers qui ont refusé de faire plus de 10 heures en été. Un entrepreneur de St-Brieuc nous ayant demandé l'autorisation de faire 11 heures, nous lui accordâmes (il y avait environ 2 enfants 0/0), tout un chantier fit grève et mit comme condition à la reprise du travail la suppression des heures supplémentaires. Le patron dut leur donner satisfaction.

M. Martin, inspecteur divisionnaire de la 10^e circonscription (2), s'exprime ainsi :

Le vote du projet de loi actuellement en discussion au Parlement, tendant à limiter en principe à 10 heures la journée de travail de tous les ouvriers adultes occupés dans

(1) 7^e Circonscription.

(2) Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var, Vaucluse.

l'industrie, ne fera que consacrer un résultat déjà presque réalisé dans une région où les longues journées de travail sont une exception. Il est certain que cette limitation n'aura que d'heureux effets si les dérogations temporaires indispensables peuvent être accordées pour permettre aux chefs d'industrie de satisfaire aux commandes imprévues et aux travaux d'extrême urgence.

M. Cauwès lui, en 1905 (1), n'admettait pas l'extension des 10 heures aux 115.000 établissements que l'on avait désignés comme devant en profiter, et cela à cause de l'insuffisance de l'inspection du travail destinée à frapper de stérilité les lois de protection.

M. Strohl (2), lui, s'exprimait ainsi : « Selon moi, (l'extension des 10 heures) ne sera que la sanction légale d'un état de choses existant déjà, car partout où le travail exige un réel effort physique, on s'est aperçu depuis longtemps que si on prolonge ce travail, on fait la mauvaise besogne et dans les ateliers de construction par exemple, qui sont encore, pour les adultes, sous le régime du décret 1848, on ne fait en général que 10 heures de travail par jour.

Il est intéressant de passer en revue, selon Sachnne et Raé, quelques uns des résultats des essais de réduction de la journée de travail au point de vue de la production.

Dans la colonie australienne de Victoria, la journée de 8 heures est devenue depuis 1879 à peu près générale, sauf peut-être, pour un quart de la population ouvrière. La production n'en a pas souffert, sauf dans quelques cas sans grande importance, l'industrie n'a pas souffert, les béné-

(1) Rapports à l'Assoc. franc. pour la Prot. lég. des Travailleurs.

(2) Eod. loc.

fices n'ont pas été réduits. La quantité ni la qualité du travail n'ont baissé. Mieux reposé, moins fatigué, l'ouvrier a, en moins de temps, fourni le même travail (Rae).

En Angleterre les usines de construction de machines Johnson réduisent la durée de la semaine de travail de 56 à 48 heures (journée de 8 heures). Cinq ans après, sans aucune amélioration des machines, il y a accroissement de la production. L'heure de travail de la matinée qui autrefois rapportait 50 0/0 de moins que celle de l'après-midi, ne présente plus cette différence.

En 1892, William Allan réduit, pour 400 ouvriers de construction de machines, la semaine de 53 à 48 h. de travail (8 3/4 quatre jours, 8 1/2 le cinquième, 4 1/2 le samedi). Six mois après la production a augmenté, sans amélioration du matériel. La santé des ouvriers et apprentis est devenue remarquablement meilleure.

Mêmes résultats chez MM. Short frères, constructeurs de navires et MM. Gaskell et Deacon qui substituent l'équipe de 8 h. à celle de 12. (Produits chimiques).

Près de Manchester, MM. Mather et Platt introduisent en 1895 dans leurs usines, la journée de 8 h. (outillages pour filatures, machines électriques, etc.). Les établissements comptent 1.200 ouvriers dessinateurs, ouvriers en fer et en bronze, monteurs, ajusteurs, chauffeurs, électriciens, etc. Au bout d'un an la production est la même que sous le régime précédent de 9 heures. « Chaque ouvrier peut maintenant jouir un peu des siens avant de partir pour son travail ; cela lui donne un bon départ qui se répercute sur toute la journée.

« Le vrai moyen d'obtenir une augmentation de produc-

tion est d'accroître la puissance productive des ouvriers et des machines. Au point de vue des hommes (c'est l'industriel, M. Mather, qui parle), je suis absolument convaincu que le système le plus économique consiste à ne les employer qu'aussi longtemps qu'ils peuvent fournir leur maximum d'effort. Cette période passée, il n'y a aucune économie réelle à prolonger leur travail (1) ». Notons que pour M. Mather, cette limite est de 8 heures.

En Russie, à Dobrodouch, en 1894, le comte Paskjevitch remplace dans sa fabrique de papier, la journée de 12 heures par celle de 8 (trois équipes au lieu de deux.) Le nombre des ouvriers est augmenté de 15, mais l'ouvrier s'appliquant mieux à son travail, le nombre des contremaîtres et surveillants est diminué. La réforme ne coûte ainsi à la fabrique que 1 0/0 sur l'ensemble des salaires. Chaque ouvrier reçoit 1 fr. 25 de moins par mois. « Les ouvriers accomplissent leur tâche avec une conscience supérieure. La production n'a pas diminué. L'ouvrier a un air plus vigilant, plus agile, la mollesse d'autrefois a disparu. Ils labourent eux-mêmes leur parcelle de terre. »

... L'acceptation générale de la journée de 8 heures, suivant nous, aura une forte influence : 1° sur l'accroissement de la productivité, grâce à l'amélioration de l'état physique et intellectuel de l'ouvrier ; 2° pour les mêmes raisons, sur la diminution des dépenses de la production. (Burroughs Wellcome, produits chimiques, Londres) :

La réduction légale du travail serait donc bien loin, selon nous, de nuire à la productivité de l'industrie. Et quand

(1) « Journal des économistes, avril 1894.

bien même, si l'on découvrait qu'en France, dirons-nous avec M. Charles Rist(1), « une limitation du travail par la loi, si faible fut-elle, nuirait momentanément à la production nationale, devrait-on néanmoins demander cette limitation? »

Il faut, croyons-nous, répondre sans hésiter par l'affirmative. L'alternative, en effet, serait la suivante : vaut-il mieux continuer à subir un dommage permanent et irréparable du corps et de l'esprit de nos ouvriers, ou tendre pendant quelque temps toutes nos énergies pour permettre à l'industrie de compenser les pertes que lui ferait éprouver la nouvelle législation?

L'intensification du travail dépend de certaines circonstances; l'ouvrier ne s'adapte pas du jour au lendemain aux courtes journées, il lui faut du temps. Si le salaire est aux pièces et qu'il soit maintenu avec la réduction de la durée du travail, l'ouvrier fera tous ses efforts pour rattraper l'ancien salaire. L'outillage doit être perfectionné; c'est surtout l'affaire du patron. Dans les exemples que nous avons cités relativement aux ateliers où la diminution de la journée de travail n'avait pas réduit la production, il en est plus d'un, d'ailleurs, où l'outillage n'avait pas été modifié; il faut en effet, pour un outillage perfectionné, un ouvrier supérieur. La réduction du travail n'aurait-elle pas pour effet, comme le dit M. Rist, de perfectionner l'ouvrier en apportant l'amélioration du machinisme!

II

Et de la *concurrence internationale*, peut-on tirer des argu-

(1) La journée de travail de l'ouvrier adulte en France, 1898, p. 23.

ments pour ou contre la réduction projetée de la durée du travail ? (1) Si vraiment la production ne tombe pas, peut-on en tout cas en tirer une objection ?

Est-ce que, se demande M. Jules Roche (2), la réduction à 10 heures de la durée du travail ne va pas placer l'industrie française dans une condition très différente de celles où se trouvent les autres industries rivales sur les autres points du globe ? Cela l'amène à passer en revue le statut légal des industriels dans les différents pays. Or, il ne trouve que deux pays où la durée du travail des hommes adultes soit réglementée législativement : l'*Autriche-Hongrie* et la *Russie*. En *Autriche-Hongrie*, cette durée est fixée à onze heures par la loi du 23 mars 1897, et en *Russie* elle est fixée à onze heures et demie par la loi du 14 mars 1898. En *Angleterre*, il y a bien une loi qui a fixé la durée du travail des femmes et des enfants à cinquante-cinq heures et demie par semaine. Mais cette loi est muette en ce qui concerne les adultes (et il faut noter qu'en Angleterre l'ouvrier est adulte à 16 ans, tandis qu'en France il ne l'est qu'à 18). En *Allemagne*, où l'ouvrier du sexe masculin devient également adulte à 16 ans, il n'est soumis à partir de cet âge, à aucune réglementation. En *Belgique* et en *Italie*, le travail des hommes de plus de 16 ans et celui des femmes de plus de 21 ans n'est pas réglementé. De cette constatation, M. Jules Roche tire cette conclusion que si le projet est voté, la France se trouvera placée dans des conditions infiniment moins favorables que les autres pays pour lutter sur le terrain écono-

(1) Voir au chapitre IX de la III^e partie ce qui concerne l'Entente internationale, Ch. IX, III, p. 377.

(2) Séance du 8 fév, 1912, J. O. *in extenso*, du 9 fév., p. 240 et suiv.

mique, et il conclut sur ce point de la façon suivante :
« vous allez créer une situation différentielle très grave au préjudice de la France par le projet de législation que vous avez préparé. La conséquence ne tardera pas à se faire sentir : les produits de notre pays seront fatalement fabriqués à des prix de revient infiniment plus élevés que ceux de l'étranger... Prenez bien garde ; nous touchons ici à une question considérable qui est celle du prix de revient au point de vue de la concurrence, et toute mesure est mauvaise qui tend à augmenter le prix de revient des produits fabriqués en France, alors que les pays étrangers concurrents ne sont pas l'objet de mesures analogues de même ordre augmentant chez eux au même moment le prix de revient actuel. Les industries sont en concurrence aujourd'hui dans des conditions déterminées. Nous votons une loi qui augmente chez nous le prix de revient. La situation des industries étrangères reste demain ce qu'elle était hier et ce qu'elle est aujourd'hui. Est-ce que les industries françaises seront demain dans les mêmes conditions où elles sont aujourd'hui placées en présence de leurs concurrentes ? Évidemment non ! »

Or, cette augmentation du prix de revient aura pour M. Jules Roche, des conséquences désastreuses. Sans doute en France même, les objets fabriqués à l'intérieur pourront être défendus, grâce à des mesures de protection, mais il faut songer que les industries françaises ne vendent pas seulement en France, mais qu'elles vendent aussi à l'étranger, et ici les droits de douane n'y pourront rien ; ces objets fabriqués en France ne pourront plus être vendus à l'étranger et cela à cause de l'augmentation du prix de

revient, augmentation qui sera elle-même la conséquence de la réduction absolue et uniforme de la durée du travail établie par la loi.

Est-ce que la France, se demande à son tour M. Plichon (1), est dans le cas d'augmenter ses frais généraux vis-à-vis des frais généraux des Allemands et des Belges ? Il fait remarquer que la dette publique est beaucoup plus forte en Allemagne qu'en France, et que tandis que les Allemands ont développé leur production industrielle dans des proportions colossales, la production de l'industrie française s'est développée dans des proportions infiniment moindres. En même temps, les importations étrangères ont augmenté avec une rapidité inquiétante, spécialement sur le matériel des chemins de fer, sur la construction mécanique et sur la petite construction de machines-outils. Ce n'est donc pas pour la France, le moment de voter une mesure qui se traduit pour l'industrie française par une augmentation sur les frais généraux de 15 0/0.

Sans doute, on pourrait comprendre que la France prenne l'initiative d'une conférence internationale (2)... Mais aboutirait-elle plus que les précédentes à des solutions efficaces ? M. Plichon ajoute qu'en tout cas, sans cela, il se refuserait à livrer pieds et poings liés notre production et le salaire et la vie de 98 0/0 de la population française à la concurrence de nos voisins : « Que dirait-on d'un peuple qui, à cet âge d'armements sans trêve ni répit, sous prétexte de réduire les charges de son budget, c'est-à-dire les

(1) Séance du 22 février 1912, J. O. du 23, p. 412.

(2) Nous reviendrons sur cette question voir : Portée de la loi.

impôts qui pèsent lourdement sur tous, et particulièrement sur la classe ouvrière, sous forme d'impôts de consommation, que dirait-on d'un pays qui, bénévolement, réduirait ses armements? On dirait que ce peuple marche au suicide, et, malheureusement, nous en avons vu des exemples.

Je ne voudrais pas comparer l'œuvre économique d'un pays avec sa défense nationale; néanmoins, les deux ordres d'idées se tiennent de bien près et sont comparables. Ainsi, de même que ce serait un crime de réduire nos armements militaires et navals en présence de voisins, concurrents aujourd'hui, ennemis demain, qui en profiteraient pour nous écraser; de même, je considérerais comme imprudent de nous lancer dans la voie que l'on nous convie de suivre, sans avoir pris les précautions raisonnables vis-à-vis de nos concurrents. M. Plichon fait encore allusion à une conférence internationale. Nous reviendrons dans un instant sur son point de vue à ce sujet. Pour terminer, il dit « qu'il se rallierait au vote de la loi, qu'à la condition que la France, en faisant un tel pas dans l'inconnu, ne se place pas, vis-à-vis de ses concurrents, dans une situation singulièrement critique. »

M. Jules Roche (1), prenant l'exemple de l'industrie du peignage de laine, dit qu'avec la loi de 10 heures, nous ne serions plus en état de soutenir favorablement, dans cette branche, la concurrence étrangère. En Belgique, en Allemagne, en Angleterre, le travail est libre pour les adultes, en Belgique les femmes travaillent la nuit. L'ouvrier est en Allemagne adulte à 16 ans, alors qu'en France, il ne l'est

(1) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 599.

qu'à 18. En Angleterre, à Bradfort et dans les environs, où se trouve le siège des industries spécialement concurrentes de Roubaix, Tourcoing et la région, le travail de nuit dépasse souvent en fait 12 h. 3/4. Dans ces conditions, la lutte ne pourra plus se faire à armes égales entre la France et ces pays.

La situation sera d'autant plus grave, que la charge des impôts est plus lourde en France que dans tout autre pays. Elle est évaluée pour l'*Autriche* à 62 francs par tête d'habitant, pour la *Belgique* à 72 francs, pour la *Grande-Bretagne* à 82 francs, pour la *France* à 92 francs.

Ce qui augmente aussi notre infériorité, ce sont les charges qui pèsent sur notre industrie. M. Jules Roche cite comme exemple qu'une filature de 17.000 broches paye en Belgique 221 francs d'impôts et en France 1.540 francs, soit 1.319 francs de plus.

A la suite des lois qui ont limité la durée du travail, dit M. Jules Roche (1), l'industrie française s'est développée dans des conditions bien différentes de celles où elle évoluait auparavant, la progression des affaires et du marché s'est singulièrement ralentie. M. Jules Roche compare la moyenne des exportations françaises à la moyenne des exportations étrangères à la même époque. En France, si l'on met en regard les chiffres des exportations qui ont eu lieu en 1899-1900 avec ceux des années 1910-1911, on constate une augmentation de 2 milliards 072 millions, alors que pour les mêmes années, en Angleterre, l'augmentation est de 4 milliards 120 millions et en Allemagne de 4 mil-

(1) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 599.

liards 101 millions. Ce qu'il y a de plus fâcheux est, sans contredit, ce fait que les industries qui ont été chez nous le plus touchées et ralenties sont les industries d'objets fabriqués.

Devant ces constatations, M. Jules Roche rappelle les conclusions de M. Alfred Picard, dans son rapport général sur la dernière année du commerce extérieur : « La place qu'occupe la France sur cette liste est de nature à inspirer les plus sérieuses réflexions. Nous sommes primés, non seulement par les peuples jeunes ou nouvellement initiés à la civilisation contemporaine, ce qui semble naturel, mais aussi par la plupart de nos concurrents européens. Cependant, avancer d'un pas moins rapide dans une lutte de vitesse, constitue presque un recul. »

Poursuivant ses développements, M. Jules Roche cite les industries françaises qui ont été le plus durement atteintes au point de vue des exportations. C'est d'abord celle des *draps de laine*. En comparant les années 1899 et 1910, la diminution des exportations est ici, en chiffres absolus de 22 0/0, tandis qu'en Allemagne il y a augmentation pour cette industrie de 45 0/0, et en Angleterre de 95 0/0.

Pour les *instruments de musique*, en France, diminution de 13 0/0; en Allemagne, augmentation de 48 0/0; en Angleterre de 110 0/0.

Pour la *ganterie de coton*, en France, diminution de 65 0/0; en Allemagne, augmentation de 82 0/0, en Angleterre de 110 0/0.

Pour l'*industrie de la chaussure*, en France, diminution

de 43 0/0; en Allemagne, augmentation de 82 0/0, et en Angleterre, de 112 0/0.

Que prouvent ces chiffres? C'est, dit M. Jules Roche, qu'en volant les lois ouvrières limitant la durée du travail, on a mis en grave danger l'industrie française, et on a considérablement ralenti le mouvement d'expansion au dehors.

Mais les voix contraires semblent encore ici devoir l'emporter :

Selon M. Lauche, député socialiste (1), l'argument de la concurrence étrangère qu'invoquent les adversaires de la loi n'est pas sérieux, et la preuve en est que la concurrence dont souffre la production française vient surtout de l'industrie anglaise et de l'industrie américaine, alors qu'en Angleterre et en Amérique, les ouvriers métallurgistes ne travaillent pas en semaine plus de 52 à 53 heures. La vérité c'est que, si l'industrie française n'a pas progressé comme les autres, c'est qu'elle a continué à travailler avec l'outillage ancien. Et ainsi, la journée de 12 heures apparaît comme la routine pour l'industrie et la stagnation des moyens de production. La véritable solution consiste dans la transformation de l'outillage et la diminution des heures de travail.

M. Garat, membre de la Commission (2), combat l'argument qui consiste à dire que le projet portera atteinte à la prospérité de l'industrie française, et la placera en état d'infériorité vis-à-vis des nations étrangères, en faisant

(1) Séance du 8 fév. 1912, *J. O.* du 9, p. 244.

(2) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 378.

remarquer que cet argument a été opposé à toutes les lois ayant pour but la réglementation du travail, ce qui n'a pas empêché ces lois d'être des lois bienfaisantes, et, aujourd'hui, acceptées par tout le monde.

M. Garat, membre de la Commission (1), se demandant si la limitation de la journée de travail à 10 heures, ne nous nuira pas sur le marché extérieur, reconnaît qu'il résulte bien de l'examen des statistiques, que nous sommes au point de vue de la progression du commerce extérieur en retard sur d'autres pays, mais il fait observer qu'il n'est nullement démontré que ce soit le pays qui vend le plus qui réalise le plus de bénéfices. C'est parce que le commerce et l'industrie de la France portent tout spécialement sur des objets de luxe que, bien que faisant moins d'affaires, la France arrive à gagner davantage. Et c'est à raison de cette spécialité de notre industrie que le projet sur la limitation du travail ne nous est pas nuisible.

En Angleterre et aux États-Unis, quelle est la situation? M. Garat reconnaît que, dans ces deux pays, il n'y a pas de loi réglementant le travail des adultes et imposant une journée de travail maxima. Mais il faut tenir compte des mœurs et des habitudes, et dans ces deux pays, en fait, on travaille *moins de 10 heures*. Il rappelle que l'Angleterre a vu voter en 1850 par son Parlement la loi de 10 heures — celle que l'on a appelée la Grande Charte de la Législation Anglaise des fabriques — qui réduisait à 60 heures par semaine, la durée du travail pour les enfants et les femmes, et en fait pour les hommes dans les manufactures de l'in-

(1) Séance du 14 février 1912, *J. O.*, du 16, p. 379.

dustrie. Or, malgré les appréhensions des industriels anglais, jamais l'industrie n'a connu une plus éclatante prospérité que depuis cette époque. Et lord Shaftesbury n'hésitait pas, à la Chambre des Lords, à le reconnaître hautement : « Les terrifiants arguments qui, autrefois, alarmaient et confondaient chacun, les arguments tirés de la concurrence étrangère, de la perte de l'industrie, de la misère universelle, ont été réfutés par l'accroissement de la production, le maintien des profits, l'élévation des salaires et la prospérité universelle. »

La loi de 10 heures va mettre la France en état d'infériorité vis-à-vis de l'étranger ? Cet argument, dit M. l'abbé Lemire (1), n'a pas la portée qu'on voudrait lui attribuer. Tout d'abord, un tiers seulement des établissements français seraient atteints par la loi, puisque les deux autres tiers ont déjà réalisé la journée de 10 heures. D'autre part, ce dernier tiers n'est pas exclusivement composé d'industries ayant à lutter contre l'étranger. Restent un certain nombre d'établissements qui auront à lutter contre la concurrence étrangère. Mais il faut observer qu'en *Grande-Bretagne*, le travail est placé sous le régime de la semaine anglaise et que, d'une façon très générale, il n'excède pas 60 heures par semaine, donc 10 heures par jour. En *Allemagne*, il n'y a pas de loi de limitation pour les adultes, mais la durée du travail est restreinte dans les ateliers qui sont considérés comme n'étant pas salubres. Aux *États-Unis*, il n'y a pas de législation fédérale ; il n'y a que des législations d'États et on ne les a pas passées en revue. Serait-il

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 417.

nécessaire de réunir une conférence internationale ? M. Lemire ne le pense pas. Nous retrouverons plus loin son point de vue sur ce sujet. « Je n'admets pas, s'écrie-t-il, qu'on dise que la loi, que nous allons voter, mette l'industrie française dans un état d'infériorité : j'affirme qu'elle la met en état de supériorité. Elle sera pour elle non pas une perte, mais un gain... »

Avec la nouvelle loi, la France se trouvera-t-elle en état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère, se demande M. Godart, rapporteur de la Commission ? (1) C'est tout d'abord une occasion pour lui de passer en revue la législation et les conditions du travail dans les pays étrangers et plus particulièrement chez nos concurrents directs :

Allemagne. — En fait la journée de travail ne dépasse pas en moyenne 10 heures. La législation s'adapte exactement à telle ou telle industrie et permet de limiter la durée du travail en fixant ce qu'on dénomme la journée maxima sanitaire. Cela signifie que lorsque l'industrie est très insalubre ou comporte des chances nombreuses d'accidents, une limitation spéciale est imposée, abaissant, même souvent au-dessous de huit heures, la durée de la journée de travail. En outre, l'Allemagne a institué depuis le mois de janvier 1910, la journée de 10 heures dans les établissements à personnel mixte, et la semaine anglaise existe pour les femmes, c'est-à-dire que le samedi, la durée de leur journée est de 8 heures seulement. Enfin, depuis longtemps des propositions ont été déposées tendant à limiter la durée de la journée de travail à 8 ou à 10 heures.

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 423.

Belgique. — La durée de la journée de travail n'a pas de limite, mais il résulte d'une enquête très sérieuse à laquelle il a été procédé que sur 14 villes qui ont été enquêtées, il y en a 7 où l'on fait en moyenne dans la construction mécanique de 56 à 60 heures par semaine, et 7 où l'on fait plus de 60 heures et moins de 66 par semaine.

Etats-Unis. — Il y a partout la journée de 10 heures et très souvent la journée de 8 heures. D'après la moyenne générale des indices, la journée de travail serait plus courte aux États-Unis de 4 pour cent environ qu'en Angleterre.

Autriche-Hongrie. — La loi fixe à 11 heures la journée de travail des ouvriers adultes. Mais en fait, les industriels sont allés plus loin et ont établi la journée de 10 heures et la semaine anglaise.

Angleterre. — On a adopté le bill qui a fixé à 56 heures et demie la durée du travail hebdomadaire dans l'industrie textile. Et même, d'après une statistique de 1806, il n'y aurait pas moins de 472.961 travailleurs qui feraient une semaine de cinquante-cinq heures.

Suisse. — Elle a la journée légale de 11 heures et actuellement 69,9 0/0 des ouvriers suisses travaillent moins de 11 heures. L'assemblée fédérale a été, en outre, saisie d'un projet de loi qui tend à établir la journée de 10 heures avec la semaine anglaise, c'est-à-dire la journée de 9 heures, la veille des dimanches et jours de fête (1).

De cette rapide revue des législations étrangères, M. Godart conclut qu'en restant dans les limites de la journée de 10 heures, on ne place pas la France dans un état d'infériorité.

(1) Voir plus loin des précisions sur le régime suisse et les modifications apportées pendant la guerre.

rité vis-à-vis des nations qui en fait, sont au même niveau qu'elle.

Si nos industries n'ont pas pu profiter de commandes faites, dit M. Justin Godart (1), et que ces commandes sont allées à l'étranger, cela ne provient pas du tout de la durée plus ou moins longue de la journée de travail, mais bien de la façon déplorable dont les commandes sont faites. Et il cite l'exemple de commandes faites ces dernières années par les compagnies de chemin de fer, commandes faites dans des conditions telles qu'il était matériellement impossible à nos industries métallurgiques d'en exécuter la totalité dans les délais impartis, d'où l'obligation pour les compagnies de s'adresser à l'étranger. Pour M. Godart, le mal vient du défaut de programme de construction du matériel de la part des compagnies de chemin de fer qui attendent les périodes d'activité et de trafic intense pour l'accroître ou le renouveler. « Messieurs, je descends de cette tribune avec conviction que, par le vote de la journée de 10 heures, nous servirons l'intérêt général de la production française régularisée », aussi M. Godart ne craint-il pas dans ces conditions de faire appel aux sentiments des capitalistes : « Nous ne devons pas oublier en présence de l'exode des capitaux à l'étranger que le travail est demeuré toujours obstinément fidèle aux destinées de la nation, qu'il est immuablement resté attaché au sol et a concouru à la prospérité du pays, qu'il n'a jamais été un déserteur à la recherche de plus gros bénéfices au-delà des frontières et que si, par

(1) Séance du 22 février 1912, *J. Off.*, du 23, p. 425.

aventure, il s'est expatrié, c'est par misère et non par intérêt. Vous n'oublierez point ces titres du travail à votre reconnaissance, et vous penserez aussi que vous lui devez toute votre sollicitude, car il est le seul agent actif de la production, de la fortune publique et que, sans lui, le capital ne serait que de la richesse morte. »

Du moment qu'il n'y a que 25 0/0 d'ouvriers adultes pour lesquels la loi jouera, on ne peut pas dire que l'application de la loi expose l'industrie à des risques graves.

On dit que, puisqu'il n'y a pas de limite légale à l'étranger, la loi placera la France dans une situation d'infériorité dangereuse. A cela, le Ministre du Travail répond qu'on oublie deux choses (1) :

D'abord que certains pays ont limité la durée du travail à 11 heures ; c'est le cas de la *Suisse* et de l'*Autriche*. Or, en France, on commencera par utiliser un palier où la durée de la journée de travail sera réduite à 11 heures seulement, et d'autre part à l'étranger il se produit, indépendamment de la législation, une évolution lente ou rapide, suivant les pays, vers la journée de 10 heures. Le seul pays qui offre une certaine résistance à l'évolution est la *Belgique*. Partout ailleurs, notamment en *Allemagne*, la moyenne de *fait* est de 10 heures et en Allemagne, grâce à la législation sanitaire qui s'applique beaucoup plus rigoureusement que chez nous, la journée de travail est dans un certain nombre d'industries fixée à 8 ou 9 heures.

En *Angleterre* la grande industrie jouit du bénéfice de la « semaine anglaise » qui donne à chaque journée, une durée

(1) M. Bourgeois, séance du 29 fév. 1912. *J. O.*, du 1^{er} mars, p. 529.

de 9 à 10 heures, soit une moyenne de moins de 10 heures. Aux *États-Unis*, il est établi que la journée est plus courte qu'en Angleterre. En *Autriche*, la journée légale est de 11 heures, mais grand nombre d'industries en ont fait les 10 heures. En *Suisse*, la journée légale est de 11 heures, mais le Conseil Fédéral propose la journée de 10 heures.

M. Léon Bourgeois après ces simples comparaisons en arrive à cette conclusion que nous nous trouvons vis-à-vis des pays étrangers dans une quasi-égalité au point de vue de l'état de fait. Cet état de fait étant très voisin de la journée de 10 heures, la réforme légale ne ferait pas courir à notre industrie le risque considérable qu'invoquent contre lui ses adversaires.

Il ne faut pas d'ailleurs être trop pessimiste quand on parle de l'industrie française. Pour M. Bourgeois, cette industrie n'est pas en si mauvais état qu'on le dit, et il en donne la preuve en citant certains extraits du rapport de M. Maurice Bloch sur l'évaluation de la propriété bâtie. On y lit qu'en France la propriété bâtie s'est augmentée, de 1900 à 1910 dans les proportions suivantes :

Augmentation en nombre des propriétés bâties en 10 ans :	310.000
Augmentation en valeur locative — — —	494.449.000
Augmentation en valeur vénale — — —	7.680.000.000

De même notre commerce extérieur n'est pas en mauvaise posture. Si on rapporte les chiffres de l'exportation de la France à l'unité d'habitant, on arrive à des conclusions favorables. Sans doute, la population de la *France* n'a pas augmenté en proportion de celle de l'*Allemagne*. Pour la période de 1880 à 1910 elle a passé de 37 millions à 39 millions 600.000 tandis qu'en *Allemagne* elle passait de 45 millions à 64 millions,

Pendant la même période les exportations en France se sont élevées à 3.400.000.000, 3.700.000.000, à 4.100.000.000 et à 6 milliards. En Allemagne elles se sont élevées successivement à 3.600.000.000, 4.200.000.000, 5.900.000.000 et 9 milliards. La comparaison absolue de ces deux chiffres donne une supériorité incontestable à l'industrie allemande.

Mais si on reprend ces chiffres par tête d'habitant, on trouve que ces exportations se sont élevées en France de 92 fr. 60 à 97 fr. 70, à 105 fr. 60 et 151 fr. 60 et en Allemagne de 81 à 86 francs, à 105 francs et à 142 francs. A l'heure actuelle, l'exportation par tête d'habitant est donc pour la France de 151 francs et n'est pour l'Allemagne que de 142 francs.

Ce n'est pas sortir de la question que d'indiquer la très intéressante comparaison que fait M. Vaillant (1) entre les situations respectives des ouvriers dans les différents pays. Il va s'efforcer de montrer qu'entre la France et les pays auxquels il va la comparer, il n'y a pas une distance telle qu'elle ne puisse être regagnée par une amélioration de la législation industrielle : « Mais, ajoute-t-il, je veux indiquer cependant qu'il y a une différence réelle, et que cette différence réelle tient aux longues heures de travail, à l'insuffisante protection du prolétariat, non seulement par une organisation encore insuffisamment faite, mais aussi par des lois très insuffisantes. »

Comme en France, à part 20 ou 25 0/0 des établissements et des ouvriers dans l'industrie, partout existe la journée

(1) Séance du 7 mars 1912, J. O. du 8, p. 624.

de 10 heures, on peut considérer cette journée comme étant la journée de l'industrie française. C'est pour les ouvriers qui ne profitent pas de la journée de 10 heures que la loi est nécessaire parce que ces ouvriers sont incapables de se défendre, à raison de leur organisation et de l'absence d'une loi se rapportant à eux.

Quelle est donc la situation de cette population ouvrière française relativement à la situation de la population ouvrière anglaise, allemande, américaine? C'est ce que M. Vaillant va rechercher en s'appuyant sur une enquête du Board of Trade.

L'enquête anglaise, aidée par le Gouvernement français, a eu lieu dans les trente principales villes industrielles de France et a porté sur toutes les industries.

Voici ce que dit le Board of Trade à propos de son enquête en France :

Coût de la vie : « Un ouvrier anglais, qui, avec une famille moyenne irait en France, et chercherait à y garder son mode d'existence y trouverait une dépense augmentée de façon marquante, en loyer, en nourriture et chauffage, quoique d'une quantité moindre que s'il était allé en Allemagne et malgré la plus longue durée de son travail, très au-dessous du niveau anglais.

« Un Français vivant en Angleterre, suivant le mode, y trouverait une certaine réduction du prix de la nourriture, mais une augmentation du prix de loyer. Pour l'ensemble, ses frais d'existence auraient quelque peu diminué mais dans une proportion en rien aussi grande qu'auraient augmenté les dépenses d'un ouvrier anglais allant vivre en France.

Salaires : D'après la moyenne arithmétique des nombreux index du niveau des salaires en France, comparée avec celle d'Angleterre, on trouve que dans leur ensemble, les salaires de l'ouvrier français sont à ceux de l'ouvrier anglais, comme 75 est à 100, et que les salaires de l'ouvrier allemand sont à ceux de l'ouvrier anglais dans un rapport de 83 à 100.

La conclusion du Board of Trade sur ce point est la suivante : « La comparaison étant basée sur un nombre limité de métiers, il peut y avoir quelque incertitude, mais on peut dire que si on ne peut faire une comparaison exacte pour d'autres métiers, les données de rapport détaillés confirment l'impression générale, qu'à part peu d'exceptions, les taux des salaires sont relativement bas en France, et cela avec des journées plus élevées de travail. »

Quand à la durée du travail elle est d'une façon générale pour l'ouvrier français, de 13 à 23 0/0 plus longue qu'en *Angleterre* pour les mêmes travaux; dans la mécanique et le bâtiment, elle dépasse en *France* de 17 0/0 la durée du travail en *Angleterre*. Elle est également plus longue en *France* qu'en *Allemagne*, spécialement pour la mécanique et le bâtiment.

Le salaire hebdomadaire en France pour les mêmes métiers étant dans un rapport de 75 à 100, alors que la durée du travail hebdomadaire est dans le rapport de 117 à 100, le salaire par heure de l'ouvrier français est à celui de l'ouvrier anglais de même métier dans le rapport approximatif de 64 à 100.

Pour le bâtiment, la mécanique, l'imprimerie, les ouvriers municipaux, le salaire moyen en France est inférieur des

deux tiers au salaire anglais pour les mêmes métiers : comme le salaire moyen allemand l'est des trois quarts du salaire anglais, le salaire français est de 15 0/0 plus bas que le salaire allemand.

Si l'on compare la journée de travail de l'ouvrier en *Angleterre* avec la journée de travail de l'ouvrier aux *États-Unis*, pour le bâtiment, la mécanique, l'imprimerie, les ouvriers municipaux, l'on constate qu'aux États-Unis, la journée de travail est plus élevée pour la mécanique, l'imprimerie, les ouvriers municipaux, mais moins élevée pour le bâtiment où elle n'est que de 8 heures tandis que la journée reste encore de 9 heures ou à peu près en *Angleterre*. La raison de cette différence pour le bâtiment est qu'aux États-Unis, des lois fédérales et des lois d'États sont intervenues qui ont réduit le travail. Les heures moyennes du bâtiment, par semaine, sont de 46 à 48 3/4 aux États-Unis. La durée du travail, par semaine, est de six heures plus longue en *Angleterre* pour les travailleurs qualifiés, mais seulement de 3 3/4 plus longue pour les manœuvres.

Quant aux salaires, il sont aux *États-Unis*, beaucoup plus élevés qu'en *Angleterre*, dans la proportion de 240 à 100.

M. Vaillant (1) proclame la supériorité générale de la législation industrielle anglaise sur celles des autres pays, notamment de la France; il explique cette supériorité par ce fait que les lois anglaises ont été faites sous la surveil-

(1) Séance du 7 mars 1912, J. O. du 8, p. 624.

lance et le contrôle de la classe ouvrière, et cela au contraire des lois françaises.

Il constate que la journée de 8 heures existe en *Angleterre* dans les mines où la loi est particulièrement observée ; que, même dans le Nord de l'Angleterre, dans le Durham et le Northumberland, la journée n'est pas de 8 heures, mais de 7 heures et que la production est tout aussi intense.

M. Vaillant examine ensuite les expériences de réduction du travail et d'établissement de la journée de 8 heures en *Angleterre*, notamment dans l'industrie de la mécanique et dans les arsenaux. Il constate que les résultats en sont extrêmement satisfaisants parce que la réforme a été bien conduite (1); ils furent même reconnus par les pouvoirs publics. Et M. Vaillant cite à l'appui de son assertion la résolution du Conseil de Comté de Londres, relative aux « fair wages » — « justes salaires ». Cette résolution votée d'abord le 3 mars 1889, puis précisée le 27 mai 1892, portait que « le salaire et la durée du travail que les syndicats avaient pu rétablir et réaliser, devenaient obligatoires pour ces travaux, tant en régie qu'en entreprise. »

Tous les entrepreneurs étaient tenus de faire la déclaration : « Qu'ils observent la durée du travail et payent les salaires ouvriers établis par les syndicats ouvriers dans la localité où l'entreprise est exécutée. Cette durée et ces salaires du travail sont insérés dans le contrat et en font partie intégrante de telle sorte que les pénalités puissent être appliquées à toutes infractions à la Convention. »

Pour les métiers à qui l'organisation syndicale fait

(1) Voyez *infra* : Production.

défaut, le Conseil votait le 31 novembre 1893, la disposition additionnelle suivante :

« Où il n'y a pas de syndicat pour déterminer le minimum de salaire du métier, c'est le Conseil lui-même qui doit déterminer le taux reconnu et courant du minimum de salaire et le maximum des heures de travail et de toutes conditions à observer. »

Ces règles furent d'abord appliquées aux travaux de terrassement et de voiries ; elles furent étendues ensuite à tous les travaux ainsi qu'aux fournitures de matériel et de marchandises pour lesquelles le marchandage était interdit.

De son côté, le 13 juin 1891, la Chambre des Communes votait, sur la motion de M. Sydney Burton, la proposition suivante : « Dans l'opinion de cette Chambre, le devoir du Gouvernement, dans tous ses contrats, est de prendre des garanties contre tous les maux qui ont été récemment dévoilés devant la Commission du marchandage, d'y insérer des conditions qui empêchent les abus résultant des sous-traitants et de faire tous les efforts utiles pour assurer le paiement des salaires au taux accepté comme courant, dans chaque métier, pour les ouvriers compétents. »

Et M. Vaillant annonce qu'il a l'intention d'introduire ces dispositions dans son contre-projet pour l'établissement soit du salaire syndical, soit du salaire minimum, dans des conditions semblables à celles qui sont fixées dans la législation municipale et dans la législation nationale anglaise.

M. Vaillant fournit ensuite des renseignements très inté-

ressants sur la situation des travailleurs en Angleterre, comparée à la nôtre, renseignements qu'il puise dans les statistiques du travail de 1907-1908.

Heures hebdomadaires de travail en Angleterre

Mécanique. Construction des navires	de 51 à 54
Travailleurs de l'électricité.....	de 48 à 54
Travailleurs de l'imprimerie	de 50 à 53
Menuisiers	de 47 à 54
Métiers de tissus	de 51 à 54
Service de salubrité	de 54,4 à 55
Fournitures du gaz.....	de 52,6
Électricité	de 51,9
Fournitures d'eau.....	de 55,1
Omnibus	de 58,7
Métiers du bois.....	de 52,1 à 54,4
Bâtiment.....	de 52,9 en été
—	de 45,9 en hiver

Dans tous ces métiers il y a réduction constante des heures de travail, réduction qui fut toujours constante en Angleterre, au fur et à mesure que la production augmentait :

1897 pour	69.572 ouvriers	384.675 heures de travail ont été réduites par semaine			
1898 —	37.772 —	81.917	—	—	—
1899 —	33.349 —	127.142	—	—	—
1900 —	56.857 —	238.043	—	—	—
1901 —	28.690 —	58.228	—	—	—
1902 —	1.052.983 —	1.024.860	—	—	—
1903 —	6.062 —	15.427	—	—	—
1904 —	16.018 —	24.599	—	—	—
1905 —	90.179 —	65.265	—	—	—
1906 —	52.969 —	98.892	—	—	—

Et M. Chamberlain, autrefois opposé à l'intervention de l'État dans les questions de travail, reconnaît que la réduction de la durée de la journée est aussi bienfaisante pour l'industrie que pour les ouvriers.

M. Vaillant entre ensuite dans des détails très complets et très intéressants sur la journée anglaise appelée la *normal day*. C'est la période normale de travail où les limites de la journée coïncident avec le temps qui doit être employé au travail, et avec le moment qui doit être consacré au repos et aux repas. Grâce à la « *normal day* », on évite le chevauchement des équipes les unes sur les autres, c'est-à-dire les *relais* qui ont été supprimés en Angleterre.

« Il n'est pas possible, dit M. Vaillant, de faire chevaucher une équipe sur l'autre, de prendre des travailleurs d'une équipe pour les mettre dans l'autre, par le fait même de l'institution de ce « *normal day* », car alors le travail correspond aux limites fixées pour la période où le travail doit avoir lieu.

Le « *normal day* », c'est la journée normale de travail; tant qu'elle ne sera pas introduite dans la loi française ou dans les autres lois, ces lois seront inefficaces et rendront nécessaire le service de l'inspection du travail, si insuffisant à l'heure actuelle. Il faut absolument introduire cette journée normale dans la loi que nous faisons, comme dans toutes les autres lois, si nous voulons réellement qu'elles puissent être contrôlées et produire un effet réel. »

M. Vaillant fait ensuite à la Chambre un résumé de la loi anglaise pour montrer avec quelle précision elle est édictée. Dans cette loi on qualifie :

Enfant : toute personne d'un âge inférieur de 14 ans et ayant à 13 ans obtenu le certificat de capacité ou d'assiduité scolaire.

Adolescent : toute personne qui n'est plus un enfant et a moins de 18 ans.

Femme : toute femme ayant plus de 18 ans.

Voici quelles sont les principales dispositions de la loi :

Aucun enfant au-dessous de 12 ans ne peut être occupé dans une *fabrique* ou un *atelier*. Aucun enfant, aucun adolescent ni aucune femme ne peuvent être occupés dans une fabrique le dimanche. Aucune femme ou fille ne peut être occupée moins de 4 semaines après l'accouchement. Aucun enfant ou adolescent ne peut être occupé dans certains métiers insalubres où l'emploi des autres personnes est limité. Dans chaque *fabrique* ou *atelier*, une affiche indique les horaires du travail et des repos, et le système suivant lequel les enfants sont employés. Les intervalles de repos pendant la période de travail, sont les mêmes pour les enfants, les adolescents, les femmes. Dans les *fabriques textiles*, chaque jour excepté le samedi, le repos a une durée de deux heures ; dans les *fabriques* non textiles ou dans les *ateliers*, deux heures, et le samedi, une heure et demie, pour le système des jours alternés des enfants (1), une demi-heure. Dans les *fabriques textiles*, aucun enfant adolescent, aucune femme ne peuvent être employés de façon continue pendant plus de 4 h. 1/2, et dans les *fabriques non textiles*, pendant plus de 5 heures sans intervalle, d'au moins une demi-heure, pour un repos.

Heures de travail pour les adolescents : Dans les *fabriques textiles*, la journée va de 6 heures du matin à 6 heures du soir, ou de 7 heures du matin à 7 heures du soir, avec

(1) Voir un peu plus loin.

2 heures pour les repos, dont 1 heure avant trois de l'après-midi; le samedi de 6 heures du matin à 11 heures du matin pour le travail industriel et à midi pour les autres travaux. Dans les *fabriques* non textiles ou les *ateliers*, la journée va de 6 heures du matin à 6 heures du soir, ou de 7 heures du matin à 7 heures du soir, ou de 8 heures du matin à 8 heures du soir, avec 1 h. 1/2 de repos, dont 1 heure avant 3 heures de l'après-midi; le samedi de 6 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, ou de 7 heures du matin à 4 heures, ou de 8 heures du matin à 4 heures, avec une 1/2 heure pour le repos.

Heures de travail pour les femmes : dans les *fabriques textiles*, la journée va de 6 heures du matin à 6 heures du soir, ou de 7 heures du matin à 7 heures du soir, avec 2 heures, dont 1 heure avant 3 heures, pour le repos; le samedi, la journée va de 6 heures du matin à 11 h. 1/2 du matin pour le travail industriel, 12 h. 1/2 pour les autres travaux, ou bien de 7 heures du matin à 12 h. 1/2 pour le travail industriel, plus 1 heure pour les autres travaux. Dans les *fabriques* non textiles et les *ateliers* où sont employés des enfants et des adolescents, la journée va de 6 heures du matin à 6 heures du soir ou de 7 heures du matin à 7 heures du soir, ou de 8 heures du matin à 8 heures du soir, avec 1 h. 1/2, dont 1 heure avant 3 heures, pour les repos. Le samedi, la journée va de 7 heures du matin à 1 heure du soir, de 7 heures du matin à 3 heures du soir, ou de 8 heures à 4 heures, avec une 1/2 heure pour le repos.

On voit que c'est avec la plus grande minutie que sont édictées les limites de temps. Il faut remarquer que la journée est de 10 heures dans les *fabriques textiles*, et la

durée du repos de 2 heures, qu'il y a des limites établies pour une période de travail d'une durée de 12 heures, que, par conséquent, la journée de 10 heures se trouve formellement consacrée, de sorte qu'il est impossible de transiger d'aucune façon.

Heures de travail pour les enfants : Dans les établissements textiles on se trouve en présence de deux systèmes :

1° Celui des équipes du matin et de l'après-midi ;

2° Celui des jours alternés.

Voici quel est le fonctionnement du premier système : l'équipe du matin commence au moment où commence le travail des adolescents dans les fabriques, c'est-à-dire suivant les cas à 6 heures ou 7 heures du matin. Elle peut finir à l'heure du dîner s'il a lieu avant 1 heure ou à 1 heure. L'équipe de l'après-midi peut commencer ou à 1 heure, ou à la fin du dîner, s'il y a lieu après 1 heure. L'équipe de l'après-midi termine avec le temps de travail des adolescents employés dans les fabriques, c'est-à-dire à 6 heures ou 7 heures du soir. Le samedi, la période du travail des enfants commence et finit avec celle des adolescents. Mais un enfant ne peut travailler deux samedis de suite, ni même un samedi; si pendant un jour quelconque de la semaine, sa période de travail a dépassé une durée de 2 h. 1/2. Il est défendu de faire travailler un enfant dans une équipe du matin pendant deux périodes successives de 7 jours, ou de le faire travailler dans une équipe de l'après-midi pendant deux périodes successives de 7 jours, cette alternance permettant un plus grand repos. D'après le second système, la période de travail des enfants est la même que celle des adolescents; un enfant ne peut donc

pas être employé deux jours successifs, ni le même jour dans deux semaines successives.

Dans les *établissements non textiles*, le travail a lieu d'après les mêmes systèmes, soit par équipes du matin et de l'après-midi, soit d'après la méthode des jours alternés.

En résumé, il ressort de ceci que, dans les *fabriques textiles*, la durée légale maxima de travail par semaine des jeunes ouvriers et des femmes est de 56 heures, les repos étant retranchés dans la pratique, elle est moindre. La durée légale du travail des enfants est exactement de la moitié. Dans les *fabriques non textiles* et les *ateliers*, la durée légale maxima du travail pour les jeunes ouvriers et les femmes est de 60 heures; pour les enfants elle est de moitié. Pour éviter que les prescriptions relatives au temps du travail soient éludées, il est interdit de donner tout autre travail à un ouvrier soit dans la fabrique; soit au dehors, soit à faire chez lui. On évite ainsi un abus qui consisterait dans la possibilité de transférer un ouvrier d'une fabrication à l'autre, ou même de lui donner un travail supplémentaire à faire à la maison. *Quant aux heures supplémentaires*, la loi anglaise de 1895 les a presque entièrement supprimées pour les adolescents, et les a réduites pour les ouvriers dans les fabriques non textiles et les ateliers, soit pour cause de travail urgent, soit dans du travail d'objets périssables; ils peuvent encore travailler de 6 heures à 10 heures, soit, en comprenant les 2 heures de repos, 11 heures pendant 5 jours, en une semaine, à la condition que cela ne fasse pas plus de 30 jours par an dans le premier cas, ou de 60 jours par an dans le second cas; en pratique, les heures supplémentaires de travail sont peu

employées. Ainsi, en 1906, il y a eu 191.608 indications d'heures supplémentaires par les employeurs pour 16.116 heures de travail, dont 181.701 pour 51.306 lieux de travail, concernant des travaux urgents et 7.751 pour 678 heures de travail de blanchisserie.

Ce qu'il importe avant tout de noter, c'est que les heures supplémentaires sont exclues pour les enfants et les adolescents.

En *Australie* (1), la journée de 8 heures a été introduite par la loi du 21 avril 1856 pour les ouvriers du bâtiment. Elle n'a cessé de faire des progrès et elle est devenue aujourd'hui générale. Les bienfaits de la journée de 8 heures pour la santé, la vigueur, l'ardeur productrice des ouvriers et pour leur satisfaction personnelle ont été tels que le 21 avril est devenu la fête nationale dans l'État de Victoria. En *Nouvelle-Zélande*, c'est encore la journée de 8 heures qui est en vigueur. La loi du 16 avril 1900 décide que dans tout marché public, l'employeur ne pourra pas faire travailler ses ouvriers plus de 8 heures par jour et ajoute qu'il sera interdit aux ouvriers de passer un contrat en vue de se soustraire au bénéfice de cette disposition.

Prenant exemple sur la législation anglaise, M. Vaillant annonce qu'il en reproduira dans son contre-projet la disposition indiquant le *1/2 temps* pour les ouvriers, enfants et adolescents.

« En n'exigeant des enfants et des adolescents que la *1/2* journée, on pourra faire travailler le matin une équipe d'enfants ou d'adolescents pendant une *1/2* journée des

(1) Cf. les très intéressants détails de M. Lecoq dans « la journée de 8 heures ».

adultes et une autre équipe pendant la 1/2 journée de l'après-midi des ouvriers adultes. Il y aura ainsi une coïncidence entre le travail du jeune ouvrier et celui de l'adulte ; seulement l'enfant et l'adolescent ne travailleront que la demi-journée, c'est un repos nécessaire à la croissance et au développement de l'organisme. C'est ce qu'a fait l'Angleterre dans des conditions moins profitables à la santé des ouvriers, mais c'est du moins ce qu'elle a reconnu nécessaire, et ceci répond aux nombreuses critiques qui ont été faites à ce sujet, en limitant ainsi à la moitié la durée du travail de l'enfant et de l'adolescent, nous établissons une concordance entre ce travail et celui de l'adulte, et en créant deux équipes de ces enfants, de ces adolescents leur travail est meilleur. Au point de vue de l'organisation industrielle, cette mesure a été très efficace ; en même temps, elle a été excellente au point de vue de la santé de l'enfant, de l'adolescent et de la femme. »

Aux *États-Unis*, tant qu'a duré le travail servile, il n'a pas été possible d'arriver à un mouvement organisé de la classe ouvrière pour la réduction de la journée. En 1866, le travail servile cessa d'exister, et la même année un Congrès ouvrier se réunit à Baltimore et proposa la journée de 8 heures. Dès 1868, on obtint des résultats. La loi du 25 juin établit la journée de 8 heures dans les ateliers et chantiers fédéraux. Comme certains directeurs administratifs en avaient profité pour réduire les salaires, le 25 mai le président Grant, par une instruction officielle, décida qu'aucune réduction de salaire ne pourrait résulter de la réduction des heures de travail à 8 heures.

Cette ordonnance a été depuis confirmée et incorporée

au statut constitutionnel en 1878, sous le titre 33, section 3.738 : « heures de travail, travaux publics » et ainsi formulée : « Pour tout journalier et ouvrier employé par ou pour le Gouvernement des États-Unis, 8 heures constituent une journée de travail. »

Pour les postes où le travail était d'une durée plus grande, il fallut une loi spéciale qui fut inscrite au chapitre 308 des actes de 1887-1888 : « Heures de travail, Facteurs des Postes »; « Désormais, 8 heures de travail constitueront une journée de travail pour les facteurs des postes des cités et de leurs districts postaux, et ils recevront pour cette durée de travail *le même salaire* qu'ils reçoivent actuellement pour le travail d'une journée d'un plus grand nombre d'heures. »

« Si un facteur était employé plus de 8 heures dans une journée, il devra recevoir un salaire supplémentaire en rapport avec le salaire actuellement déterminé par la loi. »

Cet exemple fut suivi dans tous les États de l'Union qui réduirent, sans diminution de salaires, à 8 heures, le travail journalier de leurs travaux et services publics.

M. Vaillant insiste ensuite d'une façon particulière sur *la législation de New-York*, à cause des difficultés que la classe ouvrière de cet État dut surmonter pour la rendre efficace, difficultés dues à l'opposition des patrons.

Dès 1867, une loi de l'État de New-York faisait de la journée de 8 heures « la journée légale de travail dans tous les cas de service et de travail à la journée, sans contrats ni stipulations contraires. »

Malgré l'adoption en 1870 de sanctions pénales, cette loi ne fut guère observée que dans les travaux de régie directe,

les entrepreneurs usant des immigrants non organisés pour leur faire faire, au moyen d'une majoration de salaire, des heures supplémentaires qui étaient encore autorisées.

Pour prévenir cet abus, un amendement fut voté en 1894 stipulant l'emploi exclusif aux travaux publics des citoyens des États-Unis et établissant « au taux courant », le paiement des salaires.

Enfin en 1897, la loi de 8 heures fut inscrite dans le Code des lois du travail (chapitre 415, section 3), en même temps que des sanctions pénales furent inscrites au Code pénal, mais ce n'est qu'en 1899 qu'elle devint la pratique normale et constante dans les travaux publics, par l'interdiction des heures supplémentaires, sauf en cas d'urgence extraordinaire.

Les entrepreneurs attaquèrent alors la *qualité constitutionnelle* de ces lois, et la campagne fut menée par eux avec une activité extraordinaire. Les Cours de l'État de New-York déclarèrent que, si l'État était libre de décider pour lui, il ne pouvait sans léser constitutionnellement l'autonomie des municipalités, leur dicter les conditions du Cahier des Charges de leurs travaux.

Le parti ouvrier commença alors une campagne pour obtenir la révision de la Constitution. A la suite de cette campagne, la législative revisa l'article 12 de la constitution relatif à l'organisation municipale et aux élections de novembre 1905, le vote populaire ratifia le vote législatif par 388.570 voix contre 136.603.

Le Sénat vota alors le texte ancien de la loi de 8 heures devenu constitutionnel aussi pour les travaux des munici-

palités, et ce texte, adopté le 18 août 1906, par l'Assemblée législative fut promulgué par le Gouvernement, le 19 mai 1906 :

« Chapitre 506. — Loi remettant en vigueur la section 3 de la loi relative aux heures de travail et aux taux courant des salaires.

« Section 1^{re}. — La section 3 du chapitre 415 des lois de 1897 est, avec le texte suivant, remise en vigueur et promulguée comme section 3 de la loi du travail :

« 3 heures constituent une journée de travail pour toutes les catégories d'employés de cet État, excepté ceux engagés dans un service agricole ou domestique, à moins que la loi n'en dispose autrement.

« Tout contrat avec l'État ou une municipalité, qui peut viser l'emploi de manœuvres, d'ouvriers, doit contenir la stipulation qu'aucun manœuvre ou ouvrier employé par le contractant pour exécuter la totalité ou une partie du travail projeté par le contrat, ne peut être autorisé à travailler, ni être requis de travailler *plus de 8 heures* par jour, si ce n'est dans le cas d'extraordinaire urgence, causée par le feu, l'inondation ou le danger de destruction de vie ou de matériel.

« Les salaires, pour une journée légale de travail ainsi définie, des manœuvres ou ouvriers employés aux travaux publics ou, à propos de tout matériel à l'usage de ces travaux, ou en rapport avec eux, ne doivent pas être inférieurs au taux courant d'une journée de travail du même métier, ou de la même occupation dans la localité de l'État.

« Désormais, tout contrat semblable pour le travail public et le travail qui s'y rapporte, doit contenir les stipulations

que les manœuvres et ouvriers qui y sont employés par les contractants et toutes autres personnes, doivent recevoir les salaires ainsi spécifiés. »

Dans les *autres États*, nous ne trouvons pas de dispositions semblables. Toutefois, dans plusieurs États, la journée a été réduite à 8 heures dans les mines et les industries où les ouvriers sont exposés à des dangers particuliers.

« Ces lois, dit M. Vaillant, confirment ce que l'action syndicale avait directement obtenu déjà, et nous permettra d'expliquer ce fait, qu'alors qu'en Angleterre la journée de travail est partout de 9 heures, en Amérique elle est encore de 10 heures en moyenne, dans un grand nombre d'industries et même dans des industries où l'action syndicale se fait sentir. Par contre, dans le bâtiment, grâce à l'action bienfaisante de la loi, en Angleterre et en Amérique, la journée de travail est de 8 heures. C'est la meilleure preuve que les lois ouvrières ont une efficacité réelle et, puisqu'elles complètent l'action syndicaliste, nous ne saurions trop en réclamer, non seulement le vote, mais l'application. (1) »

Il faut remarquer que si il y a encore aux États-Unis de nombreuses journées de 11 heures et de 12 heures, elles sont en grande partie fournies par le travail des immigrants, et ces journées sont consacrées à la fabrication de produits de qualité inférieure. Ces immigrants travaillent dans des industries où on s'occupe plus de la quantité que de la qualité. Leurs produits sont inférieurs et incapables de concurrencer les produits européens de qualité supérieure.

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 629.

Au contraire dans les usines et industries où l'on fabrique des produits de qualité supérieure, la journée est réduite ; elle est de 10 heures, de 9 heures et même de 8 heures.

En *Allemagne*, c'est surtout depuis 1890 que la durée du travail s'est réduite, en même temps qu'a grandi le développement économique de ce pays, M. Vaillant voit dans ce fait, une relation de cause à effet.

En 1891, la loi réduit à 11 heures la durée du travail des ouvrières adultes entre 5 h. 1/2 du matin et 8 h. 1/2 du soir. Cette loi a donné une forte impulsion à la réduction de la journée de travail. D'une statistique datant du 1^{er} octobre 1902, il résulte que dans 10 0/0 des établissements, les ouvrières travaillent 9 heures ou moins de 9 heures et que dans 47 0/0 de ces établissements, les ouvriers travaillent plus de 9 heures et jusqu'à 10 heures. Mais depuis cette enquête, la journée de 10 heures a fait de grands progrès, surtout dans la filature.

D'autre part, et pour motif sanitaire, en vertu du paragraphe 120 du Code industriel (*Gewerbe Ordnung*), des limites de durée de travail et de durée des repos ont été édictés pour les *adultes hommes*, dans la boulangerie, la confiserie, la mercerie, les hôtels et les restaurants.

Dans les mines de *Prusse*, où la température dépasse 28° et où il y a lieu de tenir compte des conditions d'insalubrité, la durée du travail est limitée à 6 heures.

En *Bavière*, une loi de 1908 a établi dans les mines l'équipe de 8 heures.

Dans la *Prusse* et la *Hesse*, les Chemins de fer de l'État ont introduit la journée de 9 heures dans les ateliers.

Enfin, le plus souvent, les administrations communales

allemandes ont établi pour l'industrie du gaz, le système de la *triple équipe* travaillant 8 heures, et la journée de 10 heures pour leurs autres établissements et exploitations.

Mais, en *Allemagne*, c'est surtout par l'action syndicale et au moyen des contrats collectifs qu'on est arrivé à réduire la journée de travail pour la majorité des ouvriers adultes : la journée de 10 heures est devenue la règle générale.

Dans le bâtiment, la journée est le plus souvent de 9 heures et 9 h. 1/2, quelquefois de 10 heures dans les grandes villes du Nord-Est.

La journée de 9 heures s'est aussi généralisée pour les travailleurs du bois. Elle est la règle pour les imprimeurs et les relieurs.

Pour les fondeurs de caractères, les lithographes, les graveurs, la journée est de 8 h. 1/2, quelquefois moins. Pour les mineurs, il y a encore lutte pour ne pas comprendre la montée et la descente dans la journée de 8 heures. Dans les forges et laminoirs, il y a également lutte pour substituer l'équipe de 8 heures à l'équipe de 12 heures. D'autre part, maints industriels ont spontanément introduit la journée de 8 heures dans un grand nombre d'exploitations et cela dans l'intérêt même de ces exploitations.

Tous ces résultats ont été obtenus, tant par la loi que par l'action syndicale, et l'on peut dire qu'à l'heure actuelle l'Allemagne est au point de vue de la durée du travail à peine inférieure aux États-Unis.

M. Vaillant indique ensuite la situation des ouvriers allemands suivant leur âge et leur sexe :

Enfants : l'enfance se termine à 14 ans. Aux termes du

paragraphe 135 du Code industriel allemand, les enfants au-dessous de 13 ans ne peuvent y être occupés que s'ils ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

Adolescents : l'adolescence va de 14 à 16 ans. Les adolescents ne peuvent être occupés dans les fabriques plus de 8 heures (par. 135).

Enfants et Adolescents : leurs heures de travail ne peuvent commencer avant 5 h. 1/2 du matin, ni dépasser 8 h. 1/2 du soir. Entre les heures de travail de chaque journée, il doit y avoir des repos réguliers et ce repos doit être au moins d'une 1/2 heure pour les jeunes ouvriers qui ne sont occupés journallement que 6 heures. Pour les autres jeunes ouvriers il doit y avoir à midi une repos d'au moins 1 heure ; un repos d'une 1/2 heure le matin et une autre l'après-midi.

Ouvriers. — Les ouvriers ne doivent pas être occupés dans les *fabriques* la nuit de 8 h. 1/2 du soir à 5 h. 1/2 du matin ; les samedis et veilles de fêtes après 5 h. 1/2 de l'après-midi (art. 137).

Ouvrières de plus de 16 ans. — Leur travail ne doit pas dépasser 11 heures par journée, 10 heures la veille des dimanches et fêtes. Un repos d'au moins 1 heure doit séparer leurs heures de travail. Si elles ont le soin d'un ménage, elles ont le droit de demander 2 h. 1/2 pour le repos de midi, si ce repos n'est pas au moins d'une heure et demie. Les accouchées ne peuvent travailler que 4 heures par semaine après l'accouchement ; toutefois sur un certificat d'un médecin autorisé les déclarant capables de travailler, elles peuvent reprendre leur travail 2 semaines après l'accouchement (art. 137).

Déroptions. — Dans le cas d'accumulation extraordinaire de travail, la sous-autorité administrative peut, sur la demande du patron, autoriser pendant 2 semaines l'emploi d'ouvriers au-dessus de 16 ans jusqu'à 10 heures du soir, les jours de semaine à l'exception du samedi, à la condition que la durée de la journée n'excède pas 13 heures.

Mais la durée totale de ces permissions ne peut pas dépasser 40 jours par an (art. 138). En cas de calamités naturelles ou accidentelles ayant interrompu l'exploitation régulière d'une fabrique, le Chancelier de l'Empire peut accorder, dans les cas des paragraphes 135, 136, 137, des autorisations plus longues que celles que peut accorder l'autorité administrative (par. 139).

Dans le même ordre d'idées, le Conseil fédéral a la faculté d'autoriser les exceptions aux paragraphes 135, 136 et 137 pour les fabriques à feu continu, ou celles qui, par leur nature ont une exploitation de jour et de nuit, ainsi que celles dont l'exploitation ne permet pas un travail d'équipes de même durée, ou qui, par sa nature, est limitée à certaines saisons. Dans ces cas, la durée du travail ne doit pas dépasser 36 heures pour les enfants, 60 pour les adolescents, 63 pour les ouvrières. Le travail de nuit ne peut, en 24 heures, excéder la durée de 10 heures et doit, pour chaque équipe, être interrompu par 1 heure au moins de repos continu ou fractionné. Les équipes de nuit doivent alterner chaque semaine.

En Autriche, dit à son tour M. Justin Godart, dans son rapport du 15 avril 1911 (1), la journée légale, d'après les

(1) Annexe 967, 2^e séance du 15 avril 1911. Doc. parl., 1911 Chambre session ordinaire, p. 1.444 et suiv. 2^e volume.

données du dernier rapport de l'Inspection du Travail, est, au point de vue de la durée, bien au-dessus de la réalité, 17,2 0/0 seulement des travailleurs l'atteignent ou la dépassent.

12.534 usines occupant 1.037.603 travailleurs, dont 308.681 femmes sont soumises aux lois protectrices. 54,07 0/0 des travailleurs ont une journée atteignant 10 heures ou moins.

L'industrie textile qui emploie une majorité de femmes atteint la durée complète de la journée légale.

La journée de 8 heures est assez répandue dans la métallurgie et dans les carrières.

On a l'habitude de libérer les ouvriers plus tôt le samedi et les veilles des jours fériés.

La journée légale est établie par la loi du 8 mars 1885. Elle ne doit pas, non compris les repos, dépasser 11 heures en l'espace de 24 heures dans les entreprises industrielles des fabriques.

Néanmoins, le Ministre du Commerce, d'accord avec le Ministre de l'Intérieur, et après consultation des Chambres de Commerce et d'Industrie, peut désigner, par voie d'ordonnance, des catégories d'industries pour lesquelles, à raison de nécessités spéciales, une prolongation du temps de travail sera accordée pendant 1 heure.

En outre, pour les industries auxquelles l'exploitation sans interruption a été concédée, le Ministre de l'Intérieur est autorisé à régler d'une façon appropriée le temps de travail de manière à faciliter le changement alternatif des brigades de travailleurs.

Enfin si des événements naturels ou des accidents ont

interrompu le service de l'exploitation régulière ou s'il est survenu une presse de travail, l'autorité industrielle de première instance peut accorder à certaines entreprises une prolongation temporaire de temps de travail, mais pour trois semaines au plus; au delà, l'autorisation ne peut être accordée que par l'autorité publique.

Dans tous ces divers cas, les heures supplémentaires doivent être payées à part.

En *Belgique*, la durée moyenne de la journée de travail est de 11 heures. De divers documents publiés, il apparaît que la main-d'œuvre est inférieure et mal disciplinée parce que mal payée. Les absences volontaires des ouvriers sont très fréquentes. Tout compte fait, un ouvrier ne travaille pas plus de 285 jours par an.

Il n'y a pas de journée légale pour les adultes. Pour les mineurs, la loi du 31 décembre 1909 a consacré la journée de 9 heures.

Une proposition de loi de M. Bertrand du 26 février 1895 tend à établir la journée de 8 heures, le repos hebdomadaire du dimanche et à interdire le travail de nuit; la journée légale de travail devant être comprise entre 6 heures du matin et 7 heures du soir.

En *Espagne*, aucune réglementation. Une proposition a été présentée le 21 juillet 1911, tendant à fixer à 8 heures la durée de la journée de travail dans les établissements publics dépendant de l'État, des provinces et des municipalités. Renvoyée à la Commission, elle a été retirée par son auteur, à l'annonce par le Gouvernement, du dépôt au Sénat, d'un projet de loi sur le contrat de travail (ce dernier projet n'est pas encore déposé).

Aux *État-Unis*, sous l'influence des associations ouvrières, les chefs d'industrie ont progressivement réduit la journée de travail à 10 heures, 9 heures, et parfois 8 heures. La journée de 10 heures est actuellement un maximum.

Une mission fut envoyée de France, en 1908, pour étudier les conditions de travail aux États-Unis, dans l'industrie de la tannerie au chrome pour chaussures, et M. Barrat, directeur de la mission, a fait un très remarquable rapport sur ses observations concernant la durée du travail et surtout l'organisation et les résultats des courtes journées.

M. Barrat constate que la durée du travail de 10 heures est la règle dans toutes les usines. Pour compenser la diminution de la journée du samedi, on n'accorde généralement aux ouvriers que trois quarts d'heure pour le repas de midi. On obtient ainsi un total de 57 h. 1/4 à 60 heures; mais même dans les maisons où le samedi est chômé depuis midi, on compte 60 heures aux ouvriers qui n'ont pas manqué à l'atelier pendant les autres jours de la semaine. On donne ainsi une prime à l'assiduité.

« Chez nous, dit M. Barrat, la durée du travail est plus élevée. Les Américains expliquent qu'ils peuvent arriver, malgré une durée plus réduite, à une production plus grande, par une grande diversion du travail, par l'emploi des machines marchant à grande vitesse et surtout par une plus grande discipline dans le travail. On peut répondre qu'il semble, d'après ce que nous avons vu, que le travail n'est pas plus spécialisé qu'en France, que les machines ont à peu près la même vitesse; mais on doit

reconnaître que si l'ouvrier américain travaille lentement, sans surexcitation, il travaille assidûment. Les productions d'usines, telles que partout elles nous ont été données, surpassent sensiblement ce qui est admis en France. »

M. Barrat observe qu'en France, avec les arrêts fréquents et les mises en route, la durée totale du travail n'est pas supérieure à celle des Américains.

Il n'y a pas de législation fédérale sur le travail industriel, à l'exception de la loi du 28 juin 1868, instituant la journée de 8 heures « pour tous les ouvriers qui pourront être employés par le Gouvernement ou pour son compte. »

Dans certains États (Californie, Illinois, New-York, Pennsylvanie, etc.), on rencontre des lois fixant la journée normale à 8 heures pour toutes les catégories d'ouvriers ou employés à moins de convention contraire licite, mais donnant droit à une rémunération supplémentaire pour l'ouvrier.

L'Angleterre est le pays des courtes journées industrielles. Nombre de patrons ont, avec succès, réalisé les 8 heures. Ils sont unanimes à en reconnaître la valeur au point de vue productif et humanitaire,

Les journées supérieures à 10 heures se font de plus en plus rares.

En 1847, la Grande Bretagne a la journée de travail de 10 heures pour les femmes et les enfants, et par répercussion pour les adultes de l'industrie textile.

A partir du 1^{er} janvier 1875, la semaine de 56 h. 1/2 est établie dans l'industrie textile, au lieu de celle de 60 heures. Il n'en résulte aucune dépression dans la production, les ouvriers ayant acquis par la journée de 10 heures, les

qualités d'attention, de célérité, de sérieux, qui se sont encore développées avec la semaine anglaise. Ce résultat est dû, non seulement à l'accélération des machines et à l'effort supplémentaire des ouvriers, mais aussi à la prime accordée au surveillant sur la quantité produite.

Depuis 1894, la journée de 8 heures existe en Grande Bretagne, dans les établissements de la guerre et dans les mines depuis la loi du 21 décembre 1908.

Les « trois huit » ont été plusieurs fois proposés, en 1892, 1898, 1907. L'art. 1^{er} de la proposition de loi du 25 mars 1907 est ainsi rédigé : « A partir du 1^{er} janvier 1908, nul ne travaillera, ne fera, ni ne laissera travailler une autre personne, sur terre ou sur mer, en vertu d'un contrat ou d'un accord quelconque, ou d'un louage d'ouvrage ou pour le service de sa personne (sauf dans les cas spéciaux ou en cas d'accident) plus de huit heures par jour de 24 heures ou de 48 heures par semaine. »

L'art. 2 frappe d'une amende de 10 à 100 livres (250 à 2.500 fr.) par une infraction, l'employeur qui contrevient aux dispositions de la loi.

Aux *Pays-Bas*, le travail des adultes n'est pas réglementé. A l'exemple de l'Allemagne, le principe de la journée maxima sanitaire est en vigueur.

En *Russie*, aux termes d'un décret du 15 novembre 1906, la journée aux ateliers est limitée à 12 heures, mais les ouvriers ayant 2 heures de relâche pour dîner, le travail ne dure que 10 heures. Le contrôle est confié aux inspecteurs de quartiers, aux conseils ruraux et municipaux ainsi qu'à la police.

Toute infraction peut entraîner soit la prison (un mois

au maximum), soit une amende (100 roubles au maximum).

En Suisse, 69,9 0/0, des ouvriers travaillent actuellement moins de 11 heures par jour. Les plus longues journées existent dans les industries où la main-d'œuvre est surtout demandée aux femmes et aux enfants.

La loi suisse sur le travail dans les fabriques date du 23 mars 1877. Elle décide que la journée ne pourra pas excéder 11 heures le samedi et veilles de jours fériés légaux, 9 heures y compris le temps nécessaire pour les travaux de nettoyage, ni se prolonger en aucun cas après 5 heures du soir.

Un repos est accordé vers le milieu de la journée de travail d'une heure au moins, pour le repas. Des locaux convenables sont mis à la disposition des ouvriers qui apportent ou se font apporter leurs repas à la fabrique (art. 11).

Le travail de nuit, c'est-à-dire entre 8 heures du soir et 5 ou 6 heures du matin, n'est admissible qu'à titre d'exception, et les ouvriers ne peuvent y être employés que s'ils y consentent de leur plein gré.

Le travail de nuit régulier peut, toutefois, avoir lieu dans les branches de fabrication qui, par leur nature, exigent une exploitation ininterrompue (art. 13).

Les femmes ne peuvent, en aucun cas, être employées au travail de nuit ou du dimanche. Lorsqu'elles ont un ménage à soigner, elles doivent être libres de quitter le travail une demi-heure avant le repos du milieu du jour, si celui-ci ne dure pas au moins une heure et demie.

Après et avant leurs couchés, il est réservé un espace de

huit semaines en tout, pendant lequel les femmes en peuvent être admises au travail dans les fabriques. Elles ne sont reçues de nouveau dans la fabrique, qu'après avoir fourni la preuve qu'il s'est écoulé 6 semaines au moins depuis le moment de l'accouchement. Il appartient au Conseil Fédéral de désigner les branches d'industrie dans lesquelles les femmes enceintes ne peuvent être admises à travailler.

Les femmes ne peuvent pas être employées à nettoyer les moteurs en mouvement, les appareils de transmission et les machines dangereuses (art. 19) (1).

M. Fournier (2), ne croit pas non plus que la loi des 10 heures puissent mettre les industriels français en état

(1) Le Conseil Fédéral a pris le 15 novembre 1915, un arrêté entrant en vigueur le 22 novembre, concernant les permis d'organisation exceptionnelle du travail dans les fabriques. Les Gouvernements cantonaux sont autorisés à permettre des exceptions dans l'intérêt de la défense nationale, lorsque la marche d'une fabrique ne peut être assurée que grâce à elles, lorsqu'elles sont justifiées par des circonstances économiques extraordinaires. En vertu de ces exceptions il pourra être permis d'organiser le travail de jour par équipes, et d'une manière ininterrompue, de réduire à moins d'une heure la pause du midi, de prolonger de deux heures au maximum la journée de onze heures pour plus de 80 jours par année, de prolonger la journée, les veilles des dimanches ou jours fériés pour plus de 12 jours par année, de travailler pendant plus de trente nuits par année, plus de 12 dimanches par année, de faire travailler de nuit les personnes du sexe féminin âgées de plus de 18 ans et les enfants de plus de 16 ans. Le Conseil Fédéral recommande dans une circulaire d'être prudent et de ne pas abuser de ces exceptions; ces cas devront être urgents, les motifs sérieusement organisés et le nombre des ouvriers impossible à être augmenté. D'après un arrêté du 10 octobre 1917 : « La journée normale prévue dans la nouvelle loi sur les fabriques (10 h. 1/2 avec samedi après midi, libre) est introduite dans toutes les fabriques ». La confédération, au lieu des cantons, est compétente pour les dérogations. Cet arrêté tend à l'économie de charbon, mais toute voie mène à Rome!

(2) Séance du 24 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 337.

d'infériorité devant leurs concurrents étrangers. Il rappelle qu'à Schnoenwerd, dans le canton de Soleure, à propos d'une enquête qu'il poursuivait en Suisse, il a visité l'usine de MM. Boilly et frères, la plus considérable en Europe pour la fabrication de la chaussure. Il a constaté que la durée du travail ne dépasse pas 9 heures, que les conditions d'hygiène sont remarquables ; qu'il règne partout une propreté absolue ; que tout est organisé pour rendre aux ouvriers moins pénible l'accomplissement de leur tâche et leur temps de présence à l'usine ; qu'il existe un système ingénieux de primes de maladie, de retraites pour la vieillesse. Si cette usine réalise, malgré la courte durée de travail, *des bénéfices considérables*, c'est qu'elle a su modifier son outillage et le tenir au courant des progrès réalisés.

M. Brentano (1), dit, à propos de la concurrence de l'industrie cotonnière anglaise par celle des Indes, que malgré la limitation de la durée du travail en Angleterre, l'industrie cotonnière de ce dernier pays ne fait qu'augmenter et que « la soumission, que réclament aujourd'hui à tort les filateurs anglais, de leurs concurrents indiens à la même législation protectrice des ouvriers, pourrait bien augmenter leur faculté de concurrence, plutôt que de l'affaiblir ».

Et, aussi, citant M. Nurdella, ancien Ministre anglais du Commerce : ce sont les longues journées des pays étrangers qui nous préservent de la concurrence... Et encore cette juste observation :

Comment se fait-il que ce ne soient pas les pays où la

(1) « Rev. d'Ec. Pol. », 1893, N° 4.

législation protectrice de l'ouvrier et réduction de la journée vont le plus loin et où les salaires sont les plus élevés, qui protestent contre l'atteinte à leur faculté de concurrence, bien ceux où la journée est la plus longue et le salaire le plus bas ?... C'est un des faits les plus réjouissants que la réforme sociale qui est appelée à élever à un niveau supérieur des millions d'individus, soit aussi le seul moyen de faire parvenir une nation à la plénitude de sa puissance économique et politique.

Notons enfin l'assurance donnée par M. Colliard, à propos du projet des dix heures que : « la Commission... s'est assurée que les industriels français n'auraient à subir, dans leur concurrence avec l'étranger, le contre-coup de cette loi (1). »

Et n'hésitons pas à conclure :

« La loi des 10 heures ! Mais si on ne la vote pas, la France court un danger national. » *Ce n'est pas par elle que notre pays se trouvera en état d'infériorité vis-à-vis des autres.* C'est sans elle que, sur le point spécial de l'apprentissage à qui la loi porte remède, l'industrie française deviendrait vite la proie de l'étranger qui passerait maître en fait de fabrication artistique et inventive, Pourquoi ? Parce que sans elle le recrutement, par l'apprentissage de l'ouvrier français avec toutes ses qualités, n'est pas assuré (2). Nous allons y revenir dans un instant.

(2) Le Parlement et l'Opinion, 30 janv. 1912 : La loi de 10 heures.

(1) Abbé Lemire, séance du 22 fév. 1912, J. O., du 23, p. 416.

CHAPITRE VI

POINT DE VUE NATIONAL

Nous voulons faire abstraction des circonstances extérieures au milieu desquelles nous écrivons ; nous ne pouvons cependant pas, en nous demandant les conséquences qu'aurait la réduction du travail au point de vue national, ne pas être frappés par la saisissante actualité de cette question.

Les travailleurs constituent la majorité de la population française, ils sont l'avenir de la nation et de la race. Le pays qui consentirait, en un tel moment à abandonner l'ouvrier aux forces de destruction physique ou morale, consentirait son propre suicide.

Et le travail, si on veut l'envisager de façon vraiment complète, ne doit pas être seulement considéré comme le produit de notre activité, mais aussi comme un facteur important de formation ou de déformation humaine.

« Assurément, il est utile que l'homme puisse fournir le meilleur rendement économique possible, mais il est non moins nécessaire dans une société organisée, et surtout dans une société démocratique basée sur le pouvoir et la responsabilité de tous que le travail ne vienne pas détruire les forces intellectuelles morales et sociales, dont la collec-

tivité a besoin pour la paix et la prospérité communes (1). »

L'ouvrier est — le plus souvent — membre ou chef d'une famille et il est aussi un élément de cette plus grande famille qu'est la nation. Toutes les répercussions du travail et du surmenage sur sa personne auront leur contre-coup sur la race elle-même.

« On doit affirmer que l'intérêt national sera évidemment et gravement compromis toutes les fois que les conditions du travail mettront en péril l'existence de la vitalité de la famille ouvrière (2). »

M. Millerand disait déjà en 1905 : « Je parle ici à des personnes convaincues que l'intérêt qu'offrent au point de vue de la conservation de la race, la limitation de la journée de travail et sa limitation progressive... La réduction à 10 heures constituerait un progrès capital (3). » C'est aussi notre avis et sur ce point les discussions ne sauraient vraiment être bien vives.

Moins le travailleur sera surmené, moins il y aura chez lui de maladies, de morts fréquentes, de développement physique entravé, meilleurs seront le soldat en même temps et le citoyen. Quant à ce dernier il trouvera dans la limitation de la durée du travail un autre avantage : suffisamment éduqué. — nous verrons comment cela doit se faire pour ainsi dire automatiquement, — pour ne pas perdre son temps et sombrer dans l'alcoolisme, il trouvera dans l'accroissement de ses loisirs, le temps qui lui manquait pour devenir aussi conscient de ses devoirs civiques qu'il

(1) Le Coq, la journée de 8 heures.

(2) Raoul Jay. Protection légale des travailleurs.

(3) Rapports à l'Ass. Nat. Franç. pour la protection des travailleurs.

l'était, à son dire, de ses droits : il aura désormais la possibilité de s'y préparer et de les bien remplir.

A la Chambre, lors de la discussion du projet des 10 heures, M. Vaillant aborde ces questions. Il rappelle comme elles touchent de près, selon lui, celle de la lutte des classes.

Après avoir rappelé (1) qu'à travers les âges et sous tous les régimes sociaux, la réduction des heures de travail a été l'objet de l'effort de la classe ouvrière, indique que dans le régime capitaliste, la lutte est devenue plus grande encore, le maître cherchant à obtenir du travailleur, le maximum. le surtravail et le travailleur cherchant au contraire à réduire ce travail le plus possible en attendant qu'il le supprime : « Par conséquent, nous pouvons dire que loin de diminuer, la lutte entre le maître et le travailleur, entre le patron et le salarié, est devenue, au cours du développement du régime capitaliste, de plus en plus active, de plus en plus aiguë : Nous pouvons dire, en effet, que déjà à l'époque de la manufacture, le surtravail était devenu excessif au point qu'on remarquait un affaiblissement des forces du travailleur; mais, quand le régime de la fabrique a commencé, on a pu, par l'emploi de la machine employer le travail de l'enfant, de l'adolescent, de la femme, mais de l'enfant surtout et on a vu l'enfant devenir tellement chétif que *le développement même de la face était menacé*. Il a fallu, avec l'assentiment des patrons les plus intelligents de l'époque, commencer une législation du travail, en 1802 en Angleterre, en 1842 en France, pour protéger la race elle-même, pour s'efforcer de ne pas tarir dans sa

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 620.

source cette force de travail dont l'industriel lui-même, craignait de manquer. »

Au début, la classe ouvrière n'était pas en état de pouvoir lutter pour elle-même, mais elle est devenue plus forte, grâce à l'association ; « Cette lutte est devenue de plus en plus aigue, et loin de s'atténuer, elle s'aggrave au fur et à mesure que le régime capitaliste se développe et au fur et à mesure que se développe la conscience de la classe ouvrière. » /

Dès le commencement du XIX^e siècle, les socialistes comme Owen réclamaient déjà la journée de 8 heures. En Australie, en 1896, aux États-Unis, en 1898, elle entrait dans la pratique et dans la loi. Le Congrès international ouvrier socialiste de 1889 l'inscrivait comme la première des revendications économiques immédiates de la classe ouvrière. De plus en plus l'effort pour la journée de 8 heures au lieu de rester *national* comme auparavant, devient *international*.

Pour M. Vaillant, l'opposition entre le régime capitaliste et la classe ouvrière ne peut que s'aggraver, et il dit : « Cette opposition s'explique d'ailleurs économiquement : l'ouvrier vient sur le marché du travail; il y apporte sa force de travail identique à sa personne, et, cette force de travail, il la vend au jour le jour au patronat contre un salaire. Le patronat, par l'achat de cette force de travail ouvrière en devient possesseur et en peut disposer librement; entre ses mains, elle devient ce que Marx a dénommé le capital variable. Le patronat en dispose d'autant plus librement que cette force de travail, que cette personne ouvrière a une élasticité organique qui lui permet de pro-

longer son effort pendant un temps extrêmement considérable qui n'a d'autre limite que la résistance de l'organisme lui-même.....

C'est pour M. Vaillant l'occasion de revenir sur la théorie socialiste de la valeur : En même temps que la force du travail agit ainsi, elle crée dans sa première partie du travail de l'ouvrier, une valeur nouvelle équivalente à celle du salaire, c'est-à-dire à celle de la force de travail.

Dans la seconde partie du travail ou, si vous voulez, dans la seconde partie de la journée, elle ajoute à la valeur du produit une valeur additionnelle qui est la plus-value, c'est-à-dire la matière du profit patronal.

Dans cette seconde partie de la journée, le travailleur peine, s'épuise exclusivement au bénéfice du patron, et là, se trouve l'explication économique de cette lutte toujours plus aigüe parce que, au fur et à mesure que la conscience de l'ouvrier grandit, celui-ci comprend qu'il lui faut réduire de plus en plus ce surtravail et cette peine qu'il se donne pour le simple avantage du patron, en attendant qu'il parvienne à les diminuer le plus possible.

Si nous considérons que le patron peut disposer librement de la force de travail fourni, non seulement il l'utilisera dans les conditions que je viens d'indiquer, mais il prolongera autant qu'il le pourra la durée de la journée de travail, pour obtenir une plus-value plus grande ; et si l'ouvrier ne peut résister, s'il n'est pas organisé pour résister, le patron le fera travailler de façon à augmenter la dépense de la force ouvrière, non pas d'une manière organiquement possible, mais d'une manière organiquement impossible, il usera la vie de l'ouvrier en un temps extrê-

mement court; il réduira son existence soit d'un tiers, soit de deux tiers du temps normal qu'il aurait pu consacrer au travail s'il n'avait pas été épuisé par le surtravail véritablement homicide. »

C'est pour ces raisons que M. Vaillant estime que la lutte est destinée à reprendre avec une acuité et une grandeur nouvelles qui iront en augmentant, au fur et à mesure que la lutte se fera plus internationalement. Non seulement la classe ouvrière réclamera la journée de 8 heures, mais elle réclamera aussi la semaine anglaise : « Cette revendication est tellement au cœur de la classe ouvrière en France que nous pouvons être certains qu'une lutte concertée entre tous les syndicats s'engagera à ce propos, et que nous ne tarderons pas à assister à la conquête de la semaine anglaise, préliminaire immédiat de la conquête de la journée de 8 heures. »

Mais il va de soi que le salaire minimum doit être le complément nécessaire de la journée de travail, et c'est pour cela que le travail au temps et à la journée est appelé à remplacer le travail à la tâche : « Ces revendications sont concordantes, et nous les verrons prendre de plus en plus place dans l'ensemble de leurs revendications et si on n'y fait pas droit de bon gré, le prolétariat, par son droit de coalition, saura les imposer par la force. »

Quoi qu'il en soit sur la manière dont se feront les réformes qui apparaissent à M. Vaillant comme inéluctables, la réduction des heures de travail (1) ne profitera pas seulement aux syndicats et à la Confédération Générale

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 623.

du travail, mais aussi à la classe ouvrière toute entière, et c'est pour cette masse ouvrière surtout qu'une loi protectrice pourra avoir des effets considérables : « La loi, non seulement, lui donnera une protection malheureusement très insuffisante, que l'organisation mauvaise et l'application mauvaise des lois empêchent de donner, mais elle éveillera chez elle la conception de la possibilité de se défendre avec les armes légales, qui lui serviront de point d'appui pour progresser davantage, et l'inciteront à grossir les rangs de la classe ouvrière organisée ; elle comprendra que l'organisation est la condition première, non seulement du progrès matériel des conditions du travail, mais en même temps du respect de la loi. »

Ce qui, pour M. Vaillant, fait l'importance de la loi de 10 heures, c'est qu'elle n'est pas seulement une loi d'enregistrement du progrès accompli, mais qu'elle comprend l'évolution économique de la nation, du prolétariat, et cherche à consolider des résultats et des progrès déjà esquissés ; c'est dans ce sens qu'on peut dire qu'elle réalise un réel bienfait.

L'historique de la législation anglaise en est, selon M. Vaillant, un exemple :

« Ce fut la loi anglaise de 1847 qui abaissa la journée de travail de 12 heures à 10 heures, à 11 heures d'abord au 1^{er} juillet, puis à 10 heures à partir du 1^{er} mai 1848. Il y eut de très vives protestations de la part des patrons et ceux-ci, pour empêcher l'application de la loi, n'hésitèrent pas à employer tous les moyens. Ils cherchèrent notamment par des réductions de salaires, à intimider les travailleurs qu'ils voulaient faire protester contre la loi. Mais

les ouvriers subirent les diminutions de salaire, supportèrent toutes les tracasseries, tous les abus d'autorité et d'arbitraire du patronat, et persistèrent à demander la loi de la journée de 10 heures et son application. Ce furent les ouvriers qui triomphèrent. Dès la fin de 1848, les salaires se relevèrent, la santé ouvrière s'améliora, et l'industrie reprit. M. Slag, membre du Parlement pour Manchester, déclarait à la Commission d'instruction technique : « Par la réduction des heures de travail dans l'industrie du coton, les ouvriers ont travaillé avec plus d'énergie et d'intelligence et ont, non seulement maintenu, mais parfois augmenté la productivité, de telle sorte qu'en réalité nous produisons autant dans cette industrie avec les heures diminuées, qu'auparavant avec les longues heures. »

M. Vaillant fait à ce sujet observer que, contrairement à ce que déclare M. Jules Roche, l'Angleterre a légiféré pour les adultes en même temps que pour les enfants, les adolescents et les femmes. Pourquoi ? Parce que l'un des effets de la grande industrie est que les usines ne peuvent fonctionner qu'avec le concours des enfants, des adolescents et des femmes. Donc toutes les fois qu'en Angleterre on fait une loi concernant les enfants, les adolescents et les femmes, les effets de cette loi s'étendent immédiatement aux ouvriers adultes mâles. D'où il résulte que légiférer pour les enfants, les adolescents et les femmes, c'est en réalité légiférer pour la totalité des travailleurs.

Toutes les questions se trouvent un peu abordées, dans ce qui précède ; on saura pourtant en dégager ce qui a plus spécialement trait à ce que nous avons l'intention de traiter pour le moment : l'intérêt de la race ouvrière et sa réper-

cussion nationale dans ses rapports avec la durée du travail.

La but de la loi, dit en substance d'une manière plus précise M. Léon Bourgeois (1), est de donner à la masse ouvrière et à la *race française* un accroissement de valeur physique, intellectuelle et morale qui sera une cause nouvelle de progrès pour le pays tout entier.

Ainsi cette loi prendra place dans l'œuvre de réalisations sociales au même titre que l'organisation de l'Assistance contre les risques sociaux, contre les accidents, contre les maladies professionnelles, contre l'invalidité, contre le chômage, contre la vieillesse : « Le but, le but supérieur que nous poursuivons à travers toutes les lois sociales, c'est d'assurer la *vigueur et l'avenir de la race*, par l'organisation de l'hygiène sociale, avec le concours de toutes les forces librement associées : mutualités, syndicats, tout ce qui est groupé, tout ce qui agit d'accord, par sentiment commun, par cordialité, par fraternité, par besoin du bien public. Toutes ces faces doivent se combiner et l'État vient à leur aide pour permettre à toutes ces forces associées de donner leur maximum d'effet, pour le grand accroissement de la production nationale, pour le bien de la société... »

Le bien commun que nous poursuivons doit être celui d'une meilleure et plus humaine organisation du travail (2). Cette organisation doit être réalisée avec les précautions et les facilités nécessaires pour éviter toute atteinte à la pro-

(1) Séance du 29 fév. 1915, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 530.

(2) *Eod. loc.*, p. 531.

duction nationale, mais aussi dans les conditions indispensables pour assurer la santé, la sécurité, la dignité des travailleurs en même temps que le *développement moral et social de la nation*.

Avec la réduction des heures de travail, « l'ouvrier deviendra pour la France elle-même, un citoyen plus vaillant, plus assuré, conscient de ses responsabilités, à la hauteur de tous ses devoirs. (1) »

Pour M. Joseph Reinach (2), le raisonnement qui repose pour combattre la loi, sur l'agrément de la concurrence internationale, celui de l'exemple de quelques pays étrangers qui admettent la longue journée, ne peut prévaloir contre ce fait incontestable qu'il est contraire aux *intérêts de la race* de demander régulièrement aux forces physiques et aux ressources morales d'un ouvrier, plus de 10 heures de travail.

« C'est pour le capital humain que nous livrons aujourd'hui cette bataille. Elle fait la suite de celles que nous avons livrées, elle nous prépare pour celle que nous livrerons, au nom du même capital humain, à l'alcoolisme et à la tuberculose. »

Et M. Justin Godart disait à la fin de son discours du 22 février 1912 (3) :

« Messieurs, je descends de cette tribune avec la conviction que par le vote de la journée de 10 heures... nous sauvegarderons l'avenir en préservant la main-d'œuvre du redoutable danger du surmenage. »

(1) L. Bourgeois, séance du 29 fév. 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 530.

(2) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 603.

(3) *J. O.* du 23, p. 427.

Précisant un peu, il convient de se rendre compte comment la réduction du travail est véritablement une œuvre d'hygiène sociale et nationale.

Pour son accomplissement, le travail industriel impose presque constamment la position assise, courbée ou debout (1).

La station debout trop prolongée diminue la résistance élastique des veines dans les membres inférieurs et produit en même temps un surcroît d'activité pour le cœur.

De plus, dans la station debout, le poids du corps portant, soit sur les deux membres inférieurs, soit sur un seul, entraîne des attitudes vicieuses, met constamment en jeu la résistance musculaire et « finit par affaiblir la force élastique des ligaments; la déformation est définitivement acquise » (cyphoses, lordoses, anselures lombaires, etc.).

Ramazzini et Halfort (2) expliquent pourquoi la station debout prolongée fatigue beaucoup plus que la marche et la course; Fredericq, comment elle prédispose à l'anémie cérébrale.

La station assise, elle, peut influencer à la fois sur les déformations du tronc et sur le fonctionnement de certains organes; par suite sur la santé générale de l'ouvrier (gastralgies, dyspepsies, inertie gastro-intestinale, maladies des femmes, atrophie, troubles de l'innervation, etc...).

Certains métiers entraînant la succession rapide de mouvements alternatifs des membres (tisserands, tourneurs), amènent des troubles de la moelle et la parésie.

(1) Cf. Sachnine, *loc. cit.*, chap. III, p. 223 et suiv.

(2) Cités par Sacchine, p. 226,

L'uniformité du travail dans l'industrie moderne, porte préjudice à l'organisme de l'ouvrier et est une source féconde de maladies.

La monotonie du travail, selon Dr Haegler (1), favorise l'affaissement moral de la société. L'esprit s'émousse à faire toujours le même travail, il perd l'habitude de penser.

« La production des déchets toxiques par le travail, la fatigue du système nerveux, la position assise ou debout, le mouvement professionnel, le bruit continu, la monotonie... sont des conditions inséparables du travail industriel... mais s'il vient s'y ajouter les vapeurs et poussières irritantes, les manipulations de substances toxiques, le travail des mines ou devant des foyers ardents, ou lorsque le travail s'adresse à des organismes plus faibles, la durée du travail doit, cela est évident, être réduite dans des proportions plus considérables encore (2). »

Le travail trop prolongé, et dans des conditions défavorables, ne limite pas à l'ouvrier ses pernicious effets. La mortalité des enfants dans la classe ouvrière est plus élevée que partout ailleurs. En Prusse (1889), les morts-nés sont, sur la totalité des naissances, de 40,8 0/0. Elle s'élève pour les familles ouvrières à 44,88 0/0.

D'après Reid, la mortalité des nourrissons est de (3) :

19,5 0/0	—	à plus faible	—	—
16,6 0/0	—	à plus faible	—	—
15,2 0/0	—	sans	—	—

D'après Jones :

(1) Cité par Srebnine, p. 229.

(2) Sachnine. *loc. cit.*, p. 231.

(3) Mme Dr Bernson, thèse Lille 1899, citée par Sachnine, p. 232.

17,5 0/0	dans les villes ayant plus de 15 0/0 de femmes ouvrières
17,1 0/0	— 10 à 15 0/0 —
15,4 0/0	— moins de 10 0/0 —

En Angleterre la mortalité des nourrissons atteint son maximum dans les districts à industrie textile (21,7 0/0 à Liverpool contre 8 0/0 à Westhampnett).

La mortalité des enfants est plus grande dans les cités ouvrières : 6,1 0/0 à Londres, par rapport à la totalité des décès, contre 10,4 0/0 à Portsmouth, 12,4 dans quinze grandes villes et 13,8 dans sept villes textiles (1); 40 0/0 dans les districts industriels de Saxe, selon Engel (2), contre 33 0/0 dans les districts agricoles. En France, M. Thiroux après Vidal, arrive à des résultats semblables. Kermauer et Brauswitz pour l'Autriche, Weger pour la Russie (3), constatent aussi la plus forte mortalité infantile, surtout dans la première année de la vie, chez la classe ouvrière.

Ce que nous avons vu, d'autre part, au sujet de la taille chez les ouvriers et chez le reste de la population, s'applique encore plus aux enfants (Roberts et Bawson). De même, pour le poids du corps, la capacité des poumons et la force rénale (Pagliani). M. B rillon (4) arrive aux mêmes conclusions.

« Il y a un tel retard dans le développement corporel des enfants de la classe ouvrière, qu'il est impossible de les employer avant l'âge de 16 ans... (Dr Singer) (5).

(1) Farr, cité par Sachnine, *loc. cit.*, p. 232.

(2) *Eod. loc.*, p. 233.

(3) *Eod. loc.*, p. 233.

(4) *Eod. loc.*, p. 238.

(5) Voir aussi chap. suiv.

Les décès annuels par faiblesse congénitale sont aussi plus élevés dans les agglomérations ouvrières.

Il est évident que d'autres facteurs, tels que l'insuffisance de la nourriture, le défaut de salubrité, etc., contribuent à produire des effets. Il n'en est pas moins vrai qu'en grande partie — nous pouvons en être convaincus par notre étude antérieure — ils résultent de la fatigue et du surfravail, des longues journées du père, et la race s'en ressent. Qui pourrait le nier ?

Les ouvriers qui ne sont pas morts prématurément donneront naissance à une génération affaiblie, on retrouvera e plus souvent chez elle des simples « prédispositions », c'est vrai. Mais comme leurs conditions de vie seront les mêmes, ils seront devant elles en état de plus faible résistance que leurs parents ; leurs enfants encore plus et ainsi de suite : c'est la dégénérescence de la race. L'alcoolisme, conséquence du surmenage et des longues journées, ne fera que l'accroître encore. Le nervosisme, de même ; point n'est besoin d'y insister, il suffit de se rappeler ce que nous avons vu plus haut.

Pour l'alcoolisme (1), de nombreuses statistiques démontrent qu'il est surtout répandu chez les ouvriers occupés à des travaux pénibles ou trop prolongés, de même que la débauche et l'immoralité. « Dès sa naissance et jusqu'à sa mort, l'homme est constamment obligé de se presser, de se hâter, sciemment ou instinctivement, pour avoir le temps de tout faire. Cette activité fébrile, qui est au-dessus des forces de l'organisme, use les tissus, produit très souvent

(1) Voir aussi chap. suiv.

le surmenage et réveille le besoin d'alcool ou d'autres narcotiques pour soutenir l'énergie défaillante (Kovalevsky) (1). « Le système nerveux succombe sous un travail trop intense, et l'homme est obligé d'aller chercher son soutien là où il le trouve le plus facilement : dans l'alcool. Le surmenage conduit à l'excitabilité nerveuse et à la débilité physique et intellectuelle ». Le sentiment de faiblesse, d'abattement qui se produit lorsque l'organisme a besoin de repos et qu'il ne peut pas s'y laisser aller, exige pour continuer péniblement le travail, l'usage d'excitants ; et bientôt, l'abus de l'alcool, du tabac et d'autres substances toxiques devient un besoin irrésistible qui se transforme en passion et en habitude, telle la morphinomanie.

« On peut donc affirmer que l'excès de travail et le manque de repos proportionnel à la fatigue sont les causes principales des excès, de l'alcoolisme, de l'ivrognerie et des vices qui désolent l'humanité, et le principal facteur de la neurasthénie et de la misère physiologique qui propagent, dans les familles et dans la société, l'idiotisme, l'épilepsie, l'hystérie, la folie, la criminalité, jusqu'à l'anarchisme, cette grande hystérie politique (2) ».

Ce n'est donc pas seulement pour satisfaire aux indications de la physiologie et de l'hygiène, que la réduction de la longueur du travail s'impose, mais encore pour assurer le développement intégral de la nation et de l'humanité. C'est une mesure de conservation sociale.

Et nous nous rallierons aux paroles de M. Joseph Rei-

(1) Cité par Sachnine, p. 242-243.

(2) Dr Félix, VII^e Congr. d'Hyg., t. III, cit. par Sachnine, *loc. cit.*, p. 244.

nach (1) terminant son discours, lors de la discussion du projet des 10 heures, en demandant à la Chambre d'émettre un vote favorable sur le principe même de la loi, sauf à y apporter ensuite les modifications de détail qu'elle jugera nécessaires, parce que cette loi est «une loi de conservation pour les forces et les énergies de la nation. »

(1) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 603.

CHAPITRE VII

POINT DE VUE INDIVIDUEL

(moral, santé, famille,
accroissement des loisirs, chômage).

D'une manière plus intime, si l'on peut ainsi parler, pour ce qui regarde l'individu lui-même, et sans dépasser le cercle de son intérieur, l'application de la loi réduisant la longueur de la journée de travail, aurait, sans contredit, les plus heureux effets.

Le travailleur, tant au point de vue de sa santé que de sa moralité, ne saurait qu'y gagner; sa vie de famille rendue possible, l'accroissement de ses loisirs, l'amélioration de la plaie qui le ronge trop souvent, le chômage, autant de bienfaits qu'apporterait la réalisation d'une législation protectrice bien comprise.

Le bien commun que nous poursuivons, dit M. Léon Bourgeois (1), doit consister en une organisation du travail réalisée pour assurer la santé, la sécurité, la dignité des travailleurs.

Parlant du projet des dix heures, il faut, dit M. Bour-

(1) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 531.

geois (1), que grâce à cette loi, l'ouvrier retrouve la possibilité de son plein développement.

« Nous nous souvenons, dit l'abbé Lemire (2), que le travailleur n'est pas l'appendice de la machine, qu'il est un citoyen. Nous nous souvenons que la République doit être sociale; qu'elle doit faire la libération économique, plus difficile que la libération politique; qu'elle doit arracher le plus possible le travailleur à la machine, et lui permettre d'être à la fois plus citoyen et plus homme qu'aujourd'hui. »

La loi, dit en substance M. Bourgeois (3) contribuera à augmenter la sécurité de l'ouvrier, puisqu'il est démontré que les accidents vont croissants, en raison du nombre des heures de travail.

On a objecté, dit encore M. Bourgeois (4) que si l'on donnait à l'ouvrier des loisirs, il n'est pas sûr qu'il en fasse bon usage; qu'il est à craindre qu'il ne passe ses soirées au cabaret, et qu'il n'en résulte un accroissement de l'alcoolisme. M. Bourgeois répond à cela que l'expérience a démontré que c'est précisément dans les industries à courte journée, que l'alcoolisme est le moins développé : « Là, l'ouvrier a pu reconstituer sa vie de famille; il a pu rentrer à temps pour jouir de la compagnie des siens, il n'a pas été détourné, tenté d'aller ailleurs pour passer gaiement la soirée, qui aurait été si triste chez lui, auprès du foyer éteint, sous la lampe morte, dans la maison froide. »

De toutes les enquêtes qui ont été menées contre l'alcoo-

(1) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 530.

(2) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 418.

(3) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 530.

(4) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 530.

lisme, on est arrivé à cette constatation remarquable, que c'est « dans les métiers les moins rémunérés, dans ceux où la journée est la plus dure et la plus longue, que dans l'accablement et la lassitude de la journée, l'ouvrier va chercher ailleurs l'excitation factice, l'illusion de bonheur et de santé. »

M. Lecoq (1) cite le trait suivant : « M. le Professeur Raoul Jay, dans un discours qu'il prononçait à la Fédération des Industriels et des Commerçants français, montrait que la classe ouvrière se trouvait physiquement dans un état d'infériorité à l'égard des classes aisées, et il indiquait les conclusions auxquelles était parvenu M. le Professeur Nicefero, de Lausanne, qui avait comparé le développement physique de plus de 3.000 enfants appartenant à la classe aisée et à la classe ouvrière : « Quel que soit le caractère physique que l'on étudie, les enfants de la classe ouvrière sont inférieurs à ceux de la classe aisée; qu'il s'agisse de la taille, du poids absolu, du développement du thorax, de la force de résistance à la fatigue etc..., l'enfant de la classe ouvrière est inférieur... » Un auditeur interrompant le conférencier s'écrie : « C'est l'alcool ! » et M. Jay de répondre : « C'est l'alcool ! Quelle est donc la cause de l'alcoolisme ? N'est-ce pas que l'ouvrier n'a pas de foyer ? (2) »

« La famille dont tous les membres sont constamment dispersés, n'existe plus... Plus la mère pourra s'occuper du logis pour le rendre propre et agréable, plus le père aura

(1) La journée de 8 heures, p. 154.

(2) « Bulletin mensuel de la Fédération des industriels et des Commerçants français. Janv. 1906, p. 105.

la possibilité de s'occuper de son intérieur et de ses enfants, moins le cabaret aura d'attraits pour tous (1). »

Il est absurde, dit M. Fournier (2), de prétendre que les ouvriers consacreront les plus grands loisirs qu'ils auront au cabaret. La majeure partie d'entre eux ont trop le sentiment de leur dignité pour se livrer à l'ivrognerie. Ce qui pousse certains d'entre eux à boire plus qu'il ne faudrait, c'est : le taudis, le mauvais logement, c'est également la fatigue trop grande, c'est la misère matérielle et physiologique. Mais plus le niveau moral de la classe ouvrière se relève, plus elle a soif de s'instruire et de s'émanciper intellectuellement.

Plus elle aura de loisirs, plus elle en sentira l'utilité dans son intérêt moral en même temps que matériel. Nous arriverons ainsi à faciliter au monde du travail la compréhension des problèmes sociaux, de la solution desquels il est en droit d'attendre plus de joie, plus de bonheur et plus de félicité dans la vie. Nous aurons ainsi dans le monde ouvrier des collaborateurs capables et sérieux en vue d'arriver à une législation meilleure et aussi à une transformation rapide du milieu social dans lequel nous vivons. »

Dans les usines à gaz des 49 villes allemandes, dit M. Albert Thomas (3), où l'on a introduit le système des 3 équipes de 8 heures, les résultats ont été des plus satisfaisants : « La lecture des documents publiés alors par « le Magistral », permet de constater que : « dans les deux années où la

(1) Lecoq, « La journée de 8 heures », p. 155.

(2) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 737.

(3) Séance du 28 mars 1912, *J. O.* du 29, p. 1006.

durée du travail de 8 heures a été établie, l'expérience a montré que la tenue des travailleurs a été tout à fait remarquable, tandis qu'avec l'ancien temps de travail, particulièrement parmi les ouvriers approchant des fours, l'ivrognerie était fréquente. C'est la démonstration que *l'alcoolisme est en raison directe de la longueur de la journée de travail.* »

M. Caret, lui aussi (1), insistant sur les dangers résultant du surmenage des ouvriers : alcoolisme, tuberculose, augmentation de la criminalité, demande pour ces raisons le vote de la réduction à 10 heures.

Pour M. Lauche, député socialiste (2), l'expérience démontre que ce sont les ouvriers qui fournissent une moins longue journée de travail, qui constituent les corporations où l'on compte le moins d'alcooliques : « Plus l'ouvrier s'élève, moins il travaille, plus sa conscience se développe et plus il a le respect de sa dignité. Ce n'est pas lui qui passe ses heures de liberté au cabaret; il a d'autres occupations bien plus utiles et pour sa famille et pour son éducation. On recherchera les moyens de lutter contre l'alcoolisme; eh bien, c'est par l'éducation, c'est en donnant à l'ouvrier un travail moins pénible et en même temps un salaire plus élevé; c'est en lui permettant de se procurer une nourriture plus substantielle, un logis plus agréable qui le retiendra chez lui, que l'on combattra l'alcoolisme. »

« Que fera l'ouvrier en dehors de l'atelier se demande à

(1) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 378.

(2) Séance du 8 fév. 1912, *J. O.* du 9, p. 244.

son tour l'abbé Lemire? (1) Où ira-t-il? Et l'on répond : A l'oisiveté, au cabaret. Ne lui donnez donc pas la liberté de son temps..! S'il ne fallait donner une liberté aux gens qu'à la condition d'être sûr d'avance que nul d'entre eux n'en abusera, quelle liberté donnerait-on? Je n'admets donc pas cette objection blessante et fausse; nous ne donnons pas à l'ouvrier une liberté inutile. Nous nous souvenons que le travailleur n'est pas l'appendice de la machine... »

Il faut songer, dit M. Lauche, député socialiste (2), à améliorer la vie ouvrière, à augmenter pour l'ouvrier les joies de la famille. Il présente à ce sujet quelques justes observations : « L'ouvrier travaille bien 12 heures, mais si vous comptez le départ de la maison qui souvent précède son entrée à l'atelier d'une demi-heure, et dans Paris de plus d'une heure; si vous compter le retour, c'est 14 ou 15 heures pendant lesquelles l'ouvrier est absent de son foyer. L'ouvrier n'a plus de vie de famille. Le foyer disparaît. Il part le matin, ses enfants dorment; il rentre le soir il trouve ses enfants couchés, il n'a pas les satisfactions personnelles au chef de famille. Cela ne s'appelle pas vivre, cela s'appelle souffrir au bénéfice de la classe capitaliste. » La législation actuelle du travail en France, selon M. l'abbé Lemire (3), est cause de la dislocation de la vie de famille par sa trop grande variété : 12 heures ici, 10 heures là, absence complète de limitation ailleurs. De plus, il faut ajouter aux heures même du travail les heures d'aller et de retour qui pour beaucoup

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 418.

(2) Séance du 8 fév. 1912, *J. O.* du 9, p. 244.

(3) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 414.

représentent plus de 4 heures. M. Lemire s'élève ensuite contre les patrons de la grande industrie qui selon lui ont négligé leur devoir en ne s'occupant pas comme ils l'auraient dû, du logement et du jardin de l'ouvrier.

Il faut avant tout envisager le bénéfice social de la loi : « Et quel sera le bénéfice social de notre loi ? Dans notre pensée, elle doit servir non pas à reconstituer le foyer familial ouvrier qui n'est pas détruit, mais à le *consolider*. Parmi les siens le travailleur s'élèvera en dignité, en moralité. »

Comment voulez-vous, dit M. Godart, rapporteur (1), qu'un père de famille tenu 12 heures par jour à l'usine sans compter les heures de l'aller et du retour, puisse se consacrer à l'éducation de ses enfants et achever la sienne ? Quel foyer voulez-vous qu'il fonde ?

La diminution des heures de travail (que nous supposons sans diminution du salaire, comme cela a lieu dans la plupart des cas) (2) contribue dans une certaine mesure à améliorer l'alimentation de la famille ouvrière. La femme restant plus longtemps à son foyer aura davantage le loisir de s'occuper de son intérieur et de préparer des repas plus variés, plus appétissants, plus substantiels ; le mari moins surmené, mangera avec un meilleur appétit, s'assimilera mieux la nourriture absorbée et enfin rien ne l'empêchera de chercher à la fois une distraction, un réconfort et une appréciable ressource dans la culture d'un petit jardin d'où il pourra tirer les légumes et les fruits nécessaires à sa famille.

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 419.

(2) Voir un peu plus loin, Lecoq, « la journée de 8 heures ».

C'est en Angleterre que la journée de travail est la plus plus courte ; c'est aussi probablement le peuple anglais qui lit le plus. Et M. Lecoq (1) raconte l'histoire de l'ancien mineur qu'a connu M. Paul de Rousiers et dont, dans son ouvrage sur le Trade Unionisme en Angleterre, il nous vante l'importante instruction puisée dans ses nombreuses lectures.

De tels exemples sont encore plus fréquents en Australie où la courte journée est de règle.

La nouvelle génération ouvrière australienne (2) laisse l'impression d'une classe supérieure, sous le rapport de la morale, de l'intelligence et de la force physique, à toute autre race anglo-saxonne. « Au point de vue matériel, le bonheur de vivre, la gaité et le confort sont si visibles qu'on peut affirmer que dans cette sphère le monde n'a encore rien vu de semblable. »

Voici, fournis par les auteurs (3), des expériences montrant quels bienfaits ont été retirés par l'ouvrier de la réduction de la durée du travail.

En Angleterre, MM. Brunner et Moud adoptent dans leur usine de produits chimiques le même système de travail (4). La Commission d'enquête sur la santé des ouvriers en produits chimiques délégués par le Home Office, constate quatre ans après une meilleure santé des ouvriers et un entrain au travail qui ont accru leur force productive. « D'après les chiffres du club des malades de cette

(1) Lecoq, *loc. cit.*, p, 150.

(2) Sachnine, *loc. cit.*, p. 249. John Rae : Der Achtstunden Arbeitstag. La journée de 8 heures y est à peu près générale depuis 1879.

(3) Sachnine, p. 248 et suiv.

(4) Substitution de l'équipe de 8 heures à celles de 12 heures.

usine, la moyenne de ceux qui recevaient une allocation par suite de maladies, avaient été de 7,1 0/0 en l'été 1889 sous le régime de 12 heures. En 1893, à la même époque sous le régime de 8 heures, elle n'est plus que de 5,5 0/0. En 1888 le nombre des hommes soignés par le médecin fut de 10,12 0/0. En 1893, il n'est plus que de 5,1 0/0.

Dans les hauts-fourneaux de Cumberland un an après l'introduction des 8 heures, le nombre des adhérents des sociétés de tempérance s'est accru de 50 0/0 et les Associations de prévoyance dépensent 20 à 25 0/0 de moins que l'année précédente en allocations de maladie. On se passe désormais des ouvriers suppléants ayant uniquement pour tâche de remplacer les absents et les malades.

De 1870 à 1900 le taux de la mortalité a en Angleterre fortement diminué dans les districts miniers où les ouvriers ne travaillent que 8 heures (surtout entre 25 et 40 ans). Là où la durée du travail est plus longue la mortalité y est proportionnelle. Certains patrons qui ont adopté la journée de 8 heures donnent les renseignements suivants (1).

« L'action du changement sur la santé et sur l'état physique des ouvriers a été extraordinairement bienfaisante, et nous attendons encore une plus grande amélioration. » (Brunner et Mond, produits chimiques).

« Les ouvriers produisent plus pour un temps donné. Ils ont plus de temps pour leur développement intellectuel et moral et pour se reposer. Ils sont devenus, non seulement de meilleurs animaux, mais de meilleurs hommes. » (S. H. Johnson, travaux mécaniques, Londres).

(1) S. Webb et H. Cox. *The 8 hours' day*, cité par Sachnine, p. 254.

La réduction de 9 heures à 8 heures apportera l'accroissement des forces physiques et intellectuelles de l'ouvrier, lui permettant de se développer et de se distraire d'une façon intelligente. L'ouvrier donnera à sa vie plus de dignité, sa santé s'améliorera, ses goûts nouveaux le conduiront à éloigner de lui les plaisirs vulgaires, l'abus de l'alcool, dus à une fatigue excessive (1).

La durée moyenne de la vie de l'ouvrier de fabrique de construction mécanique en Angleterre, a été en 1871 de 38, 25 ans. En 1872, ces ouvriers ont obtenu une réduction de la journée de travail à 9 heures. En 1889, la durée moyenne de la vie chez la même catégorie a atteint le chiffre de 48, 25 ans (2).

La fabrique de plumes de Heintze et Blankertz à Berlin, a introduit dans son usine la journée de 8 heures au lieu de 9 heures, le 1^{er} avril 1892, pour la période 1889-1891, sur 371 ouvriers), le nombre de jours de maladie est par personne 5,4. Pour la période 1892-1893, il n'est plus, (pour 202 ouvriers) que de 3,5. Pour les ouvrières on a 6,4 et 4,6

A Hambourg-Berlin, la fabrique de jalousies de M. H. Frese a introduit la journée de 8 heures depuis 1892. Le nombre de jours de maladie pour un ouvrier est de 7,5 en 1888 (journée de 9 h. 1/2-11 heures), de 6,6 et en 1890-1891 (journée de 9 heures), de 4,5 en 1892-1893 (journée de 8 heures).

Ainsi, d'après toutes ces expériences, on peut constater

(1) Burroughs, Wellcome, prod. chim. Londres, cité par Sachnine, *loc. cit.*, p. 254.

(2) Union des ouvriers de fabriques de constr. mécan. Angl. Congr. intern. d'Hyg. et Dém. 1894, vol. III, Dr. Roth. cité par Sachnine, p. 256.

que la réduction de la durée de la journée de travail « a non seulement amené l'amélioration de la santé générale et du bien-être de l'ouvrier, la diminution de sa morbidité, l'accroissement de sa longévité, mais encore l'augmentation de son aptitude physique et intellectuelle au travail, l'accroissement de sa productivité et de son habileté technique... »

« Les patrons ont été unanimes à reconnaître non seulement l'amélioration de la santé et une tendance marquée à la disparition de l'intempérance, mais encore un accroissement visible de l'intelligence de leurs hommes. Ils ne mésusent pas, en général, de leurs loisirs. A l'exemple de leurs frères de Melbourne, ils s'occupent de jardinage, s'associent pour l'achat des livres, fondent des classes du soir ou suivent des cours techniques. Les mineurs de Northumberland sont presque tous membres de sociétés coopératives dont ils surveillent les opérations; en plus des cabinets de lecture, ils ont des classes de science et d'art, et les conférences des professeurs de l'Université, délégués par l'University Extension Movement, n'ont pas d'auditeurs plus assidus; aussi, le plus grand nombre des récompenses accordées après examen par cette institution, sont-elles obtenues par des mineurs. Dans le South-Yorkshire, lorsqu'on eut introduit la journée de 8 heures, on s'aperçut que les illettrés seuls passaient leur temps au cabaret. Les plus cultivés parmi les ouvriers s'accordent à dire quel bienfait c'est pour eux de pouvoir s'instruire sans prendre sur leur sommeil.

Et ce perfectionnement de leur culture intellectuelle ne peut qu'améliorer la production; dans beaucoup d'indus-

tries, des autorités compétentes ont constaté la supériorité de l'homme instruit. Pour les filatures même, la différence est sensible (1).

Relativement à la question du chômage (2), la réduction de la journée du travail ne saurait avoir également que les plus heureux effets :

Le chômage, dit M. Bourguin, est le mal dont la classe ouvrière souffre le plus dans notre organisation économique. Avec lui, l'ouvrier ne peut plus avoir un salaire régulier, payer des primes d'assurance, s'affilier aux sociétés de secours mutuel etc., Son aggravation vient du perfectionnement de l'outillage, du moins en partie. Une contre-partie équitable, la réduction de la durée du travail, ne doit-elle pas justement se produire? Le projet dont nous nous occupons n'aura-t-il pas pour effet de rendre le travail plus constant, plus régulier (3)?

M. Lauche (4), député socialiste, réclame la réduction de la journée de travail, pour tous les ouvriers, en insistant sur ce point que la limitation légale servira à combattre avec succès le chômage. « Savez-vous, s'écrie-t-il, à quoi a abouti la possibilité pour les industriels de faire travailler comme il leur convient? Cela n'a pas abouti simplement à créer le bien-être pour tous, cela s'est retourné contre la classe ouvrière. C'est dans les industries dites saisonnières, où l'on fait souvent des heures supplémentaires, que la classe ouvrière est la plus malheureuse. En effet, à la suite

(1) L. R. « Journal des Économistes, 1894, « La journée de 8 heures », p. 360 à 380, cité par Sachnine, p. 258-259.

(2) Voir Ch. Conclusion, p. 412, note : Guerre et main-d'œuvre.

(3) Cf. Lacombe, *op. cit.*

(4) Séance du 8 fév. 1912, *J. O. in extens.*, 9 févr., p. 244.

d'un effort considérable de surproduction, lorsqu'on a forcé les ouvriers à travailler treize et quatorze heures, c'est fatalement le chômage qui survient et qui jette à la rue l'ouvrier exténué par l'effort qu'il a donné pendant quelques semaines... En réduisant la journée de travail, vous réduisez le chômage. »

Et cependant M. Lefas (1), lui, ne s'explique pas comment la journée de 10 heures pourra diminuer le chômage. Pour faciliter aux industriels les moyens de réduire à 10 heures la journée de travail, certains députés ont donné aux industriels le conseil de prendre des machines. Mais, si le patron prend de nouvelles machines, il est à même de produire beaucoup plus vite à un moment donné. Et, comme ce n'est pas du fait que le patron prend une nouvelle machine, qu'il augmente le nombre de ses commandes, il en résulte que, plus grand est le nombre des ouvriers *occupés à la machine*, plus grand est le nombre des licenciés au temps de la morte-saison : « Il en est de même dans les industries où l'on n'emploie pas de machines, celle du bâtiment par exemple. Et vous apercevez tous qu'une maison est plus rapidement construite par vingt ouvriers que par dix ; mais l'entrepreneur n'ayant pas augmenté par là même la quantité de travail qu'il donne à ses ouvriers, ceux-ci subissent tous ensemble dans la morte-saison un chômage qui n'en est que plus cruel. »

C'est ainsi que la journée de 10 heures ne se présente guère, pour M. Lefas, comme un remède à la crise du chômage.

(1) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 732.

Pourtant, à la réduction de la durée du travail, correspond une amélioration de la technique industrielle, de l'organisation économique et de la productivité, mais à la condition que le patron soit armé de capitaux suffisants, énergique et non borné dans ses vues (1). Il en est d'autres par contre qui succomberont. « Nous les verrons disparaître sans regret. » Mais cela ne va-t-il pas amener une augmentation du nombre des ouvriers sans travail ?

D'abord, il y aura plus tard une reprise générale des affaires, nécessitant plus de main-d'œuvre et, sur le moment même, il est certaines branches d'industries « où la réduction de la journée ne saurait être compensée par une augmentation de productivité, une amélioration de la technique (tramways), Et ici, la réduction correspondra à l'augmentation du nombre des ouvriers employés. » Donc de nouveaux débouchés se trouveront ouverts. Il restera encore ceux des ouvriers qui ne pourront, du jour au lendemain s'adapter à une profession qui ne sera pas toujours la même. On comprend aussi qu'un certain nombre de petits artisans seront appelés à disparaître ; mais « il s'agit de savoir si on doit leur sacrifier les mesures les plus importantes qui visent à relever la classe ouvrière » et à sauvegarder nos intérêts sur le marché du monde.

Une question vient aussitôt tout naturellement à l'esprit : et les salaires ? et il est trop facile de n'en point parler !

M. Emmanuel Brousse (2), fait remarquer qu'il est à craindre que les patrons ne profitent de la réduction à 10 heures pour diminuer les salaires de leurs ouvriers.

(1) Brentano, « Rev. d'Econ. Pol. », 1893, n° 4.

(2) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 615.

Aussi serait-il bon qu'on insère dans la loi après les mots : « A partir du 1^{er} janvier, dans les industries, la journée ne durera pas plus de dix heures par jour » la disposition suivante : « le patron ne diminuera pas le salaire, même s'il obtient moins de production. »

Voici comment M. Emmanuel Brousse justifie sa proposition : « Pour l'ouvrier payé à l'heure, le préjudice est absolument certain et, de l'autre côté, la production absorbant plus de journées, les frais généraux augmenteront, les prix s'élèveront et, par répercussion, la vie deviendra plus chère. Personne ne pourra le nier. Quand la loi veut courber sous une même réglementation générale des industries diverses, qui vivent et évoluent dans des conditions complètement différentes, il faut s'attendre à ce que, sous peine de fermer leurs ateliers, les industriels prennent les mesures qu'ils estiment — si dures soient-elles — de nature à les préserver d'une ruine inévitable, s'ils se courbaient bénévolement sous les réglementations que la nature de leur industrie ne leur permet pas d'appliquer. » Nous nous proposons de revenir sur ce sujet.

CHAPITRE VIII

APPRENTISSAGE

Quel serait l'effet de la réforme unifiant la durée du travail à 10 heures sur la crise de l'apprentissage ? (1)

Pour M. P. Beauregard (2) la loi ne lui apporterait aucun remède. Après avoir remarqué à ce sujet que la loi de 1900, qui avait été faite pour protéger les enfants, s'est retournée contre eux et a porté un nouveau coup à l'apprentissage, il insiste sur ce fait que la crise de l'apprentissage est due à des causes trop profondes pour pouvoir être enrayée par une simple loi : « La crise de l'apprentissage ! Elle a pour cause les modifications qui n'ont pas cessé de se produire dans la vie industrielle depuis le commencement du XIX^e siècle et aussi les changements intervenus dans les mœurs, et peut-être contrairement à ce qu'on pourrait penser, la façon dont la famille française s'est retirée sur elle-même et a moins volontiers accepté à sa table ou à son foyer le jeune ouvrier étranger. Il ne faut peut-être pas s'en plaindre. C'est peut-être justement cette réaction de la famille française, au moment même où la liberté de l'individu, de l'enfant devenu majeur, devrait devenir plus com-

(1) Cf. Lacombe. La question des 10 heures. « Mouv. Social », 15 nov 1912, « Le Correspondant », 25 sept. 1911.

(2) Séance du 15 fév. 1912. *J O.* du 16, p. 376.

plète, qui nous a évité des crises graves. Les crises sont donc très profondes et on n'aboutirait pas à la solution de la crise, M. Coutant l'a très bien montré, en essayant de reconstituer ce qui est mort. Vous ne ramènerez pas l'apprentiⁱ à l'atelier. Les raisons les plus graves, la division des tâches et tout ce que j'ai dit rendent ce retour non pas impossible, mais le rendent à peu près impossible, en tout cas impossible comme généralité. Vous ne résoudrez la question de l'apprentissage que par une bonne organisation de l'enseignement professionnel. C'est ce que fait M. Coutant. M. Coutant donne dans son école ce que l'atelier ne donne plus ; une instruction générale et la possibilité pour l'enfant de connaître, non pas seulement la petite tâche à laquelle le travail de l'atelier l'astreindrait, mais bien l'ensemble du métier et les relations des divers organes de ce métier dans l'œuvre commune. C'est par là que nous résoudrons la question. » Et M. Beauregard ajoute que, si comme remède, on n'apporte que l'unification aux dix heures, on n'aboutira pas : « Vous ne guérirez pas la crise de l'apprentissage, elle est trop profonde. »

Les partisans de la loi disent que la crise de l'apprentissage est une des raisons qui militent en faveur de l'adoption du projet. Qu'en faut-il penser, se demande M. Lefas (1).

A la suite d'une enquête très approfondie faite à l'étranger par la Chambre de Commerce de Paris, celle-ci est arrivée à la conclusion suivante : l'apprentissage doit se faire en principe à l'atelier ou à l'usine, mais il peut être complété par des cours professionnels suivis au dehors. Aussi a-t-elle

(1) Séance du 14 mars 1912. *J. O.* du 15, p. 731.

insisté sur ce point pour que les cours professionnels soient suivis avec fruit par l'apprenti, il ne faut pas demander à celui-ci un effort excessif et le faire aller à ces cours une fois sa journée de travail finie. Il peut, au contraire, prendre le temps nécessaire à ces cours sur la durée de sa journée de travail. Si le projet est adopté qu'arrivera-t-il ? « Lorsque vous aurez imposé à l'Industrie, pour arriver à la prétendue unification de la législation ouvrière, cet effort colossal de réduire la journée de travail à 10 heures au maximum, proposition que je viens de démontrer inapplicable, que ferez-vous le lendemain pour les apprentis ? Vous prendrez la durée des cours sur la durée du travail : ce ne sera plus la journée de 10 heures. Sera-ce la journée de 9 heures ? De 8 heures alors ? Viendrez-vous ensuite dire que les ateliers où travaillent des apprentis sont exposés à un dommage, parce qu'on y travaille 2 heures de moins par jour ; et nous proposerez-vous une loi réduisant encore le maximum de la journée de travail ?

Il y a lieu, à juste titre, de s'étonner qu'on argüe de la nécessité de relever l'apprentissage sans dire ce qu'on fera pour lui demain.

M. Godart, rapporteur, estime qu'il est préférable de voter d'abord la journée de 10 heures, quitte à examiner ensuite les propositions relatives à l'apprentissage que rien n'empêchera de régler.

La crise de l'apprentissage résulte en grande partie de la loi de 1900, dit-il (1) ; il n'est pas de l'avis de M. Beauregard qui estime que l'antique et familial apprentissage à l'atelier

(1) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 426.

et à l'usine a disparu et que c'est dans les cours professionnels qu'il doit désormais se faire. Est-ce là une conception exacte ? Je ne le crois pas, quant à moi, dit-il. J'estime que si nous pouvons, en apportant une modification à la législation sur la durée du travail, ramener dans les ateliers à côté du père de famille, le fils qui sera l'ouvrier de demain, si nous pouvons faire rentrer à l'usine sous la direction d'ouvriers qualifiés, dans le mouvement, dans la réalité de la production — ce que vous ne remplacerez jamais dans les cours, avec des démonstrations théoriques au tableau noir — si nous pouvons, dis-je, ramener les enfants à l'atelier, dans le milieu naturel où ils apprendront leur métier, si nous leur permettons de travailler dans les conditions régulières et normales de la production, nous aurons fait beaucoup pour régénérer l'apprentissage et pour remettre en valeur les éminentes qualités de la main-d'œuvre française, »

Nous avons passé en revue les multiples inconvénients de la loi de 1900 et pu nous rendre compte qu'elle avait singulièrement aggravé la crise de l'apprentissage. La question de la suppression pure et simple de la loi de 1900 a été débattue au Congrès de l'apprentissage qui s'est tenu à Roubaix. On a fini par se rallier au vœu ainsi conçu proposé par les délégués ouvriers : « Que les pouvoirs publics fassent disparaître de nos lois et en particulier de la loi de 1900, les dispositions pouvant nuire à l'apprentissage. »

Or le projet du Gouvernement réalise le vœu du Congrès. M. Godart (1) indique que les taxes rédigées par la Com-

(1) Séance du 20 Juin 1912, *J. O.* du 21, p. 1620.

mission et le Gouvernement (1) s'inspirent de cette pensée qu'il y a conflit entre la loi de 1848 et celle de 1900 ; que l'uniformité à 10 heures pour tout le personnel mixte porte un préjudice considérable à l'apprentissage puisque les chefs d'établissements renvoyent les enfants pour pouvoir, tout au moins certains jours, faire travailler 12 heures. La Commission veut pallier ce défaut en exemptant les ouvriers adultes des petits établissements de la loi en vigueur.

Les patrons ont renvoyé les enfants, dit M. Justiu Godart (2), après la loi de 1900, pour pouvoir continuer à faire faire 12 heures de travail à leurs ouvriers adultes : ce fut une des causes de la crise de l'apprentissage.

Pour éviter cela, le Gouvernement a pensé qu'il fallait enlever aux patrons l'intérêt qu'ils auraient à renvoyer les enfants en unifiant les conditions du travail et en généralisant la journée de 10 heures dans tous les établissements. C'est aussi pour la même raison que M. Godart a proposé de suspendre l'application de la loi de 1900 pour les adultes des petits établissements qui doivent échapper au projet actuel des 10 heures et où se fait particulièrement l'apprentissage. De cette façon, rien n'empêche pas les patrons de conserver les enfants, sauf dans ce dernier cas, une chose : l'impossibilité de faire pendant les deux heures où les adultes travailleront seuls, les travaux qui exigent la collaboration des femmes ou des apprentis (3).

Malheureusement la Chambre crût devoir adopter un

(1) Voir annexes, textes.

(2) Séance du 27 juin 1912, *J. O.* du 28, p. 1801.

(3) Voir au chap. textes.

amendement de M. Puech qui amoindrit le principe de la loi à cet égard et qui, exemptant un certain nombre d'établissements de la nouvelle loi, ne portera pas remède, autant qu'on était en droit de l'attendre, à la question de l'apprentissage.

La véritable solution à la crise de l'apprentissage consiste aussi pour M. l'abbé Lemire (1) dans la rentrée de l'apprenti à l'atelier même : « Nous avons des ouvriers capables, habiles, mais il est temps que le recrutement soit assuré sans quoi il y a *danger national* pour la France... Celui qui sauve l'apprentissage sauve l'avenir. C'est pour cela que je demande la loi de 10 heures. »

Actuellement les patrons qui gardent les enfants et se conforment scrupuleusement à la loi de 1900 sans recourir à la subtilité des locaux séparés, sont mis en état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents qui renvoient ces enfants. Aussi la majorité des industriels, les bons patrons, doivent-ils être partisans de l'unification pour tous à 10 heures, et ils le sont (2).

Il faut dans l'intérêt de l'apprentissage (3) éviter que les patrons qui ont réduit à 10 heures la journée de travail ne se trouvent exposés à la concurrence de ceux qui ont renvoyé les jeunes gens pour garder la liberté de faire 12 heures et ne soient amenés à prendre les mêmes mesures que ceux-ci. De là la nécessité d'unifier *pour tous* la durée de la journée de travail,

(1) Séance du 22 fév. 1912; *J. O.* du 23, p. 416.

(2) Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Dijon, cité par M. Godart, séance du 22 fév. 1912. *J. O.* 23, p. 416.

(3) Exposé des motifs, Doc. parl. annexe 272 Session ord. de la Ch. des Dép. p., 648.

« La Commission du travail, disait M. Colliard, (1), a voulu, en unifiant à 10 heures la journée de travail, remédier à cette crise de l'apprentissage qui se fait sentir de plus en plus. Elle a voulu, en permettant à l'employeur de faire des apprentis, assurer pour l'avenir la continuité de cet art, de ce talent qui ont acquis, à travers le monde, à l'ouvrier français, une si juste renommée. »

Il n'est pas sans intérêt de signaler l'opinion de M. le Professeur Raoul Jay (2) qui, se plaçant à un point de vue différent, ne semble pas partisan de l'unification pour tous de la durée du travail.

L'unification, dit-il, n'est pas un principe qui s'impose, il est contraire à la nature des choses. Il y a une nécessité physiologique à ne pas imposer à l'enfant la même durée du travail qu'à l'homme. Il en est de même pour la femme. Elle n'a pas la même résistance physique que l'homme ; (3) sa présence est nécessaire au foyer. Certaines législations qui nous entourent permettent déjà à la femme mariée de rentrer à son foyer et de quitter le travail avant l'homme.

L'unification de la durée du travail pour les hommes, les enfants et les femmes ne serait pas sans présenter de grands dangers.

L'industrie moderne tend déjà chaque jour davantage, depuis le début du XIX^e siècle, à remplacer l'homme par la femme et l'enfant. Elle a tendance, en effet, à pouvoir de

(1) Le parlement et l'opinion 30 janv. 1912 : La loi des 10 heures.

(2) Rapport à l'ass. nat. pour la Prot. des Trav. 1905.

(3) Notons que l'intensité du travail peut rétablir l'équilibre. Il n'y a pas que la durée.

de plus en plus se passer de la force physique de l'homme. (1)

Dans son rapport de 1903, l'inspecteur divisionnaire de Limoges indiquait que certaines industries sont exécutées presque exclusivement par des enfants de 13, 14 ans (imprimeries de Chateauroux, Tours, Poitiers):

L'unification de la journée de travail augmenterait le danger. L'inspecteur de Toulouse signalait que l'unification de la durée de la journée de travail aurait, certes, de grands avantages dans bien des industries, mais qu'elle n'est possible qu'en accordant les tolérances les plus étendues en ce qui concerne les hommes, car alors l'industrie aurait intérêt à n'employer plus que des enfants.

Il est du plus haut intérêt de tenir compte de ces si justes observations. Il n'en est pas moins vrai qu'une unification, avec de suffisantes dérogations pour les adultes, (2) contribuerait à enrayer la crise de l'apprentissage.

Certains patrons n'ont pas attendu le vote de la loi pour la réaliser.

A Nancy, le service de l'inspecteur du travail (3) a pu obtenir par sa seule contrainte morale que le Directeur d'une importante tonnellerie ramène à 10 heures la durée du travail, sans diminution du salaire.

M. Samson, inspecteur à Bar-le-Duc, indique dans les termes suivants dans quelles conditions, semblable réduc-

(1) Conséq. indust. textile 1^e moitié du XIX^e s.

(2) Voir plus loin.

(3) Rapport à la Commission sup. du Trav., 1912, 3^e Circonsr.

tion a été opérée dans un important établissement de sa section :

Dans une fonderie importante, où 170 ouvriers, ouvrières et apprentis sont occupés, la réduction de la journée de travail a été posée de la plus intéressante façon.

Cette usine possédait un local séparé pour les apprentis et un second local pour les femmes employées à l'ébarbage des objets de poterie en fonte oxydable. La journée était de 11 heures pour les adultes. Dans le courant de l'année, des pères de famille nous demandèrent d'accorder à leur patron l'autorisation de faire travailler les apprentis avec les adultes.

Ils se plaignaient amèrement de ce que ces enfants, après trois ans passés dans l'atelier isolé, n'avaient rien appris, et l'autorisation qu'ils réclamaient avait pour but de permettre à leurs enfants d'apprendre plus rapidement et dans de meilleures conditions le métier de mouleur.

L'autorisation ne pouvant être accordée, les prescriptions légales s'y opposant, nous avons conseillé aux ouvriers d'intervenir auprès de l'industriel pour que soit ramenée à 10 heures la journée de travail de tout le personnel, condition sine qua non de l'emploi des enfants auprès d'eux.

Après une tentative infructueuse, les pères de famille s'entendirent et prévinrent leur patron que, si satisfaction ne leur était pas donnée, ils quitteraient l'usine.

Devant cette attitude, l'industriel céda et ramena définitivement la journée à 10 heures pour tous.

CHAPITRE IX

PORTÉE DE LA LOI

La notion que nous avons du projet de loi sur la réduction de la durée du Travail pendant au Parlement serait incomplète si nous laissions dans l'ombre certaines questions qu'il pose par le fait même de son existence. Ne rentrant pas à proprement parler dans le cadre de ce travail, elles méritent cependant de retenir brièvement l'attention. Elles peuvent se ranger sous cette rubrique générale : A qui et comment appliquer les réformes ?

Nous préciserons les *établissements* que viseraient la loi. Parlant de l'*enquête*, nous en discuterons la souplesse et l'uniformité. Nous aborderons l'importante question de l'*entente internationale* que d'aucuns voudraient voir précéder le vote de la loi, puis nous nous occuperons du point capital des *dérogations* (et paliers) et très rapidement de la *semaine anglaise* dans ses rapports avec le projet.

I

Établissements. — Les établissements visés par le projet Viviani sont, comme dans les lois antérieures : « les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, les mines, minières et carrières pour lesquelles la durée du

travail n'est pas réglée par des lois spéciales, *les entreprises de chargement et de déchargement*, ainsi que *les dépendances* de tous ces établissements de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïcs ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère professionnel ou de bienfaisance. (1) »

A ce propos le rapporteur (2) fait remarquer que toutes les petites industries de l'alimentation ne sont pas soumises à la protection édictée par le projet de loi. Donc y échappent les pâtisseries, boulangeries, restaurants, boucheries, charcuteries, cuisines, et cela conformément aux avis du Conseil d'État donnés en 1893 et 1894 à propos de l'application de la loi du 2 nov. 1912.

II

Enquête. — « Il est de règle, lorsque le rapporteur d'une loi sociale descend de la tribune, que l'orateur qui le remplace tienne ce langage : Partisan en principe, du projet, je demande, avant discussion, une enquête. (3) »

Le geste, au début de la discussion de la proposition qui nous occupe, n'a pas manqué. N'oublions pas de faire observer que le premier rapport date de 1907 et que les économistes « auraient pu ne pas attendre le mois de

(1) Art. 1 du projet de 1910. *J. O.* du 8 mars 1912 p., 620. Nous ne donnons ici que le texte même, pour fixer les idées. Voir exactement les établissements qu'il vise, la discussion à laquelle a donné lieu son interprétation, les contre-projets qu'il a provoqués à notre chapitre « Textes ».

(2) M. J. Godart, séance du 22 février 1912. *J. O.*, du 23 p., 419.

(3) Lacombe, la question des 10 heures. *Mouvement Social* 15 novembre 1912.

février 1912 pour s'apercevoir que les chiffres et les dépositions manquaient. »

Le projet, en effet, n'est pas venu par surprise, et ne constitue pas une nouveauté (1). C'est là une légende qu'il faut détruire. Ce projet a déjà, dans ses dispositions fondamentales, été déposé sur le bureau de la Chambre par M. Doumergue, le 10 juillet 1906. Il a été longuement examiné par la Commission du Travail, et le 21 mars 1907, M. Godart lui-même déposait son rapport sur la réglementation du Travail. Le 8 juillet 1908, la discussion s'ouvrait sur le projet Doumergue. La législature ayant pris fin sans qu'un vote fut intervenu, on reprit le projet le 7 juillet 1910, et M. Godart déposa son rapport le 15 avril 1911.

C'est là une preuve que le projet est connu, et qu'il a pu être longuement discuté dans les milieux intéressés. Les Chambres de Commerce ont donné leur avis; « il a été pris par elles plus de quarante délibérations (2). Malheureusement, elles n'apportent aucune documentation précise et aucun fait. Presque toutes sont défavorables au projet de loi en subordonnant leur approbation à la réunion et à la décision d'une conférence internationale. Il n'y a que deux Chambres de Commerce qui ont émis un avis favorable à l'adoption du projet; ce sont celles de Besançon et d'Amiens. »

La Commission du Travail n'a pas retenu les avis des Chambres de Commerce parce qu'ils se bornaient à indiquer une résistance de principe, presque unanime à toute

(1) M. Godart, rapporteur de la Commission du Travail, séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 419.

(2) M. Godart, séance du 22 février 1912, *J. O.* du 23, p. 419.

législation sociale, et qu'ils étaient en réalité purement négatifs. M. Godart, s'adressant aux députés qui la réclament en 1912, dit qu'une nouvelle consultation des Chambres de Commerce serait absolument inutile et ne ferait que retarder le vote de la loi.

Pourquoi n'a-t-on pas soumis la question au Conseil supérieur du Travail? Pour M. Bourgeois (1), ministre du Travail, la raison en est que les sources de la loi sont très anciennes, qu'elle avait été préparée dès 1906, discutée à la Chambre en 1908, et que, lorsque le projet de M. Viviani fut soumis à la Chambre en 1910, les membres patrons du Conseil du Travail ont demandé, non une délibération du « Conseil supérieur du Travail », mais une enquête auprès des « Chambres de Commerce » et des intéressés. M. Bourgeois estime que cette enquête s'impose en effet, mais il déclare qu'elle a été faite par la Commission du Travail elle-même. « Si elle n'a pas fait l'enquête sous la forme de questionnaire adressé à tous les chefs de l'industrie ou représentants de l'industrie et du commerce, elle a largement ouvert ses portes à tous ceux qui ont eu des explications à lui demander, ou des renseignements à lui fournir ». D'autre part, le rapporteur a analysé avec le plus grand soin, les avis des Chambres de Commerce; la Commission a entendu les représentants des Chambres, des syndicats, des groupements patronaux, et le rapporteur, M. Justin Godart, a fait connaître le résultat des déclarations et des réclamations des intéressés. On peut donc affirmer que l'enquête réclamée par quelques-uns

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 525.

n'apprendrait à la Chambre rien de plus que ce que contient le rapport de la Commission du Travail.

En France, dit en substance M. Louis Dubois (1) rappelant l'état de la question et s'efforçant de justifier sa demande d'enquête, il n'y a à l'heure actuelle qu'une seule loi qui se soit occupée directement du travail des hommes adultes, c'est le décret-loi du 9 septembre 1848, en vertu duquel le travail des adultes est limité à 12 heures, mais seulement dans une partie des établissements industriels, dans les manufactures et les usines. La loi du 30 mars 1900 ne s'occupe en effet des hommes adultes qu'indirectement à l'occasion de la protection des femmes et des enfants.

Bien qu'il n'y ait donc qu'une loi en cette matière, c'est encore plus qu'à l'étranger. Là, en effet, tout au moins dans la presque totalité des États, il n'existe *aucune limitation légale* de la journée de travail des adultes. La France est à cet égard en avance sur les autres pays.

Et en France même, quels sont les établissements que va atteindre le projet des 10 heures? Ce sont : 1^o Ceux où les adultes ont le droit de faire 12 heures de travail, et où il n'y a ni femmes ni enfants; en d'autres termes, les établissements réglés par la loi du 9 septembre 1848; 2^o Ce sont ensuite ceux pour lesquels il n'y a pas de limitation du travail. Cela représente pour M. Dubois, 189.029 établissements. A ces 189.029 établissements, il faut en ajouter un certain nombre : ceux dans lesquels les adultes travaillent concurremment avec des enfants et des femmes,

(1) Séance du 29 février 1912. *J. O.* du 1^{er} mars, p. 531.

mais dans des locaux séparés. En résumé, la loi atteindrait *la moitié* des établissements industriels existants.

M. Dubois reconnaît *qu'en fait* on ne travaille pas 12 heures dans beaucoup de ces établissements, et qu'il y a une tendance générale à la réduction des heures de travail. Ce seraient plus les patrons que les ouvriers qui pousseraient à cette réduction, parce qu'il y a beaucoup de patrons qui s'intéressent au sort des travailleurs; il existe, quoiqu'on en dise, une solidarité entre patrons et ouvriers. Mais la véritable question se ramène pour M. Dubois à une question de souplesse et d'élasticité (1).

M, Dubois (2) examine aussi qu'elle est la situation de l'industrie étrangère au point de vue de la réglementation de la journée de travail des adultes.

Il reconnaît qu'en *Suisse* et en *Autriche*, la durée légale du travail est de 11 heures. Mais en *Allemagne* il n'y a pas de limitation, en ce qui concerne le travail des adultes. Il y a bien cette « journée maxima sanitaire », mais elle ne porte que sur un très petit nombre d'industries spéciales; en *Allemagne*, il n'y a pas de limitation pour les adultes, même lorsqu'ils travaillent avec des femmes et des enfants. L'*Allemagne* a, à ce point de vue, une autre supériorité sur nous, c'est que les jeunes ouvriers ne sont protégés que jusqu'à 16 ans, alors qu'en France ils le sont jusqu'à 18.

En *Belgique*, pas de limitation non plus pour les ouvriers adultes, ni même pour les ouvrières au-dessus de 21 ans. Les jeunes gens de 14 à 16 ans et les ouvrières de 16 à 21,

(1) Voyez *infra* : Dérogations (conclusion).

(2) Séance du 29 février 1912, *J. O.*, 1^{er} mars, p. 533.

peuvent travailler, dans les industries lainières, par exemple, 11 h. 1/4, et cela également dans les textiles; 12 heures dans les autres industries.

En *Espagne* où l'industrie commence à se développer, pas de limitation. Aux *États-Unis*, pas de limitation. En *Grande-Bretagne*, pas de limitation pour les adultes. En *Italie*, pas de limitation. Au *Luxembourg*, en *Norvège*, aux *Pays-Bas*, en *Suède*, pas de limitation. Aux *Indes Orientales*, pas de limitation; la chose est d'autant plus remarquable, que l'industrie s'y développe énormément, notamment pour les cotonnades et industries similaires. Au *Japon*, pas de limitation, sauf un projet non voté.

Sans doute, dans beaucoup de ces pays, la journée de travail est *en fait* réduite, « peut-être même plus que chez nous », reconnaît M. Dubois. Mais c'est, dit-il, que dans ces pays on entend maintenir dans l'industrie la liberté et l'élasticité nécessaires, pour faire place aux besoins imprévus et aux diverses circonstances qui peuvent se présenter.

Et il est possible — ceci est important — que les pays qui ont trop réduit la journée de travail soient obligés de faire machine en arrière; M. Dubois donne comme exemple l'*Angleterre* qui se voit maintenant distancée par l'*Allemagne* pour ses exportations en tissus de laine :

En 1895 l'Angleterre exportait pour	493.300.000 fr.
— l'Allemagne — —	277.625.000 fr.
En 1902 l'Angleterre exportait pour plus de	380.000.000 fr.
mais perd	113.300.000 fr.
— l'Allemagne gagne	56.000.000 fr.

Pour les exportations de fils, tissus de laine, laine peignée, la France a été en diminuant :

1896 : 369.813.000 fr.

1900 : 362.476.000 fr.

1903 : 335.940.000 fr.

Les progrès de l'Italie sont encore plus frappants que ceux de l'Allemagne (1) :

Pour les tissus de coton, elle exporte :

En 1887 : 620.000 kgs.

En 1900 : 12.350.000 kgs.

C'est une augmentation de 1.892 0/0.

En *Asie-Mineure*, les importations de l'Italie passent de :

3.150.035 en 1899

à 4.631.385 en 1900

soit une augmentation de 1.472.350.

Et cela, pour M. Dubois, montre le danger de réduire d'une façon absolue et complète les heures de travail sans se réserver la *souplesse* et l'élasticité qui peuvent être nécessaires. Donnant des exemples relatifs, surtout aux industries de modes, il ajoute : « Vous voyez quelle élasticité et quelle souplesse sont nécessaires à nos industries, surtout à celles qui se trouvent en concurrence soit en France, soit à l'Étranger avec l'industrie étrangère. C'est pour cela qu'on vous demande au moins de ne pas aggraver la législation actuelle. De par elle, la France se trouve déjà en état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents ; une partie de ses ouvriers adultes ne peuvent pas travailler plus de 10 heures en vertu des lois que j'ai rappelées, alors que partout ailleurs, *suivant les besoins*, les ouvriers peuvent travailler une durée de temps illimitée. »

(1) Eod. loc., p. 533.

Pour toutes ces raisons, M. Dubois se rattache à la proposition de M. Jules Roche tendant à un *complément d'enquête*. Cette enquête devrait être contradictoire dans toute la mesure du possible. Il constate que les Chambres de Commerce qui ont été consultées, ont à une immense majorité (38 sur 40 consultées) émis un avis formellement opposé au projet de loi. En outre, l'unanimité des industriels qui ont déposé devant la Commission, ont repoussé le projet. Il demande à la Commission du Travail de compléter son enquête, d'entreprendre des investigations sérieuses et générales, une véritable consultation industrielle.

L'enquête ne devra pas seulement se préoccuper des patrons, mais entendre aussi les ouvriers. Ceux qui n'admettent pas les dépositions patronales et des Chambres de Commerce, se doivent de solliciter celles des syndicats ouvriers et aussi des ouvriers non syndiqués, pour faire en sorte que la Chambre puisse prononcer en toute connaissance de cause et en toute conscience et d'éviter d'engager l'industrie nationale dans une voie périlleuse.

Au début de la séance du 5 mars 1912 (1), M. Jules Roche déposa une demande d'ajournement de la discussion, fondée sur ce qu'il était nécessaire de procéder à une enquête et de recueillir les avis du Conseil supérieur du Travail et du Conseil supérieur du Commerce. Il considère la Chambre comme insuffisamment documentée.

M. Jules Roche appuiera son dire sur des arguments qui rappellent ceux que nous avons avec lui envisagés quand

(1) *J. O.* du 6 mars, p. 594. Cf. au chap. : Production, Jules Roche.

nous avons essayé de voir quel serait au point de vue de la production l'effet du projet de 10 heures. Il est partisan de la réglementation du travail de la femme et de l'enfant, parce que la femme et l'enfant sont dans une situation spéciale, qu'il n'ont pas comme l'homme adulte une force de résistance supérieure et qu'il y a un intérêt de vie nationale à les maintenir dans des conditions d'hygiène particulières. Mais il n'en est pas de même quand la réglementation s'adresse à l'adulte.

La Chambre peut en juger en se documentant plus sérieusement. Il est impossible et dangereux d'établir une règle unique et fixe limitant la durée du travail. Si l'on prend comme exemple la boulangerie, on peut constater que la réglementation par ordre de travail est absolument inapplicable dans ce sens que le travail de panification est complètement subordonné au phénomène de la fermentation. Lorsque celle-ci est rapide, le travail se fait beaucoup plus vite ; ce sera le contraire lorsque la fermentation ralentit au lieu d'accélérer. Il en résulte que sur une journée normale de 4 à 5 fournées, il peut y avoir une différence de 2 heures selon que chaque fournée perd ou gagne un quart d'heure sur sa durée normale. Et cela est tellement vrai que dans toutes les conventions collectives intervenues à la suite de grèves entre patrons et ouvriers, les bases du salaire ont toujours été calculées, non sur le nombre d'heures passées au fournil, mais sur le nombre de fournées accomplies.

Il en est de même dans les industries de la teinture et des apprêts. Ici encore, il est tout à fait impossible d'admettre une fixation régulière, uniforme de la journée de travail,

parce que les industriels ne peuvent pas savoir d'avance quelle est la quantité de matières fabriquées qu'ils seront obligés de livrer à un moment donné. Aussi qu'arrive-t-il ? C'est qu'au dernier moment il faut un redoublement d'activité et au lieu de travailler 9, 8, 7 ou 6 heures, il faut brusquement travailler 11 ou 12 heures.

Il faut aussi tenir compte d'autres considérations. Dans bien des industries, notamment dans les petites industries, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui demandent à prolonger la journée de 12 heures ! Et M. Jules Roche cite à cet égard le rapport d'un inspecteur divisionnaire du travail de la région de l'est qui contient le passage suivant : « Dans la petite industrie, surtout à la campagne, où le patron travaille avec ses ouvriers, chez les bourreliers, les couteliers, les menuisiers, les charrons, les ferblantiers, les serruriers, les maréchaux-ferrants, etc., on a conservé la journée de 12 heures et quelquefois plus, notamment chez les forgerons ou les maréchaux-ferrants, au moment des récoltes pour la réparation des machines agricoles. Il est vrai que dans ces ateliers, la durée du travail effectif se trouve réduite par les nombreux repos ou « casse-croûtes, les causeries avec les clients, les gens de passage. Dans les ateliers tout se passe en famille ; on entre plus tard aujourd'hui, on finit plus tôt demain ; on modifie suivant les besoins les heures du repos. Il n'y a pas de cloche ni d'amende : on cause, on chante quelquefois le long du jour ; on jouit en somme d'une grande liberté d'action à laquelle on tient essentiellement. »

Que la Chambre veuille donc bien recourir à un supplément de documentation et se convaincre qu'il y a impos-

sibilité absolue d'établir une règle générale unique et fixe comme celle qui est proposée (1).

M. Dubois (2) complétant quelques-unes de ses observations antérieures prétend que la proportion des ateliers qui doivent être touchés par la loi de 10 heures est beaucoup plus élevée que celle qu'indique le rapporteur, 25 0/0 des établissements industriels existants. En effet, lorsqu'on avance ce chiffre, on perd de vue que la Commission supérieure du Travail a déclaré que son enquête n'avait porté que sur les établissements qui sont sous la surveillance des inspecteurs du travail. Or, tous les établissements industriels ne sont pas sous la surveillance des inspecteurs du travail. La Commission reconnaît ensuite que cette enquête n'a porté que sur une partie de ces établissements, pas plus de 80 0/0. La vérité pour M. Dubois est que ce n'est pas 25 0/0 des établissements industriels existants qui seront touchés, mais bien 189.029 sur 356.922, et il demande qu'on laisse à ces établissements l'élasticité nécessaire pour qu'ils ne se trouvent pas à un moment donné dans l'impos-

(1) Le rapporteur de la loi M. Godart, dit lui-même dans son rapport (p. 62) : « La rigidité d'une réglementation protectrice doit être assouplie pour permettre à l'industrie de se prêter à certaines heures aux exigences de la production qui, avec une grande sensibilité, subit toutes sortes de répercussions, tantôt la ralentissant au point d'arrêter, tantôt la surchargeant de commandes qui nécessitent un surcroît subit d'activité. »

Voir au chapitre « textes » l'amendement de MM. Roche et Le Bail et ce que dit R. Roche relativement à l'industrie des conserves alimentaires de poisson (sardines et thon), l'industrie saisonnière par excellence. MM. Godart, Bourgeois et Fontaine ont fait observer à la Chambre que la situation de cette industrie ne sera pas modifiée par le projet, que l'application de l'art. 2 lui fournira même de plus grandes latitudes. M. Roche a retiré son amendement.

(2) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 607.

sibilité de vivre. Il prétend que l'enquête qui a été faite n'est pas sérieuse, qu'il aurait fallu établir un questionnaire, provoquer les dépositions, se rendre au besoin sur place, entendre contradictoirement les déposants d'un avis contraire afin d'établir la vérité : or, rien de tout cela n'a été fait. Donc un supplément d'enquête s'impose et il supplie la Chambre de voter cette mesure avant de passer à la discussion des articles.

Au début de la séance du 7 mars 1912 (1), M. Emmanuel Brousse développe une motion tendant à l'ajournement de la discussion, afin que la Commission du Travail puisse consulter les Chambres de Commerce, les associations et syndicats industriels, commerciaux et agricoles (2).

M. Brousse est d'accord avec le ministre du Travail, M. Bourgeois, sur le principe même de la loi, mais il diffère complètement d'avis sur les procédés à employer pour son application.

Il est frappé de ce fait que chaque fois que le Parlement vote une loi sociale, cette loi se retourne contre ceux *en faveur* desquels elle a été rédigée. Ainsi la loi du 30 mars 1900 qui avait pour but de favoriser l'apprentissage est allée à l'encontre de son développement, Les adolescents se sont vus fermer la porte des ateliers et jetés à la rue, nous avons plus haut expliqué pourquoi. Il en est résulté la grave crise de l'apprentissage dont nous souffrons.

Même chose pour la loi sur le repos hebdomadaire. Au

(1) *J. O.* du 8, p. 614.

(2) Après une réponse de M. Colliard, président de la Commission du Travail, la motion d'ajournement de M. Brousse fut repoussée par 369 contre 168.

lieu d'imiter les Anglais qui ont fait plus de quarante lois sur la matière, nous n'en avons fait qu'une seule et qui manque de souplesse. Non seulement un grand nombre de patrons, mais aussi beaucoup d'ouvriers en pâtissent. « Actuellement, que nous propose-t-on ? L'unification dans toute la France des heures de travail. C'est toujours la même chose. En France, nous sommes victimes des mots et des formules. Nous voulons appliquer la même loi partout, de la même manière, sous prétexte que la France, suivant la formule révolutionnaire, est une, indivisible. Or, il n'y a pas de pays au monde où il y ait tant de variétés d'aspects, de climats, de mœurs, de coutumes, de traditions, d'habitudes que dans notre France. Ce qui est vrai dans le Nord ne l'est plus dans le Midi. Le travail notamment varie de région en région, de ville en ville, et quelquefois dans la même ville d'usine à usine, et dans la même usine, d'atelier à atelier. La fatigue n'est pas la même pour chaque travailleur. L'intensité du travail n'est pas la même, par exemple, pour le mécanicien de la locomotive d'un rapide, que pour un agent des trains ou pour un employé de gare. L'un pourra travailler huit heures, dix heures, l'autre sera fatigué, surmené, au bout de quatre heures de travail. Par conséquent, l'intensité du travail varie pour chaque profession, et il n'est pas admissible de faire cette réglementation à outrance qui entrave, inquiète, gêne l'industriel sans profit pour l'ouvrier. Est-ce que les conditions de travail ne varient pas dans toutes les industries, ne se diversifient pas suivant les régions ? Est-ce que le travail peut commencer partout en France et s'arrêter partout au geste d'un inspecteur ? C'est une intolérance,

une inadmissible prétention de nivellement qu'on nous propose.

Je répète qu'au lieu de faire une loi qui enfermerait toutes les industries françaises sous un même régime, nous devrions légiférer par régions. Et comme ce serait absolument impossible, il vaudrait mieux, au lieu de légiférer et d'avoir recours constamment à l'État, laisser faire l'initiative privée, faire appel au bon vouloir des patrons, comme à la solidarité et à la cohésion des ouvriers. Les mœurs, les traditions, les nécessités industrielles, priment la volonté humaine.

Et M. Emmanuel Brousse arrive à cette conclusion qu'avant de faire des lois sociales, il faudrait consulter les ouvriers et les syndicats ouvriers; il fait à ce propos l'éloge de la fédération du Livre, qui est un modèle d'organisation et qui est dirigée par un homme qui est l'honneur de la classe ouvrière, M. Keufer. Le comité central se prononce en tout état de cause, et, grâce à cette organisation, la fédération du Livre est arrivée à faire limiter dans presque tous les ateliers d'imprimerie, la durée de la journée de travail, après entente entre ouvriers et patrons : « Je soutiens que si toutes les corporations étaient organisées comme celle dont je viens de parler, si toutes savaient faire valoir leurs revendications avec autant de sagesse et de pondération, nous n'aurions pas besoin de légiférer sur la journée de 10 heures, parce qu'elle serait déjà obtenue dans la plupart des industries françaises. On peut régler les questions sociales, non par la contrainte des lois, mais par le libre accord entre les parties intéressées. » Nous apprécions par ailleurs de telles allégations.

Pour M. Emmanuel Brousse, il vaut mieux laisser opérer les ouvriers eux-mêmes, faire appel à l'initiative privée, à la bonne volonté des patrons et à la cohésion des ouvriers que de légiférer à outrance et faire intervenir l'État entre le patronat et le salariat (1).

M. Jules Roche (2) après avoir attiré l'attention sur les dangers que pourraient avoir, d'après lui, l'application de la loi uniforme de 10 heures, voudrait qu'avant de passer à la discussion de la loi, l'on fit une enquête, avec beaucoup de soin et par catégories d'industries : « De même qu'une industrie minière est variable de district en district, de mine en mine, de puits à puits, de même que les terrains de culture, pour la vigne par exemple, sont prodigieusement variables de pays en pays, de coteau en coteau, de propriété en propriété, de même enfin l'industrie française est prodigieusement variable et souple, parce que chez elle, la machine a le moindre rôle et l'individu la plus grande place. »

Cette enquête devra être faite au moyen d'un questionnaire détaillé, qui serait adressé aux industriels intéressés et qui porterait notamment sur la durée du travail dans leur établissement, sur le point de savoir si cette durée est la même pendant toute l'année et pour tous les ouvriers, dans quels cas ont lieu les prolongations ; quelles devraient être les dérogations dans l'hypothèse où la loi serait votée ; si le crédit d'heures supplémentaires pouvait être calculé en bloc ou par atelier, ou différemment ; quelle serait la répercussion sur leurs industries au point de vue tech-

(1) Voir au Chapitre : « Intervention de l'État. »

(2) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 602.

nique ; y aurait-il nécessité à conclure un accord international avec les différentes nations concurrentes avant la mise en vigueur de la loi (1).

M. Joseph Reinach (2), s'appuie sur les arguments qui ont été mis en avant par M. Bourgeois, Ministre du Travail pour conclure à l'*inutilité d'une enquête*. Il fait en outre remarquer que 76 0/0 des industriels intéressés ont déjà opéré la réduction de la durée du travail, sans attendre une loi qu'ils ont ainsi facilitée : « Lorsqu'il y a encore un ouvrier sur quatre qui reste assujetti à un travail de 11 ou 12 heures, il y a un intérêt considérable, dans un pays qui a autant besoin d'égalité que de liberté et de fraternité, de l'admettre au même droit que les plus favorisés. »

Lorsqu'il n'y a plus qu'un industriel sur quatre à méconnaître qu'en cette matière de réglementation de la journée de travail, son avantage est en accord avec son devoir, puisqu'aussi bien, vous avez vu par l'exemple probant des autres industries, par l'exemple de l'Angleterre, de l'Allemagne, que la réduction à 10 heures ne diminue pas la valeur du travail au point de vue productif, il n'y a aucune hardiesse, il n'y a aucune passion à soutenir, que les objections de cette minorité sont désavouées par avance par les faits, et qu'il serait peut-être pour elle d'un bon calcul, de renoncer à cette résistance.

M. Godart (3), rapporteur de la Commission du Travail, demande à la Chambre de repousser la motion préjudicielle

(1) La motion d'ajournement Jules Roche fut repoussée par 382 voix contre 170.

(2) Séance du 5 mars 1912, *J. O.*, du 6, p. 603.

(3) Séance du 5 mars 1912, *J. O.* du 6, p. 604.

de M. Jules Roche, relative à la nécessité d'enquêtes et de questionnaires, et de passer sans retard à la discussion des articles.

Il réfute les exemples donnés par M. Jules Roche, en observant que la boulangerie, lorsqu'elle est exploitée sous la forme de petite industrie, ne tombe pas sous l'application de la loi de 10 heures, et qu'en ce qui concerne les apprêteurs, ils n'ont rien à craindre de la loi, grâce aux dérogations prévues, le projet qui lui donne toute la souplesse nécessaire pour satisfaire aux commandes saisonnières. Quant aux petits établissements qui occupent un très petit nombre d'ouvriers adultes, s'il est démontré qu'ils ne peuvent, en raison même des conditions du travail qui y est effectué, travail familial en quelque sorte, être assujettis à la loi de 10 heures, la Commission du Travail qui ne veut pas être intransigeante, est disposée à examiner et à adopter les moyens proposés convenables pour tenir compte des nécessités évidentes.

M. Justin Godart (1), considérant la motion de M. Jules Roche, consistant à suspendre l'examen du projet de loi jusqu'à ce qu'il ait été procédé à une enquête par le Gouvernement auprès des industries intéressées, et jusqu'à ce que le Conseil Supérieur du Travail et le Conseil Supérieur du Commerce aient donné leur avis sur ses résultats, demande à la Chambre de repousser cette motion préjudicielle, parce qu'il ne s'agit pas d'innover en matière législative pour la totalité de nos industries; mais uniquement de mettre au point la législation actuelle, cette

(1) Séance du 5 mars 1912, *J. O.*, du 6, p. 606.

mise au point devant porter sur un vingt-cinquième du personnel ouvrier.

Cette grande enquête que réclame M. Jules Roche n'a pas été faite en 1892, alors qu'il s'agissait d'imposer du jour au lendemain au plus grand nombre des ouvriers et des ouvrières de France, et par suite à la plus grande partie des établissements industriels, la journée de 10 heures. On ne voit donc pas pourquoi aujourd'hui, alors qu'il s'agit d'un nombre infime d'établissements, l'enquête serait plus nécessaire.

Au surplus, quel pourrait être le résultat de cette enquête ? Les Chambres de Commerce sont, en principe, hostiles à toute intervention de l'État. Que pourraient-elles donner ? « Des avis uniformes, des délibérations identiques qui semblent inspirés plutôt par un mot d'ordre que par l'examen réel des faits et de la situation des établissements industriels dans leurs circonscriptions. »

Interrogera-t-on les syndicats ouvriers ? Mais leur opinion est connue d'avance. Ce n'est pas la journée de 10 heures qu'ils demanderont, mais celle de 8 heures. Les syndicats patronaux ? Mais l'expérience a démontré qu'ils obéissent à un mot d'ordre venant des Fédérations et des Unions.

En résumé, le but de cette motion préjudicielle et en tous cas le résultat auquel elle aboutirait serait de retarder le vote d'une loi sociale importante.

Suivant M. Justin Godart (1) il n'y a pas lieu d'accueillir la demande d'enquête formulée par des membres patrons

(1) Rapport du 15 avril 1911., ch. des Dép., annexe 967 Doc. parl., p., 1445.

du Conseil supérieur du Travail (1) : Le projet a été déposé et rapporté en 1907, il fait l'objet des discussions et objections des économistes, des Chambres de Commerce, des syndicats patronaux.

III

Entente Internationale. — Ne votons pas le projet, a-t-on dit de plusieurs côtés, avant qu'une entente internationale ne soit intervenue.

Quatre tentatives ont été faites en vue d'obtenir cette entente sur la question de limitation de la durée du travail :

(1) Elle est ainsi conçue :

« Les soussignés, membres patrons du Conseil supérieur du Travail.

« Considérant que la limite légale à 10 heures de la journée de travail des ouvriers adultes n'existe dans aucune législation européenne.

« Considérant que pour la France, déjà en avance sur les États voisins en matière de réglementation du travail, cette limitation serait d'autant plus dangereuse que la main-d'œuvre fait déjà défaut pour beaucoup d'industries ne continuant à vivre que grâce à une forte immigration d'ouvriers étrangers.

« Considérant que cette limitation atteindrait gravement, non seulement les établissements industriels où l'on travaille ordinairement plus de 10 heures mais, aussi ceux où la journée normale ne dépasse pas cette durée; il est indispensable d'avoir une élasticité permettant à une partie du personnel ouvrier de pouvoir en certains cas urgents faire une ou 2 heures supplémentaires, et ce, dans des circonstances beaucoup trop irrégulières et trop difficiles à prévoir pour qu'un texte légal puisse y pourvoir par des dérogations ;

« Considérant enfin que vu la pénurie de main-d'œuvre signalée plus haut, une telle mesure aboutirait forcément à une nouvelle augmentation de la cherté déjà trop grande de nombreux produits nécessaires à la vie et serait en fin de compte très préjudiciable à l'ensemble des ouvriers.

« Emettent le vœu :

« Qu'avant la discussion par le Parlement du projet de loi qui est soumis, il soit procédé, auprès des Chambres de Commerce et auprès des industries intéressées à une enquête complète et approfondie sur les conséquences que pourrait avoir l'adoption de ce projet de loi. »

en 1880 par la Suisse en 1889, par le Congrès International ouvrier de Roubaix et par le Congrès International d'hygiène de Bruxelles ; en 1890 par l'empereur d'Allemagne. M. Bourgeois qui étudie à fond la question en arrive à cette conclusion : « Si aucune nation ne veut rien entreprendre avant d'aller à une conférence internationale, elles en sortiront toutes sans avoir rien réalisé. »

Il est opportun d'entrer plus avant dans les détails de la question.

Il semble que la grande réforme de la journée de 8 heures ne puisse être réalisée qu'après une entente internationale, dit M. Godart (1), et c'est pour cette raison que la Commission du travail émet le vœu que la Chambre invite le Gouvernement à provoquer la réunion d'une Conférence Internationale ayant pour objet l'étude de la limitation simultanée, dans les divers pays, de la durée de la journée industrielle de travail des adultes (2).

Et cependant « nous dirons, s'écrie M. Justin Godart (3) qu'une loi est nécessaire et que, même en présence d'une demande de conférence internationale pour la limitation progressive et simultanée de la journée de travail, la France doit faire sa loi de 10 heures avant les autres nations parce qu'un intérêt national évident y est engagé. »

Les avis de Chambre de Commerce qui ont pris plus de quarante délibérations, subordonnent presque toutes le

(1) Discours de M. Godart, séance du 22 février 1912. *J. O.*, du 23, p. 419.

(2) Cf. prop., de loi de M. Grillon relative à une Conférence internationale, du 5 novembre 1906, (d. p., 379,) renvoi à la Com., du Trav. *J. O.*, p., 65.

(3) Séance du 22 février 1912. *J. O.*, du 23, p. 425.

vote du projet à la réunion d'une Conférence internationale (1). (Il s'agit ici du premier projet de 1906).

On pourrait comprendre, dit M. Plichon, que la France prenne l'initiative d'une Conférence internationale où seraient discutées les questions intéressant la classe ouvrière et notamment la limitation de la journée de travail. Mais il faut remarquer à ce sujet que la conférence de Berlin en 1890, due à l'initiative de l'empereur d'Allemagne, n'a abouti à aucune décision ferme mais à de simples vœux. Cependant M. Plichon ajoute : J'entrerai pour ma part volontiers dans la voie qui nous est indiquée (le vote de la réduction) si nos concurrents veulent bien faire la moitié du chemin... Que si les Belges, si les Allemands consentent, d'accord avec nous, à édicter chacun dans leur législation des textes réduisant progressivement le travail des adultes, je serai le premier à m'y associer pour améliorer le sort de la population ouvrière... On ne devrait en tous cas adopter définitivement le projet qu'après avoir obtenu l'assurance que nos concurrents suivront le même chemin que nous. Soyons Français avant tout, avait-il dit quelques lignes plus haut, et défendons nous. »

Dans son discours du 4 juillet 1912 (2), M. Jules Roche insiste sur la nécessité d'une entente internationale dans une question qui aurait autant de répercussion sur la production nationale que la loi de 10 heures. M. Jules Roche craint que la France ne puisse plus lutter avec ses concurrents (3).

(1) Rapp. du 15 avril 1911. Ch. de Dép. Annexe 967., Doc., parl., p., 1445.

(2) *J. Off.*, du 5, p. 1994.

(3) Voir aux chap., « Production » et « Textes ».

Est-il nécessaire de réunir pour trancher la question de la limitation du travail à 10 heures, une Conférence internationale? M. l'abbé Lemire (1) estime qu'un jour viendra où ces conférences se réuniront périodiquement, mais en ce qui concerne l'utilité d'une conférence préalable pour la question actuelle, il ne la voit pas ; « Il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'on nous demande de tenir une Conférence internationale, mais je me défie de ce zèle un peu intempestif. Cette demande de Conférence internationale me fait l'effet d'une épée de Damoclès, contre toute initiative, d'un instrument de paralysie contre toute législation nationale. A en juger, en effet, par la manière dont on nous présente ce projet de Conférence, aucune nation ne devrait rien entreprendre avant d'y aller ; chacune d'elles devrait s'y présenter sans avoir tenté le moindre effort. Ce serait le concert préalable dans le néant-concert impossible. C'est tout juste le contraire de ce qui arrive et le contre-pied de ce qu'il faut. Toutes les conférences qui ont eu lieu jusqu'à maintenant ont été le couronnement d'une série d'efforts isolés, la récompense de quelques actes législatifs exceptionnels, hardis, que certaines nations ont eu le courage et l'honneur d'accomplir. Cette année même entre en application la décision de la *Conférence internationale de Berne* qui expulse des ateliers, la nuit, non seulement en France où elles n'y allaient plus, mais en d'autres pays où, malheureusement, elles y étaient encore, les femmes. Toutes les nations civilisées se sont donc courbées sous cette loi humanitaire. Elle n'existerait point si tel

(1) Séance du 22 février 1912, *J. O.*, du 23 p., 417.

peuple n'avait point pris les devants. » L'honneur de la France aura été, pour l'abbé Lemire, d'avoir la première eu initiative de cette loi, et d'en avoir l'expérience.

Ne devrait-on pas subordonner le vote de la loi à une entente internationale? se demande à son tour M. Bourgeois (1). Il commence par reconnaître qu'en Droit Public, en Droit Privé et dans la Législation sociale, il a été rendu de très grands services par les accords internationaux et il cite à cet égard l'Association pour la protection légale des Travailleurs, l'Association des assurances sociales, l'Institut de Droit international, l'Association internationale pour la lutte contre le chômage qui ont poursuivi sur le terrain international la réforme des législations de Droit Privé ou de Droit Public.

Mais il estime qu'il y a des cas où la méthode de recours à une conférence internationale ne peut pas aboutir. Et il rappelle la tentative faite par la *Suisse*, en 1880, pour le *travail des adultes*. Sur la proposition du colonel Frey, la Suisse avait invité les Puissances à une Conférence pour réglementer le travail des adultes, et cette conférence n'a pas abouti. De même, en 1889, le Congrès international ouvrier de Roubaix a pris l'initiative d'une proposition du même genre, et la même année, le Congrès international d'hygiène de Bruxelles a adopté une résolution analogue. On n'a abouti à rien. Il en est de même de la tentative faite par l'Empereur d'*Allemagne* en 1890, qui n'a abouti qu'à des vœux.

« Pour arriver, dit le Ministre du Travail, à l'établisse-

(1) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 525.

ment d'une législation internationale, il faut à mon avis, plusieurs conditions. Quand il s'agit d'une proposition qui touche seulement aux sentiments d'humanité, mais non aux intérêts immédiats, alors oui, le mouvement de propagande dans une conférence internationale, sans réalisation préalable dans un pays déterminé, peut suffire, parce qu'on ne trouve pas dans chaque pays le bloc d'intérêt qui se défend¹. Mais là, au contraire où, comme dans le cas actuel, il s'agit d'une législation qui touche profondément l'organisation même du travail et les intérêts qu'elle groupe, s'il n'y a pas eu déjà une réalisation sur un point déterminé, une expérience faite, un exemple donné, si aucune nation ne veut rien entreprendre avant d'aller à une conférence internationale, elles en sortiront toutes sans avoir rien réalisé. »

Il faut donc en revenir toujours à la même question : si la réforme est juste et non dangereuse — nous avons conclu sur ces points — il faut la réaliser et lorsqu'elle aura été réalisée, les ouvriers des autres pays diront à leurs patrons qu'ils n'ont pas le droit de leur refuser cette réforme, puisqu'elle est réalisée dans un grand pays voisin : la France.

Une entente internationale est-elle nécessaire pour arriver à la journée de 10 heures, se demande M. Vaillant (1) ? Cette procédure est désirable, sans doute, et un jour viendra où ces ententes seront le mode habituel de résolution des conflits entre le travail et le capital ; mais en l'absence de l'entente internationale des États, il faut que chaque nation fasse un pas dans la voie de la législation ouvrière pour arriver à une réduction plus grande de la journée de travail.

(1) Séance, du 7 mars 1912, *J. O.*, du 8, p. 623.

« Si l'on a quelque chose à redouter de la concurrence étrangère, ce n'est certainement pas l'emploi des longues journées. Les pays qui font travailler longtemps leurs ouvriers nous rendent plutôt service. Ils ne peuvent à la longue qu'amoindrir l'aptitude au travail de leurs ouvriers et leur productivité personnelle. La supériorité dans la production, toutes choses étant égales, appartiendra de plus en plus aux nations qui posséderont la race d'ouvrier la plus énergique et la plus habile, c'est-à-dire celles où la journée de travail sera de plus en plus réduite (1). »

On sait que la Chambre n'a pas admis la nécessité de l'entente internationale préalable.

Dans les temps troublés que nous traversons avec les barrières économiques infranchissables qui s'efforcent de s'élever pour séparer les peuples à l'avenir, peut-on considérer comme le faisait M. Pic en 1909 (2) que les assises de l'édifice du Droit international ouvrier, « gage de paix sociale et même de paix internationale », sont solidement posées par les différents congrès qui ont déjà eu lieu? Nous espérons fermement que la crise actuelle ne causera qu'un retard à la réalisation d'une œuvre que les Congrès futurs et les nouvelles Conférences diplomatiques reprendront et poursuivront bientôt (3).

(1) Fr. Baixès, « La journée de 8 heures. »

(2) La prot. légale des travailleurs, p. 166.

(3) Le 3 octobre 1917 s'est tenue à Berne la réunion de la Conférence syndicaliste internationale. Les délégués français étaient absents, le Gouvernement leur ayant refusé les passeports, ce qui motiva une protestation de la C. G. T. Sans vouloir nous demander si cette Conférence présentait à ce moment, un caractère politique quelconque, notons quelques-unes de ses intéressantes décisions: elle résolut d'adresser aux Gouvernements des Pays belligérants une requête demandant l'inscrip-

IV

Dérégations. — Selon M. Jules Roche (1), on ne peut pas légiférer en ce qui concerne la durée du travail pour toute l'industrie, à cause des différences profondes qui existent entre chacune des industries (dans le même sens M. Beau-regard (2).)

Et M. Jules Roche (3) va chercher à démontrer qu'on ne peut pas établir de loi, en ce qui concerne les dérogations, par établissements ; en effet, le travail ne se fait pas toujours et que même, le plus souvent, il ne se fait pas par établisse-

tion dans le traité de paix de garanties pour la sauvegarde d'un minimum de protection et de droits de la classe ouvrière, exécutable en tous pays. D'une façon spéciale, elles demandent la *journée de dix heures* et un repos interrompu d'au moins trente-six heures par semaine ainsi que la journée de 8 heures pour les travailleurs de moins de 18 ans et les femmes. L'Union Internationale pour la protection des travailleurs à Bâle serait reconnue dans le traité de paix comme organe d'exécution et de développement de la protection internationale des ouvriers. Notons aussi que la Conférence parlementaire internationale (ne comprenant que les sujets de l'Entente) s'est réunie pour la troisième fois à Paris, le 9 octobre 1917. (Les trois lieux de réunion précédents avaient été Bruxelles, Paris, Rome). Elle n'aborda guère la question qui vous occupe, mais ce qu'il y a d'intéressant, c'est que préparant sa prochaine session qui doit s'ouvrir à Londres le 7 mai 1918, elle inscrit à son programme « la législation ouvrière envisagée, notamment au point de vue des méthodes les meilleures pour assurer l'hygiène et ménager les forces des ouvriers. » Il est certain que, plus que jamais, le rapprochement de certaines nations au cours des événements présents peut grandement faciliter une entente quasi-internationale (c'est déjà un grand pas) sur bien des points. Pour le cas particulier qui nous occupe un tel accord ne pèserait-il pas fortement dans la balance pour entraîner le vote définitif des 10 heures ?

(1) Séance du 8 fév. 1912, *J. O.* du 13, p. 232.

(2) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 734, voir au Chap. « Production. »

(3) Séance du 8 fév. 1912, *J. O.* du 9 fév. in extens., p. 240 et suiv.

ments : « De même que vous ne pouvez pas légiférer, en ce qui concerne la durée du travail, pour l'industrie, à cause des différences profondes qui existent entre les diverses industries, de même, vous ne pouvez pas légiférer, en ce qui concerne les dérogations par établissement... Allons, par exemple, ensemble au Creusot, visitons ce magnifique établissement, prodigieux par l'activité du travail humain, par les merveilleuses facultés de ceux qui, à quelque degré que ce soit, participent à ce magnifique travail, à cette grande victoire constante, permanente du génie humain sur la matière; nous allons apercevoir cette admirable agglomération de travail humain. Mais croyez-vous que vous puissiez expliquer la même règle à l'ensemble du personnel de cet établissement? que le travail s'y fasse partout dans les mêmes conditions? Pas du tout! Ce que je dis pour le Creusot, je le dis pour un établissement quelconque, qu'il s'agisse d'une scierie ou d'une filature. Dans un établissement individuel de quelque importance, on ne fait pas tout identiquement; il y a des produits divers qui ne doivent pas tous être livrés aux mêmes époques, fabriqués dans les mêmes conditions; ils ne sont pas tous travaillés dans la même enceinte, par les mêmes ouvriers. »

M. Lauche (séance du 8 février 1912), demande la suppression des dérogations qui figurent dans le projet de loi. Il fait observer que ce sont toujours les mêmes industriels qui recourent aux dérogations, que les industriels sérieux qui suivent le progrès n'y ont pas recours, parce qu'ils se rendent compte que, s'ils font travailler l'ouvrier pendant 10 heures au lieu de 12, ils obtiennent, si leur travail est mieux organisé, une production normale d'un rendement

suffisant. L'avantage de la suppression des dérogations résidera également dans ce fait, qu'une fois qu'une durée du travail normale et uniforme aura été fixée pour tous les ouvriers et salariés, le contrôle de la journée qui, aujourd'hui, est à peu près impossible, à raison de la jurisprudence de la Cour de Cassation et de l'indulgence des tribunaux, s'effectuera dans des conditions aisées, étant donnée l'obligation pour l'industriel de se conformer à un horaire dont il ne peut pas sortir.

En dernier lieu, M. Lauche insiste pour la suppression des dérogations, parce que ces dérogations atteindront les ouvriers à feu continu, c'est-à-dire les ouvriers métallurgistes et les ouvriers verriers qui font un travail extrêmement dur et qui, plus que tous les autres, ont droit à la journée de 10 heures.

M. Garat membre de la Commission (1), est d'avis qu'on se montre large sur la question des dérogations, pour certaines industries, notamment les industries saisonnières : « En législation sociale, pour me servir d'une expression familière de l'économiste Frédéric Bastiat, l'idéal à atteindre est de mettre l'harmonie entre tous les intérêts légitimes. Si la loi de demain pouvait devenir le reflet d'un accord accepté par tous, nous trouverions dans ce consentement mutuel un élément de concorde, des avantages et des garanties de paix sociale ».

M. Plichon (2), se demande dans quelle mesure il est possible et pratique d'appliquer un texte unique à tous les métiers, à toutes les industries, à tous les genres de travail ?

(1) Séance du 15 fév. 1912 *J. O.* du 16, p. 379.

(2) Séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 410.

Il est du même avis que M. Jules Roche et Beauregard, dont nous avons précédemment développé les points de vue (1) : il estime qu'il est peu logique d'enfermer dans un texte de loi étroit, impératif, unique, tous les genres de travaux qui se puissent effectuer dans notre pays. Sans doute, la loi prévoit des dérogations, mais pour que la loi ne devint pas un instrument d'oppression, il faudrait que ces dérogations jouassent d'une façon permanente. Il faudrait que la loi eût plus de souplesse, que le nombre d'heures de crédit supplémentaires fut inscrit, non au compte de chaque établissement, mais au compte de chaque ouvrier, ce qui serait plus équitable, mais entraînerait dans les ateliers importants, des difficultés insurmontables dans la comptabilité; « La méthode du crédit par usine est un procédé impraticable. Le crédit ne serait logique que dans le cas où il s'appliquerait par tête d'ouvrier, mais alors, vous apercevez tout de suite l'extraordinaire complication que le système entraînerait pour la comptabilité qu'il imposerait, tant au débit qu'au crédit de chacun des ouvriers. »

M. Plichon craint, d'autre part, que le texte étroit de la loi ne facilite pas le développement du machinisme qui est si grandement à désirer, puisqu'il « substituera aux forces de l'homme, les forces de l'eau, de la vapeur, de l'électricité et fera de l'homme un ingénieur pensant au lieu de la bête de somme qu'il était trop souvent, hélas ! il y a encore peu d'années. »

Et il cite comme exemple l'industrie métallurgique, où

(1) Cf. *supra* : III^e Partié, Chap. V : « Point de vue de la Production. »

certains travaux ne peuvent pas être prévus à minutes fixées, à moments déterminés, où l'on est obligé, en présence de l'évolution de la matière, de [maintenir à pied-d'œuvre un certain nombre d'ouvriers, pour pouvoir faire appel à leur concours au moment précis où la machine aura terminé son effort : « il s'agit par hypothèse d'un travail de laminoir. Voici, je suppose, un convertisseur Bessemer ou un four Martin qui a produit du métal. Ce métal a été coulé en lingots et, avant de passer ces lingots au laminoir, on est obligé de les réchauffer dans les fours. Or, suivant les différentes heures de la journée, suivant l'intensité de la chaleur et suivant le nombre de lingots à réchauffer, le temps nécessaire pour porter les lingots au rouge varie dans une certaine proportion. Il est impossible de savoir à l'avance à quelle heure exacte le lingot sera porté à la température voulue. En attendant qu'il soit arrivé au point indispensable qu'il lui faut atteindre pour être passé au laminoir, les ouvriers attendent, et ils y sont obligés, parce que, s'ils n'étaient pas là au moment voulu, le lingot ne serait plus en état. L'équipe doit être prête à entrer en action au moment précis où on a besoin, au moment où la grue démonte le lingot pour le porter au train de laminoir. » Pour toutes ces raisons, il faut agir avec prudence dans le vote des lois ouvrières, voter des lois pratiques, et non pas des lois qui soient faites uniquement de dérogations. »

En terminant, M. Plichon souhaite que la Chambre : « examine de près les modalités qu'il y aurait lieu d'apporter au projet, pour le rendre suffisamment souple et

applicable. » Il fait, au sujet de l'entente internationale, la réserve que nous avons indiquée plus haut.

M. Plichon devait, lors de la séance du 28 mars 1912 (1), déposer un amendement, tendant à exempter de la loi les usines à feu continu et les travaux nécessairement continués (2). Ces réserves déjà faites par le décret de 1902, rendu en application de la loi de 1848, doivent être insérées dans la loi, plutôt que de rester l'apanage d'un règlement. Mais cela, remarquons-le, ne saurait en rien porter atteinte au principe de la loi, nous aurons à revenir sur ce sujet. M. Albert Thomas devait dans son amendement proposer pour ce cas le système des trois équipes de 8 heures. M. Plichon parle de nouveau des hauts-fourneaux, de la production de l'éclairage électrique, de la propulsion des turbines et enfin, des appareils produisant le fer et l'acier comme les convertisseurs Bessemer ou les fours Martin-Siemens. Ces appareils ne sont pas, sans doute, à feu continu. On peut arrêter ou ralentir leur marche, mais une fois la réaction commencée, il est impossible de savoir à quelle heure du jour ou de la nuit elle sera terminée : « on est donc obligé de maintenir à pied-d'œuvre, les équipes qui doivent les servir, non pas que ces équipes aient un travail permanent à faire, loin de là, mais parce qu'il est matériellement impossible de savoir à l'avance à quel moment leur intervention deviendra nécessaire. Il faut qu'elles soient toujours prêtes à intervenir dès le moment venu. » On peut en dire autant du laminoir.

Le haut-fourneau, lui, ne s'éteint que pour être démoli.

(1) Séance du 28 mars 1912, *J. O.* du 29, p. 1004.

(2) Voir plus loin « Textes. »

Tout le temps de sa durée, cinq, dix, quinze, vingt ans, on ne peut pas prévoir une durée maxima de travail, parce qu'on ne peut pas savoir du tout à quelle moment les coulées se produisent.

Répétons-le, ces considérations ne sauraient nuire. nous avons vu pourquoi, au principe général de la loi.

M. Plichon (1) demande des dérogations permanentes pour les usines à feu continu et les travaux nécessairement continus, il dépose un amendement dans ce sens. Nous nous sommes étendus et reviendrons sur ce sujet (2).

On a reproché au projet de loi son manque de souplesse, dit M. Léon Bourgeois (3), et de là résulterait pour les industriels de graves inconvénients en cas de presse et de production hâtive. Mais est-ce que cette souplesse n'est pas précisément assurée par un système de larges dérogations qui accorde 60 journées de travail à 12 heures pour toutes les industries de plein air, avec un système de « comptes courants », non seulement par établissement, mais par atelier, lorsque l'établissement comprend des ateliers de professions distinctes.

Cette souplesse est encore assurée par l'article 2 qui comporte des exceptions relatives aux opérations continues effectuées par équipes successives pour les cas d'accidents et de force majeure.

Le projet admet donc toutes les facilités d'accommodations pour l'industrie et comporte assez d'exceptions et de dérogations pour être assez facilement accepté,

(1) Séance du 28 mars 1912, *J. O.* du 29, p. 1004.

(2) Voir plus loin « Textes. »

(3) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 527.

Certains patrons (1) se débarrassent donc de leurs apprentis pour pouvoir faire 11 ou 12 heures aux moments de presse, ce que la loi de 1900 leur défendrait (2). Pour y remédier, selon l'inspecteur de la troisième division (1909) il suffirait d'accorder à toute industrie une tolérance de 12 heures par an. Et c'est précisément le vœu que réalise le projet de loi qui prévoit que, sans aucune formalité préalable, il sera ouvert de droit à tous les industriels, qu'ils aient un personnel mixte ou qu'ils n'emploient que des adultes, sous le régime de la loi de 10 heures, un crédit de 60 jours à 12 heures, s'il s'agit d'une industrie de plein air, crédit qui sera épuisé sur simple préavis.

M. Jules Roche et M. Plichon ont prétendu que ces dérogations sont un leurre, parce qu'on donne la dérogation par établissement, et que, même si l'établissement compte 10.000 ouvriers, il suffira que 10 d'entre eux fassent une journée de 12 heures, pour que le crédit total soit diminué à l'encontre de 9.900 autres. Mais on peut répondre à cela que le système de la loi ne change rien à la jurisprudence actuelle, qui admet que les heures supplémentaires s'appliquent *séparément* aux ateliers distincts, c'est-à-dire aux ateliers occupant des ouvriers de professions différentes et ne pouvant passer des uns dans les autres. De plus, et en dehors de ces dérogations qui assouplissent la loi, le projet prévoit un certain nombre d'*exceptions*, notamment pour certaines opérations dans les usines à feu continu, pour certains travaux préparatoires ou complé-

(1) Cf. proj. de loi du 7 févr. 1912, min. du Trav. (d. p. n° 55, *J. O.* p. 524), rend. Com. du Trav. des f. et enf. dans l'industrie.

(2) Cf. M. J. Godart, séance du 22 fév. 1912, *J. O.* du 23, p. 426.

mentaires, pour les cas d'accidents ou pour cause de force majeure.

M. Emmanuel Brousse (1) s'attaque au chiffre de 60 jours proposé par le projet pour les dérogations, et se demande sur quels renseignements, sur quels avis, le Gouvernement s'est basé pour le choisir. Il estime qu'au lieu de mentionner dans le rapport « 60 jours », il serait préférable de mettre « 120 heures ». Il craint que les patrons, pour échapper aux rigueurs de la loi, n'organisent des équipes de roulement, et dans ce cas il serait nécessaire d'établir un compte-courant par ouvrier. Or, ces comptes-courants dont on menace les industriels, ce sera une comptabilité supplémentaire à établir, des complications nouvelles, des tracasseries, des vexations pour les industriels.

Il serait nécessaire, au dire de M. Emmanuel Brousse, de consulter les syndicats ouvriers et patronaux, non pas seulement sur les dispositions principales de la loi, mais aussi et plus spécialement sur la question essentielle des dérogations.

M. Lairolle (2) voudrait que l'on fit disparaître la distinction entre les industries saisonnières et les autres; que les dérogations soient pour tous de 90 jours par an. C'est, pour certaines industries, un minimum nécessaire (3). M. Godart en indique les graves inconvénients (harmonie rompue avec la loi de 1900 ou la Convention de Berne). Contre le ministre et le rapporteur, la Chambre adopte l'amendement (297 voix contre 297).

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 619.

(2) Séance du 30 mai 1912, *J. O.* du 31, p. 1181.

(3) Voir plus de détails au chapitre « Textes ».

Lors de la séance du 20 juin 1912 (1), une discussion des plus intéressantes s'est engagée sur l'amendement de M. Dubois (2), visant à accorder les dérogations par équipes, sans qu'elles puissent être cumulées. M. Fontaine indique quelle fut la jurisprudence jusqu'ici appliquée, et que maintenant, réforme importante de la nouvelle loi, ce sont les Tribunaux et non plus l'administration, qui seront maîtres des dérogations (3). Il n'est pas prouvé que le personnel des « équipes » n'est pas interchangeable. Dans les usines à feu continu, les équipes font 12 heures, on ne peut leur demander plus, alors, à quoi bon le texte? Pour les autres, actuellement, les dérogations sont comptées par jour, qu'elles s'appliquent à une ou plusieurs équipes. Dans le système de M. Dubois, non seulement il y a impossibilité de contrôle, mais il y a pour les usines qui ont conservé le travail de nuit, un avantage qui a été refusé aux autres (deux heures de dérogation par jour sur le même outillage, soit 180 jours). M. Fontaine est d'accord avec M. Dubois pour les *ateliers* distincts; pour les ateliers au personnel non interchangeable et les chantiers à main-d'œuvre locale considérés comme établissements distincts. En somme il n'y a pas grande différence entre son interprétation, celle de M. Godart, et le système de l'amendement rectifié. Une définition introduite dans la loi peut omettre des cas et lier les tribunaux.

Pour M. Dubois (4), les difficultés du projet en reviennent à une question d'élasticité et de souplesse.

(1) *J. O.* du 21.

(2) Voir au chapitre « Textes ».

(3) Voir au chapitre « Textes ».

(4) Séance du 29 février 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 532.

Les dérogations ne suffisent pas à résoudre la difficulté, d'autant plus qu'elles ont été mal comprises. Les dérogations devraient s'appliquer par atelier, comme le demandait M. Plichon. Dans le projet de loi, elles ne s'appliquent qu'aux établissements : « Par conséquent, dans un établissement qui peut comporter dix ateliers absolument distincts, et même plusieurs corps de métiers différents, par exemple ici des fondeurs, là des constructeurs mécaniciens ou des ajusteurs, ce qui ne se ressemble en rien ; il suffira, sur un personnel de plusieurs milliers d'ouvriers, qu'une équipe de dix ouvriers, dans un atelier, travaille deux heures en plus pour que tout l'établissement perde une journée de dérogation. Mieux que cela il suffira qu'ils travaillent une heure ou même une demi-heure en plus de la journée normale. »

Le système du projet de loi est donc impraticable et impracticable. Dans ces conditions, les soixante jours de dérogation peuvent, en fait, se réduire à quelques heures. Qu'arrivera-t-il ? C'est que le Parlement sera obligé de surélever encore ses droits de douane, pour arriver à protéger des industries qui, normalement, se protégeraient elles-mêmes, si on les laissait travailler dans les mêmes conditions que les industries étrangères concurrentes.

Quelle est en effet la situation de ces dernières ?

M. Vaillant (1) fait observer que la loi de 10 heures proposée, n'est pas en réalité une loi de 10 heures. Elle permet en effet l'emploi d'équipes de 12 heures dans les usines à feu continu, et elle exclut un grand nombre de professions,

(1) Séance du 7 mars 1912, *J. O.* du 8, p. 625.

par exemple les professions commerciales. Les dérogations deviennent dans le projet de la Commission, une généralité; elles sont générales à ce point que la loi devient une loi de 10 heures, mais seulement en neuf mois de l'année, pour certaines professions, comme les professions de plein air, et une loi de 10 heures pour 10 mois, en d'autres professions. Aux *États-Unis*, au contraire, les dérogations n'existent pas, précisément en ce qui concerne ces professions, et en ce qui concerne les "métiers de plein air, les métiers du bâtiment, c'est en été, aux époques où notre loi va permettre la journée de 12 heures, qu'aux *États-Unis* la durée se trouve réduite à moins de 8 heures. En hiver, au contraire, par le fait même de la limitation qui résulte de la moindre durée du jour, la réduction légale de la journée a moins lieu de s'appliquer.

En outre, aux *États-Unis*, les dérogations ne sont accordées que dans des cas exceptionnels, tels que incendies, menaces d'inondations et autres cas de *force majeure*. On ne prévoit pas de dérogations en des cas « ordinaires ».

M. Lefas, favorable au principe de la loi (1) soutient le contre-projet signé de MM. Loussial, Charles Deloncle, et lui, qui comporte le calcul des heures de travail à l'année, de préférence au calcul à la journée, comme le voudrait le projet gouvernemental, ou à la semaine, comme en Angleterre, et cela parce qu'avec ce mode de calcul, la loi serait applicable sans *dérogations* (300.000 heures par an).

Une fois cette base de calcul adoptée, il faut se demander si l'on conservera comme maximum de la journée, l'ancien

(1) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 728, cf. *infra* « Textes ».

maximum de la loi de 1848, c'est-à-dire 12 heures, ou bien si, conformément aux usages de la plupart des industries à l'heure actuelle, on abaissera ce maximum à 11 heures. M. Lefas a laissé, dans sa proposition, subsister l'ancien maximum de 12 heures pour deux raisons : d'abord, parce que, selon le vœu des présidents des Chambres de Commerce, c'est le meilleur moyen d'éviter toute dérogation à la loi et aussi parce que c'est le maximum qui figure dans le projet du Gouvernement et de la Commission. Il faut toutefois remarquer qu'à toute journée de 12 heures correspond une journée de 8 heures.

M. Lefas, de même que le Ministre du Travail, est partisan de l'*unification* de la journée de travail, sans toutefois la croire possible sur la base de 10 heures.

L'expérience, en effet, qui a été faite pour les femmes et les enfants, a démontré que cette journée reposait sur une base tellement étroite et gênante, qu'on n'avait pu l'appliquer, même aux femmes et aux enfants, qu'avec de continues et nombreuses dérogations. Mais, même avec des dérogations, cette journée est si difficilement applicable, que le Sénat a voté une proposition de loi, déclarant légales et accordant de plein droit aux industriels, les dérogations à la loi de 10 heures, pour lesquelles il fallait jusqu'alors demander et obtenir la permission de l'Inspecteur du Travail. Le Sénat indiquait aussi qu'il y avait avantage à adopter le calcul à la semaine (semaine anglaise).

Si les faits prouvent que cette base est trop étroite pour les femmes et les enfants, il semble étrange qu'on veuille l'appliquer à toutes les industries. « ...Vous n'y arriveriez

pas, si vous n'aviez pas prévu de continuelles dérogations à votre loi ».

Il semble évident, pour M. Lefas, que si l'on ne veut pas affaiblir les forces vives de l'industrie, en appliquant à toutes les industries la journée de 10 heures, on sera obligé d'accroître encore le nombre des dérogations au principe. L'exemple le prouve : « Les blanchisseurs viennent-ils se plaindre à la Commission ? Ne dites rien ! répond-elle, nous vous accorderons des dérogations. Le Bâtiment fait-il valoir qu'il ne travaille que dans la belle saison et qu'il lui faut dix quinzaines supérieures à la journée de 10 heures ? Ne dites rien ! On verra cela au moment des dérogations. Les industries saisonnières jettent-elles les hauts cris ? De quoi se plaignent-elles ? Les dérogations sont là pour y remédier. Les petits ateliers de campagne font-ils valoir qu'ils ne pourront pas se conformer à vos principes ? Qu'à cela ne tienne : nous allons exempter de la loi tous les ateliers qui comptent moins de cinq ou dix ouvriers. »

Si la Chambre vote le texte de la Commission, elle sera obligée d'accorder ces dérogations. C'est la preuve que la base de la loi, trop *étroite* l'empêchera d'être suffisamment *souple et générale*.

Sans doute la journée de 10 heures est, en fait, la journée normale de travail en France, mais va pour une moyenne et non pour un cadre invariable et rigide.

Le Ministre du Travail n'aurait-il pas commis une grave erreur en engageant l'industrie française à régler mieux sa production en vue d'établir la journée invariable de 10 heures avantageuse aux ouvriers comme aux patrons ?

Si, en effet, à certains moments de l'année, un industriel a tant de commandes qu'il ne peut pas les satisfaire toutes et si, à d'autres moments, il voit son industrie tomber au-dessous de la normale de travail, faute de commandes, cette irrégularité dommageable n'est pas son fait, mais le fait et la faute de circonstances extérieures à l'industrie qui en souffre.

M. Lefas donne comme exemple « la Mode » en prenant ce mot dans son sens le plus large, et fait observer que dans cette branche si importante de l'industrie et toutes celles qui s'y rattachent, il y a une très grosse difficulté pour les manufacturiers de prévoir et de devancer les besoins de la vente. S'étant trompés, ils s'exposent à entasser des stocks qui ne seront pas vendus où le seront à grosse perte.

Il en est de même pour « la Métallurgie ». On voit, dans cette industrie, arriver à certaines époques des commandes de locomotives, de machines, de matériel de guerre, puis ces commandes cessent de façon absolue quelques mois plus tard. La même chose dans la « Blanchisserie » dont la majeure partie de la clientèle émigre à l'époque des vacances, et surtout dans le « Bâtiment » où la Commission l'a si bien compris qu'elle prévoit pour lui 90 jours de dérogations. Aussi peut-on dire qu'à force d'avoir admis des dérogations, on ne maintient le principe qu'en ne l'appliquant pas, on ne le généralise qu'à coup de dérogations.

A propos du Bâtiment, M. Lefas fait remarquer que tandis que dans les villes on bâtit d'un bout de l'année à l'autre, hiver comme été, et qu'on emploie des machines

si les ouvriers ne sont pas en nombre suffisant ; à la campagne on ne bâtit pas pendant l'hiver, on n'y construit que pendant 5 mois, à la belle saison, et sans employer de machines. Aussi les ouvriers travaillent-ils souvent plus de 10 heures par jour. Il en est de même pour le travail des carrières.

Il paraît bien difficile d'appliquer à ces industries le maximum de la journée, autant qu'aux industries de pêche et du commerce des poissons.

« Je dis donc que la base du travail à la journée fixe n'est pas applicable, sans dérogations tellement nombreuses qu'elles étouffent le principe. Pour tout dire ce n'est pas une base industrielle, c'est une base de fonctionnaire. »

M. Lefas (1), blâme, dans le projet de loi des 10 heures, l'abondance des dérogations prévues et indique les dangers qu'elle peut faire redouter : « Je n'ai pas besoin d'insister sur les inconvénients multiples que présente l'inscription de ces dérogations à jet continu dans le texte soi-disant législatif qu'on vous prie d'adopter. Ce texte n'a plus, en réalité, que la valeur d'un vœu. D'abord il est trompeur. Vous dites et vous faites croire que vous réduisez la journée à 10 heures et vous venez de déclarer que cette réduction ne s'applique pas à toutes les industries qui pourraient en éprouver quelque gêne à l'heure actuelle.

En second lieu, ce principe des dérogations est arbitraire. Vous vous en remettez à des règlements qui susciteront des discussions sans fin sur le chapitre des dérogations, et au dehors de cette enceinte entre les patrons et les ouvriers,

(1) Séance du 14 mars 1912. *J. O.* du 15, p. 733.

et à l'intérieur même de cette enceinte. Que l'on accorde trop de dérogations ou que l'on en accorde trop peu, il en résultera des *conflits* entre les patrons et les ouvriers, conflits dont la responsabilité retombera sur vous. »

C'est pourquoi M. Lefas propose son système qui se passe de dérogations.

En calculant le travail à la semaine, on pourrait au moins gagner quelques heures pour le samedi. L'apprenti pourrait ce jour-là suivre quelques cours professionnels. Mais la semaine anglaise elle-même ne pourrait se passer de dérogations (c'est ce que constatait la proposition de loi du Sénat). Aussi les présidents des Chambres de Commerce de France ont cherché une base qui pourrait éviter les dérogations, tout au moins pour l'immense majorité des industries. Cette base ils l'ont trouvée dans le *calcul annuel*. Cette base répond à la réalité des faits. La vérité des faits c'est ce qui compte pour l'industrie ; c'est *l'inventaire*. Pour le patron, ce qui compte c'est le total annuel, pour l'ouvrier, c'est le total du salaire en fin d'année. Les dérogations seraient évitées par le mode calcul annuel des heures de travail. Seules quelques industries à feu continu, ou les professions de mécanicien et chauffeur, échapperaient peut-être à la règle générale. Il en résulterait, au point de vue du principe, beaucoup moins de difficultés *comme contrôle* qu'avec le projet de loi.

Une difficulté de fait pourrait se présenter au point de vue du contrôle, comme du reste dans le projet du Gouvernement, mais M. Lefas propose pour la résoudre d'instituer à côté du contrôle éloigné de l'inspecteur du travail, le contrôle de l'ouvrier, du personnel lui-même. Ce sont

les industriels qui le demandent, parce que si tous n'observaient pas scrupuleusement le calcul du total annuel, les plus consciencieux seraient volés. Comme moyen de ce double contrôle on pourrait employer un registre du travail dont les inspecteurs recevraient copie, qu'ils pourraient consulter et que le personnel ouvrier lui aussi pourrait vérifier. On pourrait étendre à toutes les professions, l'obligation pour les patrons d'afficher chaque semaine les heures d'entrée et de sortie du travail, ou d'exiger qu'à chaque carnet de paye, à chaque « quinzaine », à chaque « semaine » on indique les heures de travail de l'ouvrier ; il serait facile à ce dernier d'en faire la vérification.

Des moyens seraient prévus en cas de fraudes et les pénalités les plus graves seraient appliquées aux fraudeurs.

Le contre-projet, termine M. Lefas, répond aux préoccupations d'hygiène et de progrès de demain ; il solutionne la question de l'apprentissage, permet l'introduction de la semaine anglaise, diminue pour l'ouvrier les craintes de chômage et surtout a un caractère de pacification où une élite patronale vient tendre la main à l'élite ouvrière.

M. Godart (1), rapporteur, demande à la Chambre de repousser le contre-projet qui peut se résumer en ces termes : « pas plus de 12 heures par jour, pas plus de 3.000 heures par an. » Il maintient la journée de 10 heures, en permettant au patronat de se mouvoir dans la journée de 12 heures. Or, ceci amène un déséquilibre évident et un dommage certain pour la main-d'œuvre. Et M. Godart s'efforce de le démontrer (2). En ce qui concerne spéciale-

(1) *J. O.* du 15 mars 1912, p. 735.

(2) Cf. *passim* : apprentissage, semaine anglaise, etc...

ment les *dérogations*, M. Godart fait remarquer que la Commission en a réglementé le régime, de la façon la plus large possible en vue de supprimer tout arbitraire et d'éviter toute énumération d'un règlement d'administration publique. Ce qu'on donne à toutes les industries c'est un crédit de *soixante jours* à 12 heures. Il n'est donc pas possible de dire que le régime des dérogations, tel que le prévoit le projet de loi actuellement en discussion, soit un régime arbitraire puisque c'est un régime absolument général ne comportant aucune exception.

On ne peut pas dire, soutient à son tour M. Fournier (1), que le projet du Gouvernement manque de *souplesse*. Les dérogations l'assurent du contraire. Les petits artisans, par exemple, pourront grâce à elles pendant la période d'été, donner largement satisfaction à leur clientèle. Pendant les courtes journées d'hiver, au contraire, alors que la lumière du soleil ne permet pas de travailler longtemps, ils pourront réduire le nombre d'heures de leur journée.

M. Lefas (2) revenant aux objections de contrôle, que l'on a fait à sa proposition, estime qu'elles ne portent pas, puisque les chefs d'industrie eux-mêmes ont déclaré qu'ils étaient tout disposés à se soumettre aux complications que ce contrôle entraîne. D'autre part, comme le calcul est fait par établissement, sur la base annuelle de 3.000 heures, il n'est pas possible de se livrer à la fraude qui consisterait pour le patron à diviser son année en période de travail de 12 heures, pour lesquelles viendraient successivement

(1) *J. O.* du 15 mars 1912, p. 736.

(2) *J. O.* du 15 mars 1912, p. 740.

se relayer différentes équipes d'ouvriers (maximum annuel pour chaque établissement).

On dit que le projet du Gouvernement donne à l'industrie 3120 ou 3180 heures, alors que M. Lefas ne lui en donne que 3.000; c'est vrai, mais seulement théoriquement, car il ne faut pas oublier que dans le projet du Gouvernement toute journée commencée, même incomplète, est comptée pour 10 heures. M. Lefas, lui, apporte 3.000 heures effectives.

Et lorsqu'avec le système de la Commission et du Gouvernement l'ouvrier, donnant à l'industrie 120 ou 180 heures supplémentaires par an, fait une journée de 11 ou 12 heures, la veille ou le lendemain il fait néanmoins 10 heures. Avec le calcul de M. Lefas, à une journée de 12 heures correspond une journée de 8 heures, à une journée de 11 heures une journée de 9 heures; d'où facilité du repos et des cours d'apprentissage.

M. Bourgeois (1), Ministre du Travail, estime aussi que le contrôle des 3.000 heures par an n'est pas réellement et pratiquement possible, même si les patrons l'acceptent; l'inspection du travail ne peut pas l'accepter, elle ne pourrait vérifier le temps employé par le patron au cours de cette comptabilité annuelle.

Il fait très justement observer aussi que le contre-projet Lefas est un recul sur la loi de 1900 (2) qui consacre les 10 heures intangibles pour les femmes, les enfants et les adultes travaillant avec eux, et dont les *déroptions* qui existent il est vrai, n'entraînent pas autant de conséquences

(1) J. O., du 15 mars 1912 p., 740.

(2) Ce serait un retour à la loi de 1848 :

que le système de M. Lefas. Elles maintient le principe de la journée de 10 heures (1).

Dans les ports où, comme à Bordeaux, Rouen, le Havre, Marseille, la Rochelle, dit M. Louis Dubois, (2) on a établi une journée normale de travail, on fait des heures supplémentaires, on travaille quelquefois jusqu'à minuit et au delà. Grâce à ces heures supplémentaires l'ouvrier peut travailler pendant 11, 12 heures ou davantage. Les ouvriers y trouvent leur compte en raison de l'instabilité et de l'irrégularité du travail; ils restent quelquefois 1 jour, 2 jours, 3 jours, une semaine désœuvrés, et sont bien aise de faire quelquefois des heures supplémentaires qui leur sont souvent payées le double et leur permettent de récupérer les périodes de chômage (3).

M. Molle, comme nous le verrons plus loin, fait justice de ces allégations... Il reconnaît d'ailleurs que des dérogations sont parfois indispensables, lorsque par exemple un vapeur, arrivé à la dernière partie du délai imparti par la Charte-partie, a déjà « doublé ses mains » et donné au travail toute l'intensité possible.

M. Godart, rapporteur, explique que les entreprises de chargement et de déchargement étant des entreprises de plein air, les ouvriers pourront, pendant 90 jours par an, faire une journée de 12 heures, ayant en outre le bénéfice de l'exception pour cas de force majeure. Les 90 jours de dérogations permettront de faire par journée, 2 heures

(1) Le contre-projet de M. Lefas fut repoussé par 407 voix contre 48.

(2) Séance du 21 mars 1912. *J. O.*, du 22 p. 868.

(3) M. Dubois demande que la loi ne soit pas applicable aux entreprises de chargement et déchargement; voir plus loin : textes.

supplémentaires, ce qui compensera le chômage forcé de ces sortes d'entreprises. Au surplus, pour certains cas particuliers, comme celui cité par M. Molle (vapeur à la veille de surestaries), les règlements d'administration publique tiendront compte des intérêts en présence.

M. Delpierre (1), parlant de la petite et moyenne industrie qui ne pourra continuer à vivre avec la nouvelle loi, indique que si cette loi prévoit bien 90 jours de dérogations, elles sont accordées de telle façon que lorsqu'on aura travaillé 1 heure supplémentaire, on aura épuisé le crédit d'un jour alors qu'en réalité on aura allongé la journée d'une heure seulement. — C'est, dans ce cas, 60 ou 90 heures de dérogations que l'on accorde et non 60 et 90 jours. Aussi vaudrait-il mieux compter les dérogations par *heure* et non par jour.

Le système de la Commission, dit M. Lefebvre du Prey (2), est insuffisant et ne répond pas aux nécessités de notre industrie nationale. La réduction à 60 jours par an du nombre de dérogations par établissement n'est pas pratique et ne permettra pas à l'industrie de faire face à toutes les nécessités de la concurrence internationale.

M. Lefebvre du Prey suppose un industriel occupant mille ouvriers. Le système de la Commission lui accorde 60 jours de dérogations par an pour son établissement. Supposons qu'un jour il ait besoin de faire travailler 10 de ses ouvriers pendant deux heures supplémentaires et qu'il ne fasse travailler que ces 10 ouvriers, il n'en sera pas

(1) Séance du 28 mars 1912. *J. O.*, du 29., p. 1002.

(2) Séance du 30 mai 1912. *J. O.*, 31.5.12., p. 1171. — Lefèvre du Prey est l'auteur d'un amendement au sujet des dérogations. — Voir textes.

moins considéré comme ayant employé ses *mille* ouvriers et perdra le bénéfice de 1980 heures : « Et alors, de deux choses l'une, ou bien, étant raisonnable, ne voulant pas forcer 990 ouvriers à travailler sans nécessité urgente, il se résoudra à cette perte, sauf à en subir plus tard le fâcheux contre-coup ; ou bien, ne pouvant s'y résigner, il exigera le travail supplémentaire de tous ses ouvriers et ce sont eux qui finalement en éprouveront les conséquences. »

Même si l'on prend le mot « établissement », non pas dans son ensemble mais dans ses ateliers distincts, il y aura toujours pour le patron perte d'un crédit d'heures important. D'où le système de M. Lefebvre du Prey d'accorder les dérogations par heures et par ouvrier. M. Lefebvre du Prey est d'accord avec la Commission pour accorder des dérogations plus étendues aux industries saisonnières ou employant des matières périssables.

L'unification de la journée de travail *uniformément* et pour tous 10 heures, avait dit M. Jules Roche (1), est impossible à réaliser. Il est certaines industries, comme par exemple celle du bâtiment, où les conditions mêmes du fonctionnement sont un obstacle à une règle unique. Il faut distinguer entre ceux qui préparent la construction et ceux qui l'exécutent. L'adoption du projet entraînerait une augmentation de 25 0/0 sur les dépenses de main-d'œuvre de la construction d'un bâtiment à Paris.

En ce qui concerne la question des paliers, on sait que l'unification prévue par le projet de 1910, sur la base de 10 heures de la journée de travail des ouvriers de plus de

(1) Séance du 5 mars 1912. *J. O.*, du 6 p. 599.

18 ans, doit se faire avec prudence et non brusquement, puisque le Gouvernement et la Commission ont adopté le système des paliers, grâce auquel on passera successivement de 11 à 10 heures 1/2 puis à 10 heures tous les deux ans (1).

M, Lauche, au nom du parti socialiste (2), se ralliera au projet du Gouvernement tout en espérant que cette victoire ne sera qu'un commencement, un acheminement vers une intervention plus grande de l'État, autrement dit vers la journée de 8 heures. Toutefois il n'accepte pas toutes les dispositions du projet et repoussera avec ses collègues socialistes le système des *paliers*. D'abord si l'on décide que l'ouvrier fera 11 heures, puis 10 heures 1/2, il en résultera pour beaucoup une aggravation de la loi actuelle parce qu'un certain nombre d'industriels qui ont réduit la journée de travail à 10 heures en profiteront pour la prolonger jusqu'à 11 heures. Le Gouvernement, dès 1900, avait pris l'engagement de réduire la journée des ouvriers adultes ; il y a sept ans qu'il a déposé son projet de loi qui n'a pas encore été voté. Il serait souverainement injuste de faire supporter aux ouvriers la faute de l'inaction du Parlement.

V

Semaine anglaise. — Quelles vont être les répercussions de la loi des 10 heures sur la question de la semaine

(1) Voir les détails au Ch. Textes.

(2) Séance du 8 février. *J. O.*, du 9 p. 245.

anglaise ? Il est intéressant de se le demander, extrêmement brièvement.

Le vote de la loi, suivant M. Lefas (1), nuirait à l'adoption de la semaine anglaise, si vivement désirée par les ouvriers.

La question de la semaine anglaise n'est pas nouvelle en France. M. Waddington dans un de ses rapports, cite plus de dix départements en France où ce système est pratiqué ; il y est bien vu par les populations, parce qu'il permet à l'ouvrier qui travaille au loin de revenir le samedi dans la ville où se trouve sa famille. D'après le rapport de M. Waddington, 240 établissements pratiquent le système dans l'Ardèche, 60 dans l'Isère. Dans le Rhône et la Loire, ce système est également fréquent et l'Inspecteur divisionnaire du travail à Lyon écrivait : « J'estime qu'on donnerait satisfaction à bon nombre de mouliniers en soie, de tisseurs de soieries et leurs ouvrières, en fixant la durée du travail à 60 heures par semaine avec maximum de 11 heures par jour les cinq premiers jours. De cette façon, il ne serait pas nécessaire d'édicter de nouvelles mesures pour rendre le contrôle efficace. »

Or, en adoptant le projet des 10 heures, on rend ce progrès impossible.

M. Godart, rapporteur (2), répondant à M. Lefas et combattant son contre-projet, estime au contraire que la loi des 10 heures ne sera pas un coup pour la semaine anglaise. Elle pourra et devra être établie avec la journée de 10 heures. Dans la réalité la conciliation s'est faite. Dans la région du sud-est, dans l'Ardèche, dans la Loire, dans la Haute-

(1) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 732.

(2) Séance du 14 mars 1912, *J. O.* du 15, p. 735.

Loire, dans les tissages et les filatures dont a parlé M. Lefas, on peut en trouver maint exemple. Il existe des usines-pensionnats, des usines-internats où les jeunes paysannes de la région sont amenées par des voitures spéciales ou par des trains ouvriers le lundi matin, d'où elles sortent seulement le samedi à midi ou à 2 heures, pour aller passer la soirée du samedi et le dimanche dans leur famille, d'où elles rapportent les provisions de bouches nécessaires pour la semaine. L'application des 10 heures n'a pas été du tout un obstacle à cette méthode, et dans la plupart des usines de la région lyonnaise les jeunes filles et les enfants continuent d'avoir la journée de 10 heures et la liberté du samedi après-midi.

A ce propos, M. Godart indique que le Sénat voudrait revenir à la journée de 11 heures. Il ne croit pas, quant à lui, que cela soit utile, puisque l'expérience a démontré que la semaine anglaise était compatible avec la journée de 10 heures.

CONCLUSION

LA LOI DES DIX HEURES

Ainsi donc, jusqu'à la loi du 30 mars 1900, la journée de travail des ouvriers adultes n'avait été réglementée que par le décret-loi du 9 septembre 1848, assignant la limite de 12 heures de travail effectif aux ouvriers occupés dans les usines et manufactures (1).

La loi du 30 mars 1900 unifie la durée du travail dans les usines, manufactures, fabriques, ateliers et chantiers, lorsque ce travail est effectué dans les mêmes locaux par les adultes d'une part, et de l'autre par les enfants et par des femmes (10 heures à la date du 30 mars 1904 après deux périodes de 11 heures et 10 h. 1/2).

L'intention du législateur avait été, selon M. Viviani, employant les expressions mêmes qui figurent dans le projet Doumergue de 1906 : « de répondre aux protestations et aux résistances fondées sur la variété des régimes de travail, qui résultaient de la loi de 1892, combinée avec la loi de 1848, et de faciliter le contrôle que ces différences de régime rendaient trop souvent illusoire. » Et c'était aussi d'introduire dans la grande majorité des établissements industriels du pays, la journée de 10 heures.

(1) Exposé des motifs. Doc. parl. annexe 272, session ordinaire de la Ch. des Députés, p. 648.

La loi du 30 mars 1900 avait ramené à 10 heures la journée de travail d'un assez grand nombre d'adultes, mais elle n'avait pas eu un effet aussi général qu'on l'escomptait, et cela à raison de l'interprétation trop stricte donnée par la Cour de Cassation aux expressions vagues « employés dans les mêmes locaux. » D'où la nécessité d'inscrire la limite des 10 heures dans un projet visant *tous* les établissements industriels.

La crise de l'apprentissage, dont les origines sont multiples, a, d'autre part, été aggravée par les dispositions de la loi de 1900. M. Doumergue et après lui M. Viviani n'hésitent pas à le reconnaître. Ils constatent que les renvois d'enfants se sont particulièrement produits « dans d'autres métiers où l'apprentissage a une importance particulière (1). »

Les conséquences résultant de l'état de la législation sur la durée du travail, surtout depuis la loi de 1900 sont telles (2) que dès 1902, M. Trouillot, Ministre du Commerce, répond ainsi à une interpellation de M. Lhospiteau : « Nous croyons qu'il y aura lieu avec la Commission du Travail que la Chambre doit bientôt nommer, d'examiner dans un tout autre esprit les propositions fort intéressantes qui se sont déjà produites, de rechercher s'il n'est pas possible de combiner toutes les dispositions actuellement existantes sur la réglementation du travail et un peu embarrassantes par leur complication, en une législation unique qui aurait ce double caractère d'être à la fois plus générale

(1) Cf Apprentissage, II^e partie, ch. IV et III^e partie, ch. VIII.

(2) M. Léon Bourgeois, Ministre du Travail, séance du 29 fév. 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 524.

et plus souple : plus générale, c'est-à-dire s'appliquant à tous les adultes également, qu'ils travaillent seuls ou dans les ateliers mixtes, qu'ils travaillent dans les ateliers ou dans les usines et en même temps plus souple, c'est-à-dire permettant des dérogations pendant certains jours pour certaines industries avec des tolérances plus larges pour les adultes. »

Le nouveau projet répond à ces desiderata; aussi M. Léon Bourgeois le considère-t-il comme étant en quelque sorte l'héritage de la loi de 1900. La nécessité s'impose d'une loi générale établissant l'unité de régime de la journée de Travail.

Il va sans dire qu'il est impossible de songer à unifier, en reportant à un chiffre d'heures plus élevé, le travail commun de l'industrie. La seule base possible est la journée de 10 heures accordée déjà à une grande partie de l'Industrie française. On y est conduit par la nécessité des faits et par la logique de l'esprit (1). On ferait du reste bénéficier la réforme de deux tempéraments : une période transitoire de paliers et des dérogations. (On trouvera plus loin le texte exact du projet de M. Viviani et la rédaction définitive adoptée par la Chambre.)

Il n'est pas sans intérêt de remarquer « combien est lente et difficile l'organisation du travail, la conquête d'un peu de mieux-être. Il a fallu de véritables luttes, des discussions passionnées, plus d'un demi-siècle pour arracher quelques progrès. La journée de 12 heures est établie en 1848 ; mais avec quelles restrictions ! Il faut venir jusqu'en 1900 pour

(1) M. Léon Bourgeois, séance du 29 fév. 1912, J. O. du 1^{er} mars, p. 524.

obtenir indirectement en faveur des adultes la journée de 10 heures; et encore pour aboutir, a-t-il fallu sacrifier momentanément les droits acquis des enfants et leur retirer un temps la journée de 10 heures pour leur imposer celle de 11 heures. Aujourd'hui l'œuvre doit être complétée. Les solutions partielles qui ont été données ont créé un état de déséquilibre qu'il importe de faire cesser (1). »

M. Lacombe (2) fait très spirituellement toucher du doigt cette lenteur, en rapprochant le texte du décret de 1848 et celui du projet de 1910.

« La journée de travail, dit le premier, est diminuée d'une heure ». En conséquence, à Paris, où elle était de 11 heures, elle est réduite à 10 heures; en province où elle avait été jusqu'ici de 12 heures, elle est réduite à 11 heures.

« A partir de la promulgation de la présente loi, dit le projet de M. Viviani, la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes... ne pourra excéder 11 heures. Au bout de 2 ans, elle sera réduite à 10 h. 1/2, et au bout d'une nouvelle période de 2 ans, à 10 heures. »

« C'est 70 ans qu'il nous a fallu pour rattrapper, au profit de la province, une heure de retard. Qui donc reprochait au législateur une hâte déconcertante? »

Mais cette fois, il est sérieusement question de résoudre le problème.

Notre conviction est faite; la nouvelle loi s'impose. Nous croyons avoir suffisamment montré pourquoi l'évolution et les mœurs livrées à elles-mêmes seraient incapables

(1) Rapport de M. Justin Godart du 15 avril 1911, Ch. des Dép. annexe 967. Doc. Parl., p. 1444.

(2) La question des dix heures. Le mouvement social, 15 nov. 1912.

d'accomplir les réformes désirables. Certains progrès ne se font pas d'eux-mêmes, il faut les provoquer, sous menace de rétrograder.

Et le progrès est bien, nous sommes tous d'accord sur ce point, disait le député conservateur, P. Beauregard (1), de diminuer le temps de travail.

Une grosse proportion des ouvriers, 83 0/0, selon M. Bourgeois (2), a déjà de fait la journée de 10 heures. On s'est basé là-dessus pour dire : laissons faire, ils ne tarderont pas à l'avoir tous. Nous nous basons là-dessus, au contraire, pour dire : puisque la réforme est déjà plus qu'à moitié faite, pourquoi tant tergiverser, discuter, ajourner ? Contre ceux qui croient encore aux perturbations qu'apporterait la loi, ce nous est une arme nouvelle ; c'est plus d'une consécration que d'une révolution qu'il s'agit :

Mais « dire qu'il y a 25 0/0 d'ouvriers adultes qui ne bénéficient pas encore de la réduction de la journée de travail à 10 heures, ce n'est pas dire que la réforme est pour-tant réalisée et qu'il ne reste plus rien à faire. Dire qu'un *ouvrier sur quatre* travaille dans des conditions que nous ne considérons pas comme suffisamment humaines, ce n'est pas dire que la réforme est déjà accomplie en fait. Il faut faire pour le dernier quart des travailleurs français, l'effort qui a réussi pour les autres. C'est accomplir une œuvre de justice que de placer ces travailleurs dans la situation à laquelle ils ont droit.

Au reste, le projet du Gouvernement apparaît sous son véritable jour, comme une œuvre de transaction : « Une

(1) Séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 373.

(2) Séance du 29 fév. 1912, *J. O.* du 1^{er} mars, p. 528.

mesure législative visant le régime du travail dans toute l'industrie est appelée à une répercussion lointaine sur les rapports de ces deux grands facteurs de la production : le Capital et le Travail. Au sein de la Commission, nous avons vu se manifester les tendances les plus opposées. Entre les résistances de certains et les impatiences des autres, nous avons pensé qu'il y aurait un moyen terme, un système intermédiaire et, disons le mot, une transaction qui vous permettrait d'adopter une législation à la fois utile et humaine, également éloignée de toutes les exagérations, qui ménagerait l'effort quotidien du travailleur et qui sauvegarderait les nécessités de notre industrie nationale. C'est le projet de loi de la journée de 10 heures avec dérogations. » (1)

Tant qu'à nous, nous nous sommes placés à un point de vue spécial. Nous avons cru pouvoir établir que la méconnaissance de la *base physiologique* dans la durée actuelle du travail était en réalité la cause du surmenage ouvrier avec toutes ses conséquences, individuelles et nationales, la cause de la crise de l'apprentissage. Nous avons, d'autre part établi le droit naturel de l'ouvrier, à ce qu'on en tienne compte et la nécessité de l'intervention de l'État.

Le problème était dès lors résolu. Que le projet des 10 heures apparaisse comme tenant suffisamment compte de la donnée physiologique, nous étions gagnés à sa cause et résolus à la défendre.

Nous l'avons fait. Envisageant toutes les conséquences que son application pourrait entraîner, nous avons pu

(1) M. Garat, membre de la Commission, séance du 15 fév. 1912, *J. O.* du 16, p. 378.

répondre avec succès aux objections de divers ordres qu'il avait soulevées. Ce nous fut un bonheur. N'y eussions-nous pas réussi que la question de principe serait demeurée sauve.

La loi des 10 heures a été votée par la Chambre. Elle le sera par le Sénat dans un avenir que nous voulons croire rapproché, et sans trop de restrictions nouvelles (1).

Il est donc entendu que « dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines

(1) Le projet a été discuté à la Chambre d'une manière extrêmement complète, mais étant donné la formidable majorité dont dispose le parti socialiste, uni au parti radical-socialiste, à un groupe assez nombreux de républicains indépendants (nuance Reinach), et au groupe de Mun, il est évident que l'adoption ne pouvait faire aucun doute. La Chambre était acquise d'avance à la loi. Il est cependant probable qu'il en sera de ce projet comme de celui sur les bureaux de placement : il sera fortement remanié par le Sénat, et on peut s'attendre à voir se multiplier les dérogations et les exceptions. Le vote définitif ne saurait se prévoir avant 1919 ou 1920.

Guerre et main-d'œuvre. — Il semble qu'étant données les circonstances actuelles, l'objection suivante puisse encore être faite contre l'adoption trop rapide de projets réduisant la durée du travail. A l'issue de la guerre, et devant le grand mouvement industriel qui ne manquera pas de se produire, la main-d'œuvre va se trouver raréfiée chez les belligérants, à la suite de pertes d'hommes considérables qu'aura entraînées la prolongation d'aussi meurtriers combats. Chez les neutres, il ne sera pas loin d'en être de même, car de nombreux travailleurs émigreront chez leurs voisins. Il y aura partout une forte demande de main-d'œuvre contre une offre relativement assez faible. Il semble bien que, conformément à la loi de l'offre et de la demande, les ouvriers seront en bonne posture pour imposer leurs conditions aux employeurs : d'aucuns ne manquent pas déjà de faire comprendre qu'ils en abuseront.

Et c'est dans de semblables conditions, que nous n'avons pas craint de conclure à la nécessité de mesures législatives, réduisant en l'unifiant la durée de la journée de travail, alors qu'il semblerait plutôt nécessaire d'envisager — on en a parlé — une intervention de l'État pour protéger les patrons!

A la vérité, le danger de la main-d'œuvre réduite, imposant au patron des conditions draconiennes, est aussi illusoire. Nous nous refusons

minières et carrières pour lesquels la durée du travail n'est pas réglée par des lois spéciales, dans les entreprises de chargement et de déchargement, ainsi que dans les dépendances de tous ces établissements..... le travail effectif des ouvriers adultes ne peut dépasser 10 heures par jour. » Le système des paliers, des dérogations tempère ce texte.

Cependant, disons-le franchement, pour traduire la pensée même du lecteur, il ressort de tout ce que nous avons vu que si le projet Viviani respecte en très grande partie la base physiologique que nous avons établie, il ne le fait encore que de façon « minimum. »

d'ailleurs à croire que, sur le total général des travailleurs, la raréfaction en soit aussi sensible qu'on veut bien le dire. Et puis, avant la guerre, on se plaignait déjà du manque de main-d'œuvre ; les statistiques démontrent-elles que les ouvriers ont de ce fait, conquis plus de privilèges que lorsqu'elle était abondante ? Pas le moins du monde. A l'inverse, le chômage sévissait autant, sinon plus qu'à l'habitude. Les syndicats, les grèves, la puissance des moyens de défense et d'action ouvrière sont en réalité assez peu influencés, croyons-nous, par les facteurs de la loi de l'offre et de la demande, à moins d'un déséquilibre entre eux vraiment considérable et surtout alors qu'il ne s'agit pas du taux des salaires. Le Patronat dispose d'ailleurs d'armes assez puissantes dont les ententes officieuses ne sont pas les moindres. Mais il y a plus.

Supposons un instant que des salariés puissent être en posture d'imposer aux employeurs des conditions que ces derniers jugent défavorables à tort ou à raison pour eux et leur entreprise, on aurait vite fait d'arriver, tout au moins momentanément, aux cartels officiellement reconnus. Les ententes entre producteurs offrent, au reste, un tel avantage qu'on n'a pas manqué de profiter des circonstances pour essayer d'en rétablir le fonctionnement légal. On a fourni un argument qui n'est pas sans valeur au point de vue patriotique, quand on a dit que la prospérité considérable de certaines branches de l'industrie allemande n'a été rendue possible que par les cartels.

Ainsi donc, malgré la baisse dans l'offre de la main-d'œuvre, au regard de la demande dont elle sera l'objet, il ne nous semble pas démontré qu'il faille renoncer à prendre les mesures nécessaires à la protection de la race, à son amélioration morale, et, en fin de compte à l'intensité de la production elle-même.

Il ne saurait donc être pour nous le terme de la limitation légale de la durée du travail que nous puissions considérer comme propre à nous satisfaire définitivement.

Ce fut aussi l'avis de la Commission du Travail (1). A l'unanimité, elle a chargé son rapporteur de déclarer qu'elle ne considérerait pas la journée de 10 heures comme la journée normale à laquelle il convenait de s'arrêter. Elle pense que ce n'est là qu'une étape, « que la journée de 8 heures est éminemment désirable, car elle seule, en ménageant les forces du travailleur, en lui laissant les loisirs nécessaires pour la vie de famille et la vie sociale, pour son éducation, peut servir utilement les intérêts de l'industrie et du pays, et réaliser la justice de la production. »

M. Godart (2), répondant à M. Vaillant un an plus tard, reconnaît encore que la « journée de 8 heures est éminemment désirable et que la Chambre en votant d'abord la réforme des 10 heures, la seule pouvant être immédiatement appliquée, fera une étape utile vers la réalisation des 3 huit. »

Puisse le lecteur se ranger ainsi que nous à son avis autorisé.

Dans une conférence à la Fédération des Industriels et Commerçants. M. le Professeur Raoul Jay citait ces paroles du Dr Grancher : « A mon avis, la journée de 8 heures s'impose et s'imposera même pour les adultes. » Un auditeur s'exclama, non sans quelque ironie : les Trois-huit ! « Oui, répondit M. Jay, les trois-huit, qui assureront à l'ouvrier un peu de repos, un peu de santé, un peu de vie

(1) Rapport de M. Justin Godart du 15 avril 1911, Ch. des Dép. annexe 967. Doc. Parl. p. 1445.

(2) Séance du 11 mars 1912, J. O. du 12, p. 683.

de famille. C'est une formule que je salue avec respect et avec espoir. » (1)

Il est permis de se demander encore si toute modification importante au texte d'une loi réglementaire ne devrait pas déterminer comme en Allemagne et en Italie, une revision d'ensemble? Cela aurait l'avantage de simplifier la tâche des inspecteurs du Travail déjà surmenés, qui n'auraient qu'un texte unique à appliquer. Il faut reconnaître que la création du Code du Travail est un grand pas dans cette voie. Mais au lieu de maintenir les lois de 1892 et 1900 dans ce qu'elles ont de conciliable avec le nouveau texte, ne serait-il pas préférable de refondre en un texte unique toutes les lois réglementant le travail? Qu'on nous permette d'en exprimer le vœu.

(1) M. le Professeur Gide estime aussi que « la journée de 8 heures doit demeurer le but visé ». « Revue pop. d'Econ. Sociale », juin 1906.

ANNEXES

LES TEXTES

Il nous semble utile de mettre sous les yeux du lecteur la genèse très rapide de la rédaction des articles de la loi (1). On trouvera ici le texte primitif de M. Viviani, le texte définitivement adopté par la Chambre, celui des amendements et des contre-projets. De la discussion, nous ne retiendrons un peu plus particulièrement que les points qui n'ont pas été examinés dans les chapitres — un peu spéciaux — de ce travail.

A la séance du 7 mars 1912 (2), après le rejet de la motion d'ajournement de M. Brousse, la Chambre, par 451 voix contre 83, décide le passage à la discussion des articles.

L'article premier (3) est mis aux voix. Il est ainsi conçu : « Dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines, minières et carrières pour lesquels la durée du travail n'est pas réglée par des lois spéciales, dans les entreprises de chargement et de déchargement, ainsi que dans les dépendances de tous ces établis-

(1) Projet de 1910, voté par la Chambre le 4 juillet 1912.

(2) *J. O.* du 8, p. 620.

(3) Cet article est précédé du texte suivant : article unique : l'article premier du décret-loi du 9 septembre 1848, modifié par l'art. 2 de la loi du 30 mars 1900 et l'art. 2 de ce même décret-loi sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes.

sements de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, le travail effectif des ouvriers adultes ne peut dépasser 10 heures par jour. Toutefois, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes ou des enfants ne pourra excéder 11 heures.

« Au bout de deux ans; elle sera réduite à 10 h. 1/2 et au bout d'une nouvelle période de deux ans, à 10 heures. »

Sur cet article premier, un contre-projet fut présenté. Il était signé de MM. Vaillant, Albert Poulain, Albert Thomas et de la plupart des députés du groupe socialiste unifié. Il était ainsi conçu :

« Article premier. Le travail des enfants, des filles mineures, des adultes hommes et femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers et ateliers, domestiques et de famille, laïques ou religieux, docks, entrepôts, transports sur rues, routes, chemins de fer, mers, fleuves, canaux, forêts, grande culture et culture industrielle et intensive, entreprises de commerce, magasins, bureaux et tous autres établissements et lieux de travail, de production, de commerce et d'échange, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi.

Toutes les dispositions de la présente loi s'appliquent aux étrangers travaillant dans les établissements ci-dessus désignés. »

M. Vaillant dépose en outre la suite du contre-projet,

tendant à l'établissement de la journée de 8 heures (1). Il déclare qu'elle est pratique, possible et nécessaire.

Il s'inspire avant tout des données de l'évolution à la fois économique et hygiénique, beaucoup plus que d'idées abstraites.

Voici brièvement l'analyse de son contre-projet (2) :

L'article premier, on l'a vu, énumère aussi complètement que possible, tous les lieux de travail. M. Vaillant a pensé qu'il n'y avait pas lieu, dans une loi qui a pour objet de protéger la santé et « l'intégrité de l'organisme ouvrier » d'admettre *aucune exception*.

L'art. 2 indique 16 ans comme étant l'âge d'admission des jeunes ouvriers dans l'industrie. M. Vaillant déclare d'ailleurs que, c'est parce qu'il faut tenir compte des circonstances présentes, qu'il a accepté l'âge de 16 ans comme un minimum. Il ne le fait qu'à regret, parce que c'est à cet âge que le développement du jeune ouvrier est en plein cours, principalement le cœur et les organes du thorax. Du reste, aucun enfant âgé de 16 ans, aucun ouvrier, aucune ouvrière, âgés de moins de 20 ans ne pourront être admis dans les établissements visés par l'article premier, s'ils ne sont munis d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre gratuit, par un médecin accrédité, à cet effet, de la médecine publique.

Les inspecteurs du travail pourront, d'autre part, toujours requérir un examen médical spécial de tous les

(1) Sance du 11 mars 1912, *J. O.* du 12, p. 682; cf. passim, l'argumentation de M. Vaillant.

(2) Voir plus loin en annexe la proposition que M. Vaillant avait déposée lors de la séance du 17 novembre 1910. Il en reproduit ici presque exactement le texte.

ouvriers et ouvrières âgés de moins de 20 ans, de façon que le jeune ouvrier ne puisse pas être chargé d'un travail qui excède ses forces.

Cet examen médical des jeunes ouvriers et ouvrières sera en outre régulièrement renouvelé chaque année jusqu'à 20 ans, à l'effet de rechercher si leur travail excède leurs forces ou s'il est nuisible à leur santé et à leur développement.

L'art. 3 porte que la durée du travail journalier du jeune ouvrier et de la jeune ouvrière de 16 à 20 ans ne pourra jamais excéder la moitié de la durée entière de travail fixée par la présente loi pour l'ouvrier et l'ouvrière adultes.

Il en résulte que la durée du travail du jeune ouvrier et de la jeune ouvrière de 16 à 20 ans ne pourra excéder une durée de 4 heures par jour. Elle ne pourra, d'autre part, excéder 24 heures par semaine.

Ces quatre heures de travail devront être consécutives, c'est-à-dire sans relais avant, ou après midi, et avec les seuls intervalles de repos.

Art. 4 : « Les ouvriers et ouvrières adultes ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 8 heures par jour au maximum, sans relais, sans autre intervalles que ceux des repos et de plus de 44 heures par semaine comptées par l'entrée et la sortie de l'usine, du chantier, etc., c'est-à-dire du lieu de travail ».

Art. 5 : « La semaine de travail comprend 5 journées 1/2 de travail, suivies de 1 journée 1/2 de repos ininterrompu ; autant que possible ce sera le samedi à midi que cessera le travail pour ne reprendre que le lundi matin. Le jour de la semaine où les adultes ne travaillent qu'une demi-journée,

soit 4 heures, le travail des jeunes ouvriers ou des jeunes ouvrières qui travaillent avec eux, pourra être de même durée ». C'est la consécration de la semaine anglaise.

Art. 6 : « Les 8 heures du travail journalier des adultes seront coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à 2 heures 1/2, et pendant lesquels, tout travail, de quelque nature qu'il soit, sera interdit. Le repos de midi sera de 2 heures.

Les repos devront être pris en dehors des lieux de travail.

Les 4 heures de la journée des jeunes ouvriers et des jeunes ouvrières, de 16 à 20 ans, doivent être coupées par un repos d'au moins 20 minutes.

Art. 7 : « Le travail de nuit est interdit pour les enfants, pour les ouvriers de moins de 20 ans et les ouvrières dans tous les travaux de la grande et petite industrie, de l'industrie domestique et de famille, de la production du commerce... visés par la présente loi.

Il est réduit au minimum possible pour les adultes ouvriers, quand il sera reconnu qu'il est nécessaire à l'existence même de l'industrie où il est pratiqué. »

Art. 8 : « Tout travail industriel ou commercial ou agricole est interdit aux femmes enceintes, huit semaines avant l'accouchement. Un certificat médical attestera la faculté de reprise du travail des accouchées ou étendra le délai de cette reprise.

Les journées de repos des femmes enceintes et accouchées leur seront payées par les patrons au même taux et prix que les journées de travail. »

M. Vaillant fait remarquer qu'au congrès d'hygiène de

1900, le Professeur Pinard avait fait adopter un vœu analogue, mais tendant à obtenir un temps de repos plus long encore que celui qu'il demande.

Art. 9 : « Il y aura pour tous les ouvriers et ouvrières, employés et employées, jeunes et adultes et les enfants occupés dans le même établissement, quinze jours de repos consécutif par an.

Art. 10 ; « Les enfants, les jeunes ouvrières et les femmes les jeunes ouvrières avant 18 ans, ne peuvent être admis dans les travaux souterrains des mines minières et carrières.

Les enfants, les jeunes ouvriers, les jeunes ouvrières et les femmes ne peuvent être admis à aucun travail reconnu insalubre.

Art, 11 : « La semaine de travail comprend 7 jours par semaine. Le payement a lieu chaque semaine. Pour tous les travaux de métiers ou industries de commerce ou d'agriculture où existent une organisation et un tarif syndical, le salaire sera celui de ce tarif syndical.

Où ce tarif syndical n'existe pas encore, un salaire équivalent ou tout au moins minimum sera provisoirement établi par délibération et entente entre les délégués de la confédération du travail, les délégués des ouvriers en cause et les patrons. Il devra entièrement répondre aux conditions locales de l'existence.

Art. 12 : « Ce salaire minimum et irréductible sera fixe pour un tiers et variable pour les deux autres tiers de son montant, considérés comme répondant aux dépenses particulièrement variables de logement, chauffage, éclairage etc. et de consommation alimentaire essentielle, (pain,

viande, lait, sucre etc.) dont les prix de détail seront déterminés régionalement par un service de statistique désigné à cet effet.

Chaque trimestre, une décision du tribunal des prud'hommes de la région sanctionnera, en rapport avec ces taux des prix de détail et les autres dépenses variables, s'ils ont augmentés, l'augmentation correspondante des deux tiers variables du salaire des ouvriers et employés ».

Sur cet article, M. Vaillant fait observer que le texte qu'il soumet à la Chambre n'est que la mise en application de la méthode préconisée par son ami Adolphe Brahm. Il observe que le *salaire nominal*, c'est-à-dire le salaire en argent payé à l'ouvrier, ne répond en aucune façon au *salaire réel*, que même si le salaire nominal en argent est maintenu, sa puissance d'achat baisse de plus en plus, non seulement par suite de la diminution de la valeur de l'argent, mais surtout parce que la production capitaliste qui, autrefois, grâce à la *concurrence*, amenait la *baisse des prix* des produits, les fait aujourd'hui monter à son profit grâce aux *cartels* et aux *trusts*. Il estime que la résistance syndicale peut dans une certaine mesure arriver à rehausser les salaires. Il faudrait que les syndicats s'intéressassent à ce système ; qu'ils joignissent à leurs revendications un mode de paiement qui tienne compte, dans l'établissement, du salaire de la valeur exagérée des aliments et de la cherté des produits.

Art. 13 : « Dans tout travail, de quelque nature qu'il soit, industriel, commercial ou agricole, et tout spécialement dans les travaux visés par l'art. 1^{er}, le marchandage sous quelque forme que ce soit, est interdit. »

Art. 14 : « Il ne pourra être ajouté, aux heures de la journée normale, d'heures supplémentaires qu'en cas de nécessités accidentelles inévitables et reconnues telles par le syndicat ouvrier. Elles seront alors payées le double des heures ordinaires. »

Art. 15 : « La liberté syndicale des ouvriers est entière. Le syndicat ouvrier auquel ils appartiennent est le représentant naturel légal des ouvriers de toute industrie et de tout établissement industriel et commercial. »

Art. 16 : « Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution des lois et règlements, concernant l'hygiène et la sécurité du travail.

Le service d'État de l'Inspecteur du travail est complété par un corps d'un nombre double d'inspecteurs ouvriers ayant chacun même autorité et rétribution que les inspecteurs de l'État, et chargés d'une surveillance constante de tous les ateliers, chantiers, et autres lieux de travail, visés par la présente loi. Ils seront choisis et délégués par la confédération générale du travail. Ils auront surtout à vérifier et faire observer les conditions du travail, etc.

Art. 17 : « Aucune dérogation ne peut être faite aux dispositions de la présente loi. »

Art. 18 : « Sont abrogées toutes dispositions légales ou réglementaires contraires aux dispositions de la présente loi. »

On remarquera la complication du projet qui le rend difficilement applicable, du moins immédiatement. Il comporte l'établissement de la journée de 8 heures (au lieu de 12), l'âge d'admission des enfants à 16 ans au lieu de 13, la journée de 4 heures pour les enfants de 16 à 20

ans ; il préconise la semaine anglaise, réclame pour l'ouvrier 15 jours de vacances par an, demande la fixation d'un salaire syndical ou à son défaut d'un salaire minimum.

A la suite d'observations de M. Godard, rapporteur, le contre-projet Vaillant fut repoussé par 456 voix contre 92, la minorité étant composée de tout le groupe socialiste unifié.

Un contre-projet est déposé par M. Lefas, Soussial et Charles Deloncle, La Chambre est appelée à le discuter dans la séance du 14 mars 1912 (1).

L'article premier du contre-projet est ainsi conçu :

« Le travail effectif des ouvriers ne peut excéder un total annuel de trois mille heures dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines, minières et carrières pour lesquelles la durée du travail n'est pas réglée par des lois spéciales, dans les entreprises de chargement et de déchargement, ainsi que dans les dépendances de tous ces établissements de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

« A partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail effectif des ouvriers adultes, occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes et des enfants, ne pourra excéder 3.300 heures par an.

« Au bout de deux ans, elle sera réduite à 3.150 et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à 3.000. »

M. Lefas rappelle que le contre-projet est en accord avec

(1) J. O., du 15, p. 728.

le vœu de l'assemblée des présidents des Chambres de Commerce de France de 1909.

Le calcul à l'année est possible à appliquer *sans dérogations* (1). Le maximum de la journée sera de 12 heures et non de 10, inapplicable déjà dans les cas de la loi de 1900. D'ailleurs à toute journée de 12 heures correspondra une journée de 8 heures.

La base invariable de 10 heures est également incompatible avec la semaine anglaise ; elle favorisera le chômage et ne remédiera en rien à la crise de l'apprentissage (2).

Le contre-projet donne lieu à une discussion fournie et mouvementée que nous avons amplement analysée. Le contre-projet est repoussé par 407 voix contre 48 (3).

Deux amendements sont présentés sur l'article premier du projet de loi : (4) Le premier de M. Bouisson est ainsi

(1) Voir *suprà*.

(2) Voir *suprà*.

(3) M. Godart avait fait très justement remarquer que le contre-projet n'est pas favorable aux ouvriers. Quelle sera la situation de l'ouvrier pour qui toute journée prolongée à 12 heures se traduit par une diminution de son avenir de travail et peut ramener ses journées postérieures à 8 heures ? « Quelle sera la situation d'un ouvrier qui aura fait ses 200 premiers jours ouvrables de l'année sous le régime des 12 heures, qui par conséquent aura épuisé, sur ses 3 000 heures annuelles, 2400 heures et qui à ce moment, sera renvoyé par son patron ? Il ne pourra se présenter dans un autre établissement qu'avec un crédit de 600 heures seulement. C'est-à-dire qu'il ne sera plus admis à faire qu'une journée de 6 heures. Lorsqu'un patron voudra embaucher un ouvrier au cours de l'année il lui dira : quelles sont vos aptitudes professionnelles, quelles sont vos références ? » mais il lui demandera surtout : de combien d'heures disposez-vous encore ? » Et ce sera une prime à celui qui aura été, antérieurement, le moins occupé.

Certains patrons ne pourraient-ils même pas n'avoir que des ouvriers faisant 12 heures, quitte à les renvoyer après ?

(4) Séance du 14 mars 1912. *J. O.*, du 15 p. 741.

conçu : « La présente loi est également applicable au personnel des établissements hospitaliers tels que ; hôpitaux, asiles d'aliénés, maison de santé, etc... »

Le second, de MM. Camille Reboul et Barthe est ainsi conçu : « Dans le premier paragraphe, après les mots : Dans les manufactures, fabriques, usines, ateliers et chantiers, dans les mines, minières et carrières, ajouter les mots : Dans les hôtels, restaurants, cafés, bouillons, cercles, maisons de santé, sanatoria publics ou privés, hôpitaux et hospices de toutes sortes ».

Ces deux amendements ont donné lieu à quelque discussion qu'il n'est pas dans le cadre de notre étude d'analyser en détail.

Certes les diverses corporations visées dans une situation des plus digne d'intérêt au point de vue du surmenage. Les syndicats professionnels régionaux ont pris des résolutions en leur faveur ; divers congrès se sont occupés de la question. M. Godart rappelle que le projet ne vise que les *établissements industriels*, que le texte relatif aux employés sera discuté plus tard. Les amendements sont retirés.

Lors de la séance du 21 mars 1912 (1) M. Louis Dubois soutient son amendement tendant à la suppression dans le texte de l'article premier des mots « entreprises de chargement et de déchargement ».

Il estime l'application de la loi pratiquement impossible dans ces entreprises, M. Fontaine, directeur du Travail commissaire du Gouvernement, intervient. Une discussion s'en suit, assez confuse. M. Dubois veut faire une distinc-

(1) *J. O.*, du 22 mars 1912, p. 865.

tion entre les différents « ports ». Il est assez difficile de dire exactement ce qui est ou n'est pas entreprise de chargement et de déchargement. L'ouvrier, dans ce cas, constitue-t-il l'établissement? (navires dans les ports) (1). D'une façon générale les entreprises de chargement et de déchargement sont soumises à de trop grandes fluctuations pour pouvoir se plier au cadre rigide des 10 heures. « Les fluctuations sont incessantes, quotidiennes, semi-quotidiennes, périodiques... L'agence du Havre de la C^{ie} Générale Transatlantique partage ces vues.

M. Molle (2) combat la proposition de M. Dubois. Il y a longtemps, dit-il, que le mouvement syndical a organisé la réduction du travail dans les entreprises de déchargement maritime (Marseille, Cette); le rendement a augmenté là où on a diminué la durée du travail. La loi consacrera les résultats acquis (3). En fait, dans les cas de presse, les entrepreneurs n'augmentent pas la durée du travail, mais « doublent les mains » (paquebots-postes).

Les contrats-collectifs ont d'ailleurs déjà, dans ces professions, devancé l'œuvre du législateur et établissent le travail à la journée par équipes renouvelées, ou le travail sous forme de contrats à forfait, établissant un prix à la tonne, différent suivant la qualité ou le poids des marchandises.

Les paliers prévus par le projet de loi du Gouvernement vont-ils s'appliquer là où, par un contrat collectif ayant

(1) Cf. *supra* : souplesse (conclusion).

(2) Séance du 21 mars 1912, *S. O.*, du 22, p. 872.

(3) Cela évitera que les ouvriers aillent se faire réembaucher après le travail.

force de loi entre les parties, la journée est déjà réduite à 10 heures ? M. Molle demande que ces contrats soient valables jusqu'à expiration. Il y a là un droit établi et les conditions du travail ne sauraient être du jour au lendemain bouleversées. On pourrait peut-être préconiser l'option entre le « système ancien » et le « système nouveau. »

M. Louis Dubois répond à M. Molle (1), en disant qu'à Rouen et au Havre la situation est différente qu'à Marseille et à Cette. M. Godard, rapporteur, reproche à M. Dubois d'indiquer des cas particuliers où des ouvriers ont pu veiller jusqu'à minuit sans contrôler l'heure où ces mêmes ouvriers ont commencé. M. Godard s'étend ici, comme nous l'avons vu plus haut, sur les dérogations qu'accordera la loi et juge indispensable, pour des motifs d'humanité, qu'elles s'appliquent aux ouvriers des entreprises de chargement et de déchargement. M. Auguste Leblond (2) votera l'amendement Dubois. En tant que représentant du port de Rouen, il estime qu'une réduction du travail pourrait avoir des répercussions sur le commerce maritime extérieur autant que sur le port de Rouen. Il estime la situation des ouvriers des ports en bonne voie d'amélioration grâce, en partie, aux sacrifices de la Chambre de Commerce et des entrepreneurs de débarquement; il fait observer que le travail n'est pas toujours possible par équipes successives, et que le *contrôle*, par un état nominatif du travail des équipes, présenterait trop de difficultés, pour pouvoir être

(1) *J. O.* du 22 mars 1912, p. 876.

(2) *J. O.*, du 22 mars, p. 876.

fait par les inspecteurs du travail. La limitation ne porterait-elle pas aussi patrons et ouvriers à tourner la loi? M. Bourgeois (1), Ministre du travail, dit que l'on a voulu empêcher les difficultés des lois précédentes en employant ces mots : « entreprises de chargement et de déchargement » qui sont plus précis que ne l'a dit M. Dubois et visent ces entreprises constituées industriellement, dans lesquelles existe une organisation pour ainsi dire permanente, industrielle. Il ne doit pas s'agir d'un embauchage passager (2). Les dérogations et le cas de force majeure suffiront à parer aux aléas de la profession. Ici plus qu'ailleurs le travail physique est dur, pénible, l'ouvrier en proie au surmenage. Ce n'est pas, semble-t-il, une raison pour les excepter d'une loi protectrice.

L'amendement de M. Dubois est repoussé par 407 voix contre 156.

Dans la même séance, M. Paul Aubriot (3) soutient son amendement tendant à ajouter au premier paragraphe de l'article premier aux mots : « Dans les entreprises de chargement et de déchargement » les mots : « Dans les magasins, boutiques et arrières-boutiques, bureaux et lieux de manutention. »

Sur l'assurance que le principe de la réglementation du travail des employés faisait l'objet des préoccupations du Gouvernement, que sous l'ancienne législature un rapport spécial avait été déposé par la Commission du Travail sur la réglementation des catégories visées par M. Aubriot,

(1) *Loc. cit.*, p. 878.

(2) Dans ce sens : jurisprudence de la Cour de Cassation.

(3) Séance du 21 mars 1912, *J. O.* du 22, p. 880.

et que sous la législature actuelle la Commission du Travail était saisie d'un projet de loi du Gouvernement et d'une proposition de M. de Mun; sur la promesse, que dès la rentrée de Pâques, le rapport sur la réglementation du travail des employés de commerce serait prêt et que la Commission insisterait pour que ce rapport vienne le plus rapidement possible à l'ordre du jour, M. Paul Aubriot retire son amendement.

M. Albert Thomas, dans la séance du 28 mars 1912 (1) soutient son amendement tendant à ajouter dans le premier paragraphe de l'article premier, après les mots : « Dans les entreprises de chargement et de déchargement » les mots « dans les entreprises de transports ». Il ne rentre pas dans notre cadre de nous étendre longuement sur ce sujet. Les travailleurs de transports ont toujours été exclus de toute réglementation. Ils échappent à la loi de 1848 et à celle de 1892 (la loi du 20 avril 1907 s'est occupée des marins de la marine de commerce). Dans le *projet de 1906*, l'article 6 faisait bénéficier les travailleurs des transports de la journée de 10 heures (excluant ceux de la marine marchande qui allaient bénéficier d'une loi spéciale) (2).

Mais, selon M. Godart, ces travailleurs ne sauraient être assimilés aux ouvriers de l'usine, il ne saurait être question pour eux que de durée moyenne du travail et de repos

(1) Séance du 28 mars 1912, *J. O.* du 29, p. 995.

(2) Et ceux des chemins de fer à cause des arrêtés et des décrets limitant la durée de leur travail, mais une législation s'impose aujourd'hui pour répondre aux critiques des travailleurs des chemins de fer contre ces décrets et arrêtés. Rien n'est moins certaine que la situation des ouvriers des compagnies secondaires. Restent aussi les tramways et métropolitains. Ce sont ces deux catégories que visent surtout M. A. Thomas, ainsi que les cochers, chauffeurs, charretiers, camionneurs.

minimum. Un commencement de réglementation existe d'ailleurs déjà pour eux (1). Dans certains cas les cahiers des charges — toujours soumis au Ministre du Travail en ce qui concerne la durée du travail (2) — font loi entre les parties. M. Albert Thomas insiste, surtout en ce qui concerne les agents des réseaux secondaires. Selon M. Bourgeois, Ministre du Travail, tout ce que peut faire le Gouvernement c'est de s'engager à étudier dans un très prochain délai un projet de loi visant les entreprises de transports en commun, fixant les clauses à insérer dans les cahiers des charges. M. Albert Thomas retire son amendement.

M. Mistral propose ensuite un amendement tendant à ajouter, dans le premier paragraphe de l'article premier après les mots « dans les entreprises de chargement et de déchargement » les mots « dans l'exploitation des chemins de fer secondaires et des tramways » et arguë surtout de la difficulté de leur appliquer les décrets Millerand (3). M. Godart déclare combattre l'amendement pour les mêmes considérations qui lui ont fait combattre le précédent.

L'amendement est repoussé par 466 voix contre 91.

M. Tournade dépose un amendement (4) tendant à modifier profondément la loi, puisqu'il propose de remplacer, à la fin du paragraphe premier les mots « dix heures par

(1) Cf. les arrêtés Baudin en 1899 et 1901. Une loi a été votée depuis en 1913.

(2) Le Ministre ne fait d'observations que si la durée dépasse 12 heures, la protection est insuffisante.

(3) Ils sont exploités, tantôt par les départements, tantôt par les villes et tantôt par des sociétés concessionnaires.

(4) *Loc. cit.*, p. 998.

jour » par ceux-ci « onze heures par jour ». M. Ernest Flandrin prend, sur lui, la parole. Il craint que la loi n'apporte pas les résultats attendus, préconise un referendum ouvrier. Certains travailleurs ont parlé à M. Flandrin dans un sens contraire à la réforme, craignant qu'elle ne leur cause un préjudice. Ne pourrait-on pas aussi abaisser l'âge d'entrée dans les scieries à 16 au lieu de 18? M. Flandrin craint des grèves consécutives à la diminution des salaires; il indique que les ouvriers sont favorables à la multiplication des heures supplémentaires. Ce n'est d'ailleurs que comme pis aller qu'il se rallie à l'amendement Tournade parce qu'il restreint moins la liberté de l'ouvrier. M. Godart répond à M. Flandrin que les opinions ouvrières citées par lui ne sont qu'individuelles. Les collectivités et groupements sont d'avis contraire. Quant aux heures supplémentaires réclamées, le projet les accorde largement. D'ailleurs, l'unification nécessaire ne saurait avoir pour base que la durée existante du travail des femmes et des enfants : 10 heures, surtout dans l'intérêt de l'apprentissage. L'amendement de M. Tournade est repoussé par 494 voix contre 62. M. André Porten votera le projet en considérant qu'en aucun façon il n'est un acheminement vers une réduction nouvelle,

Le paragraphe premier de l'article premier établissant le chiffre de 10 heures est voté par la Chambre.

La Chambre aborde ensuite la discussion des deux derniers paragraphes de l'article premier (1). Un amendement a été déposé par M. Voilin et plusieurs de ses collègues ten-

(1) J. O. du 29 mars 1912, p. 1000.

dant à la suppression de ces paragraphes qui sont ainsi conçus :

« Toutefois, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail effectif journalier des ouvriers adultes occupés en dehors des locaux où travaillent des femmes et des enfants ne pourra excéder 11 heures. »

« Au bout de deux ans, elle sera réduite à 10 h. 1/2 et au bout d'une nouvelle période de deux ans, à 10 heures. »

L'amendement revient à supprimer le système de paliers, M. Mauger le soutient en son nom et en celui du parti socialiste. Il fait remarquer qu'il y a près de 7 ans que le projet est déposé et que, pour peu qu'il reste quelque temps au Sénat, les travailleurs attendront trois, quatre, cinq, six ans ou même davantage, et supporteront un retard provenant de l'incurie du Parlement. Hélas, s'il avait pu prévoir !

M. Godart fait remarquer combien le système des paliers a paru nécessaire dans les importantes lois sociales récemment votées. Il a du reste donné d'excellents résultats. A la brusque diminution de la durée du travail correspondrait dans nombre d'industries un défaut d'adaptation de la main-d'œuvre. Il ne faut pas oublier que le mécanisme de la production, outre la main-d'œuvre comprend encore l'organisation commerciale, la réorganisation et l'amélioration de l'outillage. L'amendement de M. Voilin est repoussé par la Chambre.

M. Jules Roche propose un amendement de simple forme tendant à remplacer le mot « promulgation » par « mise en vigueur » : la loi est destinée à être complétée par des règlements d'Administration publique qui ne pourront être établis avant un certain temps, et on ne peut mettre la loi en

vigueur avant l'adoption de ces règlements. M. Bourgeois, Ministre du Travail, se rend compte de la justesse de l'observation de M. Roche et, de son côté, propose de commencer ainsi le second paragraphe : « Toutefois à dater de « la publication du règlement d'administration publique « prévu par l'article 2 de la présente loi. » Cette rédaction est adoptée par la Chambre.

La Chambre statue ensuite sur plusieurs propositions additionnelles de l'article premier. La première, de M. Dron, consiste à ajouter à l'article premier, la disposition suivante : « Lorsque la durée dépasse 8 heures, la journée de travail « doit être coupée par un ou plusieurs repos collectifs « d'une heure et demie au total. »

La Commission et le Gouvernement ayant accepté cette disposition, elle est adoptée par la Chambre.

Une autre, présentée par M. Delpierre, est ainsi conçue : « Ces dispositions ne s'appliquent pas aux industries qui « occupent habituellement moins de 20 ouvriers, si elles « n'emploient pas de machines-outils actionnées par moteur « mécanique et moins de 10 ouvriers si elles emploient des « machines-outils. »

M. Delpierre fait remarquer, qu'après le vote de la loi, les ouvriers et patrons de la petite et moyenne industrie ne pourront vivre qu'à la condition d'augmenter leurs frais généraux et par conséquent leurs prix de vente. Elles ne pourront, comme la grande industrie, faire les sacrifices d'argent considérables que nécessitent une augmentation de matériel et un perfectionnement de l'outillage : la dépopulation des campagnes s'accélérera (1). Il parle des déro-

(1) Cf. notre chapitre : production.

gations prévues dans le projet (1) et peu favorables à la petite industrie.

M. Godart indique que les exemples cités par M. Delpierre ne rentrent pas dans la petite industrie, mais sont de véritables organisations ouvrières. Si la Chambre adoptait l'amendement, elle porterait un coup fâcheux, non seulement au projet en discussion, mais à la réglementation antérieure, notamment à la loi de 1900 (personnel mixte). Et pourquoi faire un régime de faveur à ces établissements qui ne réalisent, somme toute, pas la petite industrie rurale ou familiale? M. Bourgeois parle dans le même sens. Le chiffre des ouvriers dont parle M. Delpierre est tellement élevé que son amendement tend à porter un coup sérieux au principe même de la loi. Il rappelle que la grande industrie se distingue de la petite industrie par le chiffre des ouvriers : ceci a été reconnu par la *Convention de Berne*.

Malgré l'opposition de la Commission et du Gouvernement, l'amendement Delpierre est adopté à une assez forte majorité : 323 voix contre 247.

L'article premier en son ensemble, ainsi amendé, mis aux voix, est adopté par la Chambre.

M. Plichon demande l'insertion à la suite de l'article premier d'un article 1 *bis* nouveau ainsi conçu : « Les dispositions de l'article premier ne sont pas applicables aux travaux exécutés par équipes successives dans les usines à feu continu ou à marche nécessairement continue, ni aux travaux dépendant d'opérations qui ne peuvent être interrompues à heure fixe. »

(1) Cf. chapitre : dérogations.

« La nomenclature de ces établissements et travaux est
« donnée par un règlement d'administration publique. Le
« même règlement détermine les exceptions qu'il y a lieu
« d'apporter aux dispositions de l'article premier en raison
« de la nature de certaines industries et de certains tra-
« vaux. »

M. Plichon fait remarquer que son amendement a un simple caractère de procédure. En effet le décret du 28 mars 1902, rendu en application du décret-loi de 1848, relatif aux usines à feu continu, a prévu une dérogation permanente en faveur, non seulement de ces usines, mais aussi des opérations qui ont un caractère nécessairement continu, ainsi qu'en faveur des travaux dont les opérations ne peuvent être terminées à une heure fixée par avance.

Au lieu de s'en rapporter à un règlement, il est préférable d'incorporer tout ce qu'on peut dans le texte même de la loi : le texte de la Commission de l'art. manque de précision. M. Plichon est d'accord avec la Commission ; le Conseil d'État pourrait mal traduire la volonté de la Chambre, il s'agit d'indiquer que le cadre fixe de 10 heures ne sera pas appliqué là où c'est matériellement impossible. M. Plichon prend comme exemples : le Haut-Fourneau, les convertisseurs Bessemer, les fours Martin-Siemens, le laminoir, la production d'éclairage électrique, la propulsion des turbines (1).

M. Albert Thomas souhaite, comme M. Plichon, que la loi indique de manière tout à fait nette la condition des ouvriers des usines à feu continu. On ne peut leur imposer

(1) Voir au chap. : Dérogations, souplesse de la loi (conclusion).

la journée de 10 heures. Il propose pour l'art. 2 la rédaction suivante : « Pour les usines à feu continu et autres branches de l'industrie qui exigent un travail ininterrompu, un règlement d'Administration publique interviendra, limitant à 8 heures la durée du travail réparti sur trois équipes ». Ce sont les trois équipes de 8 heures qui paraissent aussi à M. le Professeur Jay, être dans ce cas la meilleure solution. Elle s'impose par des considérations d'humanité dans les usines où les accidents du travail sont en nombre considérable et le labeur particulièrement pénible. Si ces considérations d'humanité ne suffisent pas à la Chambre, il est possible d'en indiquer d'autres. C'est en premier lieu l'intérêt lui-même de la production. M. Thomas cite à l'appui une lettre de la Société des Forges de Franche-Comté sur laquelle nous nous sommes quelque peu étendus (1). *En Angleterre*, 80 0/0 des principales usines de grosse métallurgie pratiquent ce système, comme presque toutes les usines à gaz gérées par des villes. *En Allemagne*, dans 49 villes on a substitué les trois équipes aux deux équipes de 12 heures et les résultats ont été des plus satisfaisants. (On put notamment constater une diminution de l'alcoolisme). M. Thomas cite encore l'exemple des papeteries de Nanterre qui fonctionnent avec les trois équipes de 8 heures et dont la production est remarquable, de même qu'à Fumel. M. Albert Thomas demande à la Chambre de repousser l'amendement de M. Plichon et de voter le sien. La discussion est renvoyée à une séance ultérieure.

Dans la première séance du 30 mai 1912, M. Godart dé-

(1) Voir : production.

pose son 2^e rapport supplémentaire. A la seconde séance du 30 mai 1912 (1), la Commission a déposé un rapport supplémentaire dans lequel le troisième paragraphe de l'art. 2 a été modifié de façon à tenir compte des observations de M. Plichon. L'art. 2 modifié par la Commission est ainsi conçu :

Art. 2 : « Dans tout établissement visé à l'article premier, le travail effectif des ouvriers adultes peut être prolongé jusqu'à 12 heures par jour pendant 60 jours par an.

Cette faculté peut être portée à 90 jours pour les industries de plein air désignées par règlement d'administration publique.

Le même règlement détermine les exceptions qu'il y a lieu d'apporter aux dispositions de l'article premier :

1^o Pour les travaux à feu continu exécutés normalement par équipes successives et pour les opérations à marche nécessairement continue ;

2^o Pour les opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté ;

3^o A raison de certains travaux préparatoires et complémentaires ;

4^o Dans les cas d'accident ou pour cause de force majeure (2) ;

Il détermine également les formes dans lesquelles l'ins-

(1) *J. O.* du 31 mai 1912, p. 1170.

(2) La rédaction primitive de M. Viviani portait simplement pour ce paragraphe : « Le même règlement... de l'article premier, à raison de la nature de certains travaux préparatoires ou complémentaires, de certaines opérations nécessairement continues effectuées par équipes successives, ainsi que dans les cas d'accident ou pour cause de force majeure.

pection du travail doit être préalablement avisée des dérogations utilisées en application du présent article, ainsi que les moyens de contrôle.

A cet article, M. Lefebvre du Prey propose, par un amendement, la rédaction suivante :

« Tout établissement visé à l'article premier pourra faire faire des heures supplémentaires à tout ou partie de son personnel, sans toutefois que la journée de travail puisse dépasser 12 heures, dans la limite d'un crédit annuel calculé à raison de 200 heures par ouvrier. Ce crédit sera porté à 250 heures par an et par ouvrier, pour les industries saisonnières, les industries de plein air, et celles employant des matières périssables. Un règlement d'administration publique déterminera les diverses spécialités appartenant à ces trois classes d'industries. »

M. Lefebvre du Prey demande à la Chambre d'éviter que notre industrie nationale ne soit mise en péril. La Chambre a déjà prouvé ses intentions en adoptant la grosse exception de l'amendement Delpierre. M. Lefebvre du Prey cite à l'appui de son amendement un passage du rapport de M. Godart (p. 62), sur la nécessité d'assouplir une réglementation protectrice trop rigide. Nous avons, par ailleurs, cité le passage. A la suite de l'amendement Delpierre, quelques industries seules vont être touchées par la loi ; pour qu'elles ne se trouvent pas réduites à l'impuissance, il faut les faire bénéficier d'un large et efficace système de dérogations (1). Le mode de dérogations par établissements entiers offre beaucoup d'inconvénients. Nous avons déjà

(1) Cf. l'argumentation de M. Lefebvre du Prey au Chap. dérogations

parlé du système de crédit en heures que réclame M. Lefebvre du Prey. Il a ses avantages. Le patron voulant ménager ses réserves d'heures, l'ouvrier prolongera plus rarement le travail. Chaque 1^{er} janvier, le patron trouvera un crédit nouveau et ne sera pas tenté d'épuiser ses réserves en fin d'année. M. Lefebvre du Prey est d'accord avec la Commission pour accorder les dérogations plus étendues aux industries saisonnières ou employant des matières périssables.

M. Godart combat l'amendement. Il ne faut pas, sous prétexte de souplesse, priver les travailleurs de l'amélioration dont veut les faire bénéficier la loi. Le système des dérogations *par ouvrier* entraînerait d'inextricables difficultés pour le patron, l'inspecteur du travail, l'ouvrier (1). Nous en avons parlé. M. Bourgeois conclut dans le même sens que le rapporteur. Il rappelle qu'il y a à peine un inspecteur du travail par 4.080 établissements.

L'amendement de M. Lefebvre du Prey est repoussé.

M. Siegfried (2) dépose un amendement tendant à modifier la rédaction de l'article 2 : « Dans tout établissement visé à l'article premier, le travail effectif des ouvriers adultes peut être prolongé jusqu'à 12 heures par jour. Toute heure supplémentaire commencée compte pour une heure entière. Le total de ces heures supplémentaires, à raison de une ou deux heures par jour, ne peut excéder 120 heures annuellement.

Ce crédit annuel peut être porté à 180 heures supplémentaires pour les industries saisonnières, de plein air, ou à

(1) Cf. amendement Lefas

(2) *J. O* du 31 mai 1912, p. 1172.

travail intermittent, désignées par un règlement d'administration publique. »

M. Siegfried présente les avantages des dérogations calculées par heure, conformément à l'avis des commissions départementales du travail (il en cite une quinzaine). Il estime que le contrôle serait facile en employant l'affichage. L'avantage est encore plus grand quand il s'agit d'industries saisonnières, des entreprises de chargement et de déchargement et du bâtiment. M. Godart combat l'amendement qui ressemble à celui de M. Lefebvre du Prey en présentant moins d'inconvénients, puisque le calcul se fait par établissement. M. Godart craint qu'on en arrive à rétablir la journée de 11 heures. On arriverait aussi, dans le même établissement, à avoir pour les femmes et les enfants des dérogations de 60 jours à 12 heures (loi de 1892) et pour les adultes 120 à 180 heures supplémentaires. L'unification désirable serait loin d'être faite.

M. Bourgeois considère comme possible le calcul par heures, mais craint, à la suite d'un vote dans le sens de M. Siegfried, l'engagement de négociations au sujet du travail des femmes et des enfants, qui sont pour ainsi dire en cours déjà depuis le *Congrès de Lugano*. Ce congrès a admis le principe d'un accord entre États pour le travail des femmes et des enfants. Or, en *Angleterre* et en *Allemagne*, c'est sur un compte *par jour* que s'établit la règle qu'il s'agit de généraliser. La France se présentant avec un calcul *par heure* se trouverait dans une situation difficile.

Le président donne lecture d'un sous-amendement de MM. Louis Dubois et Auguste Leblond, tendant à rempla-

cer dans le premier paragraphe du texte de M. Siegfried les mots « 120 heures » par les mots « 180 heures », et dans le second paragraphe les mots « 180 heures » par les mots « 250 heures ».

M. Louis Dubois n'accorde pas de valeur à l'argument international présenté par le Ministre ; les députés français n'ont pas à légiférer internationalement. Quant à « l'uniformité », peut-elle exister là où il y a diversité de professions et de situations ? Il faut laisser au travail l'élasticité voulue. Pour la généralité des industries, 180 heures et non 120 sont nécessaires. (Les 60 jours à 2 heures supplémentaires du Gouvernement et de la Commission font exactement 120 heures). Le procédé « carnet de chèques » avec talon dont un feuillet affiché à l'atelier et l'autre remis à l'inspecteur facilitera le contrôle.

M. Auguste Leblond estime que dans le bâtiment, les dérogations doivent s'appliquer aussi aux travaux faits à l'intérieur. Le Conseil d'État devra y penser lors de la rédaction du Règlement d'Administration publique. Les heures supplémentaires sont plutôt pour le bâtiment des heures complémentaires (2.400 heures maximum de travail par an, en tenant compte du chômage et de la maladie). L'amendement de M. Leblond ne mettrait pas les ouvriers du bâtiment en parité avec ceux de la grande industrie, puisqu'ils ne pourront pas atteindre les 3.000 heures, auxquelles se limite pour tous le droit au travail. L'infériorité de l'ouvrier du bâtiment ne peut se compenser que par un supplément de dérogations.

M. Godart indique que 60 jours de dérogations ou 120 heures ne sont pas la même chose, car ces 120 heures

peuvent très bien, à une heure de plus par jour, constituer 120 jours. Il faut, d'autre part, faire autant que possible, concorder le texte en discussion avec les lois de 1892 et de 1900, et cela ne peut se faire que si on adopte les dérogations par heures.

Le sous-amendement de MM. Louis Dubois et Leblond est repoussé par 400 voix contre 156.

L'amendement de M. Siegfried est repoussé par 368 voix contre 176.

La Chambre est amenée à discuter l'amendement de M. Plichon ainsi conçu :

« Dans tout établissement visé à l'article premier de la présente loi, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou d'une cause de force majeure dûment constatée, les heures perdues pourront, sur simple préavis, être compensées en prolongeant la durée quotidienne de travail effectif de jours ouvrables, pendant une période qui ne dépassera pas 20 jours, sans que la journée puisse excéder 12 heures. Au-delà de ce délai, la prolongation quotidienne du travail effectif ne pourra être continuée qu'après autorisation préalable de l'inspecteur du travail » (le reste sans changement).

M. Plichon fait remarquer que son texte est en accord avec les lois protectrices des femmes et des enfants (art. 7 de la loi de 1892, modifiée par la loi du 22 décembre 1911). Il serait illogique d'accorder aux adultes une protection plus large qu'aux femmes et aux enfants. L'amendement possède l'élasticité désirable. M. Godart fait remarquer que l'article 6 de la loi du 22 décembre 1911 ne vise que la possibilité de faire travailler de nuit des femmes et des enfants

(chômage ou accident) et qu'il n'est question que de 15 nuits de dérogation, alors que M. Plichon parle de 20 jours supplémentaires de dérogation. M. Godart s'engage à faire figurer dans le règlement d'Administration publique, qui visera les dérogations, les modifications à apporter à la durée du travail en cas d'accident ou de force majeure.

M. Arthur Fontaine, directeur du travail, commissaire du Gouvernement, fait observer que l'argument tiré de la législation existante ne peut être retenu. En effet, dans le § 6 de l'article nouveau de la loi relative à la mise en vigueur de la Convention de Berne, il est dit : « En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, le chef d'établissement pourra, dans n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux §§ 1 et 3 du présent article en avisant préalablement l'inspecteur, etc.

Il est donc difficile de donner satisfaction à M. Plichon sous la forme qu'il propose, mais M. Fontaine estime que la Chambre pourrait peut-être augmenter légèrement le nombre total de journées de dérogations prévues par le § 1^{er} de l'art. 2 du projet.

M. Plichon retire provisoirement son amendement, se réservant de le reprendre s'il y a lieu.

La Chambre est appelé ensuite à se prononcer sur un *amendement* signé de tous les députés du groupe socialiste unifié, ayant pour objet la suppression du premier paragraphe de l'article 2 qui accorde aux industriels des dérogations de 60 jours par an.

M. Voilin (1) qui soutient l'amendement, fait observer

(1) *loc. cit.*, p. 1179.

que la journée de 10 heures existe à peu près en fait. Il lui semble illogique d'augmenter dans la plupart des cas, la durée du travail en accordant des dérogations. Les syndicats ouvriers, par leurs propres moyens, ont obtenu déjà des journées de 9 et de 8 heures (typographes, bâtiment). M. Voilin voudrait aussi que les 10 heures fussent l'objet de négociations diplomatiques. M. Godart rappelle que la Commission est obligée de tenir compte des nécessités évidentes de l'industrie et de l'obligation où elle est, à certains moments, de prolonger le travail, aussi bien dans son intérêt que dans celui des travailleurs.

L'amendement Voilin est repoussé par 479 voix contre 92.

MM. Manant. Marc Réville, Trouin. etc... présentent un amendement consistant à rédiger comme suit le premier paragraphe de l'article 2 : « Dans tout établissement visé à l'article premier, le travail effectif des ouvriers adultes peut être prolongé jusqu'à 12 heures par jour, pendant 100 jours par an. »

M. Manant parle au nom de la Commission du Commerce dont il fait partie, déclarant qu'elle s'est à l'unanimité ralliée au principe de la loi. Néanmoins elle a pensé que le nombre de journées de dérogation était insuffisant dans l'intérêt du Commerce national.

Dans un but de conciliation et sur observation du Ministre du Travail, la Commission du Commerce a résolu de se rallier à l'amendement Laviolle qui ne demande que 90 jours par an, accordés indistinctement à toutes les industries.

En conséquence, M. Manant retire son amendement, persuadé au surplus qu'après le vote de la loi par le Parle-

ment français, les parlements des autres pays seront forcés d'en faire autant sous la pression de l'opinion publique.

L'amendement de M. Lairolle (à l'art. 2) est ainsi conçu (1) :

« I. — Dans le premier paragraphe, remplacer les mots *60 jours* par ceux de *90 jours*;

II. — Supprimer le deuxième paragraphe.

III. — Commencer ainsi le troisième paragraphe : « Un règlement d'administration publique déterminera les exceptions... »

IV. — Dans le quatrième paragraphe, supprimer le mot : « *préalablement* ».

M. Laviolle voudrait faire disparaître la distinction faite par la Commission entre les industries de plein air et les autres industries. On ne serait évidemment pas obligé d'employer tout le crédit. Mais des industries comme celle des fleurs naturelles, où ordinairement on ne travaille que 9 h. 1/2 ou 10 heures, ont besoin de pouvoir prolonger la journée au moment de l'achat des fleurs (105 jours; dans ce cas 90 jours est une concession). M. Laviolle, pour le contrôle, préconise le système du carnet de chèques.

M. Godart reproche à l'amendement, de tendre à la rupture de l'harmonie des dérogations des femmes et enfants et des adultes des mêmes locaux (60 jours pour les femmes et enfants). Or, le travail de ces deux catégories est solidaire. L'industrie de l'extraction des fleurs est à personnel mixte, donc depuis longtemps soumis à la journée de 10 heures,

(1) *loc. cit.*, p. 1180.

mais bénéficiant d'une double dérogation. Les femmes et enfants, en premier lieu, peuvent faire 60 jours à 12 heures (industrie saisonnière). En second lieu, l'adaptation par décret de la *convention internationale de Berne*, sur le travail de nuit des femmes et des enfants confère en plus de cette dérogation, le droit aux chefs d'industrie de faire travailler les femmes et les enfants pendant 90 nuits (labeur de nuit limité à 10 heures).

M. le Ministre du Travail Bourgeois constate que la Chambre n'a pu réaliser l'accord au sujet des 90 jours de dérogation, qu'en conséquence le Gouvernement doit rester sur les positions qu'il a prises d'accord avec la Commission.

M. Marc Réville insiste pour l'adoption des 90 jours; elle ralliera à la loi la majorité des industriels opposants, quoique d'accord sur le principe, M. Plichon déclare que si la loi accorde les 90 jours, il retire définitivement son amendement sur le premier paragraphe de l'art. 2, déposé dans le but de hâter et faciliter le vote de la loi. Il faut considérer l'intérêt des industries saisonnières, de ceux qui ont eu des chômages forcés, de tous ceux qui ont besoin d'une dérogation temporaire. M. Thierry présente des observations dans le même sens. La Chambre est très divisée.

M. Bourgeois déclare alors que la loi doit être de réalité et non d'apparence. Il constate que le vote de l'amendement Delpierre a écarté de la loi un grand nombre d'établissements. Si on étend les dérogations, ce sera encore une considérable atteinte au principe. La loi votée par la Chambre, peut-être sera-t-il possible de faire au Sénat certaines concessions; il faut pour cela qu'il existe des

réalités suffisantes. Le Ministre insiste pour que la Chambre maintienne la distinction entre les dérogations à 60 jours et celles à 90 jours. Il est convaincu qu'il n'en saurait résulter aucun trouble profond pour l'industrie.

L'amendement Lairolle est adopté par 297 voix contre 264. C'est là un échec pour la Commission et le Gouvernement.

Il reste, à la séance du 6 juin 1912 (1), à voter la fin de l'article 2, ainsi conçu dans le texte de la Commission : « Le même règlement déterminera les exceptions qu'il y a lieu d'apporter aux expositions de l'article premier :

1° Pour les travaux à feu continu exécutés normalement par équipes successives et pour les opérations à marche nécessairement continue ;

2° Pour les opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté ;

3° A raison de certains travaux préparatoires ou complémentaires ;

4° Dans le cas d'accident ou pour cause de force majeure.

Il détermine également les formes dans lesquelles l'inspection du travail doit être préalablement avisée des dérogations utilisées en application du présent article, ainsi que les moyens de contrôle. »

Au nom du groupe socialiste unifié, M. Guesde propose de modifier cette fin d'article par un amendement ainsi conçu : « Pour les usines à feu continu et autres branches de l'industrie qui exigent un travail ininterrompu, un règlement d'administration publique interviendra, limitant

(1) *J. O.* du 7, p. 1290.

à 8 heures la durée du travail réparti en trois équipes. »

M. Albert Thomas soutient l'amendement. Il reconnaît que la Chambre est dans l'impossibilité d'imposer la journée de 10 heures à un certain nombre d'industries (usines à feu continu).

Dans les établissements visés par l'amendement, le travail est-il dur, pénible, continu, et doit-il être ramené à une courte durée?

M. Thomas rappelle que M. Plichon (1) a soutenu que, dans les usines à feu continu, le travail n'était pas « effectivement » de 12 heures; que, par exemple, auprès des laminoirs, il ne dépassait pas en réalité 7 à 8 heures.

Mais le monde des ouvriers s'est élevé contre ces déclarations lors d'un Congrès, indiquant que ces ouvriers avaient à peine 10 minutes pour les repas; que ceux des fours continus ne sauraient supporter les efforts de 12, 13 ou 14 heures consécutives sans boire 2 francs par jour d'alcool et sont « finis » à 40 ans; qu'à ceux non qualifiés de « la grosse métallurgie » on imposait régulièrement le « quart » (2 heures de plus); qu'à certains postes on imposait 18, 24, 36 heures consécutives; que le « travail forcé » amenait l'alcoolisme (Anzin) (2).

M. Albert Thomas cite les rapports de M. Merrheim, rédacteur à « la Bataille Syndicaliste » (travailleurs des laminoirs). Selon M. Thomas, il ne saurait être question d'envisager pour ces ouvriers une prolongation du travail au-delà de 10 heures. Il rappelle aux points de vue technique et financier son discours de la séance du 28 mars; ce qu'ont

(1) Séance du 22 février et du 28 mars.

(2) Cf. le texte au chapitre : « L'ouvrier est-il un surmené? »

fait pour les ouvriers les « Forges de Franche-Comté, la Compagnie Solvay, les usines à gaz d'Allemagne et d'Angleterre, les papeteries de Nanterre ; que, dans ces établissements la substitution de la journée de 10 heures à celle de 12, puis celle de 8 à celle de 10 ayant démontré qu'au bout de six mois l'ouvrier fournissait en 7 h. 1/2 de travail une production égale à l'ancienne ; que son gain n'avait pas diminué, que les maladies étaient moins fréquentes, que les caisses de secours prospéraient et qu'enfin, industriellement, le prix de revient s'abaissait de 20 0/0.

M. Thomas insiste sur l'influence des lois en matière industrielle (1). Il reconnaît que si les entreprises métallurgiques auront quelques sacrifices à faire, leurs bénéfices sont considérables.

M. Plichon déclare que les documents de M. Thomas ne sont pas l'expression de la vérité et sont exagérés. Il insiste sur l'élasticité de la loi pour les usines à feu continu, élasticité réclamée par la nature même du travail. Pour Denain et Anzin les affirmations de M. Thomas ne sont pas exactes. M. Plichon s'appuie sur un graphique pour indiquer que la durée effective du travail d'un ouvrier attaché au service d'un haut-fourneau pendant trois jours de suite est de 9 h. 30 le premier jour, de 6 h. 15 le second et de 8 heures le troisième. Au convertisseur Thomas, il trouve : 7 h. 40, puis 7 h. 25, puis 8 h. 10. Au laminoir : 7 h. 5, puis 7 h. 30, le troisième jour : 7 h. 15.

La répartition des repos est la suivante : haut-fourneau, pour le premier jour de travail effectif de 9 h. 30, repos

(1) Cf. le chap. Intervention de l'État.

de 6 heures à 6 h. 10, de 8 h. 55 à 9 h. 5, de 9 h. 15 à 9 h. 40, de 10 h. 15 à 10 h. 25, de midi 1/2 à 1 h. 10, de 1 h. 50 à 2 heures, de 2 h. 20 à 2 h. 30, de 4 h. 15 à 4 h. 35, de 5 h. 35 à 5 h. 50, etc... En résumé : le premier jour, grand repos de 40 minutes, le second jour de 50 minutes, le troisième de 55 minutes. Les repos sont coupés. L'amendement réduisant le travail à 8 heures augmenterait les prix de revient ; de là danger au point de vue de la concurrence étrangère.

M. Fontaine, directeur du travail, commissaire du Gouvernement, dit que ce dernier est animé du désir de réduire au minimum pratique le travail dans les industries qui comptent parmi les plus pénibles. Mais la présence de 8 heures revient au travail effectif de 7 heures et cela, le Gouvernement ne peut l'accepter ; le saut est trop brusque. Il y aurait 50 0/0 d'augmentation du nombre des ouvriers et élévation des frais de main-d'œuvre.

Il y a en France un groupe industriel qui, dans la proportion de 75 0/0, a réalisé la journée de 10 heures. Les autres font 11 heures, un petit nombre 12 heures. Grâce aux paliers de la loi et aux 90 jours de dérogation, on arrivera facilement à l'unification à 10 heures.

Pour les usines à feu continu le saut est plus grand ; on y fait presque partout 12 heures à l'étranger. Il faudrait une préparation internationale ; les pourparlers sont d'ailleurs engagés (conférence de *Lugano* en 1910). M. Fontaine indique la conférence qui doit avoir lieu à Londres, le 10 juin 1912.

Le Gouvernement s'efforcera de procurer aux ouvriers

des usines à feu continu un repos moyen de 2 heures par jour qui devra être pris en dehors de l'usine.

M. Coutant (1) a été lui-même ouvrier dans ces usines ; il indique que l'ouvrier mange quand il peut, sans sortir, qu'il est 12 heures sans voir sa famille, que sa pensée est bien 12 heures complètes absorbée par le travail. Pour lui, les 8 heures s'imposent.

M. Thomas répond à M. Plichon. Il rappelle qu'on fait quelquefois dans les hauts-fourneaux la journée de 24 heures (samedi, changement d'équipe. On ne peut s'en remettre à un règlement d'administration publique ou à une convention internationale qui sera peut-être réalisée dans 10 ou 20 ans. Il rapporte les paroles de M. Giesberts à la 5^e Assemblée pour la Protection légale des Travailleurs : « En ce qui concerne les usines métallurgiques... nous devons nous poser la question de savoir si les conditions de travail ne sont pas telles qu'une réduction des heures de travail est devenue un postulat de l'humanité et une nécessité pour la santé des ouvriers. Si la réponse est affirmative, la journée de travail doit être réduite, l'industrie dût-elle en supporter quelques conséquences. »

M. Colliard (2) précise l'attitude de la Commission du Travail dont il est président. Il rappelle que la loi de 1900 a consacré le principe de 10 heures. Elle a rendu d'immenses services. Pour les usines à feu continu, il estime qu'on arrivera plus facilement à des résultats en adoptant le texte de la Commission qu'en brusquant les choses.

Le Ministre du Travail déclare le Gouvernement d'accord

(1) *Loc. cit.*, p. 1296.

(2) *Loc. cit.*, p. 1297.

avec la Commission. Les difficultés de toute nature seraient trop grandes pour une réduction à 8 heures. Il attend des résultats de la Conférence de Londres (12 juin).

L'amendement de M. Guesde est repoussé par 374 voix contre 188.

M. Falliot dépose un amendement tendant à remplacer le § 3 de l'art. 2 par le suivant : « Ces dispositions ne font pas obstacle au travail par postes successifs de 12 heures de présence dans les usines à feu continu et, en général, dans les opérations nécessairement continues, effectuées par « équipes successives ».

M. Falliot constate que, bien que la Chambre soit disposée à se rallier au système des trois équipes de 8 heures, à condition que les pays étrangers nous précèdent ou nous suivent dans cette voie, on doit considérer, dans les usines à feu continu, ou dans celles où l'on travaille par équipes successives, la durée de 12 heures comme seule actuellement possible. Pourquoi ne pas l'indiquer dans la loi au lieu de s'en rapporter au Règlement d'Administration publique ?

Sur les déclarations de M. Fontaine, directeur du Travail, que les usines à feu continu, continueront à être régies par la loi de 1848, M. Falliot retire son amendement.

On en vient à l'amendement de M. Plichon, qui indique que la rédaction du nouveau texte de l'art. 2 du Gouvernement signifie, à son avis, que pour les travaux à feu continu opérés dans les usines par équipes successives, le règlement d'Administration publique prévoira une dérogation à l'article premier, par conséquent 12 heures de présence; mais il comprend cela aussi pour les établis-

ments où on est arrivé à supprimer le travail de nuit.

Sur les affirmations du rapporteur qu'il en sera bien ainsi, M. Plichon retire son amendement.

La Chambre est appelée à discuter une proposition additionnelle de MM. Jules Roche et Plichon ainsi conçue : « Les industries dont les opérations ne peuvent être régulièrement réparties dans le cours de l'année et dont la période de pleine activité est inférieure à neuf mois par an sont comprises dans celles qui feront l'objet de ces règlements. »

M. Jules Roche dit qu'il vise les industries linières. Il est possible qu'elles ne soient pas comprises dans le second paragraphe de l'art. 2 ainsi conçu : « Pour les travaux à feu continu exécutés normalement par équipes successives, un même règlement déterminera les exceptions qu'il y a lieu d'apporter aux dispositions de l'article premier pour un certain nombre d'usines. » Or les industries dont il parle ne correspondent pas d'une façon absolue à cette catégorie.

Les industries linières ne paraissent pas non plus pouvoir invoquer les dispositions du § 3 de cet art. 2, et c'est pour cette raison qu'il a proposé avec M. Plichon cette disposition.

M. Godart, rapporteur, est surpris de ce dépôt après le vote des 90 jours de dérogations à 12 heures. En somme, M. Jules Roche demande de comprendre dans l'énumération des industries à feu continu ou dont les opérations sont continues, une industrie purement saisonnière. Il n'y a pas de raisons pour s'arrêter.

M. Fontaine, directeur du Travail, commissaire du

Gouvernement, dit que les industries de peignage et de cardage de Roubaix auxquelles s'intéresse M. Jules Roche seront très légèrement touchées par la loi et bénéficieront de 90 jours de l'amendement Lairolle.

M. Roche n'est pas d'accord avec lui. Il nie qu'on puisse appeler « saisonnière » l'industrie linière. Ce ne sont que les conditions d'approvisionnement qui influent sur elles. Elles y sont soumises ainsi qu'aux arrivages. Il en est de même pour les industries qui consomment la matière première qu'est la laine peignée ou cardée. Elles subissent entre autres les variations de la mode.

M. Jules Roche insiste sur le danger que pourra courir le commerce national. Dix ou douze établissements de la région de Roubaix ont déjà émigré en Belgique.

Après les observations de M. Fontaine, directeur du Travail, commissaire du Gouvernement, et de M. Godart, rapporteur, s'efforçant de montrer qu'avec le texte de son projet l'industrie du peignage ne verrait pas sa capacité diminuée de plus de 30/0 et que les 90 jours sont une satisfaction suffisante, le Ministre ajoute quelques mots.

Il montre que si la Chambre après avoir accordé 90 jours de dérogations à toutes les industries la (Commission et le Gouvernement s'en tenant à 60) accordait encore une situation véritablement exceptionnelle à certaines industries, il en résulterait une brèche considérable au système de protection que l'on veut établir.

L'amendement est rejeté par 455 voix contre 97.

La Chambre, le 20 juin 1912 (1), procède à l'examen d'une

(1) *J. O.*, du 21 p. 1605.

disposition additionnelle de M. Louis Dubois, à l'art. 2 : « Dans les établissements où le travail s'effectue habituellement par équipes, ateliers ou chantiers distincts, chaque équipe, atelier ou chantier bénéficie séparément des dérogations prévues au présent article. »

M. Dubois rappelle que M. Godart a fait connaître à la Commission, à la date du 10 juin, qu'aux termes d'une circulaire interprétative en date du 16 mars 1905, les dérogations étaient applicables par ateliers distincts où le travail était exécuté par des ouvriers spécialisés et non interchangeables. Il a proposé à la Commission de s'en tenir à cette interprétation pour les ateliers ajoutant que, pour les chantiers, des précisions pourraient être demandées au Ministre du Travail dans le cours de la discussion.

Il semblerait donc que l'amendement de M. Dubois n'eût que le but de cristalliser en quelque sorte dans le texte l'interprétation donnée par le rapporteur lui-même. M. Dubois en donne un exemple pratique. Il a donc été étonné de voir la Commission repousser son amendement.

M. Godart, d'accord avec le Gouvernement et la Commission considère, que tout en assouplissant la loi il faut rendre les fraudes impossibles. Dans les législations étrangères, l'emploi des heures supplémentaires est très sévèrement réglé, (loi anglaise de 1901) et toujours par établissement.

Sans doute la jurisprudence administrative admet que les dérogations peuvent être utilisées par atelier « lorsque l'établissement comprend des ateliers de profession distincte », et l'Inspecteur du Travail de son côté considère que les dérogations peuvent s'appliquer par atelier, lorsque

ceux-ci sont nettement distincts, sans équi-ques interchangeables, mais a toujours en vue : 1° d'empêcher conformément à l'esprit de la loi qu'un même ouvrier puisse être privé des 10 heures pendant plus de 60 jours par an ; 2° qu'un employeur ne renvoie les ouvriers, ayant individuellement épuisé le crédit de dérogations.

C'est ce qui résulte encore d'une circulaire, en date du 16 mai 1905, du Ministre du Commerce aux Inspecteurs du Travail, au sujet de l'emploi des dérogations, qui prévoit notamment le cas d'un même patron exerçant plusieurs industries différentes, cas où on aurait accordé doubles dérogations sans contrôle suffisant.

M. Godart affirme que tous les cas d'espèce soulevés depuis 1895 ont été tranchés, suivant les principes formulés par cette circulaire, et qui visent à l'application stricte du décret du 15 juillet 1893. La Commission et le Gouvernement pensent qu'il y a lieu de maintenir intégralement cette règle. M. Godart ajoute qu'on doit considérer comme établissement distinct le chantier ou l'ensemble des chantiers situés dans une région autre que le siège principal de l'entreprise et qui recrutent une main-d'œuvre locale.

Dans l'industrie, on doit au contraire considérer comme formant, pour le comptage des dérogations, un établissement distinct, les industries différentes exercées à l'intérieur d'un même établissement et même les ateliers où s'exercent des professions différentes, sous la réserve que le même personnel ne puisse être employé dans ces diverses subdivisions.

Il ajoute que M. Dubois vise non seulement les ateliers et chantiers, dans son amendement, mais les équipes. Or,

il paraît inutile et impossible de donner à chaque équipe un compte de dérogations spécial.

M. Beauregard (1), après avoir constaté que les circulaires ministérielles ont établi une jurisprudence que respecte le Ministre du Travail et qui donne satisfaction, fait remarquer son manque de sécurité. Il faut l'insérer dans la loi et faire celle-ci « d'une clarté et d'une netteté parfaites. »

En présence de la tournure de la discussion, M. Louis Dubois modifie son texte : « Dans les établissements où le travail s'effectue habituellement par équipes, ateliers ou chantiers distincts, chaque équipe, atelier ou chantier, bénéficie séparément des dérogations prévues au présent article, sans que ces dérogations puissent être cumulées par un même personnel. »

M. Fontaine, directeur du Travail, précise la portée des textes en discussion. Il s'agit du temps de commandes urgentes dans des périodes où le travail donne beaucoup. La jurisprudence de l'Administration, dit-il, n'est pas arbitraire, mais inspirée par les définitions du recensement. En somme « la seule précision réelle est celle-ci : c'est qu'il s'agit d'ateliers où le même personnel n'est pas employé, parce qu'il s'agit de métiers différents auxquels le même personnel n'est pas apte... Dans le texte de la nouvelle loi, l'Administration n'est plus maîtresse des dérogations ; ce sont les tribunaux. L'industriel ne demande plus d'autorisation. Si son avis de dérogation est contesté, les tribunaux apprécient. »

(1) *loc. cit.*, p. 1608.

M. Fontaine en vient à l'amendement de M. Dubois. Il n'est pas prouvé que le personnel de deux équipes ne soit pas interchangeable. Il y a même métier, même travail. Dans les usines à feu continu les équipes font 12 heures, on ne peut leur demander plus. Alors à quoi bon le texte ? Pour les autres, actuellement les dérogations sont comptées par jour, qu'elles s'appliquent à une ou deux équipes. Dans le système de M. Dubois, non seulement il y a impossibilité de contrôle, mais il y a pour les usines qui ont conservé le travail de nuit un avantage qui a été refusé aux autres (2 heures de dérogations par jour sur le même outillage soit 180 jours). M. Fontaine est d'accord avec M. Dubois pour les *ateliers* distincts ; pour les ateliers au personnel non interchangeable considérés comme établissements distincts ainsi que pour les chantiers à main-d'œuvre locale. En somme, il n'y a pas grande différence entre son interprétation, celle de M. Godart et le système de l'amendement rectifié. Une définition introduite dans la loi peut omettre des cas et lier les tribunaux.

M. Bourgeois déclare que le mot équipe ne peut être maintenu dans un texte de loi, car il répond à un fait particulier, à un groupement momentané, à contrôle impraticable. Il est aussi d'accord avec M. Dubois sur le sens des mots « établissements distincts, chantiers, ateliers. » Une définition introduite dans la loi pécherait par excès ou manque de précision, lierait les tribunaux et serait une source de procès.

M. Paul Beauregard fait justement remarquer que la jurisprudence actuelle n'émane pas des autorités qui auront à appliquer la loi (juges). Il demande une définition

très simple qui empêcherait la confusion du personnel.

L'amendement Dubois est rejeté par 411 voix contre 154, bien que son auteur eût retiré le mot équipe.

« L'ensemble de l'article 2 est ensuite adopté.

Le texte de l'article 3, qui vient en discussion (1) est ainsi conçu : « La dispense, édictée au dernier paragraphe de l'article premier, cessera de plein droit deux années après la mise en vigueur de la présente loi, sauf pour les établissements occupant habituellement au plus 5 ouvriers adultes. »

Un amendement est présenté par M. Mauger au nom du groupe socialiste unifié : « Les industries, visées au paragraphe 5 de l'article premier, ne bénéficieront de l'exception édictée en leur faveur, que pendant un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi. A l'expiration de ce délai, la durée du travail sera réglée conformément au paragraphe premier de l'article premier. »

La Chambre, dit M. Mauger, en votant l'amendement Delpierre a détruit tous les avantages de la loi de 10 heures, (dispense pour les industries de moins de 20 ouvriers sans machines-outils et moins de 10 avec machines-outils). La situation fut encore aggravée par le vote des 90 jours. Il demande à la Chambre de ne pas s'en tenir à viser 14 ou 16 0/0 des ouvriers, ce qui arriverait en maintenant l'amendement Delpierre, mais à appliquer la loi à tous les travailleurs de l'article premier sans exception. Il y a 293.000 établissements n'occupant pas plus de 5 personnes soit 80 0/0 (Il y a 368.000 établissements visés à l'article pre-

(1) *loc. cit.*, p. 1610.

mier). Il y en a 316.000 n'occupant pas plus de 10 personnes soit 86 0/0. Reste donc bien 14 ou 16 0/0 à bénéficier de la loi ; M. Mauger rappelle que les longues journées ne sont pas les plus profitables à la petite industrie. Il invoque la santé de l'ouvrier, parle de la crise de l'apprentissage, du chômage (1). Il indique combien les congrès ouvriers se sont émus au vote de l'amendement Delpierre. Il cite l'ordre du jour de celui de Nevers qui comprenait les délégués de plus de 75 syndicats. il modifie la rédaction de son amendement ainsi qu'il suit : « La dispense édictée au dernier paragraphe de l'article premier cessera de plein droit, deux années après la mise en vigueur de la présente loi, sauf pour les établissements occupant habituellement au plus 5 ouvriers adultes. » Mais il demande à la Chambre de rejeter les mots « sauf pour les établissements etc..., » pour que tous les ouvriers sans exception bénéficient des 10 heures. Les effets fâcheux de l'amendement Delpierre disparaîtront ainsi.

M. Colliard, président de la Commission du Travail, indique, qu'en ayant retenu certains amendements ayant trait à *certaines* petites industries, la Commission a modifié l'amendement Delpierre qu'elle considère comme un recul sur les lois antérieures.

M. Delpierre demande à la Chambre de ne pas revenir sur son avis du 26 mars. La petite industrie est des plus dignes d'intérêt. Elle s'exerce dans 70 départements, alors que la grande ne se répartit que dans 16, et elle est partout l'indispensable auxiliaire de l'agriculture. Les socialistes,

(1) Se reporter à ces chapitres.

par leur attitude dans le cas présent. ne se font-ils pas les serviteurs du capitalisme, puisqu'en faisant une législation uniforme on risque de faire disparaître la petite industrie ? N'est-ce pas pour favoriser la concentration capitaliste et pouvoir organiser, dans un but politique, les partis de classe ? La concentration ouvrière, en effet, résulte de la concentration capitaliste. Et on arriverait à quoi ? La socialisation des moyens de production, contre laquelle M. Delpierre et son parti veulent lutter, aussi bien que contre les trusts et les accaparements.

M. Godart, rapporteur, déclare que la Commission, d'accord avec le Gouvernement, a accepté l'amendement de M. Mauger et l'a incorporé dans son texte pour la première partie de l'art. 3 du projet. L'amendement Delpierre (1) n'a pas en réalité été admis par la Chambre, le vote de cet amendement n'ayant aucune force morale. En effet, alors qu'en séance, les chiffres réunis sur lui de 323 voix contre 247 n'étaient plus le lendemain au *Journal officiel*, à la suite de rectifications, que de 278 au lieu de 323, la majorité était devenue une minorité. Le vote de cet amendement constituant un recul sur le régime existant depuis 1848, la Commission a raison de vouloir en atténuer les effets en acceptant l'amendement Mauger.

M. Albert Poulain, socialiste, combat la rédaction de la Commission, selon laquelle les petites industries employant moins de 5 ouvriers seraient exonérées de la journée de 10 heures. Dans la petite industrie, M. Poulain parle par

(1) Rappelons qu'il portait que la loi de 10 heures ne s'appliquerait pas aux industries occupant habituellement moins de 60 ouvriers sans machines-outils et moins de 10 avec machines-outils.

expérience, l'ouvrier fait peut-être un tiers d'efforts de plus que dans les grandes maisons, et il ne faut pas établir deux « catégories » d'ouvriers. Remercié à 50 ans par les grands patrons, l'homme aux cheveux blanchissants se réfugiera dans la petite industrie où, moins vigoureux à raison de son âge, on pourra le forcer à travailler 14 heures et plus.

M. Drivet appuie la thèse de M. Poulain. Les conditions d'hygiène de la petite industrie sont souvent les plus mauvaises, les travaux les plus fatiguants. M. Drivet a fait une enquête personnelle ; huit fois sur dix les petits patrons des campagnes approuvaient complètement la loi ; ils ne demandent qu'à être protégés contre leurs concurrents, ils auront satisfaction par le système des paliers. Il est inutile d'introduire de nouvelles dérogations qui ouvriraient la porte à la fraude.

M. Louis Puech (1) dépose sur l'art. 3 un amendement signé aussi d'un certain nombre de ses collègues radicaux, ayant pour but de remplacer les mots « au plus cinq ouvriers adultes » par « au plus dix personnes ». Il craint un fléchissement de la production, à défaut d'entente internationale qui apparaît assez lointaine. Cependant il se rallie au projet pour des raisons d'humanité et d'intérêt social, qui entraînent pour l'État, un véritable devoir de protection.

Mais la Chambre doit s'entourer de tous les renseignements utiles et se garder de commettre des erreurs économiques qui se réparent moins facilement que des fautes

(1) *Loc. cit.*, p. 1615.

politiques. Notre industrie est aujourd'hui un organisme vivant où il n'est plus loisible de couper et de tailler à merci. Il faut donc distinguer entre la grande, qui peut regagner en intensité et en profondeur ce qu'on lui enlève en étendue, et la petite où la situation est différente. Il n'est plus question de concentration de capitaux, de division du travail, de production par masses, de perfectionnement de l'outillage. Tout cela y est remplacé par la transformation technique, l'agilité de la main, le goût de l'artisan. Le travail s'accomplit sous la surveillance directe ou avec la collaboration même du patron. Le législateur de la loi de 1848 avait déjà fait la distinction (établissement de moins de 20 ouvriers).

La conférence internationale de *Berne* en 1905 a adopté le chiffre de 10 personnes comme ligne de démarcation entre la grande et la petite industrie. M. Puech propose la même distinction. Les « personnes » sont aussi les femmes et les enfants qui en tout état de cause ne font que 10 heures; son texte est donc plus libéral que celui de la Commission. M. Puech comprend l'intention des socialistes : le jour où la petite industrie aura disparu, et où il ne restera plus que quelques gros barons du commerce et de la finance, d'un côté et de l'autre des légions de prolétaires, le collectivisme sera instauré en fait et il n'y aura plus qu'à lui donner une consécration de droit.

Mais le parti radical (ou tout au moins le parti de quelques radicaux) ne saurait avoir, cette conception. Il préconise l'ascension de tous à la propriété du sol, comme à la propriété de l'instrument du travail sous forme de fonds de commerce ou sous forme d'entreprise industrielle. Il ne

saurait abandonner la petite industrie. D'ailleurs au point de vue social, c'est « une des forces les plus généreuses, les plus saines et les plus fécondes de notre pays ; au point de vue économique, une des sources les plus abondantes de la richesse nationale ; au point de vue politique enfin, trop peu riche pour ne pas désirer le progrès incessant, et possédant cependant assez pour ne pas risquer les aventures et le désordre, elle s'adapte tellement bien, dit M. Puech, à nos programmes, qu'elle forme la base même du suffrage républicain. »

M. Marc Réville combat l'amendement Puech ; il fait remarquer que la petite industrie est suffisamment protégée par suite des 90 jours de dérogation de l'amendement Lairolle.

M. Drelon fait observer que la loi de 1900 retire beaucoup d'intérêt à l'amendement, à moins qu'on ne décide que ce dernier abroge la loi visant le travail en commun des adultes, des femmes et des enfants ; sa portée deviendrait ainsi considérable. M. Drelon demande ces éclaircissements à la Commission.

M. Godart fait connaître l'avis de la Commission sur l'amendement Puech. Il faut tout d'abord définir ce qu'on entend par petite industrie. Pour M. Delpierre, c'est l'industrie du village, l'industrie familiale. Pour M. Puech, elle comprend les établissements occupant au plus 10 personnes. Mais il y a au village de vraies usines de 10 ouvriers où le patron est un industriel important.

Il est deux sortes de statistiques : celle la Commission supérieure du Travail et celle du dernier recensement.

D'après la statistique de la Commission supérieure du

Travail, sur les 368.000 établissements protégés, 293.000 n'occuperaient pas plus de cinq personnes. Ils entreraient donc dans l'exemption prévue au texte du Gouvernement et de la Commission. M. Puech trouve qu'il y a 316.000 établissements n'occupant pas plus de 10 personnes (donc 23.000 établissements entre 5 et 10 ouvriers).

La statistique résultant du recensement général de la population du mois de mars 1906, montre que l'industrie compte 2.809.617 ouvriers et 962.813 femmes (chemins de fer et transports exceptés). Il y a 630.210 établissements dont 550.604 n'occupent pas plus de 5 personnes. Ces établissements occupent un personnel de 591.604 personnes, hommes et femmes. Si on se rapporte au chiffre de M. Puech et si on cherche combien il y a, en plus, d'établissements comptant de 5 à 10 personnes, on voit qu'il y en a 37.159 dans lesquels se trouvent 279.377 personnes employées. Les chiffres de l'amendement de M. Puech sont trop larges.

Il y a aussi l'inconvénient d'introduire le mot général « personnes » dans une loi qui ne vise que les adultes. Dans un établissement de 10 personnes, les femmes et les enfants seraient toujours soumis aux 10 heures et pas les adultes. Mais leur travail est lié ; ils seront donc soumis aussi en fait aux 10 heures.

M. Godart fait appel en terminant au parti radical et au parti radical-socialiste et rappelle à ce sujet les vœux qui ont été émis par les différents congrès de ces partis. Au dernier congrès du parti radical et radical-socialiste, M. Herriot a rédigé la déclaration proclamant qu'il y a de l'immoralité dans une république à « laisser le faible exposé sans défense aux entreprises du fort » indiquant « la nécessité de mettre

le travailleur dans des conditions de vie matérielle autres que celles où il se débat actuellement, »

Sur la crainte exprimée par M. Jaurès que les ouvriers adultes, au cas où se voterait l'art. 3 du projet ou l'amendement Puech, ne bénéficieraient plus des avantages de la loi de 1900, lorsqu'ils travaillent avec les femmes et les enfants dans les mêmes locaux, M. Bourgeois, Ministre du Travail, reconnaît dans les textes une certaine ambiguïté, l'existence d'un doute qui doit être dissipé.

On peut choisir entre deux décisions :

a) Ou bien, comme paraît le demander M. Godart, permettre aux adultes de travailler plus de 10 heures, lorsqu'ils se trouvent occupés avec des femmes et des enfants, et dans ce cas, abroger l'art. 2 de la loi de 1900 ;

b) Ou bien, décider qu'on ne peut pas revenir en arrière et laisser subsister les avantages de la loi de 1900.

M. Drelon prétend qu'il y a contradiction entre la manière de voir du Gouvernement et celle de la Commission, M. Godart constate qu'ils avaient été guidés dans la rédaction des textes, par cette pensée que, dans les petits établissements industriels, il y a conflit entre la loi de 1900 et celle de 1848. L'uniformité à 10 heures pour tout le personnel mixte porte un préjudice considérable à l'apprentissage, on sait pourquoi. La Commission veut pallier ce défaut en exemptant les ouvriers adultes des petits établissements de la loi en vigueur et leur permettre de faire plus de 10 heures tout en conservant femmes et enfants.

Il demande à la Chambre de permettre à la Commission de rédiger un nouveau texte des articles 3 et 4. La discussion est renvoyée au jeudi 27 juin.

Le 27 juin (1) la Commission proposa pour l'article 3 la rédaction suivante : « Art. 3. — La dispense édictée au dernier paragraphe de l'article premier cessera de plein droit deux années après la mise en vigueur de la présente loi, sauf pour les établissements occupant habituellement, en dehors du personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892 modifiée par la loi du 30 mars 1900, au plus cinq ouvriers adultes.

« Pour ces ouvriers adultes ainsi que pour ceux visés au dernier paragraphe de l'article premier la durée légale de la journée de travail est fixée à 12 heures. »

M. Mauger dépose un amendement tendant à supprimer la fin de l'art. 3 à partir des mots « sauf pour les établissements occupant habituellement... » Il estime qu'il n'y a pas de raisons pour que la Chambre ne fasse pas bénéficier tous les travailleurs des avantages d'une loi faite pour mettre en harmonie la loi de 1900 avec les besoins de l'industrie. Suivant le texte, on ne favoriserait pas la petite industrie et on irait à l'encontre de la cause de l'apprentissage. Aussi y aurait-il avantage à remplacer les mots « deux années après la mise en vigueur de la présente loi » par ceux-ci : « deux années après la date de la publication du règlement d'Administration publique. » La Commission ne fait pas de difficultés.

La Chambre adopte la première partie de l'art. 3 ainsi modifiée.

Quant à la suppression réclamée par M. Mauger, il la justifie ainsi : Si on laisse subsister les deux paragraphes,

(1) J. O. du 28 juin 1912, p. 1.800.

un atelier contenant cinq adultes n'emploiera plus les femmes et les enfants, ou il les ferait travailler 10 heures, les adultes travaillant 12. Le fonctionnement du petit atelier serait pratiquement impossible.

M. Godart rappelle que la Chambre est toujours en face de l'amendement de M. Puech et déclare que la Commission a été frappée du sentiment manifesté par un certain nombre de députés tendant à exempter la petite industrie de l'application de la loi.

Le Gouvernement, en déposant son projet, avait eu en vue d'unifier les conditions du travail dans tous les établissements industriels.

Actuellement dans un établissement industriel où il n'y a que des adultes, s'il y a plus de 20 ouvriers sans moteur mécanique, ou s'il y a un moteur mécanique, quelque soit le nombre des ouvriers, le décret-loi de 1848 impose une durée légale de journée de travail de 12 heures.

Mais, lorsque dans un établissement où travaillent des adultes, une femme ou un enfant est employé dans les mêmes locaux, d'après la loi du 30 mars 1900, les ouvriers ne peuvent faire que 10 heures. Pour pouvoir garder les 12 heures, nombre d'industriels ont renvoyé femmes et enfants; c'est une des causes de la crise de l'apprentissage.

Le Gouvernement a voulu, par l'unification à 10 heures pour tous les établissements, enlever aux patrons l'intérêt qu'ils ont à renvoyer les enfants. La Chambre était entrée dans ces vues par le vote de l'article premier. Mais depuis l'amendement Delpierre et la discussion sur l'amendement Puech, la Chambre se trouve en présence d'une atteinte au principe de l'unification désirable. Si l'on décide que dans

tout établissement industriel où il n'y aura pas plus de cinq ouvriers adultes, la journée de 10 heures du projet actuel ne s'appliquera pas, il va en résulter que dans ces petits établissements on ne prendra jamais de femmes et d'enfants, afin de conserver le régime des 12 heures et éviter l'application de la loi de 1900. Or, ce sont précisément dans ces petits établissements, que l'enfant apprend le plus souvent son métier, sous la direction de son père ou du maître ouvrier.

Comment donc réaliser avec le moindre inconvénient l'exemption des petits établissements sans que cela nuise à l'apprentissage? Pour M. Godart, il faudrait décider que lorsqu'il y aura plus de 5 ouvriers adultes, même s'il y a à côté d'eux femmes et enfants, les ouvriers adultes, mais eux seuls, échapperont à la loi de 1900 comme au projet actuel.

Le texte de la Commission n'en constituera pas moins un recul sur la loi de 1900.

M. Mauger fait remarquer que son point de vue met en accord toutes les législations existantes et rend compatible, avec les 10 heures, l'emploi des femmes, des enfants avec les adultes. Plus même besoin d'employer la « séparation des locaux » qui nuisait tant à la petite industrie.

M. Puech constate que le Gouvernement et la Commission ont reconnu la nécessité de tenir compte de la distinction essentielle qu'il y a entre la grande et la petite industrie. La distinction fut déjà faite en 1848 (20 ouvriers). Elle a été faite par la Convention de Berne de 1905 (10 personnes). Elle dérive de la nature même des choses. Mais tandis que les textes officiels proposent 5 ouvriers,

MM. Delpierre et Puech veulent exempter les établissements jusqu'à 10 ouvriers. A côté du forgeron, du cordonnier, de l'artisan de village, il y a une masse de petits industriels occupant 4, 5, 6, 7, 10 ouvriers. En somme, selon M. Puech, il y a grande industrie « dès qu'il y a concentration de capitaux, division du travail, production par masse, outillage perfectionné, lorsque l'ouvrier entre et sort à la cloche... » Dans la petite industrie, le patron « travaille lui-même avec ses ouvriers, il n'a pas ou presque pas d'outillage, et remplace les forces industrielles modernes... par l'habileté, la formation technique, le goût, le tour de main... », les heures de travail se confondent dans une certaine mesure, avec les heures de simple présence. C'est pour M. Puech : les industries du bâtiment, la maçonnerie, la charpente, la tuilerie, la briqueterie, la brasserie, la bimbeloterie, etc., et aussi les coopératives agricoles.

Il reconnaît que son amendement exemptera 86 0/0 des ateliers existants, mais le texte de la commission en exempté 80 0/0, et il ne s'agit que de tout petits ateliers (22 ou 23 0/0 de la population ouvrière totale).

M. Bourgeois, ministre du Travail, indique que la Chambre a considéré comme trop rigoureux le système de M. Mauger, qui comprend dans la loi la toute petite industrie, jusqu'ici, en dehors des réglementations du travail ; la Chambre vota l'amendement Delpierre.

Mais, au point de vue de l'apprentissage, il ne faut pas étendre l'exception. M. Bourgeois ne voudrait en faire profiter que les ateliers familiaux. L'amendement Puech excepterait 800.000 ouvriers, de la loi. A titre de transaction, M. Bourgeois demande que l'on adopte le texte du Gouver-

nement (5 ouvriers) ne s'appliquant que pour deux ans, formant ainsi un nouveau palier.

M. Puech fait remarquer que, sur le chiffre cité de 800.000, 375.000 seront exemptés par le texte du Gouvernement.

L'amendement Mauger est rejeté par 443 voix contre 262. C'est un échec sérieux pour le Gouvernement. Le principe de la loi sort de plus en plus amoindri des discussions de la Chambre.

Le premier paragraphe de l'article 3 se trouve donc voté dans les termes suivants :

« La dispense, édictée au dernier paragraphe de l'article premier, cessera de plein droit, deux années après la date de la publication du règlement d'administration publique, sauf pour les établissements occupant habituellement, en dehors du personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900, au plus 10 ouvriers adultes. »

En addition de ce texte, il est déposé par M. Mauger (1) et plusieurs de ses collègues un amendement tendant à ajouter à ce texte les mots : « pour lesquels ce délai est porté à 4 années. » Les socialistes cherchent à atténuer les résultats de leur défaite, qui, de cette façon n'aurait plus qu'un effet temporaire. »

M. Mauger déclare qu'il est d'accord avec la Commission. L'effet des trop nombreuses dérogations votées serait ainsi atténué et on donnerait satisfaction à la grande masse des travailleurs. M. Puech, dans un esprit de conciliation, se rallie à l'amendement de M. Mauger qui est adopté.

(1) Séance du 4 juillet 1912, *S. O.*, du 5, p. 1984.

Le premier paragraphe de l'article 3 se trouve ainsi définitivement rédigé :

« La dispense édictée au dernier paragraphe de l'article premier cessera de plein droit deux années [après la date de la publication du règlement d'administration publique, sauf pour les établissements occupant habituellement, en dehors du personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900, au plus, 10 ouvriers adultes pour lesquels ce délai est porté à 4 années. »

La Chambre vote ensuite sans discussion les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 ainsi conçus, après modification par la Commission :

« Toutefois, la dispense sera définitive pour les établissements occupant au plus 5 ouvriers adultes n'employant pas une force motrice supérieure à 3 chevaux.

Pour les ouvriers adultes auxquels s'appliquent ces dispenses, la durée maxima de la journée de travail est fixée à 12 heures. »

L'ensemble de l'article 3 est alors adopté.

Il en est de même de l'article 4 ainsi conçu (1) : « Le décret-loi du 9 septembre 1848 modifié par l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 est abrogé. »

L'article 5 est voté sans discussion :

« Les contraventions à la présente loi sont constatées et réprimées dans les conditions déterminées par les articles 17 à 29 inclus de la loi du 2 novembre 1892, modifiée par la loi du 30 mars 1900. »

M. Dubois propose d'ajouter un second paragraphe ainsi conçu :

(1) *Loc. cit.*, p. 1985.

« Elles donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers indûment employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1.000 francs. »

M. Dubois rappelle que la loi de 1892 ne s'applique qu'aux femmes et aux enfants. On appliquera donc les mêmes pénalités en deux matières absolument différentes. La faute n'est cependant pas aussi grave, lorsqu'elle s'adresse aux adultes, que lorsqu'elle met en jeu des femmes et des enfants. Et la loi de 1892 vise encore d'autres questions, comme l'âge d'admission des enfants, le repos hebdomadaire, le travail de nuit, l'hygiène et la sécurité.

Si l'on applique aux adultes pour lesquels elle n'est pas faite, les pénalités de cette loi, on arrive à de véritables incohérences :

D'après l'article 26 de la loi de 1892 « les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la présente loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de cette loi seront poursuivis devant le tribunal de simple police, et passible d'une amende de 5 à 15 francs. En outre, cette amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi. »

En supposant 1.000 personnes, cela fait de 5.000 à 15.000 francs.

En cas de récidive, l'amende peut être portée de 16 à 400 francs ; cela fait pour 1.000 personnes 100.000 francs.

Dans la loi de 1892, il n'y a aucune limitation de pénalité. Mais dans les ateliers, les femmes et les enfants sont en bien plus petit nombre que les adultes.

On arrive à cette monstruosité que le patron, qui fait

travailler des enfants, est moins fortement puni que s'il fait travailler des adultes!

Toutes les autres lois du travail limitent au contraire les pénalités. (Loi sur les mines, maximum 500 francs, récidive 2.000) (1).

Un patron faisant travailler tous ses ouvriers tout un jour de repos aura 500 francs d'amende (loi du 13 juillet 1906). Les faisant travailler une demi-heure de plus un jour la semaine, il pourra être condamné à 100.000 ou 200.000 francs d'amende!

M. Godart, au nom de de la Commission et d'accord avec le Gouvernement, combat l'amendement. Il faut que les lois ouvrières soient fortement sanctionnées. L'amendement de M. Dubois crée une insupportable inégalité entre les petits et moyens établissements et les grands. L'industriel qui aura 200 ouvriers verra toujours le plein de l'amende jouer pour lui (5 francs par tête, 1.000 francs au total). Celui qui en emploiera indûment un plus grand nombre sera traité de la même façon. Le tout sera de calculer si le bénéfice à remporter par la prolongation de labeur l'emporte sur l'amende.

M. Beauregard estime qu'il ne faut pas donner à la loi une apparence d'hostilité contre les industriels. La Commission pourrait d'ailleurs préparer un texte présentant des limitations proportionnelles à l'importance des ateliers.

M. Bourgeois fait remarquer que le projet n'innove rien en fait de sanctions. Les règles de la loi de 1892 sont appli-

(1) M. Dubois cite encore la loi sur le repos hebdomadaire, du 13 juillet 1906, maximum 500 francs, récidives et cumul maximum 3.000 francs.

quées depuis 20 ans, sans abus; les Tribunaux correctionnels peuvent appliquer les dispositions sur les circonstances atténuantes de l'article 463 du Code Pénal.

L'amendement de M. Dubois est repoussé par 413 voix contre 153.

L'article 5 est donc voté selon le texte indiqué plus haut.

La Chambre est ensuite saisie d'un certain nombre d'articles additionnels à la loi (1).

Le premier est présenté par MM. Roche et Le Bail. Il est ainsi conçu : « La présente loi ne s'applique pas à l'industrie des conserves alimentaires de poisson ».

M. Roche parle de prudence. Il faut ménager la transition entre les 12 et 10 heures. Il faut accorder toutes les dérogations, toutes les exceptions que comportent et qu'exigent la nature spéciale ou les conditions d'existence de certaines industries. Il ne faut pas qu'une loi en faveur des travailleurs se retourne contre leur intérêt.

A propos de la fabrication des conserves alimentaires de poisson, la Commission a entendu les patrons et les ouvriers ferblantiers. Ils veulent pour leur industrie la liberté absolue. On ne peut prévoir quand le travail commencera, quand il finira, quelle sera son importance. La pêche du thon et de la sardine dépend du vent, de la température, de l'eau et d'une foule de circonstances très mal connues des praticiens et des savants. Les heures où les barques reviennent, lorsque « le poisson travaille » est essentiellement variable. Il faut alors travailler quelquefois très longtemps de suite pendant que le poisson est frais, et dans d'assez

(1) *J. O.* du 5 juillet 1912, p. 1987.

bonnes conditions d'hygiène, dit M. Roche. Il ne faut pas ruiner une industrie qui a déjà du mal à lutter contre la concurrence étrangère.

M. Godart dit, qu'à l'heure actuelle, l'industrie des conserves alimentaires de poisson est mixte, par conséquent soumise aux lois de 1892 et 1900. Mais c'est une industrie saisonnière; il lui est accordé 60 jours à 12 heures par an pour tout son personnel.

Le projet actuel donnera 90 jours aux ouvriers adultes. La convention de Berne a excepté l'industrie des conserves alimentaires de poisson, de l'interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants. Ils peuvent faire 98 nuits. L'industrie a donc toute l'aisance voulue. D'ailleurs le grand nombre de femmes qui y est employé (loi de 1892) n'est pas touché par le projet.

Pour les hommes (fabrication et fermeture des boîtes), c'est 10 heures pour ceux qui travaillent dans les mêmes locaux que des femmes ou des enfants. Ceux qui travaillent seuls (cuisson), seront touchés par la loi, mais ils bénéficient déjà des dérogations exceptionnelles du décret du 28 mars 1902. (1 h. 1/2 au-delà de la limite assignée pour le travail général de l'établissement et 2 heures le lendemain de tout chômage).

D'ailleurs, en vertu de l'article 2 du projet, des exceptions sont accordées pour les travaux préparatoires et complémentaires, ceux qui concernent la cuisson et les autoclaves auront par ce texte toute facilité d'obtenir des heures de travail supplémentaires ou préparatoires.

En résumé, le projet de loi ne modifie pas la situation

existante ; bien mieux, il fait bénéficier de l'article 2 certaines catégories d'ouvriers.

M. Roche reconnaît les facilités données. Mais il constate que, d'après les règlements d'Administration publique, l'Administration s'en rapporte à l'appréciation — qu'il qualifie d'arbitraire — de l'inspecteur divisionnaire du travail. Ne vaudrait-il pas mieux excepter de la loi une industrie qui ne peut vivre que dans et par la liberté,

M. Bourgeois fait observer que dans la nouvelle loi il n'y a pas d'autorisation spéciale délivrée par l'inspecteur. Les dérogations existent *de droit* pour le chef d'industrie. On ne peut faire une loi spéciale pour les conserves de poisson, mais le Ministre dit qu'il est bien entendu que le Gouvernement consacrera dans un règlement d'Administration publique, les exceptions prévues du règlement du 15 juillet 1893, concernant la loi de 1892.

M. Fontaine, directeur du Travail, constate que rien ne sera changé aux dérogations concernant la durée du travail des femmes et des enfants.

Quant aux hommes qui travaillent avec eux, leurs dérogations sont étendues par le nouveau texte (90 jours au lieu de 60).

Quant à ce qu'il faut appeler travail effectif (et cela pour répondre à une critique de M. Roche), M. Fontaine indique que : 1° sont réputés au travail les ouvriers qui sont dans l'enceinte de l'usine et n'ont pas le droit d'en sortir ; 2° sont réputés au repos, les ouvriers même à l'usine, n'étant pas sur les lieux de travail et ayant le droit de sortir. Il confirme que la situation de l'industrie des conserves ne

sera pas modifiée, qu'elle sera même améliorée, grâce à l'article 2.

M. Roche retire son amendement.

MM. l'abbé Lemire et Daniel Vincent déposent un article additionnel ainsi conçu (1) : « En cas de récidive, outre les peines prévues à l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, le contrevenant est déchu pour cinq ans du droit d'éligibilité au Conseil de prud'hommes, au Tribunal de commerce, à la Chambre de commerce et au Conseil supérieur du travail. Il ne peut, durant le même laps de temps, recevoir aucune distinction honorifique. »

M. Lemire fait remarquer qu'il s'agit là non d'une aggravation de la loi, mais d'une adaptation. Cette disposition compléterait l'article 27 de la loi du 2 novembre 1892 (en cas de récidive, poursuite devant le tribunal correctionnel avec amende de 16 à 100 francs ; affichage du jugement, et insertion dans les journaux à la volonté du Tribunal). Il serait bon d'introduire une sanction nouvelle touchant le contrevenant dans ses droits professionnels, ses aptitudes et ses dispositions honorifiques. Le texte de M. Lemire a déjà été voté deux fois par la Commission du Travail (dans le projet Doumergue et dans une proposition Godart sur le travail de nuit dans les boulangeries). Ce texte a été aussi inséré par M. de Mun dans sa proposition sur les employés.

Ce serait une application de l'idée d'individualisation de la peine (adaption à la fonction du contrevenant). La loi française renferme des exemples. Toute sanction n'est pas dans l'argent, il en existe une « meilleure, plus efficace, je

(1) *J. O.* du 5 juillet 1912. p. 1990.

dirai même plus bienfaisante, par conséquent plus sociale, celle qui pour punir un coupable le prive de certains droits corporatifs. La sanction qui diminue les aptitudes aux récompenses honorifiques peut atteindre tout le monde. »

L'homme qui a manqué aux lois ouvrières ne saurait plus être qualifié pour les interpréter, les défendre ou les appliquer : Quant à la distinction honorifique c'est une réclame, souvent, pour l'industriel. Cette attestation publique ne doit pas être attribuée à un homme qui a édifié sa fortune au détriment des garanties assurées par la loi à la main d'œuvre.

M. Aynard ne voudrait pas que l'on rendit la loi odieuse ridicule. Les contraventions sont souvent involontaires. Pour une cause qui peut être futile, un industriel ne doit pas être frappé dans son honneur, et cela sur un simple rapport de l'inspecteur du travail qui peut être erroné ou tendancieux. La portée du texte est d'ailleurs exagérée.

M. Marc Mathis reconnaît aux industriels et commerçants la possibilité d'erreurs involontaires. Beaucoup d'entre eux les plus larges, les plus philanthropes ont été frappés de contraventions. La contravention ne tient d'ailleurs pas compte de la bonne ou mauvaise foi ; et elle pourrait amener une peine infamante.

M. Bourgeois considère que la seconde partie de l'amendement est une invite au Gouvernement de tenir compte dans la distribution des distinctions, du point de vue moral et professionnel. On a toujours agi ainsi au Ministère du Travail. Cette partie de l'amendement est donc inutile et peu conforme aux règles d'une bonne rédaction

législative. Elle semble empiéter sur les responsabilités du pouvoir exécutif.

Quant à la première partie de l'amendement, M. Bourgeois n'est pas d'avis qu'il soit bon d'introduire dans des lois spéciales des conditions d'éligibilité. Cela regarde les lois générales sur l'électorat et l'organisation des pouvoirs publics. « En matière d'élection d'un caractère professionnel, il faut laisser aux pairs le soin de juger leurs pairs... seuls ils pourront apprécier ce qui doit ou ne doit pas entraîner la perte des droits. » Il pense que l'amendement ne produira guère d'effet utile et met en cause des principes qui doivent être pour le moment laissés de côté par la Chambre. Le Ministre s'engage à tenir compte des antécédents des candidats aux distinctions honorifiques relatifs aux lois du travail.

MM. Lemire et Daniel Vincent retirent leur amendement.

M. Jules Roche (1) présente un article additionnel ainsi conçu : « La mise en vigueur des dispositions ci-dessus est reportée au 14 janvier 1920, pour les fabriques de sucre brut de betterave, pour le peignage et la filature de la laine ».

Cette disposition, fait remarquer M. Jules Roche, n'est autre que l'application d'un article de la *Convention de Berne*. La loi proposée n'est-elle pas dans certains cas très dangereuse et nuisible pour les droits et les intérêts mêmes des ouvriers ? En portant atteinte aux intérêts des

(1) *Loc. cit.*, p. 1993.

patrons, on porte atteinte par répercution à ceux des travailleurs.

Il résulte du rapport général du président de la Commission permanente des valeurs en douane. M. Alfred Picard, que la France ne parvient pas à développer son commerce et son industrie aussi vite que ses concurrents. Elle recule même sur certains champs de bataille économiques. M. Picard indique que certaines difficultés, auxquelles se heurtent les producteurs et négociants, sont spéciales à la France. La loi en discussion, d'après M. Jules Roche, serait de toutes les lois sociales la plus dangereuse, car elle tendrait à diminuer considérablement les forces productives du commerce et de l'industrie (20 0/0). M. Roche insiste sur la nécessité d'une Conférence internationale s'imposant ici, avec dix fois plus de raisons que dans la question du travail des femmes et des enfants, dont les répercussions sont moins profondes et moins étendues.

Pour ce qui est des fabriques de sucre brut de betterave, de peignage et de filature de la laine, M. Jules Roche observe que ces industries sont dans des conditions tellement exceptionnelles en fait, que la Convention de Berne décide que cette convention n'entrera en vigueur que le 14 janvier 1920, pour les fabriques de sucre de betterave, pour le peignage et la filature de la laine, pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque le travail est arrêté quatre mois au moins par des influences climatiques.

Or, le Gouvernement français a reconnu la nécessité de ces dispositions qui s'appliquent aux femmes et aux enfants, A fortiori, doit-il en être de même pour le travail

des adultes. Les 90 jours de dérogations prévues au projet sont insuffisants pour le peignage et la filature de la laine qu'il ne faudrait pas assimiler aux autres usines de filature de soie ou de tissage de laine ou de coton. Dans une même usine consacrée à l'industrie de la laine, les ateliers sont aussi dissemblables que s'ils constituaient des usines séparées par des kilomètres. Les ateliers ne travaillent pas toujours ensemble ni avec les mêmes équipes. La période de pleine activité est fractionnée. Les peigneurs travaillent à façon, suivant les demandes et ne sauraient constituer de stocks. Les subdivisions de l'industrie du peignage sont infinies.

En Angleterre, dans ces industries, les hommes travaillent (en même temps que les femmes et les enfants) 10 heures par jour et 12 heures $\frac{3}{4}$ la nuit, par équipes sans que les machines soient, pendant ces 12 heures $\frac{3}{4}$, 1 minute arrêtées. Il ne faut pas que la France soit dépassée par ses concurrents.

En Belgique la loi du 2 août 1911 interdit bien le travail de nuit à toutes les femmes, à partir du 1 janvier 1912. Dans les entreprises de peignage et de filature de la laine, la loi ne s'appliquera qu'à partir du 1 janvier 1920, suivant la Convention de Berne.

M. Fontaine, rappelle que l'interdiction du travail de nuit des femmes existait en France avant la Conférence de Berne, que nous y sommes allés pour amener nos concurrents à adopter la disposition. Certains pays, comme la Belgique, ont quelque peu résisté, surtout pour ce qui regarde la filature et le peignage de la laine. Mais les représentants des autres nations n'ont à aucun moment

allégué que l'industrie des peignages de laine ne pouvait se plier à la règle générale que l'on voulait imposer. La Belgique exigeait le délai pour signer. On le lui a donné parce qu'il y avait un intérêt majeur à ce qu'elle signe.

A la Conférence de Berne, on a aussi, à la demande de la Hongrie, accepté des mesures transitoires pour les fabriques de sucre ; c'est aussi parce qu'il fallait réunir l'unanimité. En France, qu'arrivera-t-il pour ces fabriques, avec le régime de la loi de 10 heures ?

1° Pour les fabriques de sucre, le sort des femmes est déjà réglé par la loi de 1892-1900, de même que celui des adultes qui travaillent avec elles (loi de 1900). La Chambre a, d'autre part, repoussé l'amendement de M. Thomas en ce qui concerne les usines à feu continu ; ces derniers travaux pourront donc se faire dans les fabriques de sucre par équipes de 12 heures comme avant le vote de la loi.

2° Pour les filatures de laine, c'est la loi du 30 mars 1900 qui s'y applique, car la plupart sont mixtes (hommes et femmes ensemble).

3° Pour le peignage, ou bien, dit M. Fontaine, il s'agit d'opérations liées ensemble, et dans ce cas, les 90 jours de dérogations doivent être accordés en même temps à tous les ateliers ; ou bien il s'agit d'industries nettement différentes le texte de la loi et les explications données indiquent que les dates de dérogations peuvent être différentes pour les diverses parties de l'usine ; l'industrie du peignage de laine, on peut l'affirmer hautement, ne sera pas plus touchée que les autres.

L'amendement de M. Jules Roche est repoussé par 435 voix contre 137.

Reste à voter l'ensemble du projet de loi (1). M. Louis Dubois explique qu'il ne le votera pas, parce qu'il est insuffisamment étudié et manque d'enquête préalable. Le Conseil supérieur du Travail n'a pas été consulté ; toutes les propositions reçues par la Commission, celles des représentants de l'industrie, comme les avis motivés des Chambres de Commerce, concluent unanimement contre le projet. Ce dernier apporte au travail de nouvelles entraves dont l'effet peut être désastreux, notamment au point de vue de la concurrence étrangère. Il a, en outre, le défaut de soumettre tous les établissements à une règle uniforme, à laquelle ils ne sauraient uniformément se prêter.

Sous prétexte de protéger les ouvriers adultes, il va contre leurs intérêts et atteint leur liberté ; le syndicat et le droit de coalition les arment suffisamment pour les défendre. Le projet est en outre inutile : presque partout patrons et ouvriers se sont mis d'accord pour réduire la journée de travail au minimum compatible avec les nécessités de l'industrie. Le vote de la loi aboutirait à augmenter le nombre des fonctionnaires, et la paperasserie administrative marquerait un pas de plus dans la voie de la mainmise de l'État sur toutes les forces, les activités, les libertés de la vie privée (2).

M. Bracke, au nom du parti socialiste, tient à constater que la réforme qui limite à 10 heures la journée normale

(1) *Loc. cit.*, p. 1998.

(2) Cf. passim ce que nous avons déjà indiqué des discours de M. Louis Dubois dans le même sens et avec de plus amples détails.

de travail, subit elle-même des limitations en tous sens, notamment dans sa portée et son efficacité par le système des paliers qui enlève les avantages d'une transformation immédiate des conditions d'exploitation dont sont victimes les ouvriers.

L'industriel pourra ainsi prendre ses précautions pour ne pas subir de dommages. L'intérêt patronal l'a emporté sur l'intérêt ouvrier.

La loi est aussi limitée dans son extension par l'exclusion de catégories entières de travailleurs. La proposition de M. Jules Guesde, soutenue par M. Albert Thomas, tendant à la réduction de la journée de travail dans les usines à feu continu, a été rejetée. Un très grand nombre d'établissements échappera encore à la loi.

« Enfin, vous limitez l'application de la loi par les dérogations portées à 90 jours. C'est en réalité à plus du tiers du total des journées d'une année, à deux journées par semaine, que vous avez fait monter le nombre des dérogations possibles et que vous avez dit : la loi n'existera pas ces jours-là, comme vous disiez ailleurs à des travailleurs ; pour vous non plus, la loi n'existera pas ».

Le parti socialiste votera néanmoins la loi, car il la considère comme un premier effort pour amener une limitation sérieuse des « travaux forcés ouvriers ». Mais il se réserve de travailler à réduire de plus en plus l'exploitation de la classe ouvrière. « Nous sommes sûrs, Messsieurs — c'est ce qui fait surtout que nous pouvons aujourd'hui voter la loi — nous sommes sûrs, qu'avant peu, les faits eux-mêmes vous forceront à y apporter des améliorations et à faire que

cette réforme ne soit plus, par endroits, une simple apparence de réforme. »

L'ensemble du projet de loi est adopté à la très forte majorité de 491 voix contre 50 (1).

La faible minorité comprend surtout des députés progressistes et quelques-uns seulement des députés conservateurs.

Le projet fut transmis au Sénat le 5 novembre 1912 et renvoyé aux bureaux.

(1) Séance du 4 juillet 1912, *J. O.* du 5, p. 1999.

ANNEXE

La proposition de loi de M. Vaillant sur l'institution de la journée de 8 heures et du salaire minimum.

Le parti socialiste, nous venons d'en dire deux mots, n'a pas abandonné ses efforts, en vue de la réalisation de la journée de 8 heures, qui forme avec la semaine anglaise la base de ses revendications concernant la durée du travail.

Il nous paraît donc utile de mettre, sous les yeux de nos lecteurs, l'analyse très succincte de la proposition que M. Vaillant a déposée, lors de la session extraordinaire de 1910, à la séance du 17 novembre (1).

L'idée de la journée de 8 heures est d'origine anglaise. Elle fut mise en avant par Doberty, secrétaire de l'Union nationale des fileurs de coton en 1829 et par Robert Owen. Le mouvement gagne l'Amérique vers 1861. Deux congrès importants y délibèrent sur la question en 1885. Puis viennent le congrès de Liverpool en 1890, d'Edimbourg en 1896, le congrès de Paris en 1889 qui avec deux autres congrès français de la même année votent le principe de la journée de 8 heures.

(1) Annexe n° 469, p. 114 D. P. Chambre. Renv. à la Commission du Travail. Voir *suprà* le contre-projet que M. Vaillant déposa le 11 mars 1912.

Le congrès international de Zurich en 1893 ; de Paris 1900 le 6^e congrès des Bourses du Travail, Nîmes 1895 ; les 7^e, 8^e, 10^e, 12^e congrès corporatifs nationaux, Limoges 1895, Tours 1896, Rennes 1898, Lyon 1901, montrent combien la classe ouvrière tient au principe de la limitation légale à 8 heures.

Au Parlement, il faut citer dans ce sens la proposition Ferroul en 1890, Goujon en 1891, Basly en 1893, Albert Chiché, Jourde, Aimel, Mitchel en 1891, Jules Guesde en 1894. M. Vaillant dépose une première proposition en 1894 ; en 1899, lors de la discussion de la loi sur le travail des femmes, il parle en faveur de la journée de 8 heures.

Le Congrès corporatif de Lyon, en 1901, préconise l'action directe. Le Congrès de Bourges en 1904 crée une commission spécialement chargée de la question des 8 heures. La journée du 1^{er} mai 1906, comme l'avait été celle de 1891 avec la journée de Fourmies, est une manifestation en vue de l'obtention des 8 heures.

La proposition, dont nous allons nous occuper, a pour titre : *Proposition de Loi ayant pour objet l'institution de la journée de 8 heures et du salaire minimum pour tous les ouvriers et ouvrières et pour tous les employés et employées* ; elle est présentée par MM. Edouard Vaillant, Albert Poulain, etc. (en réalité tout le groupe socialiste unifié).

Urgence de la réduction du travail à 8 heures. — M. Vaillant constate que la réduction de la durée du travail est la première, la plus urgente des réformes de sa situation économique réclamée, dans le mode de production actuelle, par le prolétariat. C'est pour elle que chaque année, dans

tous les pays, les prolétaires recourent à la grève générale (Russie 1905, France 1906).

I. Protection de la femme et de l'enfant. — Les lois ouvrières ne sont que la traduction tardive et affaiblie des revendications prolétariennes. On a commencé par protéger la femme et l'enfant parce que la race même était en jeu.

II. Nécessité de protéger l'adulte. — L'adulte doit travailler dans un milieu et à une occupation salubre, il doit être à l'abri de la fatigue et de l'usure suivant l'âge, le sexe, la force, la nature de l'occupation, l'éducation et l'habitude technique, l'organisme ouvrier. L'alimentation, le repos doivent pouvoir compenser l'usure.

Il y a dans le travail, dans la fatigue cérébrale et la fatigue musculaire, des limites de durée et d'intensité qu'on ne peut franchir sans péril. Il faut éviter l'établissement de l'état de surmenage. Il faut à l'ouvrier une alimentation profitable, un sommeil réparateur, le délassement du soir. Il faut le repos hebdomadaire et des vacances.

Repos. — Il faut que le travail soit coupé en tenant compte de la force de l'occupation, du sexe et de l'âge. Les repos doivent prévenir l'intoxication organique.

Alimentation. — La forte alimentation doit fournir à l'ouvrier la source chimique d'énergie qui lui donnera la chaleur et la force de travail régénérée qui lui est nécessaire.

Salaire. — C'est le salaire qui lui permettra de se procurer cette alimentation. Il servira aussi à lui fournir l'habitation et le vêtement pour lui et sa famille.

L'âge, la fragilité, la faiblesse, l'usure, la vieillesse de l'organisme doivent entrer en ligne de compte.

Régime capitaliste. — Il y a contradiction entre les condi-

tions hygiéniques et organiques permanentes de tout travail et ses conditions économiques dans le régime capitaliste. Ce dernier, en effet, repose sur la formation de plus-value qui n'est dûe qu'au surtravail économique producteur, par l'intensité ou durée supplémentaire, de la valeur qui s'ajoute à la valeur propre de force de travail ou du salaire et à celle des autres éléments du produit marchandise. Il faudrait renoncer à ce surtravail, à cette plus-value.

Limite physiologique. — La limite physiologique devrait indiquer le maximum d'effort et de durée du travail journalier. Elle est déterminée par M. Vaillant, nous l'avons vu, par la mesure de la source nutritive et thermique de l'énergie transformée et dépensée en chaleur et mouvement ou travail, et en outre par la mesure des recettes et dépenses des forces de l'organisme, s'opérant sans trouble de son équilibre et de sa faculté normale de récupération.

Ne pouvant supprimer le surtravail économique, l'ouvrier cherche à le réduire à une limite hygiénique. Le maximum de 8 heures, déjà excessif, est urgent, cela est démontré par des observations de tout ordre qui montrent que dans l'organisation sociale de la production et de sa distribution, il est nécessaire que le travailleur trouve les conditions physiologiques, hygiéniques et humaines d'existence et de durée du travail. Dans les fabriques où la journée a été réduite, la morbidité ouvrière a diminué dans un rapport grandissant avec la diminution de durée, bien que malheureusement contrecarré par une augmentation d'intensité.

Nous n'insisterons pas sur la morbidité, les accidents qu'entraîne la trop grande durée du travail. Nous nous

sommes longuement étendus sur ce sujet, M. Vaillant ne fait que rappeler tout ce que nous avons dit.

Lutte de classes. — La lutte de salut ouvrier pour la réduction du surtravail et de sa durée, dont Karl Marx a si remarquablement montré la raison économique, deviendra toujours plus ardente. Le prolétariat se rend compte de son exploitation et de sa sujétion aux maîtres capitalistes, des moyens de production se mesurant par la durée de son travail allongé du surtravail. Le capitaliste fait produire à l'ouvrier une valeur additionnelle ou plus-value, un profit réalisé dans la vente du produit et dont l'ouvrier ne retire aucun bénéfice : « Le produit n'est pas fait pour son producteur, il est fait pour la vente. Sa valeur d'échange est déterminée, mesurée par la quantité ou durée de travail social moyen, que la force de travail ouvrière vivante et actuellement agissante, y a fait entrer par son exercice. »

Éléments de valeur incorporés au produit. — M. Vaillant découvre quatre éléments de valeur incorporée au produit marchandise ; 1° La valeur de la portion usée à sa confection du capital fixe (bâtiments, machines, appareils) ; 2° La valeur de la portion usée pour lui des matières du travail (matières premières et auxiliaires) ; 3° La valeur de la force de travail acquise au prix du salaire et incorporant sa valeur par le travail nécessaire à sa propre production ; 4° La valeur de la quantité additionnelle de valeur ou plus value produite par l'exercice de durée supplémentaire de la force de travail. Ce sont ces quatre éléments de la valeur incorporée au produit marchandise par la force de travail qui forment la valeur d'échange du produit qui se réalise approximativement en argent, sur le marché, par la vente.

Cette force de travail, identique à la personne du travailleur, est en elle-même une marchandise. Elle est acquise par le capitaliste au moyen du salaire : il a donc intérêt à prolonger et à intensifier la durée du surtravail producteur de plus-value. Ce surtravail est même le plus intéressant pour le capitaliste qui cherche à l'augmenter, tandis que l'ouvrier cherche à le raccourcir le plus possible.

L'opposition apparaît éclatante entre capitaliste et ouvrier ! Le jour où le surtravail cessera, le capitaliste aura vécu. Il se sera transformé « en un mode social de production de valeurs, non plus d'échange, mais d'usage, correspondant à des rapports d'équivalence sociale, amenés par les divers facteurs déterminants de cette révolution économique et politique... »

En attendant « l'intensité et la durée du travail ouvrier sont les formes combinées de son exploitation et de sa misère. »

Réduction. — Le développement de l'industrie caractérisé par une production croissante, en même temps que par l'accumulation et la concentration des capitaux dans le commerce et l'industrie, a permis, cependant, sans changement des conditions sociales de cette production, une réduction de la durée du travail et il n'y a *pas d'obstacle* à l'institution de fait par la force ouvrière ou par décision législative, de la journée de 8 heures.

Infériorité internationale. — L'infériorité internationale qui, dit-on en résulterait, est, pour M. Vaillant, illusoire. C'est dans les pays économiques les moins développés, que se trouvent les longues journées et les bas salaires, au

contraire de ceux qui sont à l'avant-garde de la production contemporain (Angleterre, États-Unis).

Salaire. — La question du salaire se lie intimement à celle de la durée du travail. Par la réduction de la journée les frais généraux de l'industrie sont moindres ; le chômage est réduit ; la concurrence des bras inoccupés diminuant, on n'en trouvera plus à vil prix, l'offre sera moindre.

Minimum de salaire. — Mais le chômage ne pourra jamais disparaître de la société à forme capitaliste. Il faut donc garantir au salaire un taux minimum déterminé par les frais de l'existence ouvrière dans son milieu local et régional toutes les fois que l'on n'aura pas déjà pu obtenir le tarif syndical.

Pour sauvegarder les avantages de la journée de 8 heures, il y aura encore d'autres moyens ; M. Vaillant cite : 1° L'action de l'organisation ouvrière cherchant à diminuer le surtravail ; 2° et luttant contre les modes de travail qui favorisent l'intensification du travail (travail aux pièces, à forfait, marchandage).

État actuel. — M. Vaillant constate que d'ailleurs, à l'heure actuelle, la journée de 8 heures est acceptée par certains patrons, qu'elle a même été introduite par les plus intelligents de ceux-ci. La loi l'a établie dans les mines.

M. Vaillant fait ensuite un exposé de législation comparée. Nous renvoyons le lecteur à tous les détails que nous avons exposés sur ce sujet (notamment à l'analyse du discours de M. Vaillant sur ce point, au chapitre : Production).

M. Vaillant rappelle que Robert Owen avait eu, en 1817,

l'idée de la journée de 8 heures et en avait revendiqué l'application dans son « catéchisme » rédigé en 1833.

Il cite le passage du catéchisme résumant et exposant remarquablement déjà les principaux arguments que nous avons démontrés.

Le salaire, ajoute M. Vaillant, est trop souvent abaissé au-dessous du minimum nécessaire d'existence, par l'effort patronal et la complicité de l'État.

L'État est coupable parce que ses impôts indirects et de consommation, ses droits de douanes et d'octroi enrichissent la vie. Plus le mode de production capitaliste progresse, plus celle-ci devient chère par suite de la concentration des capitaux, des trusts, des spéculations. Le salaire réel devient de plus en plus inférieur au salaire nominal ou salaire pécuniaire. Pour le ramener au moins au même niveau, il faut établir le salaire minimum.

TEXTE

LA LOI COMPREND 18 ARTICLES

ARTICLE PREMIER.

Personnes assujetties. — Les enfants, les filles mineures, les adultes hommes et femmes.

Etablissements assujettis. — Tous. L'énumération en est longue et complète : usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers et ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit publics ou privés, domestiques et de famille, laïques ou religieux, docks, entrepôts, transports, voies urbaines, fluviales, maritimes, canaux, voies ferrées, forêts, grande culture et culture industrielle ou intensive, entreprises de commerce, magasins, bureaux et tous autres établissements et lieux de travail, de production, de commerce et d'échange, Seules les professions libérales et les domestiques paraissent exclus de la liste.

Nationalité. — Elle n'a pas d'importance, la loi s'applique aux Français et aux Étrangers.

ART. 2.

Age d'admission. — Les enfants doivent avoir 16 ans révolus. Jusqu'à 20 ans, tout ouvrier et tout ouvrière, pour être admis dans les établissements ci-dessus visés, doit être muni d'un certificat d'aptitude physique délivré, à titre

gratuit, par un médecin accrédité à cet effet de la médecine physique.

Cet examen médical sera renouvelé chaque année jusqu'à 20 ans, d'une façon régulière et, en outre, les inspecteurs primaires auront toujours le droit, jusqu'à cet âge, de recueillir un examen spécial.

ART. 3.

Durée du travail pour les jeunes ouvriers. — De 16 à 20 ans elle ne pourra jamais excéder la moitié de la journée entière de travail fixée par la présente loi pour l'ouvrier et l'ouvrière adulte.

Elle ne pourra donc excéder 4 heures par jour, ni 24 heures par semaine.

Ces 4 heures de travail devront être consécutives c'est-à-dire sans relais avant ou après-midi et avec les seuls intervalles de repos.

ART. 4.

Durée du travail pour les ouvriers adultes. — 8 heures par jour au maximum de travail effectif sans relais et sans autres intervalles que ceux des repos.

Pas plus de 44 heures par semaine comptées par l'entrée et la sortie de l'usine, du chantier, etc..., c'est-à-dire du lieu de travail.

ART. 5.

Ce que comprend la journée de travail. — Cinq journées et demie de travail, suivies d'une journée de repos ininterrompue.

Autant que possible, le travail cessera le samedi à midi pour ne reprendre que le lundi matin.

ART. 6.

Repos. — Les 8 heures au plus du travail des adultes seront coupées par un ou plusieurs repos. La durée totale de ces repos ne pourra pas être inférieure à 2 heures. Pendant le temps de repos, tout travail, de quelque nature qu'il soit, sera interdit. Les repos devront être pris en dehors du lieu de travail et le repos de midi sera d'au moins 1 h. 1/2.

Les 4 heures au plus de la journée des jeunes ouvriers et des jeunes ouvrières de 16 à 20 ans devront être coupées par un repos d'au moins 20 minutes.

ART. 7.

Travail de nuit. — Il est interdit pour les enfants, les ouvriers et les ouvrières de moins de 20 ans, dans tous les travaux de la grande et de la petite industrie, de l'industrie domestique et de famille, de la production, du commerce, etc... visés par la présente loi. Pour les industries où il est pratiqué et lorsqu'il est reconnu qu'il est indispensable à l'existence même de ces industries, il sera réduit au minimum pour les adultes ouvriers et ouvrières.

ART. 8.

Femmes en couches. — Tout travail industriel, commercial ou agricole est interdit aux femmes enceintes 8 semaines avant l'accouchement et 6 semaines après. Un certificat médical attestera la faculté de reprise du travail des accouchées ou retardera le début de cette reprise.

Les journées de repos des femmes enceintes ou accouchées leur seront payées par les patrons au même taux et prix que les journées de travail.

Art. 9.

Vacances. — Pour tous les ouvriers enfants ou adultes occupés dans le même établissement; il y aura 15 jours payés de repos consécutif par an.

ART. 10.

Mines minières et carrières. Travaux insalubres. — Les enfants, les jeunes ouvrières et les femmes, les jeunes ouvriers avant 18 ans ne peuvent être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

Les enfants, les jeunes ouvriers, les jeunes ouvrières et les femmes ne peuvent être admis à aucun travail insalubre.

ART. 11.

Salaire. — La semaine de salaire comprend 7 jours par semaine, le paiement ayant lieu chaque semaine.

Pour tous les travaux de métiers ou industriels, de commerce ou d'agriculture où existent une organisation et un tarif syndical, le tarif sera celui de ce tarif syndical.

Lorsque ce tarif syndical n'existera pas encore, un salaire équivalent ou tout au moins minimum sera provisoirement établi après délibération et entente entre les délégués de la Confédération générale du travail, les délégués des ouvriers syndiqués des industries en cause et les patrons.

Ce salaire devra entièrement répondre aux conditions locales de l'existence.

ART. 12.

Caractères du salaire. — Ce salaire minimum et irréductible sera fixe pour un tiers et variable pour les deux autres de son montant considérés comme répondant aux dépenses

particulièrement variables de logement, chauffage, éclairage, etc... et de consommation alimentaire essentielle (pain, viande, lait, sucre etc...) dont les prix de détail seront déterminés régionalement par un service de statistique institué à cet effet.

Chaque trimestre, une décision du tribunal des prud'hommes de la région sanctionnera, en rapport avec ce taux des prix de détail, s'il a augmenté, l'augmentation correspondante des deux tiers variables du salaire des ouvriers et employés.

ART. 13.

Marchandage. — Le marchandage est interdit dans tout travail de quelque nature qu'il soit, industriel, commercial ou agricole, sous quelque forme que ce soit.

ART. 14.

Heures supplémentaires. — Elles ne seront permises qu'en cas de nécessités accidentelles, inévitables et reconnues telles par le syndicat ouvrier. Elles seront alors payées le double des heures ordinaires.

ART. 15.

La liberté syndicale. — Elle est entière. Le syndicat ouvrier auquel ils appartiennent est le représentant naturel et légal des ouvriers de toute industrie et de tout établissement industriel ou commercial.

ART. 16.

Exécution de la loi. — C'est le service de l'Inspection du Travail complété par un corps d'un nombre double d'*inspecteurs ouvriers*, ayant chacun même autorité et rétribution que les inspecteurs de l'État et chargés d'une surveillance constante de tous les ateliers, chantiers et autres

lieux de travail visés par la présente loi. Ces inspecteurs ouvriers seront délégués par la Confédération Générale du Travail et auront surtout à vérifier et faire observer les conditions du Travail.

Il y aura chaque année des conférences entre les inspecteurs du Travail.

Les inspecteurs de l'État et les inspecteurs ouvriers devront, les uns et les autres, par un rapport général annuel publié au « Journal Officiel », faire connaître les résultats de leurs inspections et les résolutions résultant des débats de leur conférence et ayant pour objet l'application et l'amélioration des lois du travail et de son inspection.

L'ensemble des rapports des inspecteurs sera publié en un volume annuel distribué aux syndicats ouvriers et mis en vente au prix de revient.

ART. 17.

Dérogations à la loi. — Toutes dérogations aux dispositions de la présente loi sont interdites.

ART. 18.

Dispositions contraires. — Toutes dispositions légales ou réglementaires contraires à la présente loi sont abrogées.

Vu :
Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu :
Le Président de la Thèse,
RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. POINCARÉ.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	v-viii
INTRODUCTION	1-8
La reprise de l'industrie.	
Entraves actuelles.	
L'apprentissage.	
Surmenage.	
Réformes nécessaires.	
Délimitations de cette étude.	

PREMIÈRE PARTIE

BASE PHYSIOLOGIQUE DE LA DURÉE DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER. — Le Travail	9-34
I. — <i>Physiologie du travail. Aperçu historique</i> . . .	9-14
xvii ^e siècle, xviii ^e siècle.	
xix ^e siècle.	
Taylor.	
Commission de la physiologie du travail profes-	
sionnel.	
Division.	
Phénomènes de l'activité musculaire.	
Contraction musculaire.	
Combustion et désassimilation.	
Surmenage et empoisonnement.	
Expérience de Mosso.	
Substances toxiques des muscles fatigués.	
Essoufflement.	
Intoxication.	
Trois formes de surmenage.	
Le travail répété chaque jour.	

Auto-intoxication.
 Traumatismes de la fatigue.
 Épuisement des éléments nervo-moteurs.

II. — *Influence du travail sur les organes du corps* 9-34

Respiration.
 Circulation, cœur.
 Artères, sphygmographe.
 Pression artérielle.
 Rythme des pulsations.
 Puissance musculaire.
 Métabolisme (Chaveau).
 Réactions chimiques.
 Aliments dynamiques.

CHAPITRE II. — **La Fatigue et le Surmenage** 35-114

I. — *La Fatigue* 35-61

Définition.
 Ergogrammes et facteurs externes.
 Causes de la fatigue.
 Les nerfs infatigables.
 Fatigue, fonction de défense.
 Résistance à la fatigue.
 Produit $F^2 \times t$.
 Siège de la fatigue.
 Endurance professionnelle.
 Fatigue nerveuse.
 Microrespiromètre.
 Chambre calorimétrique.
 Expériences d'Amar.
 Esthésiomètre.
 Résultats de Weber.
 Enfants des écoles.
 Méthode psychologique.
 Chronoscope de Lobsien.
 Ergographe de Mosso.
 Algésiomètre de Vannod. Griesbach. Esthésio-
 mètre.
 Volume du cerveau.

Pression du sang.
 Travail intellectuel prolongé.
 Attention.
 Efforts et centres nerveux.
 Urine.
 Exercice acquis et fatigue.
 Travail répété chaque jour.
 Fatigue cérébrale.

II. — *Les Lois de la Fatigue* 61-74

Expérience de Mosso.
 Ponomètre.
 Centres nerveux et travail physique.
 Deux facteurs de la fatigue musculaire.
 Rythme du travail.
 Manque de sommeil.
 Anémie et jeûne.
 Température.
 Age.
 Age et force manuelle et rénale.
 Oscillations quotidiennes.
 Travail quotidien régulier.

II. — *Influence de la fatigue et du surmenage sur*

l'organisme humain 74-91

Effet du travail physique.
 La température et le poids du corps.
 Le sang et les globules rouges.
 Globules blancs. Hémoglobine.
 Respiration.
 Efforts réitérés.
 Capacité pulmonaire.
 Appareil circulatoire.
 Palpitations. Myocardite.
 Hypertrophie du cœur.
 Les reins.
 Anémie rénale.
 Digestion stomacale.
 Suc gastrique.
 Le foie.

Suractivité du foie.
 Insuffisance hépatique.
 Force musculaire.
 Variations.

IV. — *Influence de la fatigue et du surmenage sur
 l'invasion microbienne.* 91-94

Surmenage et microbes.
 Expérience de Charrin et de Roger.
 Fatigue et évolution des maladies.
 Statistique de typhoïdes.

V. — *Divers facteurs influant sur la fatigue et le sur-
 menage* 94-114

Question des repos.
 Alimentation.
 Tableau des rations.
 Alimentation normale.
 Alimentation au travail et au repos.
 Alcool.
 Café, thé, etc.
 Influence des aliments.
 Circulation gênée.
 Respiration gênée.
 Fatigue.
 Age.
 Obésité, myopie.
 Sommeil.
 Préoccupations morales.
 Architecture du corps.
 Types « digestifs, respiratoires », etc
 Qualités psychiques.
 Hygiène sociale.
 Température.
 Température optima.
 Température et respiration.
 Vêtement.
 État hygrométrique.
 Sudation.
 Humidité chaude des filatures,

Air sec. Vêtements. Résistance de l'air. Travail dans l'eau.

Altitude.

Travail sur les hauteurs.

Travail dans le sous-sol.

Caissons à air comprimé.

Gaz et vapeurs délétères.

Bois toxiques nerveux.

Opium, tabac.

Poussières et fumée.

Radiations calorifiques.

Radiations lumineuses.

Radiations chimiques.

Soleil et microbes.

Atmosphère électrisé.

Sons et bruits.

Outillage.

CHAPITRE III. — **Base physiologique.** 115-127

Travail journalier et puissance de l'homme. 115-127

Le rendement.

La puissance.

Puissance et durée.

Le plus grand travail journalier.

Travail par seconde.

Pression, vitesse, temps et fatigue.

Évaluation de dépense énergétique.

Expériences d'Amar.

Travail maximum (Coulomb).

Taylor.

Divers travaux (Amar).

Travail intellectuel.

Résultats de Couvreur, etc.

Tableau de Michel Lévy.

Conclusion, loi du repos.

Travail rapide.

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE. 128-205

CHAPITRE PREMIER. — **Aperçu historique.** 128-141

Grecs et Romains.
 Ancienne France.
 Apparition de l'Industrie.
 La Révolution.
 Premiers actes de Protection légale.
 Restauration. Gouvernement de juillet.
 Révolution de 48.
 Second Empire.
 Troisième République.
 Loi Millerand-Colliard.
 Le code du Travail.

CHAPITRE II. — **Situation actuelle.** 142-157

- I. — 1^o *Hommes travaillant dans les mêmes locaux que des femmes et des enfants.*
 Nombre des établissements.
 Quels établissements ?
 Les « mêmes locaux ».
 Les repos.
 La règle des 10 heures.
 2^o Hommes travaillant dans des locaux différents.
 « Usines et manufactures ».
 Circulaire de 1885.
- II. — *Dérogations à la durée du travail des adultes dans le cas où il est réglementé.*
 1^o Code du Travail, livre II, a. 17 et 23.
 Dérogations en bloc.
 Projet du 9 février 1912.
 2^o Dans des « locaux différents ».
 Code du travail, livre II, a. 8.
 14 heures de travail !
 Journée « légale » de 24 heures.
 Statistique relative aux 10 heures.

CHAPITRE III. — **Surmenage ouvrier.** 158-190

- I. — *Existe-t-il ?*
 Résumé des questions physiologiques.

Statistique des adultes travaillant 12 heures.

— des Établissements.

Députés.

II. *Répercussions.*

Développement physique.

Statistiques.

M. Vaillant.

Moralité.

Alcoolisme.

Chômage.

Divers.

CHAPITRE IV. — **Apprentissage.** 191-192

Résumé de la situation.

Unification des 10 heures.

Écoles d'apprentissage.

Résultats de la loi de 1900.

Commission supérieure du Travail.

Le renvoi des enfants.

Remède.

CHAPITRE V. — **Divers** 203-205

Diverses industries.

Cloisons.

Répression des infractions.

TROISIÈME PARTIE

LES PROJETS DEVANT LE PARLEMENT. 206-447

CHAPITRE PREMIER. — **Économie succincte** 206-211

Projets et propositions.

Projets de 1906 et 1910.

Économie succincte du projet de 1910.

Division générale de la III^e partie.

CHAPITRE II. — Loi des 10 heures et base physiologique.	212-231
Auto-intoxication par la fatigue.	
Résumé de la question.	
Digestion.	
Oxygène et nutrition.	
Conclusion. Base physiologique.	
Limite pour M. Vaillant.	
Rendement maximum.	
L'ouvrier moteur humain.	
Conclusions.	
CHAPITRE III. — Intervention de l'État	232-249
La grève ou la loi.	
Individualistes et socialiste.	
M. Bourgeois.	
Loi divine.	
Liberté du Travail.	
Echos à la Chambre.	
Que doit être l'État ?	
Devoir d'intervention.	
Influence sur la transformation industrielle.	
Angleterre.	
Associations.	
Libre concurrence, fixation légale des salaires.	
CHAPITRE IV. — Loi naturelle et péril révolutionnaire	250-264
I. — <i>Loi naturelle</i>	250
Abbé Lemire.	
Loi de nature et contrat de travail.	
Responsabilité des employeurs, des consommateurs.	
Principes d'économie sociale.	
Échos à la Chambre.	
II. — <i>Caractère obligatoire du contrat de travail</i>	259
Liberté du contrat de travail.	

Danger révolutionnaire,

CHAPITRE V. — **Production** 265 - 355

I. — *Prosperité industrielle nationale. Position de la question* 265 - 310

Domaine.

Souplesse du travail.

Justesse de l'objection.

Diminution de la production.

Petite et moyenne industrie.

Perturbation? Statistiques.

Intérêts de la production.

Établissements de l'État.

Statistique de M. Fontaine.

Production dans les mines.

Critique des chiffres de M. Jules Roche.

Machinisme.

—

Diverses expériences.

Rapports.

Conclusion.

II. — *Concurrence internationale*. 310 - 355

Législation comparée.

Augmentation du prix de revient.

Augmentation des frais généraux.

Impôts comparés.

Exportations comparées.

Durée du travail comparée.

Salaires.

Durée du travail.

La loi anglaise.

Durées comparées.

Concurrence.

CHAPITRE VI. — **Point de vue national**. 356 - 371

La lutte des classes.

Opposition des classes.

Salaire minimum.
 Historique de la législation anglaise.
 Avenir de la race.
 Physiologie.
 Développement corporel.
 Alcoolisme.

CHAPITRE VII. — **Point de vue individuel.** . . . 372-386

Moral, santé, famille, accroissement des loisirs.
 Alcoolisme.
 Dislocation de la famille.
 Culture.
 Distraction, amélioration de la santé.
 Chômage.
 Salaires.

CHAPITRE VIII. — **Apprentissage** 386-395

Crise.
 Chambre de Commerce de Paris.
 Conflit des lois.
 Unification.
 Rapports des Inspecteurs du Travail.

CHAPITRE IX. — **Portée de la loi** 396-447

Division.

I. — *Établissements.* 396

II. — *Enquête.* 397-415

Avis des Chambres de Commerce.
 Conseil supérieur du Travail.
 Proportion des Établissements.
 Réglementation étrangère.
 Ajournement.
 Proportion des ateliers.
 Souplesse.
 Syndicats.
 Uniformité de la loi.
 Inutilité d'une enquête.

Conseil supérieur du travail.

III. — *Entente internationale* 415-421

Historique.

Chambres de commerce.

Conférences périodiques.

Conférence de Berne.

IV. — *Déroptions* 422-445

Suppression ?

Souplesse.

Usines à feu continu.

Apprentis.

Déroptions par atelier.

Enquête.

Industries saisonnières.

Équipes interchangeableables.

Élasticité.

Usines à feu continu.

Calcul à l'année.

Exemples d'industries.

Trop de déroptions.

Travail à la semaine.

Calcul annuel.

Contrôle.

Déroptions par heures.

Travail des ports.

Petite industrie.

Déroptions par personnes.

Souplesse.

Paliers.

V. — *Semaine anglaise* 445-447

CONCLUSION. — **La loi des dix heures** 448-457

Résumé de la situation.

Lenteur des réformes.

Loi et Évolution.

Base physiologique.

Projet des 10 heures.

La journée de 8 heures.

Guerre et main-d'œuvre (note).

Revision d'ensemble de la législation du travail.

**ANNEXES. — Chronologie et principaux textes
des débats du projet Viviani en 1910.**

458

**La proposition de M. Vaillant sur la journée
de 8 heures**

538

Exposé des motifs.

Textes.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	V
INTRODUCTION. — Division générale.	1

PREMIÈRE PARTIE

BASE PHYSIOLOGIQUE DE LA DURÉE DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER. — Le Travail.	9
CHAPITRE II. — La fatigue et le surmenage	35
CHAPITRE III. — Base physiologique	115

DEUXIÈME PARTIE

SITUATION ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique	128
CHAPITRE II. — Situation actuelle	142
CHAPITRE III. — Surmenage ouvrier	158
CHAPITRE IV. — Apprentissage	191
CHAPITRE V. — Divers	203

TROISIÈME PARTIE

LES PROJETS DEVANT LE PARLEMENT

CHAPITRE PREMIER. — Économie succincte	206
CHAPITRE II. — Loi des dix heures et base physiologique	212
CHAPITRE III. — Intervention de l'État	232
CHAPITRE IV. — Loi naturelle et péril révolutionnaire.	250
CHAPITRE V. — Production	265

CHAPITRE VI. — Point de vue national	356
CHAPITRE VII. — Point de vue individuel	372
CHAPITRE VIII. — Apprentissage	386
CHAPITRE IX. — Portée de la loi	396
CONCLUSION. — La loi des dix heures	448
ANNEXES. — Les textes; genèse des articles du pro- jet Viviani de 1910	458
La proposition Vaillant sur la journée de huit heures	438
TABLE ANALYTIQUE	545

